

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

BIOGRAPHIE BELGE D'OUTRE-MER

VII

FASCICULE B

BELGISCHE OVERZEESE BIOGRAFIE

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN

ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES D'OUTRE-MER

BIOGRAPHIE BELGE D'OUTRE-MER

VII

FASCICULE B

BELGISCHE OVERZEESE BIOGRAFIE

KONINKLIJKE ACADEMIE VOOR OVERZEESE WETENSCHAPPEN

**Commission
de la Biographie
belge d'Outre-Mer**

**Commissie
voor de Belgische
Overzeese Biografie**

Président — *Voorzitter*

ROBYNS, W.

Membres — *Leden*

DE ROSENBAUM, G. - LEDERER, A. - LUWEL, M. - OPSOMER, J. - STENGERS, J. -
STORME, M. - VAN DEN ABEEL, M. - VAN GANSE, R.

Secrétaire — *Secretaris*

EVENS, F.

Toutes les notices ont été approuvées en Commission sur rapport d'un de ses membres.

Les initiales du membre-rapporteur sont mentionnées *in fine* des notices, dont les rédacteurs ne sont pas membre de l'Académie.

G.R. : G. de Rosenbaum
A.L. : A. Lederer
W.R. : W. Robyns
P.S. : P. Staner
J.S. : J. Stengers

Al de biografische nota's werden door de Commissie goedgekeurd, na verslag van één harer leden.

De initialen van het verslaggevend lid worden in fine vermeld van de nota's, waarvan de auteur geen lid is van de Academie.

M.S. : M. Storme
M.V. : M. Van den Abeele
J.V. : J. Vanhove (†)
M.W. : M. Walraet (†)

Quand un lieu ou une date de naissance n'ont pu être retrouvés, nous avons marqué « R.I. », ce qui signifie: « Recherches infructueuses ».

AVANT-PROPOS

En sa séance du 25 novembre 1971,
la Commission de la Biographie belge
d'Outre-Mer décida de scinder le Tome
VII en 4 fascicules: A, B, C et D.

Le T. VII, fascicule A est sorti de
presse le 27 mars 1973.

Le présent fascicule, dénommé Tome
VII, fascicule B, comporte 163 notices,
ainsi que la liste alphabétique des no-
tices parues dans ludit fascicule.

La liste complète de toutes les notices
parues depuis le premier tome, ainsi que
la liste des collaborateurs, paraîtront
dans le fascicule D du Tome VII.

18.3.1977

VOORWOORD

Tijdens haar zitting van 25 november
1971, besloot de Commissie voor de
Belgische Overzeese Biografie Boek VII
in 4 afleveringen te splitsen: A, B, C
en D.

Boek VII, aflevering A kwam van de
pers op 27 maart 1973.

Onderhavige aflevering, genaamd
Boek VII, aflevering B, omvat 163 no-
ta's, alsook de alfabetische lijst van al
de nota's die in deze aflevering ver-
schenen.

De volledige lijst van alle nota's, ver-
schenen sinds Boek I, alsook de lijst van
de medewerkers zullen gepubliceerd
worden in aflevering D van Boek VII.

18.3.1977

BIOGRAPHIE BELGE D'OUTRE-MER

BELGISCHE OVERZEESE BIOGRAFIE

A

ABEL (Armand-Frédéric-Charles), Professeur d'université (Uccle, 11.6.1903 - Awans, 31.5.1973).

Il fait ses études secondaires (1914-1919) à l'Athénée communal de Schaerbeek, peuplé à cette époque de professeurs en disponibilité de l'Université libre de Bruxelles — fermée par l'occupant — , ce qui lui vaut l'avantage d'acquérir une solide culture générale.

En 1920, il entre à l'Université libre de Bruxelles. Pris d'un appétit dévorant de savoir qui l'impose à l'attention de ses maîtres, il suit les cours de philologie classique, de philosophie pure et de sciences. Sa curiosité universelle et sa formation polyvalente valent à ce jeune docteur en philologie classique (1924) une orientation humaniste qu'il gardera durant toute sa féconde carrière.

En 1925, Armand Abel accompagne en Egypte Henri Grégoire qui lui confie les cours de latin et de grec à l'Université égyptienne du Caire. Durant son séjour en Egypte, il fait preuve d'une activité débordante: il apprend l'arabe, mène des fouilles archéologiques à Fustât, met en ordre la collection des céramiques arabes d'Egypte, publie, sous les auspices du Musée national d'Art arabe du Caire, un important volume sur les céramiques signées d'Egypte mamélûke, suivi plus tard de diverses études concernant leur histoire.

Au retour d'Egypte, il exerce de 1928 à 1953, les fonctions de professeur à l'Athénée

de Schaerbeek. Son enseignement y reste animé de cette flamme extraordinaire qui le caractérisera encore plus tard dans sa carrière universitaire, car il se donne de tout cœur et avec fierté à ses fonctions de professeur et ne tient pas la préparation des étudiants du secondaire comme sans importance ou indigne de son talent. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'il ait marqué profondément une longue génération de lycéens qui évoquent parfois avec nostalgie la fougue et la puissance de son verbe.

En 1929, il ouvre son premier cours d'arabe à l'Institut des Hautes Etudes de Belgique. À partir de 1934, ce cours est remplacé par des enseignements d'islamologie où il traite tour à tour de l'histoire de l'hellénisme dans la pensée arabe, des enseignements des Mille et Une Nuits, de l'histoire de la polémique islamo-chrétienne, des caractères esthétiques de la littérature arabe et de la formation du Coran, de l'évolution urbaine des grandes villes arabes, des marchands arabes, etc.

Mais parallèlement à ses enseignements, Armand Abel poursuit sa carrière scientifique. En 1931-1932, il est admis au titre d'élève étranger à l'Ecole normale supérieure de Paris. Il y acquiert le scrupule du travail poussé à fond, le souci de la clarté dans la forme et ce sens presque indéfinissable de la fantaisie qui se traduit parfois par un penchant vers la mystification. Il suit avec enthousiasme le séminaire de textes philosophiques grecs donné par L. Robin, les cours professés en Sorbonne

par l'illustre arabisant Louis Massignon et au Collège de France par William Marçais, le meilleur connaisseur de la langue arabe à cette époque, qui exerce sur lui une influence profonde. Il est aussi, durant ce séjour à Paris, élève à l'Ecole des Langues orientales vivantes — où il prend ses certificats — et à l'Ecole pratique des Hautes Etudes, où Maurice Gaudefroy-Demobynes, directeur de la section d'arabe, veut bien prendre pour thème des travaux de l'année « Le livre pour la réfutation des Chrétiens » de Gâhîz dont Armand Abel fait l'objet de sa conférence pour l'année. Visiteur assidu de la section des manuscrits de la Bibliothèque nationale, il lit et annote 37 petits traités de polémique islamochrétienne, parmi lesquels la réfutation par Yehya b. 'Ady du *Traité pour la réfutation des trois sectes chrétiennes* de Abû 'Isâ Muhammad b. Harun sur lequel il devait faire, en 1936, un premier exposé à la *Nederlandse Oosterse Genootschap*.

Outre son activité inlassable de professeur et de chercheur, il connaît une brève carrière politique qui débute, en 1934, par la présidence du Comité belge de vigilance des Intellectuels antifascistes. Il écrit pendant plusieurs années dans différents journaux des articles de doctrine politique très appréciés du grand public (1936-1939 et 1945-1950). Orateur politique talentueux, il pulvérise les arguments de ses contradicteurs dans des explosions verbales. Mais les accents impérieux utilisés dans la polémique cachent une générosité foncière. Ses expériences lui ont permis d'acquérir un sens politique approfondi qui l'aidera par la suite à mieux appréhender les mécanismes compliqués de l'évolution que les pays musulmans devaient connaître après la seconde guerre mondiale.

En 1949, Armand Abel passe à l'Université libre de Bruxelles son agrégation de l'Enseignement supérieur avec une thèse sur l'œuvre inédite du théologien Abû 'Isâ Muhammad b. Harun, plus connu sous le nom d'Abû 'l Isâ al Warrâq. Il ouvre la même année un cours libre et à option à la Faculté des Lettres de l'Université libre de Bruxelles sur l'histoire des relations entre l'Occident chrétien et l'Orient musulman au moyen âge. Il devient rapidement titulaire de tous les cours d'Islamologie à la Section islamique de l'Institut de Philosophie et d'Histoire orientales et slave ainsi que du cours d'histoire des religions dans les Facultés de sciences humaines de l'Université

libre de Bruxelles; il dirige également le Centre de l'Orient moderne (Institut de Sociologie) où il crée, en 1964, un séminaire sur la physiologie du tiers monde, le Centre pour l'étude des problèmes du monde musulman contemporain et le Centre d'Histoire des Religions.

En 1958, il est, en outre, nommé professeur à l'Université de Gand.

En 1951, 1952 et 1956, Armand Abel accomplit trois missions de recherches dans le site de Bosra Eski Shâm, en Syrie du Sud, d'où il rapporte une étude importante sur l'histoire de la citadelle eyyubite de Bosra parue dans les *Annales archéologiques de Syrie*. De 1955 à 1957, il dirige un séminaire spécial destiné aux agents de la Colonie belge en fonction dans les provinces congolaises marquées par l'Islamisme. En 1958, il accomplit une mission au Maniema dont il rapporte un livre magistral sur les Musulmans noirs de cette région. En 1964, il dirige deux missions en Libye pour y étudier spécialement l'organisation du *limes* byzantin.

On le retrouve à de grands colloques internationaux des Orientalistes, tels ceux de Rome, en 1956, sur les échanges entre l'Orient et l'Occident, et de Bordeaux, la même année, sur les caractères et les causes de la décadence de l'Islam après le XI^e siècle. Depuis 1960, il participe aussi à tous les colloques de l'Accademia dei Lincei, dont il est devenu membre en 1970. Il est également membre du Conseil de Rédaction de l'Encyclopédie de l'Islam, membre d'honneur de l'Istituto de Estudios califales (Real Academia de Cordoba), membre directeur du Conseil International des Arabisants et Islamisants, membre du Conseil pour le Progrès des Etudes islamiques (Paris).

Armand Abel a toujours montré une variété étonnante dans l'intérêt qu'il portait à tous les domaines du savoir humain. C'est ainsi qu'il se passionnait pour l'astronomie aussi bien que pour la médecine et la sociologie. L'aspect humaniste de cette orientation se doublait de multiples dons: acuité de l'esprit, finesse de l'observation, volonté, puissance créatrice, magie du verbe et aisance de la plume. Rappelons aussi son profond désintéressement, sa modestie devant la science, sa disponibilité pour recevoir tous ceux qui venaient solliciter un conseil ou une aide, et surtout ses élèves. Il savait user, de temps à autre, dans ses rapports humains d'un humour qui ne se départissait jamais d'une totale bienveillance et

qui voilait la rigueur de jugements dont la sincérité n'était jamais absente.

Non content d'avoir participé à l'instauration et au développement des études islamiques dans son pays, Armand Abel, animé par l'idéal du libre examen, a consacré une part non négligeable de sa prodigieuse activité scientifique au caractère fondamental du phénomène religieux, de ses sources et de ses prolongements tant dans son enseignement que dans celui de la recherche pure.

Le professeur Abel est mort brusquement le 31 mai 1973 dans sa maison de campagne à Awans. Ce maître incontesté des études islamiques en Belgique n'a pu achever les travaux de synthèse qu'il avait sur le métier et qu'attendaient impatiemment ses admirateurs, ses élèves et ses amis, au nombre desquels l'auteur de ces lignes était fier de compter.

Distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre de Léopold II; Officier de l'Ordre de la Couronne; Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Publications: On trouvera une bibliographie complète de ses travaux dans: *Mélanges d'Islamologie, Volume dédié à la mémoire de Armand Abel par ses collègues, ses élèves et ses amis*, édité par P. SALMON, Leiden, Brill, 1974, p. 270 à 278.

10 décembre 1974.

Pierre Salmon.

[J.V.]

1. Les noms de personnes du monde musulman. Revue de l'Université de Bruxelles, 1927-1928, p. 111-114.
2. Etude sur l'inscription d'Abecius. *Byzantion*, t. III, fasc. 2, 1926 (1928), p. 321-411.
3. Gabi et les grands faïenciers égyptiens d'époque mamlouke. Avec un catalogue de leurs œuvres conservées au Musée d'art arabe du Caire. Le Caire, Publication du Musée Arabe du Caire, 1930, in-4°, 114 pp. 50 pl.
4. Contribution à l'étude de la céramique musulmane d'Egypte: La céramique égyptienne d'époque arabe, du VIIIe au XVIe siècle. Bruxelles, 1930, 1 vol, autographié (55 pp. figg., phot.).
5. Les céramiques arabes d'Egypte aux Musées Royaux d'Art et d'Histoire. Bulletin des Musées Royaux d'Art et d'Histoire, 1930, p. 65-72; 101-107.
6. Un maître céramiste égyptien du XIVe siècle, Ghaiabi. Annales de la société royale d'Archéologie de Bruxelles, t. 35, 1930, p. 141-156, 2 pl.
7. La céramique byzantine du Moyen-Age et son dernier historien. *Byzantion*, t. V, 1929-1930, p. 707-717.
8. L'apocalypse de Bahira et la notion islamique de Mahdi. *Mélanges Jean Capart*, 1935, p. 1-12.
9. Sur la connaissance du grec par les musulmans. *Mélanges Jean Capart*, 1935, p. 599-609.
10. Sur l'influence chrétienne dans la formation du dogme musulman. *Mélanges Jean Capart*, 1935, p. 610-614.
11. L'influence de la polémique religieuse islamo-chrétienne sur la formation du Tafsir coranique. VIe Congrès international d'Histoire des religions, Bruxelles, 1935, p. 45.
12. La sélephographie, d'Ibn al Haitham dans ses rapports avec la science grecque. C.R. du 2^e Congrès National des Sciences, Bruxelles, 1935, t. 11, p. 76-81.
13. La polémique religieuse des VIII^e et IX^e siècles. Appendice à la traduction française de A.A. Vassiliiev, *Byzance et les Arabes*, le partie: La dynastie

- d'Amorium. *Corpus Bruxellense*, 1935, p. 439-446.
14. Het geschrift ter weerlegging van de drie Christelijke secten door Abù Isa al Warraq. C.R. du VIII^e Congrès sur het Oosterse Genootschap in Nederland, Leiden, 1935, p. 27-31.
15. Le XX^e Congrès international des Orientalistes. *Revue Belge de Philologie et d'Histoire*, t. XVII, 1938, p. 1130-1138.
16. La question linguistique dans la Su'ubiya. C.R. du XX^e Congrès international des Orientalistes, Bruxelles, 1939, p. 63 sq.
17. Les enseignements des Mille et une Nuits. Bruxelles, 1939, 1 vol., 157 pages.
18. Les marchés de Bagdad, essai historico-géographique. Situation, voies d'accès, ressources. *Bulletin de la Société belge d'Etudes Géographiques*, t. IX, fasc. 2, 1939, p. 148-164, 2 cartes.
19. Aristote, la légende et l'histoire. Bruxelles, Collection Lebègue, 1944, 1 vol., 84 pp., 1 pl.
20. La tendance apologetique de la « Vie » de Saint-Théodore d'Edesse. *Byzantinoslavica* (Prague), 1949, fasc. 1, 26 pp.
21. Réfutation des Melchites, Jacobites et Nestoriens sur l'Union et l'Incarnation par Abù 'Isa Muhammed B. Harun Al Warraq. Traité polémique anti-chrétien du IX^e siècle. Thèse d'agrégation de l'enseignement supérieur, Bruxelles, 1949, 208 pp.
22. La convention de Nedjran et le développement du « droit des gens » dans l'Islam classique. *Revue internationale des droits de l'Antiquité*, 1949, p. 1-16.
23. Les caractères historiques et dogmatiques de la polémique islamo-chrétienne du VII^e au XIII^e siècles. Brochure dactylographiée à l'occasion du IX^e Congrès International des sciences historiques, Paris, août-septembre 1950, 28 pp.
24. Le Coran. Bruxelles, Collections Lebègue et Nationale, 1951, n° 103, 1 vol., 107 pp., 4 pl.
25. Dū'l Qarnayn, prophète de l'Universalité, *Mélanges Henri Grégoire*, Bruxelles, 1951, t. III, p. 1-18.
26. Les formes nouvelles de la Question d'Orient. *Revue de l'Institut de Sociologie*, n° 1, 1952, p. 1-31.
27. Le caractère sociologique des origines du « Culte » de Mahomet dans l'Islam tardif. *Mélanges Georges Smets*, Bruxelles, 1952, p. 43-55.
28. Note sur la géographie humaine du Hawran. *Bulletin de la société royale belge d'Anthropologie et de Préhistoire*, t. LXIII, 1952, p. 11-22.
29. Une source orientale au « Paradis de la Reine Sibylle » d'Antoine de la Salle. *Revue de l'Université de Bruxelles*, t. VI, 1953, p. 23-30.
30. Le colloque des arabisants à Spa, 21-25 septembre 1953. *Le Flambeau*, n° 6, 1953, p. 611-617.
31. Les chemins d'une décadence et le triomphe du dogmatisme dans l'Islam aux XI^e-XIII^e siècles. *L'Héritique*, novembre 1953, 3 pp.
32. Changements politiques et littérature eschatologique dans le monde musulman. *Studia Islamica*, n° 2, 1954, p. 23-43.
33. La lettre polémique « d'Aréthas » à l'émir de Damas. *Byzantion*, t. XXIV, 1954, fasc. 2, p. 343-370.
34. Marchands d'Orient d'hier et d'aujourd'hui. *Industrie*, n° 7, juillet 1954, 7 pp.
35. Traduction de documents arabes concernant le Bahr-el-Ghazal (1893-1984). Académie royale des Sciences coloniales, *Bulletin des Séances*, 1954, p. 1385-1409.
36. Spain: International Division dans « Unity and Variety in Muslim Civilization », Chicago, 1955, p. 207-230.
37. Le roman d'Alexandre, légendaire médiéval. Bruxelles, Collections Lebègue et Nationale, n° 112, 1955, 1 vol., 131 pp., 5 pl.
38. Roi des Rois ou Khalife du Prophète de Dieu? Communication au VIII^e Congrès d'Histoire des Religions, Rome, avril 1955, Atti dell'VIII Congress internazionale di Storia delle religioni. Rome, 1955, p. 434-437.
39. Une interprétation non-classique de l'affaire des Fourches Caudines (Tite-Live, IX, 1, 7). *Les Etudes classiques*, t. XXIV, 1955, n° 4, p. 404-408.
40. A propos d'un livre récent: l'Egypte et sa mission historique. *Le Soir*, Jeudi 10 novembre 1955.

41. Le rôle de Jean de Vésale, médecin bruxellois, dans la propagande de Charles le Téméraire. *Cahiers Bruxellois*, t. I, fasc. 1, 1956, p. 41-86 (en collaboration avec Melle Minna Martens).
42. La religion des humanistes. *Revue de l'Université de Bruxelles*, 1956, fasc. 3-4, p. 304-327.
43. La citadelle Eyyubite de Bosra Eski Cham. *Annales archéologiques de Syrie*, t. VI, 1956, p. 95-138, XI pl.
44. Le statut des étrangers dans l'Islam. *Recueils de la Société Jean Bodin*, t. IX, communication n° 18, 1957, 20 pp.
45. La statuaire hawranienne, une branche provinciale de l'art romain tardif. *Annales de la Société royale d'Archéologie de Bruxelles*, t. 49, 1956-1957, p. 1-10.
46. Le Khalife, présence sacrée. *Studia Islamica*, 1957, fasc. XIV, 12 pp.
47. Les sciences occultes dans la décadence de l'Islam. Actes du Symposium international de Bordeaux (juin 1956), t. II, 26 pp.
48. Un drapeau magique musulman provenant de la campagne contre Rumaliza. Académie Royale des Sciences coloniales. *Bulletin des Séances*, 1957.
49. Bahira. Encyclopédie de l'Islam, fasc., VIII, 4 col.
50. Le problème des échanges culturels entre l'Orient et l'Occident au Moyen Âge. In: *Annuaire de l'Institut Oriental* (t. XV, p. à).
51. Un hadith sur la prise de Rome (Arabica) (t. V, fasc. 1, janvier 1958, p. 1-14).
52. Bulletin du Centre pour l'Etude des Problèmes du Monde musulman Contemporain: les articles suivants:

Fascicule n° 1:

Retour à l'histoire? (page 6).

Les orientations nouvelles de l'Economie égyptienne (page 8).

Le royaume hachémite de Jordanie (annonce d'un article) (p. 13).

Les Japonais et le pétrole Arabe (page 13).

La solidarité économique des pays arabes et sa mesure (page 18).

Fascicule n° 2:

La conférence Afro-Asiatique du Caire (26 décembre au 1 janvier).

Organisation et projets - Rapports à la conférence Afro-Asiatique (page 4).

Fascicule n° 3:

Le Royaume hachémite de Jordanie.

Le Livre dans l'Egypte de la Révolution (page 13).

Fascicule n° 4:

Introduction à ce numéro.

La naissance de la République Arabe-Unie (page 4).

Les royaumes hachémites (Iraq-Jordanie) et la R.A.U. (page 7).

Les activités économiques: La Syrie - l'Egypte (pages 11 et 12).

La conférence d'Ankara (Pacte de Bagdad) (page 17).

Le communisme en Syrie et en Egypte (page 22).

Fascicule n° 5:

Pour un colloque Orient-Occident.

Préambule à l'Etude d'un Marché Commun Afro-Asiatique (p. 11).

Fascicule n° 6:

Le Symposium du Centre.

Introduction à l'Iraq (page 15).

L'Islam noir au Congo-Belge.

Fascicule n° 7:

Présentation de l'Iran (15 pages).

Fascicules n° 1-2 (nouvelle série 1960):

Sous-développement et économie dirigée dans la région subaride (pages 21 à 28).

Fascicule n° 3:

Vue de l'Arabie Séoudite (pages 1 à 15).

Du rôle du subjectivisme dans l'étude de l'Histoire musulmane (pages 57 à 69).

Fascicule n° 4:

Les herménèutes (pages 3 à 17).

Fascicule n° 5:

Préface au Colloque international pour l'étude

des caractères sociologiques de l'Islam (pages 1 à 10).

Fascicule n° 6:

De la tribu à l'Etat, un problème historique et sociologique (p. 1-17).

53. La place du Japon dans les plans de développement du Monde Arabe, *Votre Electricité*, n° 88 - Mars 1959.

54. Essai sur la sensibilité médiévale - *Studia Islamica* N° XIV (v. n° 61).

55. Encyclopédie de l'Islam. Bahira, Barsissa, Congo, Bosra, Dabba, al-Dadjidjal, Dar al-Harb, Dar al-Islam, Dar al-Suh, Daysanayya, Dhu l-Karnayn, Dik, Djafra, Djinn, Djirdjis, Djurayd.

56. Sur un Marché Commun afro-asiatique. *Cahiers de l'I.S.E.A.*, 1959.

57. L'influence de la polémique islamo-chrétienne dans les débuts de la pensée islamique. Actes du Colloque d'histoire des religions, Strasbourg, 1959.

58. Le chapitre sur le christianisme dans le Tamhid d'Al Baqillani. *Mélanges Lévi-Provençal*, 1960.

59. Un marché Commun afro-asiatique. Essai d'interprétation. Actes du colloque sur un projet de marché commun afro-asiatique, 27-29 mai 1959. Bruxelles, Centre pour l'étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, 1960, pages 19-32.

60. Les musulmans noirs du Maniéma. Bruxelles, Centre pour l'étude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, 1960, 8°, 1 vol., 160 p., ill. (Correspondance d'Orient, 2).

61. Réflexions comparatives sur la sensibilité médiévale autour de la Méditerranée aux XIII^e et XIV^e siècles. *Studia Islamica*, 1960, t. XIII, p. 23-43.

62. Une expérience d'initiation aux études islamiques. Al Afkar, Beyrouth, juillet 1961, n° 2, p. 17-28.

63. Conditions juridiques et financières commandant l'exportation vers les pays autonomes en voie de développement. Actes du Colloque sur les conditions de l'exportation dans les pays en voie de développement, 14-15 mars 1960, Bruxelles, Centre pour l'Etude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, 1961, p. 15-29.

64. Un aspect négligé du drame congolais. Al Afkar, septembre 1961, n° 4, p. 25-33.

65. Psychologie et comportements. Bruxelles, Centre pour l'Etude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, 1962, 8°, 1 vol., 63 p. (Initiation au Monde Musulman Contemporain, 1).

66. Esquisse d'une recherche de dynamique sociale, appliquée à l'Islam. Actes du Colloque sur la sociologie musulmane, 11-14 septembre 1961. Bruxelles, Centre pour l'Etude des Problèmes du Monde Musulman Contemporain, 1962, 44 p.

67. De Eyyoebietische citadel van Bosra. Gentse bijdragen tot de kunstgeschiedenis en de Oudheidkunde, 1962, p. 57-75.

68. L'incidence de l'activité commerciale de la Mekke sur son développement urbain - Atti del convegno internazionale sul tema: Della tribu allo stato, Rome, Accademia dei Lincei, 1962, p. 123-137.

69. La sacralité du pouvoir: imāmat et khalifat musulmans. In: *Le Pouvoir et le Sacré*. Bruxelles, Institut de Sociologie, 1962 (Annales du Centre d'Histoire des Religions, 1).

70. Approches critiques d'une étude sociologique du monde musulman contemporain. Revue Correspondance d'Orient, 1963, n° 1-2, 13 p.

71. Les nouvelles orientations du droit fondamental en République Arabe Unie. In: Correspondance d'Orient - Etudes, 1963, n° 3, pages 1 à 15.

72. Les sources arabes sur le manichéisme, Bruxelles, Annuaire de l'Institut d'Etudes Orientales et Slaves, 1963.

73. Les traditions musulmanes dans l'Asie du Sud-Est. Bruxelles, Centre du Sud-Est Asiatique, 1963.

74. L'Islam, religion de salut. In: *Les religions de salut*, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1963 (Annales du Centre d'Histoire des Religions, 2).

75. Préface aux Mille et une nuits. Coll. Marabout: 1963.

76. Sur l'authenticité du chapitre 101 (rel. Islam) du *De Heresibus* de Jean Damascène. In: *Studia Islamica*, 1963, vol. 19, p. 5-25.

77. L'apologie d'al Kindi et sa place dans la polémique islamo-chrétienne, Rome, Académie dei Lincei, 1964 (L'Oriente cristiano nella storia della civiltà, p. 501-523).
78. L'arabisation des termes techniques, un problème de l'indépendance. In: Correspondance d'Orient: Etudes 1964, n° 4, p. 3-11.
79. De historische betekenis van de Loutre Broeders van Basra (Bassorah) een wijsgerig gezelschap in de Islam van de X^e eeuw. In: Orientalia Gandensia, 1964, p. 157-170.
80. Préambule à un colloque sur l'acculturation. In: Correspondance d'Orient - Etudes, 1964, n°s 5-6, p. 5-18.
81. La figure d'Alexandre en Iran. Atti del convegno sul tema: La Persia e il Mondo greco-romano. Roma 11-14 aprile 1965, Roma, Accademia nazionale dei Lincei, 1966, n° 76, p. 119-135.
82. La légende de Jean Philopon chez les Arabes. In: Acta Orientalia Belgica, 1966, p. 251-280.
83. Un poète libyen Muhammad b. Ali al Sharif. In: Correspondance d'Orient - Etudes, n°s 8-9, 1965-66, Bruxelles, p. 5-15.
84. Aspects sociologiques des « religions manichéennes ». In: Mélanges Crozet (Poitiers), 1966, p. 33-46.
85. Het Westen in de verbeelding der Moderne Moslims. In: Wat denken de chinezen, indiairs, arabieren en negers over Europa? De Vlaamse Gids, 1966, n°s 9-10, p. 73-84.
86. Précisions sur la méthode fondamentale des alchimistes arabes. In: Atti del terzo congresso di studi arabi e islamici: Ravello, 1-6 settembre 1966. Naples, Instituto Universitario Orientale, 1967, p. 1-6.
87. Ein Fund aus der Kongoleischen Ostprovinz. In: Internationale Afrika Forum, juillet-août 1967, n°s 7-8, p. 387-392.
88. Hedendaags tendensen in de aanpassing van de arabische taal tot het moderne leven. In: Orientalia Gandensia n° 3, 1967, p. 113-133.
89. Le monde arabe et musulman. Bruxelles, Editions Meddens, 1968, 1 vol., 211 p., demi f°.
90. Réflexions sur une guerre éclair: La rencontre israélo-arabe en juin 1967. In: Correspondance d'Orient - Etudes, n°s 10-11, 1966-1967, 45 pages (sortie de presse: 1968).
91. La littérature arabe. In: La nouvelle bibliothèque de l'honnête homme. Anvers, Excelsior, 1968, p. 343-349.
92. Nature et cause de l'angoisse et du refus dans trois hérésies musulmanes: le kharidjisme, la mu'tazila et le batinisme. In: Hérésies et sociétés dans l'Europe industrielle XI^e-XVIII^e siècles. Paris-La Haye, Mouton, 1968, p. 59-74.
93. Sous-développement, stagnation, décadence, Etude d'un psychotype: le cas de l'Islam. In: Civilisations, Bruxelles, 1969, vol. 19, n° 1, p. 19-41.
94. Les eschatologies comme éléments interprétatifs dans l'histoire des religions. In: Eschatologie et cosmologie. Annales du Centre d'étude des religions, 3, 1969, p. 11-38.
95. L'apocalypse de Baluqiya. In: Eschatologie et cosmologie. Annales du Centre d'étude des religions, 3, 1969, p. 189-198.
96. Gouvernés et gouvernants en Terre d'Islam. In: Recueils de la Société Jean Bodin, XXII, 1969, p. 355-389.
97. Le chapitre sur l'imamat dans le *Tambid* d'al Baqillani, dans le Shiisme imamite. Travaux du Centre d'Etudes Supérieures d'Histoire des Religions de Strasbourg, P.U.F. 1970, p. 55-68.
98. La Chine et l'Extrême-Orient. Bruxelles, Meddens, 1970, gr. 4°, 1 vol., 244 pages, 183 ill.
99. Formation et constitution du Roman d'Antar. In: La poesia epica e la sua formazione (Atti del Convegno Internazionale sul tema...). Rome, Accademia dei Lincei, 1970, p. 717-730.
100. La Perse. In: La Galerie des Hommes Célèbres. Paris, Mazenod, 1970, gr. 4°, p. 312-316.
101. L'assistance sociale dans l'Islam. In: Correspondance d'Orient - Etudes, n°s 11-12, 1967 (publié en 1970), p. 85-92.
102. L'Inde. Bruxelles, Meddens, 1971, gr. 4°, 1 vol., 321 pages, ill.
103. Réflexions sur le conditionnement collectif de l'Islam sous l'influence des écoles mystiques (IX^e-XIII^e siècles). In: Actes du Ve Congrès International d'Arabisants et Islamisants, Bruxelles, du 31 août au 6 septembre 1970. Bruxelles, Centre pour l'étude des problèmes du monde musulman contemporain, 1971, in 8°, p. 1-19 (Correspondance d'Orient, 11).
104. Introduction critique à une étude sur la Renaissance du Monde arabe. In: Correspondance d'Orient - Etudes, n°s 15-16, 1969 (publié en 1971), p. 3-43.
105. De l'alchimie arabe à l'alchimie occidentale. Rome, Accademia dei Lincei, 1971, t. 13, p. 251-283 (Oriente e occidente nel medioevo: filosofia e scienze).
106. Influences du légendaire bouddhique dans le légendaire islamique. In: Atti della Accademia nazionale dei Lincei, 1971. Rendiconti, vol. XXVI, fasc. 1-2, p. 53-61.
107. L'introduction d'éléments iraniens dans le monde syro-égyptien du X^e au XIII^e siècle. L'Accademia dei Lincei, 1971, p. 165-177. Atti del convegno sul tema: La Persia nel medioevo. Roma, 31 mars - 5 avril 1970.
108. Histoire des religions. Presses Universitaires de Bruxelles, 1 vol., gd 4°, 123 pp., 1973.
109. Le Dieu qui intercède auprès de lui-même. Annuaire de l'Institut de Philologie et d'histoire orientales et slaves, t. XX (1968-1972), Bruxelles, p. 17-30.

ANCIAUX (Léon), Officier (La Haye, 7.7.1893 - Anvers, 10.6.1972). Fils de Henri et de Ghyselinckx, Lure. Epoux de Hols, Angèle.

Après ses humanités, Léon Anciaux entre en 1911 à l'armée belge. En 1914, dès le début des hostilités, il est engagé dans les combats; ainsi, il prit part à la défense de Liège, à la retraite sur la Gette, aux combats d'Aarschot et à la retraite sur Anvers.

Le 28 août 1914, il est commissionné en qualité d'officier auxiliaire d'infanterie et participe aux trois sorties d'Anvers, notamment aux sanglants combats de Haecht du 12 septembre 1914 et aux dernières escarmouches sur la Nete le 6 octobre 1914.

A la bataille de l'Yser, il conduit sa compagnie à la bataille le 23 octobre 1914, en remplacement de son chef, le capitaine D'Affray, qui vient d'être grièvement blessé. Sa conduite héroïque pendant ces trois journées lui valut de recevoir l'Ordre de Léopold et la Croix de Guerre avec une citation élogieuse.

En février 1916, Anciaux est choisi pour être envoyé en Afrique et prendre part aux campagnes des alliés dans l'Est-africain allemand. Il participe aux campagnes de Tabora et de Mahenge et reçoit, le 16 juillet 1917, l'Ordre royal du Lion avec citation soulignant son esprit de décision au combat. Il s'était particulièrement distingué aux combats de Shingengena et les Anglais reconnaissent ses mérites en lui attribuant la Military Cross.

Le 25 mars 1948, Léon Anciaux est nommé capitaine et, à la mi-juin 1918, il commande le X^e bataillon. Revenu en Belgique, il passe par l'Ecole royale militaire et, ensuite, commande la 7^e compagnie du 14^e régiment de Ligne.

En 1925, il repart au Congo avec le grade de commandant de la Force Publique et devient adjudant major du groupement Congo-Kasai. En 1927, il prend le commandement du bataillon de la garnison de Boma, capitale du Congo, à cette époque. En 1932, à la suite des restrictions d'effectifs dues à la crise, il rentre en Belgique et devient secrétaire général de l'Institut de médecine tropicale à Anvers, puis, maître de conférences à l'Université coloniale; il y enseigne la cartographie et la géographie économique d'Afrique.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, ses activités lui valurent d'être reconnu comme résistant armé.

Nombreux sont ses anciens élèves et ses collègues qui conservent de lui le souvenir d'une personnalité attachante et dynamique. Son affabilité et son savoir faire lui valurent l'estime de ceux qui le cotoyaient. C'est ainsi qu'il fut président du Royal Club Africain d'Anvers et de la section d'Anvers des Vétérans Coloniaux, membre de l'Académie de Marine et de la Société de Géographie d'Anvers.

Léon Anciaux était porteur des décorations suivantes : Commandeur de l'Ordre royal du Lion ; Commandeur de l'Ordre de la Couronne ; Commandeur de l'Ordre de Léopold II ; Officier de l'Ordre de Léopold ; Chevalier de la Légion d'Honneur ; Military Cross ; Croix de guerre ; Croix de l'Yser ; Médaille des Campagnes d'Afrique.

Publications : La participation des Belges à la pacification et à la mise en valeur des Indes néerlandaises, Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, 1954, et publications diverses à l'Académie de Marine.

25 mai 1975.
A. Lederer.

ARENBERG (VAN) (Paul-Felix-Victor), Conseiller à la Cour d'Appel d'Elisabethville (Annderlecht, 24.1.1900 - Elisabethville, 14.9.1944). Fils de Emile-Achille et de Vanholsbeeck, Léontine; époux de Masoin, Eveline.

C'est en 1926 que Paul Van Arenberg commença, en qualité de substitut du Procureur du Roi près le parquet d'Elisabethville, une carrière qu'il n'est pas excessif de qualifier d'exceptionnelle puisqu'elle devait le porter,

dès 1935, aux fonctions de procureur du Roi près le même Parquet et, dès 1942, à celles de conseiller à la Cour d'appel du Katanga. Hélas! la mort venait la briser en plein essor deux ans après cette dernière promotion. Il s'éteignit, en effet, le 14 septembre 1944, jetant sa femme et ses trois enfants dans le deuil le plus cruel, frappant d'une stupeur douloureuse tous ses amis, combien nombreux! tant dans les milieux européens que congolais.

Car il fut et il demeure une des plus hautes figures dont puisse s'honorer notre magistrature congolaise et, certes même, parmi les dirigeants du Congo belge, un de ceux qui le servirent dans l'esprit le plus désintéressé, avec la conscience la plus scrupuleuse et, il faut ajouter: avec le cœur le plus sensible aux aspirations et à l'amitié de la population noire.

Il était fils du poète Emile Van Arenberg, auteur d'un recueil unique de sonnets, « Les Médailles », de forme parnassienne mais d'une très grande sensibilité. Au surplus, ce poète était aussi magistrat. Juge de paix à Ixelles, il collabora abondamment aux Pandectes belges d'Edmond Picard, dont il était l'ami. Il était aussi l'ami d'Albert Giraud et de Verhaeren, si bien que la jeunesse de Paul Van Arenberg fut imprégnée d'un climat de poésie qui, avec ses fortes convictions chrétiennes, l'habituerent à vivre et à penser à un haut niveau de délicatesse morale.

Nous avons indiqué déjà schématiquement les étapes de sa carrière africaine. Précisons qu'il exerça les fonctions de substitut du Procureur du Roi successivement à Elisabethville, à Kabinda (Lomami), à Likasi (plus tard Jadotville); qu'il fut nommé procureur du Roi par un A.R. du 10.10.1935, et conseiller à la Cour le 1.9.1942.

Tout au long de sa carrière, il fut l'objet des appréciations les plus élogieuses de ses supérieurs qui, tous, soulignèrent à l'envi: « la belle indépendance de son caractère, l'étendue de ses connaissances, le dévouement dont il faisait preuve dans les moments les plus difficiles »; sa direction du parquet marquée « d'autant d'autorité que de tact », « Esprit précis, ses connaissances juridiques sont profondes, les affaires qu'il traite le sont avec le plus grand soin; les nombreux avis qu'il donne au civil dénotent un esprit chercheur, fouillant à fond chaque question... ». Autre mérite à mettre à son actif qu'il convient de signaler, il fut au cours de la plus grande partie de sa carrière un collaborateur assidu de la « Société

d'études juridiques du Katanga » et contribua par de nombreuses études personnelles au succès et à l'autorité de ses publications: le *Bulletin des Juridictions indigènes et du droit coutumier congolais* et la *Revue juridique du Congo belge*.

Certes, sa réussite en tant que magistrat fut éclatante. Par ailleurs dans son foyer, entre sa femme toujours attentive à ne pas gêner ses exigences professionnelles (qu'il s'exagérait bien un peu sans doute), et ses trois enfants, il connaissait une atmosphère toute d'harmonie et de confiance. Et cependant, sa profonde humanité ne pouvait s'en satisfaire. Il était encore impérieusement attiré par la jeunesse indigène et hanté du souci de la comprendre, de rejoindre ses besoins, de la guider vers une vie plus haute et plus libre, de participer à un original effort éducatif à son bénéfice.

C'est dans le scoutisme, dont il avait déjà été en Belgique, un animateur convaincu, qu'il poursuivit à sa manière exacte et généreuse cette participation. Il y consacra une part supplémentaire de son temps, stimulant les initiatives, conseillant jusque dans le détail ses collaborateurs, assistant à de multiples réunions de travail pratique, gardant toujours un contact très direct et très vivant, très joyeux avec les jeunes. Dans la ville indigène, connu et salué comme un ami de toujours et par tous, il aimait interroger chacun le plus familièrement, et la simplicité de son allure, et le

ton cordial de sa voix faisaient de toutes parts épanouir les sourires.

Le Haut-Katanga lui dut bientôt une forte organisation du scoutisme qui comptait à la mort de son grand animateur, treize unités, largement équipées sur les plans matériel et culturel.

Il faut hélas! penser que tant d'activités si diverses accumulées, et toutes et chacune assumées avec la plénitude d'un haut engagement moral devaient, par une usure excessive de son organisme, favoriser la maladie qui finalement le terrassa.

En terminant qu'il nous soit permis de livrer à la méditation du lecteur ces quelques lignes écrites par le soussigné, un an après la mort de Paul Van Arenberg. Elles nous paraissent, bien qu'insuffisantes et trop brèves, présenter en raccourci une évocation suggestive de sa noble personnalité:

... Tout son généreux potentiel humain, il le voua, ses études de droit terminées à l'U.L.B. (après un très bref passage au Barreau), à la Colonie et à la magistrature coloniale. Son âme ardente se pencha dès lors sur les misères et les manques fondamentaux de la société indigène. Il fut le magistrat d'une intégrité rigide mais aussi d'une humanité sensible et profonde. Ses décisions n'encourent jamais, sur le plan de l'équité, aucun conteste. On faisait appel à ses conseils, on les recevait avec confiance et respect. Il fut, dans la plus haute acceptation de l'expression, un homme de bonne volonté car il joignait à la bonté la plus authentique, le clair vouloir de la traduire dans ses actes.

Février 1975.
Albert Gille.

[J.V.]

B

BAILLIEUX (Hector), Administrateur gérant de l'Otraco (Rochecourt, 1.4.1885 - Montélimar, automne 1969).

Hector Baillieux avait fait des études de conducteur des travaux; ce modeste diplôme ne l'empêchera cependant pas d'accomplir une grande carrière au service du Congo.

De 1903 à 1905, il remplit les fonctions d'opérateur lors de la construction du canal maritime de Bruges à Zeebrugge, travail entrepris sous l'impulsion de Maere d'Aertrycke à la demande de Léopold II, pour doter la côte belge d'un port maritime.

De 1905 à 1907, il exerce les mêmes fonc-

tions dans le cadre des travaux entrepris par Jules Zône pour la création du canal d'accès au port maritime de Bruxelles.

Il partit ensuite pour le Chili où, à l'initiative du belge Cousin, on entreprenait la construction de nouvelles lignes de chemin de fer. Il fit partie d'une équipe dirigée par Omer Huet, ce distingué ingénieur du chemin de fer belge qui avait été envoyé en 1895 au Congo par le ministre des Finances pour remettre un rapport technique sur la construction du chemin de fer de Matadi à Léopoldville. En qualité de conducteur des travaux, Hector Baillieux coopéra à l'établissement du tracé de la voie de Cabildo à Capiapo et d'Anium à

Casho. La mission au Chili dura du 15 avril 1907 au 23 juin 1908.

De retour en Belgique, Hector Baillieux entra en contact avec les milieux d'affaires du Congo belge et il fut engagé en 1909 par la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (B.C.K.). C'était une des trois sociétés qui virent le jour en 1906 à l'initiative de Léopold II, pour la mise en valeur des régions du Kasai et du Katanga.

Au moment où Baillieux arrivait en Afrique, quatre missions s'étaient déjà succédées pour reconnaître un tracé assurant la liaison ferrée entre le Bas-Congo et le Katanga. Il était urgent de faire avancer les travaux de construction qui avaient été retardés par certaines difficultés financières qui trouvèrent leur solution le 30 janvier 1909, à la suite d'une convention signée entre la Tanganyika, l'Union minière du Haut-Katanga, la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et la Compagnie du Chemin de fer du Katanga. D'autre part, le 1^{er} décembre 1909, le rail du chemin de fer de Rhodésie arrivait à la frontière du Congo belge et, le 1^{er} octobre 1910, la première locomotive entrait en gare d'Elisabethville.

Slosse avait été nommé ingénieur résident et avait reçu comme adjoints l'ingénieur Odon Jadot et Hector Baillieux. Ce dernier travaillait au service des études et à la construction du chemin de fer du Katanga, en qualité de conducteur, du 18 mars 1909 au 13 novembre 1911, de chef de section, du 16 mars 1912 au 5 novembre 1913, et de chef de mission pour l'étude du tronçon entre Lubudi et Kalule, du 13 juin 1914 au 15 février 1915.

Malgré les difficultés engendrées par l'impossibilité des relations entre la Belgique et sa colonie et la parcimonie avec laquelle le Congo pouvait s'approvisionner en matériel, la construction du chemin de fer fut poursuivie en utilisant des rails de calibres divers. Le 22 mai 1918, la liaison entre Elisabethville et Bukama était achevée. Ainsi, en pleine guerre, était réalisée la voie nationale reliant le Katanga à la mer; c'était la volonté de Léopold II qui s'accomplissait enfin, car le Souverain avait désiré qu'une liaison entre la région minière et la mer puisse être soustraite aux aléas de la politique des pays voisins.

Hector Baillieux s'était désormais spécialisé dans le tracé des voies. Aussi ses compétences furent utilisées pour étudier la liaison directe entre le Katanga et l'Océan Atlantique. De

juillet 1915 à janvier 1917, il fut chef de la mission d'étude de la liaison avec le réseau du Benguela Railway; à ce titre, il étudia la liaison de Tshilongo à Cangombi, en Angola, et l'embranchement de Ruwe à Zilo. En 1919, avant de rentrer en Europe par Lobito, il reconnut un parcours de 600 km en territoire angolais, sans y rencontrer de difficultés majeures.

Le succès des missions accomplies par Hector Baillieux avait attiré sur lui l'attention des dirigeants du Ministère des Colonies et de la Compagnie du chemin de fer du Congo, qui exploitait la ligne Matadi-Léopoldville. On connaît les difficultés qu'avaient dû vaincre les pionniers pour ouvrir cette liaison à travers les Monts de Cristal, entre l'estuaire maritime et la cuvette centrale du Congo. Pour réduire le volume des travaux dans cette région accidentée, la voie avait été construite à l'écartement de 765 mm. Mais on pouvait considérer qu'il s'agissait d'une voie provisoire à remplacer ultérieurement. Au sortir de la guerre, alors que les exportations du Congo croissaient rapidement, le moment était venu de procéder à cet important travail.

La première voie avait suffi à assurer le trafic jusqu'en 1920, et ce n'est pas la réalisation de quelques variantes locales qui pouvait modifier essentiellement sa capacité. Il fallait adopter une voie d'un écartement supérieur à celui du chemin de fer joujou, comme l'appelaient les détracteurs de l'œuvre léopoldienne.

Une mission d'études dirigée par Hector Baillieux fut envoyée dès 1920 sur place pour étudier les caractéristiques nouvelles à adopter pour la ligne et en déterminer le tracé. En fait, c'est surtout à partir de 1924, après la crise des transports et l'embouteillage du port de Matadi qui avaient failli asphyxier l'économie du Congo, que le gouvernement fit avancer sérieusement cette étude. Baillieux fit adopter la voie de 1,067 m d'écartement qui était le standard britannique pour leurs territoires en Afrique, au sud du Sahara.

En vue d'assurer une exploitation économique, les rayons de courbures minimum devaient avoir 250 m au lieu de 50 m et les pentes 17 pour mille compensé au lieu de 45 pour mille non compensé. De plus, la voie devait pouvoir supporter 18 tonnes par essieu.

Le tracé nouveau était presque entièrement différent de l'ancien. La ligne ne mesurait plus que 366 km contre 388 primitivement et

le point culminant du rail était de 669 m contre 751 m auparavant.

Ce travail considérable était achevé le 13 juin 1932 et l'interruption de trafic n'excéda pas deux heures aux points où le nouveau tracé se raccordait à l'ancien.

Grâce aux améliorations apportées à la voie et au matériel, la charge utile des trains avait été plus que décuplée. Le Congo était redevenu d'une immense dette de gratitude à Hector Baillieux pour le service qu'il avait rendu à son économie en augmentant la capacité du chemin de fer et en permettant d'abaisser sensiblement le prix de revient des transports.

Cependant, la Compagnie du chemin de fer du Congo avait investi des sommes considérables pour la transformation de la voie. A l'achèvement de ces travaux on était en pleine crise économique et l'Etat n'acceptait aucune augmentation de tarif pour ne pas aggraver la situation, alors que l'intérêt et l'amortissement des emprunts obligataires grevaient lourdement les comptes d'exploitation et que le déficit allait en croissant. D'une part, les pouvoirs publics ne couvraient pas ces déficits et, d'autre part, ils n'avaient pas l'intention d'exploiter eux-mêmes les transports de la Colonie.

Aussi, un nouvel organisme de transport fut créé, l'Office d'exploitation des transports coloniaux (OTRACO), qui avait pour mission de gérer l'exploitation des transports que lui confierait le gouvernement de la Colonie. L'Otraco voyait le jour le 20 avril 1935; son premier président fut Paul Charles et Hector Baillieux devint administrateur-gérant avec, quelques mois plus tard, le général Olsen.

Successivement, l'Otraco reprit la gestion du chemin de fer de Mayumbe, le 17 juillet 1935, du chemin de fer Matadi-Léopoldville, le 1^{er} juin 1936, de l'Unatra, le 1^{er} septembre 1936 et de Manucongo, le 15 octobre 1937.

Le général Olsen, qui avait dirigé l'Unatra, s'occupait particulièrement de la gestion des voies fluviales de l'Otraco, tandis que Hector Baillieux concentrerait ses efforts sur les chemins de fer et les ports de Matadi et de Boma.

En octobre 1936, Baillieux partit au Congo pour assurer l'harmonisation de certains services des divers organismes de transport afin d'aboutir à une gestion plus économique et à une simplification des documents pour la clientèle. Avec le général Olsen, il veilla à ce que, au sortir de la crise économique, l'outil de transport au Congo soit à même d'écouler

le trafic dans de bonnes conditions et dans des délais raisonnables.

La réorganisation et le rééquipement des réseaux étaient en cours lorsque les Allemands envahirent la Belgique en 1940. L'administration centrale de l'Otraco s'était repliée à Bordeaux en juin 1940, mais il ne fut pas possible de faire rejoindre le Congo aux agents. De retour à Bruxelles, Baillieux veilla à sauvegarder le matériel dont la construction était en cours et à venir en aide aux membres des familles restées en Belgique, isolés de leur chef œuvrant au Congo. Il tint également à égarter les Allemands dans leurs recherches sur les transports au Congo, alors qu'une mission investigait dans les dossiers de l'administration centrale de l'Otraco.

Baillieux désirait surtout, pendant cette période difficile, que chacun prépara l'avenir pour être prêt à lancer les commandes pour remplacer, en Afrique, le matériel vétuste et usé par la période de guerre.

Le 3 septembre 1944, Bruxelles était libéré de l'occupation allemande par les troupes alliées, mais la guerre n'était pas finie pour autant. Les relations avec le Congo étaient difficiles par suite du manque de moyens de transport disponibles. Dès le mois de décembre 1944, via Londres, Baillieux partait à bord du premier avion emportant au Congo des dirigeants des sociétés coloniales belges. Il renouait ainsi les relations entre l'administration centrale et la direction d'Afrique.

La préoccupation constante de Baillieux était de voir à long terme et de préparer l'avenir en prévoyant, non pas l'étape suivante, mais deux étapes suivantes. Il examina les besoins les plus urgents pour assurer la continuité de l'exploitation et, dès son retour en Belgique, il fit retourner au Congo, les agents restés bloqués par la guerre en Europe; il fit également recruter de nouveaux agents de tous rangs, pour combler les vides survenus après cinq ans de guerre, dans les rangs du personnel européen de l'Otraco; les uns étaient décédés, d'autres étaient malades et certains dévisaient mettre fin à une longue carrière coloniale.

Toujours soucieux de préserver l'avenir des transports au Congo, Baillieux intervint pour faire agrandir le chantier naval de l'Otraco à N'Dolo en faisant racheter le terrain de Synkin et le beach Socca; il fit résérer des terrains étendus à Kimpoko, afin d'éviter que les installations portuaires de Kinshasa ne forment

un jour un goulot d'étranglement pour l'économie du Congo. De même, dès l'annonce de la découverte de gisements de cuivre dans la région de Madimba, il fit résérer des terrains étendus pour y créer une gare de triage.

En 1950, il se rendit personnellement sur place pour étudier le tracé d'un chemin de fer destiné à relier Stanleyville au Kivu. Ce projet ne fut cependant pas suivi de réalisation.

Hélas, l'âge de la retraite approchait et, en septembre 1953, il cessait ses fonctions d'administrateur-gérant de l'Otraco; cependant, il resta encore pendant deux ans conseiller de cet organisme qu'il avait contribué à mettre sur pied.

Au cours de sa longue carrière au service du Congo, Hector Baillieux avait été appelé à siéger dans les conseils d'administration de B.C.K., de Vicicongo et de diverses sociétés coloniales.

Il prit sa retraite à Montélimar, dont sa femme était originaire et où il possédait une propriété de campagne.

Baillieux était un chef dans toute l'acception du terme; il donnait des ordres clairs et précis, tout en laissant assez d'initiatives à ceux qui devaient les exécuter, pour qu'ils puissent faire montre de leurs qualités. Il savait faire confiance à ses subordonnés, mais il ne fallait pas en abuser. Jamais il n'élevait le ton lorsqu'il avait à réprimander quelqu'un; son calme et sa mesure lui assuraient une autorité indéniable. En affaires, il était la droiture même et ne tolérait pas la moindre compromission. Malgré sa situation élevée, Baillieux était modeste et restait accessible à ses plus humbles subordonnés. Ses vues étaient larges et il exigeait que les réalisations mineures soient conçues pour être incorporées dans des projets plus vastes à réaliser à longue échéance. Il laisse le souvenir d'un grand artisan des transports en Afrique centrale.

17 juillet 1974.
A. Lederer.

BECQUET (*Augustin-Jean-Marie*). Ingénieur-Agronome, Directeur à l'INEAC (Ixelles, 4.6.1899 - Palma de Majorque, 29.5.1974). Fils de Gustave-Laurent-Albert-Marie, ingénieur des mines à l'U.M.H.K. et de Dona Victoria Perez y Garcia; époux d'Anne-Marie-Joséphine-Hélène Schreiber.

En 1918, A. Becquet achevait sa formation secondaire qu'il avait poursuivie en même temps qu'il se perfectionnait pour le dessin dans une école St-Luc de la capitale. L'art du dessin par son exigence des choses bien faites devait devenir pour A. Becquet, à la fois un passe-temps, une discipline de travail et un mode d'expression de sa personnalité distinguée.

Bien que son père fut polytechnicien et qu'il eut la capacité de le devenir aussi, il manifesta très tôt son penchant pour la connaissance de la nature et son intérêt pour la biologie. C'est ainsi qu'il entra à l'Institut agronomique de l'Université catholique de Louvain où il obtint le diplôme d'ingénieur agronome en 1921.

Son service militaire achevé à l'aviation comme candidat officier-observateur, il retourna à l'Institut agronomique en qualité d'assistant à la chaire de zootechnie (Prof. Frateur) pour être attaché au contrôle des élevages d'élite supervisés par la chaire.

Après avoir complété sa formation jusqu'en septembre 1923, il entama alors sa carrière coloniale comme ingénieur agronome au service de la Société internationale forestière et minière (FORMINIERE).

Arrivé à Boma le 8 novembre 1923, il rejoignit Tshikapa, siège de la direction africaine de la Société. Très rapidement et compte tenu de sa spécialisation, il est désigné pour l'élevage que la Société commençait dans la région de Kanda-Kanda (Lomami). Ce fut pour A. Becquet le début d'une période riche en aventures et en imprévus car, à l'époque, il n'existe ni routes, ni chemin de fer, ni installations. Parti le 6 janvier 1924 de Tshikapa par le chemin des caravanes, il arriva à la ferme de Lulamba, après trois semaines de marche. Cette ferme et celle de Kambaye sur la rivière Luilu devaient devenir deux centres principaux de ce qui fut ultérieurement la Société des Elevages congolais (S.E.C.). Dans ces deux postes, tout restait à faire. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'A. Becquet dut donner la priorité à la production de matériaux pour la construction notamment d'un « dipping-tank ». Il eut aussi à assurer le transport du matériel et du ciment importés qui devaient être portés à dos d'homme depuis Mutombo-Mukulu (Kaniama); il fallait donc organiser les relais et assurer leur fonctionnement régulier. Cela impliquait de nombreuses allées et venues le long des pistes.

Fin 1924, la construction du rail Bukama-Port Franqui (ILEBO) avait bien avancé et on pouvait envisager le transport du bétail importé sans rupture de charge jusqu'au pied des plateaux et faciliter ainsi l'acheminement des animaux vers la zone du Lomami, en réduisant les risques au maximum. A. Becquet fut chargé d'organiser à Kamina un centre de transit avec « dipping-tank », enclos et pâtures et de préparer les itinéraires entre la gare de débarquement et Kamina et entre Kamina et le lieu de destination. Les débarquements furent organisés à Kabondo-Dianda, à Kaluma et enfin le dernier à Kamina. Les arrivages, à Kamina, par lots de 200 têtes, se sont étalés entre le 25 mai et le 12 juillet 1925. A. Becquet avait lui-même conduit une dizaine de lots entre la gare de débarquement et Kamina et il participa au transfert du troupeau de 3 200 têtes vers leurs lieux de destination; malgré de nombreux avatars, cette aventure se termina heureusement et A. Becquet peut ainsi partager le mérite des pionniers de l'élevage bovin dans les savanes méridionales congolaises.

Il reprit alors, pour une année, son métier d'agronome botaniste en vue de localiser les zones les plus propices à l'élevage et d'y délimiter les diverses sections. Ce fut pour lui l'occasion d'enrichir l'herbier commencé dès son arrivée.

En août 1926, il rentra en congé en Belgique où, à l'occasion d'une démonstration de tracteurs, il rencontra le professeur Edmond Leplae, directeur général de l'Agriculture au Ministère des Colonies; ce dernier lui proposa d'entrer au service de l'Etat et de prendre en charge un projet de colonisation que le Directeur général voulait lancer le long du rail alors en construction. A. Becquet accepta la proposition.

Reparti pour le Congo en mars 1927, et conformément aux recommandations du directeur général Leplae, il fut désigné pour la Province du Katanga, District du Lomami. Il rejoignit le chef-lieu du District: Kabinda par bateau et caravane via Pania-Mutombo. Sa mission fut précisée par le Chef du District et après quatre mois et demi de prospection, il déposa son rapport final; celui-ci fut approuvé.

Le Centre de colonisation et la station d'essais se développèrent à proximité de la gare de Mukishi, elle-même proche du Centre de Kamina. A nouveau tout était à faire sans

aides valables pour la construction et pour l'exécution du programme qui, outre l'installation de colons, prévoyait la formation de conducteurs de tracteurs comme celle de bouviers. A. Becquet dut, une fois de plus, pratiquer tous les métiers manuels sans toutefois négliger trop l'étude des problèmes agronomiques que la pauvreté du sol ne simplifiait pas.

En 1928, la Station de Mukishi fut rattachée à la Régie des Plantations de la Colonie (REPCO) qui gérait déjà, au Katanga, les Stations de Katentania et de la Munama; ce parastatal bénéficiait d'une certaine autonomie budgétaire. A. Becquet accepta le détachement à la REPCO, qui coïncidait avec la fin des gros travaux d'installation. Il put alors aborder les vrais problèmes de l'agriculture et de la colonisation et en faire ressortir les difficultés.

En février 1930, il rentra en Belgique où il se maria et, après son congé, il repartit pour la station de Mukishi; il y arriva le 13 octobre et reprit la station au colon stagiaire qui avait assuré l'intérim.

A cette époque, la crise économique mondiale faisait sentir ses effets; le Gouvernement du Congo eut à restreindre ses dépenses et les stations agricoles n'échappèrent pas au véritable élagage des services qui fut opéré.

La station de Mukishi, bien que parmi les plus récentes, fut une des premières fermées; le terrain, le matériel et les animaux furent cédés à un privé, A. Becquet fut désigné pour la station de la Munama où il devait assurer l'intérim de la direction pour la reprendre ensuite. Le programme de la Station de la Munama, proche d'Elisabethville (Lubumbashi), couvrait les activités agricole, horticole et zootechnique, justifiées par la proximité d'un grand centre: élevages laitier et avicole, vergers divers, productions maraîchère et fourragère. A. Becquet put enfin consacrer une partie plus importante de son temps à l'expérimentation. Cela ne dura guère car la crise mondiale s'intensifiant, les restrictions budgétaires entraînèrent la fermeture ou la mise en veilleuse de nombreuses autres stations de la REPCO et de l'Etat. Les stations du Katanga furent mises en liquidation au début de l'année 1932. A. Becquet réintégra les cadres du Gouvernement qui l'affecta aux Territoires sous tutelle du Rwanda-Burundi; il arriva à Usumbura (Bujumbura) le 3 mai 1932 et fut désigné comme agronome de Résidence à Kitega (Burundi).

Physiquement solide et moralement trempé,

A. Becquet s'adapta sans difficulté à cette mission de vulgarisation qui lui donnait, pour la première fois, l'opportunité de prendre contact avec le paysan africain peu évolué. Pendant six mois, en caravane, il parcourut les pistes du Burundi visitant pépinières et champs de cafétiers dispersés dans les collines, sans négliger les cultures vivrières si importantes dans ces régions à famines.

En octobre 1932, il fut transféré à la Résidence du Rwanda à Kigali. Comme au Burundi, l'extension de la culture du cafetier en milieu rural l'amena à visiter tout le pays en caravane. Cette période fut pour A. Becquet une occasion particulièrement propice à l'enrichissement de ses collections botaniques et zoologiques. Il s'est en outre intéressé au vocabulaire agricole local, vocabulaire qui lui a permis de rédiger un premier manuel destiné aux élèves de l'école moyenne d'agriculture d'Astrida (Butare). Il quittera Usumbura le 23 septembre 1933 pour y revenir le 27 avril 1934. Entretemps, tirant profit de ses vacances en Belgique il s'inscrivit comme élève libre à l'Université catholique de Louvain pour suivre quelques cours à la chaire de Botanique sous l'égide du grand maître que fut le Chanoine Grégoire.

A son retour à Usumbura, il fut adjoint au Chef du service de l'Agriculture des Territoires: Edouard Everaerts. Au départ en congé de ce dernier, A. Becquet assura les fonctions de chef de service. C'est pendant cette période (1935) que l'auteur de cette notice, alors Chef du secteur oriental de l'INEAC (Institut National pour l'Etude agronomique du Congo) rencontra, pour la première fois, A. Becquet qu'il connaissait cependant de réputation pour ses services à la REPCO. La personnalité correspondait à la réputation: homme intelligent, actif, affable, bon sans faiblesse, habile en négociation et qui pouvait traiter des dossiers avec méthode et célérité sans perdre contact avec le terrain. Cette rencontre fut à l'origine d'une solide amitié et d'une collaboration longue et sans faille.

En mars 1936, il fut désigné pour la Province Orientale du Congo pour être adjoint au chef du Service de l'Agriculture à Stanleyville (Kisangani).

Après une période de congé, il revint le 14 novembre 1937 à Stanleyville comme chef du service de l'Agriculture. Son séjour à Stanleyville sera de courte durée et lui laissera juste le temps de jeter les bases d'un service

adapté aux nécessités de la Province qui connaissait un développement agricole particulièrement important et diversifié. Il avait, en effet, été désigné pour être adjoint au Directeur général de l'Agriculture, à Léopoldville (Kinshasa); il y arriva en août 1938. Il y fut chargé particulièrement de l'enseignement agricole et de l'organisation du Fonds de réserve cotonnier instauré par le gouverneur général Ryckmans en vue d'assurer une rémunération régulière et équitable aux producteurs africains. Ce Fonds devait être définitivement institué par le Décret cotonnier du 18 juin 1947, sous le nom de Caisse de réserve cotonnière.

A Léopoldville, A. Becquet consacra une large part de ses loisirs à la gestion du Jardin zoologique de la ville et à la rédaction du *Bulletin de la Société de Botanique et de Zoologie*, société dont il sera fait membre d'honneur pour les services rendus de 1938 à 1946.

En mai 1940, la Belgique était entraînée dans la guerre mondiale et A. Becquet se trouva séparé de son épouse par les événements; ils ne se retrouveront qu'en août 1942. Réserviste de la Force publique il voulut reprendre du service actif mais le Gouverneur général le maintint dans ses fonctions civiles.

Un régime de congés en Afrique ayant été instauré pour la période de guerre, A. Becquet choisit de séjourner en Angola, séjour qui lui permit de faire des récoltes botaniques et zoologiques notamment dans la zone aride de Mossamédès et sur le haut plateau de Sâ-dá-Bandera; il ramena en plus quelques couples d'oiseaux pour le Jardin zoologique. Vers la même époque et compte tenu de sa réputation de naturaliste, le Gouverneur général le chargea, en plus de son travail normal, et pour la durée de la guerre, de la conservation des collections destinées aux Musées et Instituts nationaux belges. On peut rappeler ici qu'au cours de sa carrière en Afrique, A. Becquet a enrichi les collections zoologiques belges de plus de 350 spécimens d'oiseaux et de mammifères, de quelques milliers d'insectes; l'Herbier national de son côté reçut 1 300 taxa.

Début 1943, A. Becquet fut chargé du développement de la production de matières végétales stratégiques notamment le caoutchouc et les oléagineux. Pour les oléagineux, il s'agissait surtout d'organiser la récolte et le transport. Pour le caoutchouc, le problème était plus compliqué du fait de la faible production, à l'époque, de caoutchouc d'*Hevea* et de la nécessité de recourir aux méthodes

de cueillette dont les populations africaines gardaient un mauvais souvenir. A. Becquet fit tout ce qui était possible pour alléger la peine des producteurs tout en les rémunérant décemment. C'est ainsi que le Congo a vu sa production annuelle de caoutchouc passer de 1 000 t au début de la guerre à 12 000 t avant la fin de celle-ci. Cette gomme provenait en majorité de l'exploitation des lianes et des herbes à caoutchouc par les Africains de la brousse.

Fin 1946, pour des raisons personnelles, A. Becquet sollicita l'interruption de sa carrière dans les services de l'Etat et son détachement à l'INEAC. Celui-ci l'accueillit sans hésitation et à la grande satisfaction de l'auteur de cette notice qui trouvait en A. Becquet le collaborateur direct souhaité au moment où l'INEAC, après la guerre, réorganisait ses services et préparait le grand essor que l'Institut allait connaître les dix années suivantes. Comme assistant au Directeur général en Afrique, A. Becquet prit en main tout ce qui relevait de l'administration y compris les services généraux et les œuvres sociales. Il trouva dans ces fonctions l'occasion de manifester toutes ses qualités d'organisateur méthodique.

Au départ de l'auteur de cette notice, nommé directeur général au siège de l'Institut à Bruxelles, A. Becquet assura les fonctions de directeur général en Afrique de juin 1949 à mai 1952 avec une interruption de quelques mois passés à l'Administration centrale, où entre-temps il avait été nommé directeur. A son retour définitif en Belgique, il avait consacré 28 ans et 8 mois de sa vie au service du Congo dont 24 ans de présence effective.

Comme directeur à l'Administration centrale de l'INEAC, A. Becquet fut chargé à nouveau de l'administration générale et plus spécialement des investissements en Afrique. Pendant cette période il a assumé de lourdes responsabilités car le budget extraordinaire pour les dix années de Plan décennal était de l'ordre du milliard de francs. En plus, A. Becquet représenta l'Institut auprès de certains organismes comme la Compagnie belge de colonisation au Katanga (COBELKAT), le Fonds du bien-être indigène (F.B.E.I.) et l'Institut des Parcs Nationaux du Congo (IPNC); il fut membre du Comité de Direction de ces deux derniers organismes.

Début 1960, l'indépendance du Congo était accordée en principe et des dispositions devaient être prises pour garantir les intérêts

du personnel et c'est ainsi qu'on confia à A. Becquet la charge de rédiger un nouveau règlement pour les pensions et qu'il devint membre fondateur de l'a.s.b.l. « Providentia et Securitas » qui se substituait au Fonds de pensions de l'INEAC.

Entre-temps l'indépendance du Congo était devenue une réalité et ses suites malheureuses avaient ébranlé l'édifice construit avec tant de peines. Pour A. Becquet qui était sentimental et qui avait peine à réaliser que tout ce à quoi il avait contribué risquait d'être perdu, ce fut un tel choc que sa santé en fut ébranlée. Il acheva cependant ce qu'il avait encore à faire pour apurer des litiges administratifs et comptables nombreux et c'est en septembre 1962 qu'il put ranger définitivement ses dossiers soit trois mois avant la cessation complète des activités de l'Institut à Bruxelles.

S'il eut de la peine à abandonner ses activités professionnelles, il avait cependant assez de ressources pour s'occuper utilement. Avec son épouse, il reprit un travail, déjà commencé en Afrique, par correspondance, travail relatif à l'histoire de quelques familles proches des leurs. Il put à son aise visiter de nombreux conservatoires d'archives du pays et ce qui au départ était un passe-temps est devenu un travail de réelle valeur scientifique qu'A. Becquet, au fil des jours, agrémentait d'enluminures artistement réalisées.

Il ne put mener ce travail à bonne fin car la mort le terrassa brutalement le 29 mai 1974. Il laisse le souvenir d'un homme affable, bon, toujours prêt à servir.

Distinctions honorifiques: Officier de l'Ordre royal du Lion; Officier de l'Ordre de la Couronne; Chevalier de l'Ordre de Léopold; Etoile de service en or avec une raie; Médaille du Centenaire du Congo; Effort de guerre colonial.

14 mai 1975.
F. Jurion.

BIEVRE (DE) (Cyrille-Paul), Ingénieur naval, Directeur de la Marine du Haut Congo (Brasschaat, 25.6.1888 - Anvers, 28.3.1971). Fils de Clément et de Ickx, Elisabeth.

Après ses études d'ingénieur des constructions civiles à l'Université de Louvain (1912), Cyrille De Bièvre entreprit celles d'ingénieur civil des constructions navales à l'Université de Gand (1913). C'était un brillant étudiant qui, en 1912, avait été admis premier au con-

cours d'admission des ingénieurs à l'administration de la Marine. Celle-ci l'envoya à Charlottenbourg (1914) pour parfaire encore ses connaissances en constructions navales.

Il était revenu au pays, lorsque éclata la première guerre mondiale. Ne pouvant supporter l'occupation allemande, en 1916, il quitta la Belgique en traversant les barrages électriques à la frontière hollandaise et rejoignit les troupes belges. Il fut versé comme soldat dans l'artillerie lourde et se trouvait à l'instruction au camp d'Eu, en France, lorsqu'il fut contacté en 1917 pour remplacer au Congo Alfred Smal, directeur du chantier naval Cockerill, réfugié à Londres, qui avait accepté d'assurer à Léopoldville, pendant une année, l'interim de la direction de la Marine du Haut-Congo.

Le 1^{er} mai 1917, De Bièvre signa un contrat de trois ans au traitement de 14.000 francs. Le 19 mai 1917, il s'embarqua à Falmouth à bord du s/s *Albertville* qui arriva à Boma le 11 juin 1917.

Le nouveau directeur fut envoyé directement à Léopoldville où le travail ne manquait pas pendant cette difficile période de guerre. En effet, il fallait absolument maintenir les transports fluviaux afin de ne pas asphyxier la vie économique du Congo, alors que les approvisionnements en matière d'entretien et de réparation étaient assurés avec une extrême parcimonie.

Heureusement, l'indépendance de la Marine du Haut-Congo vis-à-vis des autorités de Léopoldville, obtenue par son prédécesseur, fut maintenue et De Bièvre correspondait directement avec le Gouverneur général à Boma, sans passer par le Commissaire de district de Léopoldville.

Smal avait été le premier ingénieur naval à œuvrer au Congo et il avait déjà fait apporter des progrès considérables à l'exploitation de la flottille fluviale; De Bièvre poursuivit et perfectionna l'œuvre de Smal, et cela, dans des conditions de plus en plus difficiles.

Notamment, il apporta une attention particulière à la création de postes à bois et aux accostages dans les affluents.

Pour maintenir en service certaines « *Délivrances* » dont les chaudières étaient irréparables, il fit déterrer de vieilles chaudières enfouies dans le sol depuis des années et dont le dôme servait de bitte d'amarre. Après nettoyage et retubage, elles purent être utilisées à nouveau. C'est lui qui calcula la vitesse éco-

nomique des convois sur le réseau congolais. D'une façon générale, les bateaux étaient mal utilisés; ils naviguaient trop vite et avec un tonnage insuffisant. La vitesse optimale était de 11 km/h; aussi, il fut décidé que les grandes unités de l'époque, du type *Roi Albert* par exemple, navigueront désormais en prenant deux barges à couple. Ainsi, la capacité d'un convoi passait à 1 100 t et la vitesse à 6 noeuds, alors qu'avant, un automoteur de 500 t naviguait à 8 noeuds.

Pour augmenter l'importance des transports d'huile de palme, De Bièvre réduisit le rythme des services à passagers vers Stanleyville et Lusambo.

Toutes ces mesures conduisirent à une réduction du prix de revient des transports, ce qui devenait impérieux depuis que des baisses de tarif avaient été consenties pour tenter de maintenir le niveau des exportations du pays.

Le ravitaillement en combustible étant souvent déficient, De Bièvre confia l'exploitation des postes à bois à des particuliers, mais le résultat de la gestion dépendait souvent du chef de poste. A cette époque, malgré le rendement thermique supérieur du moteur à combustion interne, les bateaux propulsés par machine à vapeur étaient plus économiques à cause du bon marché du bois comme combustible. C'est pourquoi De Bièvre fit remplacer les moteurs Diesel de l'*Eendracht* par une machine à vapeur, afin de diminuer le coût d'exploitation de cette unité.

A la fin de la guerre, les transports furent gravement perturbés par suite de l'épidémie de grippe espagnole. A cause de sa gravité et du nombre de malades, la vie économique du pays était désorganisée et, pendant près de deux mois, il n'y eut guère de transports réguliers. De Bièvre estimait que 3 000 t de marchandises étaient restées en souffrance dans les ports du Haut, alors qu'en 1918, la Marine de l'Etat transportait un peu moins de 30 000 t. De Bièvre lui-même fut assez sérieusement grippé en janvier et février 1919.

Tout le monde louait la qualité des services rendus par cet ingénieur éminent à une période aussi difficile. Cependant, des complications administratives énervèrent les relations entre l'intéressé et les autorités pendant la dernière année de son séjour au Congo.

Lorsque De Bièvre était parti en Afrique, il avait reçu de l'Administration belge de la Marine, un congé de deux ans. De son côté, le Ministère des Colonies lui avait fait signer un

contrat de trois ans. Fort de son bon droit, le 11 avril 1919, il écrivit au gouverneur général Henry pour demander à rentrer en Belgique à l'issue de son congé de deux ans. On lui répliqua que s'il quittait avant le mois de mai 1920, il y aurait rupture de contrat et que les tribunaux seraient saisis de l'affaire.

En fait, De Bièvre avait déjà correspondu avec Smal, qui était rentré en Belgique et dirigeait à nouveau le chantier Cockerill à Hoboken. Smal était prêt à engager De Bièvre dans des conditions avantageuses, vu la qualité des services qu'il rendait.

De Bièvre fit remarquer que les fonctionnaires sous statut pouvaient donner leur démission sans risque de poursuites judiciaires et que l'administration perdait d'ailleurs des agents au profit des sociétés privées où ils étaient mieux rémunérés. Alors qu'il assumait de lourdes responsabilités, il avait sous ses ordres au moins dix subordonnés qui touuchaient un traitement supérieur au sien.

L'administration lui demandait de rester en place, le temps de lui trouver un remplaçant et naïvement lui écrivait qu'on approcherait Alfred Smal pour qu'il revienne en Afrique. Evidemment, cette solution n'était pas possible et De Bièvre, qui le savait, protestait contre le préjudice qu'on lui faisait subir en le maintenant au service de la Colonie au-delà des deux années de congé que l'administration de la Marine lui avait octroyées.

Finalement, son traitement fut porté à 18 000 francs à partir du 1^{er} mai 1919 et il resta à Léopoldville jusqu'en avril 1920.

Pendant la dernière année de son séjour, la situation de la Marine du Haut-Congo devint critique par suite de la pénurie de personnel au point qu'on redoutait même de devoir désarmer certains bateaux. Ce qui manquait à la Marine du Haut-Congo, c'était une gestion selon des méthodes industrielles. De Bièvre en était d'ailleurs persuadé et il est permis de croire, étant donné la nature de certaines correspondances, qu'il n'était pas étranger à la transformation de la Marine du Haut-Congo en une Société Nationale des Transports fluviaux, (SONATRA), qui, suite à un décret du 27 décembre 1919, vit le jour le 29 septembre 1920.

De Bièvre mit également au point les spécifications du nouveau matériel à acquérir; il s'inquiéta au sujet de la qualité du bateau acheté aux Etats-Unis, arrivé d'ailleurs après

son départ, et qui navigua sous le nom de *Kigoma*.

Pour les services rendus pendant son séjour au Congo, il reçut l'Etoile de service à une raie et la Médaille civique de 1^{re} classe.

De retour au pays, De Bièvre y fit une brillante carrière. De 1920 à 1923, il fut ingénieur-chef des travaux au Chantier Cockerill.

En 1923, il était nommé directeur de la Mercantile Marine Engineering and Graving Docks, dont il devint dans la suite l'administrateur-directeur général. En 1923, cette société ne possédait qu'un petit atelier situé Ankerrui à Anvers. Sous la direction énergique que De Bièvre, un grand chantier naval avec plusieurs cales sèches de réparation a été érigé au Hansadock; depuis, il n'a cessé de se développer et comporte également un département de constructions industrielles.

En 1937, il assura pendant quelques mois la direction *ad interim* du chantier naval Cockerill, en vue de modifier son organisation, avant la nomination d'un nouveau cadre de direction.

Il se retira du service actif à la fin de 1954, mais il continuait à exercer une grande activité dans le domaine scientifique et dans les organisations professionnelles. C'est ainsi qu'il fut président de la Fédération des Réparateurs de Navires d'Anvers, président du Cercle des Ingénieurs de la Région d'Anvers, président de l'Union Belge des Ingénieurs-Navals, président de la Société d'Astronomie d'Anvers, président d'honneur de la Fédération nationale des Anciens Combattants 1914-1918, membre de la Commission administrative du Patrimoine de l'Observatoire d'Uccle, membre du Comité belge pour l'Histoire des Sciences et member of the Royal Institution of Naval Architects, de Londres.

Au cours de sa carrière, il fut administrateur de la Mercantile Marine Engineering and Graving Docks, de l'Electro-Navale et Industrielle, des Frigorifères du Littoral et du Chantier naval Ste Barbe à Eysden.

Il s'intéressa toujours au Congo et c'est à son initiative que la coque de l'A.I.A., abandonnée comme épave au port de Léopoldville, fut ramenée comme une relique historique en Belgique; on sait qu'en 1956, elle fut renvoyée à Léopoldville, dans le cadre des manifestations marquant le soixante-quinzième anniversaire de la fondation de ce poste par Stanley.

Distinctions honorifiques: Cyrille De Bièvre était Officier de l'Ordre de Léopold; Officier de l'Ordre de la Couronne; Croix civique de première classe; Croix de guerre de 1914-1918; porteur de la Décoration industrielle de première classe; de la Médaille commémorative 1914-1918; de la Médaille de la victoire, de la Médaille du centenaire et de nombreuses autres distinctions honorifiques.

Publications: Le problème de la navigation fluviale au Congo (Congo, 1921, p. 99-109 et 295-299). — Etude du floating power (*Annuaire de l'Union belge des Ingénieurs navals*, T. I., 1941, p. 125-149), ainsi que de nombreuses publications dans diverses revues d'astronomie, car il s'agissait pour lui de son principal hobby.

16 novembre 1975.

A. Lederer.

Archives de Mercantile Marine Engineering. — Archives du M.R.A.C. — *Annuaire de l'Union belge des Ingénieurs navals*. — Archives de l'ancien Ministère des Colonies. — *Gazet van Antwerpen* (29.III.1975). — Lederer, A.: Histoire de la navigation au Congo (Tervuren, 1965).

BLOMMAERT (*Urbain-Joseph-Léopold-Marie*), Directeur de l'Agriculture au Congo (Nieuwkerke, 24.5.1887 - Etikhove, 27.10.1956).

U. Blommaert était porteur du diplôme d'ingénieur agricole de l'Université catholique de Louvain.

Engagé comme chef de culture pour les Services de l'Agriculture au Congo belge il partit le 10 octobre 1910.

Il introduisit la culture du coton au Maniema dès 1915 et continua à étendre cette culture dans la partie méridionale du Congo.

C'est en 1923 qu'il fut chargé d'une mission d'études en Afrique centrale et qu'il parcourut les territoires côtiers du Golfe de Guinée. Il termina sa carrière officielle en 1927 en qualité de directeur de l'Agriculture et devint ensuite conseiller technique à la Société Textile africaine et commissaire à la Compagnie du Lubilash.

Janvier 1975.

P. Staner.

BIROLI (*Joseph*), Licencié en sciences politiques et coloniales et en sciences économiques (28.5.1929 - Gitega, 15.1.1963).

Après ses études primaires à Kayanza, puis secondaires au Groupe Scolaire d'Astrida, il fut le premier universitaire du Burundi (et même de tous les territoires belges en Afrique). Après avoir obtenu avec distinction une licence en sciences politiques et coloniales à l'INUTOM (Anvers) en juillet 1953, il conquiert avec distinction, en septembre 1956, la

licence en sciences économiques à l'Université catholique de Louvain, suit des cours à Oxford (scholar au St Antony's College) et participe à un bref séminaire international à l'Université de Harvard (1957), ce dont il profite pour séjourner près de trois mois aux Etats-Unis.

Il devient, en 1960, président du Parti Démocrate Chrétien, fondé par son frère Jean-Baptiste Ntidendereza et Louis Barusasiyeko. A ce titre, il est, en septembre 1960, le porte-parole de la délégation du Burundi au Colloque qui se tient à Bruxelles pour discuter la préparation des élections, le statut de Bujumbura et la structure administrative du pays pendant la période de transition. Il se rend à New York en décembre 1960 en qualité de pétitionnaire du Burundi à l'Assemblée générale des Nations-Unies et en revient, déclare-t-il, désenchanté et déçu par le parti-pris anti-belge des délégués afro-asiatiques.

En janvier 1961, il se trouve au Colloque d'Ostende où les délégués du Burundi unanimes appuient le point de vue de la majorité hutu du Rwanda et s'opposent à la remise des élections générales. Les délégués du Rwanda et du Burundi contestent la décision de l'Assemblée générale de l'ONU mais le Gouvernement belge se conforme aux vœux de l'Assemblée générale des Nations-Unies et décide de surseoir aux élections générales. Les délégués du Burundi décident alors d'organiser des élections au 2^e degré grâce auxquelles le front commun, dirigé par le PDC obtient 80 % des sièges et constitue un Gouvernement provisoire.

Ce Gouvernement sera remplacé après les élections législatives où triomphe l'UPRONA. Quelques mois plus tard, en octobre 1961, Biroli est impliqué dans l'organisation du meurtre du prince Rwagasore. Condamné à la servitude pénale à perpétuité, il se trouve en prison lorsque le Burundi devient indépendant. Le Gouvernement dirigé par l'UPRONA organise un nouveau procès qui aboutit à la condamnation à mort de tous les prisonniers. J. Biroli est pendu le 15 janvier 1963 vers 10 h 30, en public, sur le stade de Gitega.

7 janvier 1974.
A. Huybrechts.

BOTTY (*Albert*), Missionnaire de Scheut en Chine et Supérieur général de la C.C.I.M. (Cologne, 27.7.1875 - Shung-shu-tsui-tzû,

14.5.1919). Fils de Jean Joseph et de Frenay, Marie.

Il fit ses humanités et étudia la philosophie au Petit Séminaire de St. Trond. Entré à Scheut le 7.9.1893, il émit les premiers vœux le 8.9.1854 et après avoir étudié la théologie à Louvain, il fut ordonné prêtre à Scheut le 26.9.1897. Pendant deux ans il fut professeur de philosophie à Scheut et partit en Chine le 7.9.1899, destiné à la Mission des Ordos. Après quelques mois d'étude de la langue chinoise à Boro Balghasu, il reçut la nomination de directeur du petit Séminaire de San-tao-ho. Quelques mois plus tard, les Boxeurs s'étant révoltés en Chine, il fut chassé de sa mission par les Mongols Alachan, traversa le Gobi avec 14 autres missionnaires de Scheut en 40 jours, et retourna en Belgique par voie du Transsibérien. Après que la paix fut réglée en Chine, il repartit en 1901 pour la Chine afin d'y reprendre la direction du séminaire de San-tao-ho. Mais en 1904 le séminaire dut déménager à Palakai, avec son directeur. Celui-ci reçut en 1905 un successeur, et devint curé de Palakai. Mais en 1906 il dut accompagner son évêque Mgr. Bermyn, au 4^e Synode de Pékin. A peine revenu en Mongolie, le supérieur général de Scheut, le P.A. Van Hecke, le députa aux Iles Philippines, afin d'y examiner la question d'envoyer des missionnaires de Scheut à ces îles. De là il fut député, en 1908, au Chapitre général de la Congrégation par les missionnaires des Ordos. Il fut élu supérieur général de la Congrégation. Malheureusement sa mauvaise santé l'empêchait d'exercer cette lourde fonction d'une façon satisfaisante. Il démissionna et retourna en Chine en 1912. Nommé professeur de théologie au Grand Séminaire de Sung-shu-tsützü, il rendit en outre quantité de services à la Mission, pendant sept ans encore.

Il était porteur des distinctions honorifiques suivantes : Chevalier de l'Ordre de Léopold; Officier de l'Ordre de la Couronne; Officier de l'Ordre royal du Lion.

Publications : *Missions en Chine et au Congo* 15 (Scheut 1903) p. 166-167, 233-236; 16 (ib. 1904) p. 255-258, 259-263; 17 (ib. 1905) p. 204-205, 233-235, 272-275; 18 (ib. 1906) p. 17-20, 217-219, 269-270; 19 (ib. 1907) p. 25-31, 58-62, 145-149, 214-216, 241-247, 277-280; 20 (ib. 1908) p. 134-140; 21 (ib. 1909) p. 173-176; 24 (ib. 1912) p. 11-17, 242-248; 25 (ib. 1913) p. 145-150; *Missions de Scheut* 26 (ib. 1914) p. 10-14, 202-205; 27 (ib. 1915/19) p. 155-159, 169-174, 183-187, 195-201, 217-222, 241-246, 280-283; 28 (ib. 1920) p. 32-37, 125-131, 156-162, 221-226, 232-256; 29 (ib. 1921) p. 58-64. — *Mission in China en Congo* (Scheut 1898) p. 564-568; 15 (ib. 1903) p. 166-168, 236-240; 16 (ib. 1904) p. 255-258, 259-263; 17 (ib. 1905) p. 204-205, 233-235, 272-275; 18 (ib. 1906) p. 18-21, 217-219, 269-279; 20 (ib. 1908) p. 133-140; 21 (ib. 1909) p. 173-176; 22 (ib. 1910) p. 70-72; 24 (ib. 1912) p. 11-17,

242-248; 25 (ib. 1913) p. 145-150; *Missien van Scheut* 26 (ib. 1914) p. 11-15, 139, 271-273; 27 (ib. 1915-19) p. 196-202, 211-214, 217-222, 244-249; 28 (ib. 1920) p. 65-68, 91-94, 121-129, 145-152. — *Annalen van Sparrendaal* 3 (Sp. 1903) p. 220-222; 12 (ib. 1912) p. 65-70; 13 (ib. 1913) p. 272-277; 14 (ib. 1914) p. 30-35, 236-237; 15 (ib. 1915) p. 104-107, 145-150, 265-270; 16 (ib. 1916) p. 3-7, 31-35, 100-102, 152-159, 199-204, 223-226, 245-252, 270-274; 17 (ib. 1917) p. 16-18, 31-33, 55-57, 102-106, 127-132, 174-180, 200-205, 221-228; 18 (ib. 1918) p. 31-36, 56-61, 65-69, 73, 83-91, 103-104, 134-142, 151-155, 179-185, 200-206, 228-235; 19 (ib. 1919) p. 5-9, 17-26, 35-41, 60-64, 68-77, 78-79, 81-86, 91-95, 97-105, 107-112, 128-134, 145-154, 174-181, 193-201; 20 (ib. 1920) p. 97-102, 127-134, 156-166; 21 (1921) p. 12-16, 25-28. — *Annales Propag. Foi* 75 (Lyon 1903) p. 32-34; 84 (ib. 1912) p. 60-61; 87 (ib. 1915) p. 381-397; 88 (ib. 1916) p. 63-64, 203-205, 225-232; 89 (1917) p. 284-290; 90 (1918) p. 31-37, 126-129, 202-203; 91 (1919) p. 22-29, 166-172; 92 (1920) p. 16-23. — *Les Missions Caïb*, 36 (Lyon 1904) p. 603; 38 (1906) p. 39-40; 43 (1911) p. 460, 509-510; 44 (1912) p. 569; 46 (1914) p. 385-387; 47 (1915) p. 77-78, 241-242, 426-489, 559-561; 48 (1916) p. 99-100; 49 (1917) p. 349-351; 50 (1918) p. 97-99, 133-138, 242-243, 513-515, 556; 51 (1919) p. 112. — *Die kath. Missionen* 45 (Freiburg) (1916-17) p. 90; 46 (1917-18) p. 40-41, 179-180, 189-190, 227-230. — *Le Miss. Catt.* XLIV (Milano 1915) p. 73-74; XLV (1916) p. 119; XLVII (1918) p. 373-374. — *Annalen des H. Kindseids*, Gent (1906) p. 72-77; (1907) p. 46-54, 171-177, 182-186; (1908) p. 165-170; (1912) p. 26-32; (1913) p. 109-115; (1919) p. 6-9; (1920) p. 9-18; (1924) p. 55-62; (1925) p. 56-63. — *Annales Ste Enfance* 61 (Paris) (1910) p. 81-88; 64 (1913) p. 268-269; 67 (1916) p. 172-176; 68 (1917) p. 140-141; 70 (1919) p. 35-40. — *Bul. Cath. de Pékin* 3 (1916) p. 94-96; 5 (1918) p. 197-199, 239-242, 341-342, 510-512; 6 (1919) p. 179-180. — *Annalen der Verbr. d. Glaubens* (München) (1916) p. 322-326. — *Lettres circulaires du Sup. Gén.* 1908; 2, 1909; 1. — *Catholic Missions* 9 (New York) (1915) p. 255-256; 10 (1916) p. 133-134, 205-206, 250-253; 12 (1918) p. 109-112; 13 (1919) p. 51-53. — Le catholicisme au pays de Gengis Khan. Tempé héroïques in *Mis. Cath.* 47 (1915) p. 306-308, 317-320. — Scènes de Vie Mongole. *Ib.* 48 (1916) p. 174-175, 186-187, 196-200, 211-212, 222-224. — Esquisses Mongoles. De N.D. des Pins à la ville des Trois Tours. *Ib.* 48 (1916) p. 486-488, 497-499; (1917) p. 44-45, 56-58, 68-69, 94-95. — Scènes de la vie Mongole. Pour se venger. *Ib.* 50 (1918) p. 282-284, 306-308. — Véritables histoires de brigands. *Ib.* 51 (1919) p. 190-191, 202-203, 212-213, 225-226. — Les Martyrs de Tsing-yeul et de Ta-sou-tai. Épisodes de la persécution des Boxeurs. *Ib.* (1919) p. 309-311, 322-323, 332-334. — Scènes de la vie Mongole. *Ib.* 51 (1919) p. 439-440, 453-454, 462-465, 476-478, 490-491, 501-503, 511-513. — *Le Miss. Catt.* 48 (Milano 1919) p. 154-157, 169-173, 188-189. — Il catholicisme nel paese di Gengis Khan. *Mis. Cath.* 49 (Milano 1920) p. 15-16, 29-32. — Per vendicarsi. *Ib.* p. 146-150, 161-163. — Van Ortos naar de Philippinen, in *Mis. in China en Congo* 20 (Scheut 1908) p. 44-46, 58-62, 82-89, 113-117, 127-129, 159-161, 182-187, 208-209, 223-228, 248-251. — Heldenlijden. *An. v. Spar.* 1915, p. 195-198, 217-226. — Aux Orios, pays et Mission. Scheut, 1910, 8°, 58 pp. — *Uit het Heidens Miljoenenland*. Sparrendaal Vught, 120 p.

15 mai 1974.

[M.S.]

Jozef Van Hecken.

Sources et littérature : Inédites : lettres dans les Arch. C.I.C.M. et en possession privée. Publiées : *El. Sod.* de 1894 à 1913. — *El. Defunctorum* de 1920 etc. — *Nouv. de la Congrég.* : no 18, 21, 30, 44. — Bonhomme, Al. *Bul. catholique de Pékin* VI (Pékin 1919) p. 220-221. — V. Hecken J. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mongolië* D. IX, p. 333-334.

BRAUSCH (*Georges-Edouard-Jean-Baptiste*), Secrétaire provincial au Ruanda-Urundi (Nottingham, 31.10.1915 - Londres, 27.6.1964).

Coïncidence, mais coïncidence presque significative pour ceux qui le connaissaient bien, Georges Brausch, belge par sa nationalité et sa carrière administrative, est né en Angleterre, à Nottingham, le 31 octobre 1915, et est décédé à Londres, prématurément, le 27 juin 1964.

Autre coïncidence, amère celle-ci, trois mois à peine avant sa mort, Georges Brausch avait vu sa candidature présentée à la Classe des Sciences morales et politiques de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.

Son vœu étant de faire carrière au service territorial en Afrique belge, ses études de base se déroulèrent, jusqu'en 1936, à l'Université coloniale d'Anvers. Et logiquement, le début de cette carrière, entre 1937 et 1954, se déroula sur le terrain, au Kasai, d'abord, en Équateur, ensuite, comme administrateur territorial puis commissaire de district-assistant. Ses deux derniers postes de cette période furent la direction du Territoire de Bikoro, sur le lac Tumba, puis de l'important territoire de Coquilhatville.

Mais Georges Brausch n'était pas un territorial comme les autres: il administrait avec talent mais étudiait et observait aussi avec passion les collectivités africaines dont il avait la responsabilité. Véritablement mordu d'anthropologie sociale et de sociologie politique, il complétait sans cesse ses connaissances par l'étude et traduisait les résultats de ses investigations et réflexions par de très nombreuses publications.

Pendant la guerre, il avait conquis le grade d'*Artium Magistri* en ethnologie sociale au Département des Etudes bantoues de l'Université de Witwatersrand, à Johannesburg. Dix ans plus tard, à l'Université de Bruxelles cette fois, il conquérait, en 1953, le diplôme de docteur en Sciences coloniales. Sa thèse analysait les groupes sociaux Ankutshu de la Haute-Lukenyi.

Au fil des années 1942-1956, on lui dénombré plus de trente publications, principalement en français, mais aussi en néerlandais et parfois en anglais.

Farouchement attaché à l'idéal de l'Université de Bruxelles et aux principes du libéralisme — préférence méritoire parce que dangereuse dans le Congo d'alors — il avait été

remarqué par le ministre Buisseret qui voyait chez lui la possibilité de s'attacher un collaborateur sûr et remarquablement au fait des réalités humaines africaines, aspect du phénomène colonial auquel, comme on sait, ce chef de Département était particulièrement attentif.

Peu après la constitution du ministère Achille Van Acker en mai 1954, Georges Brausch fut ainsi appelé Place Royale en qualité de chargé de mission, fonctions qu'il occupera jusqu'en juillet 1957. Pendant ce séjour en Belgique, diverses nominations académiques lui furent conférées: professeur à l'Institut d'Etudes sociales d'Outre-Mer d'Anvers, chargé de cours à l'Institut du Travail de l'U.L.B., chargé de cours à l'INUTOM.

A la mi-1957, une désignation de Secrétaire provincial l'envoya au Ruanda-Urundi où pendant un an il œuvra alors aux côtés du soussigné, lequel put ainsi mesurer ses qualités de fonctionnaire consciencieux et travailleur et son constant souci de servir l'idéal que les Britanniques dénommaient alors si opportunément « the paramountcy of native interests ».

Au début de l'année académique 1958-1959, il sollicita une mise en disponibilité pour aller assumer la direction d'une création au Katanga de l'Institut de Sociologie de l'U.L.B., l'Institut d'Etudes sociales d'Elisabethville, et il continua à remplir ces fonctions jusque peu avant l'indépendance de la Colonie.

Après le flottement de 1960-61, son goût pour la vie académique et ses affinités anglo-saxonnes trouvèrent une heureuse occasion d'être satisfaites par l'occupation d'une chaire de maître de conférence à l'Université de Khartoum, charge qu'il occupa avec panache et une vive satisfaction personnelle jusqu'à ce que la mort vienne l'enlever alors qu'il n'avait pas encore cinquante ans.

Homme de recherche et de principe, homme d'action aussi, il était admirablement secondé par sa femme qui ne vivait que pour lui et n'hésitait pas à déclarer à son entourage que si son mari venait à décéder prématurément, elle n'hésiterait pas à le suivre délibérément dans la mort. Elle tint parole...

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

BROECKE (VAN DEN) (*G.-M.-B.*), Officier de marine (Ostende), 15.6.1807 - Anvers, 20.3.1862).

Dès les premières années de l'indépendance de la Belgique, Van den Broecke se révéla être un officier d'une grande valeur et d'un courage sans limite. Il avait été admis le 22 mai 1832 dans la Marine royale comme enseigne de vaisseau.

On sait qu'en 1832, les Hollandais ne voulaient toujours pas céder aux Belges la citadelle d'Anvers et que les politiciens belges avaient voté des budgets insuffisants pour doter leur pays de la flotte jugée indispensable pour prendre part à la guerre d'indépendance et protéger le commerce national à l'étranger.

C'est alors que Léopold I^e décida de se servir de l'armée pour prendre par la force les territoires que nos politiciens et diplomates étaient impuissants à faire restituer, et qui revenaient de plein droit à la Belgique en vertu des traités qui avaient été signés.

Le 15 novembre 1832, à l'appel de Léopold I^e, le lieutenant général français Sebastiani franchissait la frontière pour assiéger Anvers que tenaient les troupes hollandaises sous le commandement du général baron Chassé.

Pendant le siège de la ville, les troupes belges tenaient les alentours et la flotte stationnait à Burcht. Cependant, Sebastiani avait besoin d'un officier de marine pour observer les mouvements de la flotte hollandaise et c'est Van den Broecke qui fut détaché auprès de l'Etat-Major français.

Avec un canot, en compagnie de six hommes, l'officier belge patrouillait sur l'Escaut, lorsque, dans la nuit du 23 décembre 1832, en face du fort Sainte-Marie, il aperçut une canonnière hollandaise échouée sur un banc de sable. Sans hésiter, il se rendit à bord et capture la commandant Meesman et tout son équipage; il s'empara également d'une chaloupe abandonnée au fil de l'eau.

En fait, Chassé s'était rendu, mais Koopman, le commandant de la flotte hollandaise assiégeant Anvers, ne voulant pas obéir à l'ordre de reddition, avait tenté de faire échapper la canonnière capturée par l'officier belge, sur laquelle un important matériel avait été chargé. Des douze autres canonnières hollandaises, Koopman en saborda cinq et incendia les sept qui restaient. Ces bateaux furent relevés et récupérés grâce à la diligence des officiers de la Marine royale qui offraient ainsi au pays la flottille que leur refusaient les politiciens. Van den Broecke participa très activement à ces opérations de sauvetage et de récupération; en juillet 1834, il retira la dernière des unités

hollandaises de la vase où elle s'était profondément enfoncée. Cet exploit lui valut les éloges de Schockeel, le premier commandant en chef de la Marine royale. Pour son active participation dans la récupération des unités hollandaises, Van den Broecke fut décoré de la croix de chevalier de l'Ordre de Léopold le 15 décembre 1833.

La modestie des subsides obligea de congédier pas mal de matelots, tandis qu'une partie des équipages, tant officiers que subalternes, servaient à bord de navires de commerce, ce qui était une façon d'assurer leur instruction à bon compte pour l'Etat. De son côté, Van den Broecke servit successivement à bord du Congrès et de la canonnière n° 9. Il se distingua par plusieurs sauvetages; les 19 mars et 7 avril 1836, il sauva dans l'Escaut, deux navires avec leur équipage, ce qui lui valut les félicitations du conseil communal d'Anvers. Plus tard, il sauva en face de Calloo, six hommes sur le point de se noyer. Le 13 mars 1839, il recevait le commandement de la canonnière n° 11 et il était promu lieutenant de vaisseau le 7 mars 1840.

Enfin, en 1842, Van den Broecke était désigné pour prendre le commandement d'un navire de commerce, le *Macassar* de l'armateur J.B. Donnet d'Anvers, qui devait se rendre aux Indes Néerlandaises. Le départ eut lieu le 18 juin 1842 et le navire passa par Plymouth et Singapour. Si le voyage s'effectua dans de bonnes conditions, il n'en fut pas de même du point de vue commercial. Les hommes d'affaires belges, trop timorés et mal informés, n'osaient pas mettre à bord les marchandises intéressantes pour les pays visités. Ce voyage dura plus d'une année.

Le 11 novembre 1843, le *Macassar* repartait pour Batavia. Cependant, en dehors du verre à vitres, de barils de clous et des couleurs, les autres marchandises étaient si peu nombreuses, qu'il avait fallu l'ester le navire avec du sable. En plus, le *Macassar* conduisait à Manille le consul général de Belgique, Lanoy, et sa famille.

Au départ, la mer était agitée et ce n'est qu'aux environs de l'Équateur que le temps redevint plus calme. Au cap de Bonne-Espérance, la tempête était si forte que la vergue du grand-perroquet se brisa. Néanmoins, le navire arriva jusqu'au détroit de la Sonde où il était temps de renouveler l'eau douce, qui était polluée, et d'embarquer des vivres frais.

De nouveau, jusqu'à Singapour, la navigation se fit dans une mer démontée. Malgré les efforts de Van den Broecke pour placer les marchandises embarquées et pour créer de nouveaux débouchés à notre industrie et à notre commerce; le succès était mince. Dans différents ports, il devait laisser les marchandises en consigne chez des correspondants de l'armateur qui avaient parfois intérêt à évincer les produits belges et qui ne les vendaient qu'occasionnellement. Il en résultait des pertes considérables.

Le 15 avril 1844, le *Macassar* partait pour Manille, où il mouilla du 19 mai au 17 juin, pour y embarquer une cargaison. Au retour, il passa par Batavia et, à hauteur du Cap de Bonne-Espérance; il rencontra à nouveau un temps épouvantable. Le navire rallia Anvers le 22 novembre 1844.

Au retour, les officiers et l'équipage furent à nouveau affectés à des unités de la Marine royale. Cependant, Van den Broecke reçut, le 9 mars 1845, le commandement de la goëlette *Louise-Marie*. Le voilier belge devait faire un voyage vers la malheureuse colonie de Santo-Thomas au Guatemala.

Dès le début, ce périple fut dramatique; la *Louise-Marie* avait quitté Ostende le 28 avril 1845. Dans la nuit du 29 au 30 avril, un bateau hanovrien, le *Vrouw Goetke* aborda le bateau belge qui subit d'importants dégâts; mais ceux du *Vrouw Goetke* étaient si graves que l'équipage allemand fut recueilli à bord de la *Louise-Marie*. Un officier belge, Pougin, réussit à sauver le bateau hanovrien qu'il conduisit pour réparation à Ostende.

L'équipage sauva la *Louise-Marie* en bouchant les trous avec des moyens de fortune. Ainsi le bateau put se réfugier à Ramsgate où il dut subir des réparations avant de reprendre la route. A bord se trouvait le diplomate Blondeel van Cuelebroeck, commissaire extraordinaire du gouvernement.

La *Louise-Marie* arriva le 28 juin à Santo-Thomas, après une escale d'une semaine à Ténériffe. A l'arrivée, la petite colonie belge offrait un spectacle désolant; les pauvres colons étaient démoralisés, car la maladie décimait la population et il manquait une direction réelle pour donner des directives et coordonner les efforts, de façon à les couronner de succès. En fait, la *Louise-Marie*, au cours de ce séjour, fut transformée en hôpital flottant et, pour comble de malheur, le commissaire de bord, Palmaert, mourut du typhus et

fut inhumé dans le cimetière de la colonie belge. Van den Broecke mit ses officiers à la disposition de Blondeel van Cuelebroeck pour dresser un rapport sur l'état de cette malheureuse entreprise.

La *Louise-Marie* quitta ces lieux inhospitables le 27 janvier 1846, pour regagner Ostende. Avant d'arriver à New York, la goëlette subit une tempête si violente qu'elle dut subir des réparations dans le port américain. Au cours de la traversée transatlantique, le temps fut à nouveau exécrable, au point que les bastingages furent emportés par la mer. Le 15 avril 1846, c'était presque désemparé que la *Louise-Marie*, transformée de nouveau en navire hôpital, rentrait à Ostende.

Après ce pénible voyage, le bateau dut être presque reconstruit et Van den Broecke avait eu grand mérite à le ramener à bon port, malgré de graves avaries.

Le rapport dressé par l'équipage de la *Louise-Marie* eut le mérite d'ouvrir les yeux sur le scandale de Santo-Thomas et d'éclairer la population et le gouvernement sur la situation réelle de nos compatriotes engagés dans cette aventure.

Débarqué de la goëlette qui avait rallié Anvers le 6 juin 1846, Van den Broecke reçut l'ordre de désarmer le bateau. Le 26 juillet 1846, il reçut le commandement du navire de commerce l'*Emmanuel*, mais avant son départ, il y eut un contre-ordre. Malgré ses brillants états de service, Van den Broecke fut mis en non-activité le 5 avril 1848.

Dans la suite, il vécut à Anvers où, comme son père, il exerça les fonctions d'expert maritime auprès des tribunaux, et cela, jusqu'à son décès.

Van den Broecke est le type même d'officier qui œuvra avec modestie et courage à l'expansion de la Belgique au-delà des mers et dont les mérites ne peuvent tomber dans l'oubli.

7 septembre 1974.
A. Lederer.

Leconte, L.: Les ancêtres de notre Force navale. — Leconte, L.: Le lieutenant de vaisseau Van den Broecke de la Marine royale belge (in *Revue de la Ligue Maritime Belge*, oct. et déc. 1912). — Sinkel, E.: Ma vie de marin.

BRYS (*Albert-Jozef-Antoon*), Missionaris van Scheut (Harelbeke, 19.8.1900 - Halle, 17.12.1973). Zoon van Karel en Leonie-Maria Vanderougstraete.

Na zijn middelbare studies te Tielt en te Kortrijk trad hij in 1919 in het noviciaat van de missiecongregatie van Scheut. Hij werd priester gewijd te Scheut op 23.8.1927 en vertrok naar Congo op 19.8.1927, bestemd voor het apostolische vicariaat Nieuw-Antwerpen. Na twee stage-jaren, eerst als leraar aan het kleinseminarie te Nieuw-Antwerpen, vervolgens als reispater in de omliggende dorpen van de missie, werd hij in 1930 directeur van het kleinseminarie, dat in 1934 definitief te Bolongo werd gevestigd. Hij werd ook raadslid van de provinciaal-overste (1935) en van de districts-overste (1936). Begin 1937 was hij voor een herstelperiode in België aangekomen, toen hem te Scheut tijdelijk de leiding en de vorming van de jonge missiebroeders werd toevertrouwd. Tevens gaf hij les in Lingala aan de scholastieken te Scheut en te Jambes. In 1938-1939 verving hij te Leuven de geestelijke leider van de theologie-studenten van de Congregatie. In die periode zette hij zich met Prof. Van der Schueren actief in bij de stichting van het Koloniaal Universitair Centrum (KOLUC), dat tot doel had de Vlaamse hoogstudenten te Leuven in de gelegenheid te stellen zich in te wijden in de koloniale vraagstukken op alle gebied. Tenslotte mocht hij op 15.7.1939 terug vertrekken naar Congo, waar hij opnieuw de leiding overnam van het klein-seminarie en zijn taak hernoemde als raadslid van de provinciaal-overste. Gedurende de oorlog verbleef hij enkele maanden voor herstel van zijn verzwakte gezondheid bij de Witte Paters te Fataki, aan het Albert-Meer. In augustus 1946 kwam hij naar België terug. Voortaan zou hij zich in eigen land onvermoeibaar ten dienste stellen van de Kongo-missie, als professor van Lingala te Scheut, algemeen secretaris van de missie-animatie, proost van het Katholiek Secretariaat voor Kolonialen, directeur van het Centre d'Etudes, de Documentation et d'Informations coloniales (later: congolaises) of CEDIC, directeur van het aanwervingscentrum van leerkrachten voor de missiën van Congo, lid van de studiecommissie van de C.V.P.-afdeling Kongolese zaken, leraar aan de koloniale sectie van de Rijkstuinbouwschool te Vilvoorde, professor aan de Katholieke Sociale Koloniale School te Brussel, algemeen secretaris van SIBELAC (Service interfédéral belge de l'enseignement catholique au Congo), professor aan de Koloniale Hogeschool te Antwerpen, vertaler bij de Lingala-uitzendingen van de B.R.T., lid van de raadgevende

commissie van de werelduitzendingen van R.T.B.-B.R.T., enz. In 1970 was hij betrokken bij een auto-ongeval waarvan hij een zware handicap overhield. Zijn laatste jaren bracht hij door in het rustoord van de Congregatie te Zuun. Hij overleed in het ziekenhuis te Halle op 17.12.1973.

Pater Brys was buitengewoon gedocumenteerd en bedrijvig op het gebied van de onderwijskwestie in Congo. De meeste van zijn publicaties houden daarmee verband. Twintig jaar lang ook heeft hij zich ijverig ingezet voor het werk van de recruterend van leerkrachten voor het katholiek onderwijs in Congo. Niet alleen wierf hij vele tientallen leraars aan voor de meest uiteenlopende vakken, maar hij onderhield contact met hen door ze in Congo te bezoeken om ter plaatse hun situatie en hun bevindingen na te gaan.

Eretekenen: Ridder in de Leopoldorde.

Publikaties: Voorbereiding tot de missie: vacantielessen voor missionarissen te Leuven, *Kerk en Missie*, 1924, p. 171-173. — Eucharistische Kruistocht in onze scholen, *Periodicum S. Canisii* (Lisala), 2, 1932, p. 1-3. — E.K. Vergaderingen, *Ibid.*, 3, 1932, p. 3-4. — Het klein Seminarie van O.L.V. van Gratie te Bolongo (Lisala). *S. Paulus' Missiebond* (Kortrijk), 30, 1937, p. 4-5. — Congolese schoolpolitiek en onderwijsproblemen, *Hernieuwen* (Roeselare), sept. 1950, p. 43-49; *De Weg*, sept. 1950. — Wordt het katholiek beschavingswerk in Congo bedreigd? *De Weg* (Roeselare), jan. 1955, p. 3. — Les écoles succursales au Congo Belge et au Ruanda-Urundi. *Rapport de Mission* (Ministère des Colonies) 1951, 42 p. photocopy. — Apostolaat en Sociale toestanden in Congo. *Kerk en Missie*, 1952, p. 1-12. — Aus Wildnis ein blühender Garten (50 Jahre Kongo-Arbeit). *Hl. Kindheit* (Aachen), 1952-1953, p. 16-17. — La lutte contre l'analphabétisme et l'éducation populaire par l'enseignement rural, la presse et le cinéma au Congo Belge. *Symposium sur popular education* (Leiden), 1952, p. 22-49. — Le conflit scolaire au Congo. *Les Dossiers de l'Action sociale catholique* (Bruxelles), 1955, p. 67-76. — De schoolstrijd in Congo. *De Gids op Maatsch. Gebied*, 1955, p. 1-25. — La ligue de l'enseignement. C.E.D.I.C. (Léopoldville), août 1955, p. 99-107. — Congo et Ruanda-Urundi 1955. La question scolaire. *Dossiers de l'Action Soc. Cat.* (Bruxelles), 1956, 2, p. 3-22. — Congo en Ruanda-Urundi. Het Schoolprobleem in 1955. *Gids Maatsch. Gebied*, 1956, 369-392. — Verschillende bijdragen, naamloos of onder de initialen A.B., in C.E.D.I.C. vanaf juni 1949. — Brieven en artikels in: *Mission van Scheut*, *Missions de Scheut*, *Annalen van Sparrendaal*. — In het Lingala: Totalaka Yezu (Bezoeken H. Sakrament), Nieuw-Antwerpen, 1933. — Mosantu Teresi wa Mwana Yezu (Leven v.d. H. Theresia v. Lisieux), Bolongo, 1948, 62 p. — Mosantu Anyesi, Ngondo na martiru (Leven H. Agnes), Lisala 1949, 21 p. — Rapporten in manuscript: o.a.: Rapport sur la question scolaire au Congo Belge et Ruanda-Urundi depuis l'avènement de Mr Buisseret (avril 1954) jusqu'au 25 janvier 1955. 275 p. met 56 p. Appendice.

20 april 1976.
M. Storme.

Lit.: Archief Scheut. — Kontakt n. 191 (december 1973). *Chronica* (Scheut) n. 6, 45, 60, 62, 72, 73, 75, 77, 80, 91, 94, 95, 100, 101, 102, 103, 113, 118, 123, 127, 129, 131, 137, 141, 142. — *Nouvelles de la Congrégation* n. 32, 40. — *Kerk en Missie* 1937, p. 61;

1939, p. 129; 1946, p. 126. — Streit, R., *Bibliotheca Missionum*, Bd. XX, Tl 2, p. 182-183. — Grooters-Van Coillie, *Proeve eener Bibliographie van de Missionarissen van Scheut*, p. 22. — *Annales van Sparrendaal*

1938, p. 90, 94. — Bull. Vét. Col., mai 1974. — *Misionarissen van het Kortrijksche*, p. 34. — Cormen, *Annuaire des M.C. au C.B.* (Bruxelles 1935), p. 127. — *Overlijdensbericht en bidprentje*.

C

CAMBIER (Robert), Capitaine, Directeur général de la C.C.C.I. (Bruxelles, 8.3.1895 - Montreux, 26.9.1972).

Robert Cambier termina ses études moyennes à l'Institut Saint-Louis et suivant en cela la tradition familiale (son père était général), il se destina à la carrière des armes. Il entra à l'Ecole royale militaire, armes spéciales, le 27 novembre 1913.

Quand la guerre éclate, il s'engage au 2^e régiment des Carabiniers. Le 15 août 1914, il est nommé sous-lieutenant auxiliaire. Il se conduit brillamment sur l'Yser.

Le 15 janvier 1915, il est nommé Chevalier de l'Ordre de la Couronne avec une belle citation. Blessé sur l'Yser le 16 mars 1916, il est évacué sur Calais puis sur le « King-Albert's Hopital » à Londres qu'il quitte préma-turément pour suivre les cours du Centre d'instruction des sous-lieutenants d'artillerie. Il est nommé lieutenant de l'active et passe, le 1^{er} janvier 1917, au 2^e régiment d'Artillerie où il est commissionné comme capitaine le 25 mars 1919.

Le 27 janvier 1922, la destinée de Robert Cambier change de cours. Le Ministre de la Défense nationale le désigne pour accompagner au Congo, en qualité d'officier d'ordonnance, le gouverneur général Maurice Lippens. Il fait avec celui-ci, à travers une grande partie de la Colonie, un mémorable voyage.

Au retour, il reprend ses études et entre à l'Ecole d'application. Mais le renouveau qui s'annonce au Congo l'attire. Il entre à la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie dont Maurice Lippens vient d'assumer la présidence et à laquelle il se propose de donner une vigoureuse impulsion. Depuis le 1^{er} décembre 1924, Robert Cambier y sera

successivement chef du service de Documentation et du Personnel, secrétaire général, directeur et directeur général, fonctions qu'il assume jusqu'à sa retraite, le 15 avril 1960.

Pendant cette longue période, il fait preuve d'un remarquable esprit de travail, d'un inaltérable dévouement, d'une grande affabilité et d'une loyauté sans faille. Il représente, avec distinction, la Société dans les Conseils d'administration ou le Collège des commissaires de certaines sociétés dans lesquelles elle est intéressée: Cogefimo, Elakat, Citas, Auxigrel, Cimoutremer, Indumines, Colectric, Ciments de l'Afrique centrale, Compagnie d'Assurances d'Outremer, Agricom, Cegeac, Compagnie du Katanga, Union Minière, Agriquateur, Sodefimmo.

Quand sonna l'heure de la retraite, Robert Cambier ne voulut pas rester inactif et il se consacra avec un dévouement et un rare désintéressement à l'administration de la Société auxiliaire de la Royale Union Coloniale dont il assuma la présidence jusque peu avant sa mort.

Il décéda à Montreux le 26 septembre 1972.

Distinctions honorifiques: Chevalier de l'Ordre de la Couronne pour fait de guerre, par A.R. du 13.1.1915. — Croix de Guerre avec palme, 13.2.1916. — Médaille de l'Yser. — Médaille Commémorative 1914-1918. — Officier de l'Ordre de Léopold II, 1930. — Officier de l'Ordre royal du Lion (26.11.1935). — Officier de l'Ordre de Léopold (A.R. du 8 avril 1957).

12 mai 1975.
E. Van der Straeten.

CAPRASSE (Georges-André), Journaliste, Directeur-Fondateur du *Courrier d'Afrique*, Attaché au Conseil de tutelle de l'ONU (Bastogne, 21.3.1904 - New Rochelle U.S.A., 28.2.1959). Fils de Edouard et de Wurth, Hélène; époux de Scharff, Jeanne.

Georges Caprasse qui fut assurément, par l'intelligence, la culture et la vivacité du style, l'un des meilleurs journalistes du Congo belge, s'était cru, dans sa première jeunesse, une vocation missionnaire et il avait, dans cette vue, suivi le cycle des études spécialisées de l'institut missionnaire de Scheut, — à Scheut, à Louvain et à Rome (univ. grégorienne). Sa brillante intelligence s'y était imposée dès l'abord. Il ne persista cependant pas dans cette voie initiale et c'est le journalisme congolais qui eut le bénéfice de sa large formation humaniste et de ses fortes qualités humaines.

Il fonda en 1929, à Léopoldville, le *Courrier d'Afrique*, journal d'inspiration catholique et qui fut le second organe de presse quotidien de la Colonie, le premier ayant été *L'Essor du Congo* (Elisabethville, 1928).

Caprasse s'était assuré très opportunément, nouveauté au Congo, le service d'une agence télégraphique de presse (Prescobel) dont il fut le représentant général en Afrique. Ceci valut au journal, dans ses débuts, un avantage marqué et il en fut de même d'un volant de collaborations de choix, parmi lesquelles des écrivains coloniaux notoires, tels J.-M. Jadot, J. Gers, Sophie Deroisin, Paul Coppens, O. de Bouvignes, etc. Nombre de correspondants métropolitains n'étaient pas de moindre valeur (l'avocat Thévenet, Fernand Baudhuin, G. Duvignaud...).

Certes, l'époque des années trente n'était pas idéale pour le lancement d'un journal au Congo. La crise économique mondiale lui fit la vie difficile plusieurs années durant. La percée cependant se fit avec une progressivité lente mais sûre, grâce en grande part à la volonté obstinée, au labeur infatigable, et aussi à l'habileté d'homme d'affaires de Caprasse, tant ses dons étaient multiples. Le souci de la véridique histoire nous oblige à mentionner qu'il fut secondé dans la direction du journal par le soussigné de 1929 à 1931. Toutes ces qualités supérieures que nous avons dites n'allaient pas sans quelque apprêté, mais elle était le prix du but poursuivi sans relâche, avec ce don total de lui-même qu'il apportait à la réalisation de ses objectifs.

Quant à la pensée politique de Caprasse, dans la direction du journal, elle était imprégnée de raison et d'humanité. Il était pénétré de l'idée que c'était sous l'égide de la souveraineté belge que les populations congolaises, si différentes les unes des autres et n'ayant à l'évidence aucune conscience politique com-

mune, trouvaient les meilleures garanties d'une évolution progressive et pacifique.

Durant la guerre 1940-45, le *Courrier d'Afrique*, bien établi dans la considération du public par le sérieux de son information, le franc-parler et l'intelligence de sa direction, exerça une influence marquante, et, au total, bénéfique sur l'orientation de l'opinion à la Colonie, celle des Européens et aussi celle d'un nombre croissant d'évolués indigènes qui le lisraient. Caprasse eut à cœur, dès l'ouverture des hostilités, à travers la confusion des événements et les angoisses qu'ils suscitèrent, de défendre avant toute chose l'unité du sentiment national et de soutenir la confiance dans la victoire alliée. Le journal prit de remarquables initiatives patriotiques et humanitaires, telles en 1940 la création d'un fonds national de contributions volontaires pour les œuvres de guerre; en 1941, le lancement d'une souscription pour l'achat d'avions de combat. Il organisa aussi un « service des messages de guerre » qui permit de brèves liaisons épistolaires entre membres des familles dispersées.

Mais il serait injuste pour la mémoire de Georges Caprasse de ne point citer ici l'opinion la plus autorisée sur l'homme et son action journalistique, celle du gouverneur général Pierre Ryckmans. Il la formula à l'occasion du 25^e anniversaire du *Courrier d'Afrique*, avec l'accent de vérité et d'humour qui lui est propre:

Nos relations [avec Georges Caprasse], écrit-il, furent ce que doit être, je crois, l'idéal des relations entre un gouvernement et une presse indépendante: quelque chose dans le genre des relations entre belle-mère et belle-fille. Caprasse prenait au sérieux son rôle de critique vigilant des pouvoirs publics. Il ne flirtait pas avec le pouvoir: il était volontiers frondeur et les coups de plume de « Plumevant » ont égratigné bien des hauts fonctionnaires. Le journal était honnête et il était indépendant, d'une indépendance qu'on pouvait appeler « farouche » comme on le dit de certaines vertus... — ... dans les moments de crise, quand l'union de tous était nécessaire, Caprasse était au poste; et son soutien sur l'essentiel avait d'autant plus de prix que personne ne pouvait le soupçonner d'être soumis à une influence officielle. — ... Quand vient la grande épreuve de la guerre, le Courrier donna l'exemple du plus pur patriottisme...

En 1946, le *Courrier d'Afrique*, repris par le journal belge *Het Volk*, passa sous la gestion des syndicats chrétiens. Georges Caprasse pensa que sa liberté d'expression pourrait en subir du dommage et il préféra se retirer de la direction du journal.

Il entra alors (1947) au service de l'organisation des Nations Unies pour y diriger, dans la section africaine, la division des territoires

non autonomes. Il assura cette direction jusqu'à son décès, survenu à New Rochelle, le 2 mars 1959.

[J.V.]

8 septembre 1975.

Albert Gille.

CARTON (Jules-Marie-Aimé) (Note complémentaire au tome III, col. 131 à 133).

En 1894, dans le plus grand secret, Rolin Jacquemijns, conseiller général du Roi du Siam, demande au général Brialmont d'étudier un plan de fortification du fleuve Ménam. Il s'agissait avant tout de ne pas éveiller l'attention des Français qui avaient des visées expansionnistes dans le Sud-Est asiatique.

Dès août 1894, un plan comportant trois forts à ériger dans le coude du Ménam est au point. Léopold II désigne le capitaine Jules Carton pour procéder à sa réalisation. Le ministre de la Guerre, Brassine, lui octroie un an de congé pour se rendre au Siam.

Arrivé sur place, Carton trace sur le terrain le plan des fortifications conçu par Brialmont. Mais une campagne de presse est déclenchée contre le « Vauban belge » par les milieux français de Saïgon, décus que cette besogne n'ait pas été confiée à un des leurs. Bruxelles pria Carton de surseoir momentanément à l'exécution des travaux.

Mais le valeureux capitaine est utilisé à la réorganisation de la police de Bangkok. La ville était, à cette époque, sous la coupe d'un gang chinois ayant ses attaches jusque dans la police. Carton élimine les bandits en les faisant expulser du pays et organise à Bangkok un réseau de commissariats, inspiré de ce qui existait à Bruxelles.

Une fois la police organisée, une nouvelle mission est confiée à Carton; la création d'un système d'égoûts et l'organisation des services d'hygiène, qui faisaient cruellement défaut à Bangkok. Il réussit également dans cette tâche.

A la suite de la garantie de neutralité octroyée au Siam, suite à un accord franco-anglais, la construction des forts s'avère inutile et Carton doit renoncer à l'exécution des travaux commencés.

Le 28 octobre 1898, chargé d'honneurs par le gouvernement siamois, Carton regagne la Belgique.

16 juillet 1974.

A. Lederer.

Jo Gérard: *Ces princes belges au Siam* (in *La Libre Belgique*, 16.7.74).

CARTON DE WIART (comte) (Edmond), Secrétaire du roi Léopold II, Professeur (Bruxelles, 4.1.1876 - Bruxelles, 2.12.1959).

Né à Bruxelles le 4 janvier 1876, Edmond Carton de Wiart était le plus jeune des cinq fils de Diego-Benjamin Constant Carton, avocat à Bruxelles et de Cammaerts, Marie.

La famille, de souche hennuyère, s'était fixée à Bruxelles au XVIII^e siècle.

Son frère aîné, le comte Henry Carton de Wiart, ministre d'Etat, joua pendant plus de cinquante ans, un rôle éminent dans la politique belge, et s'illustra comme homme de lettres.

Son frère René, officier aux Guides fut lieutenant-colonel au service du Sirdar Kit-chener au Soudan et reçut le titre de Bey. Son frère Maurice, Mgr Carton de Wiart, fut vicaire général du cardinal Bourne, archevêque de Westminster.

Docteur en droit et en sciences politiques de l'Université de Louvain à 21 ans, lauréat d'un concours interuniversitaire, Edmond Carton compléta sa formation en fréquentant les Universités de Paris, d'Oxford, de Berlin et de Rome.

Il fut ensuite nommé professeur extraordinaire à l'Université de Louvain où il fut chargé du cours de finances publiques. Il fut aussi collaborateur et secrétaire d'Auguste Beer-naert, avocat ancien premier-ministre, devenu président de la Chambre.

Il entama enfin une carrière dans le monde des affaires étant nommé secrétaire de la Caisse générale de Reports et de Dépôts.

Mais tout ceci qui ne constituait qu'un bon départ dans la vie professionnelle, dans le prolongement d'une brillante préparation universitaire, allait passer à l'arrière-plan parce que ce jeune professeur avait retenu l'attention du roi Léopold II.

L'intérêt manifesté par Edmond Carton aux problèmes d'expansion coloniale fut, à n'en pas douter, l'élément déterminant du rôle qu'il allait remplir auprès du Souverain, âgé alors de 65 ans.

Edmond Carton était en 1897 un des secrétaires du Congrès colonial lorsqu'il fut pour la première fois présenté au Roi. En 1901, il publia un livre sur *Les Compagnies coloniales à*

charte en Angleterre au XIX^e siècle. Peu de temps plus tard il fut invité à un déjeuner intime à Laeken, à l'occasion duquel il fut longuement questionné par le Roi, sans que ce dernier lui laissât soupçonner toutefois des intentions précises. Mais la même année encore, au décès du chef de Cabinet du Roi, le comte de Borchgrave, il fut à nouveau convoqué au Palais. Le Roi, cette fois, lui proposa d'assumer la charge de secrétaire du Roi, faisant fonction de chef de cabinet.

Assumer à l'âge de vingt-six ans une fonction aussi éminente auprès d'un Souverain prestigieux, c'était la promesse d'un destin hors série.

Aussi Edmond Carton de Wiart n'hésita pas longtemps à accepter la proposition royale et à démissionner des fonctions auxquelles il avait été récemment nommé à l'Université de Louvain et à la Caisse de Reports et de Dépôts.

De 1901 jusqu'à la mort de Léopold II en décembre 1909, Edmond Carton de Wiart, qui fut anobli à l'époque et reçut le titre de chevalier restera aux côtés du Roi.

Il est toujours difficile de déterminer avec précision le rôle joué par les collaborateurs des Souverains. La nature même de leurs fonctions leur impose une grande discréetion et même, vis-à-vis de l'extérieur tout au moins, un certain effacement de la personnalité.

Dans le cas présent, l'accès aux archives d'époque n'apporte qu'une solution partielle. Léopold II n'avait malheureusement, écrit Edmond Carton, « aucun respect pour ce qu'il appelait les 'vieux papiers', qu'il considérait comme fatras inutile ».

Il fit notamment détruire massivement à la fin de sa vie, des dossiers relatifs à l'Etat indépendant du Congo. Le Secrétaire du Roi fut chargé lui-même de faire disparaître une quantité importante d'archives du Cabinet.

On peut affirmer en tout cas que, du fait de ses fonctions, Edmond Carton de Wiart fut associé de près à tous les événements importants des neuf dernières années du règne du roi Léopold II.

Or, c'est pendant cette période que les deux grands problèmes qui occupaient incontestablement la première place dans les préoccupations du Roi, le problème militaire et le problème colonial, connurent leur phase critique et décisive.

Sous le règne de Léopold II, la maison militaire comprenait un certain nombre d'aides

de camp et d'officiers d'ordonnance, mais il n'y avait pas de chef de la maison militaire chargé de l'étude des problèmes et de la liaison entre le Souverain et l'Armée. Ce rôle faisait partie des attributions du Cabinet du Roi.

Edmond Carton de Wiart témoigna de sa conscience professionnelle en se faisant instruire en ces matières nouvelles pour lui, au cours de longues séances de travail sous la direction du lieutenant général Docteur, inspecteur général du Génie.

Les principales questions litigieuses étaient l'abolition du système du « remplacement » et l'instauration du service personnel, et d'autre part la modernisation de la défense fortifiée d'Anvers qui devait, en cas de guerre, devenir le « réduit national ». Edmond Carton de Wiart est rapidement conscient de la gravité du problème et on trouve dans ses notes personnelles de l'époque ce cri d'alarme:

Anvers, qui doit être le refuge suprême de notre armée, n'est protégé que par une enceinte de fortifications surannées d'une ligne avancée à peine ébauchée... Nos soixante-dix années de paix nous ont tellement déshabitués de la crainte, que nous ne connaissons même plus de prudence...

Fin janvier 1904, à son retour de Berlin où il avait rendu visite à l'empereur Guillaume II, Léopold II confia à son secrétaire ses profondes inquiétudes, suite à l'inavraisemblable entrevue du 28 janvier au cours de laquelle l'Empereur d'Allemagne parla à Léopold II de ses fiers prédécesseurs, les Ducs de Bourgogne et de la possibilité, si le Roi le voulait, de reconstituer leur état sous son sceptre, projets extravagants que l'Empereur ponctua de menaces: « dans une guerre européenne qui conque ne serait pas avec moi, serait contre moi ».

La conscience du danger aigu que courait la neutralité de la Belgique ne devait plus quitter le Souverain, ni son secrétaire. Si un résultat partiel fut atteint en 1906 par le vote de la loi sur la position fortifiée d'Anvers, d'innombrables démarches personnelles du Souverain et de son Cabinet furent encore nécessaires pour décider le Gouvernement à déposer un projet de loi sur le service personnel.

Ce sera fait finalement le 9 juillet 1909 par le gouvernement Schollaert. Pendant les débats parlementaires, Edmond Carton de Wiart dut faire parvenir au Roi chaque soir un rap-

port détaillé sur tout ce qui s'était passé à la Chambre et parmi les groupes.

Le 1^{er} décembre 1909 Edmond Carton put informer le Roi du vote du projet par la Chambre. Il reçut aussitôt en retour ce billet: « Ecrivez à M. Schollaert que, désireux d'être un des premiers à le féliciter, je le prie de passer aujourd'hui à cinq heures trente au Palais de Bruxelles ». C'est sur son lit de mort, le jour même où il avait subi une grave intervention chirurgicale que le 14 décembre 1909, après le vote par le Sénat, le Roi sanctionna par sa signature la loi qui avait été l'objet de ses préoccupations pendant tout son règne. Il mourra trois jours plus tard.

Edmond Carton de Wiart fut sans doute mêlé plus étroitement encore à la phase finale de la deuxième grande affaire du règne: le Congo. Tout ce qui concernait en effet les projets du Roi relatifs au Congo ou à l'Extrême-Orient faisait partie des attributions propres du Cabinet.

Son activité aura à s'exercer spécialement en deux domaines: d'une part les violentes campagnes déclenchées contre l'œuvre africaine du Roi, aussi bien à l'étranger, plus particulièrement en Angleterre, qu'en Belgique; d'autre part toute la phase préparatoire à la reprise du Congo par la Belgique.

Pour faire face au dénigrement de l'œuvre coloniale, Léopold II n'hésita certes pas à prendre part activement au combat.

Je le vis passer, écrit E. Carton de Wiart, des journées entières et une partie des nuits à sa table à écrire sans qu'il marquât jamais aucune fatigue. J'ai le souvenir d'une période de trois jours pendant lesquels il poursuivit son travail de huit heures le matin à minuit, en l'interrompant seulement deux fois pendant un quart d'heure pour prendre une légère collation.

Mais le secrétaire du Roi était mis, lui aussi, intensément à contribution, et chargé constamment d'intervenir auprès de diverses personnalités. C'est ainsi que le Roi le pria de se rendre chez le Nonce, pour lui demander

... s'il n'y aurait pas moyen que lui-même ou Rome ou les évêques belges (le Cardinal) écrivent en Allemagne et en Angleterre aux Cardinaux et aux évêques pour que les journaux catholiques dans ces pays cessent leurs injustes accusations contre le Congo, qu'on attaque seulement pour le piller...

Il fut chargé aussi d'obtenir en Allemagne des articles dans la presse par le Dr Trimborn, membre du Reichstag qui était de ses amis.

Il entreprit de même le grand financier allemand, Sir Ernest Cassel, ami personnel d'Edouard VII.

Lorsqu'on apprit qu'un membre influent de la Chambre des Communes, Herbert Samuel allait interroger le Gouvernement sur les « atrocités congolaises » le Roi pria E. Carton de Wiart de traduire d'urgence en anglais un gros volume écrit par le Baron Descamps *L'Afrique Nouvelle*, de faire imprimer cette traduction et de l'envoyer aux membres les plus connus de la Chambre des Communes. Le tout fut réalisé en moins de quinze jours. L'avant-veille de l'ouverture des débats quelques centaines d'exemplaires furent remis au domicile des destinataires. En relatant cette performance dans ses souvenirs, E. Carton de Wiart signale qu'elle lui valut de la part du Roi ces mots dont il n'était pas prodigue: « C'est bien, je vous remercie ».

Mais jusqu'à la reprise du Congo par la Belgique la campagne de dénigrement n'allait pas cesser de rebondir. Pour y répondre efficacement il fallait faire preuve d'imagination.

En 1904 tant le pamphlet haineux de Morel, secrétaire de la « Congo Reform association » que le rapport réquisitoire de Roger Casement, bénéficiant du crédit que lui conférait sa qualité de consul général à Boma, impressionnèrent fâcheusement l'opinion publique. C'est en 1917 seulement qu'on saura que ces deux accusateurs étaient des agents secrets au service de l'Allemagne ce qui entraîna l'exécution capitale pour le second et une lourde peine de travaux forcés pour le premier. A l'époque E. Carton de Wiart suggéra de répondre du tac au tac et de charger un de nos consuls de rassembler quelques données sur les abus graves qui existaient dans certaines colonies anglaises d'Afrique. Le Roi rejeta résolument cette suggestion par un billet:

Nous avons raison, nous ne devons donc pas faire à l'égard des Anglais ce que nous les blâmons de faire en ce qui nous concerne. Nous avons le droit et le devoir de repousser les calomnies, dire que ce sont des calomnies et que l'histoire de la paille et de la poutre est toujours vraie. Il serait nuisible d'aller au-delà...

C'est en 1906 que les discussions relatives au Congo acquièrent un grand degré d'acuité. Dans une lettre publique aux secrétaires généraux qui dirigeaient les différents départements de l'Etat indépendant, le Roi ne reniait certes pas le legs que dès 1889 il avait fait par testament à la Belgique. Certains passages toutefois, notamment ceux qui tendaient à jus-

tifier les grandes Fondations « Domaine de l'Etat » et « Domaine de la Couronne » alimentèrent les discussions et les critiques.

Le temps semblait venu de passer à la réalisation effective du legs.

Une sérieuse étape fut franchie lorsque la section centrale de la Chambre des représentants fut complétée par des délégués de tous les partis et transformée en Commission spéciale, appelée Commission des XVII. Il lui incombaît de discuter d'une part du projet de traité de remise du Congo à la Belgique et d'autre part du projet de loi qui devait devenir la charte de la nouvelle Colonie à naître.

Le chevalier Carton de Wiart fut chargé par le Roi de suivre de très près les travaux de la Commission des XVII et de faire régulièrement rapport au Souverain. Mais son rôle dépassera largement celui d'un simple observateur-rapporteur. Il ne tardera pas à percevoir, tant de la part des instances gouvernementales et parlementaires que de la part du Souverain lui-même un manque de détermination dans la poursuite du projet, un certain scepticisme sur son opportunité et une tendance à laisser traîner les choses.

Or E. Carton de Wiart était

... persuadé que dans l'intérêt même du Roi, la reprise ne pouvait plus attendre et qu'il fallait aller de l'avant ... Pouvait-on risquer de rendre le transfert impossible parce que la Belgique, en tardant à l'effectuer, aurait laissé à d'autres le temps d'accomplir la spoliation qu'ils méditaient? C'eût été pour le règne de Léopold II une tâche ineffaçable.

Fort de cette conviction E. Carton de Wiart ne cessera de se dépenser activement pour éviter cette issue funeste.

Il s'agissait d'abord d'éviter que la Commission des XVII ne devienne un forum pour les adversaires de la politique royale.

Le Roi adressa à cet effet à la Commission une note préparée par son secrétaire:

Il faut que ne soient pas adressées au Gouvernement une foule de questions, de demandes de renseignements dans des buts coussus de fil branc.

Le legs du Congo n'a ni son pareil ni son précédent. Sans les efforts du Congo et de ses cinq mille vaillants pionniers belges, les chambres n'auraient à s'occuper ni de la loi coloniale, ni de la loi de reprise.

Malgré cela le dernier débat à la Chambre a surtout été dirigé contre la lettre du Roi (aux secrétaires Généraux de l'Etat Indépendant) et même contre sa gestion de l'Etat Indépendant du Congo. Le même esprit de méfiance et d'ingratitude va-t-il animer les délibérations des XVII. S'il devait en être ainsi, une grande réserve s'imposerait à l'Etat indépendant relativement à ses communications...

Cette admonestation ne manque pas d'effet puisque les questions les plus insidieuses et les plus malveillantes sont écartées et qu'est retenue seulement une question très générale posée par le député Cooreman, sollicitant un rapport précis à établir par les secrétaires généraux de l'Etat Indépendant.

Dans sa note au Roi du 26 février 1909, son secrétaire pourra écrire:

Presque tout le monde, même dans l'opposition semble animé du désir de ne pas poser d'acte désobligeant ou attentatoire à la dignité de l'Etat du Congo, et les personnes citées plus haut m'ont toutes répété que si l'on pouvait communiquer à la Commission un rapport de l'Etat un peu détaillé pour ne pas paraître ne rien vouloir dire, on écarterait définitivement toutes les questions ajournées.

Dans une note du 24 mars 1907 E. Carton de Wiart expose au Roi, séjournant à cette époque dans le midi:

Les Ministres disent que s'ils doivent considérer la marche des travaux de la Commission des XVII comme satisfaisante jusqu'à ce jour en somme, ils estiment avoir obtenu un succès en faisant écarter les questions Beernaert, Van der Velde, etc, pour y substituer la question Cooreman qui par sa généralité rend la réponse plus aisée, et en faisant admettre l'idée d'un rapport au Roi Souverain à communiquer seulement à la Commission. Ils disent que de la nature de ce rapport dépendra l'aboutissement ou l'échec de la Commission et que le Roi ne peut se faire une idée des difficultés que rencontrent les personnes les plus dévouées à la bonne cause par suite de l'impression de scepticisme et de méfiance à l'égard des plus nobles intentions que les campagnes abominables du Patriote, de la Gazette etc. sont parvenues à semer dans certains milieux.

Les notes se succèdent et sont souvent quelque peu désabusées. Celle du 30 septembre 1907 signale que...

la tactique actuelle de M. Beernaert et de M. de Lantsheere semble être d'entraver par toutes sortes d'objections le travail de la Commission, et en général M. Hymans et Masson les assistent. Les socialistes Van der Velde et Bertrand continuent à s'absenter...

D'après celle du 22 octobre 1907, « il semble que la majorité, même M. Schollaert et M. Woeste ne soutiennent pas très énergiquement les textes du gouvernement ».

Les lenteurs de la Commission des XVII, l'atmosphère dans laquelle se déroulent les débats affectent profondément Edmond Carton de Wiart. Les notes de l'époque le révèlent:

Je broie du noir et mes pensées sont amères. Bientôt va s'ouvrir la session du Parlement, celle pendant laquelle devrait se résoudre, enfin, la question de l'annexion du Congo et cette solution que mon cœur de patriote eût voulu voir enlever dans un élan d'enthousiasme, je la

sens maintenant entourée d'écueils nombreux et redoutables...

Le projet de loi coloniale est presque élaboré par les XVII — le traité de reprise est presque rédigé — nous pouvons espérer que le Parlement va plus ou moins prochainement être saisi de l'un et de l'autre. Mais dans quelles conditions? Le Cabinet a laissé sentir qu'il ne possédait pas une grande force, et les menées de Beernaert ont eu le temps de saper sa position. En Angleterre la bande des soi-disant « Congoreformist » redoublent d'ardeur et d'impudence. Bref la situation est noire...

C'est finalement le 3 décembre 1907 que le projet de traité de reprise était déposé au Parlement, tandis que la Commission des XVII poursuivait l'étude de la Charte Coloniale.

Dans ses souvenirs E. Carton de Wiart relate les propos désabusés qu'inspira au Souverain la manière dont son legs était accueilli:

En somme vous verrez que le Congo échappera à la Belgique. Les autres se le partageront. Ce sera très honteux, mais cela vaudra peut-être mieux.

Si l'on veut faire la reprise, le projet va commencer par être balloté entre Dieu sait combien de ministères! ... et si l'annexion est prononcée on gouvernera la Colonie en dépit du bon sens et ce sera une honte perpétuelle.

E. Carton de Wiart était, écrit-il:

désespéré de cette amertume ... quelle douleur de l'entendre parler ainsi, lui le Créateur même du Congo affectant d'envisager avec indifférence sa perte par la Belgique...

Après que le Roi, sur les instances du premier Ministre Schollaert se fut résigné à renoncer à la « Fondation de la Couronne », dont les ressources lui permettaient, sans les entraves des procédures parlementaires normales, d'exécuter tels grands travaux ou d'assumer telles dépenses exceptionnelles, les deux projets, traité de reprise et Charte Coloniale furent votés par la Chambre le 20 août 1908, respectivement par 83 voix contre 59 et 9 abstentions et 90 voix contre 48 et 7 abstentions. La loi fut promulguée le 8 octobre 1908. Pour le Roi, écrit E. Carton de Wiart:

... cette journée avait été celle de l'abdication définitive de son empire personnel d'outre-mer, et il ressentait une grande amertume de la manière dont le transfert avait été effectué. La reprise ne s'était pas opérée comme l'acceptation reconnaissante d'un acte généreux et patriotique du Souverain, mais dans une atmosphère de méfiance qui ressemblait presque à une réprobation de son rôle.

Du fait de sa position très proche du Roi, Edmond Carton de Wiart fut sans doute un des seuls à percevoir cette amertume. Henry Carton de Wiart, le député qui, sur le terrain parlementaire avait agi avec la même foi et la même ténacité que celles dont son frère avait

fait preuve dans les coulisses du pouvoir, avait gardé de l'événement un souvenir plus joyeux. Lorsqu'on fêta en 1946 ses cinquante années de vie parlementaire il déclara:

Parmi tant de séances qui se raniment au rétrospecteur de ma mémoire, une des plus belles fut sans doute celle du 20 août 1908, où après d'interminables complications l'annexion du Congo fut enfin votée ... Jules Renkin avait magnifiquement porté tout le poids du projet et je me souviens qu'en rentrant le soir après ce vote au petit village d'Hastière-par-delà, où nous passions ensemble de courtes vacances, nous y arrivâmes chantant à tue-tête, réveillant de notre allégresse les échos endormis de la vallée.

Si le Congo et la défense nationale furent les problèmes principaux de la fin du règne de Léopold II auxquels Edmond Carton de Wiart se trouva associé, ils ne furent certes pas les seuls.

Il fut notamment chargé par le Roi de mener des négociations très complexes, particulièrement avec le banquier milliardaire américain, Pierpont-Morgan, dont le but était de permettre la construction et l'exploitation par les Belges du chemin de fer Hankow-Canton, de même qu'avait été réalisé par eux sous la direction du grand ingénieur Jadot le chemin de fer Péking-Hankow.

L'opposition chinoise empêcha le projet d'aboutir. Malgré l'avantage financier considérable que lui procure la cession obligée de ses titres, le Roi conçut un vif désappointement de cette occasion manquée d'expansion belge en Extrême-Orient.

Edmond Carton de Wiart vécut de très près la phase finale de la création de la « Donation Royale ». Pendant des années une opposition tenace et souvent pathétique, invoquant le droit successoral touchant à l'ordre des familles, avait contrarié l'intention du Roi de léguer à l'Etat belge la plus grande partie de son patrimoine immobilier personnel.

Finalement fut promulguée le 31 décembre 1903 la loi approuvant la généreuse donation du Roi. Dès le début Edmond Carton de Wiart fera partie du Comité créé par arrêté royal, chargé d'administrer selon les vues du Souverain les biens transférés à l'Etat. Il ne cessera de faire partie du conseil d'administration de la « Donation Royale » pendant plus de cinquante ans, et c'est à juste titre qu'on pourra dire à son décès que nul mieux que lui « ne connaissait les volontés et les véritables vues du Donateur et c'est avec une grande énergie jamais affaiblie qu'il a veillé à ce qu'on ne s'en écarte jamais ».

C'est à peu près pendant un temps aussi long qu'Edmond Carton de Wiart assuma un autre mandat dans la ligne des problèmes avec lesquels il avait eu l'occasion de se familiariser au Cabinet du Roi. Il fut en effet pendant quarante six ans Président de la Commission royale des monuments et des sites. Comment aurait-il pu être mieux préparé à cette tâche qu'en assistant pendant neuf ans un Souverain dont la pensée et l'action en matière d'urbanisme et de conservation des sites furent d'une lucidité et d'une ampleur exemplaires.

En 1905 Edmond Carton de Wiart eut la satisfaction de prendre part à la célébration du 75^e anniversaire de l'indépendance belge. Il ne fut pas étranger sans doute aux discours que le Roi prononça dans les différents chef-lieu de province au cours de visites triomphales. Ces discours étaient chaque fois l'occasion pour le Roi de défendre les idées qui lui étaient chères. Le plus retentissant fut celui qu'il consacra, à Anvers, aux intérêts maritimes et portuaires de la Belgique.

Une assistance de tous les jours, une réelle intimité — Edmond Carton de Wiart séjournera par exemple pendant dix jours à Ciergnon, et passera trois mois avec le Roi à Villefranche à bord du yacht *Alberta* — créeront entre le vieux Souverain et son jeune collaborateur des liens de réelle affection. Il verra le Roi pour la dernière fois tard dans la soirée du 16 décembre 1909, reposant calmement et alors qu'on commençait à reprendre espoir. Mais dans la nuit même il fut informé que le Souverain avait rendu le dernier soupir, suite à une embolie. On devine l'émotion de celui qui tout jeune avait eu le privilège de participer activement à une des périodes les plus riches de l'histoire de Belgique.

Après cette expérience unique Edmond Carton de Wiart reprit ses activités antérieures dans le monde des affaires. Il fera une longue carrière à la Société générale de Belgique, où lui sera conféré le titre de directeur. Il faisait ainsi partie du principal organe de décision de cet important établissement qui à l'époque cumulait encore les activités bancaires et de holding.

Il siégera, souvent en qualité de Président, dans les conseils de très nombreuses sociétés du groupe de la Société Générale.

Mais Edmond Carton de Wiart, devenu baron dans l'entre-temps ne perdit pas pour autant le contact avec le Palais ni avec le Gouvernement.

Le roi Albert qu'Edmond Carton de Wiart, pendant son service auprès de Léopold II, avait eu maintes fois l'occasion de rencontrer alors qu'il était prince héritier, ne manquera pas de faire appel à plusieurs reprises aux conseils de l'ancien collaborateur de son oncle.

Pendant la guerre 1914-1918, après avoir servi comme soldat volontaire dans un régiment de carabiniers, il rejoignit au Havre le Gouvernement de Broqueville et reçut mandat de représenter le Gouvernement belge auprès de la « Commission for relief in Belgium » fondée par Herbert Hoover. Il fut également délégué financier du Gouvernement à Londres.

Il fut enfin chargé par le gouvernement présidé par Léon Delacroix de participer comme expert aux travaux de la délégation belge à la conférence de la Paix à Paris en 1919.

Sa grande préoccupation à cette conférence fut d'obtenir la reconnaissance d'un droit de priorité pour la Belgique dans le règlement des indemnités pour la réparation des dommages de guerre. Le 17 février 1919 il rédigea un memorandum en ce sens contresigné par les autres conseillers belges pour les questions industrielles, financières et commerciales, Mrs Trasenster, G. de Hemptinne, Canon-Legrand, Hautain et A. Galopin. Le 20 mars de la même année il n'hésita pas à écrire au premier ministre pour exprimer ses regrets que nos plénipotentiaires n'aient pas au début des débats posé comme question préjudiciable le droit de la Belgique à la priorité de la réparation de ses dommages de guerre. D'où nécessité d'escarmouches quotidiennes dans des sous-commissions. Après le dépeçage actuel de l'actif de l'Allemagne qu'est ce qui restera encore disponible, se demande-t-il, pour la Belgique? Et devant l'attitude, qu'il juge trop passive, de nos plénipotentiaires, il va jusqu'à offrir sa démission, ce qui ne semble pas avoir eu de suite.

Membre du Comité exécutif du monument érigé à la gloire de Léopold II, dû au talent du sculpteur baron Vinçotte, le baron Carton de Wiart aura la joie d'assister à l'inauguration de cette très belle statue le 15 novembre 1926, de même qu'à une séance d'hommage qui se déroula à cette occasion au théâtre royal de la Monnaie.

C'est le hasard qui associa Edmond Carton de Wiart à l'événement particulièrement tragique du décès accidentel du roi Albert. Il avait en effet une résidence de campagne à

Marche-les-Dames et fut ainsi tout naturellement parmi les premiers à participer aux recherches sur les lieux de la disparition. C'est à lui que revint la douloureuse mission de ramener la dépouille mortelle du Roi à Bruxelles.

Les rapports du baron Carton de Wiart avec le Palais ne seront pas interrompus au cours du règne de Léopold III.

Autant avant qu'après la guerre de 1940-1945 on retrouve la trace de ses interventions.

En 1939 il fut associé aux préoccupations du Roi au sujet du maintien de la paix. Il lui écrit le 30 juin 1949:

... j'ai cherché ce qui pourrait être fait dans l'ordre d'une entente entre certains petits pays, pour contribuer au maintien de la paix, soit immédiatement, soit à une échéance plus lointaine.

Il préconise en définitive un message qui serait signé par le Roi, la Reine des Pays-Bas et d'autres chefs de petits Etats, à la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie. Il joint un projet de message. Il rencontrera à cet effet M. Beyens, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Après la guerre, tous ses efforts vont tendre au retour du Roi. Il sera un des plus ardents défenseurs du recours à une consultation populaire. Il écrit notamment le 21 février 1946 au ministre De Schrijver qu'il lui paraît souhaitable d'amener les dirigeants socialistes et libéraux à accepter l'idée de pairelle consultation.

Il imagine l'éventualité d'une consultation en deux actes. Par un bulletin A la population aurait à se prononcer sur le principe même de la consultation, le bulletin B concernant le point de savoir si le Roi pourrait reprendre l'exercice de ses pouvoirs. En cas de résultat négatif de la consultation A, les bulletins B seraient détruits.

Par une lettre du 2 octobre 1948 au général Ley il appuie l'idée de créer un Comité national pour la consultation populaire.

Le 18 février 1949 il écrit à Winston Churchill pour lui signaler sa profonde déception au sujet de certains passages des *Mémoires* de l'ancien chef du Gouvernement britannique qui paraissent à cette époque dans le journal *Le Soir*. En 1950 le 1^{er} ministre, M. Eyskens ainsi que les ministres comte Henri Carton de Wiart et Devèze chargèrent le baron Carton de Wiart et M. Max Léo Gérard

qui avaient été les secrétaires des deux prédécesseurs du Roi — de se rendre auprès de Léopold III afin de connaître, en vue de fixer les attitudes à adopter par le Gouvernement selon les résultats de la consultation, les intentions du Roi dans les différentes hypothèses possibles. Les deux émissaires furent reçus par le roi Léopold et leur rapport daté de Cannes le 7.3.1950 envisagea l'abdication comme possible, un doute subsistant toutefois dans l'hypothèse où le nombre de oui se situerait dans la zone dangereuse: entre 55 et 60 % des voix.

Le 2 juin 1951, le baron Edmond Carton de Wiart recevra du comte Weemaes, secrétaire du Roi, le texte de la lettre remise la veille au premier ministre Pholien annonçant pour le 16 juillet au Palais de Bruxelles la cérémonie d'abdication.

On pourrait croire qu'après cette issue dramatique, si profondément décevante pour lui, le baron Carton de Wiart, à l'âge avancé qu'il avait atteint, vivrait dorénavant de ses souvenirs. Il n'en fut rien. Par arrêté du Prince royal du 26 juin 1951, le baron Carton de Wiart fut nommé Grand Maréchal de la Cour.

Il avait à l'époque soixante-quinze ans. Et c'est ainsi qu'après avoir été le plus jeune chef de Cabinet ayant jamais exercé ces fonctions, il deviendra cinquante ans plus tard le grand maréchal le plus âgé ayant jamais été nommé.

Sa mission était, en principe, temporaire. Il l'assumera jusqu'en février 1954. Le communiqué du Palais du 22 décembre 1953, annonçant sa retraite dans le courant du mois de février, ajoutait:

Il compte plus d'un demi-siècle au service de la Dynastie, et les membres de la famille royale lui ont exprimé les témoignages de leur gratitude au cours d'une réception intime.

Outre le titre honorifique de ses fonctions, Edmond Carton de Wiart obtint par arrêté royal du 1^{er} mars 1954 le titre de comte. Le grand cordon de l'Ordre de Léopold lui fut également conféré. Ce n'est pas abusivement, on l'a vu, que le communiqué du Palais se référail à cinquante années de dévouement à la dynastie, même si les fonctions exercées à temps plein au Palais se limitent à deux périodes de respectivement neuf et trois ans.

Et d'ailleurs après la retraite en février 1954, on trouvera encore la trace de contacts du comte Carton de Wiart avec le Souverain. Lui

qui avait eu l'occasion de suivre avec grand intérêt le long voyage d'études effectué au Congo par le Duc de Brabant, futur roi Albert I^{er}, va se passionner de même pour le voyage triomphal effectué dans ce même Congo en 1955 par le roi Baudouin. Il s'occupe, avec les instances responsables, des dispositions à prendre au retour du Roi, et envoie au Roi au Congo une note pour lui exposer l'importance d'un retour à Bruxelles grandiose, à la mesure du succès remporté au Congo.

Le comte Edmond Carton de Wiart s'éteignit à Bruxelles le 2 décembre 1959, à l'âge de quatre-vingt trois ans.

La comtesse Edmond Carton de Wiart, née de Moreau de Bioul, continua, jusqu'au décès de la Reine Elisabeth en 1965, à assumer auprès d'Elle les fonctions de dame d'honneur, fonctions qu'elle aura remplies pendant trente-cinq ans.

13 novembre 1975.
A. Schöller.

[J.S.]

Sources: Archives du Palais royal, Bruxelles. — Baron Carton de Wiart: Léopold II: Souvenirs des dernières années 1901-1909. — Comte Louis de Lichtervelde: Léopold II. — Col. B.E.M. Stinglhamber et Paul Dresse: Léopold II au travail.

CHARDOME (*Paul-François-Joseph-Léonard*), Ingénieur naval et Administrateur-Directeur de sociétés (Verviers, 22.10.1885 - Rupelmonde, 13.8.1974). Fils de Léopold et de Servais, Emma.

Au sortir de ses humanités, Paul Chardome était attiré par la mer et les bateaux; aussi, il fit ses études d'ingénieur civil des constructions navales à l'Université de Gand, la seule du pays, à cette époque, où cette spécialité était enseignée. Il y fut le premier élève du professeur Meuwissen qui venait de rentrer d'Angleterre où il s'était illustré en construisant le s/s *Mauretania* qui avait remporté le ruban bleu de la traversée de l'Atlantique, trophée qu'il conserva durant vingt-six ans, tant ce bateau était en avance au point de vue technique sur les réalisations des concurrents.

En 1907, Paul Chardome conquit un premier diplôme d'ingénieur civil des constructions et, en 1908, il suivit l'année complémentaire pour l'obtention du titre d'ingénieur naval.

Nanti de ces deux diplômes, il entra au chantier naval Cockerill à Hoboken; dans le cadre de ses activités, il effectua, notamment, un voyage en mer Baltique. Déjà à cette époque, Paul Chardome s'intéressa vivement aux problèmes de la construction de bateaux destinés à naviguer au Congo. Il dressa les plans d'unités telles que les s/w *Roi Albert*, s/w *Reine Elisabeth* et s/w *Luxembourg* qui étaient d'un type nouveau pour le Congo; leur tonnage et le confort des aménagements dépassaient ceux des unités mises en service antérieurement sur le Fleuve. C'est à cette époque aussi que le commissaire Moulaert eut l'idée de doter le chantier de Léopoldville d'un dock flottant; il s'agissait d'une idée entièrement neuve, car une pareille installation n'avait jamais équipé un tronçon de fleuve isolé de la mer par des rapides. Paul Chardome fit l'étude et dressa les plans de ce dock qui fut une réussite à tous points de vue. Inauguré en 1913, cet outil de travail de 1 000 t de capacité de levage, rendit les plus grands services et coopéra indirectement au développement économique du pays, grâce à la rapidité avec laquelle il pouvait soulever un bateau nécessitant des réparations urgentes; en 1974, au décès de Paul Chardome, ce dock était toujours en service à Kinshasa, au chantier de la Chanic.

C'était une époque où de nombreuses sociétés apparaissaient au Congo qui, récemment, était devenu une colonie belge. C'est ainsi que Paul Chardome étudia les nouvelles unités commandées par le C.F.L. (Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs), la Citas, les Huileries du Congo belge (H.C.B.) et d'autres sociétés privées possédant une flotte plus modeste.

En 1914, lorsque la guerre éclata, il dut partir en Angleterre en passant par la Hollande; pendant le tragique exode, au passage à Hulst, sa famille s'agrandit par la naissance d'un troisième enfant, son fils Albert.

Passé en Angleterre, il fut dirigé sur Glasgow en Ecosse où, malgré la situation difficile des années de guerre, il passa un temps d'intense activité intellectuelle et technique. En effet, cette ville était un des plus grands centres mondiaux de la construction navale et il travaillait au chantier Fleming and Ferguson à Paisley, y côtoyant les noms les plus célèbres du monde naval.

Au sein de ce milieu traditionnel pragmatique et assez conservateur, Paul Chardome,

formé à l'école du professeur Meuwissen, faisait figure de novateur et presque de révolutionnaire, car chez lui, tout était raisonné, tout était calculé. Aussi, malgré l'étonnement qu'il provoqua au début, il fut l'objet de la plus haute considération. De son côté, il tira également le plus grand profit de ses contacts avec ce monde de techniciens et de praticiens éminents.

Cependant, l'activité ne se limitait pas aux contacts intellectuels, car au fort de la guerre sous-marine lancée par les Allemands contre la flotte anglaise, il fallait chercher toujours des moyens nouveaux pour standardiser le matériel et accélérer la production.

Une fois la guerre terminée, il revint s'installer en 1919 à Hoboken et reprit sa place au chantier Cockerill, où il collabora avec les ingénieurs Smal, Kraft de la Saulx, Helman, Dauwe, Dufour et d'autres. Beaucoup était à faire durant cette période d'après guerre; des malles Ostende-Douvres, des paquebots pour le Congo, des bateaux fluviaux et des barges pour tout le réseau hydrographique congolais.

Sa famille s'étant agrandie, elle comptait alors déjà cinq enfants, il cherchait à améliorer sa situation personnelle, lorsqu'on lui signala un petit chantier, fondé à la veille de la guerre et situé à Rupelmonde, qui était en quête d'un directeur. C'était en 1920; il se présenta et il fut engagé.

Les installations étaient très modestes, mais le nouveau directeur pouvait compter sur un personnel travailleur et dévoué dont il eut le talent de s'acquérir la collaboration, grâce à ses qualités d'homme et à sa grande compétence.

C'était l'époque où le Congo sortait d'une crise des transports qui avait failli asphyxier l'économie du pays. La commission des transports instituée par le ministre des Colonies, Henry Carton, avait établi un programme des besoins en matériel de transport, notamment dans le domaine fluvial. De plus, l'Unatra venait d'être fondée par la fusion de la Sonatra et de la Citas.

Paul Chardome entra en relation avec le nouvel organisme, notamment avec le chef du service des études, l'ingénieur naval Emmanuel Hanssens, et il obtint la commande de diverses barges et automoteurs destinés au Congo. Citons également les barges à moteurs Kasaï et Katanga, qui étaient des unités d'un type nouveau.

Esprit curieux et à l'affût des nouveautés susceptibles d'apporter des améliorations au matériel flottant, il fut réellement le précurseur en Belgique, de la soudure des coques de bateaux d'intérieur, ce qui conduisait à un allègement du matériel. D'autre part, il introduisit en Belgique la tuyère Kort qui permit d'améliorer sensiblement le rendement des remorqueurs. C'est ainsi qu'en 1938, il équipa d'une tuyère Kort le m/b *Géri*, remorqueur du Stanley-Pool, qui était la première unité congolaise dotée de cet équipement. Les résultats obtenus constituaient une telle amélioration que, dans la suite, tous les remorqueurs de l'Otraco, qui avait absorbé l'Unatra, en furent dotés.

En 1929, avec quelques collègues, il fonda l'Union belge des Ingénieurs navals, dont il fut le premier président. Il réussit à y créer un courant d'amitié et de collaboration entre collègues, qui fut profitable au renom de la construction navale belge à l'étranger.

La crise des années 1930 à 1935 fut une période difficile, mais au sortir de celle-ci, confiant dans l'avenir, Paul Chardome améliorait et étendait les installations du chantier naval de Rupelmonde. Il put ainsi entreprendre, en 1938, la construction des s/w *Lisala* et *Lukolela*, qui furent les plus grands remorqueurs du type stern-wheeler mis en ligne au Congo. Ces bateaux de 850 ch étaient des modèles du genre, mais après la deuxième guerre mondiale, on ne construisit plus de bateaux à vapeur, car le moteur Diesel avait fait d'énormes progrès.

Dès la fin de la tourmente, il participa aux nombreuses adjudications pour la construction de bateaux destinés au Congo, tant pour l'Otraco et le CFL que pour le service des Voies navigables et d'autres firmes privées.

Le chantier naval de Rupelmonde, à partir de 1946, construisit de nombreuses barges de 50 t, de 350 t et de 800 t.

Mais les unités les plus importantes réalisées par Paul Chardome furent les remorqueurs de 1 000 ch propulsés par trois hélices en tuyère Kort actionnées par moteurs Diesel. L'étude de ces bateaux, nouveaux et complexes, se fit en collaboration étroite avec la direction technique de l'Otraco et elle fit l'objet d'essais très poussés entrepris au bassin de carène de Wageningen, en Hollande.

En juillet 1951, la mise en ligne du premier remorqueur de 1 000 ch, le m/b *Kisangani*, coïncidait avec la première foire commerciale

de Léopoldville. Le chantier naval de Rupelmonde y participait et, pour la première fois de sa vie, Paul Chardome eut la joie de voir le Congo pour lequel il avait construit tant de bateaux. De nombreux congolais visitèrent le stand de son chantier; l'un d'eux lui dit des paroles qui lui allèrent droit au cœur.

Voici comment il évoqua lui-même ce souvenir lors de l'assemblée générale de l'Union belge des Ingénieurs navals de 1952:

Aussi, laissez-moi pour terminer, vous apporter le merci de l'Afrique, un merci que j'ai reçu moi-même et que, pour cette raison, je n'oserais vous répéter si ce n'était pour vous le transmettre.

Ce merci, je l'ai recueilli à la foire commerciale de Léopoldville, en août 1951.

Les noirs, admis pour la première fois à une exposition de ce genre, défilaient en rangs serrés et curieux devant les divers stands et un groupe d'entre-eux m'avait apostrophé au sujet des silhouettes de bateaux coloniaux que nous exposions et qu'ils reconnaissaient. Ils croyaient que ces bateaux, baptisés de noms congolais, qu'ils étaient accoutumés à voir sur le fleuve, étaient construits à Léopoldville.

Quand je leur eus dit que ces bateaux avaient d'abord été construits en Belgique, l'un d'eux levant ses yeux candides vers moi, me dit très simplement: Tu as rendu de grands services.

A vous, mes chers collègues, je vous transmets ce merci de notre frère noir inconnu, car il souligne magnifiquement l'œuvre accomplie en Afrique, non seulement par nos ingénieurs et constructeurs navals, mais aussi par tous ceux qui ont travaillé ou qui travaillent encore au développement de notre belle colonie.

Il aimait à évoquer ce souvenir encore plusieurs années après.

Sous sa direction, le chantier naval de Rupelmonde se développait et il continuait à construire encore de nombreux bateaux pour le Congo, le Niger, le Maroni et d'autres fleuves desservant les pays du tiers monde. Il fit aussi des chalutiers pour l'Indonésie, sans parler des nombreuses constructions pour la Belgique et l'Europe.

En 1952, il entreprit un voyage à Bamako et Koulikoro, sur le Niger, pour la mise en service d'un courrier à moteurs, le m/b *Archinard*, dénommé depuis le m/b *Mali*; c'est toujours le bateau le plus important et le plus luxueux, desservant ce fleuve.

En 1955, il entreprit un voyage au Pakistan, à l'invitation des autorités de ce pays, pour assister à une conférence sur la navigation dans les pays sud-asiatiques.

Lorsque l'heure de la retraite sonna, il continua à s'intéresser à son chantier et il proclamait toujours des conseils aux nombreux jeunes qui aimait le consulter. Il suivait toujours avec intérêt les problèmes du tiers monde et il soutint, notamment, un jeune prétre zairois qui avait entrepris un doctorat à

l'Université grégorienne de Rome.

Paul Chardome s'éteignit doucement à Rupelmonde, entouré de l'affection de tous les siens, après une vie bien remplie.

Ingénieur naval de grande valeur, il était fellow de la « Royal Institution of Naval Architects » de Londres. Il était doyen d'Honneur du Travail, Commandeur de l'Ordre de Léopold II, Officier de l'Ordre de Léopold et Chevalier de l'Ordre de la Couronne.

15 septembre 1974.

A. Lederer.

Archives de famille. — Archives du chantier naval de Rupelmonde. — Souvenirs personnels. — Lederer, A.: Histoire de la navigation au Congo (Tervuren, 1965). — Chardome, P.: Evolution des bateaux coloniaux (3^e annuaire de l'UBIN, 1949-1953, p. 232).

CLAES (Florent). Horticulteur et Explorateur (Bevere lez Audenarde, 1859 - Bruxelles, R.I.).

Après le décès prématuré de son père, arboriculteur-horticulteur, emporté en 1871 et à l'âge de 45 ans par une fièvre typhoïde, le jeune Florentaida sa mère dans la direction de l'établissement familial. Après deux ans d'efforts, il estima ses résultats insuffisants. Déjà hanté par l'idée d'explorer les régions tropicales à la recherche de plantes horticoles nouvelles, il suivit alors les cours de l'Ecole d'Horticulture de Gand, où il termina ses études avec distinction en 1881, à l'âge de 22 ans. Comme architecte paysagiste, il exécuta ensuite, durant plusieurs années, d'intéressants travaux, entre autres pour le roi Léopold II à Tervueren.

En décembre 1889, après l'exposition internationale et universelle de Paris, où il avait dirigé avec succès l'aménagement des Jardins de la section brésilienne, il commença ses explorations en Amérique du Sud. Au nombre de douze, elles ne se termineront qu'en 1931. De 1889 à 1906 il explora, à plusieurs reprises et en bravant courageusement de nombreux dangers et inconforts, le Brésil et la Colombie à la recherche surtout de nouvelles Orchidées, plantes pour lesquelles il professait un grand intérêt admiratif. C'est ainsi qu'il put y récolter et introduire dans l'horticulture belge et européenne diverses espèces épiphytes surtout de *Cattleya*, *Odontoglossum*, *Epidendrum*, *Stanhopea*, *Mormodes*, etc.

Entre-temps, il s'était fixé, en 1898, comme horticulteur à Etterbeek, où il entreprit avec

enthousiasme la culture et l'hybridation des Orchidées, surtout des *Cattleya* et des *Odontoglossum*, importés par lui-même de l'Amérique du Sud. Malheureusement son établissement horticole, pourtant florissant, devait périr et disparaître totalement au cours de la guerre mondiale de 1914-18 par manque de charbon, qui fit périr des milliers de semis d'Orchidées diverses.

En 1922, le Ministre belge des Colonies, en la personne de son directeur général E. Leplae, le chargerà, malgré ses 63 ans, de récolter en Colombie toutes les plantes utiles susceptibles d'être introduites en culture au Congo. Ces introductions se firent par l'intermédiaire du Jardin colonial de Laeken, auquel il fit parvenir de Colombie et jusqu'en 1926 de très nombreux envois de plantes, fruits et graines appartenant à diverses familles tropicales.

F. Claes, qui était vice-président de la Société royale linnéenne de Bruxelles, mourut à Bruxelles après 1937, mais à une date inconnue.

Par ses diverses explorations horticoles en Amérique du Sud et par ses nombreuses importations, F. Claes a bien mérité de l'horticulture belge et européenne, à la prospérité de laquelle ce grand voyageur a largement contribué avec un dévouement et une perséverance à toute épreuve.

Distinctions honorifiques: Décoration agricole spéciale. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Chevalier de la légion d'honneur. — Officier de l'Instruction publique. *Publications:* Traité pratique de culture et de taille du Cafquier, 1938. — Divers articles dans le *Journal des Orchidées* (Gand), dans l'*Orchid Review* et dans le *Bulletin de la Société Royale belge de Géographie*.

27 mars 1974.

W. Robyns.

Pynaert, L.: Florent Claes botaniste belge, explorateur (*Jardin d'Agrement, Bulletin mensuel de documentation de botanique et horticole et d'horticulture pratique*, juillet 1937, 51 p. et 7 fig.).

COPPENS (Paul), Avocat près la Cour d'appel de Bruxelles et Professeur à l'Université catholique de Louvain (Ixelles, 8.7.1892 - Ixelles, 22.2.1969).

Paul Coppens est gantois par son père et rhénan par sa mère. Son père sert l'Etat, comme le fit déjà son grand-père, qui participa au siège d'Anvers en 1831 et fut ensuite professeur de balistique à l'Ecole d'Application. Sa

mère, née von Stockhausen, appartient à une vieille famille terrienne: catholique, elle se souvient des luttes que provoqua, dans sa jeunesse, le kulturkampf; rhénane, elle récuse les tendances bellicistes qui, sous l'influence de la Prusse, dominent son pays. Paul Coppens a vingt ans à la mort de son père. Il n'a pas connu son grand-père paternel, mort jeune lui aussi, du choléra, en 1855. Il n'a que de rares contacts, à l'occasion des vacances ou de quelque événement familial, avec les proches parents de sa mère. Les femmes qui, dans sa famille gantoise et bruxelloise, entourent sa jeunesse, lui inculquent une foi austère et intransigeante. Il en éprouve à la fois la noblesse et les dures exigences: c'est qu'il se sent comblé de dons, habité de grands projets, mais aussi gourmand de vivre... Son frère Alfred, de trois ans son cadet, enthousiaste et né pour l'action, est un ami pour lui. Il a une grande tendresse pour sa jeune sœur Mathilde, qui épousera son ami le professeur Jacques Lavalleye.

Lorsque vient le moment d'entrer à l'université, Paul Coppens choisit de faire ses études de droit. Il les entreprend à Saint-Louis puis à Louvain. Plusieurs tourments se mêlent en lui: il est en quête de profondes amitiés, il s'interroge sur sa vocation. Mais il participe aussi, et joyeusement, aux activités des étudiants de son temps: il prend part aux affrontements politiques, très vifs à cette époque, et reçoit même à l'occasion les félicitations du jeune Henri Carton de Wiart; il est versé, en 1913, au bataillon universitaire, où l'on ne cultive pas la morosité. Mais, à travers ces péripéties, toujours de secrètes interrogations: sur ce qu'il peut attendre des autres, sur ce que les autres sont en droit d'attendre de lui.

Août 1914 l'arrache à ses incertitudes: il interrompt ses études pour s'engager. Il participe aux premiers combats, est blessé près de Marche-les-Dames et est fait prisonnier.

Paul Coppens passera près d'un an en captivité, au camp de Senne, près Paderborn. Sa santé s'altère et, au mois de juillet 1915, il est, avec quelques compagnons également malades, libéré par les Allemands qui le dirigent sur la Suisse. En territoire helvétique, les prisonniers libérés sont accueillis chaleureusement, de même qu'en France où ils entrent rapidement.

Paul Coppens se remet sans délai à la disposition de l'armée belge. Placé en subsistance au Havre, il se rétablit et demande à être ren-

voyé au front. Les choses traînant, il entreprend et multiplie des démarches pour être affecté au théâtre africain des opérations. Il reçoit finalement satisfaction, au début de 1916.

* * *

Nous avons pu reconstituer, grâce aux notes prises par Paul Coppens, son voyage ainsi que les principales étapes de son séjour en Afrique, qui se déroulent du mois d'avril 1916 jusqu'au début de 1919. Les précisions que ces notes nous apportent méritent d'être consignées ici, car elles peuvent contribuer à la connaissance de cette période de l'histoire africaine de la Belgique (1). Au demeurant, ces années jouèrent un rôle essentiel dans la vie de Paul Coppens.

1. *Le voyage (Falmouth, 5 avril 1916 - Kigoma, début septembre 1916)*

Le 5 avril 1916, Paul Coppens s'embarque à Falmouth, sur l'*Anversville*, à destination de Boma. Son frère Alfred, volontaire de guerre comme lui et qui vient de passer deux hivers sur l'Yser, l'accompagne. Le navire fait deux courtes escales à La Rochelle et à Dakar, passe l'Équateur le 23 avril et arrive à Boma le 27. En raison de la guerre, il n'y a pas d'orchestre à bord. Les deux frères, jeunes sous-officiers, voyagent en seconde classe, en compagnie de leur ami Théo Genin et de deux anciens camarades d'étude: Albert Verlinden, Raymond Vanderheyden et sa femme. Beaucoup de monde à bord. L'atmosphère est à la fois truculente et bon enfant. Quelques rixes parfois aussi, pas bien graves mais auxquelles le petit groupe d'amis assiste un peu médusé. Les voici bien loin des années préservées de leur prime jeunesse!

A Boma, où il passe le 27 et le 28 avril, Paul Coppens se présente à l'état-major: il reçoit l'ordre de rejoindre Stanleyville, d'où il partira pour le front (2). En prévision de la longue route qu'il aura à faire au départ de

Stanleyville, il compose un ravitaillement de base. Il est pris par le charme de Boma:

Boma est, de l'avis de tout le monde, beaucoup plus joli et coquet que Dakar. Il n'y a pas de rues proprement dites; de longues allées bordées d'arbres équatoriaux, sans trottoir, sont tracées sans grande symétrie. Les habitations sont précédées pour la plupart de charmants jardinets abondamment fleuris. La ville s'étage depuis le fleuve jusque tout en haut dans la montagne où se trouve le palais du gouverneur.

Il note encore:

La mission est très spacieuse et instruit près de cent noirs et mulâtres, tous plus ou moins abandonnés par leur famille.

Et enfin:

On a bien l'impression à Boma d'être dans la capitale politique et administrative de la colonie. La paperasse et le monde des ronds de cuir y sévissent comme à souhait!

Le 29 et le 30 avril, Paul Coppens passe deux jours à Matadi, le temps d'expédier ses malles, caisses et valises, par un soleil torride. Le soir, il se promène avec son frère (qui a reçu la même destination que lui) le long de la digue du chemin de fer, jusqu'au delà du pont de la Gozo. Le 1^{er} mai, Paul Coppens prend le train pour Thysville, où il loge à l'hôtel A.B.C. Le lendemain, toujours par chemin de fer, il arrive à Léopoldville, où il loge chez M. Promontorio. Il note l'importance naissante de la ville, où de nombreuses sociétés établissent leur siège social.

Le 4 mai 1916, Paul Coppens embarque, avec son frère et son ami Théo Genin, sur le *Flandre*. Celui-ci fait escale, le 5 et le 6, à Kinshasa. Puis, c'est le vrai départ sur le fleuve.

Le *Flandre* est le 11 mai à Irebu, le 12 à Coquilhatville, le 14 à Nouvelle-Anvers, le 15 à Mobeka, le 16 à Lisala, le 17 à Bumba; il arrive à Stanleyville le 19 mai.

Ce voyage permet à Paul Coppens de faire connaissance avec le Congo de l'intérieur, celui des lentes remontées du fleuve, des longues haltes dans les postes à bois et des arrêts dans les petites localités riveraines. Parfois, d'importantes personnalités montent à bord: à Irebu, M. Borms, commissaire général, qui rejoint Coquilhatville; à Lisala, le colonel Henri, également commissaire général, qui rejoint Stanleyville.

Paul Coppens note ses impressions. Il observe qu'il y a peu de factoreries le long du parcours et que le prix des produits manufacturés augmente à mesure que l'on monte, tan-

(1) Nous avons extrait de ces notes les principales précisions données par Paul Coppens, mais sans nous attacher à les vérifier ou à les recouper. Seules quelques indications, dans le texte ou en bas de page, rappellent le contexte général. Les noms de lieux et de personnes sont textuellement reproduits, sauf lorsqu'il s'agit d'erreurs évidentes de transcription.

(2) Quelques jours avant, le 16 avril, la brigade nord du colonel Molitor et la brigade sud du lieutenant-colonel Olsen, cantonnées au Kivu, ont entrepris la conquête du Ruanda, de l'Urundi et de l'Ussuwi.

dis que celui des produits locaux diminue (3). Tous les centres, dit-il, ont un air de famille. Irebù lui paraît être presque uniquement un centre d'instruction de l'armée. Il trouve Coquihaville très gentil; il y admire, au nord, le long du fleuve, la demeure du commissaire général, spacieuse et entourée d'un parc à belle allure; il note que l'église est toute en briques rouges, surmontée de deux tours carrées, et très vaste. Nouvelle-Anvers lui fait l'impression d'un très petit centre, qui abrite une magnifique mission des Pères Scheutistes. A Mobeka, il voit avec mélancolie un poste européen complètement abandonné. A Lisala, où la chaleur lui paraît terrible, il note que fonctionne un grand centre d'instruction militaire, couvrant 900 hectares, commandé par un capitaine, un premier lieutenant et trois sous-officiers. Malgré la beauté du paysage, le voyage lui paraît monotone. C'est surtout la routine de la vie à bord qui lui semble un peu fastidieuse. En fait, il est impatient d'agir et il commence seulement à percevoir le rythme profond que ces grands espaces presque vierges imposent aux entreprises humaines.

A Stanleyville, Paul Coppens espère recevoir, comme on le lui avait dit à Boma, son ordre de marche pour le front. Mais il n'en est rien: les autorités locales n'ont aucune instruction, ni pour lui, ni pour son frère et son ami Genin. Le poste lui paraît fort joli, très propre, très spacieux. Il y séjourne jusqu'au 26 mai. Il loge d'abord sur le *Flandre*, il occupe ensuite avec son frère une grande maison de bois, surélevée, de l'autre côté de l'eau.

Le seul ennui de notre situation, note-t-il, c'est de devoir constamment traverser le fleuve, juste en dessous des chutes, contre un très violent courant. Nous avons essayé, un soir, de passer sans pagayeur et nous avons su combien c'était dur.

Le 26 mai 1916, Paul Coppens est envoyé à Ponthierville, de même que son frère, Th. Genin et L. Bataille. Ils y logent dans des pavillons de l'hôpital. Ils rencontrent MM. A. Braun, substitut du procureur du Roi et Lotar, secrétaire général de Stanleyville. Ils visitent la mission, très pauvre, tenue par un vieux

(3) Voici quelques prix relevés par Paul Coppens: une demi-bouteille d'eau gazeuse coûte 50 centimes à Boma, 75 à Matadi, 85 à Thysville, 1 F à Léopoldville, 1,50 F à Irebu; une bouteille de bière coûte 1 F à Boma, 1,65 F à Kinshasa, 2 F à Coquihaville; le tabac importé, très mauvais, coûte 5 à 10 F le kilo; par contre, à l'intérieur, un régime de bananes se vend 5 centimes, une poule 20 centimes, une grande carotte de tabac indigène entre 50 centimes et 1 F, une chèvre vivante de 8 à 10 F.

Père du Sacré Cœur, qui a séjourné cinq ans dans l'Équateur américain et qui vit au Congo depuis vingt ans.

Le 1^{er} juin, les trois amis s'embarquent sur le *d'Oultremont*, à destination de Lokandu. Sont également à bord MM. Apers et Depuydt, agents de l'Etat, ainsi que deux autres sous-officiers, MM. L. Lefèvre et A. Meert. Le bateau qui les emmène est un vieux steamer, sur lequel les conditions du voyage sont pénibles: il faut dormir sur l'entre pont ouvert à tous vents, moustiquaires côté à côté, par des nuits froides et un brouillard intense.

A Lokandu, où le petit groupe arrive le 4 juin, c'est la déception. Le commandant du camp, un Suédois, annonce aux sous-officiers qu'il n'a aucune instruction pour eux. Ceux-ci logent dans une salle d'école où d'autres sous-officiers, également en attente d'affection, se morfondent depuis plus d'un mois. Personne n'est payé, les vivres frais sont rares et chers, et le bruit court que l'attente durera au moins encore deux mois. Cependant, de petits contingents continuent à partir pour le front. Le 13 juin, Paul Coppens et son frère reçoivent l'ordre de rejoindre Kilawa. Les autres sous-officiers resteront provisoirement encore à Lokandu.

Il s'agit d'abord de rejoindre Shabunda.

Le 14 juin, les deux frères embarquent sur le *Delbeque*, qui les dépose trois heures plus tard à Elila. Cette fois, c'en est fini de voyager par chemin de fer et par bateau. C'est la vraie route de caravane qui commence.

En compagnie de M. Ransbotyn, agent de l'Etat, Paul et Alfred Coppens quittent Elila le 17 juin, font route par Fundi Sadi et Pene Musimbo où ils arrivent le 22 juin, poursuivent sur Micece qu'ils atteignent le 27 juin et arrivent à Shabunda le 4 juillet. A Fundi Sadi, ils rencontrent l'administrateur principal M. Devatinet et le chef de poste M. Wienandt. On leur annonce que les troupes alliées avancent rapidement en territoire ennemi. A Pene Musimbo, Paul Coppens note que le paysage devient différent:

Jusqu'à présent nous avons, depuis Elila, marché constamment sous bois. En fait de fauves nous n'avons vu que des légions de termites, au loin une fois, une bande de singes. Pene Musimbo, où nous sommes arrivés, est aux confins des forêts et du pays des montagnes. L'aspect change totalement. Nous sommes sur la hauteur, le climat est excellent et l'horizon superbe.

A Micece, que les voyageurs atteignent au terme d'étapes éreintantes, faites dans un ter-

rain glissant et détrempé, ils sont reçus par le chef de poste, M. Ronvaux, qui les réconforte cordialement. De Micece à Shabunda, la route est également rude. Shabunda, note Paul Coppens, est un poste fort bien entretenu mais l'administrateur, qui est seul à ce moment, a fort à faire pour acheminer les charges vers le théâtre des opérations. M. Ransbotyn prend congé des deux frères, car il restera à Shabunda comme chef de poste.

Et le voyage continue. Paul et Alfred Coppens sont le 12 juillet à Mulungu, le 17 à N'Kungu, le 22 à Gandu, le 23 à N'Gwesé et le 26 à Kilawa, terme de l'ordre de marche qui leur avait été donné, quarante-trois jours plus tôt, à Lokandu.

Pendant ces dernières étapes, les pérégrinations n'ont pas manqué. C'est ainsi que la région traversée par les deux frères a été mise en émoi en apprenant qu'un soldat venait de tuer, à Kamangi, le capitaine Björnstadt qui conduisait sa compagnie à Kilawa. Par ailleurs, les deux frères ont été souffrants pendant une partie du trajet. Mais ils sont jeunes et le pays est superbe. A N'Kungu, Paul Coppens note :

Devant nous s'étale à perte de vue un panorama de montagnes et de verdure de toute beauté. Spectacle vraiment grandiose et qui nous dédommage largement des fatigues du voyage. J'aperçois d'ici huit plans de montagnes. Les dernières crêtes se confondent à l'horizon avec les nuages. Il fait très frais et le vent souffle. Il pleut.

A Gandu, nos voyageurs sont accueillis par M. Gilot, à N'Gwesé par le chef de poste M. Mellaerts ainsi que par le lieutenant Mulders, qui a repris le commandement de la compagnie Björnstadt, et ses sous-officiers MM. de Hemptinne, de Meulemeester et Sjors. Paul Coppens est heureux de cette halte :

Excellent accueil. Les repas se prennent en commun chez M. Mellaerts. N'Gwesé est un poste exquis. L'air y est sain, le pays merveilleux. On se croirait presque dans une ferme de chez nous, n'étaient de toutes parts les hautes cimes pelées des montagnes. On y respire une atmosphère de littoral européen, de dunes, de végétation fruste, dure et sauvage.

A Kilawa, Paul Coppens et son frère éprouvent qu'ils sont désormais très proches du théâtre des opérations. Le camp est impressionnant. Au début de la guerre, note Paul Coppens, ce camp a été transféré de la vallée sur la hauteur et fortement armé, dans l'éventualité d'une attaque qui n'a d'ailleurs pas eu lieu. Il est tout au haut d'une montagne, à 2 150 mètres. Il comporte des huttes

pour le cadre et les troupes, ainsi qu'un réseau complet de tranchées, de boyaux de communications, de mines, etc. Au poste même, il y a beaucoup de monde et beaucoup de mouvement. A leur arrivée, les deux frères trouvent l'administrateur M. Belle, le chef de poste M. Seaux, le commandant de la garnison M. Buynants, plusieurs sous-officiers MM. Jorgens, Dekeukelaere, Schmidt et De Groote. Une caravane de Rutcheru, comprenant M.G. de Berlaimont, fait halte à Kilawa, avant de poursuivre sa route vers Usumbura. Le commandant Lilienschold vient inspecter les troupes. Quelques jours plus tard, beaucoup de visages ont changé : le lieutenant Buynants est parti avec M. Dekeukelaere et sa compagnie pour Rutcheru ; le lieutenant Terly, avec le sous-lieutenant Blanquaert et les sous-officiers Godaert et Vander Weeken, ont pris la relève ; MM. de Berlaimont et Jorgens sont partis pour Usumbura ; M. Ebray a repris le service des postes et téléphones ; M. Renard, commissaire de district du Kivu, séjourne dans la localité.

Cependant, aucune instruction n'attend les frères Coppens à Kilawa. Paul Coppens multiplie les démarches pour en obtenir. Une satisfaction : il reçoit sa première mission sur le sol africain, celle de greffier du conseil de guerre !

Finalement, grâce à l'intervention de M. Renard, les ordres arrivent. Contre leur attente, Paul et Alfred Coppens sont désignés pour la brigade sud (4). Ils se mettent en route, le 8 août, pour Usumbura.

Le trajet s'effectue sans encombre. Paul et Alfred Coppens passent par la mission des Pères blancs, à Thielt-St-Pierre, pour faire leurs adieux à Mgr Roelens et au Supérieur, le Père Decorte, qui les avaient reçus quelques jours avant. Ils y rencontrent le Père Roy, aumônier revenant malade de la brigade sud, qui leur donne des informations sur la situation. Le 10 août, ils sont à Luvungi où le commandant Van Mulders les accueille. Le 11 août, ils franchissent la Ruzizi, mettant ainsi pour la première fois le pied en territoire conquis ; ils logent chez M. Mellaerts, à Nia-kagunda. Le 12 août, ils se mettent en route

(4) Aujourd'hui, cette désignation ne paraît pas surprenante. Kigali avait été pris le 6 mai, tandis que Kigoma ne sera conquis qu'à la fin du mois de juillet 1916. Au moment où Paul et Alfred Coppens reçoivent leur affectation, l'offensive se poursuit en direction de Tabora, qui sera pris le 19 septembre.

pour Chivetoké. Alfred Coppens part à bicyclette, pour préparer l'installation, tandis que Paul suit avec la petite caravane: son guide perd sa route mais tout finit par s'arranger. A Mutchelengi, le lieutenant Vercouyen rencontre les voyageurs et leur donne une nouvelle bicyclette pour terminer le trajet. Paul et Alfred Coppens arrivent à Usumbura, le 15 août.

A Usumbura, nos voyageurs ont une bonne surprise: ils y trouvent Théo Genin, qu'ils avaient quitté à Lokandu, ainsi que Pierre Ryckmans, arrivé dans l'Est Africain après avoir déjà participé à la campagne du Cameroun (5). Ils font ménage avec ce dernier et un jeune homme nommé Baudry. Le commandant Huyghe les reçoit et confirme leur affectation à la brigade sud. Ils devront descendre sur Kigoma avec le bateau, « quand il voudra bien venir nous chercher, ce qui pourra encore un peu tarder ». Le 20 août, les deux frères reçoivent leur premier courrier d'Europe. Paul Coppens expédie toute sa correspondance en souffrance: six lettres et vingt-six cartes!

Le bateau tarde en effet à venir et ceux qui doivent rejoindre Kigoma reçoivent l'ordre de partir à pied, mais en groupes séparés. Paul et Alfred Coppens partent le 22 août. Le long du lac Tanganyika, le trajet est enchanteur mais le pays est infesté, par endroits, de kimputu, genre de punaise qui donne de fortes fièvres: plusieurs membres de la caravane en sont atteints. A certains moments, Paul et Alfred Coppens avancent de concert avec la compagnie de P. Ryckmans, qui se rend également à Kigoma. A d'autres moments, ils avancent seuls, en fonction des porteurs qu'on peut leur procurer. Ils traversent des postes complètement abandonnés, tel le poste de Lumongi où ils font étape le 29 août:

Ce poste, note Paul Coppens, devait être très joli. Il est particulièrement enchanteur, non loin du lac dans un grand jardin, une dizaine de maisonnettes en pisé assez coquettes, une grande maison badigeonnée en blanc, des citronniers en masse en pleine floraison, des plantes d'ananas, des tomates, des papayers. Les maisons sont vides, on n'y trouve plus que des tables et des garde-manger.

De Lumongi à Nyanza, les deux frères font la route en deux étapes, longues et fatigantes: La seconde surtout, note Paul Coppens, est

(5) Paul Coppens précise dans ses notes qu'il est un ami d'enfance de R. Ryckmans: « tout jeunes, dit-il, nous jouions déjà ensemble au Jardin zoologique d'Anvers »; plus tard, il l'avait retrouvé à l'université.

très pénible le long de la plage dans le sable mou ou sur les rochers qu'il faut escalader.

A Nyanza, où ils arrivent le 1^{er} septembre, Paul et Alfred Coppens trouvent un amoncellement de ruines. Leur petite caravane est fatiguée. Les quelques Belges du poste, ne connaissant pas encore bien le pays, paraissent un peu désemparés. Il est difficile de trouver des porteurs et des vivres. Finalement tout s'arrange et, à une date que Paul Coppens ne précise pas dans ses notes mais qui paraît être le 5 ou le 6 septembre, il arrive avec son frère, d'assez bon matin, à Kigoma.

Les voici enfin à pied d'œuvre. Depuis Falmouth, le voyage a duré exactement cinq mois.

2. *Le séjour dans l'Est Africain* (septembre 1916 - janvier 1919)

Kigoma, note Paul Coppens, « est un très joli poste, admirablement situé à la tête de la ligne Daressalam-Tanganyika et sur une rade naturelle tout à fait merveilleuse pour les communications par le lac ». Au moment où il y arrive avec son frère, une grande effervescence règne dans le poste. Les opérations militaires exigent des renforts en hommes et en munitions, mais les communications sont encore très précaires: la ligne de chemin de fer n'est rétablie que jusqu'à Godorp, l'armée ne dispose que de deux locomotives et, au-delà de Godorp, il faut aller à pied, ce qui exige des porteurs pratiquement introuvables (6). Kigoma est donc rempli de monde qui attend impatiemment l'ordre du départ. Des listes de partants sont établies, par ordre d'urgence. Dans cette atmosphère enfiévrée, les frictions sont inévitables et, semble-t-il, fréquentes.

Paul Coppens et son frère séjournent ensemble à Kigoma pendant un mois environ, jusqu'au début du mois d'octobre 1916. Ils sont attachés au commandement d'une compagnie. Puis, le 4 octobre, Paul Coppens est envoyé à Ndjidji, tandis que son frère reste affecté à Kigoma. La distance entre les deux localités n'est pas grande, mais c'est leur première séparation depuis qu'ils ont embarqué à Falmouth.

Paul Coppens restera à Ndjidji du 4 octobre 1916 au 14 avril 1917. C'est donc sa première affectation réelle, qui durera un peu plus de neuf mois.

(6) Paul Coppens note à plusieurs reprises que les opérations militaires sont handicapées par un système peu efficace de communications et d'acheminement des charges.

A ce moment, l'essentiel de la campagne de l'Est Africain est terminé (7) et les autorités belges pensent à l'organisation des territoires conquis. Paul Coppens est d'abord désigné comme interprète auprès du commandant de cercle Van Ermingen. A partir du mois de novembre 1916, il est affecté à l'Auditorat. En février 1917, il est question de le nommer substitut de l'auditeur militaire. Au mois de mars, ses supérieurs envisagent de lui confier l'étude d'un nouveau système d'administration générale, calqué sur l'organisation anglaise, qui serait expérimenté dans les territoires occupés avant d'être éventuellement appliqué au Congo. Mais on exige de lui qu'il s'engage à rester en Afrique au-delà de la fin des hostilités en Europe. Il ne peut l'accepter car il doit encore achever ses études et il désire retrouver sa mère, veuve nous l'avons dit, et privée de ses deux fils depuis 1914. Après une entrevue avec M. Marzorati, conseiller juridique du Commissaire royal M. Malfeyt, il est décidé que Paul Coppens ira à Kitega, pourvu qu'il accepte — ce qu'il fait — de prendre un engagement d'un an.

Pendant les neuf mois de son séjour à Ndjidji, Paul Coppens paraît avoir été heureux. Il aime le poste, sa population bigarrée, son site magnifique. Certaines nuits il monte sur la haute tourelle qui flanke l'enceinte du « boma » et il y admire, sous le scintillement du ciel, le camp des soldats, les bâtiments du fort et au loin, à travers le feuillage, le lac où se mirent les montagnes et où miroitent les rayons. Il rencontre beaucoup de monde à Ndjidji (8). Une épreuve cependant: son frère, qu'il voit souvent, contracte une hématurie, en réchappe grâce aux soins du Dr Lejeune et

(7) Le concours des troupes belges sera encore requis par les Anglais pourachever la campagne en nettoyant le sud-est de l'Afrique Orientale. Ceci sera acquis par la prise de Mahenge, sous les ordres du lieutenant-colonel Huyghé, le 9 octobre 1917.

(8) Voici le noms cités par Paul Coppens: l'auditeur militaire de la brigade sud, T. Hansteen (norvégien); le lieutenant colonel Olsen (danois), commandant la brigade sud; le commandant Libert, le capitaine Cibour, le sous-lieutenant Seigne, le lieutenant Licot, M. Serruys; le commandant du cercle G. Van Ermingen; le sous-lieutenant Thomas, le lieutenant Malfait, l'agent militaire Déleu, le premier sous-officier Lechat (décédé peu après); MM. Boerenboem, Polet, Grison, Joosens; le major Muller, le capitaine Meiser, le sous-lieutenant Drypondt; MM. Petersen, Cauchy, Richard Autome, Driessens, Dubois, Masson; MM. Muyle, Le Grelle, Ruzette, de Prisch, Fr. De Coster, Steinbach, Zetterlund, capitaine Henri Ernst de Brunswick, De Bruckx, Féron, Clairbois, Richir, Van den Berghe.

doit quitter Kigoma, le 16 avril, pour rentrer en Europe (9).

Les notes de Paul Coppens n'indiquent pas quand il quitte Ndjidji pour Kitega. Nous savons cependant qu'il est le 15 avril 1917 à Usumbara et qu'il arrive le 19, à bicyclette, à Kitega. La route a été excellente et agréable: « pays très montagneux, prairies à perte de vue avec des fleurs exquises, climat très tempéré, nombreuses pluies ».

Accueilli par P. Ryckmans qui vient à sa rencontre, Paul Coppens est aussitôt présenté au commandant Jammers, résident de l'Urundi. On l'installe au boma, bâtiment d'aspect mélancolique », dit-il, où il logera avec P. Ryckmans, les lieutenants Delvaux, Magottaux et De Ruyck ainsi que, pendant un certain temps, avec le substitut Louis de Lannoy. Il note à la date du 24 avril:

En dehors du boma, sis sur une éminence, il y a la maison du commandant Jammers, celle plus spacieuse du major Stevens qui ne sera ici que dans une dizaine de jours et où loge actuellement le capitaine Crispin, celle de Monsieur et Madame Villers (receveur des finances), celle du docteur Ferrier et l'hôpital. Le docteur Ferrier est parti avant-hier, remplacé par le docteur Vermeersch et son fils.

Paul Coppens séjourne à Kitega du 19 avril 1917 au 19 janvier 1918, soit exactement neuf mois. C'est donc, après Ndjidji, sa deuxième affectation de longue durée.

Dans le cadre des perspectives que M. Marzorati lui avaient esquissées, Paul Coppens espère combiner trois fonctions: celle de conseiller juridique pour les cercles du Ruanda et de l'Urundi; celle de délégué du résident de l'Urundi pour certaines fonctions judiciaires; celle, plus générale, de substitut suppléant. Mais il y a loin des perspectives à la pratique. Commissionné dans le courant du mois d'avril comme substitut suppléant, Paul Coppens exerce en fait des fonctions de secrétaire juridique, pour lesquelles on lui laisse trop peu d'initiative à son gré. On lui propose à nouveau d'être nommé administrateur de seconde classe, s'il consent à rester pendant toute l'occupation, indépendamment de la durée de la guerre en Afrique et en Europe. Après mûre réflexion, et poussés les raisons qui ont été

(9) Paul Coppens note qu'à peine convalescent, son frère Alfred exigea de retourner dans les tranchées des Flandres jusqu'à la fin des hostilités. En 1940, il s'engagera à nouveau, en Angleterre, et sera affecté à l'aviation française. Il sera emporté par une endocardite, en 1942, à Fort Lami. Paul Coppens ajoute: « Je n'ai pas connu d'être plus farouchement humble, ni plus scrupuleusement attaché à son devoir que mon frère ».

indiquées plus haut, il confirme son refus. Apprenant que la campagne va se poursuivre vers Mahenge, il demande à être envoyé au front. Il n'obtient pas satisfaction mais le 14 août 1917, il apprend qu'il a quand même été nommé, le 26 juillet, administrateur de seconde classe. En septembre, il est nommé substitut suppléant, adjoint au substitut Louis de Lannoy. Il en est heureux car son travail au deuxième bureau du commandement supérieur le déçoit de plus en plus; on parle d'ailleurs, dit-il, de dissoudre prochainement ce commandement. Ce sont, pour Paul Coppens, des mois d'incertitude et de cafard. Il se replie un peu sur lui-même. Il lit, il médite, il étudie la philosophie des Ismaélis (10). En novembre, il fait un court séjour à Usumbura pour défendre, avec l'accord de ses supérieurs, un prévenu devant le conseil de guerre. A son retour à Kitega, il trouve beaucoup de travail, tant dans sa tâche de conseiller juridique que dans ses fonctions judiciaires. Il en éprouve une grande satisfaction et son moral remonte au zénith. Il passe la fête de Noël à Mugera. Quelques jours après, il apprend qu'il est rappelé à Kigoma. Il se demande avec curiosité ce que l'on attend de lui.

Le voyage se fait par temps très froid et est marqué par de violents orages. Au camp des Cactus, où Paul Coppens fait halte le 20 janvier 1918, deux soldats se présentent, blessés par les indigènes qui refusent de se faire recruter comme travailleurs pour la réfection de la route Usumbura-Kitega. Le sous-officier, M. De Welde, a également reçu deux flèches dans le dos et est resté à l'étape précédente. Paul Coppens s'occupe des blessés puis poursuit sa route. Il arrive à Kigoma le 31 janvier.

A Kigoma, où Paul Coppens séjourne du 31 janvier au 8 février 1918, il retrouve ses amis P. Ryckmans et Th. Genin. Il y rencontre le colonel Olsen, le colonel Stevens qui le reçoit avec beaucoup d'amabilité, le major Bataille, MM. Hansteen, Richir, A. Braun, Lescrauwet, Carpay, Berryer.

Une profonde désillusion l'attend cependant. Les autorités du corps d'occupation l'avaient rappelé, croyant avoir besoin de lui pour de nouvelles fonctions juridiques. Mais

(10) C'est à la date du 20 août 1917 qu'il transcrit dans son journal « ce que raconte Ismaéli ». Il tenait à ce récit, car il l'a fait publier dans *St-Michel - Bulletin de guerre*, Noël 1917 et plus tard, il le reprendra dans ses *Veillées congolaises*, p. 30-33.

on s'est aperçu qu'il y a suffisamment de docteurs en droit pour remplir ces tâches. Aussi l'expédie-t-on à Kigali, mais avec des fonctions très imprécises.

C'est un long voyage, qui dure du 8 au 28 février 1918. Paul Coppens regagne Usumbura par le lac Tanganyika, à bord du *Baron Dhanis*. Puis il est dirigé sur Shangugu, où il arrive le 17. Le 18, il embarque sur le lac Kivu, à bord du *Paul Renkin*. Il est à Kisenyi le 20. Enfin, il gagne Kigali par Rubengera, Lukoko et Kabgay.

Le court séjour de Paul Coppens à Kigali — du 28 février au 25 avril 1918 — paraît avoir été aussi pittoresque qu'énervant pour lui. Officiellement, il est secrétaire du major Declerck, tout en s'occupant du parquet. Mais le major a un secrétaire, M. Godart, dont il ne veut se séparer. Aussi parle-t-il, pour occuper Paul Coppens, de lui faire faire des études ethnologiques!

J'étais dans une situation absurde, note Paul Coppens le 26 avril, et comme j'avais justement douze dents cariées, le moment était tout indiqué pour descendre les faire soigner, me sortir de cette situation et rendre service au major. J'ai du reste été souffrant presque constamment à Kigali. Depuis hier ça va mieux. J'ai quitté Kigali hier, accompagné des bénédictions de tous (11).

Le voici donc, une nouvelle fois, en route pour Kigoma, où il arrive le 19 mai 1918 (12). Vaguement inquiet pendant tout le trajet sur l'accueil qui lui sera réservé, il est aussitôt fixé: le commissaire royal et l'auditeur général sont fort irrités de ce qu'ils considèrent à juste titre comme une fugue! Mais, en hommes d'expérience, leur courroux s'apaise lorsque Paul Coppens leur expose comment on voulait l'utiliser à Kigali. On lui permet donc de se faire soigner les dents et on l'occupe au

(11) A Kigali, Paul Coppens note la présence des personnes suivantes: le major Declerck avec sa femme et deux enfants, MM. Bosmans, Dr Latine, Dal Louis, Buelens, Massy, Lantin, Bevoord, Van Noord, Discher, Gevits, Marannes, vétérinaire Carlier, René Carlier, Philippin, Igomar, Delmas, Durand, Godart, Matthieu.

(12) Au camp des Cactus, où il fait halte pour la cinquième fois depuis un an et où pour la cinquième fois « il pleut lamentablement », Paul Coppens note, le 10 mai 1918, qu'il a retrouvé pendant son trajet M. Lignon à Kisiba, les Pères Bosman et Dufays à Mugera et à Kitega le résident Van den Eede, son ami L. De Lannoy, M. Delsaux et le Dr. Vermeersch. Tous lui ont fait fête. Le 18 mai, Paul Coppens s'embarquera à Usumbura sur le *Vengeur*, commandé par André Sougnéz. Sont également à bord le lieutenant Massy et un ancien officier, M. Moulron. A Noina il voit le Dr Monard. A Baraka il rencontre le commandant Berns, commandant du 9e bataillon; le navire embarque le commandant Bayère (5e bataillon) et le lieutenant Michaux. A Nyanza il revoit M. Vidart.

dépouillement des nouvelles archives allemandes qu'il a ramenées de Kigali. Il voit souvent ses amis Pierre Ryckmans, Frantz Decoster, Moulaert, Maurice Mertens, M. Hansteen. L'engagement d'un an qu'il avait pris à la demande de M. Marzorati vient à expiration, mais il décide de prolonger son séjour, pourvu qu'on l'autorise à rentrer en Europe, dès que ce sera possible, pour présenter ses examens. Ceci lui est accordé et il note, à la date du 13 juin, qu'il est désigné comme administrateur du territoire de Kasulu. Il en est enchanté.

Paul Coppens arrive à Kasulu le 14 juillet 1918, après avoir passé quelques jours à Ndijidji. Il reprend le territoire au sous-lieutenant auxiliaire Godts. Il a deux excellents adjoints, les sous-officiers Vandaudenard et Pieters. L'artillerie de la brigade sud, commandée par le sous-lieutenant De Leuw, se trouve également à Kasulu: Paul Coppens y retrouve le docteur auxiliaire Maisin, ancien camarade de chambrière à Louvain. L'artillerie quitte la localité, peu avant le 20 août.

Paul Coppens se familiarise, jusqu'à la mi-septembre, avec l'administration du territoire. Le 18 septembre, il va à Heru, capitale du sultan Ruyagwa, où il construit un camp et perçoit l'impôt. Le 23, il se rend avec ses soldats à Bugenzi, chez Kilenga. Le 26, il rejoint Kasulu pour la confection des pièces de fin de mois.

L'essentiel du mois d'octobre se passe en tournée de délimitation.

Parti le 5 octobre de Kasulu, Paul Coppens gîte chez Kilimba, et le lendemain chez Kibodi. Le 7, après une longue étape et la traversée de Matanga, il rencontre à Nyaka Pumbe l'administrateur du territoire de la Malgarassi, M. Lorrain. Ils délimitent ensemble, le 8, les frontières respectives de Kilimba et de Kassua. Le 9 octobre, une courte étape amène les deux administrateurs à Luhembe, sur la Makera, village réclamé par Kassua et par Lwinda. Le 10, les deux administrateurs se séparent et Paul Coppens arrive à Bunkungu. Le 11, il s'établit à Niange, capitale de Lwinda: « J'avais vécu dans la forêt pendant cinq jours, note-t-il, et me voici déjà tout heureux de me retrouver dans un pays un peu plus déplumé. Il est superbe d'ailleurs ». Des troubles intestinaux l'obligent cependant à rester à Niange pendant quelques jours. Puis il va à Berira. Le 24 octobre, il y apprend la libération d'Ostende, intervenue une semaine

plus tôt, et il harangue fièrement ses soldats. Il regagne ensuite le chef-lieu du territoire.

C'est à Kasulu que Paul Coppens apprend l'armistice du 11 novembre. Il demande l'autorisation de rentrer d'urgence. Cette autorisation lui est accordée: il pourra partir dès qu'il aura un remplaçant. Le 8 décembre, grippé comme beaucoup dans la région, il attend avec impatience de pouvoir rejoindre les siens, en Europe. Ses notes sur son séjour en Afrique s'arrêtent là.

* * *

Parti pour participer à la guerre en Afrique, Paul Coppens, malgré ses demandes répétées, n'a donc jamais été directement engagé dans les opérations militaires. Il en concevra toujours de l'amertume. Cependant, il trouva là-bas quelque chose de bien plus important encore, qui allait animer le reste de sa vie. Peu à peu, et presque inconsciemment, tout au long de ses pérégrinations et même dans les postes qui lui avaient paru les moins accueillants, il avait découvert un monde auquel il allait passionnément s'attacher. Ses notes sont pleines de récriminations impatientes à l'égard d'un appareil administratif et militaire qui ne l'utilise pas comme il le voudrait; mais elles sont pleines aussi de joie pour les amitiés nouées, d'émerveillement devant un pays attachant, d'interrogations sur les missions du colonisateur. C'est tout cela qu'il ramène en lui, la guerre terminée.

Revenu en Belgique, Paul Coppens achève ses études de droit à l'Université Libre de Bruxelles, épouse Mlle Blanche Hellemans et repart à Kinshasa où, de janvier 1920 à février 1922, il est conseiller juridique des Huileries du Congo belge. Rentré en Europe pour raisons de santé, il reprend son cabinet d'avocat, mais il retourne encore en Afrique en 1930 et il y séjourne un an, comme administrateur de sociétés. Il revient alors en Belgique et reprend, définitivement cette fois, son cabinet. Il a une nombreuse famille: une fille et six fils. Il supplée Pierre Ryckmans dans son enseignement africain à l'université de Louvain et il est nommé professeur extraordinaire, peu de temps après la fin du second conflit mondial. Pendant la guerre, il défend de nombreux prisonniers politiques devant les tribunaux de l'occupant. Après la libération, il exerce pendant quelques mois des fonctions à l'auditariat militaire.

Pendant toutes ces années, Paul Coppens se donne entièrement à tout ce qu'il entreprend. Animé d'un très grand dynamisme, il plaide, il enseigne, il s'engage même dans la politique communale.

Toujours cependant, l'Afrique reste au tout premier plan de ses préoccupations. Il suit ce qui s'y passe, au jour le jour (il est abonné à plusieurs quotidiens congolais ainsi qu'à de nombreuses revues). Il voit ceux qui partent et ceux qui reviennent. Il consulte, il réfléchit et il intervient dans tous les grands débats. Il fait ainsi partie du milieu, composé d'anciens magistrats, fonctionnaires, administrateurs de sociétés, missionnaires, qui gravite en Belgique autour des responsables de l'action en Afrique. Ce milieu est très influent. Dans un régime où les territoires africains sont dépourvus de représentation politique directe, ce milieu assume, de manière empirique mais continue et très dense, une sorte de fonction de contrôle à l'égard du pouvoir. Paul Coppens est sans cesse sur la brèche. Il est secrétaire général du Comité permanent du Congrès colonial national. Avec l'aide de sa femme, personne charmante et qui marqua toujours un intérêt aussi vif que le sien pour les questions africaines, il dirige l'Association pour la protection des mulâtres. Il est à la tête du Groupement congolais de la Ligue des familles nombreuses. Il dirige ou anime de nombreux autres groupements. Depuis 1959, il est associé à la Classe des Sciences morales et politiques de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.

Surtout, Paul Coppens parle et écrit. Il n'écrira aucun gros ouvrage sur l'Afrique et c'était un peu son regret d'être empêché par une vie trop absorbante de se consacrer à un travail de longue haleine. Mais il se saisit de tous les sujets qui lui paraissent dignes d'intérêt, il les étudie, s'informe, prend des avis, se forme une opinion et la fait connaître, dans de brefs écrits, des études concises mais fouillées, d'attachantes conférences. Au total, il écrit ainsi plus de six cents pages, dont l'influence est amplifiée par ses innombrables causeries.

Celui qui s'attachera à relire ces travaux constatera le rôle qu'a pu jouer un homme sans responsabilités officielles mais plein d'intelligence curiosité, riche d'expérience et de conviction. Il fait connaître le Congo autour de lui (voir ses *Veillées congolaises*). Il en analyse les différents problèmes, et souvent

sans tendresse pour les responsables (voir ses *Menottes d'or et menottes de plomb*). Il suit l'évolution fondamentale du Congo (voir son *Danger mortel du préjugé de couleur* ainsi que ses études sur le régime foncier, le peuplement européen, les paysannats, l'organisation communale, les institutions politiques). Certes, ses opinions ne sont pas toujours incontestables. Mais pour un homme qui avait connu l'Afrique de la première guerre mondiale, sa faculté d'adaptation est étonnante, comme est remarquable son acharnement à discerner les problèmes essentiels de l'avenir. Chaque fois qu'il le peut d'ailleurs, il fait de brefs séjours en Afrique, afin de reprendre contact avec les réalités locales. Plusieurs d'entre nous eurent ainsi la joie de l'accueillir, en 1950 et en 1957, de lui montrer ce qu'il désirait voir et d'avoir avec lui de longues conversations.

Cependant, Paul Coppens n'est pas épargné par les épreuves. Son fils Jean, jeune officier engagé volontaire en Corée, meurt au champ d'honneur en 1952. En 1960, il est cruellement atteint par les événements qui suivent la proclamation de l'indépendance du Congo.

Après 1960, très vite il se ressaisit. Il adapte et complète son cours sur le droit public congolais et il entreprend l'étude des diverses constitutions qui voient le jour en Afrique. Il s'intéresse aussi au droit privé congolais de demain. Admis à l'émeritât en 1962, il part, au début de 1963, donner un cours de droit, pendant trois mois, à l'université de Lubumbashi. En Finlande, il expose le droit public comparé des jeunes Etats africains. Il suit l'actualité africaine, jour après jour comme il l'a toujours fait depuis plus de quarante ans, et il la commente dans la presse. Il participe à plusieurs séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.

Peu à peu, sa santé s'affaiblit, mais il continue à voir ses amis et à se tenir dans le mouvement.

Paul Coppens meurt accidentellement, chez lui, le 22 février 1969. Sa femme meurt quelques jours après lui.

15 novembre 1975.

A. Stenmans.

Distinctions honorifiques: Grand-Officier de l'Ordre de la Couronne. — Grand-Officier de l'Ordre de Léopold II. — Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Croix de guerre belge et française avec palmes. — Titulaire de nombreuses autres distinctions honorifiques civiles et militaires.

Publications: Veillées congolaises (préface de E. Rubens) (Bruxelles, R. Louis, S.D., 8°, 151 p.). — Les grandes concessions et les droits indigènes au Congo belge (*Revue économique internationale*, 1922, n° 6, p. 363-378). — De la politique indigène au Congo. Politique d'adaptation (Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles) (Bruxelles, Larcier, 1924, 8°, 59 p.). — La politique d'adaptation (*Revue Congo*, 1925, Tome I, n° 4, p. 546-561). — Le deuxième Congrès colonial de Bruxelles (*Revue Le Flambeau*, 1926, n° 2, p. 176-186). — Etude sur le rapport de la Commission des Colonies, chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1933 (dactylographié, 39 p.). — Menottes d'or et menottes de plomb (Bruxelles, A. Lesigne, 1934, 8°, 21 p.). — La vraie com-pénétration belgo-congolaise (*Le Courier d'Afrique*, 1936, 9 sept., n° 253, p. 1-3). — Mulâtres (*Le Courier d'Afrique*, 1936, 22 sept., n° 266, p. 1-3). — La colonisation agricole au Congo belge (Rapport présenté au 8e Congrès international d'agriculture tropicale et subtropicale à Tripoli) (*Le Courier agricole d'Afrique*, 29 mars 1939, n° 7, p. 1-4). — La femme au Congo (*La revue catholique des idées et des faits*, 17 novembre 1939, n° 34, p. 3-7). — Le contrat d'emploi (*Le Courier d'Afrique*, 9 février 1940, n° 40, p. 1-2, 13 février 1940, n° 44, p. 1-2). — En collab. avec Van Remoortel, W.: La question du Conseil d'Etat dans ses applications à la colonie (Extrait du rapport fait au Sénat. La compétence coloniale du Conseil d'Etat, 9 p.) (Congrès colonial national - Ve Session - 1940). — En collab. avec Habig, J.-M., Cornelis, H.-A.-A. et de Lannoy, L.: Les familles blanches au Congo (Bruxelles, Familia (1946?)), 17 p. (Rapports du Congrès international de la famille et de la population, n° VII). — Le congrès colonial national (*Zaire*, Bruxelles, Tome I, n° 5, mai 1947, p. 555-566). — La grande misère de nos administrateurs territoriaux (*La revue coloniale belge*, Bruxelles, 2e année, 15 mai 1947, n° 39, p. 295-297). — Le problème des mulâtres (*Zaire*, Bruxelles, Tome I, n° 7, juillet 1947, p. 733-753). — Le programme de l'enseignement d'après le plan décennal (*La revue coloniale belge*, Bruxelles, 4e année, n° 104, 1 fevr. 1950, p. 73-81, ill.). — Le danger mortel du préjugé de couleur (Congrès Colonial National, Assemblée générale du 15 juillet 1951, p. 44-58). — En collab. avec Schier, Antoine; Moulaert, Georges; Van der Kerken, Georges et Nisot Fernand: La formation politique des indigènes congolais (Enquête) (*Problèmes d'Afrique Centrale*, Bruxelles, 4e année, n° 13, 3e trim. 1951, p. 169-185). — Le colonat belge au Congo (Société belge d'études et d'expansion, Liège, 52e année, n° 154, janvier-février 1953, p. 45-49). — Le colonat belge au Congo (*Les annales du Kivu*, Bukavu, 5e année, n° 4, avril 1953, p. 8-11). — Projet de révision de la Charte coloniale (Bruxelles, Editions techniques et scientifiques, 1953, 24 X 16, 62 p.). — Anticipations congolaises. Projet d'organisation politique du Congo belge (Bruxelles, Editions techniques et scientifiques, 1956, 24 X 16, 16 p.). — De la propriété collective vers la propriété individuelle (Institut de Sociologie Solvay, Bruxelles, Etudes coloniales, fasc. 3. Compte rendu du colloque colonial sur l'économie indigène, 9-13 janvier 1956, p. 413-421). — La propriété immobilière des Congolais (*Journal des tribunaux d'Outre-Mer*, Bruxelles, 8e année, n° 84, 15 juin 1957, p. 91-93). — Congo belge 1957 (Bruxelles, s.e.), 1957, 22 X 16, 8 p. (Extrait de la *Revue St-Boniface*, nov. 1957). — L'œuvre des belges en Afrique. Le passé, le présent, l'avenir. S.L. (Bruxelles), S.E., 1959, 28 X 22, 14 p., polycopié). — En collab. avec Jadot, J.-M.; Heyse, Th.; Malengreau, G.; Stengers, J. et Laude, N.: Intervention dans la discussion du mémoire de M. Verstraete, intitulé: « La nationalité congolaise » et réponse de l'auteur (Académie royale des Sciences coloniales. *Bulletin des séances*, Bruxelles, nouvelle série, T. 5, 1959, fasc. 4, p. 792-817). — A l'aube d'une nation naissante (Bruxelles) (l'auteur), 1960, 30 X 21, 14 p., polycopié. Conférence faite au concours de promotion des fonctionnaires universitaires du Secrétariat permanent de recrutement. — Le problème mulâtre en Belgique. Bruxelles, Association pour la protection des mulâtres, 1961, 21 X 15, 16 p. — Le problème des mulâtres en Belgique. Académie

royale des sciences d'Outre-Mer. *Bulletin des séances*. Bruxelles, nouvelle série, T. 8, 1962, n° 2, p. 154-169. — A propos du décret du 23 juin 1960 complétant la législation relative aux sociétés commerciales. Académie royale des sciences d'Outre-Mer. *Bulletin des séances*. Bruxelles, nouvelle série, vol. 8, 1962, n° 4, p. 607-616. — Le droit privé congolais de demain. Académie royale des sciences d'Outre-Mer. *Bulletin des séances*. Bruxelles, n° 4, 1963, p. 630-651. — Réflexions sur le code civil éthiopien. Académie royale des sciences d'Outre-Mer. *Bulletin des séances*. Bruxelles, 1964, n° 4, p. 632-651. — L'enclave de Mahagi. Son passé - son avenir (Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, *Bulletin des séances*, Bruxelles, n° 3, 1963, p. 682-692).

On retrouvera aussi, dans le *Bulletin des Séances* de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, plusieurs interventions faites par Paul Coppens à propos de notes ou de communications présentées à la Classe des Sciences morales et politiques. On consultera également le *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, auquel Paul Coppens apporta plusieurs contributions.

CRAUWELS (Gaston-Jan), Missionaris, martelaar van Kongolo (Walem, 29.8.1923 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Frans en Hendrickx, Bertha.

Na zijn humaniora-studies aan het missiecollege te Lier (1936-1945) trad hij in het noviciaat van de Congregatie van de H. Geest te Cellule (Fr.), waar hij in 1946 zijn eerste kloostergeloften aflegde. Hij studeerde wijsbegeerte en theologie aan het scholasticaat van de Congregatie te Leuven en werd op 8 juli 1951 tot priester gewijd. In september 1952 vertrok hij naar het apostolisch vicaariaat Kongolo in Belgisch-Kongo. Eerst was hij werkzaam te Lubunda, werd in 1956 overste van de nieuwe missie te Budi-Petshi en in 1959 te Ankoro. In augustus 1960 werden de blanke missionarissen uit Ankoro verdreven en hij werd overste benoemd van de missie te Kongolo. Met zijn jongere broer Louis was hij een van de slachtoffers van het bloedbad dat de soldaten van het Kongolees nationaal leger op 1 januari 1962 te Kongolo aanrichtten.

Lit.: Arch. Paters van de H. Geest. — De martelaars van Kongolo, Brussel 1962, p. 22-23. — Africa Christo, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Genitines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo Ier, janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre et janvier 1962. — Ag. D.I.A., 18, 24 en 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1953, p. 44. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — Eglise vivante, 1962, p. 140-144.

10 december 1975.

M. Storme.

CRAUWELS (Louis), Missionaris, martelaar van Kongolo (Walem, 23.12.1927 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Frans en Hendrickx, Bertha.

Na zijn humaniora-studies aan het H. Geestcollege te Lier (1938-1948) trad hij in

het noviciaat van de Congregatie van de H. Geest te Cellule (Fr.) waar hij in 1949 zijn eerste religieuze geloften uitsprak. Hij studeerde wijsbegeerte en theologie aan het scholasticaat te Leuven en op 11 juli 1954 werd hij tot priester gewijd. Hij vertrok op 3 juni 1956 naar Belgisch-Kongo, bestemd voor het apostolisch vicariaat Kongolo, waar zijn oudere broer Gaston reeds werkzaam was. Hij was eerst leraar aan het klein seminarie te Kongolo, daarna bestuurder van de lagere school en van het jeugdapostolaat in de parochie van het H. Hart van Maria. Op 1 januari 1962 werd hij met zijn broer en 18 andere confraters door de soldaten van het Kongolees nationaal leger vermoord.

M. Storme.
10 decembre 1975.

Lit.: Arch. Paters van de H. Geest. — De marlaren van Kongolo, Brussel 1962, p. 22-23. — Africa Christo, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo Ier, janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Agence D.I.A., 18, 24 en 25.1.1962. — Eglise vivante, 1962, p. 140-144. — Kerk en Missie, 1957, p. 45. — Missiejaarboeken van België, 1957-1961.

CROISIER (Louis-John), Chef mécanicien à la Compagnie du Kasai (Ballens-Vaud en Suisse, 17.4.1886 - Bruxelles, 30.3.1970). Fils d'Octave et d'Anckemann, Eugénie; épouse Rothen, Anne, à Bandundu le 30.3.1922.

Louis Croisier fit des études de mécanicien et obtint le diplôme fédéral suisse de constructions navales.

Il fut engagé en juillet 1910 par la Compagnie du Kasai et toute la suite de sa carrière se déroula au Congo pour la même société.

Fin de terme en mai 1913, il repartit à la fin de la même année et effectua consécutivement sept termes de séjour à Dima.

Dima, sur le Kasai, un peu en amont de l'embouchure du Kwango était son œuvre. A son arrivée, c'était un petit poste secondaire; il en fit le poste le plus important de la Compagnie du Kasai, dans cette région.

Il le pourvut d'une installation et d'une centrale électrique, il y construisit une importante scierie, des maisons d'habitation pour Européens et indigènes et des entrepôts pour la société. Il équipa le poste d'installations frigorifiques, ce qui était un facteur de confort important en un endroit relativement isolé.

Il érigea également plusieurs huileries dans différents postes de brousse, gérés par la Compagnie du Kasai.

Il développa fortement l'atelier de réparation des bateaux et en fit un chantier naval capable de remonter, de réparer et d'entretenir tous les bateaux de la Compagnie; on y construisit aussi quelques petites barges. Son activité ne se limita pas aux seuls bateaux de sa société, mais il arriva souvent qu'il réparât ou entretint des bateaux des missions et, même, de l'Etat.

Dima était d'ailleurs le seul endroit outillé au Kasai pour la réparation et l'entretien des bateaux.

Cet excellent serviteur avait été nommé chef de service dès 1913; en mai 1935, à l'issue de son septième terme, il pouvait regarder avec fierté, l'œuvre qu'il avait accomplie au Kasai et, en particulier, le poste de Dima. Il prit alors un repos bien mérité et s'éteignit à Bruxelles le 30 mars 1970.

Il était chevalier de l'Ordre de Léopold II, chevalier de l'Ordre royal du Lion et porteur des décorations industrielles de 1^{re} et de 2^e classe.

28 juillet 1975.
A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie. — Revue Congolaise Illustrée, avril 1960, p. 23.

D

DAELMAN (Leo), Missionaris van Scheut en Mijningenieur (Hofstade-Aalst, 9.10.1880 - Schilde, 14.12.1951). Zoon van Camillus en Sterck, Maria.

Na zijn humaniora studiën aan het St.-Jozefs College van Aalst en het College van Oude-

naarde, behaalde hij een licentiaat van mijn ingenieur aan de Universiteit te Leuven. Toen trad hij binnen te Scheut op 7.9.1902, legde zijn eerste geloften af op 8.9.1903, volgde de lessen van wijsbegeerte te Scheut en van godgeleerdheid te Leuven en werd priester gewijd op 14.7.1907. Hij studeerde verder voor mijn-

ingenieur aan de Universiteit te Leuven en legde zijn eindexamen af met voldoening op 24.7.1911. Kort daarna, op 14.10.1911 vertrok hij naar China met bestemming voor Oost-Mongolië. Na een jaar studie van de Chinees taal, zonden de oversten hem op apostolaat naar Shih-pa-li-t'ai en Ma-chia-tzû. Omdat hij zo bekwaam was in de architectuur werd hij belast met het bouwen van een grote kerk te Ta-ying-tzû (Bagharin). Het werd een prachtig bouwwerk, in Gothicische stijl en was de grootste kerk van gans het bisdom. Zelfs de Canadese missionarissen van Quebec, die in 1932 deze missiepost overnamen, stonden in bewondering voor dit meesterstuk. Hij bouwde nog andere kerken zoals die van Pakou, Hai-tao-ying-tzû, enz. P. Daelman, na drie jaar (1918-1921) pastoor te zijn geweest in Lao-hu-kou, werd bestuurder van het college van Sung-shu-tsui-tzû benoemd en tevens novicemeester en rector van de Broeders van het H. Hart, een Chinese congregatie, tot in 1927. Na twintig jaar verblijf in Mongolië keerde hij naar België terug om er een jaar rust te nemen. Maar op 11.8.1933 vertrok hij opnieuw naar China, waar hij pastoor werd, eerst in Chien-ch'ang en dan in Sung-shu-tsui-tzû. De bisschop, Mgr Abels, belastte hem met het bouwen van een grote middelbare school, in Europese stijl, te Ling-yüan, een voorname stad in het centrum van het bisdom. Deze school was de grootste van gans de provincie Jê-ho. Maar vele moeilijkheden werden P. Daelman door de vreemde bezetters, de Japanners, in de weg gelegd, totdat eindelijk het gebouw voltooid werd in 1941. Doch in december van dit jaar werd Daelman geïnterneerd in Manchoukuo tot in juli 1942 en kwam naar Sung-shu-tsui-tzû weer, waar hij met huisarrest moest verblijven tot in 1945. Hij werd dan pastoor van Hsi-shan. Hier zou hij een gelukkige oude dag hebben kunnen doorbrengen hadden de communisten hem het leven niet onmogelijk gemaakt. In 1946 plunderden zij gans zijn missie leeg en eisten daarbij nog fabuleuze sommen, die hij, volgens hen, aan het volk schuldig was! Zij leidden hem, met een hoge witte hoed op zijn hoofd, om hem met schande te overladen, in verschillende dorpen rond. Hij kon vluchten, maar werd in 1947 te Ling-yüan aangehouden en met andere missionarissen in de gevangenis opgesloten. Opnieuw in het publiek door de communisten beschimppt en vernederd, werd hij in januari 1948 uit China verbannen en kwam naar

België op 1.3.1948. Daar aanvaardde hij het ambt van aalmoezenier der Zusters van de Kindsheid Jesu te Leeuwergem. In zijn laatste ziekte kwam hij over naar het rustoord C.I.C.M. te Schilde, waar hij overleed.

Publikaties: Annalen der Missionarissen van Scheut (Sparrendaal) XIX (Sparrendaal 1919), p. 105.

10 mei 1974.

[M.S.]

J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. — Pers. bezit: br. El. Sod. van 1904 tot 1951. — El. Def. 1960 en 1966. — *Nouvelles de la Congr.*, n. 14, 21. — *Chronica Congr.*, n. 20, 21, 29, 33, 57, 66, 118, 125, 136, 138, 139, 140, 142, 183. — *Mission van Scheut*, 1952, p. 38-39; Licent s.j. *Explorations II*, p. 97, 103, 120, 368. — J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegeschiedenis van Oost-Mongolië*, Deel VI, p. 413; Deel VII, p. 499; Deel VIII, p. 501; Deel IX, p. 348-349. — Streit. Bib. Mir. XIV B, 419.

DANHIER (*Georges-François-Jean-Baptiste*), Directeur de société (Flobecq, 5.7.1885 - Bruxelles, 5.8.1960). Fils de François et de De Cock, Rosalie.

Georges Danhier fit ses études secondaires à l'Athénée d'Ath; c'était un élève zélé, car il suivit en complément des cours de comptabilité qui se donnaient le dimanche matin.

Ensuite, il se rendit à l'Institut supérieur de Commerce d'Anvers où il conquit le diplôme de licencié en sciences commerciales le 1^{er} août 1907. Il était devenu un excellent polyglotte puisqu'il parlait et écrivait le français, le néerlandais, l'anglais, l'allemand et l'espagnol.

A Flobecq, il s'était lié d'amitié avec le commandant Dubreucq, le héros des campagnes contre les esclavagistes arabisés, et c'est probablement celui-ci qui est à l'origine de la vocation coloniale du jeune Danhier.

Le 28 avril 1908, il recevait une proposition d'engagement de l'Union minière du Haut-Katanga, pour partir en Afrique comme comptable adjoint. Il signa un contrat de trois ans et s'embarqua à Southampton le 4 juillet 1908. A cette époque, on gagnait le Katanga par la voie de chemin de fer de Rhodésie qui était encore en construction. Danhier passa par Bulawayo le 24 juillet et par Broken Hill le 27 du même mois. En attendant son arrivée à Kansanshi le 23 août, on envoya des porteurs à sa rencontre à Musofi.

Le terme de séjour prit cours le 1^{er} septembre 1908 à Elisabethville. Les services prestés étaient fort appréciés et, en 1909, Danhier fut

nommé secrétaire et reçut une augmentation de traitement.

Son premier terme prit fin le 1^{er} décembre 1911 et il rentra au pays pour y prendre un repos bien mérité.

Danhier signa un contrat avec l'Intertropicale-Comfina et il retourna à Elisabethville le 19 octobre 1912; il y passera deux termes de séjour et y restera toute la durée de la première guerre mondiale. Cet homme affable se dévoua pendant cette période difficile pour assurer la bonne marche des affaires qui lui étaient confiées et ses chefs reconnaissent ses mérites en le nommant directeur du siège d'Elisabethville. Le 14 février 1919, il quittait le Katanga pour retourner en Belgique.

Il n'y restera pas longtemps; en effet, on lui confia la direction de l'Agence commerciale belge à Dar-es-Salaam, plus connue sous le nom de Belbase. Il y séjournait de novembre 1919 à février 1921. En mars, il était appelé à d'autres fonctions.

Au sortir de la guerre, la flotte fluviale du Congo belge assurait difficilement les transports, car son état était déficient, les bateaux n'ayant pu être entretenus convenablement par suite de la pénurie d'approvisionnements. De plus, au même moment, le volume des exportations augmentait. Le ministre Franck se rendait compte que la Marine du Haut-Congo devait être gérée selon des méthodes commerciales et que la rigidité des règles de l'Etat convenait mal pour redresser la situation d'un organisme dont dépendait l'économie du pays. Aussi, le ministre avait voulu créer une société regroupant les principaux transports fluviaux du Congo. Mais aucun des organismes privés n'avait consenti à y participer.

Devant cette situation, le Ministre avait constitué, le 20 septembre 1920, la Société nationale des Transports fluviaux, en abrégé Sonatra. Danhier en fut nommé directeur et entra en fonction le 14 mars 1921. Sous sa direction, on mit en service, deux grands bateaux courriers, le s/w *Kigoma* et le s/s *Tabora*. Le service sur les affluents fut amélioré par la mise en ligne de sept bateaux du type *Delivrance*. Danhier fit acheter les bateaux de la Compagnie du Chemin de Fer des Grands Lacs, qui avaient servi au transport sur le bief moyen du matériel pour la construction des lignes en amont de Stanleyville.

Les bateaux nouveaux étaient commandés après adjudication, ce qui abaissait les prix et

rompait avec les méthodes en usage au temps de la Marine du Haut-Congo. C'est à cette époque aussi qu'on fit les premiers essais de remorque en flèche.

Mais tous ces efforts se heurtaiient à une sérieuse difficulté. La Sonatra n'avait qu'un seul actionnaire: l'Etat. Aussi, elle était mal armée pour lutter contre les concurrents plus habiles au point de vue commercial. Les subsides que Danhier ne cessait de réclamer à l'Etat arrivaient tardivement et étaient presque toujours amputés. Les commerçants faisaient chorus contre le transporteur défaillant.

Aussi, le Ministre Carton décida de créer, le 30 mars 1925, l'Unatra qui groupait les flottes de la Sonatra et de la Citas. Danhier assura la remise de la direction au général Olsen et resta en service au Congo jusqu'au 23 octobre 1925.

Cependant, sa carrière africaine n'était pas terminée. De janvier 1926 à décembre 1929, il assura en Afrique la direction générale de la Cominex et la Compagnie générale Est africaine.

Danhier revint définitivement en Europe en janvier 1930. Il s'associa à L. Bollen pour constituer un bureau de représentations industrielles. Il s'intéressait particulièrement à des industries créées par d'anciens coloniaux, notamment aux ateliers Vanderkelen qui fournirent les machines à vapeur de propulsion de nombreux bateaux en service au Congo.

Grâce à sa grande affabilité et à ses nombreuses relations dans le monde colonial, ses affaires connurent une honnête prospérité.

En 1958, on célébra au Cercle Africain le cinquantième anniversaire de son premier départ en Afrique, en même temps que celui de Fred Vanderlinden et de Paul Fontanas.

Danhier s'éteignit le 5 août 1960, dans l'agglomération bruxelloise.

Il était porteur de la Croix de chevalier de l'Ordre royal du Lion.

26 avril 1975.
A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie. — Lederer, A.: L'histoire de la navigation au Congo (Tervuren, 1965, p. 205-219). — Revue Congo Illustré, février 1958, p. 13).

DELEFORTRIE (Albert), Directeur général de la Banque du Congo belge (Bas-Warren-ton, 12.7.1887 - Ixelles, 5.9.1957).

Albert Delefortrie entre au service de la Banque du Congo belge en 1911. Il part la même année au Congo belge et accomplit des termes successifs jusqu'en juin 1928, notamment à Boma et à Kinshasa.

Dès 1919, il est nommé sous-directeur puis devient directeur en Afrique en 1922.

Passé en 1928 à l'Administration centrale à Bruxelles en qualité de directeur adjoint, il est promu successivement au grade de directeur en 1931 et de directeur général en 1945.

Albert Delefortrie avait été appelé en 1941 aux fonctions d'administrateur de la Banque commerciale du Congo dont il est devenu administrateur délégué en 1951.

En 1952, lors de la fusion de la Banque commerciale du Congo et de la Banque du Congo belge, il est nommé administrateur-directeur général de cette dernière.

En juillet 1955, Albert Delefortrie s'est vu conférer l'honorariat de ses fonctions de directeur général tout en continuant à exercer son mandat d'administrateur, membre du Comité de Direction de la Banque du Congo belge.

Le défunt était administrateur de la Sogechim, de la Société mobilière et immobilière congolaise et de la Banque commerciale africaine.

Depuis de nombreuses années, il siégeait au Conseil d'Administration de la Royale Entraine de coloniale.

Distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de la Couronne.

15 avril 1975.
E. van der Straeten.

DELLICOUR (*Fernand-Maurice-Marie-Joseph-Edouard*), Magistrat, Professeur et homme d'affaires (Herve, 2.3.1881 - Liège, 2.2.1968). Fils d'Alfred et de Nols Marie; époux de Merkens Paula.

Après avoir accompli ses études moyennes au petit séminaire de Saint-Trond de 1892 à 1898, Fernand Dellicour conquiert, avec la grande distinction, à l'Université de Liège, les diplômes de docteur en droit en 1903, et de licencié du degré supérieur en Sciences commerciales et consulaires en 1905, double formation dont fut largement tributaire sa carrière à la fois juridique et diplomatique.

Inscrit au Barreau de Liège, il s'embarquera bientôt pour l'Etat Indépendant du Congo, où il effectuera son premier séjour à Boma du 15 mars 1906 au 22 avril 1908 en qualité de substitut suppléant près le tribunal de première instance du Bas-Congo, attaché à la direction de la Justice, puis nommé magistrat par décret du 13 janvier 1908, comme juge suppléant au tribunal de première instance de Boma.

Au cours de son second terme, du 24 septembre 1908 au 4 mai 1911 et toujours à Boma, il assista au transfert à la Belgique de la souveraineté sur le Congo. Promu le 12 juillet 1910 juge suppléant au tribunal d'appel, il est désigné pour le Katanga, et un arrêté royal du 10 octobre 1910 le nomme procureur d'Etat près le tribunal de première instance d'Elisabethville, faisant fonction de procureur général.

Son troisième terme débute le 28 octobre 1911 pour se terminer le 3 octobre 1913, et le voit successivement, à Elisabethville, juge suppléant au tribunal d'appel (25 novembre 1911), puis substitut du procureur général près le tribunal d'appel (21 janvier 1913).

Son quatrième séjour s'ouvre le 7 avril 1914 à Elisabethville où il est désigné par mesure provisoire pour diriger le parquet.

En septembre 1915, il est mis à la disposition du Général Tombeur en qualité de conseiller juridique en Est africain allemand et d'auditeur général, fonction qu'il exercera jusqu'à l'expiration de son terme le 25 décembre 1916.

Sa cinquième période de service ouverte le 21 août 1917 à Elisabethville, voit sa nomination comme procureur général près le tribunal d'appel par arrêté royal du 13 février 1920, et se clôture le 6 mars 1920.

Le dernier terme du procureur général Fernand Dellicour au service de la Colonie va du 14 novembre 1920 au 10 juin 1923; en fin de congé, en décembre 1923, il entame les formalités pour accéder à la retraite, et sera autorisé, en 1924, à porter le titre honorifique de ses dernières fonctions.

Cette sèche nomenclature des états de service de Fernand Dellicour situe le cadre où s'épanouit sa personnalité. A Boma, bien qu'attaché à la magistrature, il exerça surtout des fonctions d'ordre administratif à la direction de la Justice. Le Congo se trouvait en butte à cette époque à une violente campagne anglo-saxonne de dénigrement. F. Dellicour

eut, notamment, pour mission de rectifier des accusations tendancieuses largement diffusées, notamment par le Consul de Grande-Bretagne.

Lorsqu'en 1910, le développement du Katanga détermina la création du tribunal d'appel d'Elisabethville, il fut chargé par le Gouvernement d'installer le parquet général, en attendant l'arrivée de Martin Rutten, son premier titulaire. Il rejoignit Elisabethville *via* l'Afrique du Sud, non sans avoir fait naufrage en vue du Cap. Il devait apporter à la jeune organisation katangaise l'expérience et les traditions acquises au sein de l'administration et de la magistrature du Bas-Congo. Il sut les adapter au milieu urbain et industriel nouveau qui naissait sous ses yeux.

Un afflux d'immigrants de toutes races et nationalités bouillonnait dans les campements taillés au cœur de la maigre et désertique forêt katangaise; une société devait s'ordonner autour des autorités légales, et, notamment, la Justice: Fernand Dellicour trouva là une mission à la hauteur de ses aspirations. Sous la forme nouvelle du « raider » monté du Transvaal, il retrouvait l'ennemi de l'œuvre congolaise, déjà rencontré à Boma: il contribua à l'empêcher de nuire. Dans plusieurs de ses écrits, source précieuse de renseignements sur cette époque de pionniers, Fernand Dellicour décrit les problèmes posés alors à la magistrature.

Le premier conflit mondial devait éclater au début de son quatrième terme. Choisi au sein de la magistrature pour seconder le général Tombeur, ce n'est qu'au prix d'un voyage pénible qu'il rejoignit le quartier général de la Force publique en Afrique orientale allemande; homme à tout faire des bureaux civils de l'armée, il rendit des services inappréciables dans les négociations diplomatiques, la direction de la justice militaire et l'organisation des territoires occupés. En novembre 1916, il rédigea un rapport remarquable sur les violations de la convention de La Haye commises par les Allemands.

Revenu à Elisabethville, il seconde puis remplaça son chef Martin Rutten au parquet général. Ses qualités foncières, dans une région stabilisée mais en pleine expansion, devaient apparaître: son esprit juridique sûr et scrupuleux, ayant le souci de la défense de l'ordre public mais aussi de la modération dans la répression, son ouverture aux problèmes de la vie sociale ambiante et sa prise de ses responsabilités dans la défense de la conscience hu-

maine et des intérêts généraux à longue échéance. Aussi fut-il chargé plus d'une fois, par la présidence de commissions officielles diverses, de missions bien étrangères à ses fonctions propres.

Il s'était marié avec dame Paula Merkens, et fut bientôt père de deux fils.

Les fonctions de chef de cabinet du Ministre des Colonies baron Henri Carton de Tournai qu'il exerça de mars 1924 à mai 1926, lui ménagèrent une époque de transition au seuil de sa nouvelle existence métropolitaine.

Celle-ci fut surtout caractérisée par une féconde carrière académique, à l'Université de Liège depuis mars 1924, où il dispensa à la Faculté de Droit les cours de Législation du Congo belge et les Notions sur les institutions des principales colonies étrangères, et à l'Ecole de commerce, les Notions sur le droit constitutionnel belge et l'Economie congolaise, et dont il sortit professeur émérite en 1951; à l'Université coloniale d'Anvers qui deviendra l'Institut universitaire des Territoires d'Outre-Mer, où depuis 1925 il donnera des cours, notamment ceux de Droit pénal congolais et d'Organisation judiciaire congolaise, dont il présidera le Conseil académique en remplacement du Dr Jérôme Rodhain depuis les 2 août 1947, pour accéder à l'émeritatem en 1952.

Il eut ainsi l'occasion de former avec honnêteté et compréhension plusieurs générations de coloniaux qui lui conservèrent leur affection et leur reconnaissance.

Cette activité professorale principale ne comblait pas son insatiable besoin de contacts humains; aussi le voit-on se dévouer en diverses directions, sans se disperser, car tout compte fait, les expériences qu'il puisait dans un domaine, se répercutaient sur un autre.

C'est ainsi qu'il fit partie de la commission des pensions civiques du Ministère des Colonies, et la présida de 1944 à 1950. Il déploya aussi une grande activité comme délégué du Gouvernement au sein de plusieurs sociétés coloniales: il fut délégué de la Colonie auprès de la Société Belgikaor (Mines d'or Belgika), de 1927 à 1949 au Comité minier de la Compagnie des Grands Lacs, administrateur de la Cotonnière coloniale (Colocoton), de la Compagnie immobilière du Congo, commissaire à la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie. Administrateur délégué en 1927 de l'Office central du Travail au Katanga, il en fut le président à partir de 1945. C'est en cette qualité de président du conseil d'admi-

nistration de l'O.C.T.K. qu'il apporta l'actif de la société en liquidation au Centre d'Etude des Problèmes sociaux indigènes à Elisabethville, fut ainsi co-fondateur en 1946 du CEPSI, et devint président du Comité permanent de ce Centre à Bruxelles. Il confia plusieurs articles au *Bulletin* de haute tenue scientifique, édité par cet organisme.

Il rejoignait par là sa participation féconde, traduite par de multiples études, à plusieurs assises du Congrès colonial et à l'Institut Royal Colonial Belge, devenu Académie royale des Sciences d'Outre-Mer dont il fut nommé le 25 juin 1931 membre titulaire de la Classe des Sciences morales et politiques pour en devenir membre honoraire le 4 mai 1956, et au sein de laquelle il présida avec autorité et enthousiasme la Commission de la Biographie coloniale belge. Il fit aussi partie de l'Institut international des Civilisations différentes. Il apportait toute son expérience à ces institutions scientifiques, tout en complétant son information par ses relations avec ses frères.

Par le truchement du Cercle royal africain, il maintenait des contacts avec les vétérans coloniaux; il fut président de leur association de 1940 à 1944 et de 1946 à 1948. En cette qualité, malgré les difficultés de la guerre, il assura la cohésion des coloniaux de Belgique, et maintint leurs sentiments patriotiques.

Il aimait évoquer les souvenirs de ses débuts en émaillant, non sans humour, les anecdotes qu'il rapportait, de réflexions originales: ces dons en firent le conférencier apprécié que l'on peut deviner à travers ses écrits, et appelé à des tribunes aussi diverses que le Jeune Barreau, la Société scientifique, l'Association des cadres ou le Cercle royal africain de Bruxelles.

Un des thèmes qu'il défendait tant par la parole que par les écrits, et il ne dédaignait pas de s'adresser à la presse quotidienne tant belge que congolaise quand il l'estimait nécessaire, est l'œuvre congolaise qu'il sentait toujours menacée par ses contempteurs, aux masques variables si le but de destruction demeurait identique, et qu'il avait appris à connaître dès le début de sa carrière.

Ses deux fils, à leur tour, avaient entamé après le second conflit mondial, une profession coloniale. Il espéra reprendre contact avec eux et la terre congolaise lorsqu'il accepta de mettre sur pied et de présider la Commission juridique, administrative et historique

du Congrès organisé en 1950 à Elisabethville par le Comité spécial du Katanga. Il dut renoncer au dernier moment au voyage, la santé de son épouse le retenant en Europe. En 1952 et en 1953, devenu professeur émérite, il effectua enfin un long séjour à Elisabethville qui lui permit d'assister sur place aux activités fécondes d'un CEPSI qu'il avait contribué à fonder. Il ne dédaigna pas cependant des contacts plus larges et de collaborer au journal local *l'Essor du Congo*.

La perte de son épouse, une santé précaire et le chagrin que lui causèrent les événements du Congo en 1960, le contraignirent à mener une vie de plus en plus retirée; il mourut à Liège au sein de sa famille.

Distinctions honorifiques: Grand-Officier de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre royal du Lion. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Etoile de service du Congo (en or avec deux raies). — Médaille civique de 1ère classe. — Médaille des Vétérans du Congo. — Médaille commémorative des campagnes d'Afrique (1914-1918). — Officier de l'Etoile noire du Bénin.

Publications: Les Nouvelles - Droit Colonial: Droit pénal congolais (T. I, 1931, p. 209-277 = La réglementation commerciale, T. II, 1936, p. 485-510). — Rev. Jur. (Elis.): Un congrès international de droit pénal (1926, p. 38-42) = Les premières années de la cour d'appel d'Elisabethville (1939, p. 1-12). — Bull. I.R.C.B.: Le problème judiciaire au Congo belge = Le régime des dominions britanniques = Le problème financier et économique au Congo belge (1932). La réforme du droit pénal congolais = Rapports de droit privé entre indigènes et non-indigènes (1933). La conquête du Rwanda-Urundi (1935). Le régime des Indes britanniques (1936). L'égalité des droits civils dans les colonies et l'extension des tribunaux mixtes = La frontière orientale du Congo belge (1937). Un aspect du droit public et du droit administratif au Congo belge (1938). L'Afrique centrale vue par un romancier d'aventures (1939). Une vieille question = Le problème de la main-d'œuvre indigène sous son aspect international (1941). Un regard sur le problème de la colonisation = Mgr Augourd et le Congo belge (1944). Le général baron Tombeur de Tabora (1948). L'évolution du régime politique des principaux empires coloniaux (1949). Deux témoignages (1952). Rêverie sous le ciel d'Afrique (1953) (*idem* Essor du Congo 23.1.1954). — Bull. du Comité permanent du Congrès colonial belge: La petite colonisation au Congo belge (1930). Questions juridiques et sociales (1933). — Rev. Col. belge: La politique du travail pendant la guerre (1946, p. 107). Haro sur la colonisation (1946, p. 168). Le fonctionnement de la justice pénale au Congo (1946, p. 467). — CEPSI: Une initiative intéressante prise au Congo en matière sociale (n° 1, 1946, p. 69-73). Problèmes congolais (n° 6, 1948, p. 3-15; *idem* Revue des Sciences économiques). Une mise au point (n° 19, 1952, p. 115-124). — Journal des Tribunaux d'Outre-Mer: Discours à la commission juridique, administrative et historique du Congrès d'Elisabethville (1950, p. 61-62; *idem* C.S.K. 1950). Sur la peine de mort (1951, p. 165). La cour de cassation et la Colonie (1951, p. 193-194). La réforme de la justice congolaise (1952, p. 57-59). Le rôle de la justice: vérités élémentaires (1954, p. 155). Une suggestion (1956, p. 171). — Biographie coloniale belge: nombreuses notices aux T. I, II, III, IV et V. — Traité divers: La politique du travail pendant la guerre (Bruylants, 1946, Brux.). Les institutions des principales colonies étrangères (Desoer, Liège, 1949). Les institutions du Congo belge (Desoer, Liège, 1950). Propos d'un colonial belge (Wissembruch, Brux. 1957). — Publications diver-

ses: Un coup d'œil sur Elisabethville (Bul. As. Lic. Univ. Liège, juillet-octobre 1911). Le rôle de la magistrature au Congo belge (Bul. Soc. belge d'ét. et d'exp., Liège, octobre 1923). L'évolution des institutions judiciaires au Congo belge (Bul. Ass. pour le perfectionnement du matériel colonial mai 1934). Le travail obligatoire aux colonies (« Mélanges Mahaim », Liège 1935). Les carrières coloniales (Ecole coloniale, Tournai 1944).

21 mai 1972.
Jean Sohier.

Les campagnes coloniales belges 1914-1918, Brux. 1927-1932 I annexe IV. — Recueil financier Bruylants 1939 III. — Bul. Ass. Vét. Col., nov. 1939, p. 6-8. — Agence belga 2.8.47, 16.11.54, 2.3.55. — Essor du Congo, n° anniversaire mars 1953, 23.1.1954. — Pourquoi Pas? 11.1.1954 (éd. Congo). — Rev. coloniale belge, n° 249, 15.2.1956, p. 122. — Rev. congolaise illustrée (vét. col.), mars 1956, p. 4. — La Libre Belgique, 25.6.1967. — J. Vanhove, Fernand Dellicour, Bulletin Académie, 1970, p. 72-76.

DELCIERRRE (Arthur-Jean-Baptiste), Ingénieur agricole (Fontaine-l'Evêque, 28.12.1876 - Ixelles, 4.7.1952).

Ingénieur agricole de l'Institut agricole supérieur de l'Etat à Gembloux le 22 août 1900; ingénieur des Industries agricoles.

Delpierre fut parmi les premiers techniciens agricoles belges à s'engager au service de l'Etat Indépendant du Congo.

Arrivé à Boma le 10.9.1902, il fut désigné comme contrôleur forestier, et après un stage au Jardin botanique de Eala commissionné pour les zones de l'Equateur et du lac Léopold II.

Il fut l'un des premiers, avec grand enthousiasme, à entreprendre l'étude systématique de la grande forêt équatoriale et des savanes de l'Uele où nous le trouvons en 1903.

Rentré en Belgique fin 1905, il continua à s'intéresser au développement de l'Afrique centrale, et en 1928, après plusieurs missions au Congo Portugais et en Ethiopie, il entra à la Compagnie Cotonnière congolaise en qualité de conseiller technique.

Chercheur acharné et d'une haute conscience professionnelle, il participa dans une large mesure au développement agricole du Congo.

A ce titre il mérite notre admiration et notre reconnaissance.

Il était porteur de l'Etoile de Service et Chevalier de l'Ordre de Léopold II.

19 avril 1975.
Marcel Van den Abeele.

DEMANET (Victor). Sculpteur, Membre de la Commission consultative des Arts et Métiers d'art (Givet, France, 2.11.1895 - Bruxelles, 7.11.1964).

Disciple de Constantin Meunier, Demanet qui fut un artiste enthousiaste et fécond, réalisa de nombreux monuments, statues, bustes et médailles selon la facture et avec la même fougue que celui qui fut, en Belgique, le glorificateur du travail industriel. « Depuis Meunier, écrivait un critique d'art de renom, on n'a pas insufflé dans le bronze, le marbre ou le simple plâtre patiné, une telle vie aux figures, aux muscles, aux attitudes de l'ouvrier au travail. » Sa première grande œuvre s'intitula d'ailleurs *La Métallurgie* et obtint, en 1930, la médaille d'or à l'exposition de Liège.

Cependant, dans l'œuvre abondante qui suivit, il ne se confina pas dans l'industrie. Il devint, en quelque sorte, le sculpteur attitré de la dynastie. Il fit, de son propre aveu, dix-sept ou dix-huit statues du roi Albert qui s'érigent un peu partout en Belgique, en France et au Congo. Celle — célèbre — qui se dressait jusqu'en ces dernières années, face à la gare de Léopoldville, était son œuvre. Il a représenté aussi, en pied et en buste, de nombreuses fois Léopold II.

C'est surtout par ces monuments, dont plusieurs sont implantés dans des villes congolaises où il se rendit, que Demanet acquit sa réputation de sculpteur africain.

Il participa régulièrement, dès 1923, à la plupart des expositions de l'art belge à l'étranger.

Il devint lauréat de l'Académie de Belgique et fut fait Officier des Ordres de Léopold et de la Couronne et Chevalier de la Légion d'honneur.

15 mars 1976.

L. P.

DEPAEPE (Marie-Sidonie, Zuster Adonia), Zuster van Liefde van Jezus en Maria, Gent (Bellegem, 11.10.1883 - Gent, 18.12.1965). Dochter van Jules en Van Meenen, Sidonie.

Ze trad in het klooster der Zusters van Liefde te Gent in september 1905 en sprak haar eerste geloften uit op 13 december van het volgend jaar. Op 16 september 1909 vertrok ze naar Kongo, bestemd voor de Kasayi-missie. Ze verbleef eerst te Sint-Trudo bij Lusambo en vanaf 1925 te Hemptinne-Sint-Benedictus. In januari 1931 teruggekeerd naar België

voor een verdiende rustperiode, vertrok ze weer naar Hemptinne op 16 juli van hetzelfde jaar. Daarna werd ze overste te Sint-Trudo, waar ze zich verdienstelijk maakte bij de verzorging van de slaapzieken. In 1950 was ze weer voor enkele maanden in België, en een derde maal van juli tot september 1952. Dan ging ze naar Hemptinne, van waaruit ze in 1956 de nieuwe stichting Pater Damiaan voor melaatsen te Tshinyama ging leiden. In 1958 was ze weer te Hemptinne om in maart 1961 definitief Congo te verlaten. Ze overleed in het moederklooster te Gent op 18 december 1965.

Lit.: Archief Zusters van Liefde te Gent. — Janssens-Cateaux, *Les Belges au Congo*, vol. III, p. 1425. — Corman, *Annuaire des Miss. Cath. au C.B.*, 1924, p. 70. — Id., 1935, p. 143. — Van Wing-Goemé, *Annuaire des M.C. au C.B. et au R.-U.*, 1949, p. 243. — *Kerk en Missie*, 1950, p. 142; 1951, p. 33; 1952, p. 138. — *Revue Col. Belge*, 15.12.1945, p. 10.

17 december 1975.
M. Storme.

DEQUESNE (*Paul-Emile-Xavier*), Capitaine de steamer (Mons, 9.1.1868 - Ostende, 2.7.1952).

Dequesne était officier de marine et il avait été engagé en 1890 comme capitaine de steamer de 2^e classe par l'Etat Indépendant du Congo. Il partit au Congo, où il séjourna du 12 novembre 1890 au 23 juillet 1891. Il fut attaché à la station des Bangala, devenue Nouvelle-Anvers puis, actuellement, Makanza. Il avait à s'occuper du service fluvial du Congo et de l'Oubangi.

Malheureusement, sa santé ne résista pas au climat équatorial et il dut être rapatrié en Europe.

Il déceda à Ostende le 2 juillet 1952, et son enterrement eut lieu le 5 juillet en présence d'une délégation de la section du Littoral de l'Assocaiton des Vétérans coloniaux.

Il était titulaire de la Médaille commémorative du Congo.

28 juillet 1975.
A. Lederer.

Revue Congolaise Illustrée, 1.8.52, p. 39. — *La Revue Coloniale Belge*, n° 164, 1.8.52, p. 593. — Fiche signalétique de l'Académie.

DESSY (*Emile-François-Joseph*), Substitut du Procureur général près la Cour d'Appel de Léopoldville (Viesville, 12.6.1892 - Bruxelles,

5.2.1958). Epoux de Papouin, Fernande.

Emile Dessy n'avait pas loin d'avoir terminé ses études de droit lorsque la guerre vint les interrompre en 1914. Durant plus de trois ans, il vécut la vie pénible et dangereuse des tranchées. Victime d'une grave blessure, il fut réformé le 1^{er} octobre 1917.

Renvoyé à la vie civile, il fut engagé durant quelques mois au service de Brook-Hurst and Co Ltd à Chester, travail qu'il abandonnait pour présenter devant le jury central institué au Havre en 1918 l'examen de docteur en droit.

Le personnel de la colonie était à l'époque squelettique. Il s'engagea aussitôt et fut nommé, le 28 octobre 1918, magistrat à titre provisoire. Le 26 janvier 1922, il débarquait pour la première fois au Congo pour exercer ses fonctions au Parquet d'Elisabethville.

Rentré en congé en 1921, il présenta, en vue de son admission à titre définitif, une thèse sur les municipalités au Congo belge. Dans cet intéressant travail, il se livrait à une étude comparative des réalisations et des projets congolais avec les organisations similaires existant notamment en Rhodésie du Sud.

Entre-temps, il s'était marié et c'est accompagné de son épouse qu'au début de 1922 il revint au Congo.

Nommé substitut du Procureur du Roi à Elisabethville, il fut, en 1923, commissionné pour exercer la fonction de Procureur du Roi à Albertville. Titularisé en 1926, il exerça successivement ses fonctions à Albertville (1926), Elisabethville (1927) et Lusambo (1933). Le 14 août 1935, il fut promu substitut du Procureur général près la Cour d'Appel de Léopoldville, fonction qu'il exerça jusqu'à la fin de sa carrière.

De sa première carrière du moins, qui, suivant le statut applicable à l'époque aux magistrats, prenait fin après 18 ans de service effectif mais pouvait être reconduite. C'est ainsi que le 17 juin 1940, Emile Dessy, maintenu en service en raison de la guerre, commença une nouvelle carrière.

Pour faire face à l'un des problèmes nés de l'état de guerre, il fut chargé de la mise sur pied de l'organisation du séquestre des biens appartenant aux ressortissants de pays en état de belligérence avec la Belgique. Il mena à bien cette mission, assumant la direction du service des séquestres de guerre jusqu'à la fin des hostilités.

Mais le travail harrassant exigé par cette tâche, qui nécessitait notamment de nombreux déplacements à travers la colonie, l'avait sérieusement fatigué. Le 1^{er} mai 1946, il dut mettre fin à sa carrière pour raison de santé.

Sa carrière de magistrat s'était entièrement déroulée au parquet. Outre la grande expérience des populations acquise au cours de ses nombreuses inspections, il avait une solide formation juridique qu'il alliait à une réelle pondération. Dans la direction du service des séquestrés de guerre, il avait fait preuve d'un remarquable sens de l'organisation.

Sa carrière coloniale terminée, il ne devait pas rester inactif: nommé en 1949 délégué de la Colonie du Congo belge auprès de la Société internationale forestière et ministère du Congo (Forminière), il exerça ce mandat jusqu'à son décès.

Outre les distinctions que lui avaient valu ses états de service pendant la guerre 1914-1918, Emile Dessy était Commandeur de l'Ordre de Léopold II; Officier de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne; Chevalier de l'Ordre royal du Lion. Il était également titulaire de la Médaille de l'Effort de Guerre colonial, de la Médaille commémorative du Centenaire et de l'Etoile de service en or avec trois raies.

1^{er} mai 1973.
† P. Piron.

DESMET (ook De Smet, DeSmet) (*Leon*), Missionaris van Scheut in China en in de V.S. Amerika (Oudenaarde, 1.10.1870 - Constableville (N.Y.), 29.8.1926). Zoon van Augustinus en van Raes, Leonia.

L. Desmet deed zijn humaniorastudies aan het college van Oudenaarde, trad te Scheut binnen op 7.9.1889 en sprak zijn eerste geloften uit op 8.9.1890. Hij studeerde wijsbegeerte te Scheut en theologie te Leuven en werd priester gewijd op 22.7.1894. Twee maanden later, op 16.9.1894, vertrok hij naar China met bestemming voor Oost-Mongolië. Op het einde van zijn jaar voor pastoraal- en taalstudie te Sung-shu-tsui-tzû, legde hij opnieuw geloften af voor 10 jaar ditmaal en werd pastoor benoemd te K'u-lit'u, kreeg dan in 1897, een zwaardere opdracht toen hij pastoor benoemd werd te T'ung-chia-ying-tzû. Op deze plaats heerste endemisch, de dodelijke longpest, die jaarlijks epidemisch werd in de zomermaanden. L. Desmet ontbood Franse en Russische dokters naar deze in Azië verafgelegen woestijn, te midden van hoge bergen, om deze gevreesde kwaal te bestrijden. Maar

de dokters slaagden er niet in de ziekte te overmeesteren. Daardoor zag hij de bevolking van zijn missiepost jaarlijks met tientallen christenen verminderen. Daarbij brak in 1900 de Bokseropstand los, die zijn christenheid kwamen aanvallen. Met ware heldemoed verdedigde L. Desmet zijn dorp tegen de hevige aanvallen van honderden Bokers. Hij zegevierde ten slotte en redde also het leven van honderden onschuldige mensen en tevens de ganse streek van een haast onvermijdelijke uitmoording door de Bokers. De Belgische Staat erkende zijn heldendaden door hem Ridder in de Leopoldsorde te benoemen op 25.8.1901. Na 1900 streed L. Desmet nog vijf jaren tegen de steeds regelmatig weerkerende longpest. Maar stilaan voelde hij de vermoedenis van dit erg gespannen leven, dat na tien jaren zijn krachten overmeesterde en sloopte. Hij vroeg een gemakkelijkere missie en kwam terug naar K'u-li-t'u. In 1907 had hij 13 jaar gewerkt in China en ging dan over naar Noord-Amerika, als diocesaan priester. Daar gaf hij zich opnieuw met geestdrift aan het apostolaat te Long Lake, te Rostere, te Colton en eindelijk te Constableville (N.Y.) tot in 1926.

Publikaties: *Mission in China en Congo, 1898-1900*, p. 315-317; *Ib.*, 1901, p. 77-90. — *Missions en Cb. et au Congo, 1898-1900*, p. 314-317; *Ib.*, 1901, p. 76-89. — L. Desmet: Organization in Recent Work of the Catholic Missions in China (in *Journal of Race Development* (U.S.A.), III, 4, 1913, 457-466).

10 mei 1974.
[M.S.] J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. — P. De Jaegher: Catalogus Confraternitudo 127. — El. Sod. 1889-1890, 1891-1892 tot 1904. — J. Van Hecken: Doc. b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mon. Deel V, p. 377-78; Deel VI, p. 414; Deel IX, p. 371-372. — Streit: Bibl. Missionum XIII, p. 304. Streit verwart hier L. Desmet met Leon De Smedt en schrijft op naam van deze laatste de werken van L. Desmet.

DEVOS (*Heliodoor*), Missionaris van Scheut in China en bouwkundige (Meesen, 4.11.1847 - Erh-li-pan, 13.2.1887). Zoon van Fidelis en van Vanhoye, Maria-Theresia.

Zijn humaniorastudieën volgde H. Devos aan het College van Menen, die van wijsbegeerte aan het Philosophicum van Roeselare en de godgeleerdheid aan het Groot-Seminarie van Brugge. Ingetroeden te Scheut in 1868. Werd priester gewijd op 21 september 1872, sprak zijn eerste geloften uit op 22 maart 1874 en vertrok op diezelfde dag naar China. Na en-

kele maanden taalstudie, werd hij op „missie” gestuurd in Oost-Mongolië. Daar wist hij zich nuttig te maken, niet alleen door zijn intens apostolaat, maar ook door zijn talent van bouwmeester. Hij bouwde eerst een gesticht voor de H. Kindsheid en een kerk te Lao-hukou, dan een kerk te Ma-chia-tzü en eindelijk een derde te K'u-li-t'u. In deze arme woestijnstreek waren deze gebouwen als wonderen van kunst beschouwd. In de kerk van K'u-li-t'u richtte hij een monument op ter ere van Mgr Daguin, Frans Lazarist, die in deze kerk begraven ligt. In 1883 werd H. Devos in de Ordos-missie benoemd, meer dan tien dagreizen naar het westen in Mongolië. Zijn broeder, Alfons, zou daar weldra als eerste apostolische vicaris benoemd worden. H. Devos hervatte zijn apostolaat in de streek van Pao-t'ou, gans alleen, op vier tot vijf dagreizen van zijn naaste medebroeder. Zijn apostolaatsmethode was die van al de scheutisten dezer periode in China: een gesticht van de H. Kindsheid oprichten, dat stilaan moet uitgroeien tot een nieuwe missiepost. Hij slaagde erin bij de stad Pao-t'ou een lapje grond te kopen, want zich in de stad vestigen was toen nog een onmogelijke onderneming. Hij bouwde op die grond eerst een kleine woning en dan een gesticht der H. Kindsheid en tekende verder de plannen van een nieuwe missiepost met stenen kerk. Doch hij stierf er plotseling in 1887.

Ereteken: Gedenkzuil in de kerk van Meesen.

12 mei 1974.

J. Van Hecken.

[M.S.]

Arch. C.I.C.M.: brieven van P. Rutjes. — P.K. De Jaegher, Catal. Confr. n° 22. — El. Def. 1892 e.v. — Mgr. Alfons Devos: De dood van mijn broeder Helioudor (in *Annalen der H. Kindsheid* n° 237, p. 147-148). — *Précis historiques* 1887, p. 337. — Allossery: W.-VI. Missionarissen I, p. 124-125. — *Missiealbum Dekjenij leper*, E.P. Hel. Devos. — J. Van Hecken: Documentatie b. de Missiegesch. van Oost-Mongolië, Deel III, p. 246; Deel IX, p. 375-376.

DEVROEY (Egide-Jean), Ingénieur civil, Ingénieur en chef du Congo (Etterbeek, 4.5.1894 - Bruxelles, 23.8.1972). Fils de Félix et de Massart, Anglaise.

E.-J. Devroey fit ses études secondaires à l'Ecole moyenne A, puis à l'Athénée de Bruxelles. Il était inscrit en section scientifique, où il excella dans les différentes branches des mathématiques. Il n'en fut pas moins attiré par les sciences de la nature. Pendant

les jours de congé, il parcourait le pays, avec des compagnons de classe, à pied ou à bicyclette, s'intéressant à la géologie, mais aussi, et surtout, à la botanique, en digne neveu du grand botaniste, le professeur Jean Massart, frère de sa mère.

Entré en 1913 à l'Ecole polytechnique de l'Université libre de Bruxelles, il continua de briller dans le domaine des mathématiques appliquées. Survint la guerre: Egide Devroey venait à peine de terminer sa première candidature. Sans l'ombre d'une hésitation, il s'engagea comme volontaire. Affecté aux troupes du Génie, il termina la campagne à la compagnie des Pontonniers, non sans y avoir gagné la Croix de guerre avec palmes. De ses exploits, souvent héroïques, il ne souffla jamais mot et ce ne fut que par les témoignages de compagnons d'armes qu'on en put apprendre quelque écho.

La carrière coloniale

A peine libéré de ses obligations militaires, Egide Devroey reprit ses études universitaires avec acharnement et, en juillet 1920, fut proclamé ingénieur civil. Deux mois plus tard, il était engagé en qualité d'ingénieur adjoint des Ponts et Chaussées au Congo belge, où il allait accomplir six termes jusqu'en février 1938. Il arriva au Katanga avec sa cousine, Jacqueline Dardenne, qu'il avait épousée à Etterbeek le 5 avril 1919.

En Afrique, il gravit rapidement les échelons: ingénieur de 2^e classe (1.1.1922); ingénieur de 1^e classe (1.7.1923); ingénieur principal (1.1.1926); ingénieur provincial (1.7.1927); ingénieur en chef-adjoint (14.2.1929); ingénieur en chef de la Colonie (8.11.1932). Au cours de ses 4 premiers termes — jusqu'au 24 juillet 1930 —, il dirigea le Service provincial des Travaux publics du Katanga, où il se consacra plus spécialement à l'assainissement et à l'équipement sanitaire d'Elisabethville: lutte antimalariaire, distribution d'eau, réseau d'égouts, épuration des eaux résiduaires.

C'est à Egide Devroey, qu'Elisabethville — aujourd'hui Lubumbashi — doit sa parure de jacarandas, dont les pétales mauves forment, en septembre, un harmonieux contraste avec la rouge latérite des chaussées. L'idée lui en était venue au cours d'une de ses missions en Afrique du Sud, lorsque l'ingénieur municipal de Prétoria lui fit admirer les jardins, en terrasses, du Government House et les magnifi-

ques jacarandas qui bordaient certaines avenues. Dès son retour à Elisabethville, il mit tout en œuvre pour orner de ces arbres les principales artères du chef-lieu du Katanga, à commencer par l'avenue de Tabora qui menait à la cathédrale alors en voie d'achèvement.

Egide Devroey s'intéressa aussi très vivement aux problèmes des voies de communications en Afrique centrale. Mettant à profit un retour de congé, il décida de rejoindre Elisabethville au cours d'une randonnée qu'il accomplit avec son ami Edmond Bourgeois, et qui constitua, véritable exploit sportif pour l'époque, la première liaison, par automobile, entre l'embouchure du Congo et le Katanga, via Luanda, Benguela, Luacanjo, Luashi et Likasi. Partis de Santo Antonio-do-Zaire le 2 juillet 1927, ils arrivèrent le 20 du même mois à Elisabethville, après un parcours de 3 886 km, dont 2 943 en Angola. La même année, Egide Devroey fonda l'Automobile-Club du Katanga, dont il fut nommé membre d'honneur le 23 août 1928.

Deux mois plus tard, il fut appelé au siège du Gouvernement local à Boma, puis à Léopoldville où il assura, jusqu'en 1938, la direction générale des Travaux publics de la Colonie. Dans ces hautes fonctions, il attacha toujours une particulière importance aux questions suivantes: coordination du réseau routier; sécurité de la navigation aérienne; études hydrographiques; approfondissement du chemin de navigation du bief maritime du fleuve Congo; télécommunications, Léopoldville-Bruxelles par antenne dirigée (BEAM); liaison téléphonique aérienne Léopoldville-Brazzaville; réorganisation du Service des Travaux publics et amélioration de la situation des ingénieurs.

C'est à son initiative que fut publié à Kalina, en 1936, *L'Aide-mémoire des Travaux publics (voies de communications)*, dont une 2^e édition parut en 1950. Les résultats obtenus sous sa direction furent très favorablement appréciés, non seulement par les Autorités locales et le Département des Colonies, mais aussi par les milieux scientifiques spécialisés, comme en témoignent deux articles publiés dans la *Revue universelle des Mines*, en avril 1939 et en août-septembre 1940.

Notons enfin qu'au cours de sa carrière coloniale, Egide Devroey fut chargé de plusieurs missions en Afrique du Sud et dans différents pays africains. Depuis 1920, il faisait partie

des cadres de réserve de la Force publique, dont il fut nommé major par ordonnance du 14 février 1930.

Rentré définitivement en Belgique en mars 1938, il eut l'honneur d'être reçu par le roi Léopold III, au Palais de Bruxelles, le 25 du dit mois. Le 4 novembre, il fut autorisé, par arrêté royal, à porter le titre d'ingénieur en chef honoraire du Congo belge.

L'ingénieur-conseil

Dès son retour d'Afrique, Egide Devroey exerça la profession d'ingénieur-conseil et prit une part active aux travaux de l'Association des Ingénieurs sortis de l'Ecole polytechnique de Bruxelles, dont il assuma la présidence de 1939 à 1943. En 1938, il fut attaché, comme conseiller technique, au Département des Colonies. A ce titre, il organisa la journée consacrée à la navigation et à l'hydrographie coloniales au Congrès de l'Association française pour l'Avancement des Sciences (A.F.A.S.), tenue à Liège le 22 juillet 1939, à l'occasion de la Grande Saison internationale de l'Eau.

Après la guerre, toujours en sa qualité de conseiller technique du Ministre des Colonies, il assista à Caracas (Vénézuéla), du 2 au 12 décembre 1947, à la première réunion internationale qu'organisèrent les Nations Unies sur le problème du logement en zone tropicale. A son retour, il fit une communication à la tribune de l'Institut royal colonial belge et remit au professeur Joseph Van Riel une importante documentation sur la lutte antimalaria, qui avait été recueillie par le Dr Arnaldo Gabaldon, chef de la division malariologie du Vénézuéla.

C'est encore à Egide Devroey que fit appel le Ministre des Colonies pour assumer la direction du Comité hydrographique du Bassin congolais (HYDROCONGO), créé par l'arrêté royal du 1^{er} mars 1950, et dont la mission était de...

réunir, coordonner, compléter et diffuser les données relatives au régime des cours d'eau et des lacs du bassin du Congo, en vue d'en étudier l'application à l'amélioration et à l'extension de la navigation.

Jusqu'en 1959 furent ainsi publiés, par les soins d'Egide Devroey, administrateur du Comité, 11 *Annuaires hydrologiques du Congo et du Ruanda-Urundi*, et ce grâce à des centaines de collaborateurs européens et congolais qui contribuèrent à rassembler et à mettre en œuvre les éléments de base. De l'avis des spé-

cialistes les plus qualifiés du monde entier, la documentation réunie dans ces *Annuaires* constitue une source d'informations sans précédent dans le domaine de l'hydrologie tropicale. Certaines observations, et plus particulièrement les lectures limnimétriques journalières du fleuve à Léopoldville, s'étendent en effet sur une période ininterrompue de 58 années! Aussi la déception et l'amertume d'Egide Devroey fut-elle grande lorsque, par une lettre laconique du 30 juin 1960, le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi lui notifia la suppression pure et simple du Comité hydrographique en vertu d'un arrêté royal de dissolution, en date du 21 juin 1960 et dont l'administrateur du Comité n'eut d'ailleurs jamais connaissance...

Toujours en sa qualité de conseiller technique du Ministre des Colonies, Egide Devroey prit une part prépondérante dans la direction de l'Institut national d'études pour le développement du Bas-Congo, créé, à l'initiative d'Auguste Buisseret, par l'arrêté royal du 4 décembre 1957. Il fut nommé secrétaire général de ce nouvel organisme, mieux connu sous la dénomination INGA, nom du site où devait être construit un barrage dans le cours inférieur du fleuve Congo pour assurer ainsi l'équipement hydroélectrique et industriel de cette région vitale. L'action qu'il exerça dans cet Institut fut, comme partout ailleurs, marquée au sceau de sa haute compétence et de son dynamisme persuasif. La tâche n'était cependant pas aisée. Avec l'éventuelle collaboration d'institutions publiques ou privées spécialisées, il fallait étudier:

— L'ensemble de l'équipement hydroélectrique du site d'Inga, y compris l'infrastructure nécessaire;

— Le mode de financement des travaux d'équipement du site;

— Les possibilités économiques d'utilisation du courant électrique;

— Les problèmes connexes, notamment les problèmes démographiques, sociaux, ainsi que ceux d'urbanisme et de transport.

Malheureusement, ce vaste projet dont les premières esquisses avaient été tracées entre les deux guerres, ne put être mené à son terme par suite des événements qui précédèrent et suivirent l'accession du Congo à l'indépendance, le 30 juin 1960. La République du Zaïre pourra, espérons-le, le réaliser entièrement pour le plus grand profit de son économie. Déjà le 24 novembre 1972, le président

Mobutu Sese Seko a inauguré le barrage de Shongo (INGA I), qui n'est, avec ses 300 000 kW, que la première étape d'un gigantesque programme, prévoyant graduellement la construction d'autres équipements dont la puissance globale atteindra 30 millions de kWh.
[14]

A l'Université libre de Bruxelles

Sorti de l'U.L.B. en juillet 1920, Egide Devroey resta, pendant toute sa carrière en relations suivies avec ses maîtres et camarades d'études. En 1939-40, il fut membre du Conseil d'administration de l'Union des Anciens Etudiants de l'U.L.B.; il devait le redevenir en 1944-1948, pour en être vice-président en 1948-1950. Mais c'est pendant la guerre 1940-1945, qu'il rendit d'éminents services à l'Alma Mater bruxelloise, à laquelle il marqua son attachement et son dévouement par des actes courageux. Le Conseil d'Administration de l'U.L.B., ayant refusé les exigences de l'occupant, décida, le 24 novembre 1941, de suspendre les cours. C'est alors qu'Egide Devroey constituva une équipe d'amis de l'Université, qui aidèrent celle-ci péuniairement et se chargèrent d'assurer le paiement des membres du personnel. Au lendemain de la libération, l'U.L.B. lui manifesta sa reconnaissance pour sa courageuse action clandestine en le nommant membre permanent du Conseil d'Administration et du Bureau. Il fut aussi délégué du Conseil au Bureau de l'Institut du Travail. Bien plus, sur la proposition de l'Université et à la demande de la Commission de la Reconnaissance nationale, le Ministre de l'Intérieur lui accorda, en 1954, la Croix civique de 1^{er} classe en raison de son comportement patriote pendant la guerre et notamment pour avoir aidé l'U.L.B. à surmonter les dures épreuves de l'occupation ennemie.

Jusqu'au 3 octobre 1969, date de son élévation à l'honorariat, Egide Devroey développa surtout son action éclairée et dynamique dans les institutions de l'U.L.B. orientées vers le tiers monde. On le vit ainsi se dévouer inlassablement comme vice-président de la Commission consultative pour l'Afrique centrale, comme membre du Comité directeur du Fonds Cassel ainsi que du Conseil d'Administration du Centre scientifique et médical de l'U.L.B. en Afrique centrale (CEMUBAC).

Il était dans la logique des choses que lorsque fut créée, en 1956, et à l'initiative du ministre Auguste Buisseret, l'Université officielle

du Congo belge à Elisabethville, Egide Devroey se soit vu confier le mandat de membre du Conseil d'Administration, et ce jusqu'à la proclamation de l'indépendance du Congo le 30 juin 1960, suivie, quelques jours plus tard, de la sécession katangaise.

A l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer

Evoquer l'activité académique d'Egide Devroey, c'est, en quelque sorte, retracer l'histoire de l'Académie.

L'Académie et l'U.L.B. furent [...], pendant un quart de siècle, mes deux captivantes mais exigeantes maîtresses concorrentes, ma passion pour elles deux ayant débuté pendant les jours sombres de l'occupation allemande et s'étant éteinte presque en même temps. Mais à toutes deux je garde une place de choix dans mon affection.

Ainsi s'exprima Egide Devroey, le 14 janvier 1970, lors de la manifestation d'hommage dont il fut l'objet après sa décision de mettre un terme à ses fonctions de Secrétaire perpétuel de l'Académie.

Mais c'était plus d'un quart de siècle, exactement 31 ans de sa vie, qu'il consacra à la « défense et à l'illustration » de l'Institut royal colonial belge (I.R.C.B.), créé par le roi Albert en 1928 et qui poursuit toujours ses activités scientifiques sous la dénomination, depuis 1959, d'*« Académie royale des Sciences d'Outre-Mer »*.

A peine rentré en Belgique à l'issue de sa féconde carrière coloniale, Egide Devroey fut, en effet, nommé, le 9 mars 1938, membre associé de l'I.R.C.B., qui était alors sous la présidence de Henri Carton de Tournai, ancien ministre des Colonies.

Dès sa nomination, Egide Devroey se révéla comme l'un des membres les plus assidus et les plus actifs de la Compagnie. Une de ses études avait déjà été présentée en 1937 à la Section des Sciences techniques sous le titre: *Note sur les études hydrographiques effectuées de 1933 à 1935 dans le Chenal [du fleuve Congo]*. L'année même de sa nomination, il présenta à ladite Section un mémoire sur *Le problème de la Lukuga, exutoire du lac Tanganyika*.

C'était le début d'une activité académique intense, qui allait durer plus de trente ans, mais qui commença, très malheureusement, à l'époque où la guerre allait s'abattre pour une seconde fois sur notre pays.

Le 31 juillet 1942, toute activité publique fut interdite au secrétaire général Edouard De Jonghe, par l'autorité militaire allemande, qui

ne lui pardonnait pas son « insubordination ». Dès le lendemain, 1^{er} août, Egide Devroey fut appelé à exercer *ad interim* les fonctions de secrétaire général, qui put toutefois continuer à prendre part aux travaux de l'Institut. Mais ce fut pour peu de temps, car l'occupant le fit emprisonner comme otage, à la citadelle de Huy, de la mi-décembre 1942 à février 1943, puis l'assigna à résidence surveillée jusqu'au 1^{er} septembre 1944, date à laquelle il fut arrêté et transféré dans un camp d'otages dans le Tyrol. Pendant toute cette période, Egide Devroey, qui avait lui-même une activité clandestine dans le cadre de l'U.L.B., et dont le fils aîné, Charles, devait mourir au camp de concentration de Buchenwald, le 18 décembre 1944, tint solidement les rênes de l'Institut qui poursuivit, en dépit d'énormes difficultés, ses activités scientifiques. Dans la séance du 22 janvier 1945, le Ministre des Colonies, Albert de Vleeschauwer, rentré de Londres, tint à remercier chaleureusement Egide Devroey pour son dévouement à la cause de l'I.R.C.B. pendant l'incarcération d'Edouard De Jonghe. Celui-ci, libéré par l'armée américaine le 30 avril 1945, exprima à son tour sa gratitude à Egide Devroey, dans la séance du 28 mai, et émit le vœu de le voir continuer sa collaboration au secrétariat général. Trois semaines plus tard, le 18 juin 1945, les Sections de l'Institut le désignèrent comme secrétaire des séances, fonctions qu'il exerça jusqu'au décès d'Edouard De Jonghe, le 8 janvier 1950.

Dans l'entre-temps, il avait été chargé du secrétariat de la Commission de la Biographie coloniale (1946), dont il fut nommé membre en 1947. Au cours de cette même année, il avait été aussi désigné comme membre de la Commission d'Ethnologie et de la Commission de Bibliographie. En 1948, il accomplit, grâce à une subvention de l'Institut, une mission d'information de deux mois aux Etats-Unis, pour y étudier l'organisation des Services hydrographiques et les réalisations en matière de travaux hydrauliques. Il eut ainsi l'occasion de visiter le Tennessee, le Mississippi, le Colorado, le Haut Missouri et la région des Grands Lacs. Son rapport fit l'objet d'un mémoire publié en 1949 par l'I.R.C.B. L'année précédente avait été publié, par ses soins vigilants, le tome I^{er} de la *Biographie coloniale belge*. Grâce à sa persévérante impulsion et à son zèle sans faille, cette publication se poursuit sous le titre actuel de *Biographie bel-*

ge d'*Outre-Mer*, et compte actuellement 7 tomes totalisant 5 029 notices.

Dix jours après le décès d'Ed. De Jonghe, la Commission administrative présidée par Alfred Moeller de Laddersous, proposa Egide Devroey, à l'unanimité de ses membres, pour prendre la succession du secrétaire général défunt. Vingt ans plus tard, le 14 janvier 1970, Egide Devroey révéla à ses Confrères, réunis en assemblée plénière pour lui rendre hommage, qu'un groupe de pression politique influent avait tenté de lui opposer d'autres candidatures, mais qu'il avait dû finalement sa nomination à l'intervention personnelle du R.P. Pierre Charles auprès du Ministre des Colonies, Pierre Wigny. Par arrêté du Régent du 8 mars 1950, Egide Devroey fut nommé secrétaire général de l'Institut royal colonial belge.

Ex officio, il devint secrétaire de la Commission administrative et ses Confrères lui confieront aussi, la même année, le mandat de secrétaire de la Commission de l'Atlas du Congo. Trois ans plus tard, il fut désigné, en outre, comme secrétaire de la Commission d'Histoire, dont il avait jeté les bases en 1952.

Vint l'année 1954 qui devait voir la commémoration du XXV^e anniversaire de l'I.R.C.B. Egide Devroey voulut que cette cérémonie soit empreinte de solennité. Aussi mit-il tout en œuvre dans ce but et la séance du 27 octobre 1954, dans la Grande Salle du Palais des Académies, fut rehaussée de la présence du roi Baudouin auquel le président de l'époque, le professeur Jérôme Rodhain remit la médaille qui avait été frappée à l'occasion de cet anniversaire. Quelques jours plus tard, Egide Devroey accompagna une délégation de l'Institut, chargée d'une mission analogue auprès de S.M. la reine Elisabeth au château de Stuyvenberg. Voulant marquer Sa haute estime envers l'I.R.C.B., le Roi sur la proposition du Ministre des Colonies, Auguste Buisseret, éleva l'Institut au rang d'Académie nationale, sous la nouvelle appellation d'*Académie royale des Sciences coloniales*. Il en résulta, pour Egide Devroey, une modification du titre de ses fonctions: le 3 juin 1955, le Roi le nommait Secrétaire perpétuel de la nouvelle Académie.

Tout en animant plus que jamais les activités de la nouvelle Compagnie, tant dans l'organisation des séances de Classes et de Commissions que par la publication du *Bulletin*, des *Mémoires*, des fascicules de l'*Atlas du Congo*, et des volumes de la *Biographie colo-*

niale, Egide Devroey se souciait de conférer à l'Institution un prestige international, et ce surtout grâce à des relations d'échange avec de très nombreuses organisations, établissements scientifiques ou de haut enseignement du monde entier.

Il voulut aussi que la Compagnie soit considérée, par les autorités gouvernementales, comme une institution académique à part entière et que ses membres soient eux-mêmes conscients du rôle éminent qu'ils avaient à jouer dans la vie scientifique du pays. Aussi présenta-t-il, en 1955 et en 1957, deux importantes communications intitulées: *Méditations sur une consécration académique* (1) et *Rapport sur la mission et les activités de l'A.R.S.C.* ainsi que la place qu'elle devrait occuper dans le cadre des institutions scientifiques du pays (2).

Mais, à cette époque les prodromes de l'émancipation congolaise commençaient à se manifester. Dès ce moment, Egide Devroey décida de mettre tout en œuvre pour assurer la survie de l'institution, dont toutes les activités avaient été placées sous le signe de la recherche scientifique en Afrique centrale. Il souhaitait que dorénavant l'Académie soit une tribune où tous les problèmes scientifiques et techniques concernant les pays en voie de développement puissent être évoqués et faire l'objet de communications originales. Ses efforts furent couronnés de succès. Dès le 8 décembre 1959, un arrêté royal modifiait la dénomination de l'*Académie royale des Sciences coloniales* en *Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, pour laquelle l'année 1960 allait être décisive. Chargé de remettre un message de l'Académie aux autorités congolaises lors des cérémonies du 30 juin consacrant solennellement, à Léopoldville, et en présence de S.M. le roi Baudouin l'indépendance congolaise, Egide Devroey, y fut le témoin à la fois choqué et inquiet, de la diatribe du premier ministre Patrice Lumumba contre la colonisation belge au Congo. Rentré en Belgique dès le 2 juillet 1960, il devait suivre avec anxiété, comme chacun de nous, le déroulement des tragiques événements qui résultèrent de la mutinerie de la Force Publique, du départ précipité de la majorité des fonctionnaires et cadres européens et de la sécession katangaise. Lui qui se montrait toujours si prudent et si

(1) *Bull. A.R.S.C.*, 1955, p. 1 050-1 065.

(2) *Bull. A.R.S.C.*, 1957, p. 848-855.

réservé dans ses jugements, il ne put cacher longtemps sa profonde déception. Un texte, écrit en 1960, mais qui ne parut qu'en 1961, en porte témoignage:

... L'indépendance prématûrement octroyée à un Congo non préparé à la recevoir, a été suivie d'un exode massif qui a jeté la jeune République dans le plus indescriptible chaos. Nous assistâmes, impuissants, à l'effondrement des structures administratives, économiques, sociales et scientifiques édifiées au prix d'innombrables efforts au cours des dernières 80 années. C'en était fait de l'héritage de Léopold II et des rêves d'une communauté belgo-congolaise que les confrontations de l'Exposition universelle de Bruxelles, en 1958 — et, plus récemment, les cérémonies du 30 juin à Léopoldville pour la proclamation de l'Indépendance — avaient permis de caresser (3).

Dans cette tourmente disparurent ou furent mis pour longtemps en veilleuse la plupart des institutions scientifiques belgo-congolaises. Seuls réussirent à franchir le cap des tempêtes le Musée royal du Congo belge (devenu Musée royal d'Afrique centrale) et l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, et cela grâce au courage, au dynamisme et à la persévérande volonté de leurs dirigeants, dont les noms en cette sombre conjoncture, doivent rester à jamais associés: Lucien Cahen et Egide Devroey (4). Ce dernier, ranimant les esprits abattus et insufflant à tous un espoir que les événements semblaient pourtant devoir rendre chimérique, invita les trois Classes de l'Académie à faire des propositions concrètes tendant à réorienter leurs activités et à les adapter à la situation nouvelle. Sur la base des rapports qui furent présenté, le Secrétaire perpétuel rédigea, sous le titre *Perspectives de l'Académie* (5) une très importante note de synthèse qui fut soumise aux autorités gouvernementales.

Bien qu'avec quelque retard causé par la difficile répartition entre d'autres départements des services du Ministère des Affaires africaines, dont la suppression avait été décidée, les propositions de l'Académie furent favorablement accueillies: un arrêté royal du 17 janvier 1964 les consacra en accordant de nouveaux statuts à l'Académie, qui fut en même temps placée sous la Haute Protection Royale, ce qui détermina Egide Devroey à

(3) *Annuaire hydrologique du Congo et du Ruanda-Urundi, 1959*, Bruxelles, ARSOM, Classe des Sciences techniques, t. XIV, fasc. 1, 1961, p. 5-6.

(4) Nous n'évoquons ici que les seules institutions officielles. Dans le domaine des institutions privées, certaines réussirent aussi à poursuivre leurs activités, notamment le Centre de documentation économique et sociale africaine (CEDESA), grâce à son animateur enthousiaste le secrétaire général J.-B. Cuyvers.

(5) Bull. Académie, 1961, p. 304-344.

présenter à ses Confrères des *Réflexions académiques* (6).

Dans l'entre-temps, l'Académie avait entrepris, à l'initiative de deux de ses membres les plus éminents, M. le docteur Albert Dubois et le très regretté professeur Paul Fourmarier, de publier un bilan, aussi complet que possible, de *l'Apport scientifique de la Belgique au développement de l'Afrique centrale depuis 1885*. Sous le titre, principal et significatif, de *Livre blanc*, dont Egide Devroey fut le coordinateur vigilant, parurent en 1962 trois volumes denses qu'accepta de préfacer S.M. le roi Léopold et qui rendaient compte, avec toute l'objectivité requise en de telles matières, de l'action scientifique belge au Congo et au Ruanda-Urundi et ce dans le triple domaine des sciences morales et politiques, des sciences naturelles et médicales et des sciences techniques.

Par ailleurs, la Commission centrale de l'Atlas général du Congo ayant jugé bon, en 1962, de suspendre provisoirement ses activités, Egide Devroey en dressa le bilan des activités (7). Il en alla autrement de la Commission d'Histoire qui, en sa séance du 8 mai 1963, décida de commémorer le centième anniversaire de la mort de Léopold I^e et de l'avènement de Léopold II (décembre 1865), par la publication d'un volume groupant diverses études originales, consacrées à l'expansion nationale de 1831 à 1865. L'ouvrage parut en 1965, sous le haut patronage du Ministre de l'Education nationale (8).

Sans désespoir, la Commission d'Histoire, à laquelle E. Devroey vouait particulière dilection, mit à l'étude un nouveau projet de publication collective, qui doit paraître en 1976 à l'occasion du 100^e anniversaire de la Conférence géographique de Bruxelles.

Les dix dernières années du mandat d'E. Devroey furent assombries par les incessantes difficultés financières où se débattit l'Académie. En dépit de son obstination et de ses nombreuses démarches, le Secrétaire perpétuel ne put obtenir une augmentation du sub-

(6) Bull. Académie, 1964, p. 356-380.

(7) Les travaux de la Commission centrale de l'Atlas général du Congo (Bull. de l'Académie, 1962, p. 202-208). Notons qu'un fascicule dudit Atlas est en préparation sous le titre *Carte des transports au Zaïre* (par A. Lederer).

(8) *L'Expansion belge sous Léopold Ier (1831-1865). Recueil d'études* (Bruxelles, Académie, 1965, 818 + III pages). Préface de Guy Malengreau, président de l'Académie, introduction de Jean Stengers, président de la Commission d'Histoire de l'Académie.

side gouvernemental annuel, qui était resté identique à celui d'avant 1960, alors que les dépenses récurrentes et les frais d'impression n'avaient cessé de croître. Cette situation causa une vive amertume à E. Devroey, qui ne se fit point faute de l'évoquer inlassablement à l'occasion des rapports annuels qu'il présentait aux séances plénières d'octobre.

Il fut aussi profondément déçu de ne pas voir réaliser les propositions qu'il avait présentées au Département de l'Education nationale en vue de conférer au personnel administratif de l'Académie un statut analogue à celui des agents de l'Etat. A l'heure qu'il est, ces projets sont toujours enfouis dans les cartons ministériels...

Egide Devroey eut relativement plus de succès dans ses propositions tendant, d'une part, à rajeunir les cadres de l'Académie par la fixation d'une limite d'âge au titulariat et au mandat de Secrétaire perpétuel, d'autre part, à assurer un meilleur équilibre linguistique au sein des Classes, faute duquel l'Académie pourrait s'attendre à des difficultés de nature à mettre en péril son existence même (9). La Commission administrative leur donna forme dans un projet de nouveaux statuts qui furent soumis le 24 juin 1969 aux Départements ministériels dont dépend l'Académie. Favorablement accueillis par l'Administration, ils n'ont cependant pas encore été sanctionnés par arrêté royal.

Payant d'exemple, E. Devroey fit part à ses Confrères, à l'occasion de ses 75 ans, de sa volonté de renoncer à son mandat de secrétaire perpétuel. Un arrêté royal du 10 février 1970, prenant acte de sa décision, lui conféra le titre de secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie. Un mois plus tôt, le 14 janvier, une séance plénière avait été organisée en son honneur. Cinquante-six membres y prirent part. On y entendit des allocutions, à la fois chaleureuses et émouvantes, prononcées successivement par le Président de l'Académie, les représentants des trois Classes et la délégue du personnel administratif. Au cours de la même séance fut annoncée la création d'un « Prix Egide Devroey » instauré en témoignage de gratitude à celui dont le nom restera à jamais associé à l'histoire de l'Académie, et

qui n'aura même pas eu la joie d'assister à la première attribution de ce Prix (10).

Il mourut le 23 août 1972, à l'Institut Héger-Bordet, des suites d'un accident cardio-vasculaire. Conformément à sa volonté, son corps fut mis à la disposition de la Faculté de médecine de l'U.L.B., dernier et combien poignant hommage à sa chère *Alma Mater!*

L'homme privé

Nous avons déjà évoqué la passion que, dès son plus jeune âge, Egide Devroey manifestait pour les sciences naturelles. Cet enthousiasme ne se calma point au fil des ans, bien au contraire. Chacun de ses voyages, chacune de ses excursions, en Belgique, en Afrique ou à l'étranger étaient autant d'occasions d'herboriser ou de recueillir insectes et coquillages. Lors de la manifestation qui fut organisée en son honneur, à l'occasion de ses 65 ans, par le personnel administratif de l'Académie, le présent qu'il dut particulièrement apprécier fut sans doute une boîte de beaux spécimens de papillons africains, réunis à la diligence de notre frère Max Poll du Musée royal de l'Afrique centrale.

Cette dernière évocation nous amène tout naturellement à souligner l'attachement et le dévouement de tous ceux qui travaillèrent sous sa direction. Certes, il était très exigeant, comme il l'était d'ailleurs envers lui-même. Mais sous des dehors volontiers autoritaires et bourrus, il cachait une sensibilité qui le portait à s'intéresser aux soucis de ses collaborateurs, du grade le plus élevé jusqu'au plus humble. Il les aidait de ses conseils, de ses encouragements et s'efforçait de trouver une solution à leurs problèmes.

Mais cette émotivité naturelle restait toujours sous le contrôle de la raison. Il était en effet doué des plus hautes facultés de l'esprit: intelligence vive, mémoire prodigieuse, jugement sans faille; clairvoyance éprouvée. Quoique formé aux disciplines exigeantes des mathématiques et des sciences de l'ingénieur, il s'intéressait, en rationaliste convaincu, à tous les domaines de la vie intellectuelle. D'une curiosité d'esprit des plus aiguë, il fut un véritable humaniste, au sens plein du terme. Car

(10) Constitué par les souscriptions de 120 Confrères et sympathisants, il a une valeur de 70 000 F. Il sera attribué trois fois: en 1975, 1980 et 1985, pour l'étude d'une question pouvant contribuer à la connaissance scientifique du tiers monde.

(9) E. Devroey: Allocution et remerciements, *in: Séance plénière extraordinaire du 14 janvier 1970 (Bull. de l'Académie, 1970, p. 151)*.

outre son penchant prononcé pour les sciences naturelles, il avait aussi la passion de l'histoire, de la littérature et de l'art.

C'est ainsi que son goût pour l'évocation du passé en fit l'initiateur et l'animateur de la Commission d'Histoire de l'Académie, à laquelle il consacra beaucoup de temps et de labeur. Il écrivit lui-même des notes de caractère historique, comme en témoignent des articles intitulés *Comment Stanley devint Boula Matari* ou *Les tableaux historiques de la Grande Salle du Palais des Académies*. Dans ce dernier se reflète aussi son attirance pour les diverses manifestations de l'art, qui l'amènèrent à évoquer le *Diable au corps*, cabaret artistique bruxellois fondé en 1893 et qui disparut en 1928, et aussi à consacrer un important ouvrage au peintre Léon Dardenne (1865-1912), que publia, en 1965, le Musée royal de l'Afrique centrale.

Léon Dardenne était le beau-père d'Égide Devroey, qui avait épousé sa fille Jacqueline le 5 avril 1919 et qu'il eut la grande douleur de perdre le 7 octobre 1928, alors qu'elle n'avait que 34 ans.

De ce mariage étaient nés deux fils, Charles et Pierre. L'aîné, militant de la résistance sous l'occupation allemande, fut arrêté et mourut au camp de concentration de Buchenwald le 18 décembre 1944, à 23 ans. L'immense chagrin d'Égide Devroey fut adouci par l'affectionnée et dévouée présence d'Yvonne Bordet, qu'il épousa à Boma le 2 janvier 1930. Elle était la nièce de l'illustre Dr Jules Bordet, le savant immunologue et bactériologiste dont les travaux de renommée mondiale furent couronnés par le prix Nobel. Au cours de ses dernières années, Égide Devroey connut le bonheur — et l'art — d'être grand-père, même arrière grand-père.

Sens élevé du devoir, scrupuleuse conscience professionnelle, étonnante puissance de travail, total désintéressement, profonde bonté, parfois teintée d'humour malicieux, telles furent les qualités majeures d'Égide Devroey qui, tout libre-penseur qu'il fut, se voua à un culte: celui de l'amitié.

Décembre 1972.
† Marcel Walraet.

Distinctions honorifiques: Croix de guerre 1914-1918 (6 chevrons de front, 1 chevron de blessure). — Médaille de la Victoire (12.8.1919). — Médaille Commémorative 1914-1918. — Médaille du volontaire combattant 1914-1918 (14.2.1931). — Etoile de service en or avec deux raies (25.2.1938). — Médaille du Cinquantenaire du Congo belge (18.11.1958). — Médaille commémorative du règne de S.M. Albert Ier (17.2.1962). — Grand Officier

de l'Ordre de Léopold (15.11.1963). — Grand Officier de l'Ordre de la Couronne (8.4.1959). — Officier de l'Ordre royal du lion (14.11.1936). — Croix civique de 1^{re} Cl. 1940-1945 (13.10.1953).

Institutions scientifiques et sociétés savantes.

Outre ses mandats académiques et universitaires cités dans les pages qui précédent, Égide Devroey fut aussi membre de l'Association permanente des Congrès de navigation (membre à vie). — du Comité national de Géodésie et de Géophysique de Belgique. — de la Fondation belge pour la lutte contre la lèpre (membre fondateur). — de la Commission administrative du Patrimoine de l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique. — du Centre belge d'études économiques et sociales. — du Comité de rédaction de la revue *Zaire*. — du Conseil d'administration des Fonds Reine Elisabeth pour l'assistance médicale aux indigènes du Congo belge (FOREAMI). — du Comité permanent du Congrès national colonial. — du Centre de Documentation économique et sociale africaine (CEDESA). — du Governing Body de l'International African Institute. — de l'Institut international des sciences administratives. — de l'American Geophysical Union. — de l'Association française des techniciens et hygiénistes municipaux.

Autres organismes: Président de la Commission coloniale de l'Association des Ingénieurs sortis de l'Ecole polytechnique de l'U.L.B. (A.I.Br.). — Président du Comité colonial de l'Union des Anciens Etudiants de l'U.L.B. — Vice-président de la Commission des questions coloniales de la Fédération des Associations belges d'ingénieur (FABI). — Administrateur du Comité hydrographique du Bassin congolais (HYDROCONGO). — Membre du Conseil et du Comité de direction de l'Office des cités africaines. — Membre du Conseil supérieur d'hygiène coloniale. — Membre de la Commission des carburants, de la Commission du régime des eaux et de la Commission consultative de la cartographie coloniale du Ministère des Colonies. — Membre du Conseil de la Compagnie immobilière du Congo (IMMOCONGO). — Commissaire de la Société minière de la Tele, à la Société minière de la Lueta, à l'Union nationale des transports fluviaux (UNATRA) et au Chantier naval et industriel du Congo (CHANIC). — Membre de l'Association des journalistes périodiques belges et étrangers.

Publications de E.-J. Devroey: La bibliographie d'Égide-Jean Devroey compte 203 études consacrées principalement à des questions hydrographiques et hydrologiques, aux transports et aux travaux publics, ainsi qu'à la santé publique (eaux, logement, etc.) en Afrique centrale. De ces 203 travaux, 161, soit près de 80 % ont été publiés par l'Académie. La majorité des 42 autres ont trouvé place dans les *Annales des travaux publics de Belgique* et la *Revue universelle des mines*. La liste de ces études a été publiée dans: *Hommage à Égide-Jean Devroey, secrétaire perpétuel démissionnaire* (Séance plénière extraordinaire de l'Académie du 14.1.1970, in: *Bull. des séances de l'Académie*, 1970, 2, p. 160-169).

Sources:

Archives du personnel d'Afrique, à l'Administration générale de la coopération au développement. — Dossier biographique, aux Archives de l'Académie.

Sur les activités académiques d'E.-J. Devroey, consulter les *Tables alphabétiques générales du Bulletin des séances de l'I.R.C.B. et de l'Académie*, à savoir:

- a) Années 1930-1939 (Bruxelles, Librairie Falk Fils, Georges Campenhout Successeur, 1940, p. 24);
- b) Années 1940-1949 (*Bull. des Séances de l'I.R.C.B.*, 1950, p. 29-31);
- c) Années 1950-1959 (*Bull. des Séances de l'Académie*, 1960, p. 39-43);

Voir aussi: *Hommage à Égide-Jean Devroey, secrétaire perpétuel démissionnaire* (*Bull. des séances de l'Académie*, 1970, p. 116-170).

On consultera en outre: *Bruxelles-Universitaire*, octobre 1920. — *L'Essor du Congo*, Elisabethville, 9.6.1928. — *Le Soir*, Brux., 1.3.1936 (p. 6), 12.7.1936 (p. 2), 18.3.1937 (p. 2), 20.2.1938 (p. 7). — *L'Illustration*

congolaise, Brux., 1.10.1936 (p. 6 076-6 077). — *Bulletin de l'Union des Anciens Etudiants de l'U.L.B.*, Brux., déc. 1938 (p. 49-50). — *Recueil financier*, Brux., Brux-Lant, t. III, 1939 (p. 1 245). — *Revue universelle des Mines*, Liège, avril 1939 (p. 160-165) et août-sept. 1940 (p. 213-217). — *Revue coloniale belge*, Brux., 1.5.1947 (p. 281), 15.3.1950 (p. 203), 1.5.1952 (p. 332), 1.6.1952 (p. 420). — *La technique de l'Eau*, Brux., 15.4.1951 (p. 5). — *Pourquoi Pas? Congo*, Léopoldville, 11.3.1952 (p. 679-680). — *Revue congolaise illustrée*, Brux., sept. 1957 (p. 19-20).

DOCTE (LE) (Ernest), Commissaire de District au Congo, Major de l'Armée belge (Grand'Axe, 22.11.1880 - Tellin, 14.6.1950). Fils de Charles et de Bodson, Alice.

Ernest Le Docte était le deuxième fils d'une famille de sept enfants. Son père était propriétaire de la Sucrerie de Chastres, près de Gembloux.

C'est comme sous-lieutenant des lanciers qu'il partit en Afrique en 1910. Il déclarait: « pour faire quelque chose de ma vie, je dois partir au Congo ».

Sous-lieutenant de la Force Publique, il fut nommé lieutenant avant de passer au Service territorial où il fit carrière.

En 1913 Le Docte, administrateur territorial, est attaché à la Zone de Mongola puis au district des Bongola, où il a la mission délicate de mettre fin à des luttes intertribales.

La réussite couronna ses efforts.

La guerre contre l'Allemagne trouvant ses prolongements dans les Colonies de l'Est Africain, Ernest Le Docte est commissionné pour la durée de la guerre en qualité de capitaine de la Force Publique en février 1916. Il participa avec honneur aux opérations militaires couronnées par la victoire de Tabora.

Administrateur territorial principal en 1920 dans le district du Kivu, il devient commissaire de District adjoint avant d'être nommé commissaire de District à Stanleyville d'abord, à Bukavu ensuite.

En 1926, Ernest Le Docte avait épousé Jeanne Duvy, fille de feu Adam Duvy, conseiller à la Cour d'Appel de Liège.

Son premier fils, Jacques naîtra à Stanleyville en 1927.

Nommé major de Cavalerie en 1931, Le Docte prit sa retraite et rentra définitivement en Belgique où il mourut à Tellin, le 14 juin 1950.

Il laisse le souvenir d'un excellent fonctionnaire d'une conscience professionnelle et d'un discernement exemplaire.

Parmi ses nombreuses activités on retiendra entre autres l'établissement des premières cartes topographiques des territoires où il exerça ses fonctions.

Décorations honorifiques belges: Officier de l'Ordre de la Couronne. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Croix de guerre avec deux palmes. — Etoile de service en or avec 4 raies. — Médaille commémorative des campagnes d'Afrique. — Médaille de la Victoire et commémorative de la guerre 1914-18. — Médaille commémorative du Centenaire.

Décoration étrangère: Chevalier de 1^{re} classe de l'Ordre de l'Epée (Suède).

Septembre 1973.

[M.V.]

Jacques Le Docte.

Source: Archives du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de Coopération au développement.

DUFAYS (Emile-Auguste-Joseph), Directeur de la Justice au Congo (Remouchamps, 13.4.1887 - Liège, 28.12.1963).

Docteur en droit de l'Université de Liège, il effectue une prestation militaire de 22 mois au 14^e régiment de ligne à l'issue de laquelle il s'engage comme agent d'administration au Service du Congo.

Arrivé à Boma en juillet 1912, il est désigné pour Stanleyville où il ne tarda pas à être nommé chef de bureau.

En 1916, au cours d'un second terme il est chef de division puis promu sous-directeur des secrétariats.

Mais Dufays devait manifester l'entiérité de ses qualités dans l'application de sa science juridique.

En 1920, il est directeur de la Justice et chef du Contentieux. Sept ans plus tard le voilà conseiller juridique en chef au gouvernement général.

Ses avis sont particulièrement appréciés: sobres et clairs ils sont toujours étayés sur une documentation patiemment réunie.

L'année 1934, voit le couronnement de la carrière de Dufays: il est nommé secrétaire général assistant du gouverneur général, fonction qu'il exercera pendant 11 années, à travers la période de la guerre 1940-1945 et les problèmes particulièrement délicats qu'elle comportait.

Travailleur d'une haute conscience, Dufays après une carrière coloniale exceptionnellement longue (33 ans), avait mérité l'estime et l'admiration de ses supérieurs et des nom-

breux juristes à la formation desquels il avait largement contribué.

Il mourut à Liège le 28 décembre 1963.

De nombreuses et hautes distinctions honorifiques avaient récompensé ses mérites.

Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Commandeur de l'Ordre royal du Lion.

30 mars 1973.
M. Van den Abeele.

DUFOUR (*Georges-Auguste-Victor*), Ingénieur naval, Directeur général de la Compagnie Maritime Belge (Anderlecht, 13.7.1899 - Anvers, 3.6.1975).

Georges Dufour était né à Anderlecht. Après ses humanités, il entama les études d'ingénieur à l'Université de Bruxelles et termina ses études d'ingénieur naval à la Technische Hogeschool de Delft en 1924.

Il œuvra quelques temps déjà pendant ses études chez Van Es et au Rotterdamsche Lloyd.

En 1925, il fut engagé par le chantier naval Cockerill à Hoboken comme ingénieur des études. En cette période, l'activité de Cockerill était axée en grande partie sur le Congo. L'Unatra venait d'être créée et commandait des cargos fluviaux, des remorqueurs et des barges. À Matadi, on sortait d'une période sombre au cours de laquelle le port avait failli être engorgé. Le trafic reprenait et le volume des importations et des exportations allait en croissant. Georges Dufour participait à de nombreuses études et, notamment, à celles de nouveaux paquebots mixtes commandés par la Compagnie Maritime Belge pour la ligne du Congo.

Une nouvelle unité avait fait l'objet d'études particulièrement poussées, afin d'améliorer la qualité des transports et le confort des passagers. C'était le s/s *Léopoldville* qui fut livré à l'armement en 1930. Ce bateau était vraiment l'œuvre de Georges Dufour qui avait mis tout son cœur dans la réussite de cette nouvelle unité. Il y tenait tellement qu'il passa à la Compagnie Maritime Belge lors de la livraison du bateau.

Désormais, c'est dans cet armement que se déroula toute la suite de sa carrière. Esprit lucide et ordonné, il s'attacha dès lors à améliorer les performances des navires et à réduire

leur consommation. Il élabora les cahiers de charges des nouvelles unités et c'est à cette époque qu'il fit étudier les premières malles du Congo à moteur Diesel, alors que toutes les précédentes étaient à propulsion à vapeur.

En 1940, lors de l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes, il partit en Angleterre où il joua, à Londres, un rôle décisif dans la défense des intérêts de l'armement belge, tout en mettant la flotte à la disposition des Alliés pour participer à l'effort de guerre. On sait que la Compagnie Maritime Belge avait payé un lourd tribu au cours de cette sombre période; une vingtaine d'unités perdues et des vides cruels dans les équipages.

Au lendemain de la guerre, un immense effort de reconstruction devait être entrepris. La libération d'Anvers, le 4 septembre 1944, ne mettait pas un terme aux difficultés ni aux pertes d'unités et de personnel. Dès le 5 septembre 1944, la Compagnie entreprit la réalisation du programme qui avait été tracé par ses administrateurs. Un effort immense attendait le service technique, car, sur vingt-neuf unités que comptait la flotte en 1939, il n'en restait que sept et toutes les unités modernes avaient été perdues.

Dufour se mit avec ardeur au travail de reconstitution d'une flotte pour desservir les lignes vitales pour la vie économique de la Belgique et du Congo. Mais cet effort ne pouvait se faire dans le calme, car à partir du 13 octobre, les bombes volantes accablaient la population de la métropole.

Dufour avait réussi à faire gérer par l'armement belge, sept navires anglais, dont quatre furent cédés dans la suite et baptisés des noms de quatre capitaines qui avaient péri lors du torpillage de leur navire. Puis ce fut la gestion de sept Liberty-ships cédés par les Etats-Unis et l'acquisition de quatre Victory-ships.

En 1946, Dufour fut nommé directeur de la Compagnie Maritime Belge et il se trouvait à la tête du service technique au moment où les spécifications étaient dressées pour l'acquisition de trois nouvelles malles pour la ligne du Congo, qui devait être desservie en priorité. C'étaient les *Albertville*, *Léopoldville* et *Elisabethville*.

Dufour veillait de près aux performances des navires et faisait dépouiller minutieusement les résultats de chaque voyage. C'est lui qui est à l'origine des discussions relatives aux essais en bassin de carènes des Victory-ships

et de leurs performances en exploitation, discussions qui conduisirent à la création du Centre belge de recherches navales.

C'est également lui qui attira l'attention sur la perte de vitesse due à l'augmentation de la rugosité des coques. Des études extrêmement intéressantes, encore toujours poursuivies, ont été entreprises sur ces phénomènes. En traitant convenablement les coques de navires vétustes, il gagna un nœud de vitesse à puissance identique.

En 1950, Dufour était nommé directeur général adjoint et, en 1952, directeur général de la Compagnie Maritime Belge. C'est à cette époque qu'il fit suralimenter des moteurs à deux temps, en disposant deux soufflantes de balayage en série et qu'il fit brûler des combustibles lourds dans les moteurs Diesel. Si la chose est courante maintenant, il fallait de l'audace et du courage à l'époque pour le tenter avec des moteurs qui n'avaient pas été conçus à l'origine pour ce combustible. Ces essais furent un succès et entraînèrent de substantielles économies.

On connaît le prodigieux développement que connut la flotte belge pendant le quart de siècle qui suivit la deuxième guerre mondiale.

Dufour, qui en 1960 avait été appelé aux fonctions d'administrateur de la Compagnie Maritime Belge, en fut le grand artisan. Il veilla toujours à ce que la flotte belge fut à la pointe du progrès. Il entama une politique de modernisation permanente en revendant les bateaux avant qu'ils n'aient dix ans d'âge et en mettant en ligne de nouvelles unités dont l'exploitation était toujours plus économique.

Vers 1960, une grave décision devait être prise. L'apparition des conteneurs révolutionnait les transports maritimes. S'engager dans cette voie imposait des investissements nouveaux s'élevant à plusieurs centaines de millions. Ne pas s'y engager, risquait de se faire distancer par les concurrents. Après avoir fait étudier la question de façon approfondie, sa décision fut prise. D'abord, quelques cargos de la série des peintres (m/b *Jordaens*, m/b *Brueghel*, m/b *Teniers*, m/b *Rubens*) furent adaptés pour recevoir des conteneurs dans une partie des cales. L'essai fut concluant et, sous son impulsion, en collaboration avec des armements étrangers, la Compagnie Maritime Belge se lança résolument dans la construction d'un porte-conteneurs, le *Dart Europe*, d'une capacité de 1 556 unités.

En 1969, Georges Dufour quittait la vie active, mais il n'en suivait pas moins le développement de la technique et de l'exploitation maritime.

Georges Dufour était une personnalité éminente qui a fortement marqué la vie maritime belge.

Très apprécié de ses collègues, il fut élu à la présidence de l'Union belge des ingénieurs navals de 1955 à 1958. Tous ceux qui participèrent aux manifestations du vingt-cinquième anniversaire de cette association, conservent le souvenir de l'organisation magistrale mise sur pied par son président à cette occasion.

Georges Dufour assura, de 1961 à 1969, la présidence de l'Union des Armateurs belges et représenta celle-ci auprès de plusieurs organisations internationales.

Il était porteur de nombreuses distinctions honorifiques, belges et étrangères.

25 avril 1976.

A. Lederer.

Bibl.: Archives de la Compagnie Maritime Belge. — Compagnie Maritime Belge (Lloyd Royal) Anvers, 1895-1945. — Compagnie Maritime Belge, 1895-1970. — Annuaires de l'Union belge des ingénieurs navals.

DUPAGNE (Arthur), Sculpteur (Liège, 13.12.1895 - Woluwe-St-Pierre, 2.10.1961).

Il semble qu'on puisse considérer que Dupagne est le plus remarquable des sculpteurs belges qui ont puisé leur inspiration en Afrique. Celui en tous cas dont l'œuvre de source congolaise est la plus variée et la plus abondante.

Ayant fait dans sa ville natale des études à la fois de technique industrielle et, à l'Académie de la Cité ardente, de l'art de la statuaire, il entre en 1927 au service de la Forminière. Désigné pour la région de Tshikapa, il va pendant huit ans vivre dans un des hauts-lieux de l'art nègre.

Il exerce sur les champs diamantifères le métier pour lequel on l'a engagé, mais consacre tous ses loisirs à fréquenter les gens de la tribu Tshokwe parmi lesquels l'art de la sculpture sur bois était depuis toujours en honneur. Tandis qu'avec de simples herminettes ils taillent les bois durs des tropiques, Dupagne ne tarde pas à modeler dans la glaise les ébauches dont, de retour au pays, il fera, aux dimensions qui conviennent, des œuvres de bronze, de bois, de pierre et de marbre.

Il peut longuement observer les hommes et les femmes des milieux coutumiers dans leurs activités traditionnelles, l'effort tendu des travailleurs sur les chantiers, les divertissements et les jeux des enfants. Il note dans sa mémoire et fige dans la matière leurs attitudes et leurs gestes, leurs mouvements et leurs nonchalmences. Il étudie leurs corps dans l'harmonie de leur nudité, il s'acharne à saisir l'expression de leurs visages et de leurs réflexes. Et de surcroît, il essaie de pénétrer leur âme.

Dupagne a sculpté de nombreux bustes d'europeens célèbres, de beaux visages de jeunes blancs, de gracieux sujets de sa race. Jamais cependant ces réalisations qui sont parfois d'un grand mérite, n'ont atteint le jaillissement, la force, la vie de ses créations africaines.

C'est par celles-ci que d'emblée il atteint la notoriété lors d'une première exposition à Bruxelles en 1936. Les participations à des manifestations internationales vont dès lors se succéder, parmi lesquelles pour ne citer que les principales, celles de Paris en 1937, de Liège en 1938, de New York en 1939, de nombreuses villes belges pendant la guerre, du Vatican à plusieurs reprises, du Heysel en 1958, de Paris en 1961.

S'appliquant surtout, pendant les premières années, à des œuvres d'appartement, il va progressivement livrer des créations monumentales, dont la première est une frise en bas relief de 15 m sur 3,5 m pour la World's Fair de New York, et les dernières le monument aux porteurs de la route des caravanes dans le col de Palabala, celui des pionniers du rail à Léopoldville et la statue de Henry Morton Stanley jadis érigée au sommet du mont Léopold. Ce qui ne l'empêchera pas de composer, en des variantes multiples, des médailles et des médaillons ou des motifs décoratifs d'œuvres architecturales civiles et religieuses.

Dans les limites d'une courte biographie, il faut nécessairement procéder par de brèves et sèches énumérations. Plutôt que de les poursuivre en lassant le lecteur, mieux vaut renvoyer celui-ci à des études vivantes et illustrées qui lui permettront, surtout il va de soi lorsqu'il s'agit comme en l'occurrence d'un sculpteur, d'appréhender dans sa réalité tangible la production de celui dont on commémore le souvenir. Les deux meilleures de ces études ont pour auteur — qui s'en étonnerait — le délicieux et subtil ancien président de l'*« Association des écrivains et artistes afri-*

canistes », J.-M. Jadot. La première est une plaquette largement illustrée intitulée « Le sculpteur Dupagne ». Editée en 1947, elle situe l'artiste et son œuvre parmi les statuaires que le Congo inspira. La seconde contient la relation d'une séance d'hommage de l'Association, le 18 mars 1964, à ses deux vice-présidents défunt, dont l'un était Arthur Dupagne. Indisponibles en librairie, les deux études se trouvent à la Bibliothèque africaine de Bruxelles.

Dupagne mourut en 1961. Il devait avoir gardé la nostalgie des modèles parmi lesquels après tout il ne vécut que quelques années. Pour les avoir si obstinément et magnifiquement fait revivre, il devait les avoir beaucoup admirés et aimés.

15 mars 1976.

L.P.

DURANT (F.-J.), Docteur en médecine (Bruglette, 14.1.1805 - R.I.).

Durant avait étudié la médecine à l'Université d'Utrecht et, après l'indépendance de la Belgique, il s'engagea comme médecin militaire et fit du service dans diverses garnisons belges. Le 27 novembre 1834, le ministre de la Guerre le félicita pour sa conduite pendant les inondations de l'Escaut du 17 octobre de la même année.

En 1835, il démissionna de l'armée et il fut commissionné comme aide-chirurgien à la Marine royale le 19 mars 1842. En fait, depuis septembre 1841, il était attaché à la *British-Queen*.

Ce bateau à vapeur et à roues latérales jaugeait 2 016 tonneaux, mesurait 275 pieds (84 mètres), entre perpendiculaires et ses machines développaient 500 ch. Il avait été construit en Angleterre en 1838 et avait déjà effectué régulièrement la traversée Londres - New York en un peu moins de 16 jours; il pouvait transporter à chaque voyage 145 passagers, 900 tonnes de charbon et 930 tonnes de marchandises. Le Gouvernement belge avait fait l'acquisition de ce bâtiment dans le but de provoquer un courant commercial entre la Belgique et les Etats-Unis; malheureusement, cette opération ne se révéla pas être lucrative, car ce navire était en mauvais état.

Durant fit partie de l'état-major de la *British-Queen* pendant toute la durée de son exploitation par les Belges. Il s'agissait d'un

bateau énorme pour l'époque; il fut repris à ses propriétaires anglo-américains dans le courant du mois d'août 1841 et il fit un premier voyage d'essai en septembre. Son acquisition avait fait l'objet d'une réclame tapageuse et le Roi vint dîner à bord le 2 octobre.

Le voyage d'essai avait été dirigé par un capitaine anglais, remplacé ensuite par un belge. Le second voyage faillit mal tourner; le feu avait pris dans les cuisines peu après le retour au port d'Anvers et c'est à grand'peine qu'on parvint à maîtriser le sinistre.

Le 22 décembre 1841, le lieutenant de vaisseau Claeys prit définitivement possession du bateau pour la Belgique. L'exploitation devait commencer à la bonne saison et le premier départ pour New York était fixé au 4 mai 1842. Les passagers étaient assurés de recevoir gratuitement les soins de Durant.

Depuis le 27 mars, on préparait le départ du bateau présenté, à l'époque, comme un phénomène. Les visiteurs vinrent nombreux faire le tour du « pyroscaphe ». Les incidents ne manquèrent pas: le 14 avril, un député, qui avait subi de grandes pertes d'argent, se suicida en se jetant dans l'Escaut, du pont de la *British-Queen*. Dès le 27 avril, il fallut arrêter les visites, mais de nombreux curieux faisaient le tour du supernavire en barquette.

Le départ eut lieu à la date prévue; le chargement comportait 46 passagers, mais peu de marchandises. La traversée dura 18 jours, car le bateau avait essuyé de fortes tempêtes du 8 au 15 mai. Au cours de ces journées pénibles, il faillit heurter un iceberg dans les parages de la Terre-Neuve. Le capitaine, le second et plusieurs matelots furent blessés tant le voyage avait été mouvementé. Durant avait eu pas mal de travail. Les passagers envoyèrent une lettre de remerciements au capitaine qui les avait conduits à bon port, malgré une mer aussi démontée.

Le bateau avait subi des avaries et l'enseigne Godtschalk révéla dans une lettre qu'il avait failli briser en deux, car on avait chargé un grand poids de charbon à l'avant et à l'arrière, d'où un grand moment fléchissant dans la coque.

Le retour eut lieu à Anvers le 24 juin; la traversée avait été aussi mauvaise qu'à l'aller; comme la brume régnait dans une région où dérivaient de nombreux icebergs, les machines avaient dû être arrêtées pendant onze heures, alors que le vent soufflait en rafales. Pendant tout le voyage, la mer avait été démontée.

Après réparation des dégâts, la seconde liaison Europe-Amérique débuta le 7 juillet et l'arrivée à New York eut lieu le 27 juillet; le retour dura du 7 au 27 août. Cette fois-ci, le voyage se fit dans de bonnes conditions, mais le bateau emportait peu de passagers et encore moins de marchandises, car les industriels et les commerçants manquaient de confiance et d'esprit d'entreprise.

Au voyage suivant, dont l'aller et le retour dura du 7 septembre au 5 novembre 1842, le navire essaya encore des tempêtes violentes qui fatiguerent fortement la coque. A son retour, il devait hiverner et, pendant ce temps, subir des réparations. En fait, le bateau ne quitta plus le port et au lieu de le réparer, il fut livré à la démolition.

Le 14 janvier 1843, Durant fut désigné pour servir comme médecin à bord de la goëlette *Louise-Marie*. Ce bateau devait emporter les premiers émigrants destinés à peupler la colonie belge de Santo-Thomas de Guatémala. Cette région avait pourtant été visitée par le lieutenant de vaisseau Petit et le chirurgien Dechange, qui avaient remis des rapports défavorables à l'implantation de compatriotes dans une zone aussi insalubre; le Gouvernement avait toutefois passé outre à ces avis.

Le 16 mars 1843, la *Louise-Marie* quittait Ostende, emportant les dirigeants de cette expédition, dont l'ingénieur Simons, constructeur des premiers chemins de fer belge. L'état de santé de l'ingénieur était si mauvais qu'on dut faire déjà escale à Ténériffe pour le soigner; ce fut pourtant en vain, car il décéda peu après.

Le 7 juin, la *Louise-Marie* arrivait enfin à Santo-Thomas mais, peu après le débarquement, on constatait que le matériel expédié était insuffisant pour assurer un logement décent à ces premiers arrivants. Le climat était lourd et décourageait les pionniers qui durent attendre encore plusieurs mois l'arrivée des membres de leur famille. Durant, qui avait pu apprécier la justesse des prédictions de Petit et Dechange, était de retour à Ostende le 2 août 1843.

Deux jours auparavant, il avait été nommé chirurgien aide-major de la Marine.

Le 11 février 1847, il passait à bord de l'*Adèle* à destination de Santo-Thomas de Guatémala, puis, le 30 septembre de la même année, il était affecté à la *Louise-Marie* qui devait visiter la côte occidentale d'Afrique.

Le départ du bateau, sous les ordres de Van Haverbeke, eut lieu le 17 décembre 1847, pour arriver dans la baie de Gorée le 11 janvier 1848. C'est Durant qui fit le rapport de cette expédition; il décrivit les sites visités et, en particulier, il donna un avis sur le climat et les possibilités d'implantations des colons dans cette région. Un mois fut consacré à la visite du Rio-Nunez; le rapport médical n'était pas très favorable au séjour permanent d'Européens à la côte occidentale d'Afrique. Toutefois, étant donné l'importance du courant de marchandises, des commerçants tentaient d'établir des comptoirs dans cette région.

On sait que Van Haverbeke réussit à conclure un accord avec le chef Lamina qui céda, en toute souveraineté, au Roi des Belges, les deux rives du Rio-Nunez, accord qui ne fut jamais ratifié par le Parlement belge. Le retour au pays eut lieu le 14 mai 1848.

Après quelques voyages en mer du Nord, Durant repartait à bord de la *Louise-Marie*, le 31 décembre 1848, pour la côte occidentale d'Afrique. Au cours de ce voyage, Van Haverbeke, de concert avec les officiers français de Kerhallet et de la Tocnaye, dut entreprendre une action pour défendre les intérêts des belges établis au Rio-Nunez. Le 24 mars 1849, un combat eut lieu à Debokké, à la suite duquel Durant eut à soigner plusieurs blessés belges et français.

Le 26, alors que la *Louise-Marie* redescendait la rivière, une troupe indigène, à la solde d'un chef rebelle, mitrailla la goëlette belge. L'enseigne Dufour fut grièvement blessé au visage; il ne dut la vie sauve qu'aux bon soins prodigués par Durant.

En récompense des services rendus aux Français, le médecin belge reçut la Croix de chevalier de la Légion d'Honneur.

A cette époque, la Marine royale vivait des heures difficiles; de nombreux bateaux étaient désarmés et des officiers mis en disponibilité. Durant, malgré ses brillants états de service, ne fut rappelé en activité que le 30 novembre 1851. On lui confia le service de la station d'Anvers et celui des émigrants.

Le 30 septembre 1853, il était désigné comme médecin du nouveau brick, le *Duc de Brabant*. Avec ce navire, il retourna encore à la côte occidentale d'Afrique, au Brésil et à La Plata.

Le voyage le plus pénible fut celui qui débuta le 12 décembre 1853. Parti d'Ostende, le bateau se rendit à Santo-Thomas de Guaté-

mala; c'était pour commencer la liquidation de cette entreprise si coûteuse en vies humaines; le capitaine lieutenant Petit ramenait en Belgique les archives et quelques colons, heureux de se retrouver au pays le 13 juin 1854.

Du 30 septembre 1855 au 22 janvier 1856, Durant fit encore un voyage à bord du *Duc de Brabant* pour ramener quelques colons de Santo-Thomas.

Nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold le 21 juillet 1860, il fut mis à la retraite le 10 juillet 1862.

9 septembre 1972.

A. Lederer.

Leconte, L.: *Les ancêtres de notre Force navale* (Bruxelles, 1953).

DURME (VAN) (Jozef), Missionaris van Scheut in China, sinoloog en bouddholoog (Balegem, 14.5.1883 - St.-Laureins, 16.4.1954). Zoon van Jozef en Vanderbauw, Maria.

De Humaniora volgde hij aan het Sint-Barbara College s.j. te Gent. Trad in Scheut binnen op 7.9.1901 en legde de eerste geloften af op 8.9.1902. Hij studeerde wijsbegeerte te Scheut en godeleerdheid te Leuven. Te Scheut werd hij priester gewijd op 12.7.1907 en vertrok naar China op 14.9.1907. Na zijn degelijke taalstudie werd hij missionaris in verscheidene missieposten, waar hij zich onderscheidde door een overgrote werklust. In 1909 werd hij bestuurder van het College van Hata, maar werd in 1912 opnieuw in het apostolaat benoemd, te K'ang-ping, te Tsui-tz'u-shan en elders. Na twaalf jaar verblijf in Oost-Mongolië kwam hij naar België terug en werd professor van Chinees eerst te Scheut en te Leuven en daarna te Brussel aan het Instituut voor Hogere Chinese Studies. Hij was specialist niet alleen in het Chinees, maar ook in het bouddhisme.

Publicaties: *Mission in China en Congo* 21 (Scheut, 1909, p. 44). — *Missions en Chine et au Congo* 21 (Scheut, 1909, p. 45-46). — La notion primitive de « Dieu » en Chine, 8°, 16 p. Notes sur le lamaïsme. — La question des apports étrangers (in *Mélanges chinois et bouddhiques* I, Brussel, 1931-32, p. 263-321). — China's Taalkunde (in *Handelingen van het XIXe Vlaams Philologenkongres*, 1-3 april 1932, Gent, 1932, p. 83-84). — Met Paul Hermant: La face chinoise (in *Bull. de la Soc. belge de Géographie*, 48, Brussel, 1924, p. 84-92).

15 mei 1974.

[M.S.]

J. Van Hecken.

Brieven in pers. bezit. — P. De Jaegher. Nota's V no 79. — El. Sud. 1904 tot 1954. — El. Def. 1960, 1966. — Nouvelles de la Congrég. n. 21, 33. — Chronica

Congreg. n. 26, 144. — *Missiën v. Scheut* 1954, p. 126. — J. Van Hecken. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mong.* Deel VI, p. 46; Deel VII, p. 503; Deel IX, p. 461-462. — Streit. *B.M.* XIII, p. 723. — Id. *B.M.* XIV B, p. 479 n. 21.

DURME (VAN) (Marcel), Missionaris van Scheut in China, sinoloog (Balegem, 18.5.1888 - Hata, 21.7.1920). Zoon van Jozef en Vanderbauw, Maria.

Studeerde humaniora aan het St.-Barbara College s.j. Gent, trad binnen te Scheut op 7.9.1906 en legde de eerste geloften af op 8.9.1907. Wijsbegeerte volgde hij te Scheut en godgeleerdheid te Leuven en werd priester op 21.7.1912. Min dan twee maanden later reisde hij af naar China, waar hij zich eerst een jaar in het Chinees bekwaamde om dan op verschillende plaatsen in Oost-Mongolië, zoals te Ta-ying-tzû (Bagharin), Pei-tzû-shan-hau, te T'a-pao-le-wa, te Shan-wan-tzû en te Kung-yeh-fu in het missiewerk verdienstelijk te maken. Op al die plaatsen bestudeerde hij niet alleen de volkstaal, maar alle plaatsnamen in het ronde, de folklore en de godsdiensten. Te Hata kreeg hij een kwaadaardig gezwel dat hem op enkele dagen het leven ontnam.

Publikaties: *Les Miss. Catb.* 49 (Lyon 1917) p. 397-398; 50 (*ib.* 1918), p. 196, 397-398; 51 (*ib.* 1919), p. 338. — *Autour du décès (notes de folklore)* (in *Gedenkschr. der Mission. v. Oost-Mongolië* 1921-22, p. 23-26). — Met De Jaegher: *Chinese Sprekwoorden*, *ib.* n. 2 p. 10-47; *Chinese Raadsels*, *ib.* II, (1921-22) n. 1 p. 12-18.

15 mai 1974.

J. Van Hecken.

Brieven in pers. bezit. — Etymologische nota's over Chinese en Mongoolse woorden. — *El. Sod.* 1913. — *El. Def.* vanaf 1923. — *Nouvelles de la Congrégation* n. 14, 15, 18, 19, 40. — Licent. *Explorations I*, p. 1 213, 1 214. — *M. v. Scheut* 1920, p. 216. — J. Van Hecken. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mongolië* Deel VII, p. 503; Deel IX, 462. — Streit. *Bib. Mis.* XIV B p. 421, 479.

DYCK (VAN) (Mgr) (Lodewijk), Missionaris van Scheut in China en bisschop (Loenhout, 21.1.1862 - Sui-yüan, 4.12.1937). Zoon van Adrianus en Van den Heuvel, Maria.

Zijn humaniorastudiën volgde hij aan het Klein-Seminarie van Hoogstraten, trad te Scheut binnen in oktober 1882 en legde de eerste geloften voor 5 jaar af op 6.2.1887. Wijsbegeerte studeerde hij te Mechelen en godgeleerdheid te Scheut. Hij was professor

van wijsbegeerte te Scheut van 1885 tot 1886, na zijn priesterwijding op 30.5.1885. Op 6.2.1887 vertrok hij naar China en werd eerst professor aan het Klein-Seminarie van Sung-shu-tsui-tzû in Oost-Mongolië en werkte dan als missionaris te Pa-kou; maar zijn missie werd vernield door de Tsai-li-ti in 1891 en zijn Chinese helper, E.H. Lin Petrus, werd ter dood gebracht. Terug in België in 1895 werd L. Van Dyck socius van de novicemeester, maar in 1898 werd hij provinciaal van Oost-Mongolië benoemd en keerde naar China terug. Daar doorstond hij in 1900 een langdurige belegering van de Boksers, die soms met 20 000 man de missie Sung-shu-tsui-tzû aanvielen, maar deze werd gered door Russische troepen. In 1908 nam hij deel aan het Algemeen Kapittel der C.I.C.M. te Scheut en vertrok daarna voor de derde maal naar China. Hij vernam uit een dagblad dat hij op 15.8.1915 tot bisschop van Abbiri i.p.i. en apostolisch vicaris van Zuid-West Mongolië benoemd was. Mgr Abels, geassisteerd door Mgr Geurts C.M. en Mgr Choulet M.E.P. wijdde hem te Sung-shu-tsui-tzû tot bisschop op 23.1.1916. Mgr Van Dyck koos tot leuze: *Pax vobis*. Zes jaar bestuurde hij dit uitgestrekt apostolisch vicariaat, totdat het op 22 maart 1922, in twee verdeeld werd: een deel vormde het apostolisch vicariaat Sui-yüan, waarvan Mgr Van Dyck de apostolisch vicaris bleef en het ander deel werd het apostolisch vicariaat Ning-hsia met Mgr G. Frederix als apostolisch vicaris. Voor Mgr Van Dyck begon een lange kruisweg, want tot aan zijn dood had hij nu te strijden tegen de rovers, tegen oorlog en hongersnood, die ellende en armoede zaaiden in zijn bisdom.

Publikaties: *Missiën in China en Congo* (Scheut 1889-92) p. 170-175, 475-476, 523-524; (*ib.* 1892-95) p. 13, 14-16, 37-41, 86-87; (*ib.* 1898-1901) p. 513-516, 558-560; 13 (*ib.* 1901) p. 11-13, 13-19, 40-46, 66-69, 109-118, 152-154; 14 (*ib.* 1902) p. 208-209; 15 (*ib.* 1903) p. 58-59; 22 (*ib.* 1910) p. 268-269; 24 (*ib.* 1912) p. 276-279; *Missiën v. Scheut* 26 (*ib.* 1914) p. 21; 34 (*ib.* 1926) p. 207, 257-258; 35 (*ib.* 1927) p. 95; 36 (*ib.* 1928) p. 194-200; 39 (*ib.* 1931) p. 275-276. — *Missions en Chine et au Congo* (Scheut 1889-1892) p. 170-175, 474-475, 523-524, 566-567; (*ib.* 1892-95) p. 13, 14-16, 37-41, 86-87; (*ib.* 1898-1900) p. 513-516, 558-560; 13 (*ib.* 1901) p. 11-13, 13-19, 41-47, 67-70, 109-118, 152-154; 14 (*ib.* 1902) p. 208-209; 15 (*ib.* 1903) p. 58-59; 22 (*ib.* 1910) p. 268-269; 24 (*ib.* 1912) p. 274-277; 25 (*ib.* 1913) p. 285-286; *Missions de Scheut* 32 (*ib.* 1924) p. 283-286; 23 (*ib.* 1925) p. 10-13; 35 (*ib.* 1927) p. 41-42; 36 (*ib.* 1928) p. 230-234; 38 (*ib.* 1930) p. 265; 39 (*ib.* 1931) p. 87-88, 105. — *Annalen van Sparrendaal* 17 (Sparrendaal 1917) p. 270-273; 18 (*ib.* 1918) p. 125-127; 21 (*ib.* 1921) p. 193-197; 22 (*ib.* 1922) p. 67; 30 (*ib.* 1930) p. 4-5, 71-72, 231; 32 (*ib.* 1932) p. 308-309. — *Bulletin de l'Union Miss. du Clergé* I (Brux. 1921) p. 67. — *Le Bul. Cath. de Pékin* V

Pékin (1918) p. 140-143; X (ib. 1923) p. 308-309. — *Annalen v.d. Voortplanting des Geloofs* 86 (Brussel 1924) p. 34-36. — *De ijverige Missiebriefjes* IV (Brussel 1932) p. 79-99. — *Venite Adoremus* (Watermaal 1935) p. 277-283. — *Les Miss. Cath.* 24 (Lyon 1892) p. 38-39; 42 (ib. 1910) p. 605; 48 (ib. 1916) p. 518-519; 50 (ib. 1918) p. 122; 54 (ib. 1922) p. 89; 55 (ib. 1923) p. 308-309; 56 (ib. 1924) p. 176, 185. — *Le Miss. Catt.* 21 (Milano 1892) p. 50, 75-76, 181-183, 184-185, 351-352. — *Die kath. Missionen* 20 (Freiburg 1892) p. 62. — *Annales œuvre Ste Enfance* 70 (Paris 1918) 34-35; 80 (ib. 1929) p. 123-125, 244-249; 81 (ib. 1930) p. 11-12. — *Catholic Missions* 12 (New York 1919) p. 35-37; *Catholic Missions and Annals* 3 (ib. 1926) p. 10, 30. Arch. C.I.C.M. en br. in pers. bezit. De Jaegher, Catalogus Confr. n° 71. — *Palmaressen v. Hoogstraten*

van 1874 tot 1880. — *El. Sod. Scheut* 1888, tot 1937. — *El. Def.* 1939 e.v. — *Nouvelles de la Congrég.* n. 21, 22, 52. — *Chronica Congreg.* n. 11, 43, 52, 57, 60, 61, 63, 67, 73, 74, 77, 83, 84, 87, 96. — *Bul. Cath. de Pékin* 3 (Pékin 1916) p. 94-96. Licent s.j. — *Explorations I*, p. 1 129, 1 548. — Id. II, p. 8. — *Misсиén van Scheut* 1938, 24-25. J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegesch. van Oost-Mongolië* Deel II, p. 252; Deel IV, p. 331; Deel V, p. 379; Deel VI, p. 416; Deel VII, p. 503; Deel IX, p. 460-461. — Streit, *B.M.* XIII, p. 106-107.

15 mei 1974.

J. Van Hecken.

[M.S.]

E

EKIBONDO, Chef coutumier (Village Eki-bondo, territoire de Niangara, 1870 - 26.9.1952).

Le chef Ekibondo fut investi en 1914 à la tête de la chefferie Mangbetu du Kupa. Il exerça son pouvoir avec une autorité incontestée et étendit son influence aux chefferies voisines des Matshaga.

Sa chefferie et son village situés sur la route Niangara-Juba, étaient renommés pour la décoration des huttes en blanc, ocre et noir. Selon André Scohy, les éléments décoratifs « qui n'apparaissent aux yeux des Européens que comme des arabesques stéréotypées, représentent des armes, des animaux, des astres, et pourraient bien constituer les vestiges d'une très ancienne religion lunaire ».

7 octobre 1975.
B. Verhaegen.

EKSTRÖM (*Frans-Emil*), Zendeling (Lerbäck, Zweden, 1.4.1874 - Nganda, 30.12.1912). Zoon van Johan-Gustaf-Andersson en Svensdotter, Anna-Christina.

Hij huwde op 13 juni 1904 met Anima Kornelia Martinsdotter en vertrok op 12 april 1912 naar Kongo, in dienst van het Svenska Missionsförbundet dat in Beneden-Kongo werkzaam was. Weinige maanden na zijn aankomst in de hoofdpost Nganda (bij Luozi), overleed hij daar op 30 december 1912.

17 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Mededeling van de Zweedse ambassade te Kinshasa (1969).

EYCKHOLT (F.-J.), Officier de marine (Anvers, 20.6.1806 - Trois-Fontaines, 4.9.1854).

Le jeune Eyckholt était entré à l'Ecole militaire de Delft comme aspirant le 1^{er} septembre 1822 et devint aspirant de 1^{re} classe le 1^{er} juillet 1825.

La même année, il s'embarquait en septembre sur la frégate *Minerva* puis, le 15 février 1826, sur la corvette *Pallaiës*, qui devait faire une campagne de cinq années aux Antilles.

C'est pendant qu'Eyckholt bourlinguait en mer que la Belgique avait conquis son indépendance; aussi, de retour à Texel, le 5 février 1831, notre marin demanda et obtint démission honorable de ses fonctions à la date du 1^{er} mai et, le 11 juin 1831, il revenait à Anvers et passait dans la Marine royale avec le grade de lieutenant de vaisseau.

Avec Schockeel, dès le début de la « Campagne des dix jours », il constituait une compagnie de 120 marins pour protéger la flotte en construction à Boom, que les Hollandais avaient tenté de détruire en remontant l'Escaut.

La construction de cette flotte avait été décidée par le Régent pour la défense maritime de la côte et d'Anvers, pour la protection du commerce et pour respecter les lois de la douane. Elle comportait, notamment deux brigantins et Eyckholt reçut, le 1^{er} mai 1832, le

commandement de celui qui avait été baptisé *Quatre Journées*. Ces bateaux de construction médiocre et d'une stabilité insuffisante ne pouvaient, sans danger, quitter les eaux intérieures.

La Marine royale manquant de navires pour exercer les officiers et les équipages à leur métier, il était courant, à cette époque, de leur confier la conduite de bateaux de commerce. C'est ainsi qu'Eyckholt reçut le commandement du *Météore* de l'armateur De Lescluze père, de Bruges.

Le navire cingla vers Tunis, le 25 juillet 1835, l'armateur se trouvant à bord. Il arriva à Alger le 8 septembre et à Malte, à la fin du même mois, où il séjourna durant quelques jours.

Eyckholt dut renoncer à poursuivre sa route à Alexandrie, car il y régnait la peste et le choléra; de plus, la situation politique de l'Egypte était alors assez trouble. Au retour, il visita Tunis où il vendit, dans de bonnes conditions, les marchandises belges; il en avait emporté pour plus de 100 000 F, ce qui était énorme pour l'époque.

Eyckholt était de retour à Ostende le 3 mars 1836; mais il dut subir une quarantaine à Flessingue, avant de continuer sa route sur Anvers.

De Lescluze fut longuement reçu par Léopold I^r le 26 mars 1836 pour s'entretenir des résultats de ce voyage qui dissimulait manifestement l'intention secrète du Souverain de fonder une colonie en Afrique du Nord; mais ce projet n'eut pas de suite.

Entre-temps, Eyckholt était repassé à bord du *Quatre Journées*. Pendant trois années, il dut assumer en juin, juillet et août le service pour les pêcheurs à bord de l'*Aviso*, un cutter de 30 tonneaux de très mauvaise qualité. Ces voyages vers les îles Shetland et les îles Féroé avaient pour but de protéger les pêcheurs, de pourvoir les chalutiers de remplaçants et de ramener les malades au pays.

Malgré l'utilité des voyages pour l'expansion commerciale belge, le Gouvernement mesurait toujours chictement les budgets pour la marine. Cédant aux demandes répétées des commerçants, une goëlette de 200 tonneaux, destinée au commerce des fruits construite chez Van Gheluwe, à Bruges, fut rachetée et armée par la Marine royale. Elle fut baptisée la *Louise-Marie* et Eyckholt en reçut le commandement. Le 5 juillet, la *Louise-Marie* partait en mer du Nord vers l'Islande pour la

surveillance de la pêche. Au cours de ce voyage, à Lerwick, Eyckholt alla chercher des instructions chez Ogilvy, consul de Belgique, et il visita divers ports de pêche. Au cours du voyage, la *Louise-Marie* vint en aide à trois bateaux de pêche belges en difficulté. Le retour des îles Féroé eut lieu le 19 octobre 1840.

Mais une mission de confiance attendait Eyckholt. Un grave différend avait surgi entre l'Espagne et le Portugal au sujet de la navigation sur le Douro, et le roi Léopold I^r avait été choisi comme arbitre par les deux pays. Le major du génie Beaulieu, nommé chargé d'affaires auprès du Gouvernement portugais, devait faire connaître la décision du Roi.

Eyckholt conduisit le navire à Lisbonne; la reine Dona Maria II reçut les officiers lors de diverses réceptions en son palais, montrant ainsi sa considération pour la Belgique.

Le voyage de retour fut difficile et un mât fut emporté par une lame.

Le 25 avril 1841, Eyckholt partit avec l'*Aviso*, ce mauvais cutter d'instruction, pour les îles Féroé en vue de reprendre ces territoires pour la Belgique. On aurait pu y établir un centre de ravitaillement pour les pêcheurs et des conserveries de poissons. Malgré son intérêt, ce projet n'eut pas de suite à cause de l'incapacité et de l'étroitesse de vues des politiciens.

Le 21 avril 1841, Eyckholt était promu capitaine-lieutenant de vaisseau et, le 5 mai 1842, il passait à bord de la *British Queen* comme commissaire du gouvernement d'abord et, à partir du 3 juillet 1842, comme commandant du navire.

Ce bateau de 2016 tonneaux était équipé d'une machine à vapeur de 500 ch actionnant des roues latérales de 9,50 m de diamètre. C'était le plus grand bateau que la Belgique eut jamais possédé; il était destiné à la liaison entre Anvers et New York. Mais c'était un mauvais bateau et son exploitation fut un désastre.

Lors d'un voyage retour, terminé le 5 novembre 1847, le bateau prenait tellement eau qu'on le réfugia dans un bassin à Anvers dont il ne sortit plus jamais. Eyckholt avait réussi à conduire ce bateau à bon port, malgré les tempêtes très dures qu'il eut à essuyer.

Le 15 avril 1844, il recevait le commandement du *Schelde*, navire de commerce des armateurs Cateaux et Wattel. C'était l'époque où les officiers de la Marine royale servaient

sur les navires de commerce, car le Gouvernement accordait des subsides dérisoires pour la flotte nationale.

Le 3 mai 1844, le trois-mâts barque *Schelde* partait pour l'Extrême-Orient en faisant escale à Santa Cruz de Ténériffe, dans le détroit de la Sonde, à Singapour, à Batavia, puis en Chine où il séjourna deux mois et demi. Le médecin de bord, le docteur Dechange, avait pu pénétrer à l'intérieur du pays et réunir des collections qui furent déposées au musée d'histoire naturelle. Au retour, le *Schelde* fit escale à Manille et à l'île de Sainte-Hélène. On signale comme un fait digne d'être noté pour l'époque que tous les hommes revinrent de cette expédition. C'était dû à la sagesse d'Eyckholt et au dévouement du docteur Dechange. Le retour à Anvers avait eu lieu le 22 juin 1845, le voyage ayant duré presque quatorze mois.

Le 29 janvier 1846, Eyckholt fut désigné comme chef de service des bateaux à vapeur de l'Etat et chef de la station d'Ostende. Le gouvernement avait commandé en Angleterre,

un bâtiment appelé le *Chemin de fer belge*, destiné à créer la ligne Ostende-Douvres. Le voyage d'inauguration eut lieu le 3 mars 1847. Cette ligne connut d'emblée le succès et, le 3 août 1847, la *Ville d'Ostende* fut lancée, suivie de la *Ville de Bruges* le 21 décembre 1847.

On peut considérer qu'Eyckholt fut le premier directeur de cette ligne, si l'on excepte le directeur général Lahure qui voulait tout régenter de son bureau de Bruxelles et qui fut une réelle nuisance pour le développement de la marine belge.

Des raisons de santé obligèrent Eyckholt à demander sa mise en disponibilité le 21 novembre 1853, et il mourut moins d'un an après.

Il était chevalier de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de Notre-Dame de la Concepcion de Villa Viciosa.

2 septembre 1974.

A. Lederer.

Leconte, L.: Les ancêtres de notre Force navale.

F

FEYERICK (Guy-Jacques), Administrateur délégué de la Banque du Congo belge (Gent, 17.5.1903 - Bruxelles, 27.3.1965). Fils de Léon et de Mathilde de Kerchove de Denterghem. Epoux de Nevejan, Yvonne.

Ses qualités d'esprit, de cœur et de caractère étaient également exceptionnelles, parmi lesquelles primait peut-être, hors pair, une inflexible et presque austère droiture.

Des ses études de droit, menées brillamment dans sa ville natale, Guy Feyenick s'était déjà acquis une solide réputation de correction et de sens du « fair play », alors qu'avec talent il représentait la Belgique dans les compétitions internationales de hockey. Son amitié avec le soussigné trouve ses racines dans ce déjà lointain passé.

Docteur en droit, il choisit la carrière financière. En 1932, il est secrétaire général adjoint de la Banque du Congo belge, alors également banque d'émission.

Sept ans plus tard, sa puissance de travail, la clarté de ses vues, la netteté sans bavure de

ses décisions ont attiré sur lui l'attention et il accède alors au Secrétariat général de cette Banque. Ses mérites et ses responsabilités se confirment avec les années. Administrateur délégué de la B.C.B. en 1948, il en devient le vice-président administrateur délégué en 1957, pour occuper finalement le 1^{er} août 1963 la présidence de ce qui était entre-temps devenu la Banque du Congo. Il est en pleine activité, dans les contingences difficiles que l'on imagine, lorsqu'une mort prématurée l'emporte, alors qu'il n'a pas encore soixante-deux ans.

A diverses reprises, il avait apporté une contribution déterminante à la croissance de l'institution à laquelle il se dévouait et, notamment, lors de la conversion partielle des activités de celle-ci, au moment où a pris fin en 1952 son privilège d'émission.

Innombrables sont les autres entreprises qui avaient eu recours à son autorité, à son jugement, à son intransigeante loyauté.

A sa création, la Banque belgo-congolaise l'avait appelé à sa vice-présidence. Il présidait la Société mobilière et immobilière congolaise,

était membre du Comité de Direction de la Cominière, administrateur ou commissaire à maintes autres sociétés. Il avait assumé aussi la présidence de l'Association congolaise des Banques. Au jour de sa mort, d'autre part, il jouait encore un rôle important en qualité de vice-président du Comité d'études et de coordination de la F.E.C.: Fédération des Associations d'entreprises du Congo.

Mais son incessant labeur professionnel ne l'empêchait pas par ailleurs de suivre son penchant naturel pour l'action philanthropique et sociale. C'est ainsi qu'on le retrouve président de la Croix-Rouge du Congo, administrateur de l'Institut de Médecine tropicale Prince Léopold, d'Anvers, administrateur de la Fondation Père Damien contre la Lèpre, et aussi des Centres expérimentaux de Formation et d'Action rurales de la FULREAC.

Un souvenir particulier illustre ce trait de son caractère.

Quelques jours après la proclamation de l'indépendance congolaise, il est bloqué pour quelques semaines à Usumbura par le flot immense et lamentable des réfugiés qui convergent de toutes les provinces en révolte vers cette ultime cité-havre belge en Afrique centrale. Le lendemain même de son arrivée, il est déjà le créateur et animateur d'un Fonds privé de solidarité considérable, qu'il est presque seul à faire généreusement alimenter de toutes parts, et qui permet le financement complémentaire immédiat des innombrables dépenses imprévues d'accueil, hébergement, secours de toutes sortes, requises par la situation.

Il faut avoir vu Guy Feyerick, impavide, efficace et infatigable, dans de telles circonstances pour connaître la pleine mesure de son génie d'organisation et de sa richesse de cœur.

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

FINANT (Jean-Pierre ou Jean-Emmanuel), Homme politique zairois (Bondo, 22.4.1922 - Mbuji-Mayi, février 1961).

Né d'une mère Zande du territoire de Bondo dans le district du Bas-Uele et d'un père belge, Finant fit six années d'études primaires et quatre années d'études moyennes à l'Ecole des Frères Maristes à Buta. Il compléta sa formation pendant un an à l'Ecole officielle des Télécommunications à Kinshasa. Il fut en-

gagé au service des télécommunications à Kisangani, et demeura en fonction jusqu'en 1960. Il était président de l'Association du personnel des Télécommunications.

Finant était marié et père de cinq enfants.

Il commença sa carrière politique en tant que conseiller communal de la commune de Mangobo en 1959. Il adhéra au M.N.C. de Lumumba et devint premier vice-président provincial du parti dont Joseph Kasongo était le président. En janvier-février 1960, il siégea à la Table Ronde politique de Bruxelles dans la délégation du M.N.C.-Lumumba. En mars 1960, il devint un des trois membres congolais du Collège exécutif provincial, présidé par le gouverneur de province P. Leroy.

Aux élections de mai 1960, il fut élu conseiller provincial pour le territoire de Bondo dont il était originaire et député national avec plus de 20 000 voix de préférence. A la demande de Lumumba, il renonça à son mandat national.

Le 11 juin 1960, Finant fut élu président du gouvernement provincial de la Province orientale par 69 voix sur 72 votants. Son gouvernement était composé de neuf ministres du M.N.C.-Lumumba et d'un seul P.N.P. qui fit d'ailleurs allégeance au M.N.C.

Pendant la période troublée de la mutinerie de la Force publique (juillet-octobre 1960) Finant adopte une attitude de fidélité inconditionnelle au M.N.C. et à la personne de Lumumba, dont il défendit la politique avec un zèle que lui reprochèrent ensuite ses adversaires. Il demeure fidèle à Lumumba après que celui-ci eut perdu le pouvoir à Kinshasa.

Il fut arrêté le 4 octobre sur l'ordre du colonel Mobutu et mis en résidence surveillée. Il parvint à s'enfuir mais fut à nouveau arrêté le 11 octobre et transféré à la prison de Lutzumu dans le Bas-Zaïre en même temps que d'autres ministres et dirigeants du M.N.C. Le ministre de l'agriculture, Charles Badjoko, le remplace à la tête du gouvernement provincial.

En février 1961, il fut remis entre les mains des autorités de l'Etat dissident du Sud-Kasai à Bakwanga (l'actuel Mbuji-Mayi) où il fut exécuté aussitôt dans des conditions particulièrement pénibles.

7 octobre 1975.
B. Verhaegen.

FORGEUR (Albert-Jean), Missionnaire de la Congrégation du St-Esprit (Sclessin-Ougrée,

19.2.1917 - Kabalo, 8.4.1961). Fils de Albert et de Anno, Henriette.

Il fit ses études humanitaires d'abord à l'Institut St-Laurent à Liège, ensuite au collège du St-Esprit à Géntinnes. Entré au noviciat des Pères du St-Esprit à Hotgne, il émit ses premiers vœux religieux en 1938. Il étudia la philosophie à Bonsecours (1938-1940) et la théologie au scolasticat de la Congrégation à Louvain (1940-1944). Il avait été ordonné prêtre le 11 juillet 1943 et partit pour le Congo en mai 1945, destiné au vicariat apostolique du Katanga septentrional. Il résida pendant quelque temps à la mission de Kibombo, mais fut bientôt nommé professeur au petit séminaire de Kongolo. Il enseigna ensuite à l'Ecole d'apprentissage pédagogique de Kaseya. Lors de la guerre de sécession au Katanga, il devint aumônier de l'armée katangaise. Le 8 avril 1961, après le siège de Kabalo et la retraite des Katangais, il était en train de soigner des blessés, lorsqu'il fut aperçu par quelques soldats éthiopiens de l'ONU, qui le tuèrent à coups de fusil.

Lit.: Archives des Pères du St-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 68-70. — Van Wing-Goemé, Annuaire des Miss. Cath. au C.B. et au R.U., Bruxelles, 1949, p. 524. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

14 décembre 1975.
M. Storme.

FRANCIS (Pierre-Hubert), Missionnaire, martyr de Kongolo (Sivry, Hn., 11.12.1913 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de Pierre et de Bas-tien, Marie.

Il fit ses humanités au collège des Pères du St-Esprit à Géntinnes (1926-1932) pour entrer au noviciat de la Congrégation à Orly-Paris, où il émit ses premiers vœux religieux en 1933. Il passa ensuite deux ans au séminaire de Bonsecours pour ses études de philosophie, et quatre ans à Louvain pour suivre des cours de théologie. Il avait été ordonné prêtre en 1938 et partit pour le Congo le 30 décembre 1939, destiné au vicariat apostolique du Katanga septentrional. Il débute comme père voyageur à la mission de Malemba. En 1943, il devint professeur à l'école normale de Lubunda et dut bientôt assumer la direction de l'établissement. Après quelques mois de congé en Belgique, en 1950-1951, il fut nommé di-

recteur de l'école primaire à Nkulu-Malemba. En 1956, il devint professeur au petit séminaire de Kongolo. Il était l'une des 20 victimes massacrées à Kongolo, le 1^{er} janvier 1962, par les soldats de l'armée nationale congolaise.

11 décembre 1975.
M. Storme.

Lit.: Archives de la Congr. du St-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Brussel 1962, p. 23-27. — Africa Christo, mars 1962. — Pentecôte sur le monde, Géntinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1er janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. Agence D.I.A., Léopoldville, 18, 24 et 25.1.1962. — Eglise vivante, 1962, p. 140-144. — Van Wing-Goemé, Annuaire des Missions Cath. au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, 1949, p. 525. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — Kerk en Missie, 1945, p. 51; 1951, p. 108.

FRECHKOP (Serge), Directeur de laboratoire à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique (Moscou, 1894 - Bruxelles, 1.12.1967).

Il était né à Moscou en 1894 et c'est en Russie qu'il avait conquis son diplôme de docteur en sciences zoologiques.

Son besoin de liberté l'avait amené en Belgique en 1927, mais son cœur était resté dans sa patrie d'origine. Il fut reconnaissant et loyal envers son pays d'adoption, lui apporta d'importantes contributions scientifiques, mais garda jusqu'à son dernier jour la nostalgie des froides plaines et des chaleurs humaines qu'il avait dû abandonner derrière lui. Ses amis belges aimait sa courtoisie d'un autre siècle, mais n'étaient jamais tout à fait sûrs si leurs réactions d'occidentaux n'allait pas provoquer chez lui un mécontentement inattendu. Tous admiraient sa vaste érudition en matière de mammalogie.

Sa carrière s'effectua toute entière au Musée royal d'Histoire Naturelle de Belgique — aujourd'hui: Institut des Sciences naturelles — et sous l'exigeante et encourageante férule de Victor Van Straelen. C'est ce dernier qui, en sa qualité de président de l'Institut des Parcs nationaux du Congo belge, lui proposa en 1936 d'aller étudier sur place les mammifères du Parc national Albert, dont il venait de décrire avec talent une large collection de dépouilles ramenées en 1934 et 1935 par la mission Gaston-F. de Witte.

Serge Frechkop était davantage chercheur de cabinet que naturaliste de terrain. Il eut beaucoup de mérite, moral et physique — le

soussigné en fut témoin — à accomplir en 1937-38 une année de mission fructueuse sur le terrain, au Parc national Albert et au Parc national de la Kagera, dont il rapporta matière à d'autres excellentes publications.

Il termina sa carrière comme directeur honoraire de Laboratoire à l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique. En 1935, il rédigea un très précieux volume: *Animaux protégés au Congo belge*, dont plusieurs éditions enrichies et améliorées parurent encore par la suite, et qui contribua largement à renforcer la conservation de la faune centrafricaine. Grâce à lui, les protecteurs — officiers de chasse, administrateurs territoriaux, doua-

niers, etc. — purent mieux reconnaître les espèces qu'ils avaient mission de protéger tandis que les braconniers purent moins aisément plaider l'ignorance et la bonne foi quand on les surprenait en flagrant délit d'infraction.

Serge Frechkop fut un membre actif et dévoué de la Société royale de Zoologie d'Anvers, dont il fut conservateur part-time du Musée depuis 1933, et à la revue de laquelle: *Zoo*, il apporta de nombreuses contributions de très haute qualité.

Il est mort à Bruxelles le 1^{er} décembre 1967.

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

G

GERAKI (Jean), Ingénieur civil et électri-
cien (Brăila, Roumanie, 14.1.1869 - juin 1953).
Fils de Démêtre et de Geraki, Aspasie.

Géraki avait suivi le programme du génie civil de l'Université de Gand; il effectua ensuite différents stages dans une série de travaux tels que voies ferrées, terrassements, ouvrages d'art, constructions métalliques et maritimes, montage de machines à vapeur et autres.

Avant son départ pour le Congo, Jean Géraki avait œuvré pendant 4 ans aux Indes françaises où il était devenu ingénieur en chef des filatures et tissages de la société « Savana » à Pondichéry. Il entra ensuite au service de l'Etat Indépendant du Congo le 18 octobre 1905.

Depuis 1904, diverses missions d'exploration avaient été dirigées au Congo dans le but de reconnaître un tracé de voie ferrée destinée à relier les gisements de cuivre du Katanga à la mer, soit en restant entièrement à l'intérieur des frontières de l'Etat Indépendant du Congo, soit en traversant l'Angola.

Le commandant Jacques avait conduit une première mission de 1904 à 1905 au départ de Ruwe; il avait avancé en direction nord-nord-ouest et la reconnaissance avait été menée jusqu'à Kamba, poste situé sur le Sankuru, en aval de Lusambo. La suite du tracé, non reconnu, devait emprunter la ligne de faîte en-

tre la Lukenie et le Sankuru, puis le Kasai.

Afin d'éviter de doubler les voies d'eau existantes qui constituaient déjà d'excellentes voies de transport, et de trouver un parcours moins long, une seconde mission, sous les ordres de Passau et de Warnier, se rendit sur place pour reconnaître un tracé partant d'Inkisi, près de Thysville, et se dirigeant vers Charlesville et Bukama. Elle ne put faire qu'un reconnaissance fragmentaire au sud du Kasai où de sérieuses difficultés furent rencontrées. Elle œuvra sur le terrain de 1905 à 1907.

La troisième mission, celle menée par Géraki, avait pour but de prolonger le tracé et de le raccorder à Kamba, à celui parcouru par le commandant Jacques.

Géraki avait envisagé la construction d'un pont pour franchir le Kasai, non pas en aval du confluent du Kwango, mais à la passe de Swinburne, où la largeur de la rivière était de 400 mètres seulement car, en ce lieu, le lit était rempli d'îlots rocheux sur lesquels on aurait pu asseoir les piles du pont. Cette partie de la reconnaissance avait été conduite au départ de Mushie et passait par Dima et Ikongo, sur la rive droite du Kasai. Le pays paraissait se prêter favorablement à l'établissement d'une voie ferrée qui devait suivre la ligne de faîte partageant les vallées du Kasai et de la Lukenie.

Géraki, dont l'équipe se composait d'une dizaine d'Européens, reconnut aussi la partie

du tracé comprise entre Kamba-Isaka et Bolombo; mais à la suite d'entraves de tous genres, il ne put continuer sa mission vers Enkombe.

Arrêté par l'hostilité de la nature et des indigènes, Géraki dut mettre fin à cette reconnaissance. La mission qui avait commencé le 19 octobre 1905, prenait fin le 15 octobre 1907 et Géraki rentrait à Anvers le 3 novembre 1907, suite à l'annulation de son contrat.

Les travaux furent poursuivis par les missions Calandiny-Salentiny et Slosse-Fontainas. Finalement, le Gouvernement délaissa ce tracé, préférant utiliser le Kasai comme voie d'évacuation des richesses du Katanga.

Nous ne connaissons malheureusement pas la suite de la carrière de l'ingénieur Géraki qui décéda au mois de juin 1953.

Il était porteur de l'Etoile de Service à une raire attribuée par décret du 10 décembre 1907.

30 octobre 1972.
A. Lederer.

Archives de l'Académie, fiche signalétique. — La mission Geraki (*Mouv. Géogr.*, 1907, col. 340). — Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga, 1906-1956 (Bruxelles, 1956). — Archives du Ministère des Affaires étrangères, registre matricule. — *Revue Congolaise Illustrée*, juillet 1953, p. 33.

GILLES (Pierre), Missionaris, martelaar van Kongolo (Etterbeek, 6.6.1924 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Charles en Toussaint, Martha.

Hij deed humaniora-studies aan het Sint-Bonifatius-instituut te Elsene, van 1933 tot 1941, en trad daarna in het noviciaat van de Paters van de H. Geest te Hotgne, waar hij zijn eerste religieuze geloften uitsprak op 12 september 1944. Wijsbegeerte en theologie volgde hij aan de scholastiken van de Congregatie te Ingelmunster en te Leuven. Op 4 maart 1950 werd hij priester gewijd en hetzelfde jaar nog vertrok hij naar het apostolisch vicariaat van Noord-Katanga, dat in 1951 de naam kreeg van Kongolo. Tot 1956 was hij leraar aan de middelbare school te Kindu. Daarna kwam hij terug naar België om er aan het Sint-Thomas-instituut te Brussel het regentaat in wiskunde te behalen. In 1958 naar Kongo weergekeerd, werd hij leraar aan de normaalschool te Lubunda en daarna aan de school voor landbouwassistenten te Kaseya, nabij Kongolo. Op 1 januari 1962

was hij een van de slachtoffers van de moordpartij te Kongolo aangericht door de soldaten van het Kongolees nationaal leger.

11 december 1975.

M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel 1962, p. 27-28. — Africa Christo, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1er janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25.1.1962. — Eglise vivante, 1962, p. 140-144. — Kerk en Missie, 1950, p. 31. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

GILLIAERT (Auguste-Edouard), Lieutenant général, Commandant en chef de la Force Publique (St-Pierre sur la Digne-lez-Bruges, 7.3.1894 - 10.5.1973).

A. Gilliaert s'engage en qualité de volontaire de carrière à l'âge de 16 ans en 1910, et se prépare à l'examen de sous-lieutenant par le cadre.

Le 31 juillet 1914 il obtient sa première étoile.

Quatre jours plus tard, les troupes allemandes envahissent la Belgique.

Comme chef de Peloton au 3^e Régiment de ligne il participe à la bataille de l'Yser. Blessé, il refuse de se laisser évacuer et d'abandonner le commandement de son peloton.

Sa conduite lui vaut d'être fait Chevalier de l'Ordre de la Couronne et la Croix de Guerre lui est décernée.

En 1915, au mois d'octobre, il est promu lieutenant et prend le commandement d'une compagnie.

Il a 21 ans, ardent et curieux de nature, il s'intéresse à ce qui se passe sur le théâtre d'Afrique. Les troupes coloniales manquent de cadres et au premier appel il se présente pour être désigné pour la colonie en mai 1916.

Capitaine en décembre de la même année il prend part comme commandant de Compagnie aux combats de Tabora et de Mahenge.

Il rejoint l'armée métropolitaine en Europe au début de 1919 et jusqu'en 1924 il commande diverses unités en Belgique et en Allemagne occupée.

Il a 30 ans, doté d'une connaissance pratique très étendue, sur la guerre, les hommes et son métier de soldat, acquise sur les champs de bataille d'Afrique et d'Europe, il ne laisse

échapper aucune occasion pour perfectionner son bagage intellectuel et sa culture générale.

Il lit beaucoup, sa curiosité est insatiable, et en 1924 il réussit l'examen d'entrée à l'Ecole de Guerre.

Des stages dans les diverses armes: cavalerie, artillerie, aviation, étoffent ses connaissances militaires et après trois années d'études à l'Ecole de Guerre il en sort B.E.M. en août 1928.

Comme breveté d'état-major il pourra s'initier aux problèmes du commandement aux échelons les plus élevés en passant dans les E.M. de la 5 DI puis de la 2 DI.

Major en juin 1933 il prend le commandement du 2^e Cyclistes et en 1936 on le retrouve comme sous-chef d'état-major de l'E.M. 2 DI.

Il a 42 ans; brillant officier, érudit polyglotte, bibliophile averti, il ne peut résister à l'appel de l'Afrique.

Le 5 avril 1937 il est remis à la disposition de la Colonie, et c'est en qualité de lieutenant-colonel qu'il prend le commandement du 3^e Groupement à Stanleyville.

En Europe et en Asie, la menace d'une nouvelle guerre mondiale se précise. Le lieutenant-colonel Gilliaert en est conscient et son premier souci sera de rendre opérationnelles les unités placées sous son commandement.

Par des exercices et manœuvres de plus en plus nombreux il secoue la routine coutumière des unités campées. Les inspections se suivent à un rythme accéléré et chaque jour on peut s'attendre à sa visite dès l'appel du matin.

En tournée d'inspection rien n'échappe à son sens aigu de l'observation, mais il a l'art de ne s'intéresser qu'aux vrais problèmes: ceux que l'isolement des unités dispersées sur une vaste étendue pose aux commandants responsables.

Je me souviens d'une de ses remarques favorites: « Je ne viens pas pour contrôler tout ce qui va bien. Exposez-moi vos problèmes afin que je puisse vous aider à les résoudre ».

Le 1^{er} septembre 1939 l'Allemagne envahit la Pologne et en novembre 1939 il succède au général Hennequin pour commander la Force Publique.

Nommé colonel le 1^{er} avril 1940 il renforce la préparation de la Force Publique dans les conditions les plus difficiles. Par phases successives suffisamment échelonnées pour ne pas troubler l'économie de la Colonie, il procède à la mise sur pied de guerre de la Force Publique.

Nommé général-major le 1^{er} janvier 1941, il devient le commandant supérieur des Troupes du Nord-Est avec mission de combattre les Italiens de concert avec nos alliés britanniques.

Il constitue deux brigades comportant chacune 6 000 troupes et 4 000 porteurs et les concentre dans le nord-est de la Colonie.

Sur ces forces il prélève le Corps expéditionnaire d'Abyssinie dont le II^e Bataillon reçoit le baptême du feu le 10 mars 1941 au combat de Mahdi. D'autres combats sont livrés successivement à Gambela, Bortai, Mogi.

Le 24 juin 1941 le général-major Gilliaert arrive à Malakal. Après avoir évalué la situation, il décide de transformer le dispositif défensif en dispositif offensif pour marcher toutes forces réunies sur Saïo, et cela malgré la supériorité en nombre et en matériel des troupes italiennes.

Le 6 juillet 1941 la campagne d'Abyssinie prend fin par la capitulation des dernières troupes italiennes combattant dans l'Est Africain.

Un autre Corps expéditionnaire à destination du Niger est mis à la disposition du West African Command suite à une conférence interalliée tenue à Agora le 5.8.1941.

Arrivé sur place, l'intervention de ce corps s'avère inutile quand le 24 novembre 1942 les colonies françaises restées sous obédience de Vichy se rallient au « Comité national français de Libération ».

Début 1943, un nouvel accord intervient à Londres en vue de transporter le Corps expéditionnaire du Nigéria vers l'Egypte.

Cette nouvelle mission est confiée au général Gilliaert. Etant donné la pénurie des moyens de transports, le déplacement d'un corps expéditionnaire de 10 000 hommes avec leur armement et 850 véhicules, par voie maritime était irréalisable.

Le général Gilliaert préconise l'acheminement de 2 000 hommes et du charroi par voie de terre. Son projet n'enchantait guère les autorités britanniques, pour qui semblable expédition est nécessairement vouée à l'échec.

C'était méconnaître la persévérente obstination du général Gilliaert. Il harcèle son état-major et lui enjoint de prendre dans les plus brefs délais toutes les dispositions nécessaires pour assurer l'acheminement des hommes et du matériel à travers 7 000 km de déserts.

Par un itinéraire à peine jalonné, sur une distance égale à celle du Cap au Caire d'une

durée approximative de deux mois, il fallait prévoir 2 000 000 de litres d'essence, 100 000 litres d'huile, 1 300 000 litres d'eau, 120 000 rations de vivres; assurer le service de santé, la liaison, les transmissions, la trésorerie, les services logistiques, etc.

Ce mouvement fut un réel succès. Le problème Lagos-Le Caire, résolu par le général Gilliaert nous fait saisir l'étendue de ses facultés de conception; d'imagination, d'organisation, et d'adaptation, son pouvoir d'utiliser ses adjoints et de discerner l'essentiel de l'accèssoire. Cette performance fut citée à la Chambre des Communes de Grande-Bretagne.

En juillet 1944 il reprend le commandement de la Force Publique, obtient la Commanderie de l'Etoile africaine pour les éminents services rendus et le Gouvernement de S.M. Britannique lui décerne la Commanderie du British Empire.

La guerre touche à sa fin, les unités de la F.P. réoccupent leurs stationnements du temps de paix. Le général Gilliaert va maintenant pouvoir s'atteler à une tâche qui lui tient particulièrement à cœur et se transformer en civilisateur. Son souci principal devient l'élevation progressive du niveau social du personnel africain de la Force Publique. Il ne perd de vue aucun aspect de la vie de ses hommes. Dans un article consacré au lieutenant-général Gilliaert paru dans le périodique bimestriel, mai-juin 1973, de la Fraternelle coloniale 1940-1945, le lieutenant-général R. Werbrouck s'exprime comme suit:

Son action se fit sentir dans tous les domaines de la vie du militaire congolais: son logement, son habillement, sa nourriture, sa solde, ses loisirs. Il fit construire les premiers camps en dur, harmonieux et rationnels, pourvus de tout le confort et comportant entre autres des mess, des réfectoires, des écoles, des terrains de jeux, un dispensaire et une infirmerie. Il créa un service social, un service d'éducation et même un journal édité par la F.P. Cependant ce qui le préoccupait le plus, c'était la valorisation des gradés et l'instruction de tous les enfants des militaires congolais.

Par valoriser il entendait donner aux gradés une instruction générale et militaire correspondant aux responsabilités auxquelles ils pourraient prétendre. Ce fut la création de l'Ecole centrale des Gradés à Luluabourg, un modèle du genre. Ce fut aussi, en 1946, une circonscription par laquelle il fut connaitre que l'évolution normale de la Colonie dictait de préparer les enfants des militaires de la F.P. à la profession d'officier, sinon à toute autre profession libérale. En conséquence, il établit un planning de création d'écoles primaires dans tous les grands centres de la F.P. et commença par ériger en 1946 celle de Luluabourg qui devait, selon ses prévisions, au moment voulu, se prolonger par une école moyenne complète. Ainsi fin 1959 la F.P. aurait formé les premiers candidats universitaires.

Nommé lieutenant-général en octobre 1951, il continue sans relâche son œuvre civilisatrice

jusqu'en mars 1954. Il rentre en Belgique et prend le commandement de la deuxième circonscription militaire jusqu'à sa retraite le 1^{er} avril 1955.

Le lieutenant-général Gilliaert, avec son bon sens désarmant, sa bonhomie bourrue avait fait de la F.P. un corps d'élite qui pendant la guerre suscita l'admiration de nos alliés et qui pendant la paix a contribué plus que tout autre organisme au développement économique et social de notre ancienne colonie.

La Force Publique, plus spécialement, sous son commandement a été une pépinière inépuisable de conducteurs d'hommes, d'artisans, mécaniciens, chauffeurs, électriques, opérateurs-radio; menuisiers, maçons, comptables, etc. que se disputaient les services gouvernementaux et les entreprises privées. Comme Monsieur Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, la Force Publique sous la conduite éclairée de ce grand humaniste qu'était le lieutenant-général Gilliaert, réalisait l'assistance technique la plus généreuse, la moins coûteuse et la plus productive.

Dédaignant le panache, les honneurs et la course aux mandats lucratifs il se confine dans une paisible retraite, mais toujours attentif à intervenir pour l'un ou l'autre compagnon d'armes en difficultés.

Il aimait à garder le contact avec les anciens de la F.P. et ce n'est qu'avec eux qu'il éprouvait du plaisir à évoquer les souvenirs d'un glorieux passé.

Le 10.5.1973 après une courte maladie il nous a quitté. Seuls les membres de sa famille et quelques anciens de la F.P. assistaient à son enterrement. La Belgique ingrate l'a oublié.

[W.R.]

4 juin 1974.

G. Van Cools.

GILLIJNS (Walter), Missionaris, martelaar van Kongolo (Steenokkerzeel, 9.2.1932 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Ludovicus en Lambrechts, Anna-Maria.

Zijn lagere en middelbare studies voltooide hij in Nederland, respectievelijk te Zutphen (Noord-Brabant) en aan de apostolische school te Weert. In 1951 trad hij in het noviciaat van de Nederlandse provincie der Paters van de H. Geest te Gennep (Noord-Limburg) waar hij het jaar daarop zijn eerste kloostergeloften

uitsprak. Wijsbegeerte en theologie studeerde hij aan het seminarie van Gemert (Noord-Brabant) en op 2 september 1957 werd hij daar tot priester gewijd. Eerst nog volgde hij de leergangen van het internationaal jaar voor godsdienstonderricht aan het centrum *Lumen Vitae* te Brussel, en in september 1959 vertrok hij naar Congo, naar het bisdom Kongolo. Hij werd kapelaan te Kongolo en verantwoordelijk voor de lagere klassen in de omringende dorpen. Op 1 januari 1962 was hij onder de slachtoffers van de moordpartij aangericht door de soldaten van het Kongolees nationaal leger.

11 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 28-29. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1er janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25.1.1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144.

GOCHE (*Léon*), Missionnaire de Scheut en Chine et botaniste (Viville, Lux., 15.7.1887 - Ch'ao-yang, 12.8.1937). Fils de Joseph et de Bataille, Marie.

Il fit ses humanités à Floreffe et entra à Scheut le 7.9.1907. Il émit les premiers vœux le 8.9.1908, étudia la philosophie à Scheut et la théologie à Louvain. Son ordination sacerdotale eut lieu à Scheut le 20.7.1913, et il partit en Chine le 22.9.1913. Dans la résidence épiscopale il dut s'appliquer à l'étude du Chinois et à la pastorale. Sa première destination fut celle de vicaire à Sung-shu-tsui-tzû, mais dès 1915 il fut envoyé à Shih-pa-li-t'ai et en septembre 1918 il devint vicaire à Ta-ying-tzû (Bagharin). Après deux ans, l'évêque l'envoya comme vicaire à Ma-chia-tzû. Peu après il devint curé à Lao-hu-kou et puis à T'ung-chiating-tzû. Depuis 1931 il fut nommé curé de Hsia-miao-kou où il resta jusqu'à sa mort. L. Gochet était aussi un botaniste. Il composa un magnifique herbier des plantes sauvages de la contrée de Lao-hu-kou et de Ma-chia-tzû et ne reçut que des éloges du naturaliste Lenten s.j.

Publications: L. Gochet: Plantes de Mongolie (dans *Gedenkchriften der Mission. v. Oost-Mong.* II, 1921-22, n. 2, p. 1-13; III, 1925-1926, n. 1, p. 1-3. — *Id.:* La flore de la région de Lao-hukou (dans *ib.* III, 1925-1926, n. 1, p. 7-10; n. 2, p. 16-18. — M. v. S. (1915-1919), 253-56; *ib.* (1920), 73-76. — M. de S. (1920),

66-69, 141. — *Annalen Mis. Scheut* (Sparrendaal): 1916, 213-214; 1917, 274-278; 1920, p. 49-55. — Articles en Chinois dans *Man-chou Kung-chiao Yieh-k'an* (Mensuel Catholique de Mandchourie) dans les années 1935-1936. — Articles en Chinois dans la revue de l'Action Catholique, à partir de 1933. Sung-shu-tsui-tzû.

12 mai 1974.

J. Van Hecken.

Lettres en possession privée. — *El. Sod.* de 1909 à 1934. — *El. Def.* de 1937 à 1966. — *Nouvelles de la Congrégation* n. 9, 15, 18, 19, 22, 23. — *Chronica Congr.* n. 32, 33, 58, 79, 80. — *Annuaire du Manchoukuo*; 1935, p. 96; 1936, p. 351; 1937, p. 184. — *Licent, Explorations* I, p. 1 246; *Id. II*, p. 408. — *Bul. Cath. de Pékin* 1937, p. 522-523. — *Missions de Scheut*, 1937, 289-290; J. Van Hecken. *Documentatie b. de Missiesgeschiedenis v. Oost-Mongol.*, Deel VII, p. 500; Deel VIII, p. 502; Deel IX, p. 386-387. — *Streit. B.M.* XIV B p. 431.

GODEFROID (*Jean-Marie*), Missionaris, martelaar van Kongolo (Elsene, 15.10.1931 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Jozef en Muller, Aline.

Zijn middelbare studies, begonnen aan het Sint-Bonifaciusinstituut te Elsene, voltooide hij aan het college der Paters van de H. Geest te Gentinnes. Hij trad in het noviciaat der Paters van de H. Geest te Cellule (Fr.) waar hij in september 1953 zijn eerste kloosterloft uitsprak. Daarna studeerde hij wijsbegeerte in de scholasticaten van de Congregatie te Kimmage (Ierland) en te Leuven, en verder theologie te Leuven, waar hij op 20 december 1958 tot priester gezalfd werd. Na een kort interim als leraar te Gentinnes, vertrok hij op 17 oktober 1960 naar Afrika, naar het bisdom Kongolo. Daar werd hij benoemd tot leraar aan het klein seminarie. Op 1 januari 1962 werd hij met 19 van zijn confraters vermoord door soldaten van het Kongolees nationaal leger.

12 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 29-31. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25 januari 1962.

GOOSSENS (*Gustaaf, Broeder Innocent*), Trappist-missionaris (Lokeren, 11.5.1858 - Antwerpen, 19.12.1906). Zoon van Casimir-Antoon en De Witte, Rosalie.

Hij trad als lekebroeder in de Trappistenabdij te Westmalle. Hij behoorde tot de tweede karavaan Trappisten die naar Kongo vertrokken om er een abdij te stichten. Eerst was een plaats uitgekozen te Ndembo in de Kwango-missie, maar in 1895 ging de abt een meer geschikte streek opzoeken langs de Kongo-stroom. Hij vestigde zich uiteindelijk te Bamania en begon er de werkzaamheden. Juist in die overgangsperiode vertrok de tweede karavaan van 8 Trappisten. Uit Antwerpen afgereisd op 6 juni 1895, kwamen ze te Ndembo aan en vertrokken na enkele dagen met de achtergebleven confraters naar Bamania, waar ze op 1 september door de abt verwelkomd werden. Broeder Innocent was kleermaker en leidde enkele jonge zwarten op in deze stiel. Wegens ziekte moest hij in 1897 naar Europa terugkeren, waar hij op 7 oktober aankwam. Later verliet hij de Trappistenorde.

18 decembre 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief abdij Westmalle. — Janssens-Cateaux, Les Belges au Congo, vol. III, p. 1233. — *Mouv. Géogr.*, 1895, col. 164. — R. Dries, Het beschavingswerk der Cisterciënzers in de Evenaarsstreek. *Onze Congo*, 1911-1912, p. 44-45, 194-195, 250-260. — *Mouv. Antiesl.*, 1901, p. 208.

GÖRANSSON (*Georg-Elmer*), Capitaine au long cours, Inspecteur de la navigation (Brooklyn, Etats-Unis, 25.8.1872 - R.I.). Fils de Martin et de Johnsson, Hanna; époux de Sahlberg, Hulda.

Le père de Georg Göransson, suédois d'origine, avait établi sa famille aux Etats-Unis car il avait reçu le commandement d'un voilier américain. C'est ainsi que son fils naquit à Brooklyn, mais il n'y demeura pas longtemps; en effet, après le décès en mer du père en 1876, la famille revint en Suède au cours de l'année 1877. C'est dans ce dernier pays que Georg Göransson fit toutes ses études.

A l'âge de 18 ans, il choisit de devenir marin, comme son père, et il apprend le métier en navigant sur des voiliers suédois et anglais. Il suivit les cours à l'école de navigation à Götheborg et à Stömstad et réussit l'examen de capitaine au long cours. Désormais, il sert, en qualité d'officier de marine, sur divers bateaux suédois.

Comme beaucoup de nordiques à l'époque, il est séduit par l'action de Léopold II au

Congo et, en 1903, il s'engage à l'Etat Indépendant en qualité de capitaine adjoint de steamer au traitement de 3 000 F par an.

Il quitte Anvers pour Boma le 15 octobre 1903 et il est désigné pour Léopoldville où il est affecté aux bateaux du fleuve et de ses affluents. Il fit du service sur les lignes du Congo, du Kasai et du lac Léopold II. Le 2 février 1905, il est promu capitaine de 3^e classe et il est nommé à la 2^e classe de son grade le 1^{er} mars 1907. Il rentre en Europe, fin de terme, le 2 juillet 1907.

Après un repos bien mérité, il réembarque à Anvers le 16 janvier 1908 et, à Boma, il est à nouveau désigné pour Léopoldville afin d'y servir comme capitaine sur les lignes du Congo et du Kasai. C'est au cours de ce terme que l'Etat Indépendant du Congo, sous les pressions instantes des puissances, devint colonie belge et s'appellera désormais Congo belge. C'était un moment important pour l'avenir de l'Afrique centrale et la Belgique assumait des responsabilités lourdes et toutes nouvelles pour elle. Aussi, Jules Renkin, le premier ministre belge des Colonies, avait résolu de faire un voyage au Congo afin d'y prendre un contact personnel avec les problèmes de ce pays immense. Il fit un voyage au Kasai et sur le fleuve à bord du s/w *Hainaut*, commandé par le capitaine Göransson. De son côté, S.A.R. le prince Albert accomplissait également un périple à travers le Congo et il descendait le fleuve à bord du s/w *Flandre*. Le 8 juillet 1908, les deux bateaux se croisèrent à Lulonga. Ces deux voyages eurent le mérite d'attirer l'attention des autorités belges sur l'importance des transports fluviaux au Congo. Le ministre eut l'avantage d'être informé des problèmes de la navigation par Göransson, capitaine sérieux et expérimenté. Ce dernier rentra fin de terme en Europe le 7 mars 1911.

Après un congé assez court, Göransson s'embarquait à Anvers le 22 juillet 1911, pour un nouveau terme qui allait être assez mouvementé. A Léopoldville, il est désigné, cette fois, pour le service hydrographique du Haut-Congo et prend le commandement du s/w *Archiduchesse Stéphanie*. On sait que l'attention du roi Albert avait été sérieusement attirée sur la nécessité d'une étude hydrographique du bassin du Congo et du balisage de la route de navigation. En effet, le s/w *Flandre*, au cours de son voyage de 1908 s'était échoué et avait, ensuite, encouru une graveavarie en

heurtant les rochers. Le commissaire général Moulaert se heurtait à une sérieuse inertie de l'administration qui ne le suivait pas, alors qu'il réclamait d'urgence la mise sur pied d'un service hydrographique et de balisage. Aussi, le 22 décembre 1910, fort des encouragements qu'il avait reçus, le commissaire général Moulaert écrivit directement au Roi pour exposer l'urgence des besoins, et il eut gain de cause.

La mise sur pied du service hydrographique exigeait des dépenses non prévues au budget de l'Etat; aussi, une somme fut prélevée sur le fond spécial dont disposait le Souverain. C'est le commandant Willemoes d'Obry qui fut chargé de l'organisation de ce nouveau service et Göransson fut un de ses premiers collaborateurs.

Au début, on s'attaqua aux tâches les plus urgentes et aux passes les plus dangereuses. Göransson est commissionné pour faire une reconnaissance du Kasai-Sankuru, en établir les croquis et baliser les passes rocheuses. Mais des incidents graves allaient mettre en veilleuse le nouveau service pendant plusieurs années.

Lorsque la guerre éclata en Europe en août 1914, le Congo fut entraîné malgré lui dans les opérations militaires à la suite des attaques des Allemands aux frontières de la colonie belge. On sait, en effet, que le Cameroun arrivait jusqu'au Congo près de Lukolela et jusqu'à l'Ubanghi à Zinga. De plus, la « Kamerunschiffahrtgesellschaft » desservait régulièrement Léopoldville et y faisait réparer ses bateaux au chantier de la Citas.

Depuis le 14 mai, Göransson commandait le s/w *Luxembourg*, un des bateaux courriers de la Marine du Haut-Congo. Le 3 août 1914, le s/w *Dongo*, de la « Kamerunschiffahrtgesellschaft », avait quitté Léopoldville, chargé des nationaux allemands, de nombreux indigènes achetés à prix d'or, d'armes et de munitions. Les autorités belges n'avaient pu s'y opposer puisqu'il n'existe pas encore d'état de guerre. Si le s/w *Dongo* avait pu rallier l'embouchure de la Sangha, cette force allemande aurait constitué un grave danger, car elle aurait pu entraver la navigation sur le fleuve. Heureusement, les Français réussirent à arraissonner le bateau ennemi en aval de l'embouchure de la Sangha.

Comme les attaques allemandes se multipliaient dans la région du Tanganyika, l'état de neutralité, imposé par l'Acte général de Ber-

lin en 1885, avait cessé d'exister; le Gouvernement pouvait agir à présent.

Dès le début du mois d'août, le s/w *Luxembourg* avait été armé avec deux canons Noordenfelt de 47 mm, un canon Krupp de 75 mm et une mitrailleuse Maxim. Le bordé et la passerelle de commandement avaient été cuirassés au moyen d'une ceinture composée de traverses métalliques en transit à Kinshasa pour la construction du chemin de fer des Grands Lacs. Le capitaine Göransson reçut une lettre de nomination provisoire comme officier. Ainsi équipée, le bateau fit une croisière de surveillance jusqu'à Stanleyville et revint à Léopoldville vers le 20 septembre 1914.

De leur côté, les Français avaient entamé une action contre le Cameroun et avaient remonté la Sangha pour se concentrer à Oueddo, en vue de poursuivre les opérations.

Le 19 septembre 1914, le Gouvernement de l'Afrique Equatoriale demandait le concours des Belges. Le lieutenant Bal fut mis à la tête d'un détachement de 136 hommes qui devait se rendre d'urgence à Dongou, près d'Imese sur l'Ubangi, car des indigènes disaient avoir vu une colonne allemande se diriger sur ce poste français pour le capturer. Quittant le Stanley-Pool le 30 septembre 1914, Göransson conduisit le s/w *Luxembourg* jusqu'à Dongou où il arriva le 6 octobre.

En fait, ce voyage s'avéra inutile, car le bruit qu'avaient fait circuler les indigènes était inexact; de plus, le commissaire belge Tummers était déjà sur les lieux avec une troupe depuis le 2 octobre. Un télégramme du s/w *Luxembourg* était arrivé après le passage du bateau. Français et Belges accomplirent une reconnaissance dans la région et le s/w *Luxembourg* quitta Dongou le 19 octobre pour arriver à Lukolela le 20 octobre au soir.

Là, un télégramme enjoignait au lieutenant Bal de remonter au plus vite la Sangha pour porter du renfort aux troupes françaises d'Oueddo. Parti le 21 octobre, quatre jours plus tard, le s/w *Luxembourg*, avec un détachement de 123 hommes, était rendu à destination.

Le général Aymerich qui était à Oueddo depuis le 20 octobre, recevait un renfort inattendu et inespéré. La situation, qui était critique dans cette région, était redressée grâce à l'apport de l'artillerie et de la troupe belges.

Par l'occupation en force par les Allemands du poste de Zimu, les troupes françaises du colonel Hutin qui se trouvaient déjà à Nola,

étaient isolées. Pour les dégager, il fallait au plus vite reprendre Zimu. L'attaque fut décidée pour le 26 octobre au matin.

Le s/w *Luxembourg* débarqua les troupes de Bal pour opérer à terre, tandis qu'avec son artillerie, le bateau attaquerait la position allemande à partir de la rivière. Göransson exécuta correctement la manœuvre commandée, mais le s/w *Luxembourg* était le point de mire des Allemands qui concentraient sur lui le feu de toutes leurs mitrailleuses. Vers 16 heures, par suite du nombre élevé de blessés, l'ordre de repli dut être donné au bateau belge.

L'attaque fut reprise le 28 et Göransson conduisit de nouveau le s/w *Luxembourg* à l'assaut du poste allemand qui se défendait avec acharnement. Le 29, tôt dans la matinée, le colonel Hutin faisait savoir qu'il se trouvait sur la rive gauche de la Sangha, 3 km en amont de Zimu. Sous le commandement du valeureux Göransson, le s/w *Luxembourg* bravant l'ennemi, se porta au devant des troupes du colonel Hutin, afin de coordonner l'assaut final, au cours duquel les troupes de la Force Publique du Congo belge jouèrent un rôle décisif. Le s/w *Luxembourg*, par une audacieuse manœuvre de Göransson, défila devant le poste et sous le feu de l'ennemi, un capitaine se jeta à l'eau pour amarrer un câble à la rive, ce qui permit au bateau de virer et de prendre l'ennemi à revers. Le jour même, le poste de Zimu était pris, l'ennemi y abandonnant un butin appréciable.

Le s/w *Luxembourg* ramenait le détachement de Bal à Léopoldville le 5 novembre 1914. Le bateau fut amené immédiatement au chantier pour réparer les dommages qu'il avait subis. Pendant ce temps, les hommes se détendaient, mais leur repos fut de courte durée. Déjà le 12 novembre, Göransson repartait avec le s/w *Luxembourg* à destination d'Ouesso pour y ramener le lieutenant Bal et un détachement de 150 hommes.

Le 22 novembre, le renfort était à pied d'œuvre. Cette fois, on demandait au lieutenant Bal de coopérer avec le colonel Hutin à la prise du poste allemand de Molundu, situé un peu en amont du confluent de la N'Goko et de la Malapa.

Le 24 novembre, Göransson conduit le *Luxembourg* vers le but. En quatre jours, les troupes franco-belges s'emparrent des postes de Gali, Dongo, Baka, Goko et, finalement, Tiboundi, où une force allemande de 150 hommes est mise en déroute. L'assaut de Molundu

commence le 29 novembre 1914 au matin. Les opérations sont très ardues, car Molundu est défendu par une troupe de 400 hommes fort bien armés et disposant d'un important approvisionnement. Devant les difficultés accumulées, le 14 décembre, le s/w *Luxembourg* ramène les troupes à Tiboundi, poste qui dut subir une violente attaque allemande, heureusement repoussée.

Le 17 décembre 1914, le s/w *Luxembourg* remonte à nouveau la Goko pour reprendre l'attaque de Molundu. L'étau se resserrait autour du poste allemand et, le 21 décembre, Göransson fit défiler, sous une grêle de balles, le s/w *Luxembourg* à 60 m des positions allemandes, afin de prendre les défenseurs à revers. L'assaut final, qui devait avoir lieu le 22 au matin, dut être retardé à cause d'un brouillard intense. Les Allemands en avaient profité pour fuir, abandonnant aux franco-belges un butin bien plus important qu'à Zimu. Ainsi, le sud du Cameroun, était débarassé à tout jamais de la présence ennemie.

En souvenir du rôle actif joué par le s/w *Luxembourg*, les Français offrirent une plaque commémorative qui orna le pont du bateau jusqu'à sa mise hors service. Pour leur brillante conduite, les Français décernèrent la croix de la Légion d'Honneur au lieutenant Bal et au capitaine Göransson. Ce dernier reçut aussi de la Belgique la chevalerie de l'Ordre de la Couronne et la Croix de guerre.

Après le retour du s/w *Luxembourg* à Léopoldville, il quitta le Congo, fin de terme, le 27 février 1915. Son congé terminé, il se rembarqua à Falmouth le 8 août 1915 et reprit du service pour la Marine du Haut-Congo comme capitaine du s/w *Reine Elisabeth*. Cette période de guerre était particulièrement difficile pour la navigation par suite de la pénurie d'approvisionnement et de personnel alors que les exportations croissaient.

Le 26 mars 1917, Göransson était nommé commandant du port de Léopoldville, fonction qu'il occupa jusqu'à la fin de son terme, le 16 juin 1919.

Après son congé, il s'embarqua à Anvers le 8 novembre 1919, à destination de Boma et il reprit le commandement du port de Léopoldville.

Le nouveau terme de Göransson s'écoula dans un atmosphère pénible pour la Marine du Haut-Congo. Tout était désorganisé; les bateaux étaient en nombre insuffisant et en état médiocre; le balisage était presque inexistant.

Le nouveau ministre des colonies, Louis Franck, puis le gouverneur général Lippens désiraient se rendre compte par eux-même de l'état de l'artère fluviale et de la navigation. C'est à Göransson qu'échut la mission de conduire le bateau qui fera visiter au ministre le Congo, l'Itimbiri et l'Ubangi, et au gouverneur général le Kwilu, le Kasai, la Lulua et le Sankuru, ces voyages étant effectués à bord du s/w *Luxembourg*.

Les conséquences de ces missions furent importantes, car elles conduisirent à la fondation de la « Sonatra », organisme étatique destiné à gérer, par des méthodes industrielles, la flotte de la Marine du Haut-Congo. Le Ministre et le gouverneur général désiraient faire échapper un outil économique important pour le pays, à la lourdeur paralysante propre aux administrations de l'Etat. Le service hydrographique était à reconstituer entièrement et il fallait absolument rassembler à Léopoldville les renseignements sur tout le réseau des affluents. Hoppenrath et Nisot s'attelèrent particulièrement à cette besogne à partir de 1922.

Cette année fut pénible et les accidents particulièrement nombreux. Avant de rentrer en congé, au milieu de 1922, Göransson fut chargé de relever le s/w *Hainaut* qui avait sombré dans le Kasai et encouru des avaries particulièrement graves.

Le 13 janvier 1923, Göransson s'embarqua à Anvers pour accomplir un sixième terme au Congo. Vu sa grande compétence et sa haute conscience, il fut désigné pour le service hydrographique du Haut-Congo. C'était lui qui effectua le balisage du Kasai et il devint le chef de service du balisage.

Enfin, le 1er janvier 1927, il fut nommé inspecteur de la navigation pour le Congo. Au cours de ce terme, il fut désigné pour participer aux travaux de la commission qui conduisit à la formation de l'Unatra. En effet, la création de la Sonatra n'avait pas été un succès, car la direction composée de fonctionnaires manquait d'esprit d'entreprise et continuait à agir selon les règles administratives de l'Etat. C'était justement ce qu'on avait voulu éviter, d'autant plus qu'elle livrait concurrence à un autre organisme de transport privé, la « Citas », sur les lignes rémunératrices et négligeait les lignes secondaires.

De ce fait, le Congo était mal desservi en transport et de nombreuses régions étaient laissées à l'abandon. Dans un pareil système,

l'Etat était à la fois juge et partie. Au cours d'un voyage entrepris en 1924 au Congo, le nouveau ministre des Colonies, M. Henry Carton, avait entendu les plaintes des commerçants et industriels et avait décidé la fusion de la Sonatra et de la Citas. Ce fut chose faite le 30 mars 1925, jour de la fondation de l'Unatra qui était soumise à un cahier de charge sévère, lui imposant un rythme de visite périodique de chaque affluent du Congo.

Le 2 juillet 1927, Göransson rentrait fin de terme en Europe et s'embarquait à nouveau à Anvers le 22 décembre 1927. Il reprenait le service de l'inspection de la navigation et il assura l'interim du chef du service hydrographique et du balisage.

Il fut aussi délégué du gouvernement aux conférences de l'Unatra.

Le 4 janvier 1930, il reprenait le chemin de l'Europe pour revenir à Léopoldville le 21 juin 1930. Il fut attaché au service de l'ingénieur en chef de la colonie, et fut successivement inspecteur de la navigation, commandant du port et chef du service hydrographique du Haut-Congo.

Le Congo vivait une période difficile à cause de la crise économique mondiale et, en particulier, les transports fluviaux en subirent les effets de façon spécialement sensible. Pour augmenter les chances d'exportation des produits qui avaient une longue distance à parcourir avant d'atteindre le port de Matadi, on avait imaginé des tarifs de transport très bas indépendants de la longueur du parcours. C'était ce qu'on appelait les dégrèvements massifs. L'entretien des bateaux et de la route de navigation n'était assuré que parcimonieusement.

C'est dans cette atmosphère de crise que Göransson quitta le Congo, après y avoir accompli huit termes répartis sur un intervalle de temps de près de trente années.

Il se retira en Suède à Kungsbacka et il devint président des « Vétérans coloniaux » de son pays.

Il était porteur des distinctions honorifiques suivantes : Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de la Couronne avec palmes. — Chevalier de la Légion d'Honneur. — Croix de Guerre belge. — Médaille commémorative des Campagnes d'Afrique. — Etoile de Service en or à cinq raies. — Médaille commémorative du centenaire de l'Indépendance nationale belge. — Médaille commémorative du Congo.

7 juillet 1974.

A. Lederer.

Bibliographie: Archives de l'Académie. — Budde, F.: Notes biographiques de Göransson. — Crockart, J.: Boula Matari, Brux., 1952. — Lederer, A.: Histoire de la navigation au Congo, Tervuren, 1966. — Devroey, E.: Le Kasai et son bassin hydrographique, Brux., 1939. — Moulaert, G.: La campagne du Tanganyka, Brux., 1934.

GRIEKEN (VAN) (Emile-Jean-Marie-Antoine), Adjunct-adviseur bij het Ministerie van Koloniën (Tongeren, 11.8.1904 - Melsbroek, 5.10.1966).

Van bij zijn prilste jeugd voelde Emile Van Grieken zich geroepen tot een koloniale carrière. Vol enthousiasme begaf hij zich, na zijn Grieks-Latijnse humaniora, naar de koloniale Universiteit te Antwerpen waar hij schitterende studies aanvond. Midden dit curriculum, door ziekte verrast, moest hij verzaken aan een overzeese carrière maar niet aan de dienst van zijn beschavingsideaal. Zijn diploma van politieke en sociale wetenschappen zou hem toegang geven tot het Ministerie van Koloniën op 20 oktober 1929, waar hij zijn competentie en dienstbaarheid jarenlang zou wijden aan al wie belang stelde in de overzeese problemen, met een bijzondere toewijding voor deze — oud-studenten van de Koloniale Universiteit en anderen — die in de bibliotheek van het Koningsplein hun praktische ervaring wilden toetsen aan het wetenschappelijk onderzoek.

Op 4 juni 1953 trad hij in de echt met Madeleine Taverniers, die uit Congo teruggeerde na zich in Elisabethstad te hebben gewijd aan het onderwijs.

Zijn bevoegdheden erkend werd op Van Grieken beroep gedaan als lid van de Commissie tot bescherming van inlandse kunsten en ambachten, van de « Association belge de documentation », van de Vereniging van de Archiefconservators van de bibliotheken en Musea. Hij was ook lid van het redactiecomité van *Problèmes de l'Afrique centrale*.

Hij was ook een ijverig lid van de Commissie voor Geschiedenis van de Koninklijke Academie voor Overzeese Wetenschappen, en bezorgde ettelijke referaten in de *Mededelingen der zittingen* gepubliceerd.

Onder zijn voornaamste verdiensten en in samenwerking met zijn echtgenote Madeleine Taverniers zal de „redding“ van het archief van de „Onafhankelijke Kongostaat“ nooit vergeten worden.

Dank zij zijn inventaris en classificering is deze documentatie toegankelijk geworden voor de vorsers.

Emile Van Grieken was Officier in de Kroonorde. — Officier in de Orde van Leopold II en ridder in de Leopoldsorde.

Oktober 1975.
A. Rubbens.

Bibliografie: Werken van Van Grieken: Bibliographie de la Revue Congo, 1931-1940. — Bibliographie courante de Zaïre, 1945. — Les sources de la Documentation coloniale dans les *Cahiers belges de la documentation*, 1948. — Le noir congolais vu par nos écrivains coloniaux (mém. des Sc. mor. et pol. de l'I.R.C.B., t. XXXI, F. 2, 1933). — Les archives inventoriées au Ministère des colonies (mém. des Sc. mor. et pol. de l'A.R.S.C., nouvelle série, 1958, T. 12, fas. 2).

Van Grieken, E. en Van Grieken-Tavernier, M.: De Belgische kolonisatiepogingen van 1830 tot 1876 en de wording van de Onafhankelijke Congostaat van 1876 tot 1885 (in *Problèmes d'Afrique Centrale*, 1958, nr. 39, p. 20-29); id.: De Onafhankelijke Congostaat 1885-1908, Utrecht, De Haan, 1956 (overdruk uit: *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, deel 11, 1885-1914); id.: De Belgische Congo 1908-1940, Utrecht, De Haan, 1958 (overdruk uit: *Algemene Geschiedenis der Nederlanden*, deel 12).

Bronnen: Catalogus van de Afrikaanse bibliotheek van het ministerie van Buitenlandse Zaken. — Communiqué Belga van 20.6.58. — Archives et Bibliothèques de Belgique: in memoriam Emile Van Grieken door L. Danse: T. XXXVIII, no 1-2 (1967).

GROSSE (Eugeen-Grégoire-Auguste), Missionaris van Scheut in China, sinoloog en muzicus (Brugge, 26.8.1880 - Anderlecht, 19.5.1953). Zoon van Louis-Henri en van Deherde, Marie-Thérèse.

Hij volgde humaniorastudies aan het St.-Lodewijks College te Brugge. Trad binnen te Scheut op 7.9.1899, legde eerste geloften af op 8.9.1900 en studeerde wijsbegeerte te Scheut en godeleerdheid te Leuven, ontving het priesterschap op 16.7.1905 en vertrok naar China op 27.9.1905, met bestemming voor Oost-Mongolië. Na pastorale en linguistische voorbereiding werd hij leraar aan het college van Sung-shu-tsui-tzû. Enkele jaren later werd hij missionaris in verscheidene dorpen en tenslotte pastoor te Mao-shan-tung. Zijn muzikaal oor werd getroffen door de mooie Chinese gezangen die de christenen onder de goddelijke diensten te zamen zongen. Hij nam deze liederen met tekst en muziek op en gaf er later een boekje over uit. Op aanvraag van een medemissionaris begon hij een Chinees-Nederlands woordenboek, ten behoeve van Hollandse Zusters, samen te stellen, waarin alleen de Chinese karakters met uitspraak en betekenis in opgenomen werden. Doch in het

vooruitzicht van de samenstelling van een tweede deel, waarin talrijke praktische uitdrukkingen en voorbeelden bij de karakters van het eerste deel zouden worden opgenomen, verzamelde hij uit de volksmond duizenden gezegden en spreken. Het manuscript van dit werk is verloren gegaan gedurende de troebels van de internering in 1941-1942. In het concentratiekamp werd P. Grossé aangesteld tot leraar in het Chinees voor jongere geïnterneerde vreemdelingen in Szûpingkai. In 1948, na onafgebroken gedurende 42 jaar in China missionaris te zijn geweest, werd hij verplicht dit land te verlaten. Hij kwam naar België terug en werd rector benoemd van de Witte Zusters van Afrika te St.-Maartens-Bodegem.

Publikaties: *Mission in China en Congo* 21 (Scheut, 1909, p. 263). — *Mission v. Scheut*, 29, 1921, p. 33; ib., 31, 1923, p. 114; ib., 47, 1939, p. 294-298. — *Missions en Chine et au Congo* 21, 1909, p. 261. — *Missions de Scheut* 30, 1922, p. 85-87; 31, 1923, p. 139-140. — Ib., 47, 1939, p. 295-298. — *Sint Tillo Missiebond IV* (Brugge, 1933, p. 3, 14). — Ib., VI, 1935, n. 2, p. 8. — Ib., XVI, 1951, p. 5. — Ib., XVII, 1952, p. 4. — *Ching-ko chai-lu* (muziek en Chinese overschrifving van Latijnse gezangen). Zikawei, T'ou-sé-wé, 1925. — *Praktisch Chinees-Nederlands Woordenboek volgens klanken en sleutels*. Tientsin, Peiyang Press, 1935, 8° V + 182 p. + 174 p.

[M.S.]

12 mei 1974.
J. Van Hecken

Arch. C.I.C.M. en br. pers. bezit. — *El. Sod.* van 1899-1900 tot 1952. — *El. Déf.* 1960 en 1966. — *Nouvelles de la Congrég.* n. 21, 2a. — *Chronica Congreg.* n. 10, 57, 81, 93, 122, 145. — *Annuaire du Manchoukuo* 1935, p. 44; ib. 1936, p. 147; ib. 1937, p. 180, 188; ib. 1938, p. 232; ib. 1939, p. 189; ib. 1940, p. 139. — *Mis. v. Scheut* 1953, p. 137. — J. Van Hecken, Eugène Grossé een Brugs musicus en sinoloog in *Haec Olim* XX (1970) p. 126-131. — Id. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mong.* Deel VI, p. 414; Deel VII, p. 500; Deel VIII, p. 502; Deel IX, p. 391-392. — Allossey, *West-Vlaamse Missionarissen*. Deel I, p. 144. — Licent s.j. *Explorations II*, p. 109. Streit B.M. XIII, p. 714.

GUÉBELS (Léon-Marie-Joseph), Procureur général, Ecrivain (Bastogne, 1.2.1889 - Bruxelles, 28.9.1966).

Docteur en droit et licencié en sciences morales et historiques de l'Université catholique de Louvain, diplômé de l'Académie de Droit international de La Haye et de l'Ecole supérieure de police scientifique de Bruxelles, Léon Guébel s'engagea dans la magistrature coloniale où il débute sa carrière en qualité de substitut du procureur du Roi au parquet d'Elisabethville en 1913. Il gravit les échelons de la hiérarchie occupant tantôt le siège tantôt

le parquet pour terminer sa carrière en 1952, obtenant le titre honoraire de ses dernières fonctions: procureur général près la Cour de Léopoldville.

Le procureur général Guébel était président de la commission permanente pour la protection des indigènes, et de la Commission pour le classement des sites et des monuments.

Membre de la commission consultative de l'IRSCA, membre de l'Institut intermédiaire international de La Haye, membre du bureau permanent du Centre d'Etudes des problèmes sociaux indigènes, représentant de l'African Music Society, membre de l'Association internationale de Presse pour l'Etude des problèmes d'Outre-Mer. On le trouvait toujours prêt à encourager toutes les manifestations artistiques et littéraires dans les lieux où sa carrière le conduisait.

Sous le pseudonyme, bientôt transparent, d'Olivier de Bouveigne il publia de nombreux poèmes, contes et essais, ainsi que quelques études historiques.

Olivier de Bouveigne fut titulaire du prix triennal de littérature coloniale (1929-1932).

Léon Guebel était commandeur de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre royal du Lion. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Commandeur avec plaque de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand. — Commandeur de l'Ordre militaire du Christ et porteur de plusieurs autres distinctions honorifiques.

Bibliographie (principales œuvres):

Sous le nom de L. Guebel: *Relation complète des travaux de la Commission Permanente pour la protection des indigènes* (in *Bulletin C.E.P.S.I.*), Elisabethville, févr. 1953, p. 5-225; mai 1953, p. 227-390; août 1953, p. 391-616; tiré à part en un volume s.d. Elisabethville 754 p.

Sous le pseudonyme d'Olivier de Bouveigne: *Ce que content les noirs* (Paris, 1935). — *Chansons d'ébène en langue d'ivoire* (Liège, 1938). — *Contes au clair de lune* (Namur, 1950). — *Dans le miroir de mes chansons* (Liège, 1939). — *Ecoute s'il conte, Merxem* (Anvers, s.d., 1946?). — *Ecoute s'il conte, les noirs* (Namur, 1952). — *Poètes et conteurs noirs*. Essai sur la littérature orale des indigènes de l'Afrique centrale. — Entendu dans la brousse (Paris, 1938). — *Un fruit dans la haie* (Bruxelles, 1933). — *La légende héroïque des bêtes de la brousse* (Louvain, 1932). — *Jérôme de Montesarchio, apôtre du Vieux Congo* (Namur, 1951).

... sans pouvoir reprendre dans le cadre de cette notice les nombreux titres d'articles parues dans les revues: Band, Brousse, le Bulletin militaire, Grand Lacs, Problèmes de l'Afrique Centrale, Revue de l'Aucom, La revue nouvelle, Lovania, Jeune Afrique, Zaïre et Zooléo et autres.

Octobre 1975.

A. Rubbens.

Sources: Prescobel 29.1.47. — Belga 8.8.52; 26.8.52; 20.6.52. — *Revue coloniale belge*, 1.9.52, p. 672. — Archives Min. Colonies, Reg. Matr. des A.E. n° 631. — *Revue juridique du Congo belge*, 1952, n° 5 sept.-oct., p. 274.

H

HAMELRYCK (*Paul-André-Ghislain-Daniel*), Pasteur, Aumônier militaire (Bruxelles, 30.7.1911 - Fayid, 25.11.1943).

Sa mère, Louise Amélie Duret était française, originaire du Pays de Montbéliard et son père, le colonel Oscar Hamelryck, était un officier de carrière issu de l'Ecole militaire et passé par l'Ecole de Guerre. C'est au cours de ses études à l'Ecole militaire qu'il fut amené à la foi protestante par son professeur de mathématiques, le professeur Charles Lagrange, cette personnalité remarquable de descendance huguenote. Musicien et aquarelliste, il était conseiller à la Cour, directeur de l'Observatoire royal et membre de l'Académie des Sciences. Il a laissé de nombreux travaux sur la Bible et sur les mathématiques. Célibataire, celui-ci s'attacha à la famille Hamelryck et vécut avec elle sous le même toit.

Paul Hamelryck a trois ans quand la Grande Guerre éclate. A Calais où la famille s'est installée pour ne pas être trop loin du front, le spectacle des grands blessés que l'on y débarque lui fait éprouver sans doute déjà une certaine impression de la souffrance humaine.

Mais l'intensité des bombardements qui atteignent la santé de Paul les contraignent à se fixer à Paris, où le grand-père maternel de Paul est médecin. C'est là que lui naquit une petite sœur en 1917, et que pour eux se termina la guerre.

Suivirent des années d'occupation, à Düsseldorf et à Berlin où le colonel siégeait au Comité des Garanties et présidait la Commission des Réparations. Enfin, la famille rentrait en Belgique en 1925. L'adolescent devait retrouver le calme après un grand tumulte, en même temps qu'apparaissaient les grandes émotions.

Une campagne d'évangélisation menée sous tente par une église protestante de Bruxelles à l'emplacement de notre actuelle Place Flagey, amène pour la première fois Paul Hamelryck à accepter responsablement l'Evangile: confiance en la grâce du Père suprême qui pardonne et dispense de nouvelles énergies pour un service dynamique. Mais selon ce

même Evangile, il faudra donner le temps à cette semence de germer et de porter son fruit.

Tenté par l'aventure et l'évasion, il voudra tout d'abord devenir marin et embarqua comme cadet. Il parcourut ainsi le monde pendant deux ans.

Calmé par cette expérience, il décida ensuite d'entreprendre des études coloniales et se spécialisa dans la culture des plantes tropicales.

En novembre 1935, engagé par la Cotonco (Lever House), il part pour l'ex-Congo belge où il occupe comme il l'avait souhaité, un poste de brousse. C'est là, rapporta Paul Hamelryck à son pasteur, que dans un moment de solitude et de découragement, il ouvrit sa Bible et entendit cette voix irrésistible qui l'apportait au service des hommes de ce continent.

Il termina son terme et en 1937, rentré à Bruxelles, il fit part à son pasteur de cet événement. Le Comité des Missions de son église le reçut à l'unanimité et il fut décidé que sa formation missionnaire se ferait dans un collège missionnaire des Etats-Unis à Nashville dans le Tennessee, cette église ayant des origines américaines.

En janvier 1938, il s'embarqua donc pour le Tennessee, ignorant encore qu'il ne reverrait ni l'Europe ni les siens.

Il fit deux ans de préparation, et sa connaissance du Congo fut naturellement appréciée. C'est là qu'il fit la connaissance de sa femme qui était professeur de langues et enseignait dans le collège Presbytérien de Cardenas à Cuba, mais elle avait été envoyée à Nashville pour y obtenir un diplôme supérieur. C'est à Nashville qu'ils s'unirent, pour le meilleur et pour le pire, le 14 mai 1940.

Après un court congé, comme la guerre empêchait un retour en Belgique d'où ils auraient dû partir pour le Congo ex-belge, on organisa le départ directement des Etats-Unis. Le 24 juillet 1940, ils étaient consacrés pour le champs missionnaire dans le grand Temple méthodiste de Chicago et ils s'embarquaient le 8 août dans l'après-midi à New York à bord d'un bateau hollandais, le s/s *Noordam*, en compagnie de dix-neuf autres missionnaires, seuls passagers du cargo.

Il y eut trois mois de mer. L'Atlantique étant zone de combat, ils traversèrent deux océans au lieu d'un, par l'Ouest. Paul Hamelryck ouvrit des classes de Français pour ses collègues anglophones. Il y eut des tempêtes, des alertes aux sous-marins et même un transbordement nocturne par forte houle, en pleine mer de Java, au cours duquel des bagages furent perdus. Ils débarquèrent enfin en Afrique du Sud et, à partir de Durban, entreprirent encore 2 500 kilomètres de train africain, vers le Nord, pour arriver enfin au Katanga.

Tout en assurant un remplacement à Jadotville, où naîtra leur premier enfant, Paul Hamelryck se rendit régulièrement le long d'une petite rivière appelée Mulungwishi où il fit œuvre de pionnier en posant les premières pierres de ce qui deviendra l'Institut Springer, un des grands centres d'enseignement du Sud-Congo. Quelques mois plus tard, le remplacement terminé, ils pourront s'y installer et se concentrer sur le travail pour lequel on les avait envoyés, songeant, à côté du gros œuvre missionnaire, à établir leur foyer.

C'est à Mulungwishi que lui parviendra son ordre de mobilisation. Sur l'instant ce fut extrêmement dur de renoncer à tout un labeur d'édition commencé quelques mois auparavant. C'était un autre devoir qui s'imposait et ils décidèrent de l'accomplir, celui-là aussi.

Sur recommandation du Conseil protestant du Congo qui fédérait toutes les œuvres protestantes de la colonie, il fut transféré dans le service de l'aumônerie et nommé sous-lieutenant aumônier le 2 janvier 1942. Il était affecté à l'Etat-Major de la 3^e brigade stationnée à Stanleyville et célèbre par ses victoires éthiopiennes dans le Nord-Est.

Après quelque temps, sa famille put le rejoindre dans cette garnison, où il exerça son ministère parmi les coréligionnaires des unités qui lui étaient assignées.

Vint alors le grand rassemblement du Corps expéditionnaire destiné à prendre position en Nigéria et qui s'effectuait dans l'environnement des ports du Bas-Congo: Matadi et Boma. Ce regroupement de près de treize mille hommes, conséquence de la conférence interalliée du 5 août 1941, amena aussi Paul Hamelryck à Léopoldville, suivi de sa femme et de son fils Jacques qui avait un an et demi.

A partir de juillet 1942, la Royal Navy commença une navette entre le Congo et la Nigéria. Trois aumôniers protestants accompagnaient le contingent: messieurs Huart,

Mayeur et Hamelryck, l'aumônier Huart étant le plus ancien avec le grade de capitaine. Mayeur partit le premier. Hamelryck partit ensuite. Il prêcha encore le 26 septembre, le dernier dimanche avant son départ, dans une église de Léo. Sa dernière journée se passa en compagnie du pasteur Coxill, secrétaire du Conseil protestant du Congo, puis il prit la mer, embrassant pour la dernière fois sa femme et son fils qu'il ne verrait plus.

Il fut attaché à l'Etat-Major du 2^e régiment d'infanterie et affecté à l'hôpital volant numéro deux installé à Abeokuta. Son ministère pendant ces six mois fut partiellement itinérant, mais il eut fort à faire à l'hôpital, où beaucoup de Noirs mouraient atteints de diverses maladies inconnues au Congo.

On sait comment le gouverneur général de l'A.O.F. prit, suite aux victoires alliées d'Afrique du Nord notamment, mais deux mois à peine après l'installation sur le terrain du Corps expéditionnaire, la décision de se rallier à la France libre. Cette décision rendait la présence des Belges inutile face à des Français qui subitement n'étaient plus vichystes.

Les accords de Londres pris en février 1943 assignèrent une nouvelle destination à nos troupes coloniales: l'Egypte. Les conditions de combat seraient maintenant fort différentes et une réorganisation de la Force s'imposait.

Une des conséquences de cette réorganisation fut que l'aumônier Hamelryck aurait du rentrer au Congo avec un régiment, mais étant donné le très petit nombre d'aumôniers protestants face aux besoins, il fut obtenu de Léopoldville qu'il puisse rester auprès des troupes en campagne.

On se souvient que la nouvelle « Brigade motorisée du Congo belge » parvint en Egypte par deux voies différentes. Il y eut la magnifique épopee de la voie terrestre par laquelle huit cents véhicules et deux mille hommes franchirent six mille kilomètres de tout-terrain, dont le désert. Pour beaucoup la voie maritime fut tragique.

Le 13 mars 1943, les 7 500 hommes et le matériel lourd de la B.M.C.B. embarqués à bord de trois transports de troupes rejoignaient un convoi en haute mer.

Ils devaient contourner l'Afrique par le Cap de Bonne-Espérance et remonter toute la longueur de sa côte Est. Les aumôniers Huart et Hamelryck voyageaient ensemble avec l'Etat-Major à bord du *Duchess of Richmond*, bateau canadien. Ce navire ayant transporté des

troupes hindoues peu avant, celles-ci y avaient laissé le microbe de la méningite cérébro-spinales, maladie sœur de la poliomérite. Des hommes moururent et furent immergés tous les jours. La morbidité atteignit 60 % des effectifs. Paul Hamelryck fut touché lui aussi, mais se remit après une semaine.

Après un mois de navigation et trois attaques sous-marines, le convoi arriva à Aden le 10 avril. Là il fallut débarquer d'urgence 75 méningiteux, mais les Britanniques exigèrent qu'un interprète les accompagnât qui parla à la fois Lingala et Anglais.

Paul Hamelryck s'offrit et fut accepté. Il resta trois mois à Aden où il se dépensa sans compter dans une ville fournaise à assister ses malades et ses mourants, envoyant régulièrement ses rapports à l'Etat-Major.

Pendant ce temps à Léopoldville, le 26 mai 1943, sa femme mettait au monde son second fils, qu'il ne vit jamais.

Trois mois après, il rejoignait l'Etat-Major en Egypte, installé à quelques kilomètres de Fayid, entre Ismaïlia et Suez, sur la rive Ouest du Grand lac Amer. Le 1^{er} juillet il était nommé lieutenant et affecté à l'hôpital central belge.

De malaises en rétablissements, Paul Hamelryck dut être hospitalisé et transféré à l'hôpital britannique, mieux équipé pour traiter les poliométiques. Mlle Godding, infirmière belge et fille de haut fonctionnaire, lui fut spécialement attachée.

La situation se désagrégua rapidement, et c'est dans un poumon d'acier que, paralysé, Paul Hamelryck expira le 25 novembre 1943, à la veille de partir en congé.

L'aumônier Huart en congé, c'est l'aumônier Mayeur qui présida aux funérailles. Le corps fut inhumé au cimetière militaire de Geneifa (Généffé) à quelques kilomètres au sud de Fayid.

Après la guerre, sa femme rentra aux Etats-Unis via la Belgique, où elle fit la connaissance de la famille de son défunt mari. Elle se consacra à l'éducation de ses deux fils.

Lieutenant-colonel BEM e.r. Pairoix: Pour moi je considère l'aumônier Hamelryck comme un de ces héros modestes qui s'offrent tout simplement pour l'exécution d'une mission pour laquelle rien ne les désigne *a priori*, mais dont ils savent très bien qu'elle peut leur valoir le sacrifice suprême.

Le lieutenant aumônier Hamelryck a été fait Chevalier de l'Ordre de Léopold à titre posthume par arrêté du Prince Régent du 7 octobre 1946, à l'intervention de M. Godding, ministre des Colonies, « pour témoigner de notre gratitude à P.A. Hamelryck, mort en service commandé ». — Il est également décoré de la Médaille

africaine de la guerre 40-45 avec barettes « Moyen-Orient » et « Nigéria » à titre posthume par arrêté royal du 17 septembre 1947.

Septembre 1973.

[A.L.]

Marc G.L. Van Den Steene.

D'après des propos recueillis auprès de Mme veuve Hamelryck, de Mme Van den Steene-Hamelryck, de Mlle Godding, de M. le colonel BEM e.r. Pairoix, chef d'Etat-Major du C.E. en Nigéria et au Moyen-Orient, de MM. les pasteurs Huart et Thonger, ainsi que de documents divers.

La figure du pasteur P. Hamelryck a été évoquée également par le professeur Braekman, président de la Société d'Histoire du Protestantisme belge dans son livre: « Histoire du Protestantisme au Congo », 1961.

HANLET (*Grégoire-François*), Missionnaire salésien (Verviers, 1.2.1884 - Elisabethville, 14.7.1951). Fils de Joseph et de Joséphine Meunier.

Il entra au Collège salésien de Liège où il fit ses humanités de 1899 à 1904. Il passa au noviciat de la Congrégation en 1904 et reçut la prêtrise à Groot-Bijgaarden le 12.7.1914. Après cinq années d'apostolat en Belgique, à Ixelles (1914-1919), il partit pour le Congo le 11.6.1919. Les Pères salésiens y desservaient le poste de Kinama, dans la préfecture apostolique du Katanga, sous la juridiction de Mgr de Hemptinne. Après un court stage dans l'enseignement à Elisabethville, le P. Hanlet fut nommé à Kinama, comme missionnaire et instituteur. Un deuxième poste salésien fut fondé en 1922, à La Kafubu: le P. Hanlet y résida de 1923 à 1924 et fut transféré ensuite à Elisabethville. Il rentra à La Kafubu en 1926, comme instituteur et secrétaire de Mgr Sak, préfet apostolique du Luapula supérieur (la préfecture, confiée aux Pères salésiens, avait été érigée l'année précédente). Revenu en Belgique en 1927, en congé de maladie, le P. Hanlet s'occupa du service de la Procure jusqu'en 1930. Il repartit pour le Katanga, résida d'abord à Elisabethville (1930-1931), puis à La Kafubu (1931), et devint en 1931 directeur de la mission de Sakania, fondée en 1925. Rappelé à La Kafubu, il y remplit les fonctions de secrétaire, de 1932 à 1935. Il devint ensuite directeur à Kipushiya, mission fondée en 1930. Il y resta de 1935 à 1939. En 1939, la préfecture fut élevé au rang de vicariat apostolique, sous le nom de Sakania, et le P. Hanlet devint supérieur de la mission de Musoshi, fondée depuis 1935. Mgr Van Heusden, nommé vicaire apostolique en 1947, le prit comme

secrétaire en 1949, fonction qu'il exerça jusqu'à sa mort, le 14.7.1951.

26 avril 1976.
M. Storme.

Distinction honorifique: Chevalier de l'Ordre du Lion. *Publications:* Bafwile Bwana Jesu ba Uganda. Ku batemwishi besu Bakristiani na Batekumeni, pa kuti' beshibi kulumbula kusumina kwabo na maka. Lubumbashi, 1925 (Les martyrs de l'Uganda, en kiswahili). — Kipushya 1928-1936. Dans: Vingt-cinq ans d'Apostolat. *Echo des Missions Salésiennes au Katanga* (La Kafubu), 1937, p. 38-42. — Lettres dans: *Echos des M.S.*, 1938, p. 10-13; *La Concorde* (Liège), 3 mai 1927, p. 13-14.

Lit.: Communication du R.P. L. Verbeek (Lubumbashi). — In Memoriam, *Liefdewerk van Don Bosco*, nov.-déc. 1951, p. 24. — Streit, R., *Bibliotheca Missionum*, Bd. XX, p. 173-176. — Corman, Annuaire des M.C. au C.B., 1924, p. 167; *Id.*, 1935, p. 322. — Van Wing-Goemé, Annuaire M.C. au C.B. et au R.-U., 1949, p. 568. — Revue Coloniale Belge, août 1951, p. 566.

HAVERBEKE (VAN) (J.-E.), Capitaine de vaisseau et Inspecteur général de la Marine (Anvers, 22.10.1812 - Anvers, 5.10.1907).

Van Haverbeke peut être considéré comme un des pionniers les plus efficaces de l'expansion belge Outre-Mer et il le fit au cours d'une longue carrière consacrée à la marine et à la science. Il avait d'ailleurs de qui tenir dans le domaine maritime: son grand-père maternel, Maurancourt, avait été corsaire, son oncle maternel, Verbrughe, était ingénieur de la Marine et son père, natif de Calais, avait rang de lieutenant de vaisseau. Ce dernier était venu à Anvers en 1805, au moment de l'apogée de l'empire français, lorsque Napoléon décida de doter la métropole d'installations portuaires importantes.

Dès 1826, le jeune Van Haverbeke fit du service sur des bateaux de commerce et, le 20 août 1832, il s'engageait dans la Marine royale avec rang d'aspirant de 2^e classe. Servant à bord d'une canonnière, il fut promu aspirant de 1^r classe le 1^r décembre 1832.

Jusqu'en 1834, la Marine royale était restée fluviale, mais à partir de cette date, le gouvernement, voulant restaurer le commerce extérieur belge ébranlé par la perte des colonies rattachées aux Pays-Bas, décida d'engager les armateurs et les industriels à tenter des voyages pour écouter les marchandises belges. Afin de les y inciter, la Marine royale était associée à cet effort en prêtant des équipages à charge de l'Etat. Le 25 novembre, cette disposition joua en faveur de la firme De Lescluze père, de Bruges; le trois-mâts, le *Robuste*,

reçut un équipage sous les ordres du lieutenant de vaisseau Desorger; Van Haverbeke en faisait partie.

Le *Robuste* était parti à destination de l'Egypte, le 3 janvier 1835, mais au port d'Alger, le 6 février 1835, le bateau fut pris dans une tempête d'une violence extrême. Pendant cinq jours, l'équipage lutta pour sauver le *Robuste*, mais le 11 à 16 heures, parti à la dérive, il se brisa sur les rochers. L'équipage, qui put être sauvé, fut l'objet des plus vifs éloges. Les hommes rentrèrent au pays au mois de mai par voie terrestre.

Van Haverbeke avait été promu enseigne de vaisseau le 1^r avril 1835 et réintégré dans la flottille le 12 mai suivant.

Le 25 mai 1837, il fut désigné pour faire partie de l'équipage de la *Clotilde*, trois-mâts barque de 380 tonneaux, appartenant à l'armateur Spillaert, d'Anvers, et pris en location par l'Etat à la date du 11 juin 1837.

Ce bateau, placé sous les ordres du lieutenant de vaisseau Nuewens, était destiné à une croisière d'instruction le long des côtes d'Afrique. C'était un premier essai de navire-école que le chef de la Marine, le capitaine-lieutenant Lahure, voulut rendre solennel en venant à bord de l'unité, la veille du départ, pour faire prêter serment de fidélité au pays par le personnel de l'Etat. Le départ eut lieu d'Ostende, le 17 juin 1837.

Le voyage fut long et monotone, sans aucune escale. Nuewens faisait régner une discipline de fer et s'efforçait d'initier les jeunes au métier de marin. La *Clotilde* fut de retour à Ostende le 2 octobre 1837. Van Haverbeke y débarqua avec un détachement de 35 hommes, qu'il ramena à Anvers par voie terrestre. Le bateau regagna Anvers sous pavillon neutre, car la Hollande ne reconnaissait pas encore celui de la Belgique.

En 1840, le Gouvernement belge racheta une goélette refusée au constructeur par l'armateur pour vice de construction. Cet esquif de 200 tonneaux fut baptisé la *Louise-Marie* en l'honneur de la première reine des Belges. Le bateau fut placé sous les ordres du lieutenant de vaisseau Eyckholt; Van Haverbeke fut désigné le 30 juin pour faire partie de l'équipage. Le 5 juillet, la *Louise-Marie* partit pour une croisière vers les Shetland et l'Islande, au cours de laquelle elle porta secours à trois bateaux de pêche belges en difficulté. Le retour au pays eut lieu le 17 octobre 1840 mais, dès le 19 octobre, la *Louise-Marie* reçut mis-

sion de conduire à Lisbonne le chargé d'affaires belge qui devait y apporter une sentence arbitrale de Léopold I^{er} au sujet d'un différend surgi entre l'Espagne et le Portugal. Les officiers furent reçus à la cour qui tenait à faire témoignage de considération à l'égard de la Belgique. Le retour fut dramatique, car la goëlette fut prise dans une tempête épouvantable.

Le 10 octobre 1841, Van Haverbeke passait au service de la flottille de l'Escaut. La Marine royale était en butte aux attaques de parlementaires aux vues étroites et son budget était chictement mesuré; pour maintenir son personnel en activité, elle fournissait des équipages aux navires de commerce belges. C'est ainsi que Van Haverbeke reçut le commandement de l'*Emmanuel* appartenant aux frères De Cock, de Gand.

Le bateau quitta Anvers le 9 janvier 1844; il devait faire escale à Batavia, Singapour, Manille et Canton. Dans ce dernier port, les mandarins ignorant l'existence de la Belgique ne voulaient pas laisser rentrer l'*Emmanuel*. Van Haverbeke envoya un de ses officiers avec un carte représentant une Belgique agrandie pour les besoins. Devant l'importance de ce pays, les autorités chinoises finirent par se laisser flétrir. Après un voyage excellent, le trois-mâts rentra à Anvers le 13 avril 1845.

A cette époque, un brick destiné à la Marine royale était en construction, mais sa mise en ligne était retardée par l'action de certains politiciens; finalement, le *Duc de Brabant* prit rang dans l'escadrille le 25 novembre 1845 et Van Haverbeke en fut nommé commandant en second. A ce titre, il fit jusqu'au 4 septembre 1846, une croisière aux îles Shetland et à la côte d'Islande. Alors que la Belgique était à la recherche de débouchés nouveaux pour écouter les produits de son industrie, le 31 décembre 1848 le *Duc de Brabant* fut désarmé par décision du Parlement.

Cependant, le 3 mars 1847, Van Haverbeke avait reçu le commandement de la *Louise-Marie* et il œuvra excellemment pour l'expansion belge d'Outre-Mer. Parti le 17 décembre 1847, après une escale à Ténériffe, il arriva en rade de Gorée le 11 janvier 1848. C'est le Roi Nunez qui retint particulièrement l'attention au cours de l'exploration de la côte occidentale d'Afrique et le chirurgien Durant établit un rapport sur les possibilités de séjour pour les Européens dans ces régions insalubres.

De son côté, Van Haverbeke tirait parti habilement des dissensions entre chefs indigènes soutenus, les uns par les Anglais, les autres par les Français, ces deux pays essayant d'établir des comptoirs commerciaux. La France et l'Angleterre avaient conclu un accord de non-intervention au Rio Nunez, afin d'éviter un conflit. Van Haverbeke en profita pour établir le 4 mars 1848, en rade de Caniope, une convention avec le chef Lamina aux termes de laquelle les deux rives du Rio Nunez étaient cédées en toute souveraineté au Roi des Belges. Ainsi, la Belgique disposait de terrains suffisants pour que des commerçants viennent y installer des établissements commerciaux. Lors de leur installation, il était prévu une redevance annuelle à payer au chef des Nalous qui, en retour, promettait de protéger les propriétaires belges; le Roi s'engageait à payer une somme annuelle et à garantir le chef des Nalous contre toute agression.

Cet accord devait être soumis à l'approbation du Roi qui devait faire connaître sa décision avant le 30 juin 1849.

Van Haverbeke rentra au pays le 14 mai 1848 et dès que furent connus les résultats de cette expédition, l'industriel De Coster, de Gand, envoya le trois-mâts *Emma* en direction du Rio Nunez; les transactions commerciales étaient menées par l'intermédiaire de l'agent Cohen.

Le 10 juin au 10 juillet 1848, Van Haverbeke partit en mer du Nord avec la *Louise-Marie* pour surveiller la pêche, puis du 8 août au 30 septembre aux îles Féroé. Le 31 décembre 1848, la goëlette quittait Doel pour se rendre une nouvelle fois au Rio Nunez, toujours sous le commandement de Van Haverbeke.

Le bateau, après avoir longé l'île Salvage, les Canaries, le Banc d'Arguin et le Cap-Vert, mouilla en rade de Gorée le 22 janvier 1849. Le trois-mâts *Emma*, avec le capitaine Witteveen et Cohen, s'y trouvait également, en même temps que la frégate *Pénélope* et la corvette *Recherche* de la Marine française. Le capitaine de vaisseau Bouët, commandant la division française, manqua d'égard envers Van Haverbeke qu'il ne reçut pas, contrairement à l'usage.

En fait, l'officier français appréciait à sa juste valeur l'importance du Rio Nunez et il supportait mal d'y avoir été devancé par les Belges.

Le 27 janvier, la *Louise-Marie* quitta Gorée et les officiers belges, en compagnie de Co-

hen, prospectèrent diverses stations de la côte avant de pénétrer le 9 février dans l'estuaire du Rio-Nunez. Le 10 février, on était en vue de Vittoria et le 12, le roi Lamina, l'ami des Belges, vient rendre visite à bord de la goélette. Le 13 février, la goélette s'arrêta à Rapass, en face de l'établissement d'un mulâtre français Bicaise, dont on allait faire le consul de Belgique dans cette région. Un établissement secondaire situé à Debokké, encore plus en amont, appartenait également à Bicaise.

Le 14 février, Van Haverbeke donnait par écrit des instructions à ses officiers, selon les directives secrètes reçues du Gouvernement avant son départ pour l'Afrique. Le but poursuivi était de favoriser l'écoulement des produits de l'industrie nationale par l'établissement de comptoirs de commerce.

Th. Ducolombier devait lever un plan détaillé de Vittoria et reconnaître les ressources que pouvait offrir l'agriculture; Tratsaert était chargé d'étudier la défense du poste et les ressources en vivres pour une garnison; de son côté, Dufour devait s'enquérir des marchés et des mœurs des Baggos, des Nalous et des Landoumas, mais, en outre, il devait rassembler une documentation météorologique sur la région.

Le 21 février 1849 eut lieu à bord de la *Louise-Marie* un banquet qui réunissait les officiers belges, le roi Lamina et les commerçants du Rio Nunez, afin de célébrer la ratification du traité par le roi Léopold I^e. Alors que les officiers belges accomplissaient les devoirs qui leur avaient été commandés, le 25 février 1849, ils durent se préparer à une expédition armée, car Mayoré, un rival du roi Lamina, avait violé les conventions passées avec les commerçants déjà établis sur place; Van Haverbeke avait décidé d'agir pour protéger leurs droits.

Mayoré avait enlevé le fils et la femme d'un de ses parents, Ismaël; ce dernier, expulsé de Debokké, avait dû se rendre à Rapass. Le 26 février, Van Haverbeke remonta le Rio-Nunez avec trois chaloupes et une grande partie de l'équipage de la *Louise-Marie*; une chaloupe chargée des commerçants de la région suivait les militaires.

Arrivé à Cassasi, Bicaise fut étonné de constater que cent Landoumas, sur instruction de Mayoré, construisaient une maison sur un de ses terrains pour deux commerçants anglais qui venaient de s'établir à Debokké. Ces derniers avaient comblé Mayoré de cadeaux, sur-

tout de rhum, pour acheter sa complicité dans l'usurpation du bien d'autrui. Mayoré, qui se trouvait dans les parages, fut invité à une partie qui devait se tenir à Debokké le jour même.

Vers onze heures, les officiers belges étaient arrivés à Debokké; Van Haverbeke et une partie des officiers attendaient à la maison de Bicaise la visite de Mayoré qui ne se manifestait pas le moins du monde.

Vers 14 heures, sur une hauteur du village, plusieurs centaines d'hommes armés de fusils apparaissaient. Van Haverbeke fit débarquer ses hommes et un mortier fut mis en batterie. Mayoré, invité à se présenter, répondit qu'il ne se fiait pas aux Blancs. Sur cette réponse, Van Haverbeke accompagné de Lamina se rendit seul chez Mayoré qui était ivre. Comme il ne pouvait répondre de suite, l'officier belge exigea une réponse pour onze heures du soir. Une heure avant l'expiration du délai, une réponse favorable arriva. Aussi, l'expédition revint à bord de la *Louise-Marie*, ramenant la femme et l'enfant d'Ismaël.

Le 27 février, alors que Van Haverbeke faisait visiter les embarcations remontant le Rio-Nunez, vu les menaces nouvelles contre Ismaël et les siens, la corvette anglaise *Favorite* mouilla à Caniope et son commandement vint à Rapass, remettre au commandement belge une protestation au nom du commodore du Sierra-Leone. Après quelques explications, l'officier anglais dut bien reconnaître que la convention franco-anglaise ne liait pas les Belges et il ne put qu'avaliser la conduite de Van Haverbeke.

Ce même jour, la corvette française la *Recherche* arrivait également dans l'estuaire du Rio-Nunez; son commandant, le capitaine de frégate de la Tocnaye apprit que les résidents avaient sollicité l'intervention des Belges pour appaiser Mayoré et le ramener à une saine raison.

Entre-temps, la situation s'était envenimée et les deux nouveaux commerçants anglais ne cessaient d'approvisionner en rhum et en munitions Mayoré, qui devenait de plus en plus arrogant.

Finalement, le 9 mars 1849, Van Haverbeke, qui s'était entendu avec de la Tocnaye, avait décidé de se rendre à Rapass en compagnie de l'officier français pour faire entendre raison à Mayoré. Ce même jour, l'*Emma* arrivait également sur les lieux.

Du colombier et Mestrieau montèrent le cours du Rio-Nunez jusqu'à Debokké et constatèrent l'aide que Mayoré procurait aux deux intrus anglais à Cassaci. L'usurpateur se montra aimable, promit tout ce qu'on voulait, mais ne passait pas à exécution. Aussi, sans plus attendre, il fut décidé de venir en force à Debokké, sous le prétexte de réinstaller Ismaël.

Le 11 mars 1849, Français et Belges remontèrent le Rio-Nunez et opérèrent un débarquement à Debokké sous la conduite de la Tocnaye. Un coup de feu tiré au hasard renvoya les hommes de Mayoré prudents mais, de nouveau, ce dernier ne voulut rien entendre. Les deux commerçants anglais lui avaient livré la veille 30 fusils et des munitions. Cependant, nombreux étaient les habitants de la région qui désavouaient cette ligne de conduite.

Dans la nuit, profitant de la marée, l'expédition revint à bord des bateaux ancrés à Rapass. Le capitaine de Kerhallet, ami de Bouët, arriva sur ces entrefaites à bord de la corvette française. Alors qu'il avait pour mission de contrecarrer l'action de Van Haverbeke, il se rendit compte qu'aucun reproche ne pouvait être adressé aux Belges et, finalement, il rallia leur cause.

Après divers incidents au cours desquels Mayoré fit preuve de mauvaise volonté, la *Louise-Marie* alla mouiller en amont de Rapass le 16 au matin afin d'entamer le blocus du Rio-Nunez. Le 17 mars 1849, les deux négociants anglais furent invités à quitter Debokké. Comme ils proposaient d'entamer de nouveaux pourparlers, les trois commandants s'y refusèrent.

Cohen mit l'*Emma* à la disposition de l'expédition belge et un commerçant français, Salcedo, prêta à ses compatriotes une goélette, la *Dorade*.

Le 22 mars, la *Louise-Marie* suivie des deux bateaux de commerce remontèrent jusqu'à Walkaria pour embarquer les indigènes qui faisaient cause avec Lamina. Vu son tirant d'eau, la *Louise-Marie* dut rentrer à Walkaria, tandis que l'*Emma*, la *Dorade* et une grande chaloupe armée devaient remonter plus en amont. Entre-temps, les deux commerçants anglais avaient été faits prisonniers.

Le 24 au matin, les bateaux amenaient la petite force belge, face à Debokké. L'action débuta à 9 heures du matin par un tir d'artillerie suivi d'un débarquement.

Au cours de cette action, Van Haverbeke dirigea le tir d'artillerie avec une efficacité étonnante, tandis que de la Tocnaye commandait le débarquement. Le village fut pris et on y saisit l'armement livré par les deux Anglais ainsi que leur correspondance avec Mayoré; celle-ci fournissait la preuve de leur collusion.

Une action fut encore menée contre un village de la rive droite où Mayoré avait mis ses biens en sécurité et d'où une troupe de ses fidèles harcelaient, par un tir de mousquetterie, les marins et les hommes qui avaient participé au débarquement. A une heure de l'après-midi, l'action était terminée et les bateaux redescendirent le Rio-Nunez le 25 mars 1849 vers midi.

Pendant ce retour, des hommes de Mayoré, furieux de la défaite, tiraient depuis la rive sur les équipages; c'est alors que le belge Dufour fut grièvement blessé à la tête.

La *Louise-Marie* retrouva son équipage et Van Haverbeke confia la garde de Debokké au chef Tongo, qui avait pour mission d'emporter Mayoré d'y revenir.

Le 26, pendant la descente de la rivière, la goélette belge s'échoua dans une position difficile. Sous les tirs des mutins, l'équipage partit, avec l'aide des Français, à tirer le bateau de sa situation devenue critique à marée basse.

Le 27 mars 1849 la *Louise-Marie* était de retour à Rapass où elle séjournra quelques jours pour réparer les dégâts, tandis que les Français retrouvaient la *Prudente* et la *Recherche* à Vittoria.

Le 2 avril, Van Haverbeke, de la Tocnaye et de Kerhallet conclurent un arrangement avec Lamina afin qu'il reconnaisse Tongo comme le chef de Debokké. Le 5 avril, Tongo signait avec la Belgique un traité cédant les deux rives du Rio-Nunez et autorisant la construction d'un fort à Debokké, tout cela pour un prix de 5 000 francs.

La *Louise-Marie* quitta l'estuaire du Rio-Nunez le 10 avril 1849 et arriva à Gorée le 23 avril. Bouët, en tournée au Gabon, y revint le 25 avril. Lorsqu'il prit connaissance du rapport de la Tocnaye et de Kerhallet, il exprima son mécontentement, mais les deux officiers français refusèrent de le modifier. Malgré l'estime dont Van Haverbeke et ses hommes étaient entourés, ils ne furent pas reçus par le commandant de division. Les autres officiers français firent connaître combien ils désapprouvaient l'attitude de leur chef.

Le 3 mai 1849, Van Haverbeke prit la route du retour et rentra à Doel le 17 juin.

A la suite du rapport élogieux de la Tocnaye, Van Haverbeke reçut la croix de la Légion d'honneur en date du 25 janvier 1850; dès le 18 juillet 1849, il avait été nommé chevalier de l'Ordre de Léopold et les habitants du Rio-Nunez, lui remirent un sabre d'honneur.

Mis en disponibilité, du 10 juillet au 15 décembre 1849, Van Haverbeke reprit le commandement de la *Louise-Marie* et cingla à nouveau vers le Rio-Nunez le 24 février 1850. Le 29 mars, la goélette mouillait en rade de Vittoria. C'était pour constater le délabrement du courant commercial qu'une poignée de Belges avait tenté de créer dans cette région.

Le Gouvernement avait bien nommé un consul à Gorée, mais il était dénué de pouvoir réel. Il ne disposait d'aucune force pour faire régner l'ordre sur les rives du Rio-Nunez, aussi les commerçants européens et africains étaient victimes des intrigues et des rivalités des chefs régionaux. Faute d'encouragement, les Belges ne purent tirer parti du prestige qu'ils s'étaient acquis dans la région. La *Louise-Marie* qui avait quitté Vittoria le 25 avril, était déjà de retour à Anvers le 3 juin 1850.

Van Haverbeke, mis en disponibilité le 1^{er} juin, promu capitaine-lieutenant de vaisseau le 8 août, fut rappelé en activité le 23 décembre 1850 et nommé chef supérieur du service Ostende-Douvres.

Le 30 novembre 1851, il reprenait le commandement de la *Louise-Marie* qui était réclamée au Rio-Nunez.

Le départ eut lieu d'Anvers le 6 janvier 1852, mais les débuts furent pénibles; il fallut se réfugier à la côte anglaise pour réparer une avarie au gouvernail. Arrivé à Gorée le 27 février, Van Haverbeke trouva une lettre du consul Bols lui demandant de se rendre d'urgence au Rio-Nunez.

Le 4 mars à Rapass, un spectable désolant attendait l'équipage; des combats récents avaient eu lieu entre Landoumas et Nalous à une centaine de mètres de la maison de Biçaise; des cadavres étaient restés sur place sans sépulture. Mayoré avait à nouveau voulu régner sur les territoires des Nalous. Van Haverbeke tenta à nouveau, par la négociation, de faire entendre raison au chef turbulent qui refusait de baisser pavillon. Lamina, l'allié des Belges, demanda à Van Haverbeke de l'armer pour se défendre; mais, n'y étant pas autorisé,

l'officier belge lui avança 2 500 francs à valoir sur la redevance promise annuellement et invita les résidents à évacuer le haut de la rivière afin de se placer sous la portée des canons de la *Louise-Marie*, en cas de conflit. Comme les colons refusaient d'abandonner leurs installations, Van Haverbeke ne pouvait plus rien faire et il décida de poursuivre sa croisière à la côte d'Afrique.

Cependant, Lamina confia à Van Haverbeke son fils et son neveu, qui furent amenés en Belgique, afin d'y recevoir une bonne éducation.

Le commerce dans le Rio-Nunez périclitait faute de protection, car le gouvernement n'avait pas suivi le Roi dans ses efforts et le traité avec Lamina n'avait pas été soumis à l'approbation du Parlement.

Le 15 juin, la *Louise-Marie* était de retour en Belgique, tandis que les Anglais ne se faisaient pas de scrupule pour tenter de placer le Rio-Nunez sous leur obédience.

Le 10 décembre 1852, Van Haverbeke était nommé commandant de la station maritime d'Anvers. Mais ce ne fut pas pour longtemps; le 30 septembre 1853, il reprenait le commandement de la *Louise-Marie* pour repartir à la côte occidentale d'Afrique. Au cours de ce voyage, la goélette contourna l'Afrique Occidentale plus loin que ne l'avait jamais fait aucun autre navire de la Marine royale; elle se rendit notamment au Sierra-Leone, au Liberia, à la Côte d'Ivoire et jusqu'au Gold-Coast. Le retour eut lieu à Anvers le 2 juillet 1854.

En cours de route, la *Louise-Marie* essuya deux tempêtes et le bateau commandé par Van Haverbeke sauva la corvette bordelaise *Petite Angélique*.

Les louables efforts de Van Haverbeke et de ses hommes furent vains car, sous la pression de lord Palmerston, la Belgique laissa tomber en 1854 ses prétentions sur le Rio-Nunez.

Tandis que nos marins promenaient au loin le pavillon belge, les parlementaires s'acharnaient contre la Marine Royale dont certains voulaient la suppression. Une commission, sous la présidence du Comte de Flandre, fut créée pour étudier la question; le 1^{er} juillet 1855, Van Haverbeke fut nommé membre de cette commission en remplacement de Petit, qui était en mer.

Du 7 août au 17 septembre 1855, Van Haverbeke fut envoyé avec la *Louise-Marie* pour surveiller la pêche en mer du Nord.

Après le retour de cette croisière, il fut envisagé d'envoyer encore une fois ce bâtiment au Rio-Nunez, mais il fallut attendre jusqu'au 10 décembre pour que la décision fut prise, en invoquant l'obligation morale de protéger les intérêts belges contractés dans cette région. Ce serait d'ailleurs le dernier voyage de la goélette et de son commandant à la côte occidentale d'Afrique, car les politiciens, entre-temps, décidèrent de sacrifier la Marine Royale pour des fortifications d'Anvers. Et pourtant, il y avait lieu de regretter pareille décision, car il y allait de l'intérêt de l'industrie et du commerce belges.

En effet, le Roi des Nalous, Lamina, était mort. De Coster, le négociant gantois qui avait pris l'initiative de créer des comptoirs au Rio-Nunez, était créancier d'une somme de 700 000 francs dans cette région.

La *Louise-Marie* quitta Anvers le 2 avril 1856 pour arriver à Gorée le 2 mai; le consul Bols était déjà parti depuis six semaines au Rio-Nunez. Il fut rejoint à Rapass où, pour la dernière fois, la redevance annuelle de 5 000 francs fut liquidée aux frères de Lamine. Les négociants ne se sentant plus soutenus abandonnèrent leurs entreprises dans cette région et la *Louise-Marie* fut de retour à Anvers le 13 août.

En 1857, Van Haverbeke dirigeait la station maritime d'Anvers tout en faisant partie de diverses commissions relatives à la défense d'Anvers.

Le pionnier de notre expansion coloniale dut assister impuissant au démantèlement de la Marine Royale et au désarmement successif des unités.

Il fut nommé capitaine de vaisseau le 18 septembre 1862 et, lors de la guerre franco-allemande en 1870, il fut chargé, à titre militaire, des services de l'Escaut à Anvers.

Malgré toutes les infortunes, Van Haverbeke s'était remis à l'étude des sciences et il fut nommé, le 3 mai 1874, membre de la commission chargée d'étudier la réorganisation de l'Observatoire. Le 28 septembre 1876, il démissionna, mais il fut nommé inspecteur général de la marine civile.

Il mourut à Anvers le 5 octobre 1907, âgé de près de 95 ans.

Ce vaillant officier était commandeur de l'Ordre de Léopold. — Chevalier du Lion Néerlandais. — Chevalier

de la Légion d'Honneur. — Titulaire de la Croix civique de première classe et de la décoration commémorative du cinquantenaire de la Marine.

24 août 1972.

A. Lederer.

Leconte, L. — *Les ancêtres de notre Force Navale*, Bruxelles, 1952.

HEEMSKERK (*Adriaan, Broeder Bernulphus*), Broeder-missionaris, martelaar van Kongolo (Reewijk, Zuidholland, Ned., 4.7.1900 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Johannes en Blonk, Anna-Maria.

Hij trad als lekebroeder in de Congregatie van de H. Geest en sprak, na een jaar noviciaat te Baarle-Nassau, op 15 maart 1927 zijn eerste kloostergeloften uit. In december van hetzelfde jaar vertrok hij uit Antwerpen naar Noord-Katanga, toen nog apostolische prefectoraat. Van 1928 tot 1939 leidde hij de koffieplantage van de missie te Malela. Intussen was de prefectuur tot de rang van vicariaat verheven en in 1939 deed Mgr Haezaert op hem beroep voor de bouw van het nieuw klein seminarie te Kongolo. Dan kwamen andere bouwwerken aan de beurt: te Senter, Ankoro, Manono, Malemba en Kongolo. In 1960 kwam hij op verlof naar Europa, maar hetzelfde jaar nog vertrok hij opnieuw naar Congo om te Lubunda de residentie te voltooien voor de Broeders van O.-L.-Vrouw van Barmhartigheid uit Tilburg. Op 1 januari 1962 werd de bijna 62-jarige Broeder te Kongolo met 19 van zijn priesters-confraters vermoord door de Congolese soldaten van het nationaal leger.

14 december 1975.

M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 47-48. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — J. Dartmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. — Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25 januari 1962. — A. Corman, Annuaire des Miss Cath. au C.B., 1935, p. 282. — Van Wing-Goemé, Annuaire des M.C. au C.B. et au R.-U., 1949, p. 529.

HEIREMANS (*Auguste-A.-M.*), Capitaine au long cours (Lokeren, 1.3.1887 - Ixelles, 2.1.1965). Epoux de Coppens, Odile.

Né à Lokeren, Auguste Heiremans suivit les cours à l'école de navigation et il y obtint son

brevet de capitaine au long cours le 21 janvier 1913; ensuite, il navigua comme premier officier pendant quatre ans sur le s/s *Apchéron* et un an et demi sur le s/s *Kremlin*, qui étaient des pétroliers.

Il passa en 1919 au service de la Compagnie maritime du Congo (C.B.M.C.) qui, en 1930, devint la Compagnie maritime belge (C.M.B.) par sa fusion avec le Lloyd Royal Belge.

Du 15 mars 1919 au 22 octobre 1921, Heiremans voyagea encore sur un pétrolier de la C.B.M.C., le s/s *Mazout*, et fut promu capitaine le 8 août 1919.

Le 21 juin 1922, il reçut pour la première fois le commandement d'un paquebot mixte de la ligne du Congo, le s/s *Anversville*. Jusqu'en 1927, il passa alternativement d'un paquebot à un cargo et c'est ainsi qu'on le voit successivement commander les s/s *Boula-Matarai*, *Matadi*, *Anversville*, *Mambika* et *Kasongo*.

Mais les grandes qualités du capitaine Heiremans avaient attiré sur lui l'attention de ses supérieurs; ses passagers et ses subordonnés appréciaient sa bonne humeur, sa déférence pour les humbles et son respect pour les travailleurs consciencieux.

Aussi, à partir du 13 février 1927 jusqu'à sa retraite le 19 septembre 1945, il commanda toujours un bateau à passagers du type paquebot mixte; c'est ainsi qu'on le trouve à la tête des s/s *Stanleyville*, *Thysville*, *Anversville*, et *Elisabethville*.

C'est avec ce dernier qu'il naviguera comme commandant pendant toute la durée de la deuxième guerre mondiale; il avait en effet, été promu le 20 mars 1938.

Lorsque la grande tourmente éclata en 1940, la C.M.B. avait, comme en 1914, transféré sa direction à Londres; la flotte belge avait pu ainsi être mise à la disposition des alliés. Que de voyages en convoi, que d'angoisses dans la crainte d'une attaque nocturne par sous-marin pendant les longues années de guerre. C'était la deuxième fois dans sa vie que le brave Heiremans connaissait ces traversées éprouvantes pendant lesquelles il fallait demeurer sur le qui-vive d'une façon ininterrompue pour faire face à une situation difficile.

Heureusement, le s/s *Elisabethville* put être ramené à bon port à l'issue de la guerre. Le 6 novembre 1944, le commandant Heiremans prenait le commandement du m/b *Coacabana*, un cargo mixte à moteur, qui avait

également sillonné les mers pendant toute la durée de la tourmente.

Après six mois de congé passé au pays, le 12 juillet 1945 il prenait une dernière fois le commandement de ce bateau pour mettre fin à sa carrière maritime, le 19 septembre 1945.

Nombreux sont les passagers qu'il a conduit au Congo ou qu'il a ramené ici et qui conservent un excellent souvenir de ces traversées que le commandant Heiremans s'ingéniait à rendre agréables. Tant ses supérieurs que ses subordonnés louaient son affabilité, son sens du devoir et son esprit de justice.

Il s'éteignit à Ixelles le 2 janvier 1965, entouré de l'estime et de l'affection de tous ceux qui l'avaient connu.

Il était porteur des distinctions honorifiques suivantes : Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de la Couronne. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Médaille maritime. — Médaille civique. — Médaille de la guerre 1940-1945.

7 juillet 1974.

A. Lederer.

Archives de la C.M.B. — Fiche signalétique de l'Académie. — Wuyts, R.: lettre du 29 mai 1974 à l'auteur. — Archives du M.R.A.C.

HEMELRYCK (VAN) (Maurice), Senator, gewezen minister (Schaarbeek, 20.4.1901 - St.-Jans-Molenbeek, 9.10.1964).

Maurice Van Hemelrijck, oudste zoon uit een landelijk gezin van twaalf kinderen, begon na zijn humaniora de uitoefening van het beroep van landmeter; weldra verwierf hij de titel van expert in zijn vak en voegde daarbij de kwalificatie van ingenieur van de waterstaat. In 1926 trad hij in dienst bij de Belgische Boerenbond waar hij zich verdienstelijk maakte met de bestrijding van overstromingen in het Vlaamse landsdeel en met het droogleggen van veengronden. In 1936 haalde hij voor de Centrale Jury zijn diploma van doctor in de rechten en liet hij zich inschrijven op het tableau van de stagiairs bij het hof van beroep te Brussel; enkele jaren later wordt hij tot voorzitter verkozen van de Vlaamse Balie te Brussel.

Zijn politieke carrière nam een aanvang in 1946 met zijn verkiezing op de C.V.P.-lijst als gemeenteraadslid van St.-Jans-Molenbeek en als lid van de provinciale raad van Brabant.

In 1949 werd hij als C.V.P.-senator verkozen en werd voorzitter van de Vlaamse vleugel van de partij. Kort daarop werd hij aange-

steld als voorzitter van de C.V.P.-P.S.C. van het arrondissement Brussel en later als voorzitter van de C.V.P.-P.S.C.-fractie van de Senaat.

In de Boerenbond bleef hij werkzaam als lid van het Centraal Comité tot verdediging van de landbouwers belangen, in 1956 werd hij ondervoorzitter en in 1961 voorzitter van de Boerenbond.

Deze bezigheden moest hij echter onderbreken om ministeriële ambten te vervullen.

In 1958 werd hij tot minister van Openbaar Onderwijs aangesteld, in het homogeen ministerie van eerste minister Eyskens, toen de schoolstrijd, die op de wet Collard volgde, nog niet geluwd was. Hij wist de gemoederen te bedaren door het bewerken van het schoolpact in overleg met de oppositie. Aan katholieke zijde werd hem wel eens verweten aldus de officiële school aan het anticlericalisme ten prooi te hebben gegeven, terwijl de oppositie hem verweet de uitgaven voor onderwijs op te schroeven. Minister Van Hemelrijck was dit dubbel gevaar echter bewust en wist zijn politiek op beide fronten te verdedigen.

Bij de oprichting van het C.V.P.-liberaal gouvernement op 6 november 1958 werd het portefeuille van Kongo en Rwanda-Burundi aan minister Van Hemelrijck toegewezen. Hij volgde gouverneur-generaal Petillon op in dat ambt.

Belgisch Kongo was op dat ogenblik in volle beroering. Interne bewegingen onder de inlandse bevolking kwamen voor het eerst op met programma's van ontvoogding, gelijkberechtiging, autonomie en onafhankelijkheid. Het welwillend paternalisme door het Belgisch koloniaal beleid van de Leopoldistische traditie overgenomen had afgediend. Ook onder de blanke bevolking ging het aan het gisten: de Belgen, die langere termijnen in Afrika doorbrachten en zich daar meer en meer als kolonisten bestendig meenden te vestigen wilden meer inspraak krijgen in het Kongolees bestel, en konden niet meer dulden als tweederangsburgers van politieke rechten te zijn beroofd; talrijke vreemde blanken die als planters, nijveraars en handelaars in Afrika hun haardstede hadden gebouwd stonden — meestal onopvallend maar vastberaden — achter deze politiek die hun medezeggenschap kon verlenen in het beleid van hun „nieuw Vaderland”.

De blanke gemeenschap was meestal onbewust (of dan weigerig) t.o.v. het wereldgebeu-

ren van de dekolonisatie die reeds fel aan de gang was in de naburige Franse en Britse kolonies. Die blanke gemeenschap was van meet af aan vooringenomen tegen de aanstelling van Minister Van Hemelrijck; het werd de regering verweten een minister te hebben laten benoemen die de overzeese toestanden totaal vreemd scheen.

Niemand had verwacht dat Minister Van Hemelrijck zo vlug en zo grondig het koloniaal probleem zou bevreden en er zo koraat een oplossing voor zou vinden.

In een interview aan de *Pourquoi Pas* toegestaan op 28.11.1958, amper veertien dagen na zijn aanstelling zegde de Minister: „Il faut aller vite, soit. Encore faut-il savoir où l'on va”.

Vóór de aanstelling van minister Van Hemelrijck was een werkgroep opgericht die onder leiding van ere-gouverneur generaal Ryckmans de politieke toestand, zo in de inlandse als in de Europese gemeenschap zou bestuderen; wegens zijn gezondheidstoestand belet dit ambt te vervullen, zou de Heer Ryckmans door de Heer Petillon vervangen worden bij de leiding van deze werkgroep, samengesteld uit de prominenten uit de politieke leiding van het land.

In de Belgische kringen groeide de verwachting dat minister Van Hemelrijck, die erin geslaagd was het irriterend Belgisch geschil van de schoolstrijd bij te leggen door een schoolpact, de aangewezen man was om het netelige Kongolese probleem op te lossen met een „kolonial pact”.

Met het verslag van de werkgroep in de hand en na persoonlijk contact te hebben gezocht met de verschillende middens van Congo en van het koloniaal beleid in België ging de minister het programma van 13 januari 1959, door het Parlement goedgekeurd, voorleggen aan de Kongolese bevolking. Niemand dacht op dat ogenblik dat de banden tussen België en de Kolonie dienden verbroken te worden. Ook minister Van Hemelrijck was deze mening niet toegedaan; wel meende hij dat een einde moet gesteld worden aan het koloniaal regime en dat de inwoners van Congo als volwaardige burgers zo vroeg mogelijk democratisch inspraak moesten krijgen in het beheer van hun eigen gemeenebest; dat hun dezelfde kansen dienden geboden te worden in Congo als aan de Belgen, qua onderwijs, qua economische ontwikkeling en carrière in het bestuur. Hij zou daarbij niet wijken voor een

mogelijk gevolg: autonomie of onafhankelijkheid, dat eerst in acht zou genomen worden indien het Kongolese volk het wenste en wan- neer het bekwaam zou zijn het te halen.

Indien deze boodschap met enthousiasme werd begroet door de inlanders, deed zij integendeel de blanke bevolking van Kongo steigeren. Onder de verbijsterde blikken van de Kongolezen werd de Minister door de kolonisten onthaald op heibel en krakeel. Ook de ambtenaren tekenden protest aan door het orgaan van de AFAC (Association des fonctionnaires et agents de la colonie). De Belgische financiële kringen bij Afrikaanse bedrijven betrokken lieten eveneens hun afkeuring kennen.

Minister Van Hemelrijck was niet de man om zich door kabaal of druk te laten afschrikken. Hij was bereid tegen stroom op te roeien. Daartoe had hij echter riemen nodig: het corps van de koloniale ambtenaren; zodra hij bewust werd dat hij op hun medewerking niet mocht rekenen besloot hij zijn ontslag te geven, dit gebeurde op 3 september 1959.

Met lede ogen moest hij zien dat de brutale reactie op de onwil van zijn landgenoten, de inlanders tot zodanige excessen opdroef dat België genoopt werd de onafhankelijkheid toe te staan, zonder uitstel, zonder gepaste voorbereiding, met alle treurige gevolgen vandien. Hij bleef de verdere ontwikkelingen en verwikkelingen van de Kongolese zaak van dichtbij volgen, en de bittere verwijten tot zijn opvolgers gericht waren hem voorwaar geen troost.

Op een privé-bijeenkomst van de Boerenbond te Thielt op 10 juli 1960, terwijl de jonge Kongorepubliek door akelige stuipen gekweld lag, drukte de gewezen minister van Kongo nog de mening uit dat België zich voortaan onthouden moest van militaire bemoeieningen bij de interne geschillen in dat land. Dit bericht lekte uit in de pers die heftig reageerde.

Minister Van Hemelrijck had intussen zijn volle activiteit opnieuw gericht op de belangen van de landbouw. Op 14 september 1961 volgde hij Senator Mullie op als voorzitter van de Boerenbond; op 2 oktober 1964, een week vóór zijn overlijden, was hij verkozen geweest tot voorzitter van de Europese Confederatie der Landbouwersverenigingen.

Minister Van Hemelryck was commandeur in de Leopoldsorde. — Grootkruis in de Orde van Sint Gre-

gorius de Grote. — Grootkruis in de Orde van Koning Allonso de Wijze.

Oktober 1975.
A. Rubbens.

HENCKELS (*Albert-Bernard*), Missionnaire, martyr de Kongolo (Sampont-Hachy, 14.11.1922 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de Joseph et de Wildschutz, Suzanne.

Après ses études humanitaires chez les Pères du St.-Esprit à Gentinnes (1935-1941), il entra au noviciat de la Congrégation et prononça ses premiers voeux religieux à Hotgne, en 1942. Il fit deux années de philosophie à Ingelmunster et quatre de théologie au scolasticat de Louvain et fut ordonné prêtre à Louvain le 21 février 1948. Poursuivant ses études à l'Université de Louvain, il obtint le grade de licencié en pédagogie. En mars 1953, il partit pour le Congo, pour le vicariat apostolique de Kongolo. Il devint directeur de l'Ecole d'apprentissage pédagogique à Kongolo. En 1956, il fut nommé inspecteur diocésain de l'enseignement. Le 1^{er} janvier 1962, il était l'une des victimes de la tragédie de Kongolo, où 20 missionnaires de la Congrégation du St.-Esprit furent massacrés par les soldats de l'armée nationale congolaise.

13 décembre 1975.
M. Storme.

Lit.: Archives des Pères du St.-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 31-32. — Africa Christo, Nijlen, mars 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Louvain, 1962, p. 140-144. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Agence D.I.A., Léopoldville, 18, 24 et 25 janvier 1962. — Kerk en Missie, 1953, p. 140. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

HENS (*Jozef-Jan*), Missionaris, martelaar van Kongolo (Westmalle, 3.5.1910 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Pieter en Geerts, Marie.

Na zijn middelbare studies aan het H. Geestcollege te Lier (1922-1929) trad hij in het noviciaat van de Paters van de H. Geest en legde zijn eerste kloostergeloften af te Orly-Parijs in 1930. Hij studeerde wijsbegeerte te Bonsecours en theologie te Leuven, aan het scholasticaat van de Congregatie. Op 7 juli 1935 werd hij te Leuven priester gewijd en in september 1936 vertrok hij naar Kongo. De

apostolische prefectuur van Noord-Katanga was er een jaar tevoren tot vicariaat verheven, en P. Hens werd er eerst tewerk gesteld in de Baluba-missie te Malemba, daarna achtereenvolgens te Kibombo, te Kindu en tenslotte te Kongolo. Eenmaal was hij naar België teruggekeerd, in 1948-1949. Op 1 januari 1962 was hij een van de slachtoffers van het bloedbad aangericht door de soldaten van het nationaal Kongolees leger.

13 december 1975.

M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 32-34. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25 januari 1962. — Kerk en Missie, 1937, p. 22; 1948, p. 100; 1949, p. 143. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — Van Wing-Goemé, Annuaire des Missions Cath. au C.B. et au R.U., Brussel, 1949, p. 524.

HERT (DE) (Jozef), Missionaris, marteelaar van Kongolo (Hoevenen, 15.6.1907 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Alfons en Adriaensen, Theresia.

Na zijn humaniora-studies aan de apostolische school te Turnhout (1919-1927) trad hij in het noviciaat der Paters van de H. Geest te Orly (Parijs) en sprak er zijn eerste religieuze geloften uit op 8 september 1928. Daarna studeerde hij wijsbegeerte en theologie aan het scholasticaat van de Congregatie te Leuven en op 9 juli 1933 werd hij priester gewijd. In oktober 1934 vertrok hij naar Kongo, bestemd voor de apostolische prefectuur van Noord-Katanga, die in 1935 zou verheven worden tot de rang van vicariaat. Eerst was hij leraar aan de normaalschool te Lubunda. In 1940 verhuisde hij naar Kindu, als directeur van de middelbare school. Van oktober 1947 tot september 1948 was hij voor een rustperiode in België. Terug in Kongo ging hij als overste naar Lubunda. Van 1951 tot 1954 vervulde hij het ambt van provinciaal overste. Vervolgens bestuurde hij de jonge missie van Sentry. Na een tweede verlof in België, in 1959, werd hij leraar aan het klein seminarie te Kongolo. Op 1 januari 1962 viel hij er, met 19 van zijn confraters, onder de kogels van de soldaten van het Kongolees nationaal leger.

10 december 1975.

M. Storme.

Bibliografie: Brieven in: *Bode van de H. Geest* (Lier), 1934/35, p. 165-169, 220-224, 243-247; 1935/36, p. 28-32, 144-152; 1937/38, p. 30-35, 262-266; 1938/39, p. 27-31, 57-66.

Lit.: Arch. Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel 1962, p. 22, 24-25. — Africa Christo, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Agence D.I.A., 18, 24 en 25.1.1962. — Eglise vivante, 1962, p. 140-144. — A. Cormier, Annuaire des Missions Cath. au Congo belge, 1935, p. 284. — J. Van Wing-V. Goemé, Annuaire des Miss. Cath. au C.B. et au Ruanda-Urundi, 1949, p. 530. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — Streit-Dindinger, Biblioteca Missionum, vol. XIX, p. 243. — Kerk en Missie, 1935, p. 33; 1948, p. 67; 1949, p. 28.

HOFKENS (Léon), Gouverneur de province (Bruxelles, 13.10.1894 - Taintignies, 9.1.1972).

Léon Hofkens qui termina sa carrière coloniale en qualité de gouverneur de la province du Kasai en juillet 1948, l'avait commencée en juillet 1920.

Nanti d'un diplôme d'école normale, il exerça à Bruxelles la fonction d'enseignant, pendant six années avant de s'engager pour l'Afrique, dans le service territorial.

Sa carrière africaine n'eut pour champ d'action que deux régions congolaises: d'une part, celle du Kasai-Sankuru, d'autre part, celle du Bas-Congo. Le fait mérite dès l'abord d'être souligné. On sait que la stabilité ne fut guère le lot, au Congo belge, des fonctionnaires territoriaux. Cela était dû évidemment au va-et-vient des congés nécessaires en Europe (en règle tous les trois ans) qui obligeait à des remplacements fréquents. Cela fut imputable aussi, quoique dans une moindre mesure, au fait des personnes: goût du changement, adaptation inadéquate — pour quelque raison que ce fût — aux circonstances locales (le climat pouvait en être une) ou à la fonction, etc.

En ce qui concerne Léon Hofkens, il convient de noter que très certainement le facteur personnel d'instabilité ne joua pas, parce que, dans son cas, ce facteur était entièrement et volontairement dominé au profit du service.

C'est un premier trait qui caractérise l'homme: une conscience très haute des exigences de la fonction qui lui faisait toujours reléguer au second plan les préférences de goût ou de confort personnel. Bel exemple d'abnégation.

Voyons succinctement la courbe de sa carrière.

Il la commença en qualité d'agent territorial au territoire de Lodja (Sankuru). Dès son

second terme, il est administrateur de Lusambo, puis de Dimbelenge, nouvelle circonscription qu'il lui incombe d'organiser; en 1927, il est commissaire de district-adjoint du Sankuru.

En 1931 s'ouvre pour lui une période de dix années au cours desquelles il exercera, dans le Bas-Congo, les fonctions de commissaire de district-adjoint d'abord (1931-1933), puis de commissaire de district-titulaire (1934-1941). Il a alors son point d'attache au chef-lieu, Boma. A son septième terme de Colonie (1941), le voici restitué aux régions de ses débuts, le Kasai-Sankuru et promu au niveau supérieur du commandement administratif: de 1941 à 1943, commissaire provincial de la province du Sankuru; de 1947 à mai 1948, gouverneur de la province du Kasai, laquelle englobe désormais, ensuite à une restructuration territoriale (1945), outre l'ancien district du Kasai (chef-lieu Luebo), celui du Sankuru (chef-lieu Lusambo) et celui du Lomami (chef-lieu Kabinda). Le siège de la nouvelle province est Luluabourg.

Carrière brillante assurément que celle de Léon Hofkens. Elle s'étala sur près de vingt-cinq ans de séjour effectif au Congo, entre sa vingt-sixième et sa cinquante-quatrième année. Mais l'épithète « brillante » appliquée à sa personne ne l'eût pas satisfait et sans doute l'eût-il accueillie d'un sourire indulgent. Car le « brillant » était ce qu'il recherchait le moins. Outre l'abnégation que nous avons signalée déjà, il est tellement évident pour tous ceux qui l'ont connu, même seulement un tant soit peu, que les qualités qui ressortaient dès l'abord de son contact avec autrui étaient la loyauté et la modestie. Loyauté que révélait instantanément la limpidité du regard, modestie qui frôlait un effacement parfois excessif dans les hautes fonctions qu'il exerçait, qui n'en était pas moins pleine d'un charme séduisant. Il ne tirait aucun orgueil — ce qui eût été pourtant fort légitime — de ce qu'il s'était fait entièrement lui-même, de ce que sa carrière, partie de l'échelon d'agent du cadre territorial pour atteindre au commandement supérieur d'une province, il ne la devait qu'à sa force de caractère, à son impeccable droiture, à son effort personnel d'étude et de culture. La formation qu'il avait reçue de la modeste école normale l'y aida certainement: il y avait acquis la notion d'une application méthodique minutieuse et conscientieuse, s'accrochant à l'observation des faits et des hommes; il en avait gardé une sorte de fraîcheur

d'âme qui le servit le plus efficacement pour comprendre — et pour aimer — la vivante spontanéité des Bantous. Mais au-delà de cette formation, il eut et il cultiva jour après jour, au long des années, un goût du travail approfondi et une volonté qui, pour être douce et sans éclat, n'en était pas moins forte et continue. Visiblement la seule satisfaction qu'il poursuivait était là, dans le labeur quotidien pour toujours mieux comprendre — et mieux aimer — afin d'améliorer, non par bonds retentissants et précaires, mais petit à petit, par aménagements successifs, les situations qui appelaient sa sollicitude.

Il avait l'intelligence lucide et ferme, une manière d'approcher choses et gens avec, osons-nous dire, une humanité souriante qui inclinait immédiatement ses interlocuteurs à la confiance. Son regard loyal, discrètement interrogateur posé sur eux, les incitait à la sincérité, à l'exposé tranquille de leurs vœux ou de leurs doléances. Ainsi fit-il merveille partout où il passa, pour un ordre paisible et des dispositions à l'espérance, à l'abandon de toute appréhension, à la collaboration de tous, Noirs et Blancs, dans l'œuvre commune d'humanité.

Mais cette douceur et cette modestie du comportement n'excluaient en aucune manière la fermeté dans le commandement, la netteté des décisions. Il savait écouter longuement, patiemment. Il savait aussi conclure sans ambiguïté. Sa parole était précise et concise. Il ne la prodiguait pas. Il ne la voulait qu'utile et bienfaisante. L'amélioration du sort des indigènes était au cœur de ses préoccupations. Il y reconnaissait son premier devoir en tant que chef territorial. Il avait, au surplus, gardé de ses activités de jeune brouillard, dans les forêts du Sankuru, une attirance de sympathie profonde pour les populations à la vie desquelles il avait été si étroitement mêlé.

Cette sympathie et cet élan, pour n'avoir plus à s'exercer de manière aussi directe quand il eut atteint les échelons élevés de l'administration, demeuraient cependant son stimulant intérieur le plus agissant. Il avait, d'ailleurs, un penchant personnel pour les petits, pour les plus faibles. C'est ainsi encore qu'il s'appliqua, dans la province du Kasai (notamment), à soutenir l'effort des colons européens parce qu'il comprenait et ressentait ce que pouvait avoir d'incertain leur position économique et parce qu'il appréciait le courage de leur aventure.

Et pourtant, ce qu'il fut essentiellement, ce qui nous paraît avoir marqué le plus vigoureusement sa personnalité, c'était sa conscience délicate et exigeante de représentant de l'intérêt général. De ce côté, il ne composait pas. Aucun sentimentalisme, aucune pression extérieure, aucune appréhension de « ce qui s'en suivra » ne pouvaient le faire dévier de sa conviction et de sa décision, quand cet intérêt général était en cause à ses yeux. Et il liait aux requêtes de cet intérêt, avec un scrupule peut-être un peu inquiet, celles de la discipline du corps des fonctionnaires.

Disons en conclusion que le gouverneur Léon Hofkens joignait à une grande délicatesse morale, à un contrôle de lui-même exceptionnel, des qualités intellectuelles remarquables d'étude patiente, d'observation précise, de compréhension profonde.

Il fut un homme d'une parfaite unité intérieure. Sa loyauté, sa continuité dans l'effort, la modération de son tempérament en faisaient un serviteur de l'Etat exemplaire.

20 novembre 1972.

[M.V.]

A. Gille.

HOLLANTS (*Maurice-François*), Lieutenant-Colonel (Diest, 15.4.1887 - Bruxelles, 23.3.1968). Fils de Jean-Alexandre et de Leenaerts, Léontine-Louise-Thérèse. Epoux de Petit, Mariette.

Dès la fin de ses études secondaires, Hollants entre en 1904 à l'Ecole militaire de Huy, mais n'y reste pas. Le 3 octobre 1904 il est volontaire au 1^{er} Chasseur à pied. Le 5 novembre 1904 il est nommé caporal et en mars 1907 il est nommé sergent.

L'Afrique l'attire et le 2 février 1911 il s'embarque pour la Force Publique au Congo. Le 25 novembre 1911 il obtient le grade de sous-lieutenant d'Infanterie, grade conféré par les examens de cadre de l'Armée belge.

Pendant la guerre 1914-18, Hollants participe à la campagne d'Afrique. Aux côtés du colonel Muller il participe à la victoire de Tabora.

Hollants est lieutenant en 1915, capitaine en 1916 et commandant en 1917. La Belgique est occupée par les Allemands et le père de Hollants est déporté en Allemagne où il meurt en prison en 1918. Cet exemple stimule la façon d'agir de Hollants qui paie de sa

personne et a 8 chevrons de front. Il est commandant en chef des troupes des territoires occupés et ensuite commandant du Centre d'Instruction de Kongolo.

En 1919, Hollants rentre en Belgique pour un congé et fin de celui-ci repart pour le Congo. Il y reste jusqu'en 1922. Il prend un nouveau congé et pendant celui-ci se marie avec Mariette Petit. Il repart avec sa femme au Congo. Il est nommé major en mars 1924. En 1925 Hollants rentre en Belgique et est admis à la retraite avec le grade de lieutenant-colonel.

De son union avec Mariette Petit, Hollants a deux garçons Jean et Paul et une fille Jeanine.

Hollants ne se contente pas de sa retraite et commence une activité civile. En 1925, il est directeur de la Société G.E.A.B. En 1928 cette société cesse ses activités et Hollants passe au siège de Bruxelles de COBOMA, filiale congolaise du Bon Marché. Peu après il devient directeur de ce siège.

Pendant la guerre 1940-45, Hollants fait partie de la Croix Rouge de Belgique. Celle-ci lui octroie en 1946 la médaille de la Croix Rouge pour services rendus.

En 1948 Hollants devient administrateur délégué de la Royale Entraide Coloniale.

La mort surprend Hollants encore à la tête à la R.E.C.

La vie de Hollants est exemplaire parmi les anciens coloniaux qui se sont dévoués à la Belgique et au Congo.

18 mai 1974.
G. de Rosenbaum.

Hollants est titulaire de nombreuses distinctions honorifiques : Médaille de la victoire (1920). — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Croix avec palmes du Chevalier de l'Ordre de la Couronne. — Croix de guerre. — Médaille beige commémorative de la guerre 1914-18. — Médaille commémorative des campagnes d'Afrique. — Croix militaire anglaise. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Croix de l'Officier de l'Ordre de Léopold avec glaives. — Commandeur de l'Ordre de Léopold.

HOORNAERT (*André-Gustave*), Magistrat, Avocat et Publiciste (Liège, 4.6.1884 - Schaerbeek, 23.4.1953). Fils d'Aloïs et de Braquaval, Marie Josèphe. Veuf de Paulus, Geneviève; époux de Notté, Stéphanie.

La générosité débordante, l'enthousiasme idéaliste, la farouche indépendance d'André Hoornaert, le mélange chez lui de ces deux qualités fondamentales du Liégeois, l'indivi-

dualisme et la sentimentalité à fleur de peau, ne pouvaient laisser personne indifférent. Si sa vie ne fut pas marquée par la réussite d'une carrière des honneurs, s'il n'était pas un homme d'argent, son influence parfois décisive sur la destinée de tant de ses contemporains en font une personnalité hors du commun.

Dans la trame de cette existence en apparence décousue, c'est dans sa jeunesse qu'il faut chercher les constantes qui l'éclairent. Sa naissance d'abord, au sein d'une famille nombreuse, le culte de sa tante et première épouse de son père, Eudoxie Braquaval, mieux connue sous son nom de plume de Pauline l'Olivier, pionnière des lettres féminines belges, sa foi qui s'exprima par son dévouement de maître du patronage St-Joseph de Liège où il se lia d'une amitié indéfectible avec Octave Louwers, le futur grand juriste colonial, et l'ingénieur Delmer, futur secrétaire général du Ministère des Travaux Publics et créateur du canal Albert, l'influence, aussi, du père de ce dernier, Alexandre Delmer, écrivain social catholique, guide de ses premiers pas dans le journalisme. Car à quatorze ans déjà, en 1899, André Hoornaert éprouva la joie de voir *Le Patriote* publier son tout premier article, plus de cinquante ans, il demeura le collaborateur de ce quotidien devenu, après 1918, *La Libre Belgique*. Ses études juridiques à l'Université de Liège, canalisèrent ces tendances, la faculté des Lettres dominée par la figure de Godefroid Kurth, celle du Droit par Gérard Galopin, fixèrent son patriotisme, son christianisme social et son admiration pour l'œuvre africaine de Léopold II.

Sorti docteur en droit de l'Université de Liège, comme la majorité des magistrats du Congo des débuts, il s'engagea la même année, 1907, pour deux ans, au service de l'Etat Indépendant. Nommé le 31 août, il s'embarqua à Anvers et entre en service le 12 septembre. La 4 octobre, il est désigné pour remplir les fonctions de substitut suppléant près le tribunal de première instance de Boma, le 18 novembre celles de substitut suppléant près le tribunal territorial et le conseil de guerre de Lusambo, le 23 mars 1908 celles de substitut près le conseil de guerre de Kabinda. Il s'embarque, fin de terme, le 8 décembre 1908 et atteint Anvers, fin de service, le 27 décembre 1908. Déjà, il avait rédigé quelques-unes de ses expériences, citons « L'île des dormeurs » parue dans la revue du Mouvement anti-esclavagiste, en 1908, p. 41.

Après ce premier terme dans ce qui deviendra la province du Kasai, André Hoornaert sera dirigé sur le Katanga que la Colonie avait décidé de doter, enfin, d'une solide infrastructure judiciaire. Il quitte la Belgique le 22 avril 1909, est nommé le 14 mai substitut suppléant près le tribunal de première instance et le conseil de guerre de Lukafu, et, le 11 novembre, substitut près le tribunal territorial et le conseil de guerre établis au chef-lieu de la zone du Tanganika-Moëro. Il quitte le Katanga, fin de terme, le 16 avril 1911.

Le 30 décembre 1911, il est nommé substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Elisabethville, embarqué le 29 janvier 1912, il entame le service effectif de son troisième terme le 21 février. Il quittera Elisabethville, « pour cause de santé », le 14 février 1914, six jours avant l'expiration de son terme de service, « à sa demande », démission honorable de ses fonctions de substitut de procureur du Roi est acceptée par arrêté royal du 24 juillet 1914.

Ce que furent ces séjours africains, deux récits parus en feuilleton dans *La Libre Belgique* en septembre et octobre 1948 nous permettent de l'entrevoir. « L'histoire du crâne de Mukoko », c'est l'ancien Sankuru-Kasai qui s'ouvre et résiste à la pénétration des idées occidentales, l'anthropophagie, la figure haute en couleur du Père Cambier, les plaisanteries d'un goût parfois douteux, « La pierre qui parle », ce Katanga des Grands Lacs dominé par les féticheurs. Mais il y avait aussi les prémisses de la civilisation moderne, sur les bords du Tanganika, André Hoornaert s'était lié d'amitié avec Mgr Roelens, dont il publia l'éloge funèbre dans *La Libre Belgique* du 17 août 1947, mais surtout avec l'abbé Stefano (ou Stephano) Kaoze, le premier prêtre noir de la région, son hôte futur pendant ses séjours européens, rencontré pour la première fois en décembre 1909, et auquel il consacra des articles vibrant de sympathie dans *La Libre Belgique* du 18 avril 1921 et dans la *Revue Congolaise Illustrée. Les Vétérans de l'Etat Indépendant du Congo* de mai 1951, p. 33 à 35.

André Hoornaert avait trop de pudeur pour décrire ce que fut la tragédie de son troisième terme. Jeune marié, il avait emmené sa femme en Afrique. En brousse, le 19 mars 1913, en sa vingt-cinquième année, elle décédait en couches, son enfant ne lui survécut que de quelques heures et fut baptisé sans cérémonies. La même année, il perdait son père. A

ces drames familiaux, s'ajoutaient ses combats professionnels.

Comme beaucoup de magistrats coloniaux de la première époque, conquis par les idées sociales de la fin du XIX^e siècle, André Hoornaert avait établi l'équivalence africaine, l'ouvrier d'Europe à défendre, c'était là-bas le Congolais. Au moment où le vide judiciaire se comblait au Katanga, avec sa fougue habituelle, il n'avait pas le caractère d'attendre que le poisson soit ferré, anticipant parfois sur un faisceau de preuves irréfutables, le substitut Hoornaert était parti en guerre contre les abus qui pouvaient subsister au Tanganyika. Cette attitude lui valut quelques incidents violents qui expliquent, au moins en partie, sa démission.

Au moment où il était confronté, avec le courage qu'on lui connaît, à une reconversion complète de sa vie, l'éclatement de la guerre de 1914 lui dicta son devoir. Il n'était plus question de tergiverser, il s'engagea comme volontaire. André Hoornaert combattant, c'est l'héroïsme de l'Yser, sept chevrons de front, deux citations à l'ordre du jour de l'Armée, la Croix de Guerre reçue des mains même du Roi-Chevalier sur le champ de bataille de Merckhem. Dans les tranchées, il avait retrouvé son cher ami Delmer, simple soldat comme lui. Il en sortit invalide, mais non abattu.

Après la victoire, cette fois, André Hoornaert pouvait choisir sa nouvelle direction. Il s'établit en région bruxelloise et s'inscrivit au barreau, il se remaria, et bientôt ce fut la naissance du fils ainé du couple, Jean, comme le bébé enterré là-bas, en terre africaine. Il profita du faire-part de naissance, pour proclamer son intention de fonder une famille nombreuse, il fut toujours un ardent propagandiste de cet idéal, et il tint parole, son foyer devait s'égayer de la naissance de six enfants.

Mais il avait trop accumulé d'expériences, sa plume le démangeait, et ce fut une série de livres et d'opuscules, en diverses directions. En collaboration, un livret, émouvant quand on connaît sa vie, « Le Baptême d'urgence pour raisons médicales », distribué en grande partie gratuitement. Dans le domaine militaire, chez A. Dewit, trois récits, « Les ceinturonnés de la 88^e (1919, 326 p.), « A la volée » (1921, 316 p.) et « Universitaires et Ramollots » (1921, 85 p.). Ces ouvrages guerriers, écrits dans un style bien relevé et avec humour, n'étaient pas que coups de clairon, non sans courage, le héros, simple soldat, n'hésitait

pas à s'en prendre à la hiérarchie militariste, à se pencher sur le sort immérité de « lâches » fusillés pour l'exemple. Dans le domaine social, mais là aussi l'expérience de la vie militaire le guidait. « Les Durs Réveils » (première édition en 1920, 150 p.), sans fausse pudibonderie, l'A. abordait le problème tabou des maladies vénériennes, ouvrage qui reçut un accueil favorable du public, les diverses éditions (dans les deux grandes langues nationales), la dernière de 1947, atteignirent un tirage total de 100 000 exemplaires. Ce succès ne devait pas enrichir l'A., il le vendit à prix coûtant, le distribua parfois gratuitement, mais il lui valut des félicitations du roi Albert et une élévation au grade d'Officier de l'Ordre de la Couronne par le Ministère de la Santé publique et de la Famille à laquelle le Ministère de la Défense nationale s'empressa d'ajouter les glaives. Dans un domaine social encore, mais religieux aussi, aux éditions « Jeunesse Nouvelle » en 1924, « Pour le Capital? Ou pour le Christ » (48 p.). Dans la même direction, mais sous une optique coloniale cette fois, en collaboration avec Octave Louwers, chez Goemaere à Bruxelles, en 1923, « La politique indigène » (87 p.) et, en 1924, « La question sociale au Congo » (247 p.).

Après cette efflorescence, il consacra surtout sa plume dans *La Libre Belgique*, au journalisme proprement dit, il y était « L'Ancien », spécialiste des combattants mais aussi chroniqueur colonial du journal. Le conseil de l'Ordre avait froncé les sourcils devant les entreprises en multiples directions de ce singulier avocat, il se fit moins voyant et prouva, par la parution de plusieurs articles dans les colonnes du *Journal des Tribunaux*, qu'il était aussi un juriste de valeur.

En 1936 commence pour lui une année féconde. Il rédigea un roman, toujours inédit, mais qui ne pouvait être qu'une œuvre de combat, ici contre le Décret du Saint Office du 3 mai 1927 condamnant les romans « mystico-sensuels », un extrait parut dans l'organe des familles nombreuses du 2 août, « La veuve du soldat inconnu », récit d'une grande originalité et sensibilité. Chargé par *La Libre Belgique* d'un reportage en U.R.S.S., il se rendit à Moscou via Berlin. Il fut effrayé de l'impréparation des Occidentaux devant le réarmement des régimes totalitaires, et ses notes à propos de l'armée rouge, car il était toujours resté l'observateur d'artillerie des boues de l'Yser, devaient bientôt se révéler prophétiques.

ques. Il tira de ce reportage, aux éditions de l'A.C.J.B., un opuscule de 47 pages, « Impression de Sovétie ». Le succès de son envoyé spécial en Russie incita *La Libre Belgique* à l'expédier quelques mois plus tard, en 1937, en Espagne, bien entendu dans les régions conquises par le général Franco. Déçu par ce qu'il y avait trouvé, il décida d'aller voir en face: les Républicains ne lui plurent pas plus, finalement ne trouvèrent grâce à ses yeux que les Basques des deux bords, Carlistes et Autonomistes.

Le second conflit mondial qu'il avait prévu, était là. Il ne pouvait être que résistant, mais toujours original, il mena « sa guerre » comme il l'entendait. La décision qui lui conféra enfin en 1951 la qualité de résistant armé, énumère ses exploits, mais constate, non sans embarras, qu'il refusa de s'inféoder à un quelconque mouvement, aussi fut-il un des rares « résistant armé isolé ». Là encore il avait manié des fonds, des millions, pour les autres. Mais surtout, il considéra de son devoir, après la capitulation, de défendre la personne du roi Léopold III. En 1942, pratiquement à compte d'auteur, sous le pseudonyme d'A. Stephan (pensait-il à Stéfano?), il répandit dans les deux langues un opuscule de 31 pages, « Léopold III, Roi belge ». Malgré les recherches, la Gestapo ne réussit pas à l'identifier.

Sa prise de position lui permit de nouer des contacts avec le souverain prisonnier. A la libération, il se lança dans la bagarre de l'« affaire royale », le 19 août 1947, il accordait à *La Libre Belgique* une interview « Les vrais sentiments du Roi pendant l'occupation », à son tour le souverain lui ménageait un entretien publié dans le même journal le 20 janvier 1948.

La guerre l'avait ruiné, si tant on peut dire qu'il eût jamais de fortune. Son ami Octave Louwers parvint à le faire nommer, en 1946, rédacteur du compte rendu analytique du Conseil colonial, tâche, qu'aidé par sa science juridique, il remplit avec grand soin. Il fut aussi secrétaire général du « Centre belge d'études et de documentation » du 1 de la rue Defacqz à Bruxelles.

Il renouait ainsi avec la réalité coloniale. Ses récits de 1947, cités plus haut, de ses débuts congolais lui valurent de dures critiques d'adversaires politiques. Il ne comprenait pas. En 1948, *La Libre Belgique* en faisait son envoyé spécial au Congo. Il profita du voyage par mer pour interviewer le cardinal van Roey

(*L.B.*, 4.7.48). Le Congo le désorienta: il en était resté aux anthropophages et aux féticheurs, à l'hospitalité de brousse, il retrouvait un pays lancé dans le vertige de l'ère industrielle, aux métropoles anonymes et bruyantes.

Et pourtant, avec ce cœur qui le caractérisa toujours, il sut répondre à des besoins de ce Congo nouveau, peut-être parce que déjà, au temps des pionniers, il avait fait confiance à l'homme noir, s'était fait un ami de Stefano Kaoze. Mgr Roelens mort, pour honorer la mémoire du prélat, il lança la « Fondation Roelens » qui permit l'érection d'une école professionnelle sur les bords du Tanganyika. Le souvenir de Stefano Kaoze dut hanter le promoteur de cette souscription qui en quelques semaines recueillit 400 000 francs au profit de Mgr A. Bigirumwami, cadeau de sacre de ce premier évêque de l'Afrique belge.

Doyen des collaborateurs de *La Libre Belgique*, son apport au journal s'espacait, mais peu avant sa mort, il obtint une dernière interview qui fit grand bruit, de l'archiduc Othon de Habsbourg.

Il mourut subitement. Les notices nécrologiques consacrées à sa mémoire montrent l'émotion qui s'empara du public. A ses obsèques, autour de sa dépouille, entourant sa femme et ses enfants, avaient pris place ses amis de toujours, Louwers et Delmer, de petites gens anonymes, des anciens, ceux qui avaient travaillé avec lui dans les œuvres paroissiales, mais aussi, le représentant du Roi, le président du Sénat, le ministre des Colonies, et encore, l'ancien ministre, le gouverneur général, le haut magistrat colonial et métropolitain, le bâtonnier, l'officier du plus haut grade, le professeur d'Université. A ce magistrat colonial invité à donner sa démission, à ce simple soldat peu respectueux de la hiérarchie, à cet avocat aussi pauvre à l'arrivée qu'au départ, à ce polémiste fougueux défenseur de tant de causes perdues, la Belgique officielle, d'Europe et d'Afrique, rendait un hommage public. A ce franc tireur, isolé si souvent, la foule portait témoignage. Non, André Hoornaert n'avait pas raté sa vie.

Distinctions honorifiques: 1) A titre colonial: Etoile de service avec deux raies. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Médaille commémorative du Congo. 2) A titre militaire: Officier de l'Ordre de Léopold II avec glaives. — Croix de guerre (deux citations à l'ordre du jour de l'Armée). — Croix de l'Yser. — Croix de feu. — Médaille de volontaire combattant, sept chevrons de front. 3) A titre social: Officier de l'Ordre de la Couronne avec glaives.

4) A titre de la résistance: Médaille de la résistance armée. — Médaille commémorative avec sabres. 5) A titre religieux: Chevalier de St Grégoire le Grand. — Commandeur de l'Ordre de St Sylvestre.

9 juin 1975.
Jean Sohier.

Références: Matricule des A.E. n° 294. — *Belgique active*, p. 211. — *Pourquoi Pas?*, 20.6.30. — *Recueil financier*. Bruxelles, 1939, III, p. 81-88. — Agence Belga, 29.5.45. — *Libre Belgique*, 29.5.45, 25.4.53, 28.4.53. — *Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, 15.5.53. — *Revue coloniale belge*, 1.5.53. — *Revue congolaise illustrée*, VI, 53.

HUBERT (Ernest-J.), Chef de secteur, attaché au Parc national Albert (Lombise, 4.5.1890 - R.I., 12.3.1967).

Pour ses innombrables amis, pour les milliers de visiteurs des cinq continents qui l'accompagnèrent dans « sa » plaine des Rwindi-Rutshuru du Parc national Albert, il a toujours été et restera toujours l'extraordinairement sympathique et intrépide commandant Hubert. Il faudrait toutefois lui rendre justice en parlant plutôt du major Hubert, car tel était son grade exact dans les cadres de réserve de l'armée métropolitaine. Enfin, en 1944, c'étaient des insignes de lieutenant-colonel clandestin qu'il portait lorsque l'offensive libératrice le trouva au commandement du secteur de Marbais de l'Armée secrète.

Il est né à Lombise, Hainaut, le 4 mai 1890, deuxième fils d'une famille montoise de huit enfants. Ses études secondaires lui confèrent la sévère formation des Jésuites. Il conquiert à Mons en 1911 un diplôme de licencié en sciences commerciales.

La même année, il part pour l'Afrique, en service territorial. Son unique terme à l'administration le verra mener la rude vie du brousse sur les rives du Bomu et de l'Uele. Immédiatement, il est chez lui dans la Nature sauvage, se révélant pisteur habile, observateur toujours en éveil, chasseur courageux. Immédiatement aussi, il se montre ce qu'il restera toute sa vie, un sincère ami des Africains des milieux ruraux, les comprenant, les défendant, les aidant affectueusement en toute occasion.

Le 4 août 1914 le trouve encore en Belgique. L'avant-veille déjà, il s'est engagé. Le lendemain, il a rejoint sur la Gette le 2^e régiment des chasseurs à pied, où il se taillera, notamment dans le secteur de Dixmude, une véritable légende. Son âme et ses talents de maître de chasse l'amènent, en effet, en octobre 1917

au commandement, significatif, du Peloton des tireurs d'élite (snipers) de la V^e division d'Armée. Ses rosettes d'officier des divers ordres nationaux s'ornent, on s'en doute, des palmes et des glaives.

En 1919, il se marie et commence une mission de trois années à Berlin, à la Commission interalliée de contrôle. Mais il regrette l'Afrique et repart comme colon pour Albertville, où naît son fils Jean. La crise de 1930 met malheureusement fin à ses courageux efforts d'indépendant et le ramène de force en Belgique. Heureusement, après quelques années sombres, son ciel, soudain, s'éclaircira.

L'Institut des Parcs nationaux du Congo belge cherche, en effet, pour le secteur du lac Edouard du Parc national Albert, un conservateur adjoint qui, avec le titre de « délégué aux visites », aurait le triple rôle d'assister localement le conservateur, le colonel R. Hoier, dans sa tâche de surveillance et de gestion, de le soulager des obligations astreignantes, devant même envahissantes, d'accompagner sur les pistes de la réserve des touristes de marque de plus en plus nombreux, et enfin d'assurer au Parc, en général, un indispensable service de relations publiques, redressant son impopularité imméritée d'alors, expliquant ses buts et les raisons d'être de ses règlements.

Début janvier 1936, Ernest Hubert est engagé et part pour Rwindi où, une fois encore, il se façonne une légende. Son hospitalité généreuse et souriante, ses talents de conteur intarissable et fascinant, et surtout la maîtrise avec laquelle il fait sans risque inutile approcher les touristes tout près des plus grands mammifères du Parc, lui valent vite en tous lieux une réputation véritablement mondiale. Les visiteurs anglo-saxons ne jurent que par lui. Partout commandant Hubert devient quasi synonyme de Parc national Albert. Alors que le conservateur du Parc est pratiquement un inconnu, son adjoint est internationalement célèbre, remplissant ainsi efficacement le rôle de relations publiques qu'attendait de lui l'Institut.

Comme la première, la seconde guerre mondiale le trouve en Belgique. Pendant les dix-huit jours, il commande une compagnie de son cher 2^e chasseurs. Démobilisé, il se trouve une base — aux côtes du soussigné, d'ailleurs — au siège métropolitain de l'Institut des Parcs nationaux, où théoriquement il rédige des notes sur la faune du Parc et où, en réalité, avec le plein assentiment tacite de Vic-

tor Van Straelen, président de l'Institution, il se consacre corps et âme à la résistance. Dès novembre 1940, il avait rassemblé un premier noyau de combattants clandestins. Puis, c'est l'armée secrète, les sabotages, les expéditions nocturnes contre l'occupant, les assistances aux aviateurs alliés. Le soussigné se trouve à ses côtés, en pleine rue de la Loi, lorsqu'il est arrêté, en mai 1944, heureusement par la Wehrmacht, à la suite d'une altercation avec un gradé SS de la légion Vlaanderen. Quelques jours plus tard, la Gestapo, qui a fini par repérer ses activités de résistant de l'armée secrète, vient pour l'arrêter au siège de l'Institut et ignorerà toujours qu'il est à ce moment bien caché... à la prison de St-Gillis, entre les mains des militaires. Peu de jours avant le débarquement allié en Normandie, il est remis en liberté, grâce à un médecin militaire autrichien, ancien d'Afrique. Il prend aussitôt le maquis et le reste, on le devine.

Démobilisé au milieu de 1945, il se retrouve à Rwindi dès septembre de la même année et y reprend ses fonctions de délégué aux visites avec le même succès. Sa carrière au Parc prend fin au début de 1949, peut-être prématûrement, peut-être même parce qu'il est devenu un peu « trop » populaire parmi ses admirateurs de tous pays?

Il ne veut pas rentrer en Europe toutefois — il n'a pas soixante ans — et s'installe comme colon près de Butembo, en surplomb de « son » Parc, où il reste jusque 1956. Après quoi, entouré d'amis, il commence une retraite paisible en Belgique, où le bridge tiendra un rôle important, à côté de la rédaction de souvenirs, d'études de ses notes sur les mœurs animales, d'exploitation des remarquables photographies qu'avait produites la conjonction de sa science de la caméra et de son intrépidité face aux mammifères les plus redoutables de la faune africaine. En illustration de cette dernière, le soussigné peut apporter deux souvenirs personnels: Ernest Hubert faisant baisser les yeux à un lion qui venait d'amorcer puis d'interrompre une charge; Ernest Hubert attendant la charge d'un hippopotame et prenant appui sur sa joue, en le giflant au passage, pour sauter sur le côté et éviter sa morture...

Il meurt le 12 mars 1967, après avoir, en ami fidèle des Africains de la brousse, en âme généreuse s'étant fait une haute idée de son rôle passé de colonisateur au meilleur sens du

terme, amèrement ressenti les événements tragiques qui secouèrent le Congo après 1960.

Il laisse le souvenir d'un homme bon, joyeux, loyal, d'une rectitude de sentiments sans bavure, ayant porté très haut le sens du service et celui du devoir.

Pour l'auteur de cette notice, il est aussi l'homme qui, par son audace inouïe, lui a sauvé la vie en 1937, ainsi qu'à sa femme, dans une charge d'éléphants, près du lac Edouard.

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

HUET (Marcel), Professeur (Falmignoul, 13.10.1911 - Bruxelles, 18.2.1976).

Marcel Huet naquit le 13 octobre 1911 dans ce village de Falmignoul auquel il était tellement attaché; où il venait se retrouver dès que ses occupations le lui permettaient et où il a été inhumé le 18 février 1976.

Son enfance s'est écoulée dans cette belle vallée de la Meuse qu'il aimait tant et il faut peut-être chercher dans ce lieu privilégié la source lointaine de sa vocation.

Après de brillantes études au Collège de Belle Vue à Dinant, il obtint à l'Université de Louvain le diplôme d'ingénieur agronome, section eaux et forêts, avec grande distinction.

Classé 1^{er} au concours de mars 1933 pour le recrutement de gardes généraux des eaux et forêts, il entre à l'Administration forestière le 1^{er} décembre 1933. Pendant son stage au cantonnement de Louvain, il fréquente le laboratoire de zoologie du professeur Paul Debaïsieux et se spécialise en limnologie piscicole. Il effectue différents séjours d'études en France, Suisse et en Allemagne. Dès septembre 1940, il est désigné comme titulaire de la section d'hydrobiologie de la Station de recherches des Eaux et Forêts de l'Etat à Groenen-daal.

En 1947, il est nommé maître de conférences à la Faculté des sciences de l'Université de Louvain où il devint professeur extraordinaire en 1959. Il est chargé des cours de Limnologie, Pisciculture tempérée, Pisciculture tropicale et, en collaboration, Ecologie animale appliquée.

Le 1^{er} mars 1949, il est nommé directeur de la Station de recherches des Eaux et Forêts de l'Etat qu'il dirigera pendant 27 ans, tout en menant de pair les recherches du Centre de

pisciculture expérimental de la Fondation Hoover de l'Université de Louvain à Linkebeek-lez-Bruxelles. Il assumait depuis 1947 la direction de ce centre dû à l'initiative du chevalier Firmin van Brée. C'est dans ce vaste laboratoire et dans les étangs expérimentaux qu'il mit au point les techniques de piscicultures. Les *Tilapia*, importés d'Afrique, firent notamment l'objet d'un élevage systématique qui permit d'en exporter un certain nombre dans l'Etat de São Paulo au Brésil: ce fut le début d'une pisciculture nouvelle actuellement très répandue en Amérique latine.

Marcel Huet a joué un rôle prépondérant dans l'évolution des idées qui ont dominé la pisciculture depuis 30 ans aussi bien en Belgique qu'à l'étranger. Lorsqu'il commença à se pencher sur ces problèmes, tout était à faire dans notre pays.

Au cours de sa carrière, il n'a cessé d'acquérir de nouvelles connaissances et de maîtriser des techniques de plus en plus diverses et spécialisées. Il consacra ses principales recherches à la biologie des poissons de pisciculture (14 espèces) et plus spécialement à l'étude de la reproduction contrôlée, de la productivité et des équilibres piscicoles des eaux douces.

Sa compétence était reconnue dans le monde entier. Il fut consulté par de nombreux pays lorsque se posaient des problèmes délicats en matière de pisciculture.

Il a parcouru le monde, étudiant sur place les principales méthodes, en Europe, en Afrique, en Amérique du Nord, au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Quelques semaines avant d'être atteint par le mal implacable qui devait l'emporter, il se trouvait encore au Japon.

En 1946, il fut chargé d'une mission piscicole au Congo belge et au Rwanda-Urundi. Ce premier séjour en Afrique Centrale lui permit de définir rapidement et avec grande clarté les principes d'une pisciculture rationnelle en région tropicale.

C'est à cette époque que je fis sa connaissance. Durant un an, travaillant côté à côté, je pus apprécier sa belle intelligence, son sens profond de l'humain. Pendant 30 ans, nous devions collaborer étroitement à la diffusion de la pisciculture dans la lutte contre la faim dans le monde.

Quelle extraordinaire volonté, quel sens du devoir animait cette personne exigeante pour lui-même, inflexible, tendu à l'extrême vers l'objectif à atteindre.

Ordre, clarté dans l'expression, simplicité dans la forme sont les qualités qu'il demandait de ses collaborateurs, des étudiants dont il avait le souci permanent.

Il lui semblait inutile d'alourdir un exposé, un manuscrit par des considérations qui écartaient l'auditeur, le lecteur de la question principale à traiter.

C'est cette manière simple d'aborder des problèmes parfois très difficiles, c'est également la clairvoyance qu'il avait des solutions à mettre en œuvre qui l'ont fait connaître et apprécier dans le monde entier.

Libre dans son comportement, mais honnête jusqu'à l'extrême, indépendant dans sa manière d'être mais fidèle à ses options, il a gardé toute la vie le caractère plein de bon sens du terrien, fier de ses origines, toujours heureux de se retrouver dans son village natal.

La large expérience qu'il avait accumulée sous toutes les latitudes devait amener le professeur Huet à consigner le fruit de ses observations et de ses travaux dans un *Traité de Pisciculture*. Ce fut l'ouvrage de sa vie. Ce *Traité de Pisciculture* fait autorité; tous les spécialistes y ont recours. Cet ouvrage fait la synthèse de toutes les connaissances actuelles dans le domaine de la limnologie et de la pisciculture. La première édition parut en 1952, la deuxième en 1953 et une troisième en 1960. En 1970, la quatrième édition fut couronnée par l'Académie royale de Belgique; elle contient 718 pages et 503 figures. Elle a été traduite en anglais: *Text book of Fishculture* par la Fishing News (Books) Ltd London en 1972 et aussi en espagnol: *Tratado de Piscicultura* par les Editions Mundi-Prensa en 1973.

Tout ceux qui ont approché le professeur Huet savent à quel point il avait le souci de l'ordre et du travail proprement réalisé. Il ne considérait jamais sa tâche terminée quand il s'agissait de faire comprendre aux étudiants attentifs les principes fondamentaux sur lesquels était basé son enseignement. Il les considérait toujours comme les futurs ingénieurs qui devraient, à leur tour, dénouer les problèmes qu'ils seraient amenés à aborder sur le terrain. Chaque découverte, chaque mise au point nouvelle était introduite dans son cours; il n'eut point fallu que par sa faute un étudiant put un jour se trouver démunie.

Très tôt il illustra son enseignement par la projection de diapositives qui lui paraissaient

le moyen idéal pour transmettre rapidement le fruit d'une expérience récente.

On mesure difficilement la somme de travail incessant que le professeur Huet s'est imposé pour offrir à ceux qui le consultaient, à ses collaborateurs, à ses étudiants une vue claire des choses qu'il avait comprises lui-même. Tous ceux qui ont bénéficié de son enseignement se souviennent de ses exposés clairs, méthodiques, précis et vivants.

Dans les toutes dernières semaines, qui ont précédé son trépas, il remettait sur le métier les notes d'un cours qu'il donnait depuis plus de 25 ans aux étudiants de la Faculté, voulant les faire profiter des dernières observations soigneusement annotées lors de son tout récent voyage au Japon. C'est pour un étudiant encore, dont il connaissait les difficultés, qu'il préparait une lettre de recommandations tout en s'appliquant à rendre lisible son écriture qui devenait défaillante. On reste stupéfait d'apprendre comment il rassemblait ses dernières énergies pour les mettre à la disposition des personnes, des institutions qu'il s'était donné mission de servir. Il nous a quittés laissant inachevés des projets, des travaux sur lesquels il continuait à s'acharner comme si sa vie ne devait pas finir, comme si la chose n'était jamais assez bien faite.

Pour compléter l'évocation de la carrière de Marcel Huet, il faut ajouter qu'il fut chargé de missions les plus diverses.

De septembre 1946 à août 1947, il accomplit un premier voyage d'études au Congo et au Ruanda-Urundi puis, une seconde mission de septembre à décembre 1959.

Son rôle au sein de la FAO fut déterminant. Il en fut expert-instructeur au 3^e Centre international de perfectionnement pour les Pêcheries intérieures, Java, 31 octobre - 10 décembre 1955. Il participa en qualité de premier expert au symposium mondial sur la Pisciculture en étangs à température élevée, à Rome, en 1966 et y fut chargé du rapport de synthèse. Il assuma une tâche très importante à la Commission Européenne Consultative pour les Pêches dans les Eaux intérieures; il en fut premier vice-président pour les sessions 1960, 1962, 1964 et président élu pour les sessions 1966, 1968, 1970. A la demande du Gouvernement soudanais, il se rend au Soudan en février et mars 1959.

Les U.S.A. et le Canada le voient accomplir des tournées de conférences (Lecture tour), à l'American Fisheries Society (88^e

meeting) et dans diverses universités de l'est (septembre-octobre 1958) et de l'ouest (septembre 1962) des Etats-Unis et du Canada (25 conférences).

Sujets traités: Fish Culture in the Tropics (Far East and Central Africa); Influence of the courant on the distribution of fish in running waters; Evaluation of the fish productivity in fresh waters.

Il était membre de plusieurs sociétés savantes, notamment de l'Association internationale de Limnologie théorique et appliquée (1937), de l'American Fisheries Society (1949), de l'American Society of Limnology (1949), etc. Il était également membre de divers Conseils officiels belges, tels que le Comité central du Fonds piscicole, le Conseil supérieur d'Epuration des eaux usées, le Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux, etc.

Il a participé activement et présenté des communications scientifiques aux Congrès de l'Association internationale de Limnologie théorique et appliquée (France 1937, Suisse 1945, Belgique 1950, Grande-Bretagne 1953, Finlande 1956, Autriche 1959, Etats-Unis 1962, Pologne 1965, Israël 1966, U.R.S.S. 1971). Nombreuses sont les autres réunions scientifiques auxquelles il prit une part importante. Citons notamment: Berlin (Aal- und Zanderwirtschaft), mai 1961; Lucerne (Einfüsse der Stromungsgeschwindigkeit auf die Organismen des Wassers), septembre 1961; Genève (Conférence des Nations-Unies dans l'intérêt des régions peu développées), février 1963; Paris (O.C.D.E., Effet des substances toxiques sur la vie aquatique); novembre 1963, avril 1964; Genève (O.M.S. Estimation biologique de la pollution de l'Eau), juin 1964; Liverpool (British Course Fish Conference, 1965, 1973), etc.

Du 19 mars au 3 avril 1975, à l'occasion d'un voyage organisé par la Fédération européenne de la Salmoniculture, il se rendit au Japon où il visita des stations de recherches piscicoles s'intéressant à la Salmoniculture mairiculture et anguilleculture.

Son action dans le «Fonds piscicole» en Belgique mérite une mention spéciale.

Le Ministre de l'Agriculture confia en 1955 à l'Administration des Eaux et Forêts, le soin d'instaurer avec les délégués des pêcheurs, le fonds piscicole destiné à assurer le remplacement des eaux publiques, à renforcer la surveillance, à soutenir la lutte contre la pollution et à améliorer la pêche en général. Mar-

cel Huet en fut la cheville ouvrière et assura une collaboration efficace entre les groupements des pêcheurs et les autorités chargées de la gestion de la pêche fluviale.

A l'occasion du vingtième anniversaire, sous la direction de Marcel Huet, l'Administration des Eaux et Forêts a publié une superbe brochure illustrée d'une série de belles photos, qui montre l'intérêt de plus en plus grand de la pêche fluviale et donne un aperçu du chemin parcouru.

Ses publications sont nombreuses.

Marcel Huet était un homme autoritaire comme il convient à toute personne chargée de direction. Homme de science, il basait ses réalisations pratiques sur une doctrine solide et éclairée. Il était logique, il raisonnait toujours et, très net, il allait aux dernières conséquences. Il fut un fonctionnaire scrupuleux, respectueux de l'ordre, d'une grande conscience professionnelle. Très franc, il déclarait tout honnêtement ce qu'il pensait et faisait. Son ardeur au travail était bien connue et il nous a donné un exemple de son énergie et de son opiniâtreté au cours des derniers mois de sa vie.

Mais si Marcel Huet était un grand travailleur, c'était aussi un compagnon agréable aimant un bon repas arrosé de bons vins. Ce fut une de ses dernières consolations. Toutes ses qualités lui valaient un grand nombre d'amis qui lui étaient attachés et auxquels il témoignait une délicatesse et une attention constante.

Sentant pourtant que ses forces l'abandonnaient, comprenant que l'effort devenait inutile, il se tournait alors vers les siens les priant de lui expliquer ce désordre qui s'abattait sur lui.

Son épouse, consciente depuis longtemps du mal qui l'habitait, l'a aidé alors avec courage et sérénité à descendre au fond de lui-même pour qu'il se prépare, lui qui ne laissait rien au hasard, à sa rencontre avec Dieu.

17 mars 1976.

[P.S.]

C.-P. Halain.

Gouverneur de Province
honoraire au Congo belge.

Distinctions honorifiques: Croix civique de 1ère classe. — Officier de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier du mérite agricole (France).

Publications: Quelques données relatives au cycle de mise en valeur rationnelle des eaux courantes salmonicoles (*Travaux de l'Association Internationale de Limnologie théorique et appliquée*, Paris, VIII, 2, p. 95-111, 14 fig., 1937). — Hydrobiologie piscicole du Bassin

moyen de la Lesse (*Mémoires du Musée royal d'Histoire naturelle de Belgique*, Mémoire N° 82, Bruxelles, 128 p., 3 pl., 6 cartes et graph., 1938). — La mise en valeur des cours d'eau salmonicoles belges (*Bulletin de la Société centrale forestière de Belgique*, Bruxelles, XLII, p. 422-442, 4 fig., 1939). — Considérations générales d'Hydrobiologie piscicole équatoriale (in *Bulletin Agricole du Congo belge*, Bruxelles, XXXIV, p. 111-118, 2 fig., 1943. — dans Duren, A., Gillet, H., Huet, M., Poll, M.: La pêche en eau douce au Congo belge). — Principaux problèmes de Limnologie théorique et appliquée posés par l'étude piscicole des eaux douces (*La Technique de l'Eau*, Bruxelles, N° 2, 3, 4, 15 p., 15 fig., 1948). — Construction et aménagement piscicole des étangs. Ministère des Colonies (Bruxelles, 50 p., 41 fig., 1948). — En collab. avec De Bont, A., Halain, C. et Hulot, A.: Premières directives pour l'élevage de poissons en étangs au Katanga. Pisciculture des Tilapia (Ministère des Colonies, Bruxelles, 24 p., 25 fig., 1948). — Mission piscicole du Katanga 1946-1947 (*Bulletin Agricole du Congo belge*, Bruxelles, XXXIX, 4, p. 911-934, 18 fig., 1948). — La Pêche en eau douce et la Pisciculture au Congo belge (Extrait de l'*Encyclopédie du Congo belge*, Bruxelles, p. 391-408, 16 fig., 1951). — Traité de Pisciculture (Editions La Vie Rustique, Bruxelles, XIV, 369 p., 280 fig., 1952; 2ème édition, 1953; 3ème édition, 1960; 4ème édition, Editions Ch. De Wijngaert, 680, Chaussée de Wavre, 1040 BRUXELLES, 1970, XXIII + 718 p., 503 fig., Textbook of Fish Culture, FISHING NEWS (BOOKS) LTD, 23 Rosemount Avenue, WEST BYFLEET, Surrey England. — Tratado de Piscicultura, Librería MUNDI-PRENSA, Castello, 37, MADRID (1) Apartado 1223, 1973, XXX + 725 p., 503 fig., Ptas 165. — Besoins en eau en pisciculture (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 28, 1955/III, p. 108-110, 1955). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Observations concernant la production de carpillons et jeunes brochetons (*Pêche et Pisciculture*, N° 3, p. 3-5, 3 fig., 5 tabl., 1955). — La Pisciculture (*Journées d'Etudes coloniales*, avril 1957, 11 p., 1955). — L'eau et la pisciculture (*Le Livre de l'eau*, Tome III, p. 187-196, 4 fig., 1955). — Les eaux continentales (*Le Livre de l'eau*, Tome II, p. 59-71, 8 fig., 1955). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Observations concernant la production de carpillons et jeunes brochetons (*Pêche et Pisciculture*, N° 2, p. 3-5, 3 tabl., 1956). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Waarnemingen betreffende de opbrengst van karpertjes en snoekbrood (*De Belgische Visser*, 7^e jaarg, Nr. 2, p. 3-5, 3 fig., 1956). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Observations concernant la production de carpillons et jeunes brochetons (*Pêche et Pisciculture*, 68^e année, octobre, p. 4-6, 3 fig., 1957). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Waarnemingen betreffende de opbrengst van karpertjes en snoekbrood (*De Belgische Visser*, 8^e jaarg, october, p. 2-4, 3 fig., 1957). — Aperçu de la pisciculture dans les régions tropicales en Extrême-Orient et en Afrique Centrale (*Bulletin français de Pisciculture*, N° 192, p. 89-103 et N° 193, p. 129-144, 24 fig., 1959). — Profiles and Biology of Western European Streams as related to Fish management (*Trans. Amer. Fish. Society*, 88, p. 155-163, 7 fig., 1 tabl., 1959). — Report on a Fish Culture Mission (Technical Assistance Mission to Sudan) (Bruxelles, Ministère des Affaires Etrangères, 33 p., 10 pl., 20 fig., 1959). — Qualités des eaux à exiger pour le poisson (*Bulletin d'Information de la Fédération Européenne pour la Protection des Eaux (F.E.P.E.)*, N° 6, p. 16-24, 1962). — Anforderungen der Fischerei an die Qualitäten des Wassers (*Schweizerische Fischerei-Zeitung*, Nr. 2, 3, 4, 8 p., 1962). — Water quality criteria for fish life. Biological problems in water pollution (*Troird Seminar*, p. 160-167, 1962). — Pisciculture (*Livre Blanc de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, Bruxelles, II, p. 851-856, 1962). — The evaluation of the fish productivity in fresh water (*Proceedings of the International Association of Theoretical and Applied Limnology*, XV, Madison, 1962). — Fish culture in Tropical regions in the Far East and in Central Africa (*Angling Times*, p. 65-71, 1965). — L'eau polluée au point de vue piscicole. L'analyse biologique (*Le Livre de l'eau*, vol. V, p. 29-48, 1966). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: La

population piscicole de l'Ourthe (*Verb. Internat. Verein. Limnol.*, vol. XVI, p. 1 192-1 203, 4 fig., 2 tabl., 1966). — Méthodes biologiques d'accroissement de la production piscicole (Europe et Afrique) (*Proceeding on Warm-Water Pond Fish Culture*, Rome, 18-25 may 1966. F.A.O. Fisheries report 44.4, 1968). — En collab. avec Lelek, A., Libosvarsky, J. et Penaz, M.: Contribution à l'identification des zones piscicoles de quelques cours d'eau de Moravie (Tchécoslovaquie) (*Verb. Internat. Verein. Limnol.*, vol. XVII, p. 1 103-1 111, 8 fig., 1 tabl., 1969). — Considérations de Limnologie piscicole sur les eaux courantes de Haute Belgique (*Ardenne et Gaume*, p. 175-193, 11 photos, Editions Mercator, 1970). — Élevage et maturation de géniteurs brochets en petits étangs (*Verb. Internat. Verein. Limnol.*, vol. XVIII, p. 1 128-1 134, 2 fig., 1972). — La Pêche et l'Aquiculture d'eau douce à l'Exposition Internationale de la Technique de l'Eau, Liège 1939. La Section belge: Le Palais de la Pêche (Groenendaal, 22 p., 2 pl., 13 fig., 1941). — Esquisse hydrobiologique des eaux piscicoles de la Haute-Belgique (Groenendaal, 40 p., 2 pl., 16 fig., 1941). — En collab. avec Goetghueber, M.: *Tanytarsus Hueti Goetgh.* (Groenendaal, 4 p., 1 pl., 13 fig., 1942). — Note préliminaire sur les relations entre la pente et les populations piscicoles des eaux courantes. Règle des pentes (13^e Biologisch Jaarboek, Dodonea, Bruxelles, p. 232-243, 5 graph., 1946). — Principaux problèmes de Limnologie théorique et appliquée posés par l'étude piscicole des eaux douces. Le problème piscicole au Congo belge (*Lovania*, Elisabethville, N° 12, 36 p., 1947). — Esociculture. La production de Brochetons (*Bulletin français de Pisciculture*, N° 148, p. 121-124, 1948). — Aperçu des relations entre la pente et les populations piscicoles des eaux courantes (*Revue Suisse d'Hydrologie*, Vol. XI, Fasc. 3/4, p. 332-351, 7 fig., 1949). — Petit glossaire limnologique (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 3 et 4, 39 p., 5 fig., 1949). — La Pollution des eaux. L'analyse biologique des eaux polluées (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 5 et 6, 31 p., 59 fig., 1949). — Appréciation de la valeur piscicole des Eaux douces (Groenendaal, 55 p., 41 fig., 1949). — Toxicologie des poissons (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 7, p. 396-406, 1950). — Aperçu limnologique des Eaux douces de Belgique. Limnologisch Overzicht der zoete Waters van België (Limnological Outline of the inland Waters of Belgium. Limnologische Übersicht über die Süsswasservorkommen Belgiens) (Groenendaal, 55 p., 38 fig., 1950). — Cartes et Dossiers piscicoles (Groenendaal, 62 p., 2 graph., 3 cartes, 1951). — Nocivité des boisements en Epiceas (*Picea excelsa* Link.) pour certains cours d'eau de l'Ardenne belge (*Travaux de l'Association*

Internationale de Limnologie théorique et appliquée, Stuttgart, XI, p. 189-200, 3 fig., 1951). — Biologie, profils en long et en travers des eaux courantes (*Bulletin français de Pisciculture*, N° 175, p. 41-53, 9 fig., 1954). — En collab. avec Timmermans, J.-A., Leclerc, Edm. et Beaujean, P.: Recherche des corrélations entre l'analyse biologique et l'analyse physico-chimique des eaux polluées par matières organiques (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 30, 1955/IV, p. 216-237, 19 fig., 1955). — Aperçu de la pisciculture en Indonésie (*Bulletin Agricole du Congo belge*, Bruxelles, Vol. XLVII, n° 4, 55 p., 66 fig., 1956). — Dix années de pisciculture au Congo belge et au Ruanda-Urundi - Compte rendu de mission piscicole (Groenendaal, 154 p., 110 fig., 1957). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Esciculture - Production de brochetons de sept semaines - Snoekteelt - Opkweken van zeven weken oude snoekjes (Groenendaal, 23 p., 4 fig., 1958). — Compte rendu de mission piscicole aux Etats-Unis et au Canada - Début septembre - mi-octobre 1958 (Groenendaal, 74 p., 44 fig., 1959). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Population piscicole d'une frayère en bordure de la Meuse belge (*Revue Suisse d'Hydrologie*, Bâle, Vol. XXII, fasc. 1, p. 451-460, 3 fig., 1960). — Reproduction et migrations de la Truite commune (*Salmo trutta fario* L.) dans un ruisseau saumonicole de l'Ardenne belge (*Travaux de l'Association Internationale de Limnologie théorique et appliquée*, Stuttgart, XIV, p. 757-762, 2 fig., 4 tabl., 1961). — Influence du courant sur la distribution des poissons dans les eaux courantes (*Revue Suisse d'Hydrologie*, Bâle, Vol. XXIV, fasc. 2, p. 411-432, 1962). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: La population piscicole de la Semois inférieure, grosse rivière belge du type supérieur de la Zone à Barbeau (32 p., 5 fig., 4 tabl., 1963). — En collab. avec Timmermans, J.-A.: Het kweken van pootvis in de viskwekerij van Bokrijk. Cypriniden en roofvis (1958-1963). - Production de cyprins et de voraces de repeuplement à la pisciculture de Bokrijk, de 1958 à 1963 (68 p., 13 tab., 15 pl., 1966). — pH et réserves alcalines (SBV). Notion, Détermination, Importance piscicole (Groenendaal, 19 p., 1 pl., 1941). — L'extension du crabe chinois (*Eriocheir sinensis* M. Edw.) en Belgique (Groenendaal, 5 p., 1 carte, 1941). — Principes essentiels à suivre dans l'étude piscicole des eaux polluées (*Travaux du Centre d'Etude des Eaux*, Liège, IV, p. 147-154, 1947). — Observations piscicoles faites en Suisse, en 1948, à l'occasion du XIème Congrès International de Limnologie (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 2, p. 101-107, 9 fig., 1948). — La pollution des eaux courantes (*Bulletin du Centre belge d'Etude et de Documentation des Eaux*, N° 15, 1952/1, p. 68-76, 22 fig., 1952).

J

JADIN (Louis-Julien-Joseph-Ghislain) (chanoine), Professeur à l'Université catholique de Louvain et à l'Université Lovanium à Kinshasa (Namur, 11.1.1903 - Herent, 30.3.1972).

Louis Jadin fit ses humanités au collège des Jésuites de sa ville natale et obtint en 1925 le titre de docteur en histoire de l'Université de Louvain et en 1929 le titre de docteur en théologie à l'université grégorienne à Rome.

Ordonné prêtre en 1928 l'abbé Jadin est détaché par son évêque près de l'Université de

Louvain où il assume la charge d'assistant et est adjoint à l'aumonerie de la Jeunesse Universitaire. Son activité pastorale se concentre sur les étudiants étrangers et particulièrement sur les réfugiés. Nommé aspirant du Fonds National de la recherche scientifique il oriente ses premiers travaux sur l'histoire des nominations des évêques et abbés des Pays Bas, de Liège et de Franche Comté, suivi de l'histoire des nominations des évêques de Belgique, qui formeront les trois premiers volumes des pu-

blications asseyant son autorité d'historien (1928, 1929, 1931).

Poursuivant ses recherches à Rome (où il a travaillé dans le cadre de l'Institut historique belge) il a pu recueillir les archives de la Bibliothèque vaticane concernant l'histoire de l'ancien royaume du Congo. Passionné pour ce domaine quasi inexploré de l'histoire il allait poursuivre sa quête des sources tout au long de sa carrière. A Rome où il retourna périodiquement il fit de nouvelles découvertes aux archives de la compagnie de Jésus, puis il se rendit à Loanda au Congo belge (Boma, Kissantu, Léopoldville), ensuite à Lisbonne et à Evora pour compléter ou pour recouper ses informations.

En 1955 l'abbé Jadin publie ses découvertes concernant le Congo tirées des archives de l'Oud West Indische Compagnie, conservées à La Haye.

En 1958 il retrouve au ministère de la Marine à Paris les rapports des commandants des navires de l'escadre française de l'Atlantique relatant, pour la période de 1868 à 1886, les visites aux établissements français de l'estuaire du Zaïre, l'assistance donnée aux missionnaires français qui tentèrent de s'installer à Londana en 1873, puis à Boma et à São Antonio, puis, après 1883, au Stanley-Pool. Ces rapports fournissent des renseignemens précis sur les activités de l'A.I.A. et sur les déplacements de Stanley et de ses agents.

Cependant l'abbé Jadin poursuivait fidèlement sa carrière académique, soignant son enseignement et dirigeant les travaux de ses disciples et n'hésitait pas à accepter d'intéresser un plus large public à l'histoire, par de brillantes conférences de vulgarisation.

En 1942 il fut nommé chargé de cours, en 1954 professeur, à l'école d'Éducateurs de Louvain; en 1961 il fut nommé maître de conférences et en 1965 il fut promu professeur à la faculté de philosophie et lettres de l'université catholique de Louvain; dès 1961 il accepta une charge de professeur visiteur à l'Université de Lovanium à Kinshasa.

Profitant des voyages entreprises en Afrique pour fouiller et photographier les archives, il veut intéresser le public à l'histoire du pays par des conférences à Léopoldville, à Lulubourg, à Elisabethville, à Kigali et en bien d'autres lieux, où il rencontre un vif succès.

A la fin de sa vie, la santé déclinante et la vue vacillante, il ne pouvait plus travailler

sans l'aide d'un lecteur. Il continua cependant ses travaux et le 28 février 1972, quelques semaines avant sa mort, il se fit conduire à la Faculté pour assister à une défense de thèse qu'il avait dirigée, y faisant une remarquable intervention.

Le chanoine Jadin était membre de l'Institut historique belge de Rome, de la société belge pour le progrès des études historiques et philologiques, de la commission d'histoire de l'Académie Royale des sciences d'Outre-Mer, dont il fut d'ailleurs élu membre associé le 10 juillet 1967; il était membre de la société de géographie de Lisbonne et du Centro histórico do Ultramar du Portugal.

Croix de guerre avec palmes, le chanoine Jadin était commandeur de l'ordre de Léopold II et titulaire de nombreuses autres distinctions honorifiques.

Publications: La bibliographie publiée par l'U.C.L. porte 59 titres, qu'il n'est pas possible de reproduire dans le cadre de cette notice. Rappelons cependant, outre les ouvrages déjà mentionnés dans le corps de ce texte, quelques œuvres capitales: Les actes de la Congrégation consistoriale, Rome, 1935. — Le cardinal Thomas Philippe d'Alsace (1703-1759) archevêque de Malines et le Saint Siège, Bruxelles, 1953. — L'ancien Congo d'après les archives romaines (1518-1640) en collaboration avec Mgr. Cuvelier, Bruxelles, 1954. — Il nous faut aussi mentionner les nombreuses notices parues dans le Dictionnaire d'Histoire et de Géographie Ecclésiastique. Pour le surplus il nous faut renvoyer le lecteur à la bibliographie précitée et aux tables de matière des publications de l'Institut historique belge de Rome, de la Revue d'histoire ecclésiastique, de la Revue Zaïre, des Bulletins de l'I.R.C.B. (puis de l'ARSOM), de la revue du clergé africain qui ont publié la plupart de ses études.

Octobre 1975.

A. Rubbens.

JANSSENS (Lodewijk) (Mgr), Missionaris v. Scheut in China en bisschop (Stabroek, Stabroek, 24.10.1876 - Antwerpen, 12.4.1950). Zoon van Jozef en Verbiest, Jozefina.

Zijn humaniorastudiën deed hij aan het Klein-Seminarie van Hoogstraten, trad in Scheut binnen op 7.9.1895 en legde de geloften af op 8.9.1896. Wijsbegeerte bestudeerde hij te Scheut, godgeleerdheid te Leuven en werd priester op 14.7.1901. Van 1901 tot 1903 was hij leraar in de wijsbegeerte in Scheut en vertrok naar China op 15.10.1903. Na Chinees te hebben geleerd werd hij professor aan het Groot-Seminarie van Sung-shu-tsui-tzû gedurende één jaar en dan, in 1906, bestuurder

van het college aldaar. Hij stichtte in 1910 een congregatie van Chinese Broeders (van het H. Hart), die hij bestuurde tot in 1918. Toen benoemde de bisschop hem tot pastoor-deken van Hata, waar hij in de geschiedenis van een duivelkwelling begrepen werd. Mgr Abels, zijn bisschop, die reeds enige tijd last had met zijn gezondheid, vroeg te Rome een helper. De H. Stoel benoemde L. Janssens tot bisschop van Faustinopolis i.p.i. en tot hulpbisschop van Mgr Abels, met recht van opvolging. Geassisteerd door Mgr L. Van Dyck en Mgr ter Laak, wijdde Mgr Abels hem bisschop te Sung-shutsui-tzû. Hij koos tot leuze: „In omnibus Caritas". Om verscheidene redenen kwam hij over naar België doch vertrok in 1924 terug naar China en nam deel aan het Eerste Nationaal Concilie te Shang-hai. Terug in Mongolië werd hij belast met de lange en verre vormreizen i.p.v. Mgr Abels en bewees hij vele andere diensten aan de Missie. In 1935 richtte hij op de voornaamste parochies van het vicariaat de Katholieke Actie in, tezamen met P. Octaaf De Vreeze, doch hij werd daarom verdacht door de Japanse bezetters, van spionage en anti-Japanse actie onder de christenen te organiseren. De politie volgde hem op de voet en op Kerstdag 1941 werd Mgr Janssens aangehouden en met de andere vreemdelingen geïnterneerd in het concentratiekamp van Ssûpingkai, niettegenstaande Mgr Abels omzeggens op sterven lag. Deze stierf inderdaad op 4 februari 1942 te Sung-shu-tsui-zû. Daardoor werd Mgr Janssens bisschop van Je-ho d.i. Oost-Mongolië, door de oprichting van de kerkelijke hierarchie in China op 11 april 1946. Doch de communistische vervolging verdreef Mgr Janssens uit zijn bisdom naar Peking. Mgr Janssens bood zijn ontslag aan en P. Jozef Oste werd tot bisschop van Je-ho benoemd. Mgr Janssens wijdde hem tot bisschop, geassisteerd door Mgr Chao en Mgr Kramer, in de kathedraal van Peking. Na zijn ontslag werd Mgr Janssens bisschop van Acarasso i.p.i. benoemd. Hij keerde naar België terug op 7 december 1948, waar hij nog een jaar en half dienst bewees aan zusterkloosters.

Publikaties: *Missiën in China en Congo* 18 (Scheut 1906) p. 152-157; 25 (ib. 1913) p. 119-120; *Missiën v. Scheut* 28 (ib. 1920) p. 262; 29 (ib. 1921) p. 232-233; 30 (ib. 1922) p. 217-220; 34 (ib. 1926) p. 187; 36 (ib. 1928) p. 243-247; 37 (ib. 1929) p. 122-125; 39 (ib. 1931) p. 171-172; 41 (ib. 1933) p. 251-253. — *Missions en Chine et au Congo* 18 (Scheut 1906) p. 153-157; 25 (ib. 1913) p. 118-119; *Missions de Scheut* 36 (ib. 1928) p. 266-273; 39 (ib. 1931) p. 170-171; 40 (ib. 1932) p. 154; 41 (ib. 1933) p. 252-254; 44 (ib. 1936) p. 178. — *Annalen Missiën v. Scheut* (Sparrendaal)

1905, p. 286; 21 (ib. 1921) p. 54-61; 22 (ib. 1922) p. 45-46; 23 (ib. 1923) p. 40-43; 31 (ib. 1931) p. 223-224; 33 (ib. 1933) p. 247-249. — *Les Miss. Cath.* 51 (Lyon 1919) p. 337-338; 52 (ib. 1920) p. 380-381. — *Gedenk. der Missionarissen van Oost-Mong.* I (1920-21) n. 1, p. 4-8: Une maison hantée. — *Annalen v. de Voortplanting des Geloofs* 86 (Brussel 1924) p. 41-45; 87 (ib. 1925) p. 24-26. — *Kerk en Missie* V (Brussel 1925) p. 137-141. — *Collectanea Commissionis Synodalis* I (Peiping 1928) p. 558. — *Venite Adoremus* 66 (Watermael 1928) p. 100-103. — *De Kathol. Missiën* 46 (Uden 1920-21) p. 41-43. — *De ijerige Missiebijten* 5 (Brussel 1933) p. 107-109; 6 (ib. 1934) p. 146-148; 7 (ib. 1935) p. 302-306; 8 (ib. 1935) p. 90-91; 10 (ib. 1937) p. 107-108. — *K'o-hsüan-chih-nan*. Zikawai, T'ou-sè-wè, 1917 (Rekenkunde voor de leraar). — *K'o-hsüan-chih-nan*. Zikawai, T'ou-sè-wè, 1918 (Rekenkunde voor de leerlingen). — Chinees vertaling van „Grammaire Latine" door Crouzet, Hong-Kong, Nazareth, 1918. — *Grammatica Latina* (P. Crouzet) uit het Frans in het Latijn en in het Chinees vertaald. Seminarie v. Sung-shu-tsui-tzû, 8°, 110 p. (tweede uitgave van vorig werk). — *Li-mao t'u-uo-yao* (Beleefdheid in notendop). Zikawai, T'ou-sè-wè, 1916, 75 p.

12 mei 1974.

J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. en br. van L.J. in pers. bezit. Nota's De Jaeger V no 64. — *Palmareßen v.h. Kl.-Sem. v. Hoogstraten* (1890-1895). — *El. Sad.* vanaf 1895-1896 tot 1948. — *El. Def.* 1960, 1966. — *Nouvelles de la Congrég.* n. 21, 30, 40, 52. — *Chronica Congr.* n. 10, 11, 15, 21, 22, 27, 29, 31, 33, 34, 52, 58, 66, 68, 83, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 107, 108, 122, 125, 126, 132, 136, 143, 147, 148, 149, 160. — *Annuaire des Mis. Cath. du Manchoukuo* 1935, p. 93, 99; ib. 1936, p. 127; ib. 1937, p. 173; ib. 1938, p. 222; ib. 1939, p. 177; ib. 1940, p. 132. — *Mis. v. Scheut* 1950, p. 123-124. — *Mis. de Scheut* 1950, p. 118-119. — J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mong.*, Deel VI, 414; Deel VII, 500; Deel VIII, 503; Deel IX, 409-410. — Streit, B.M., 576-577.

JANSSENS VAN DER MAELEN (*Christian-Marie-Corneille*), Ingénieur civil (Louvain, 16.8.1884 - Bruxelles, 29.9.1962). Epoux de Cattoir, Ghislaine.

Christian Janssens van der MaeLEN accomplit ses études d'ingénieur civil des mines à l'Université de Louvain.

Il partit au Congo pour la société coloniale et continentale de Construction (Socol) à la date du 22 mai 1911. Cette société venait d'être fondée par Paulis et Pauling. Le premier des deux avait déjà une carrière de quatre années en Afrique où il s'était illustré dans l'expédition Lemaire au Bahr-el-Ghazal. Ce séjour lui avait fait entrevoir l'importance des travaux à entreprendre en Afrique, en particulier, dans le domaine des transports.

La nouvelle société avait signé le 6 avril 1911 un contrat pour la construction de la section de chemin de fer Kambove Elisabethville, dont Jadot et Baillieux venaient d'achever l'étude du tracé.

Arrivé sur place, Janssens prit la direction des travaux de la construction et les fit avancer rapidement, si bien que la section Elisabethville-Kambove fut ouverte au trafic le 15 juin 1912.

La jonction Bukama-Elisabethville était réclamée par l'opinion publique congolaise qui voulait, au plus vite, voir achever une liaison du Katanga à la mer, par une voie nationale.

Aussi pour accélérer les travaux, il avait été décidé de continuer la construction de la voie simultanément à partir de Kambove et de Bukama; on espérait ainsi que la liaison serait complètement achevée à la fin de l'année 1915.

Les travaux furent entamés à partir de Bukama à la fin de l'été 1912. Pour accélérer davantage la construction, en 1913, la voie fut divisée en quatre sections pour les travaux de déboisement; la première de 100 km s'étendait de Kambove à Tshilongo, la seconde de 200 km de Tshilongo à Lubudi, la troisième de Lubudi vers le Nord et la quatrième de Bukama vers le Sud.

En août 1914, lorsque la guerre éclatait, le rail avait été posé jusqu'à 70 km au nord de Kambove, tandis que les travaux vers le Sud, à partir de Bukama, avaient été fortement ralentis à cause de la décrue du Lualaba, ce qui perturbait fortement l'acheminement du matériel nécessaire pour l'exécution de la construction.

Par ordre supérieur, Janssens fut retenu en Afrique pendant la première guerre mondiale. Mais la guerre allait compromettre sérieusement l'avancement des travaux. Ceci eut, toutefois, l'avantage de permettre à Baillieux de revoir, en 1915, une partie du tracé de jonction entre Lubudi et Bukama; ce nouveau tracé raccourcissait la voie de 25 km, sans modifier le profil ni la dépense.

Les travaux, qui avaient été arrêtés au mois d'août 1914, furent repris au début de l'année 1915. Devant les difficultés d'approvisionnement, Janssens fit utiliser des traverses en bois et la voie était composée de rails de calibres différents, approvisionnés partout où la chose était possible, étant donné les circonstances. Ceci conduisit à devoir remplacer une partie des rails et des traverses après la guerre, mais Janssens réussit àachever la liaison Elisabethville-Bukama le 22 mai 1918, en pleine guerre, alors qu'il avait dû, seul, assumer la direction des travaux.

Toujours pour la Socol, Janssens participa à l'aménagement des ports de Macao en 1921, de Hong-Kong en 1923, de Valence en 1924.

Au Congo, il présida à l'établissement des distributions électriques de Léopoldville et d'Elisabethville pour le compte de la Colectric, dont il devint l'administrateur délégué.

On sait que le chemin de fer Matadi-Léopoldville avait été construit à l'origine en voie de 0,765 m d'écartement, pour épouser au mieux le terrain sans travaux importants, étant entendu que cette voie devait être remplacée par une voie plus importante, dès que le trafic le justifierait. C'est la situation qui se produisit après la guerre 1914-1918 et, surtout, après l'embouteillage du port de Matadi qui, en 1924, avait failli asphyxier l'économie du Congo.

Baillieux fut envoyé sur place pour étudier le tracé de la nouvelle voie. Il était presque entièrement différent de l'ancien. Les travaux d'exécution furent confiés à Socol et à SAFRicas. Janssens dirigea les constructions confiées à Socol. Ces travaux s'étendirent jusqu'en 1932. Pendant ce même temps, à la suite des conclusions de la Commission des Transports instituée par le ministre Carton, Janssens érigea le mur de quai du port de Boma.

Dans la Province Orientale, il dirigea la construction de la voie de Vici-Congo, travaux qui durèrent de 1924 à 1937.

Au cours de ces mêmes années, Janssens mena à bonne fin, en Colombie, la construction d'une section de 100 km du chemin de fer du Nordeste.

Avant la deuxième guerre mondiale, à partir de 1935, il dirigea pour la Socol les travaux, exécutés en association, d'un important tronçon du chemin de fer transiranien reliant le golfe Persique à la mer Caspienne et il s'occupa également de la construction de l'aérodrome de Lisbonne. En Belgique, avec la Socol, il s'intéressa à d'importants travaux de fortifications et il commençait les travaux de construction du canal de Nimy à Blaton et du premier tronçon de l'autoroute Bruxelles-Ostende, lorsque les Allemands envahirent la Belgique.

Pendant la deuxième guerre mondiale, ces travaux continuèrent au ralenti, mais l'expansion reprit dès la fin des hostilités.

Janssens s'intéressait beaucoup aux procédés nouveaux de construction; c'est ainsi qu'il suivait de près la mise au point de poteaux et de tuyaux en béton armé précontraint centrifugé et il prit plusieurs brevets dans ce domaine.

Au fil des ans, il devint, en 1923, administrateur de Socol, en 1924, administrateur-directeur et, en 1947, vice-président administrateur-délégué. En outre, il était administrateur de toutes les sociétés filiales du groupe Cominière.

A la fin de sa carrière, il participa aux études du site hydroélectrique d'Inga.

Christian Janssens van der Maelen était un homme d'une culture étendue, ouvert aux idées neuves et d'une grande affabilité. Il comptait parmi les fondateurs de l'Association des Vétérans coloniaux belges.

Il était porteur des distinctions honorifiques suivantes : Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de la Couronne. — Officier de l'Ordre de Boyaca (Colombie).

20 juillet 1974.

A. Lederer.

Bibliographie : Revue Congolaise Illustrée, avril 1961, p. 9. — Le Soir, 3 oct. 1962. — Archives de la Socol. — Souvenirs personnels de M. Paulis. — Fiche signalétique de l'Académie.

JENSEN (Ole-Halldan), Lieutenant de la marine de guerre et Capitaine de la marine marchande (Tønsberg, Norvège), 22.12.1895 - Drammen (Norvège), 4.11.1958). Fils de Halldan et de Grötting, Inga; époux de Lund, Randi.

Ole Jensen suivit les cours de l'Ecole de guerre de la Marine à Horten, en Norvège, et, à l'issue de ses études, il obtint le grade de lieutenant de la Marine de guerre.

En 1918, il s'engagea dans la Marine marchande norvégienne et il voyagea sur toutes les mers du monde: Atlantique Sud, Atlantique Nord, Côtes d'Afrique, Mer de Chine, Océan Indien, et cela, jusqu'en 1931. Avec cependant une parenthèse de trois ans, du 7 mars 1921 au 9 mars 1924, pendant lesquels il servit comme officier de marine dans les services du Ministère des Colonies au Congo belge.

Il y servit avec le grade de 2^e lieutenant, puis fut promu 1^{er} lieutenant au cours de son terme de service. A cette époque, pour assurer l'approvisionnement des populations indigènes du Bas-Congo, les bateaux du Ministère des Colonies servaient au transport de poissons qu'on achetait dans les ports de l'Atlantique, voisins de l'embouchure du Congo. C'est ainsi que Jensen commanda les s/s *Wall* et *Hiron-*

delle qui naviguaient entre Boma et Saint-Paul-de-Loanda ou Lobito.

Pendant son séjour en Afrique, Jensen s'est distingué lors du sauvetage du s/s *Boma* en route de Douala au Congo et qui avait fait naufrage à la pointe de Gata, le long de la côte du Rio Muni; il s'y était rendu à bord du s/s *Wall*.

En 1931, Jensen quitta la marine marchande pour prendre le commandement du brise-glace *Thor II* qui travaillait le long des côtes de Norvège; il assura ce service jusqu'en 1943.

De 1943 jusqu'à sa mort en 1958, il avait abandonné la mer pour se consacrer à l'administration de l'industrie chimique de l'usine à « Protane » à Drammen.

Jensen était porteur de l'Etoile de service.

1^{er} novembre 1974.

A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie.

JONES (Louis), Ingénieur civil, Géographe en chef-Directeur à l'Institut Géographique Militaire, Lieutenant-colonel de réserve honoraire, membre de l'Académie (Etterbeek, 20.5.1914 - Bruxelles, 19.9.1975).

Louis Jones entre à l'Ecole militaire en fin de 1932 et en sort en 1937, lieutenant d'artillerie et ingénieur civil. C'est comme très jeune commandant de batterie d'artillerie de campagne qu'il connaît la mobilisation de 1939 et la campagne de mai 1940; déjà s'affirment ses qualités de calme et de sang-froid. Il subit ensuite cinq années de captivité en Allemagne.

En 1945, dès la fin des hostilités, il est versé à l'Institut Cartographique Militaire et passe en 1947 dans les cadres civils de cette institution lorsque son statut est modifié en « Institut Géographique Militaire ». Il y poursuivra toute sa carrière, jalonnée par les nominations aux grades d'ingénieur en 1947, ingénieur principal en 1950, géographe en 1951, mise en fonction de directeur de la géodésie en 1968, géographe en chef-directeur en 1973.

Ce sont les problèmes du nivelllement et de la gravimétrie qui lui sont confiés dès la remise en activité de l'Institut Cartographique Militaire en 1945 et ce sont ces problèmes qui resteront sa préoccupation principale au cours de toute une carrière durant laquelle il verra la réalisation du programme à longue haleine qu'il s'était fixé afin de doter le pays de l'in-

frastructure qui lui faisait gravement défaut dans ce domaine. Déjà, dès 1949, sont réalisés un réseau de nivellation de premier ordre et une carte gravimétrique générale. Par la suite, ces travaux seront poursuivis et complétés; ils constituent à l'heure actuelle l'outil indispensable à toute tâche et toute réalisation tributaires de la géomorphologie et des mouvements locaux des sols.

Mais l'activité de Louis Jones ne s'est pas limitée aux responsabilités directes qu'il assumait dans le cadre de ses attributions en Belgique. Très tôt, les problèmes multiples soulevés par la réalisation du Plan décennal au Congo belge susciterent son intérêt et il y accomplit deux importantes missions en 1952 et 1953 pour le compte de l'Institut pour la Recherche scientifique en Afrique centrale (IRSAC) et pour le Syndicat pour l'étude géologique et minière de la Cuvette congolaise. Par la suite, son intérêt pour ces problèmes particuliers d'Outre-Mer ne s'est jamais démenti, ainsi qu'en témoigne la liste donnée en annexe, de ses publications relatives aux problèmes africains.

La spécialisation de Louis Jones dans les domaines du nivellation et de la gravimétrie l'a tout naturellement amené à prendre une part de plus en plus active dans les études géodésiques relatives à ces problèmes et à participer aux activités des sociétés savantes et organismes scientifiques internationaux qui s'y intéressent. La liste de ses participations à ces diverses institutions est particulièrement éloquente:

Membre titulaire du Comité national belge de Géodésie et Géophysique. — Président de la Commission du Réseau européen unifié de nivellation (association internationale de Géodésie). — Président du groupe de travail pour l'Europe-Ouest de la Commission des mouvements récents de l'écorce terrestre (as-

sociation internationale de Géodésie). — Membre de l'European Association of Exploration Geophysicists. — Délégué belge à la Commission gravimétrique internationale. — Membre du sous-comité belge du « Geodynamics Project ».

En plus de ces activités multiples, Louis Jones consacrait encore une partie de son temps à l'enseignement:

Chargé de cours de topographie à l'Université du Travail de Charleroi. — Collaborateur de l'Université de Liège. — Président et examinateur en topographie du Jury central des examens de géomètre-expert immobilier.

Louis Jones avait été nommé en 1958 associé de la Classe des Sciences techniques de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer. Il en était membre titulaire depuis 1969 et exerçait les fonctions de directeur de la Classe au moment de son décès.

Distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de la Couronne. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Médaille commémorative de la guerre 1940-45. — Médaille de prisonnier de guerre. — Médaille civique de première classe.

Publications: Seules ont été reprises celles relatives à ses activités d'Outre-Mer. Les publications marquées (x) ont été rédigées en collaboration.

Une mission de reconnaissance gravimétrique au Kivu (IRCB 1953). — Note introductory sur les levés gravimétriques au Congo belge et au Ruanda-Urundi (ARSC 1956). — Présentation des cartes gravimétriques et magnétiques de la cuvette congolaise (communication à l'European Association of Exploration Geophysicists - Bruxelles 1957) (x). — Déterminations astronomiques et planimétriques (AMRAC 1957) (x). — Instruction technique sur le nivellation barométrique au Congo belge (ARSC 1958). — Considérations sur le nivellation barométrique au Congo belge (ARSC 1959). — Catalogue des stations gravimétriques et magnétiques (AMRAC 1959 - 1961 - 1962) (x). — Magnétisme (AMRAC 1959) (x). — Déterminations altimétriques (AMRAC 1959) (x). — Activités de l'IRSAC dans le domaine de la gravimétrie (folia scientifica Africæ Centralis 1959) (x). — Etude gravimétrique préliminaire du graben de l'Afrique centrale (ARSOM 1960) (x). — Gravimétrie (AMRAC 1960) (x). — Etude gravimétrique du graben de l'Afrique centrale - la région des volcans (ARSOM 1963) (x).

Décembre 1975.
Colonel e.r. M. Simonet.

K

KAYIJUKA, Chef indigène (Nyaruguru, Rwanda, 1881 - Bujumbura, Burundi, 23.3.1967).

Kayijuka appartenait à la famille Sigaye, du clan des Nyiginya, descendant de la 7^e génération du mwâmi Yuhi III Mazimpaka. Sa mère, sœur de Kigeri IV Rwabugiri, était fille de Mutara II Rwigera. Son père, Nyantaba, exerçait en qualité de vaticinateur à la cour.

Pupille de la reine-mère Nyirayuhu Kanjogera, Kayijuka a été élevé en compagnie du jeune mwâmi Yuhi Musinga, ce qui ne pouvait manquer de susciter la jalousie des Ega, rivaux des Nyiginya d'où était issu le mwâmi selon la coutume.

En 1894, au lieu-dit Kayenzi, ancien passage de la rivière Nyabarongo au pied du mont Kigali, il a vu arriver l'expédition allemande conduite par le comte von Götzen, auprès de laquelle il fut délégué. Puis il reçut le commandement de la chefferie du Nyaruguru, succédant à son frère aîné Kampayana. Des intrigues se nouèrent alors autour de sa personne.

Accusé d'avoir introduit un Européen dans l'enceinte royale dans le but de montrer la reine-mère, il fut soumis au supplice de l'aveuglement par l'application de longs clous rougis au feu (18.2.1906).

Après l'exil du mwâmi Yuhi Musinga en 1931, Kayijuka est nommé sous-chef à la colline Gihindamuyaga qui l'avait accueilli, et plus tard à Mukomakara. Auparavant, Musinga lui avait envoyé la vache de la réconciliation.

Lors des événements politiques de 1959-1961, qui ont porté l'éthnie hutu au pouvoir, Kayijuka s'expatria à Bujumbura où il résida jusqu'à sa fin. Les chercheurs l'ont souvent mis à contributions pour ses connaissances de l'histoire, des us et coutumes de son pays.

Janvier 1976.

Arthur Lestrade.

[M.S.]

Source: Kayijuka lui-même. — R.P. Delmas: La généalogie de la noblesse du Rwanda (Kabwaye, 1952). — Georges Sandrait: Cours de droit coutumier (Astrida,

1939). — Alexis Kagame: Les milices du Rwanda précolonial (Bruxelles, 1963, p. 32, n. 44, 51; n. 90-91).

KEILEN (VAN DER) (Philippe, Joannes), Magistrat (Bergerhout, 27.9.1913 - Bruxelles, 12.11.1962).

Docteur en droit et licencié en sciences criminelles de l'Université catholique de Louvain, Philippe Van der Keilen y apprécia notamment l'enseignement du grand criminologue le Dr Etienne De Greeff qu'il aimait citer.

Il effectua ses deux premiers termes du 8 juin 1938 au 16 avril 1942 et du 18 août 1942 au 18 novembre 1946 dans les rangs du service territorial du district du Kasai.

Nommé magistrat à titre provisoire par arrêté ministériel du 24 octobre 1946, il fut désigné pour remplir les fonctions de substitut du procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance de la province de Stanleyville le 5 septembre 1947, date à laquelle débute son troisième terme, et fut nommé à ce grade à titre définitif par arrêté du Prince Régent du 21 septembre 1948. Son terme se clôture le 11 mai 1950.

Au cours de son quatrième terme, du 9 novembre 1950 au 20 mai 1954, il fut nommé juge au tribunal de 1^{re} instance d'Elisabethville par arrêté royal du 19 avril 1952. Il assuma également ces fonctions du 21 octobre 1954 au 26 octobre 1956.

Dans les affaires importantes, il aimait se déplacer pour statuer sur place et se signalait par son esprit de décision. Il fut, cependant, handicapé par des troubles circulatoires qu'il affrontait avec courage.

Bien que sorti de Louvain, il adhéra au groupe idéologique du futur procureur général G. Brouxhon auquel il succéda avec décalage par ses nominations comme procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance d'Elisabethville par arrêté royal du 21 février 1958 et en qualité du substitut du procureur général près la cour d'appel de cette même localité par arrêté royal du 24 mars 1958. Cependant, il ne remettait les pieds en Afrique que le 8 juillet

1958 pour terminer son sixième terme le 8 novembre 1960 après l'accession du Congo à l'indépendance. Il y retournait, malgré les événements, du 7 février 1961 au 13 janvier 1962. Sa carrière prit fin, pour raison de santé, à la date du 21 mars 1962.

Philippe Van der Keilen était marié et père de deux enfants. Parmi ses distinctions honorifiques figure la commanderie de l'Ordre de Léopold II.

22 mai 1974.

Jean Sohier.

KIWELE (Joseph), Musicien, Ministre katangais de l'Education nationale (Baudouinville, 1912 - Elisabethville, 14.7.1961).

Joseph Kiwele, fils d'un cathéchiste de la mission de Mpala entre au petit séminaire de Lusaka en 1926; il y reçoit les premiers rudiments du solfège et de l'écriture musicale de l'Occident. En 1931 il entre au grand séminaire de Baudouinville et dès 1934 il aurait fait ses premières compositions.

Quittant le séminaire à la fin de ses études de théologie, il s'engage comme moniteur à l'école professionnelle du C.E.L. De passage à Elisabethville en 1942 où il cherchait un engagement dans l'administration, il y rencontre le R.P. Lamoral, O.S.B. qui lui demande de remplacer son organiste tombé malade. Frappé des dons musicaux extraordinaires de ce « remplaçant » le père Lamoral lui procure un engagement d'organiste à la cathédrale et de moniteur à l'école St-Boniface.

Joseph Kiwele joue, goûte et apprécie la musique de l'Occident. Son « grand dessein » est toutefois de mettre en valeur le musique africaine.

Il dirige la chorale des petits chanteurs à la « Croix de cuivre », il composa trois messes en rythme bantou et un « Hymne à la Belgique » ainsi que l'orchestration de plusieurs chants indigènes.

Monseigneur de Hemptine l'envoya en Belgique au conservatoire de Liège en 1956. A son retour il conte son voyage dans une « ode ». Il compose son « Trio Katangais » en trois mouvements sur un thème emprunté au chant des pagayeurs de son pays natal.

Son rêve de voir créer une école de musique pour les autochtones fut réalisé en 1956 avec l'appui de l'école de musique d'Elisabethville, sous l'impulsion de M. Guillaume Derriks.

Lorsque le Congo belge se voit octroyer l'indépendance, Kiwele s'engage dans la vie politique et se place dans les rangs de la Conakat. Il fut élu député provincial pour la circonscription de Baudouinville, et lors de la sécession katangaise de juillet 1960 il fut nommé ministre de l'éducation nationale dans le gouvernement du Président Moïse Tshombe. En 1961 après l'arrestation de Tshombe, il est membre du triumvirat qui assuma les charges de la présidence.

Sources : Agence Belga, 10 janvier 1956 et 15, 16 novembre 1961. — Essor du Congo, 16 avril 1949.

Octobre 1975.

A. Rubbens.

KLEINE (Friedrich-Karl). Médecin, Professeur à l'Institut R. Koch (Stralsund, 14.5.1869 - Johannesburg, 22.3.1951). Fils du Dr. Ludwig Kleine.

Friedrich Kleine naquit dans la vieille ville hanséatique de Stralsund, où il fit ses études secondaires. Il s'inscrivit ensuite à l'Université de Halle et y conquit en 1898 le grade de docteur en médecine. Deux ans plus tard il fut nommé assistant à l'Institut des maladies infectieuses de Berlin. Robert Koch, qui était alors au sommet de sa gloire, dirigeait cet Institut auquel il devait donner son nom. Kleine devint le collaborateur personnel de l'illustre savant, qu'il accompagna en Rhodésie du Sud en 1902; la mission entreprise avait pour objet l'étude de l'*East Coast fever* des bovidés. La participation de Kleine aux travaux de son maître l'orientèrent vers les maladies déterminées par les protozoaires, en particulier les trypanosomiases de l'homme et des animaux, à l'étude desquelles il devait consacrer la plus grande partie de son activité scientifique ultérieure. Il prit part à l'expédition allemande contre la maladie du sommeil que dirigea Koch en Uganda aux bords du lac Victoria de 1906 à 1907. Après le retour en Europe de celui-ci Kleine assuma la direction de la lutte contre la trypanosomiase en Afrique Orientale allemande.

Les trypanosomiases avaient fait l'objet d'importants travaux de Dutton, de Bruce, etc.; la découverte capitale de Kleine fut d'avoir été, en 1909, le premier à élucider complètement le cycle de développement de *Trypanosoma brucei* dans le corps de la glosrine.

En 1914 Kleine est appelé au Cameroun où la maladie du sommeil donnait des inquiétudes aux autorités. Pendant la première guerre mondiale il fut désigné comme directeur du service médical de cette colonie. Bien que de ce fait son activité scientifique fut ralentie, il confirma et précisa la découverte de Leiper sur la transmission de *Loa loa* par des tabanides du genre *Chrysops*.

Après la guerre, il fut nommé professeur et directeur de département à l'Institut Robert Koch; mais en 1921 il retourna en Afrique, cette fois en Rhodésie du Nord et au Congo belge; parmi ses collaborateurs se trouvait, Mlle H. Ockelmann, qui devint plus tard sa femme et a été sa collaboratrice pendant les trente dernières années de sa vie. Le but de la mission était l'expérimentation d'un nouveau trypanocide, le « Bayer 205 », désigné maintenant sous le nom de Suramine. La puissante action chimiothérapeutique qui avait été mise en évidence au laboratoire fut confirmée sur le terrain, de plus Kleine démontra sur le singe l'action chimioprophylactique de ce médicament.

Rentré en Europe en 1923, il est attaché à la Section d'Hygiène de la Société des Nations. C'est dans le cadre de cet organisme que Kleine partit de nouveau pour l'Afrique en 1925. En Uganda il se pencha sur le problème de l'immunité des Africains à l'égard des trypanosomes pathogènes. Le rapport de la Commission internationale de la S.D.N. sur la trypanosomiase humaine, paru en 1928, est signé Kleine, Van Hoof et Duke. En 1929 Kleine est de nouveau en Afrique où il étudia la virulence de *Trypanosoma rhodesiense* et se

pencha sur le délicat problème des moyens de distinguer *T. gambiense* et *T. rhodesiense*.

En 1933 Kleine devint président de l'Institut Robert Koch de Berlin. Infatigable il est de nouveau au travail en Rhodésie du Sud et en Afrique orientale en 1934 et 1935, à l'Institut de recherches vétérinaires d'Onderstepoort à Prétoria en 1936 et 1937.

Son dernier voyage en Afrique avant la deuxième guerre mondiale le conduisit à Tabora où il aborda la difficile question du réservoir animal de *T. rhodesiense* et dans l'île espagnole de Fernando-Po pour s'y informer de l'endémicité de ce foyer de maladie du sommeil.

Pendant la dernière guerre sa femme et lui eurent la douleur de perdre leur fils unique mort d'une blessure à Stalingrad; sa maison de Berlin fut détruite. En dépit de son âge avancé il entreprit en 1945 de réorganiser le département tropical de l'Institut Robert Koch. En 1947, le maréchal Smuts l'invita en Afrique du Sud; il s'installa avec sa femme à Johannesburg où il passa les dernières années de sa vie. Il était le dernier survivant des collaborateurs de Robert Koch.

Au cours de sa longue carrière, l'exceptionnelle valeur de ses travaux poursuivis avec une étonnante ténacité, lui avait valu les plus hautes distinctions honorifiques et académiques: la Médaille Bernhard Nocht, le doctorat *honoris causa* de plusieurs universités, etc.

Les amis et les collaborateurs du professeur Kleine admiraient son humour, sa loyauté, la fermeté de son caractère.

8 octobre 1974.
J. Van Riel.

L

LAGAE (*Robert-Marie, Constant genoemd*). Apostolisch Vicaris van Niangara (Heule, 19.11.1882 - Knokke-Zoute, 16.5.1966). Zoon van Frans-Constant en Marie-Louise Stubbe.

Na zijn middelbare studies trad hij in 1902 in het noviciaat der Paters Dominicanen en legde het jaar daarop zijn eerste kloostergeloften af. Hij werd priester gewijd op 21.9.1907 en studeerde verder aan het theologicum van

de Orde te Leuven waar hij in 1910 de graad behaalde van lector in de theologie. Op 29 november 1913 vertrok hij naar Kongo, naar de apostolische prefectuur van Oost-Uele, waar de Belgische provincie van de Orde in 1911 twee missieposten, Amadi en Gombari, van de Norbertijnen had overgenomen en waar in 1912 een afzonderlijke prefectuur was opgericht, toegetrouwde aan Mgr Van Schoote. Van bij het begin, te Doruma, legde Pater La-

gaa een grote belangstelling aan de dag voor de taal en de gewoonten van de bevolking, de stam der Azande. Door zijn publikaties geraakte hij bekend als kenner en apostel van de Azande. In 1924 werd de prefectuur verheven tot apostolisch vicariaat, onder de benaming Niangara, en Mgr Lagae werd benoemd tot apostolisch vicaris en titulair bisschop van Tricala. Op 11.6.1925 diende kardinaal Mercier hem te Brussel de bisschopswijding toe en weldra vertrok hij opnieuw naar Kongo. Onder zijn leiding kwam de Uele-missie tot haar volle ontplooiing. Nieuwe missieposten werden opgericht die het hele gebied gingen bestrijken: Faradje (1929), Viadana (1928), Duru (1931), Ingi (1937), Makoro (1937) en Paulis (1940). Kapellen en scholen werden gesticht tot in de verste uithoeken van het vicariaat en overal groeide het getal christenen en doopleerlingen. Voor het vormen van inlandse priesters begon Mgr Lagae in 1934 een eigen klein seminarie te Dungu en in 1936 een regionaal groot-seminarie, eveneens te Dungu. In 1938 werd dit laatste verplaatst naar Niangara en in 1944 werden daar de eerste twee priesters gewijd. In 1942 begon Mgr Lagae een noviciaat voor inlandse Zusters, de Filles de Sainte-Cathérine, en het jaar daarop een noviciaat voor Broeders van de H. Jozef Calasantius, beide te Niangara. In 1935-1936 was Mgr Lagae voor een korte herstelperiode in België teruggekeerd, maar in augustus 1946 moest hij, ziek en uitgeput, Congo definitief verlaten. Hij diende zijn ontslag in als apostolisch vicaris en ging verblijven in het rusthuis van de Orde te Knokke-Zoute. Hij overleed in de kliniek O.-L.-Vrouw ter Linden te Knokke op 16.5.1966.

Eretekens: Officier en Commandeur in de Koninklijke Orde van de Leeuw. — Officier in de Kroonorde. — Officier in de Leopoldsorde.

Publikaties: Religion et morale chez les Azande. *Les Missions Dominicaines*, 1922, p. 225-234. — Le mauvais œil chez les Azande. *Ibid.*, 1923, p. 47-55. — Une question de méthode. *Evangélisation et Civilisation*. *Ibid.*, 1924, p. 65-73. — Les villages chrétiens au Congo Belge. *Ibid.*, p. 203-211. — Le pouvoir judiciaire chez les Azande. *Ibid.*, p. 334-342. — Les Azande sont-ils Animistes? *Congo*, 1921, I, p. 92-93. — Notes sur les êtres suprasensibles chez les Azande. *Ibid.*, p. 396-413. — Les procédés d'augure et de divination chez les Azande. *Ibid.*, p. 709-730. — La naissance chez les Azande. *Ibid.*, 1923, I, p. 161-177. — Vijf en twintig jaar Dominikaansch Apostolaat in Uélé. *Ibid.*, 1937, II, p. 259-268. — Le Mariage et la Famille Chrétienne. *Première Conf. Plén. Léopoldville* (1932), p. 166-181. — La Religion d'une tribu congolaise, Liège 1925. — Les Azande ou Niam-Niam, Bruxelles 1926. — La langue des Azande, 3 vol. (II en III in samenwerking met H. Vanden Plas), 1921-1925. — Katekismus in het Barambo, Kisantu 1916. — Id. in het Zande, 1923, 1932. — Briefen in: *Les Missions Dominicaines*, 1922-

1935; *Le Rosaire* (Bruxelles), *De Rozenkrans* (Brussel) en *Il Rosario* (Firenze-Roma), 1916-1937.

27 april 1976.
M. Storme.

Lit.: Burgerstand gemeente Heule. — Kerk en Missie, 1925, p. 42-43; 1935, p. 160; 1936, p. 11; 1946, p. 125; 1966, p. 156-157. — Corman, *Annuaire des M.C. au C.B.* 1924, p. 174; 1935, p. 331-332, 339. — Van Wing-Goemé, *Annuaire* 1949, p. 386. — Streit, *Bibliotheca Missionum XIX*, p. 86-88. — *Les Missions Dominicaines* (Amiens) 1925, p. 28-29, 216-220, 285; 1932 (Paris-Kain) 1932, p. 278-281; 1933, p. 23-26. — *De Dominikaan-Missionaris*, 1946. — 50 Jaar Dominicanen in Kongo, 1962. — J. Vlamynck, *Vlaanderen verovert voor Christus* (Brugge-Brussel, 1946), p. 40, 55. — Bidprentje.

LAMAN (Karl-Edvard), Pasteur-missionnaire, Docteur *honoris causa* en théologie (Norrbärke paroisse, Koparberg gouvernement, Suède, 18.3.1867 - Stjarnorp paroisse, Östergötland, Suède, 27.6.1944). Fils de Gustaf Erson et de Ulrika Vallin.

Le 14 janvier 1893, il épouse Selma Karolina Karlsson. De cette union naissent 2 enfants tôt disparus: Rut Elisabet Ntongo (1895-1897) et Debora Maria (1896-1897). Il faut se souvenir qu'en ce temps là, les connaissances sur les divers fléaux qui affligeaient les habitants du Congo étaient sommaires et les conditions de vie pénibles.

Son épouse, née le 29.7.1862 à Norra Hult, commune de Ostra Harg, province de Astergothie, reçut une bonne formation biblique avant son départ pour le Congo (7 avril 1891) où elle devait rencontrer son futur mari.

Après ses études primaires, M. Laman fait six ans d'Ecole secondaire, l'Ecole technique de Västerås dès 1882, ainsi que l'Ecole d'Agriculture. Il passe les années 1888-1890 au Séminaire de théologie à Kristinehamn, et est consacré pasteur le 29.6.1890. Il étudie les langues en Suède, Allemagne et France. Ainsi fut-il bien préparé en vue d'une fructueuse carrière africaine.

Le 7.4.1891, il part pour la première fois au Congo, et pour la 4^e fois le 27 juin 1908. Il rentre définitivement en Suède en 1919 et devait s'éteindre paisiblement en 1944.

Son existence fut toute de dévouement au service du prochain, bien soutenu par son épouse. Il a atteint son idéal: diffuser l'Évangile, propager l'instruction et l'éducation, faire connaître le Congo et défendre la cause de ses habitants.

En plus de son sacerdoce, il consacra son énergie à des travaux littéraires, linguistiques

et ethnographiques d'un portée considérable. Dans la préface du tome I de *The Congo*, le professeur Bengt Smedkler écrit:

Karl Edvard Laman était un des nombreux missionnaires de la Svenska Missions-Förbundet, dont les séjours prolongés au Kongo ont porté des fruits durables. Il y est arrivé en 1891 à l'âge de 24 ans et y resta jusqu'en 1919 avec de courts congés dans son pays natal. Dans le monde scientifique, Laman est connu comme un des plus fameux « Bantouistes » de son temps, ainsi que pour son travail de recherche sur la langue Kongo.

Il est à peine connu que Laman en quittant le Kongo a emporté avec lui une très importante collection ethnographique qui a été remise à la Svenska Mission. Une grande partie de cette collection a été placée temporairement par la Société précitée, à la State Ethnographical Museum.

Il n'a pas été fait grand cas non plus, jusqu'à sa mort en 1944, de l'importante monographie sur le Kongo à laquelle il travaillait.

Les collections sont irremplaçables et comprennent de nombreux objets dont l'usage est tombé en désuétude et que l'on ne peut plus du tout se procurer. Son étude est un document remarquable sur le culture populaire du Kongo au tournant du siècle. D'autant plus qu'il a eu l'occasion d'étudier cette culture avant que l'eurocéanisation moderne ne commence sérieusement.

Laman K.E. fit partie de plusieurs sociétés savantes: Membre de The International Institute of African Language and Culture, London, 1926. — Membre d'honneur de British and Foreign Bible Society, London 1905. — Membre de Die Deutsche Gesellschaft für Missionswissenschaften, 1926. — Membre du Comité exécutif du Séminaire de théologie de la Svenska Missions-Förbundet, Stockholm.

En 1915, il fut fait docteur *honoris causa* en théologie de l'Université de Upsal.

Distinctions honorifiques: Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de la Couronne. — La Médaille d'or de Linne lui fut décernée par l'Académie des Sciences de Stockholm pour ses collections ethnographiques et entomologiques.

Publications: Mkanda Wazintalu I (livre de calcul en kikongo), 1897. — Mbangudulu abiauv biankaka wazintalu (livre du maître en calcul en kikongo), 1897. — Nzailu andinga akikongo kivovuwanga mu Kongo diabanda (livre de la langue parlée dans le Bas-Congo, en kikongo), 1899. — Nkanda wabilekwa bianza uzyulwanga mpangulu ye nkadulu au (Histoire naturelle en kikongo), 1899. — Nkanda wanza uzayulwanga nza ye noto ye zinsu (Géographie en kikongo), 1901. — Nkanda Nzambi vo Masonukwa Manlongo (Traduction de la Bible entière en kikongo), 1905. — Malongi mandinga akikongo kivovuwanga mu Kongo diabanda (Livre de la langue parlée dans le Bas-Congo en kikongo), 1910. — Malongi mantente mandinga akifalanfa (La première année de français en kikongo), 1911. — Om språket i Nedre Kongo (Sur la langue du Bas-Congo), 1907, Suédois. —

Sagor på mazingadialekten i Nedre Kongo (Contes sur la dialectique de mazinga dans le Bas-Congo, en suédois). — Sange på mazingadialekten (Cantiques en dialecte de mazinga, en suédois). — Gåtor på mazingadialekten (Devinettes en dialecte de mazinga, en suédois). — Ordspråk på mazingadialekten (Proverbes en dialecte de Mazinga, en suédois). — Saga på Bwendedialekten (Conte en dialecte de bwende, en suédois). — The Musical Accent or Intonation in the Kongo Language, 1922. — Dictionnaire Suédois-teke-kuta-ngunu, 1930. — Dictionnaire Teke-kutu-ngunu-suédois, 1929. — Dictionnaire Suédois-kikongo, 1931. — Dictionnaire Kikongo-Français, 1936 (Ac. roy. Sc. Col., Bruxelles). — Lärbok i Kongospråket (Grammaire Kikongo, en suédois et anglais), 1912. — Lärbok i fonetik (Phonétique, en suédois), 1925. — Nägra drag ur kongofolkets lif (Quelques traits de la vie des Congolais, en suédois), 1907. — Då mörkret skingras (Où les ténèbres se dispersent, en suédois), 1924. — Sanningsträlar (Des rayons de la vérité, en suédois), 1923.

Oeuvres posthumes: The Kongo I, 1953. — The Kongo II, 1957. — The Kongo III, 1962. — The Kongo IV, 1968.

Sources: Archives de la Svenska Missionsförbundet, Stockholm.

16 avril 1975.
Arthur Lestrade.

[J.S.]

LATHOUWERS (Victor), Professeur, Membre de l'Académie (Eygen-Bilsen, Limbourg, 29.3.1880 - Etterbeek, 7.6.1952). Fils de Léonard et de Bergans, Louise; époux de Driegman, Berthe.

En 1904, après avoir obtenu à l'Université catholique de Louvain le diplôme de docteur en sciences (Section botanique), Victor Lathouwers débute dans les cadres de l'enseignement moyen du degré supérieur.

En 1910, il fut chargé par le Ministère des Colonies, d'une mission d'études au Jardin botanique d'Eala au Congo belge.

A sa rentrée en Belgique, en 1913, il fut nommé assistant à la Station de recherches pour l'amélioration des plantes de grande culture à Gembloux, puis chef de travaux en 1924. Il ne tarda pas à affirmer son autorité scientifique dans une discipline encore nouvelle, la génétique, où il acquit une notoriété justement méritée.

Il effectua de fructueux voyages d'études, notamment en Allemagne (1913), en Suède (1924), aux Etats-Unis (1925) et au Congo belge (1932).

L'enseignement de l'amélioration des plantes à l'Institut agronomique lui avait été confié dès 1919. En 1930, il y était nommé professeur de Botanique générale, d'Amélioration des plantes et de Botanique coloniale.

Son admission à l'émeritiat eut lieu en 1945. Il est décédé à Etterbeek le 7 juin 1952.

L'activité scientifique du professeur Lathouwers lui a valu, au cours d'une carrière féconde, des récompenses académiques très enviables. C'est ainsi qu'après avoir été, en 1921, lauréat du concours institué par l'Académie royale de Belgique, il obtint, en 1925, le Prix académique J. Schepkens puis, en 1928, le Prix académique E. Laurent.

Parmi ses nombreux travaux scientifiques, il y a lieu de citer ses recherches expérimentales sur l'hérédité chez *Campanula medium L.* (Mémoire couronné par l'Académie royale de Belgique), l'étude génétique de variations speltoides apparues dans les lignées pures de froment, qu'il poursuivit pendant plusieurs années et enfin, son *Manuel de l'amélioration de plantes de grande culture*, publié en 1924 et réédité en 1929 et 1942, en deux volumes, dont le second traite spécialement de l'amélioration du froment. Cet ouvrage, exposé méthodique, précis autant que clair, des bases scientifiques de l'amélioration végétale et de la pratique des opérations techniques qu'elle implique, constitue l'œuvre maîtresse du professeur Lathouwers et consacra son indiscutable compétence en la matière.

Le défunt était titulaire de nombreuses distinctions honorifiques. Il s'était vu décerner l'Etoile de service du Congo belge et était Officier du mérite agricole de France.

Chez Victor Lathouwers, le savant se distinguait d'un homme aimable, bon, jovial et accueillant, doué d'une âme sensible, ardente, profondément éprise de valeurs artistiques.

Publications: Le champignon de couche (Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, Bruxelles, 1914, 59 p.). — L'amélioration de la betterave à sucre (*J. Soc. nat. Agr. Belg.*, 1920, 77-78, 104-105, 121-122, 135-137, 145-147). — Contribution à la génétique de *Triticum*. 1^e série. I. Variations speltoides dans une lignée pure de froment et dans une population d'épeautre (*Bull. Soc. Roy. Bot. Belgique*, 1929, 2^e série, 218-223). — Recherches expérimentales sur l'hérédité chez *Campanula medium L.* (Mémoire couronné par l'Acad. Royale des Sc. de Belgique, n° 1 283, 1922, Lamertin, Bruxelles, 33 p.). — La technique de l'amélioration des plantes (*Ann. Gembloux*, 1923, 1-22 et 65-95). — La simplification de la technique des méthodes d'analyse des céréales aux Stations officielles d'amélioration (X^e Congr. Int. d'Agric. Paris, T. I, 1923, 104-105). — Revue de l'amélioration des plantes de grande culture pour l'année 1921 (*Ann. Gembloux*, 1924, 59-71, 81-95 et 154-165). — Manuel de l'amélioration des plantes de grande culture. Méthodes, bases scientifiques, techniques (Duculot, Gembloux, 240 p.). — Variations speltoides apparues dans les lignées pures de froment (*Assoc. Fr. pour Avancement des Sciences, Congrès Liège*, 1924, 1 009-1 013). — Contribution à l'étude de la génétique de *Triticum*, II. Etude génétique de deux variations speltoides (*Bull. Soc. Roy. Bot. Belgique*, 1924, 79-104). — Etudes de certaines variations speltoides apparues dans des lignées pures de froment (*Verhandlungen V Int. Kongr. Vererbungswissenschaft*, Berlin, 1927, 953-954). — En collaboration avec C. Journee et E. Larose: L'amélioration

des céréales à la Station officielle de recherches pour l'amélioration des plantes, à Gembloux (*Bull. Assoc. Inter. des Sélectionneurs de plantes*, 1928, 66-80). — En collaboration avec C. Journee et E. Larose: La Station officielle de recherches pour l'amélioration des plantes à Gembloux depuis sa création (1913) jusqu'en 1927. Son activité, ses méthodes, ses résultats (Annuaire de la Station agronomique de l'Etat à Gembloux, T. 3, Ministère de l'Agriculture, Bruxelles, 1928). — Manuel de l'amélioration des plantes cultivées (Plantes agricoles, horticoles et coloniales. Tome I: L'Amélioration générale (Duculot, Gembloux, 1929, 216 p.). — Contribution à la génétique de *Triticum*. I. La variabilité « non fluctuante » dans une lignée de *Triticum vulgare*. Apparition de variantes speltoides stériles (*Bull. Soc. Roy. Bot. de Belgique*, 1930, 49-54). — Contributions à la génétique de *Triticum*. II. Etudes de descendances de variantes à fertilité réduite (*Bull. Soc. Roy. Bot. de Belgique*, 1931, 151-166). — La merveilleuse histoire du mendélisme (*Ann. Gembloux*, 1931, 3-19). — La taxonomie des Brassicae cultivés. Un essai de mise au point (*Bull. Inst. Agron. Stn. Rech. Gembloux*, 1933, 3-16). — Rapport sur une mission effectuée au Congo Belge, mars-août 1932 (*Bull. Séances Inst. Roy. Colonial belge*, 1933, 1-23). — Manuel de l'amélioration des plantes cultivées. T. II. L'amélioration du froment: cytologie, morphologie, physiologie, génétique, phylogénie (Duculot, Gembloux, 1942, 579 p.).

5 juillet 1974.

F.-L. Hendrickx.

LENSELAER (Jean), Missionaris, marteelaar van Kongolo (Nossegem, 30.10.1923 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Arthur en Maes, Antoinette.

Hij deed zijn humaniora-studies aan het college van de Paters van de H. Geest te Gentingen (1936-1944), waarna hij binnentrad in het noviciaat van de Congregatie te Cellule (Fr.). Daar legde hij in 1945 zijn eerste kloostergehoften af. Wijsbegeerte studeerde hij in de seminaries van de Congregatie te Ingelmunster en te Leuven, en verder theologie te Leuven. Hij werd priester gewijd op 9 juli 1950 en vertrok in oktober van het volgend jaar naar het apostolisch vicariaat van Noord-Katanga, dat in 1951 de naam kreeg van Kongolo. Zijn tweelingbroer Alfons was reeds twee jaar tevoren naar hetzelfde vicariaat afgereisd. Hijzelf werd bestuurder van de lagere scholen achtereenvolgens te Ankoro, te Manono, te Budi-Petschi en te Kabongo. In 1959 verhuisde hij naar Kaseya, als leraar aan de school voor landbouwassistenten. Tijdens de moeilijkheden van juli 1960 werd de school totaal leeggeplunderd en P. Lenselaer ging als lesgever naar het klein seminarie te Kongolo. Op 1 januari 1962 werd hij daar met 19 van zijn confraters door Kongolese soldaten vermoord.

13 december 1975.

M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 35. — Africa Christo, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiriteins, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., 18, 24 en 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1952, p. 19. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

LEONTOVITCH (*Constantin*), Directeur de l'Agriculture au Congo (Lubny, Russie, 3.6.1893 - Bruxelles, 19.9.1965).

C. Leontovitch avait entamé une carrière militaire. Après son passage à l'Ecole d'artillerie de Saint Petersbourg, dont il sortit au grade de sous-lieutenant, il participa avec l'armée impériale à la guerre 1914-1918, qu'il termina au grade de capitaine; sa bravoure lui valut les plus hautes distinctions militaires: la Croix de St-Vladimir et la Chevalerie de St-Georges. Il changea alors d'orientation et passa une année à la Faculté des Sciences naturelles de l'Université de Kiew. Ces études furent interrompues suite aux difficultés politiques intérieures de la Russie d'alors et, après de nombreuses péripéties, il réussit à quitter le pays. L'aventure se termina pour lui à son arrivée en Belgique, en 1922. Les événements l'avaient cependant séparé de son épouse et celle-ci ne put le rejoindre qu'après sept ou huit années.

Homme volontaire et courageux, C. Leontovitch, alors âgé de près de 30 ans, commença les études à l'Institut agronomique de l'Université de Louvain, tout en travaillant le soir à Bruxelles, pour assurer sa subsistance. Compte tenu de ces circonstances, il suivit les cours d'ingénieur ancien régime, cours qu'il complétera, en 1932-33, par une année supplémentaire au même Institut.

Il commença sa carrière africaine le 15 janvier 1926; il fut affecté au District de l'Ubangi avec pour mission: l'introduction et le développement de la culture cotonnière. La tâche à entreprendre était ingrate: la région était à peine pacifiée, l'infrastructure routière simplement ébauchée ce qui impliquait les déplacements en caravane, les agriculteurs peu réceptifs aux propositions de changement; moralement tenace et physiquement solide C. Leontovitch réussit cependant, avec le temps, à faire passer le District de l'Ubangi d'une économie de cueillette à l'économie de marché axée principalement sur la production de coton.

Compte tenu des circonstances difficiles, les autorités estimèrent que C. Leontovitch était l'agronome le plus qualifié pour mener le projet à bonne fin; on lui en laissa la responsabilité pendant dix-sept années, de 1926 à 1943. Il avait entre-temps bénéficié des promotions de grade réservées aux agents d'élite et atteint le niveau de directeur de l'Agriculture, le 1^{er} juillet 1943. Dès lors, le Gouvernement estima que C. Leontovitch avait mérité d'être déchargé de sa mission en Ubangi pour qu'il puisse assumer des fonctions correspondant à son grade. De la fin 1943 à juillet 1944, il fut provisoirement attaché à la Direction provinciale à Léopoldville (Kinshasa) en attendant de devenir titulaire de la même direction en Province Orientale, à Stanleyville (Kisangani); il occupa cette fonction jusqu'en août 1947. Affecté trop longtemps à une tâche de vulgarisation, C. Leontovitch eut des difficultés à s'adapter à une charge trop administrative pour lui; il était homme de terrain par vocation. Aussi accepta-t-il la proposition faite par le Directeur général de l'Agriculture de reprendre la Propagande agricole dans toute la Province de l'Equateur avec un minimum de charges administratives; il consacrera à cette mission la dernière partie de sa carrière. Il avait alors repris son bâton de pèlerin et, en auto ou à pied, et cela malgré son âge, on pouvait le rencontrer partout dans la Province de l'Equateur. Il avait ainsi retrouvé son District de l'Ubangi où il a pu achever l'œuvre qu'il y avait commencée. Nulle en 1926, la production cotonnière atteint 18 000 t de coton-graines en 1959. Pendant cette dernière période et à l'échelle de la Province, C. Leontovitch s'est attaché également au développement de la pisciculture villageoise qui, grâce à lui, a connu un réel essor.

Retraité en mai 1953, C. Leontovitch, a vécu, à Bruxelles, des jours heureux, jusqu'à ce que Mme Leontovitch devint malade et mourut; ils formaient un couple parfait; aussi ne put-il surmonter son désespoir et il ne survécut à son épouse que quelques mois.

Il décéda le 19 septembre 1965.

Les Africains de l'Ubangi ne l'ont pas oublié; il fut un agronome de terrain modèle.

14 novembre 1974.
F. Jurion.

LEPREUX (*Adolphe*), Directeur général de la Sté « Agriculture et Plantations au Con-

go » (Wasmuel, Hainaut, 22.12.1872 - Bruxelles, 10.11.1950). Fils de Louis et de Schmidt, Mathilde.

A. Lepreux accomplit 4 termes au Service de l'Etat indépendant du Congo comme sous-intendant puis comme Directeur général de la Société d'Agriculture au Congo (A.P.C.).

En 1895 l'Etat Indépendant du Congo avait introduit les cacaoyers de San Thomé à la Station de Temvo au Mayumbe.

La Société Anonyme de l'Agriculture et des Plantations au Congo fut constituée en 1896 avec la participation de l'Etat Indépendant du Congo. Lepreux en fut le premier Directeur (1902) avec résidence à Temvo au Mayumbe. Le mérite lui revient d'être le premier à établir des plantations de cacao dans cette partie du Congo.

D'autres se créèrent dans la suite, mais seule l'A.P.C. limita son activité à la culture du cacao. Celle-ci, dans les conditions du Mayumbe, s'avéra fort délicate.

Lepreux fut le premier à étudier les terrains, à établir la nécessité de la conservation autour des cacaoyers d'un rideau épais de forêt, à doser l'ombrage naturel ou artificiel, à fixer les écartements et la nécessité de la taille.

Il fut vraiment le pionnier de la culture de cacaoyer dans les conditions difficiles du Mayumbe. Son grand mérite réside dans l'esprit d'observation et de continuité.

Nommé Directeur général de la Société en Belgique en 1919 il entreprit de très nombreux voyages d'Inspection au Mayumbe où il put constater le succès de ses longs efforts.

Les mérites de Lepreux furent récompensés par de nombreuses distinctions honorifiques: Il était Officier de l'Ordre de Léopold II. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion.

Avril 1974.
M. Van den Abeele.

LEYNEN (*Charles-Théodore*), Président de la cour d'appel de Léopoldville (Bruxelles, 1.10.1881 - Schaerbeek, 19.8.1964). Fils de Jean et de Hougaerts, Marie; époux du Dr Jeanne Clevers.

D'origine limbourgeoise, Charles Leynen dut interrompre des études à peine entamées au décès de son père et assumer les charges d'un chef de famille. Il s'engage alors au service de l'Etat Indépendant du Congo où il ef-

fектuera son premier terme du 8 décembre 1904 au 24 novembre 1907 comme commis du service administratif affecté à la deuxième direction générale. Son second terme court du 13 août 1908 au 23 mai 1909, il est agent administratif de troisième classe. Il exercera des fonctions administratives obscures, notamment à Boma où il fut magasinier dans un entrepôt pharmaceutique.

Ayant réuni les fonds nécessaires pour reprendre ses études, il réussira son doctorat en droit devant le jury central. Nommé à titre temporaire le 22 décembre 1911 substitut suppléant du procureur de l'Etat près le tribunal de 1^{re} instance, il entamera sa carrière de magistrat. Son premier terme, du 14 février 1912 au 31 janvier 1915, le voit successivement à Coquilhatville, Libenge et Boma. Nommé substitut du procureur du Roi le 22 novembre 1915, il sera sur la brèche du 23 juin 1915 au 30 mars 1917, d'abord à Stanleyville, puis ayant été nommé auditeur militaire de la Brigade nord, dans les territoires conquis de l'Afrique orientale allemande, notamment au Ruanda. Après la prise de Tabora il deviendra auditeur général (conseiller juridique aux troupes) le 26 avril 1917. Son activité militaire lui vaudra la croix de guerre avec palmes. Son cinquième terme va du 11 juin 1917 au 14 juillet 1919.

A l'issue de la guerre, après un passage à Coquilhatville comme substitut suppléant du procureur du Roi, le 17 avril 1919 il devient procureur du Roi à Stanleyville. C'est là qu'il rencontrera le docteur Jeanne Clevers, qui dirigeait le laboratoire provincial; elle deviendra son épouse, et eut la douleur de la perdre au début de la seconde guerre mondiale.

Il passe son sixième terme du 27 février 1920 au 20 septembre 1925 d'abord comme procureur du Roi à Stanleyville, puis, promu le 7 avril 1925, comme substitut du procureur général, à Léopoldville. Son septième terme, du 8 février 1926 au 27 mai 1928, le voit toujours exercer ces fonctions, mais à son huitième terme, du 3 août 1929 au 14 avril 1931, il est conseiller à la cour d'appel de Léopoldville, ayant été appelé à cette qualité le 21 janvier 1929. C'est à son neuvième terme, 27 octobre 1931 au 3 novembre 1933, qu'il accéda à la présidence de la cour d'appel de Léopoldville, le 14 juillet 1932 (successeur de E. Jungers). Il demeura jusqu'au bout de sa carrière président de la cour d'appel au cours des termes suivants, 6 juin 1934 au 18 juin 1937, 5 jan-

vier 1938 au 29 décembre 1942, 11 mars 1943 au 8 mars 1944, 28 juillet 1944 au 30 décembre 1945, 13 février 1946 au 13 avril 1948 et 31 décembre 1948 au 30 décembre 1951, non sans avoir été mobilisé en qualité d'auditeur général de la Force Publique pendant la guerre 1940-1945. Fin 1946, il se fit muter comme président à la cour d'appel d'Elisabethville, il estimait le climat plus propice à son âge, mais il s'adapta mal, et après une courte parenthèse réintégra en août 1949 la cour d'appel de Léopoldville. Durant son séjour à Elisabethville, il fut président de la société d'Etudes juridiques du Katanga et président du comité de rédaction de la *Revue juridique du Congo belge*. Si la majorité de sa contribution au droit congolais fut constituée par la publication des arrêts qu'il avait rendus, il avait cependant confié à cette revue une étude sur les *Epreuves superstitieuses et Imputations dommageables* (1927, p. 247-251) et une *Note sur la déclaration d'appel* (1927, p. 272-274).

Alors qu'il avait été renommé pour un nouveau terme, le président Charles Leynen fut arbitrairement mis à la retraite au cours de celui-ci par un gouvernement qui avait estimé qu'il avait atteint une limite d'âge raisonnable: il devait gagner le procès qu'il intenta devant le Conseil d'Etat à propos de cette décision qui faisait fi des protections particulières de la loi de 1908.

Comment un magistrat peut-il être mieux apprécié que par ses pairs? Pour juger de la personnalité du président Charles Leynen nous citerons pour terminer ce que ses collègues dirent de lui:

Nous savons avec quelle autorité vous dirigez les débats devant cette Cour (de Léopoldville). Une personnalité trop forte eut pu constituer un danger dans les délibérations quand il s'agit de trouver la vérité par la confrontation d'opinions divergentes. Vous savez écouter l'avis des autres. Cette vertu n'est pas commune (Installation de M. le président Leynen) (*Revue Juridique du Congo belge*, 1947, p. 38-40).

M. Leynen, en sa longue et belle carrière de magistrat s'est créé sa légende. Elle se confond avec la vérité: une haute conscience, un sens juridique averti, une intransigeante indépendance et une grande générosité de cœur.

On le dit à ses heures un peu bourru. Parfois à l'audience il tance le prévénus avec tant de verve que celui-ci se croit cent fois condamné avant d'apprendre que l'arrêt lui accorde les plus larges circonstances atténuantes.

M. Leynen ne souffre pas l'injustice sous quelque forme qu'elle se déguise et ne craint pas de s'engager tout entier pour lui barrer la route. Un exemple en est encore à l'esprit de tous ceux qui le connaissent.

Qui conque eut commerce avec lui loue son urbanité et l'affabilité de son accueil (*Silhouette - Journal des Tribunaux d'Outre-Mer*, 1950, p. 10).

Dans l'accomplissement de ces diverses fonctions, M. Leynen alliait une dignité un peu sévère à un souci constant d'impartialité, imperméable à toute influence

extérieure, à une connaissance aiguë des choses coloniales et des coloniaux et à une autorité rarement atteinte. Il menait une vie tranquille, studieuse et réservée, insoucieuse de popularité. Sa bonté profonde était connue et nombre d'infirmités qui s'adressaient à lui furent discrètement et efficacement soulagées. Il lui arriva plus d'une fois de payer de ses deniers l'amende que lui-même avait dû infliger à des justiciables désargentés (*Revue juridique du Congo belge* [La retraite du président Leynen], 1952, p. 40).

Distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre de la Couronne, de l'Ordre royal du Lion, de l'Ordre de Léopold et du British Empire. — Etoile de service à 1 raies. — Croix de guerre avec palmes.

Février 1972.

J. Sohier.

Sources: Installation du Président de la Cour d'Appel de Léopoldville (*Rev. Jur.*, 1947, 38-40). — Silhouette, M. Charles Leynen, Président de la Cour d'Appel de Léopoldville (*J.T.O.*, 1950, p. 10 avec portrait). — La retraite, etc. (*R.J.*, 1952, p. 40). — Un grand magistrat (*Courrier d'Afrique*, 12.1.52). — *Revue coloniale illustrée*, avril 1954, p. 6. — *La Dernière Heure*, 6.6.1954: «La Présidence de la Cour d'Appel de Léopoldville». — Les campagnes coloniales belges, II, annexes 194; III, annexes 393, Bruxelles, 1927-1932.

LIL (DE) (Emile-Ghislain-Jean), Inspecteur général des Ponts et Chaussées (Ménin, 23.3.1894 - Ixelles, 20.12.1966). Fils de Jean-Baptiste et de Paquet, Joséphine.

E. De Lil fait les humanités modernes et suit les cours du soir dans une école d'architecture pendant cinq ans. En 1911 il entre à l'Université de Bruxelles. Ses études sont interrompues par la guerre 1914-18. Son activité patriotique pendant celle-ci lui vaut la prison politique pendant la plus grande partie de la guerre. Après l'armistice, De Lil poursuit ses études universitaires et obtient en juillet 1921, avec distinction, le diplôme d'ingénieur des constructions civiles (A.I.Br.). Il entre aux Ponts et Chaussées.

En 1923, De Lil est placé en disponibilité et envoyé en mission en Afrique. Il y fait 3 termes:

— De 1923 à 1926 il est attaché à la Compagnie des Chemins de Fer des Grands Lacs (Congo supérieur). Il s'occupe de travaux de parachèvement et de remise en état de voies ferrées, de l'entretien et du montage du matériel roulant et flottant;

— Au cours de son second terme de 1926 à 1929, il est chargé par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo de l'étude et de la surveillance des travaux de transformation de la nouvelle voie depuis l'aval de Matadi jusqu'au-delà du Pic Cambier en un site particulièrement dangereux. Il établit divers ouvrages:

pont fluvial dit de « Venise », tunnel en courbes de 380 m, divers murs de soutènement, viaducs, pont de 94 m sur le M'Pozo, etc.

— A la demande du gouverneur général Tilkens, De Lil passe son troisième terme de 1929 à 1932 au service de la Colonie à Boma. A la tête du service spécial du Bas-Congo, il réorganise les services de la Marine et de l'Hydrographie, installe de nombreux ateliers et fait exécuter de nombreux travaux: mise en place d'ateliers, réparation des dragues, aménagement en aval de Ango-Ango de premier port pétrolier provisoire, etc.

Après la fin de son 3^e terme en Afrique, De Lil reprend sa place aux Ponts et Chaussées en Belgique. Il est d'abord adjoint à l'ingénieur en chef-directeur des Routes de l'Etat pour la province de Liège. En 1947, il est ingénieur en chef-directeur des Ponts et Chaussées du service de la Sambre. Le 1^{er} janvier 1950, De Lil est adjoint du Directeur général des Voies hydrauliques. Le 1^{er} août 1956, De Lil est promu inspecteur général des Ponts et Chaussées à l'administration des Voies hydrauliques.

De Lil prend sa retraite en avril 1959 et accepte la présidence de la Fédération des Carrières de Grès.

La belle carrière de De Lil nous rappelle le rôle admirable joué par les Belges dans le développement étonnamment rapide de l'immense et magnifique territoire de l'ancien Congo belge.

De Lil est titulaire de plusieurs distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Médaille civique et Croix civique pour bons et loyaux services. — Médaille civique de 1^{re} classe pour actes de courage et de dévouement à l'occasion de l'épidémie de fièvre jaune à Matadi (pendant son 3^{ème} terme). — Etoile de service, au Congo.

27 mai 1975.
G. de Rosenbaum.

LIMBOR (*Charles-M.-V.*), Capitaine au long cours (Ostende, 22.6.1898 - en mer, 24.12.1944).

Après avoir suivi les cours de l'école de navigation et bourlingué pendant deux ans sur *L'Avenir*, Charles Limbor fut engagé le 13 décembre 1922 par la « Compagnie belge maritime du Congo », en qualité de cadet. Il navigua sur divers navires, principalement à destination de l'Afrique. Il fut promu successive-

ment troisième officier le 18 mars 1923, deuxième officier le 15 juillet 1926, premier officier le 1^{er} juillet 1928 et capitaine le 1^{er} janvier 1930.

Le capitaine Limbor, à partir de 1928, servit sur les *Villeboats* de la Compagnie maritime belge qui conduisirent tant de nos compatriotes au Congo ou qui les rapatrièrent en Belgique à la fin de leur terme de séjour à la Colonie.

Il passa successivement sur les s/s *Elisabethville*, *Albertville*, *Léopoldville* et, enfin, le 13 janvier 1939, comme capitaine, sur le s/s *Baudouinville*, le bateau fanion de la flotte belge, que le chantier Cockerill venait de livrer à la Compagnie maritime belge.

Toutefois, pendant la période où la guerre sévissait entre les puissances, la Belgique n'ayant pas encore été entraînée dans la tourmente, d'une part, le transport des marchandises avait pris une importance croissante et, d'autre part, le m/b *Baudouinville* avait été presque désarmé pour ne pas lui faire courir les risques inhérents à une navigation entre navires belligérants.

Le capitaine Limbor reçut le commandement du s/s *Mafuta*, un cargo d'une capacité de 10 300 t.d.w. Cette circonstance lui permit de naviguer pendant les hostilités et de rendre des services très estimés à l'effort de guerre des alliés. On sait, en effet, que le 10 mai 1940, le commodore Bosquet dut conduire le m/b *Baudouinville* à Bordeaux où il tomba aux mains des Allemands et il y resta immobilisé pendant la guerre pour être finalement sabordé et incendié en 1944, entre Nantes et Saint-Nazaire.

Pendant deux ans, du 14 février 1940 au 11 mars 1942, le capitaine Limbor eut le commandement du s/s *Mafuta*. Il connaît ainsi les traversées de l'Atlantique et les voyages vers l'Afrique pendant lesquels tout l'équipage demeurait en état de qui-vive, dans l'attente d'une attaque par surprise, toujours possible, de la part d'un ennemi invisible.

Après trois mois de congé, le capitaine Limbor passa, du 18 juin 1942 au 23 septembre 1942, sur le m/b *Copocabana*, un cargo-mixte de 7 875 t.d.w. de capacité.

Après ce court intermède, Charles Limbor fut promu commandant et, le 10 novembre 1942, reçut le commandement du s/s *Léopoldville*, le plus prestigieux paquebot mixte de la flotte belge, depuis que le m/b *Baudouinville* était tombé aux mains des Allemands et se

trouvait immobilisé dans l'estuaire de la Gironde.

Le s/s *Léopoldville* avait été aménagé en transporteur de troupes; il pouvait prendre à son bord plus de deux mille deux cents hommes, en plus de son équipage qui comptait deux cent vingt sept membres.

Depuis le début de la guerre, le s/s *Léopoldville* avait connu une carrière chanceuse. Il n'avait jamais servi de cible à l'ennemi, alors qu'il avait accompli de nombreuses traversées de l'Atlantique et participé au débarquement allié en Islande.

Sous la conduite du commandant Limbor, ce navire continua une glorieuse carrière en participant aux débarquements de troupes en Afrique du Nord, en Sicile, à Salerne et à celui de Normandie, le jour « J ».

La veille de Noël 1944, le s/s *Léopoldville* quittait Southampton avec deux mille deux cent trente-deux militaires américains. Le commandant Limbor se trouvait à la passerelle lorsqu'à 17 h 57, l'heure du thé, le navire fut secoué par un choc violent. Les émanations sulfureuses ne laissaient aucun doute: le s/s *Léopoldville* venait d'être torpillé. A ce moment, on espérait s'en tirer, car on se trouvait seulement à quatre milles des côtes françaises et Cherbourg était en vue.

Le commandant Limbor, très calme, ordonna: « Tout le monde aux canots ». Il n'y eut pas de panique et, en ordre, les hommes, obéissant à leurs chefs, se rendaient vers leurs canots respectifs.

Cependant le s/s *Léopoldville* avait été touché plus gravement qu'il n'y paraissait, probablement par deux torpilles lancées d'un sous-marin monoplace. La salle des machines avait été touchée et la machine babord était hors d'usage. Dans l'entreport de la cale n° 3, quatre cent cinquante soldats américains, sirotant leur tasse de thé, avaient été tués. L'eau s'engouffrait rapidement dans la coque du navire blessé mortellement et il prenait de plus en plus de la bande.

Toujours calme, le commandant Limbor fit mouiller l'ancre bâbord pendant que le contre-torpilleur *Brilliant* réussit, malgré la houle, à accoster le long du navire en détresse.

Huit cent cinquante hommes étaient déjà en sûreté lorsque l'ordre fut donné de descendre les canots bâbord et de jeter les radeaux à la mer. Tous les hommes pouvaient y prendre place.

Le bateau s'inclinait de plus en plus et sa gîte augmentait. Toujours calme, le capitaine Limbor surveillait la manœuvre, il était resté à la passerelle avec quelques hommes et faisait mettre à la mer un canot à tribord. Un remorqueur tentait de s'approcher pour sauver les derniers hommes restés à bord, mais échoua dans sa manœuvre.

Brusquement, le s/s *Léopoldville* se cabra et disparut dans les flots. Les canots venaient sauver les derniers survivants accrochés aux épaves ou se débattant dans l'eau glacée. Cinq de ceux-ci n'ont pu être retrouvés, ayant été engloutis dans les flots avec leur navire. C'étaient le commandant Limbor, le charpentier Van de Kerckhove et trois garçons de cabine congolais.

Il était vingt heures; en deux heures, le drame avait été consommé.

Le commandant Limbor, au sacrifice de sa vie, avait sauvé presque tous ceux qui étaient restés vivants après la terrible explosion des deux torpilles.

Pour perpétuer le souvenir de cet officier exemplaire, la Compagnie maritime belge a mis en service, dès 1945, un cargo baptisé du nom de ce héros, modèle du devoir, qui a contribué à l'expansion belge Outre-Mer.

10 novembre 1974.

A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie. — Fiche des états de service de la C.M.B. — Compagnie maritime belge (Lloyd Royal), Anvers, 1895-1945, publié à l'occasion du cinquantenaire de la Compagnie. — Whym, Bosquet, biographie belge d'Outre-Mer, T. VI, col. 94-99, Bruxelles, 1968. — Les équipages ont fait leur devoir (*in Essor du Congo*, n° du 17 mai 1947).

M

MAFFEI (*Léon-Clément-Edmond-Marie-Corneille-Antoine*), Substitut du Procureur général près la Cour d'Appel de Léopoldville (Anvers, 28.8.1898 - Schuls, Suisse, 29.5.1947). Fils de Honoré-Jean-Marie et de De Bruyne, Marie.

La jeunesse de Léon Maffei devait être profondément marquée par la guerre: dès qu'il parvint à la faire, il interrompit ses études pour rejoindre, comme volontaire de guerre, l'armée belge en campagne.

Démobilisé, il termina ses études de droit à l'Université catholique de Louvain et c'est au barreau de Bruxelles qu'il s'initia à la pratique judiciaire.

Mais l'exemple de son frère, juge en Belgique, le poussait vers la magistrature. L'Afrique d'autre part, terre de mystère, d'aventure aussi, où les pionniers pouvaient encore à l'époque donner leur mesure, l'attirait inévitablement. Les possibilités qu'offrait la magistrature coloniale lui permettaient, espérait-il, de concilier ces deux aspirations.

Après avoir brillamment conquis le diplôme de l'Ecole coloniale, Léon Maffei fut nommé le 8 novembre 1923 magistrat à titre provisoire. Premier substitut du Procureur du Roi à titre définitif le 1^{er} février 1927, il gravit successivement les échelons supérieurs de la carrière judiciaire; juge-président du Tribunal de première instance le 1^{er} octobre 1933, puis substitut du Procureur général près la Cour d'Appel de Léopoldville le 19 octobre 1937, jusqu'à son décès prématuré en 1947.

Léon Maffei accomplit sept séjours au Congo. Les trois premiers devaient être particulièrement mouvementés: il fut une des victimes typiques de la faculté laissée à l'administration de déplacer les magistrats «pour des besoins urgents et par mesure provisoire». Solution de facilité certes, car elle dispensait l'administration de tout effort de prévision, mais solution extrêmement onéreuse en déplacements et en pertes de temps et particulièrement pénible et décourageante pour ceux qui en étaient l'objet: à peine avaient-ils eu le temps de s'installer dans un poste, de se fami-

liariser avec la langue, les populations, les dossiers des affaires en cours, le climat physique et moral, qu'ils étaient l'objet d'une mutation pour une autre région, souvent aussi pour une autre fonction.

C'est ainsi que, durant ses neuf premières années de services effectifs, Léon Maffei fut l'objet d'une quinzaine de mutations successives qui lui firent parcourir le ressort de la Cour d'Appel de Léopoldville, exerçant notamment à Coquilhatville, Libenge, Buta, Stanleyville, Léopoldville, Lusambo, Luebo, des fonctions aussi variées que celles de substitut du Procureur du Roi, juge au Tribunal de premier instance, procureur du Roi, président du Tribunal de première instance.

C'est finalement à partir de 1934 qu'une certaine stabilité lui permit de donner sa mesure: trois ans à la présidence du Tribunal de première instance du Kasai, le reste de sa carrière comme substitut du procureur général.

Si pénibles qu'elles aient pu être, les nombreuses mutations dont il avait été l'objet ne l'avaient pas aigrí. Il y avait puisé, en même temps qu'une philosophie souriante de la vie, une profonde connaissance du pays et des êtres humains.

Ceux qui l'ont connu gardent de lui le souvenir d'un homme affable, toujours prêt à rendre service. Ce trait de son caractère avait d'ailleurs marqué sa vie professionnelle: tant au Siège qu'au Parquet, son indulgence était proverbiale.

Lorsqu'il rentra en congé en Belgique en avril 1947, sa santé était chancelante. Il devait décéder un mois plus tard au cours d'un séjour de repos qu'il passait en Suisse.

Ses prestations de guerre et sa carrière judiciaire lui avaient valu de nombreuses distinctions honorifiques: il était notamment Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Il était en outre titulaire de la Médaille commémorative 1914-1918 et de la Médaille de la Victoire, de la Médaille civique de première classe 1914-1918, de l'Etoile de Service en or avec raies.

1^{er} mai 1973.
† P. Piron.

Le Courier d'Afrique, 5 juin 1947, p. 6.

MAGOTTE (*Joseph-Jacques-Louis*), Directeur général honoraire au Ministère des Colonies (Molenbeek Saint Jean, 30.7.1884 - Bruxelles, 11.1.1957). Epoux de Gillion, Lucile.

Docteur en droit de l'Université libre de Bruxelles, J. Magotte commença une carrière administrative le 19 décembre 1905 au Ministère des Finances (Douanes et Accises). Le 30 mars 1910, il obtint sa mise en disponibilité pour entrer dans la magistrature du Congo belge. Substitut du procureur du Roi, puis procureur du Roi suppléant à Niaugara, il fut nommé procureur du Roi près le tribunal de première instance à Buta le 15 novembre 1917. Il fut promu substitut du procureur général à Boma, le 5 octobre 1922, désigné en qualité de conseiller suppléant de la Cour d'appel de Léopoldville le 25 juin 1926 et enfin nommé substitut du procureur général à Elisabethville le 9 novembre 1926. A sa demande, il fut mis à la retraite anticipée, après 15 ans de services effectifs, le 20 décembre 1928.

Au cours de son séjour à la Colonie, J. Magotte avait été nommé chef de bureau le 31 décembre 1919 et sous-directeur le 15 août 1923, dans les cadres du Ministère des Finances.

Le 20 décembre 1928, il était transféré au Ministère des Colonies en qualité de sous-directeur. Il fut nommé directeur le 24 juin 1931, ayant en charge la 1^{re} direction (affaires indigènes) de la 2^e direction générale.

En 1935, le ministre Tschoffen l'envoya en mission à Léopoldville à l'effet de réorganiser la direction générale des affaires indigènes et de la main-d'œuvre.

Durant la deuxième guerre mondiale, J. Magotte eut la responsabilité de diriger la 2^e direction générale (affaires indigènes, cultes et enseignement) lorsqu'il fut demandé au titulaire de ce service général, M. De Jonghe, d'exercer les fonctions de secrétaire général du département fonctionnant dans la métropole. A la suite des mesures prises par l'occupant à l'égard de M. De Jonghe, J. Magotte fut appelé à remplir lui-même, du 2 au 14 juin 1944, l'intérim du secrétaire général.

Le 1^{er} juillet 1945, il fut promu directeur général et à ce titre désigné pour diriger la 2^e direction générale, fonctions qu'il cumula, à partir du 30 avril 1947, avec celles de conseiller juridique du Ministère des Colonies. Il fut admis à la pension le 30 juillet 1949.

J. Magotte fut professeur à l'Ecole Coloniale, conseiller juridique du Fonds de bien-être indigène et délégué du Gouvernement de la Colonie auprès de la Société « Colomines ».

On doit à J. Magotte diverses études importantes : Les circonscriptions indigènes (*Les Nouvelles - Corpus juris belgici - droit colonial*, T. III, p. 407, Bruxelles-Larcier, 1938) et Les Centres extra-coutumiers (*Ibid.*, T. III, p. 493). — Les circonscriptions indigènes (Imprimerie Winandy, Dison - Verviers, 1934). — Les Centres extra-coutumiers (même imprimerie, 1938). — Les jurisdictions indigènes (même imprimerie, 1939).

J. Magotte était porteur des distinctions honorifiques suivantes : Commandeur de l'Ordre de Léopold, de l'Ordre royal du Lion et de l'Ordre de la Couronne. — Croix civique de 1^{re} classe et Etoile de Service du Congo en or avec deux raies.

Novembre 1972.
† J. Vanhove.

MALEINGREAU D'HEMBISE (DE)
(Charles), Colon (Sainte Croix-lez-Bruges, 4.11.1898 - Ixelles, 6.4.1974). Fils de Fernand-Eugène et de Groverman, Eva-Ida.

Volontaire de guerre et Croix de Feu, Charles de Maleingreau d'Hembise décide, après la guerre de 1914-18, de s'expatrier; il fait à 20 ans une reconnaissance au Congo, puis, en 1921, y retourne avec son frère Jean pour y créer une entreprise de construction. Un quartier de la capitale zaïroise qui porte leur nom (parc Hembise) atteste qu'ils avaient vu grand et qu'ils avaient vu loin. Ils eurent leurs propres coupes de bois et leur scierie où Charles amenait les grumes par flottage; cette rude existence de pionnier fut interrompue par la crise; les frères de Maleingreau durent rentrer en Belgique en 1931. Pas pour longtemps; pressentant que de graves événements se préparaient en Europe, ils décidèrent en 1938 de s'établir au Kivu. Planteurs compétents, ils se lancèrent avec succès dans la culture des caféiers; ils firent aussi du quinquina, très demandé à cette époque. Puis d'autres activités se développèrent autour de Bukavu et de Kaléhe.

Les années sombres de 1940 à 1945 n'entamèrent pas leur foi et leur courage; Charles de Maleingreau se considéra bientôt comme lié au Kivu pour toujours. Des hauteurs de Tshagala (Kalehe) d'où il dominait le lac et où il avait bâti une habitation tout en rond dans le style du pays, il se mit à contempler l'avenir avec confiance.

Il fonda un foyer: quatre enfants, deux garçons et deux filles naquirent de ce mariage heureux.

Les colons de Kivu et de tout le Congo avaient reconnu en lui leur porte-parole le plus qualifié; ils prirent l'habitude de l'élier pour les représenter devant les autorités dans les offices et les assemblées.

Il devint en 1947 président de la Fédération des Associations de Colons et des Classes moyennes congolaises (FEDACOL); il entra en cette qualité au Conseil de Province et au Conseil de Gouvernement dont il fut membre de 1947 à 1960; il fut choisi comme député permanent du Kivu auprès du Gouvernement général.

Il participa à la 3^e session de la Commission du Colonat qui se réunit à Bruxelles au Palais des Académies en 1953; son plaidoyer en faveur des droits des habitants blancs et noirs des territoires non-autonomes auxquels la charte des Nations Unies en ses articles 73 et 76 accordait, suivant lui, une égale primauté, est demeuré important.

L'esprit vif et la répartie prompte, il mettait son talent de débater au service des causes qu'il défendait; on ne compte pas ses interventions ni les articles qu'il fit paraître dans la presse locale.

Mais survint en 1960 la grande épreuve de la décolonisation accélérée. Ses dernières années, Charles de Maleingreau d'Hembise les passa en Belgique, sauf un bref voyage au pays qu'il aimait et où il avait laissé ses biens. Il n'avait pas encore 76 ans quand il mourut après une longue maladie en 1974.

25 avril 1975.

[M.V.]

M. Willaert.

MALLEGHEM (VAN) (*Ernest-Jean-Baptiste*) (Ixelles, 29.8.1881 - Forest, 8.9.1946). Fils de Paul et de Charlier, Adrienne.

M. Van Malleghem, qui avait d'abord entrepris une carrière de journaliste, bifurqua sur la voie administrative en entrant en 1907 au Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale où il obtint le grade de directeur, tandis qu'en 1921 il était appelé à faire partie du Cabinet du Ministre de ce département. Dans la suite, en 1932, il passa au Ministère des Colonies en qualité de secrétaire du Cabinet du Ministre et fut successivement promu, le 23 décembre 1935, inspecteur général, puis directeur général. Il presta ses fonc-

tions au Cabinet jusqu'à ce qu'il fut atteint par la limite d'âge l'astreignant à la pension et qui précéda de quelques jours sa mort.

Van Malleghem laisse le souvenir d'un fonctionnaire conscientieux actif, d'une parfaite objectivité, droiture et amérité.

Distinctions honorifiques: Commandeur Ordre Léopold. — Commandeur Ordre Couronne. — Commandeur Ordre Léopold II. — Croix civique 1^{re} classe. — Décoration spéciale de Prévoyance de 1^{re} classe. — Commandeur de l'Ordre du Christ du Portugal. — Commandeur Ordre de l'Etoile de Roumanie. — Commandeur Ordre de l'Etoile Noire. — Commandeur de l'Ordre Quisan Aliaouté. — Officier Légion d'Honneur. — Officier Ordre de Wasa. — Croix Pro Ecclesia et Pontifice.

10 mai 1974.

André Durieux.

Le Soir des 10 et 12 septembre 1946.

MATA-BOIKE, Chef des Iboko-Mabale (Vers 1810 - poste des Bangala, septembre 1886).

Son nom se trouve dans la littérature coloniale sous diverses graphies: Mata-Buyke, Mata-mwinke, Mata-Mayiki, Mataboike et Mata-Boike. Il a été interprété différemment: *Lord of many guns* (Stanley); *Head-man Plenty or Plentifulness* (Weeks). Ces interprétations en donnent le sens littéral en kibangi et en bokoki. Coquilhat donne le sens réel: *mata* est un titre de noblesse, suivi du nom de celui dont le porteur est l'héritier politique. Mata-Boike signifie donc: fils aîné de Boike. Du vivant de son père, il s'appelait Engwangola (Coquilhat) ou Ngemba (tradition actuelle). Selon la coutume du pays, à la mort de son père, il reçut le titre honorifique de Mata-Boike.

D'après la tradition, son grand-père, Lokole, était un homme important lors de l'établissement des gens d'Iboko au pays. Mata-Boike, notable de Bobanga, un groupe des Iboko habitant Mankanza, resta dans l'ombre jusqu'à la mort de son cousin et principal rival Mata-Mumbeté, tué dans un combat contre les Bobeka. Grand féticheur, Mata-Boike acquit de l'influence parmi les Iboko et les Mabale, unis contre les agresseurs Bobeka, Boloki et Ngili. Ses victoires lui valurent le surnom: Wanyenza Ngunda, signifiant: il a fait taire les gens de la rive du fleuve. Son autorité s'étendait sur la rive droite du fleuve de Monsembe à Lusengo et était limitée au Sud par les Boloki de Bokomela et les Bobeka au Nord. Sur la rive gau-

che, les Bolombo, Lobolo et Ndondo reconnaissaient aussi sa suzeraineté. « Mata-Boike gouvernait un des plus vastes Etats des bords du Congo équatorial » (Coquilhat, *Sur le Haut-Congo*, p. 202). Il avait épousé des filles des chefs de Bolombo, de Mabale, de Mbenga, de Bokombo, de Ngombe, etc. Cette politique matrimoniale lui garantissait l'appui de ces groupes. Ne possédant pas d'armée permanente, son pouvoir n'avait rien d'absolu. Les décisions résultaient de longues discussions avec les chefs et les notables de la confédération. Il faisait la guerre surtout aux Bobeka, qui occupaient l'embouchure de la Mongala et aussi les rives un peu en aval du fleuve (Congo, Zaïre). Son principal adversaire Monoko mwa Nkoi dut se retirer en amont de la Mongala et les Bobeka ne regagnèrent leur ancien emplacement qu'en 1888, lorsque, à la suite de l'intervention du chef de poste Van Kerckhoven, Lusengi, nouveau chef des Bobeka, se réconcilia avec les Iboko.

Lors de son premier passage en février 1877, Stanley dut livrer aux Iboko son trente-et-unième combat, « l'avant-dernier et certainement le plus acharné de tous ceux soutenus sur ce terrible fleuve ». Leur ardeur au combat valut aux Bangala le titre de « Ashanti du Livingstone » (Stanley). Revenu au Congo comme commandant de l'entreprise léopoldienne, Stanley fit escale à Iboko en octobre 1883 et devint frère de sang de Mata-Boike. Celui-ci lui demanda de fonder une station, mais Stanley se rendit d'abord aux Stanley Falls. De retour des Falls, Stanley ne réussit pas à fonder le poste projeté. Cet échec était dû non seulement aux vols commis par les Bangala, mais aussi à l'opposition des commerçants d'Irebu. En mai 1884, Mata-Boike passa outre les réticences des Iboko et admit des hommes blancs chez lui; il craignait en effet que ceux-ci ne s'installent chez ses adversaires, les Bobeka.

Durant les quinze mois (19 mai 1884 - 9 juillet 1885) que le fondateur Camille Coquilhat, jetait les bases du poste, le chef Mata-Boike lui venait régulièrement en aide. La situation de Mata-Boike n'était guère facile: il devait garder son autorité sur les siens sans compromettre son amitié avec son hôte, lequel lentement mais sûrement lui dérobait une partie de son pouvoir, en s'arrogeant l'arbitrage des affaires politiques et le contrôle du commerce dans la région. Mata-Boike perdit en-

core plus de son pouvoir sous le successeur de Coquilhat. Van Kerckhoven faisant la guerre aux Mabale, Mata-Boike ne put qu'offrir ses services au blanc, devenu pratiquement maître de Mankanza. Dans la suite, Mata-Boike fut tenu à l'écart; Van Kerckhoven traitait directement avec ses sujets sans passer par lui et les engagea à son service sans l'accord du chef. Trop âgé, Mata-Boike ne songeait plus à s'opposer à Mbula Matari. Cette démission permit à Baert, successeur de Van Kerckhoven en avril 1886, de maintenir et de renforcer l'autorité de l'Etat. En août 1886, peu de temps avant sa mort, Mata-Boike accueillit de nouveau son « fils », Coquilhat.

Mata-Boike mourut en septembre en l'absence de Coquilhat, qui s'était porté au secours de Deane et Dubois, chassés de la station des Stanley Falls par les Arabes, le mois précédent, malgré le courage des cinquante soldats originaires des Bangala. Baert, commandant intérimaire, fit enterrer Mata-Boike avec tous les honneurs militaires, s'efforçant d'éviter ainsi les sacrifices humains coutumiers. Sa tombe, à côté du poste de l'Etat, se retrouve encore facilement: elle est flanquée de deux palmiers géants, plantés lors de l'enterrement. A Mata-Boike succéda son fils Boike, intronisé par Coquilhat et non plus par le seul consentement des notables. Boike continua la politique de coopération de son père; en 1894, à l'occasion de l'Exposition d'Anvers, il se rendit en Belgique avec trente-neuf autres Bangala.

De toutes les descriptions de Mata-Boike, celle laissée par Stanley est la plus haute en couleurs:

« Mata-Buyke (Seigneur de beaucoup de fusils), doyen des chefs de la tribu, était un vieillard de soixante-quinze à quatre-vingts ans, cheveux gris, taillé en colosse. La carrure de ses épaules et sa tête massive, le pénétrant éclat de son œil solitaire qui ornait son visage, tout lui donnait un air cyclopéen. Il devait, selon moi, mesurer 1,86 m de hauteur et était doué d'une voix sonore qu'on entendait nettement à des centaines de mètres de distance quand il l'élevait pour haranguer sa tribu. La peau, ça et là pendante, était creusée de rides profondes attestant le grand âge du personnage. Mais quand Mata-Buyke redressait sa haute taille en s'appuyant sur sa canne, à peu près aussi longue et aussi lourde qu'un mât de canot et que sa voix stentoriennne s'enflait au-dessus des têtes des centaines de Bangala accourus à son appel, on sentait chez ce grand vieillard une verve, une vigueur de tempérament étonnantes. Ce n'était ni le plus avenant, ni le mieux doué des hommes que j'eusse rencontrés en Afrique, mais à en juger par la robustesse de sa personne, les parfaites proportions de ses membres et l'expression du visage empreinte d'une véritable puissance, il avait dû être naguère le spécimen le plus étonnant de virilité physique qu'il fut possible de voir dans l'Afrique équatoriale. Il nous apparaît à nous-mêmes comme un Milon

de Crotone, un vieil Hercule, un moderne Samson» (H.-M. Stanley, *Cinq années au Congo*, p. 416-418).

Coquilhat nous décrit ses activités journalières:

Mata-Buïke pratique un bien singulier genre d'existence, il doit être solide pour y résister. Sa journée consiste en palabres et en libations. Il fait souvent une lieue à pied, mais use plus habituellement de la pirogue. Il se lève dès la première heure et souvent bien avant, car je l'entends parfois faire, avant l'aube, un discours retentissant, contenant quelque avis important au village endormi. Il s'accroppe alors près de son feu et mange, très peu, vers huit à neuf heures. Il vaque ensuite aux affaires politiques ou à la recherche de pots de bière de canne à sucre... Mata-Buïke peut boire de dix à vingt-cinq litres de cette bière très alcoolique en une seule journée et rarement il est ivre (C. Coquilhat, *Sur le Haut-Congo*, p. 249-250).

Grand polygame, il avait une cinquantaine de femmes de tout âge, mais il n'eut que trois filles épousées par les seigneurs de Lolobolo-Bolombo, de Mbenga et de Mabale, et deux fils dont le premier mourut avant son père.

Coquilhat qui s'est fait photographier en compagnie de Mata-Boïke, a bien résumé le rôle du grand chef des Bangala:

En donnant aux mots la valeur toute relative que l'insuffisance d'éducation de ces sauvages comporte, je vois en Mata-Buïke un sage, un homme bienveillant et supérieur qui a vaguement pressenti le progrès que les hommes blancs pourront assurer à son pays. En tant que Bangala, c'était un ami fidèle et il fut par le rôle de réconciliation qu'il avait assumé, le co-fondateur de notre établissement (*Ibid.*, p. 359).

2 août 1973.

J.-E. Mumbanza.

R. Stanley - A. Neame (éds) : *The Exploration Diaries of H.M. Stanley* (Londres, 1961, p. 164). — H.-M. Stanley : *Through the Dark Continent* (Londres, 1878, II, p. 290-302). — *Id.* : *The Congo and the Foundation of its Free State* (Londres, 1885, II, p. 79-90, 171-180). — C. Coquilhat : *Sur le Haut-Congo* (Bruxelles, 1888). — H. Ward : *Five Years with the Congo Cannibals* (Londres, 1891, p. 128-131). — J.R. Werner : *A Visit to Stanley's Rear-Guard at Major Barttelot's Camp on the Aruwimi with an Account of River-Life on the Congo* (Londres-Edimbourg, 1889, p. 78-82, 193). — J. Weeks : *Among Congo Cannibals* (Londres, 1913, p. 163-167, 169). — R. Derro - A. Poortman : W.F. Van Kerckhoven, een groot Mechels kolonial Pionier (Malines, 1953, p. 35-40). — Le Mouvement géographique, I, 1884, 3, p. 10-11; 9, p. 35; 23, p. 90-91; III, 1886, 26, p. 107-108.

Traditions orales recueillies à Mankanza et Bobelu en septembre 1970.

MAUS (Albert), Colon, Secrétaire général de la Fédacol (Bruxelles, 27.11.1902 - Murango, décembre 1961).

Albert Maus était un homme peu banal, riche en personnalité, difficile et, par certains côtés, fascinant. Ceux qui l'ont approché se souviennent de lui comme d'un lutteur tou-

jours prêt à se dissocier de l'establishment au milieu duquel il vivait, toujours disposé à entreprendre un combat inégal au profit des plus faibles.

Il était né à Bruxelles le 27 novembre 1902. Sa première grande manifestation de sécession le vit se séparer de l'ordre religieux, les Scheutistes, dans lequel il semblait devoir effectuer une carrière ecclésiastique. Ce distancement n'avait pas pour origine l'éventuel désir de fonder une famille, car Albert Maus resta sa vie durant un célibataire austère, presque ascétique.

C'est en 1929 qu'il débarqua pour la première fois dans le Bas-Congo. Jusqu'à la guerre, il mena une existence d'indépendant qui le prépara à ses activités ultérieures de défenseur vigoureux et remuant du colonat européen. En 1940 il rejoignit la force publique, dans les rangs de laquelle il servit pendant toute la durée des hostilités. Puis, séduit par l'environnement humain et physique des rives du lac Tanganyika, il décida de s'établir en Urundi, à Murango, en bordure du lac, à quelques dizaines de kilomètres au sud d'Usumbura. Il y construisit une demeure comme lui peu banale et la dédia à un Pharaon, Akh-en-Aton, qui avait sa particulière estime et sympathie, on le comprend, pour s'être courageusement arraché au culte thébain d'Amon et avoir instauré une religion nouvelle tendant à faire reconnaître partout l'universalité du créateur en une mystique s'efforçant d'entraîner avec elle à l'amour de l'humanité tout entière.

Planteur indépendant dans tous les sens du terme, il fut élu en 1949 président de l'Ucoudri ou Union des Colons du Ruanda-Urundi, devenue, sous son impulsion — sa seconde vocation se précisait — l'Union Euraficaine du Ruanda-Urundi. Aujourd'hui, l'adjectif euraficain n'a évidemment plus la moindre connotation surprenante, mais il faut se replacer dans le contexte colonial encore inaltéré de 1951-1952 pour mesurer ce que le geste d'Albert Maus, parvenant à décider ses collègues en colonat à tendre ainsi la main aux Africains, comportait alors d'innovateur, de courageux, de précurseur et, sur le moment, d'insolite. Mais on sait déjà que l'insolite était loin de lui déplaire.

Cette présidence de l'Union Euraficaine, il l'exerça avec passion et intelligence pendant plus de dix ans, son mandat étant sans discussion renouvelé d'année en année. Son excellente plume lui ouvrit, pour défendre ses idées,

les colonnes de maints journaux. C'est ainsi que sous le pseudonyme de Démocrate, il collabora longtemps à *l'Essor du Congo*. Il signa aussi de nombreux articles dans la presse du Ruanda-Urundi.

En 1950, il avait au Congo obtenu le poste important de secrétaire général de la Fédacol, alors de création récente. En 1951, il en devint même le président. Mais la politique que ses mandants voulaient lui imposer lui ayant déplu, il donna en juillet 1952 une démission retentissante et, on s'en doute, publiquement motivée.

Autre ruade qui fit du bruit à la même époque: une double pétition qu'il adressa au Conseil de Tutelle de l'ONU, pour protester contre des dispositions en vigueur au Ruanda-Urundi, qu'il estimait génératrices de discrimination raciale, discrimination dont les Européens étaient parfois aussi les victimes. Et dans un sens toujours cohérent avec son image sociologique, il énonça encore une proposition de nouveau à l'époque stupéfiante pour certains: la suggestion de créer à Usumbura un Collège interracial. En mars 1953, *l'Essor du Congo* parlait de cette suggestion comme de l'une de « ses initiatives les plus discutées ». Et pourtant, à la même période, les Jésuites s'apprétaient à mettre à exécution l'idée apparemment révolutionnaire de l'ancien Scheutiste.

Son second apostolat, il l'entreprit aussi en précurseur, osant l'un des tout premiers sinon le premier protester ouvertement contre le régime féodal en vigueur dans le territoire sous tutelle, mais surtout au Ruanda, et qui asservissait les quelques millions de Bahutu vivant dans les deux royaumes à l'oppression de quelques milliers de familles tutsi.

Ses initiatives pour réclamer davantage de justice sociale en faveur de cette classe paysanne déshéritée et maltraitée lui valurent surtout la vindicte et les réponses mordantes du Mwami Mutara, notamment au cours de la session de 1956 du Conseil du Vice-Gouvernement général. Dans ce collège consultatif, où il représentait le colonat, Albert Maus voulait voir siéger une représentation garantie de quatre membres du groupe des Bahutu et les propositions qu'il formula dans ce sens, commentaires courageux à l'appui, lui attirèrent de vives protestations et attaques de la part des porte-parole tutsi, conduits par Mutara, et, pour son amère déception, très peu de soutien de la part de l'administration et des membres

europeens non fonctionnaires du Conseil. Au vote, finalement, Albert Maus se trouva esclusé, ce qui provoqua — une fois de plus — sa retentissante démission, appuyée par une lettre ouverte au Gouverneur du territoire qui fit grand bruit à l'époque. Cette missive est devenue un document historique, reproduit par le CRISP dans l'un de ses Dossiers: Rwanda Politique 1958-1960.

D'une grande élévation de pensée, d'un style remarquablement digne, cette lettre du 25 avril 1956 était lucidement prémonitoire de ce que allait se produire trois ans et demi plus tard.

Après la révolution de novembre 1959, au cours de laquelle, bien entendu, il ne resta pas inactif, il continua à suivre avec passion les événements politiques des deux pays, où des signes d'évolution interne favorable: démocratisation réelle au Rwanda, réorganisation vers l'autonomie dans la modération au Burundi, alternaient avec des raisons de craindre, nées surtout des interventions malencontreuses et malveillantes de l'ONU dans l'évolution des préparatifs de l'accession des deux pays à l'indépendance.

Pendant toute l'année 1961, qui vit en septembre se dérouler les élections législatives supervisées par les Nations Unies, Albert Maus ne cessa de jeter des cris d'alarme, annonçant — nous en fûmes personnellement témoin — que si se réalisait ce que préparaît, contre la volonté de l'administration belge, la politique onusienne au Burundi, ce malheureux pays allait être fatallement conduit, un jour ou l'autre, à subir un « bain de sang ». Les élections produisirent ce qu'Albert Maus redoutait le plus. Désespéré, il réagit en tragique conformité avec son personnage. Un jour, on le découvrit mort dans son castel Akh-en-Aton. Il laissait une lettre poignante justifiant son suicide, accusant les Nations Unies, reprochant à la Belgique de ne pas avoir osé tenir tête. Il n'avait pas voulu survivre à ses espoirs déçus. Il refusait d'assister au bain de sang. Celui-ci ne devait toutefois se produire que dix ans plus tard, exactement à la Pentecôte 1972.

1^{er} juillet 1974.
Jean-Paul Harroy.

MEULEMEESTER (DE) (*Robert-Louis-Marie-Ghislain*) (Ecuyer), Magistrat (Gand, 10.6.1874 - Nice, 9.10.1959). Fils de Victor et de Cavens, Marie-Louise; veuf de Marie van

de Walle de Ghelcke et de Saïda de Venghechea.

Sorti de l'Université de Bruxelles avec le diplôme de docteur en droit le 10 août 1899, Robert de Meulemeester était commis du Ministère des Finances depuis novembre 1896 et le resta jusqu'au 2 décembre 1901. Il obtint un congé illimité pour se rendre en Afrique, sous un régime qui lui permettait de ne pas rompre sa carrière administrative en Métropole.

Son frère, le futur lieutenant-général et gouverneur de la Province Orientale, Adolphe de Meulemeester, l'avait précédé dans l'Etat Indépendant du Congo le 15 novembre 1895.

Le 16 novembre 1901, Robert de Meulemeester était admis en qualité de magistrat à titre provisoire, il prit son service effectif le 2 janvier 1902 pour achever son premier terme le 2 mai 1904. Pendant cette période, il fut attaché à la direction de la Justice le 25 janvier 1902, sous la direction d'Albrecht Gohr, et nommé, le 23 juin 1902, juge suppléant du tribunal de première instance du Bas-Congo. Pendant ce séjour, il eut l'occasion de rencontrer le vice-gouverneur général E. Wangermée qu'il retrouvera au Katanga.

Revenu au Congo le 27 octobre 1904, il est attaché le 19 novembre à la direction de la Justice et y sera désigné le 9 janvier 1905 pour remplir intérimairement les fonctions de directeur en remplacement d'Albrecht Gohr, et commissionné, le 18 septembre 1905, aux fins d'une mission d'inspection des services judiciaires dans le Haut-Congo.

Le baron Wahis, gouverneur général, accomplissait son ultime séjour en Afrique. Il décida de se rendre dans les régions que venait de parcourir la Commission d'enquête sur les abus reprochés à l'administration dont faisait partie le baron G. Nisco, tant pour juger de lui-même de leur étendue que pour remédier aux excès signalés. En octobre 1905, il quittait Boma en compagnie de M. Pirard, attaché au secrétariat général, et de Robert de Meulemeester, à titre de conseiller juridique.

La mission d'inspection parcourut pendant six mois environ les régions de la Maringa-Lopori, de la Mongala, du Bas-Uele, du Lomami et, enfin, de l' hinterland de Stanleyville et de Ponthierville. Elle ramenait en avril 1906 une importante documentation, et notamment des interviews des Révérends Stan-nart et Ruskin fort en retrait sur les accusa-

tions de la campagne anti-congolaise qu'ils avaient alimentée.

Robert de Meulemeester, fin de terme, quitta l'Afrique le 1^{er} décembre 1906. Il y revint le 5 août 1907 et fut nommé directeur de la Justice le 27 juillet.

A cette époque, secouée par les retombées des campagnes anti-congolaises, la direction de la Justice, composée de plusieurs magistrats, joua un rôle non négligeable, en accord avec le parquet général dirigé à ce moment par le procureur d'Etat Fernand Waleffe. Parmi les collaborateurs de de Meulemeester, il faut citer Florimond Lambin, Fernand Dellicour, J. De Muylder et Munch-Larsen-Naur, magistrat d'origine norvégienne.

Robert de Meulemeesteracheva ce troisième terme le 7 septembre 1909.

L'arrivée du rail à Elisabethville et la reprise en mains par l'Etat du domaine du C.S.K., rendaient urgent l'étoffement de la magistrature katangaise. Le 25 avril 1910, Robert de Meulemeester fut nommé juge au tribunal de 1^{re} instance de Lukafu. Il franchit la frontière le 28 mai 1910. Au Katanga, entourant le procureur général Martin Rutten, le plus ancien et longtemps l'unique magistrat de la province, il devait rencontrer de vieilles connaissances comme Fernand Dellicour, venu comme lui de la direction de la Justice et chargé d'apporter au nouveau corps les traditions de la capitale, le fameux baron Nisco et le vice-gouverneur général Wangermée fondateur du chef-lieu du Katanga.

Sa désignation n'était qu'un premier pas vers l'érection d'un tribunal d'appel où il fut nommé juge par arrêté-royal du 10 octobre 1910.

Avec Martin Rutten, il fut le promoteur du Cercle Albert-Elisabeth qui devait jouer un si grand rôle dans la vie sociale katangaise.

Fin de terme le 27 février 1913, il profita de son congé pour se marier et reprit son poste avec les mêmes charges du 27 novembre 1913 au 28 avril 1918.

Mais le premier conflit mondial s'était déclaré. Robert de Meulemeester fut le président du Comité de Secours aux victimes de la guerre en Belgique, il recueillit, rien que pour la province du Katanga, plus d'un million de francs: cette activité patriotique lui valut la médaille du roi Albert.

C'est aussi pendant cette période, en 1915, que naquit sa fille unique, à une époque où la mortalité infantile au Congo faisait de la pa-

ternité une aventure. Autre événement familial, les deux frères de Meulemeester se retrouvèrent dans le même poste, tous deux à des fonctions éminentes, bien représentatifs d'ailleurs, car si Adolphe peut être considéré comme le territorial type de la période coloniale, Robert personnifiait bien le magistrat.

Son quatrième terme s'étendra du 20 avril 1919 au 27 avril 1921. Il fut appelé le 20 février 1920 à succéder au baron G. Nisco à la présidence de la Cour d'appel d'Elisabethville. C'est toujours en cette qualité qu'il œuvra son dernier terme du 7 novembre 1921 au 20 juin 1923.

Mis en disponibilité pour convenance personnelle du 20 décembre 1923 au 14 janvier 1924, il obtint une disponibilité pour retraite, comptant comme services effectifs, du 15 janvier au 15 septembre 1924. Il fut ainsi le premier magistrat à accomplir la carrière nouvellement fixée à dix-huit ans de services effectifs.

Par arrêté royal du 18 octobre 1924, il était autorisé à conserver le titre honorifique de son grade. Par ailleurs, dans le département qu'il avait quitté en 1901, il fut admis à l'honorariat comme directeur au Ministère des Finances. Il se retira bientôt en France, où il devait décéder quelque trente-cinq ans plus tard.

Robert de Meulemeester, apparenté à l'aristocratie flandrienne mais défavorisé au départ par la fortune, grâce à la force de son caractère et à l'étendue de son intelligence, tout comme son frère aîné, était parvenu à s'imposer au sommet et à émerger de son milieu.

Dès ses premiers pas au Congo, il fut coté comme un élément d'élite et ses promotions furent rapides. A sa compétence et à son zèle, il joignait un tact d'homme du monde.

Le tribunal d'appel d'Elisabethville fut, d'emblée, une juridiction caractérisée par la haute valeur de sa jurisprudence. Il est bien certain que son tout premier président, le baron Nisco, considéré comme un des plus éminents juristes du Congo, devait pouvoir compter pour maintenir ce niveau exceptionnel de qualité sur la collaboration de ses collègues du siège et avant tout de son bras droit, Robert de Meulemeester. Faute de pouvoir juger sa science juridique par sa production d'études, le Congo à cette époque ne jouissait pas encore de revue judiciaire locale, c'est en songeant à ce travail collégial qu'il convient d'apprécier Robert de Meulemeester juriste.

Il était titulaire de l'Etoile de service en or (3 rais). — Officier de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Commandeur de l'Ordre royal du Lion, et avait reçu les Médailles du roi Albert, commémorative du Congo et du cinquantenaire du Congo.

17 octobre 1975.

J. Sohier.

Matricule A.E. 130. — *Rev. Col. Illustrée*, IV, avril 52, p. 4. — *Rev. Cong. Illustrée*, VIII, août 1947, p. 21. — *Libre Belgique*, 17.10.59. — *Biographie belge d'Outre-Mer*, T. VI, 1958, p. 727.

MOTTOULLE (Léopold-I.J.J.), Docteur en médecine, Conseiller aux Affaires indigènes de diverses sociétés coloniales (Bomal, Brabant, 6.1.1884 - Ixelles, 10.1.1964). Fils de Louis et de Marie Bolly.

Diplômé de l'Université de Liège, comme docteur en médecine et chirurgien, en 1910. En 1911, à l'âge de 27 ans, Mottoulle est chef de clinique et de chirurgie à l'hôpital de Baïvière à Liège. Il a devant lui une brillante carrière en Europe et c'est alors qu'il prend la décision de partir en Afrique pour la Sté Géomines œuvrant dans le Haut-Katanga au Congo belge.

Sa décision est dictée par un idéal humain très élevé car à ce moment la terrible maladie de sommeil décimait les populations de toute la région située à l'ouest du Grand Lac et surtout le Nord du Katanga où fourmillaient les mouches tsé-tsé (même non infectées les piqûres de ces mouches étaient particulièrement douloureuses). Après un terme de 3 ans, Mottoulle s'installe à Houffalize. Il est mobilisé au début de la guerre 1914-18 et fait prisonnier dans un des forts de Liège. Il est libéré du fait de sa qualité de médecin. Il s'échappe du territoire occupé et s'engage dans l'armée coloniale du général Tombeur dont les forces militaires clôturent leur campagne par la prise victorieuse de Tabora. Il reste ensuite dans les services du général Maifayt, commissaire royal de territoires occupés. Mottoulle rentre en Belgique libérée pour un court congé et se réengage pour la Géomines, il passe ensuite à la Formminière et à l'Union Minière du Haut-Katanga. Dans cette dernière société il est collaborateur intime du médecin en chef du service médical de l'U.M.H.K. le Dr Bertrand. Mottoulle s'occupe essentiellement de la main-d'œuvre indigène. Il devient conseiller aux affaires médicales et indigènes auprès de l'Union Minière du Haut Katanga. — Forminière (Sté Internationale Forestière et Minière

du Congo). — Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie. — Sté Minière du Bécéka. — Compagnie Cotonnière Congolaise (Cotonco). — Sté coloniale agricole. — Sté d'Elevages et de Cultures au Congo. — O.C.T.K.

Mottoule est membre de plusieurs sociétés savantes: Associé de l'I.R.C.B. 1931, Membre de l'I.R.C.B. 1952. — Membre de l'Institut Colonial International 1937. — Membre titulaire de la Sté de Médecine tropicale 1933. — Membre de la Commission pour la protection des Indigènes 1927-1946. — Membre du Conseil supérieur d'hygiène coloniale 1947. — Membre du Conseil Supérieur d'Assistance Sociale 1949.

En tant que membre de l'Institut Royal Colonial Belge (I.R.C.B.) Mottoule publia, dans le cadre de cet organisme, 2 mémoires et 4 communications dans le *Bulletin des séances*.

Les Noirs ont tout de suite compris que ce « Monganga » (Docteur), à la belle barbe noire les traitait sur le même pied que les Blancs et peut-être même mieux. Les Anglais qui l'ont vu à l'œuvre l'appelaient St-François.

C'est grâce aux docteurs Bertrand et Mottoule que des dizaines de milliers de Noirs sont venus se fixer au Katanga et y fonder famille. Auparavant, le Katanga était une région clairsemée par les esclavagistes arabes et les épidémies. Malgré une activité débordeante, Mottoule n'abandonna pas les recherches cliniques et le Gouvernement belge a eu souvent recours à ses conseils. Grâce à ses efforts, la mortalité infantile passa de 50 000 à 5/1 000 et la natalité de 3/1 000 à 40/1 000.

Mottoule était célibataire. Il avait un neveu et fileul. Celui-ci suivit le chemin de son oncle et était au travail à l'hôpital de Luenya. Il y fut abattu en 1961 par les rebelles balubas adversaires de la sécession katangaise. Mottoule partageait ses loisirs entre la chasse, le bridge, la bonne table et le bon vin. Pourtant au début de sa carrière coloniale, à l'époque héroïque, il savait se contenter les années durant du corned beef et d'eau filtrée coupée d'une goutte du whisky. Il était ami intime de Firmin Van Bree, également barbu comme Mottoule. On les voyait souvent ensemble dans des endroits comme Estoril (Portugal). Pendant son séjour dans le Haut-Katanga, Mottoule était une des personnalités les plus en vue de la société Evilose (E'ville est l'abréviation d'Elisabethville).

Les actes de dévouement de Mottoule lors des guerres et des épidémies ne se comptent pas.

Mottoule était certainement une des figures les plus en vue des coloniaux belges qui ont tant œuvré pour le Congo, pour enrayer les endémies, pour civiliser ses habitants, le sortir des temps bibliques et essayer de l'amener au niveau d'un état moderne comme l'était le Congo au moment de son accession à l'indépendance le 1.7.1960.

Mottoule a pris sa retraite en 1946, regretté par les Blancs et par les Noirs. Il a continué à s'occuper de l'Afrique même après sa retraite.

Mottoule avait obtenu de nombreuses distinctions honorifiques: *A titre militaire*: Citation à l'Ordre du jour des troupes coloniales Est-Africaines (1916). — Chevalier de l'Ordre royal du Lion avec palmes et Croix de Guerre (1917). — Chevalier de l'Ordre des S.S. Maurice et Lazare (1918). — Etoile du service du Congo (1919). — Brevet de six chevrons du Front (1922). — Brevet de médaille de la Victoire. — Brevet de médaille commémorative de guerre. *A titre colonial*: Etoile du Service (1919). — Chevalier de l'Ordre de la Couronne (1927). — Officier de l'Ordre royal du Lion (1931). — Officier de l'Ordre de la Couronne (1935). — Officier de l'Ordre de Léopold (1948). — Médaille de l'Effort de guerre 40/45 (1950).

3 novembre 1975.
G. de Rosenbaum.

MUYLDER (DE) (*Jean-Marie-Albert-Henri*), Magistrat (Bruxelles, 4.3.1879 - Bruxelles, 15.8.1951). Fils de Jean Auguste et de Windhausen Marie-Rosalie-Justine; époux de Chaienay André-Léonie-Jeanne.

Comme plusieurs magistrats coloniaux des débuts, Albert De Muylder ne conquit son diplôme que grâce à son opiniâtreté. En effet, il entreprit ses études de droit à l'Université libre de Bruxelles alors qu'il était obligé de gagner sa vie comme commis des prisons, travaillant notamment à celle des Minimes de Bruxelles et à l'établissement pénitentiaire de Bruges. Non seulement il mena de front ses activités professionnelles et étudiantes, mais trouva encore le moyen d'être président de l'Association générale des étudiants catholiques de l'U.L.B. et enseignant à l'*« Ecole pour Adulstes »* qui dispensait des cours du soir à des ouvriers analphabètes. Il obtint son diplôme le 19 novembre 1906.

Nommé magistrat suppléant le 9 novembre 1907, il foulà pour la première fois le sol de l'Etat Indépendant du Congo le 5 décembre

de cette même année. Attaché à la Direction de la Justice par ordonnance du 30 décembre 1907, il fut, avec Florimond Lambin, Fernand Dellicour et Munch-Larsen-Naur, de cette pléiade de magistrats-fonctionnaires qui durent faire face aux retombées de la campagne anti-congolaise.

Le 3 avril 1909, il était désigné comme substitut suppléant près le tribunal de première instance de Niangara. Fin de terme le 21 juillet 1910, il revint au Congo le 18 mars 1911 et fut nommé par arrêté du 9 avril 1911 juge suppléant au tribunal de première instance de Stanleyville, fonction qu'il exerça jusqu'au 6 juin 1913. A son troisième terme commencé le 18 décembre 1913, il siégea comme juge-président à Stanleyville, pour être nommé le 10 novembre 1914 procureur du Roi près ce même tribunal. Il fut ensuite désigné aux mêmes fonctions à Léopoldville par arrêté du 7 mars 1916, puis commissionné pour exercer les fonctions de procureur du Roi près le tribunal de première instance de Niangara en date du 2 mai 1916.

Il prit son congé le 20 avril 1917 pour reprendre le harnais le 28 juillet 1917. Par ordonnance du 13 avril 1918, il était commissionné aux fonctions de procureur du Roi près le tribunal de première instance de Stanleyville, son terme prenant fin le 6 novembre 1919.

Le 9 mai 1920, la veille de son retour au Congo, il était commissionné pour exercer les fonctions de juge suppléant au tribunal d'appel de Boma. Il rentra définitivement en Europe le 22 août 1922, démission honorable de ses fonctions lui fut accordée par arrêté du 22 février 1923, tandis qu'il fut autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de procureur du Roi près le tribunal de première instance de Léopoldville par arrêté du 24 août 1934.

Comme magistrat colonial, il fut particulièrement apprécié par la dignité de sa vie, son

intelligence, son esprit de travail, sa conscience et son dévouement. Cette énumération de qualités se retrouve presque identique sous la plume de ses collègues métropolitains.

Car Albert De Muylder, avait décidé de fonder une famille, mission qu'il jugeait incompatible avec la poursuite de sa carrière africaine, et il se maria le 8 décembre 1923. Entre-temps, il avait été nommé substitut de l'auditeur militaire dans la Rhénanie occupée, pour devenir successivement, à Bruxelles où se poursuivit le reste de sa carrière, substitut du procureur du Roi (A.R. du 8 mai 1926) et juge au tribunal de première instance (Arrêté du 25 avril 1929).

Il avait réussi l'examen d'admission aux fonctions judiciaires en langue néerlandaise. Mandaté comme juge d'instruction le 18 mai 1929, il poursuivit neuf ans ces fonctions avec un rare souci de la perfection, pour devenir ensuite juge unique suppléant, vice-président du tribunal de première instance (Arrêté du 1^{er} novembre 1937) et, enfin, juge unique effectif. Le 13 novembre 1945, il fut promu conseiller à la cour d'appel. Il n'avait pas abandonné ses attaches avec les juridictions militaires, ayant siégé comme juge civil au conseil de guerre et comme conseiller à la cour militaire.

Sa démission fut acceptée par arrêté du 27 décembre 1950, il ne devait guère survivre à sa retraite.

Il portait l'Etoile de Service en or à une raie. — La Médaille commémorative coloniale 1914-1918; et était Officier de l'Ordre royal du Lion. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne et commandeur de l'Ordre de Léopold.

6 juin 1975.
Jean Sohier.

Bulletin de l'Association des Vétérans Coloniaux, novembre 1939, p. 8. — *Revue Congolaise Illustrée*, août 1947, p. 22. — *Mercuriale* du procureur général M. Pholien, Bruxelles, 15 septembre 1951. — Matricule des A.E.

N

NAUWELAERT (Pierre), Gouverneur de Province au Congo (Antwerpen, 17.3.1903 - Bruxelles, 8.2.1969). Fils de Arcadius et de Blom, Marie.

Le gouverneur Pierre Nauwelaert, sorti de l'Université coloniale en 1925, commença sa carrière territoriale, en qualité d'administrateur de deuxième classe, dans le district de Lusambo.

Après un stage de quatre mois au chef-lieu du district, il eut à assumer la direction du territoire de Loto, encore mal connu à l'époque, peu pénétré et dénué de tout équipement notable, en moyens de communications surtout. En ce temps lointain où le Congo belge jetait les premiers linéaments de son organisation moderne, Pierre Nauwelaert plongea dans l'aventure avec la détermination calme, le sens de l'observation patiente et la volonté d'action réfléchie qui le caractérisèrent tout au long de sa carrière.

Cette première assimilation des réalités congolaises accomplie, il fut, en 1929, désigné pour être le délégué du Gouvernement auprès des divers organismes impliqués dans la rénovation du chemin de fer Matadi-Léopoldville alors en cours (corrections du tracé, mise à écartement standard; 1923-1932). La tâche était lourde et délicate, elle mettait en cause de nombreux problèmes de main-d'œuvre (logement, ravitaillement, soins médicaux, etc.) et la nécessité d'une concertation continue entre les services et groupes intéressés dans cette reconstruction. Pierre Nauwelaert y réussit pleinement, grâce à la modération de son esprit, sa vue directe des choses et la fermeté de ses décisions.

De 1933 à 1938, il fut administrateur territorial au Mayumbe, en 1939 commissaire-assistant du district du Bas-Congo, puis chargé du service provincial des affaires indigènes à Léopoldville durant six mois. Nommé commissaire de district en 1940, il reste à Léopoldville, en charge du secrétariat provincial (jusqu'en 1943), puis de la direction du personnel au gouvernement général. Au début de

1945, il se voit confier l'administration du district du Bas-Congo. En cette qualité, il eut à affronter les graves événements qui se déroulèrent à Matadi cette même année (grèves, destructions, emprisonnements d'Européens par les révoltés...). Il les surmonta avec sang-froid, fermeté et modération.,

A partir de 1948, il exercera, par des mandats successifs, les fonctions de commissaire provincial à Coquilhatville (province de l'Equateur) et à Léopoldville et des interims de gouverneur dans ces deux mêmes provinces. Il devint commissaire provincial en titre le 1.7.1948. En 1953 (1-7), nommé gouverneur, il prit en charge le gouvernement de la province de Léopoldville qu'il assuma jusqu'à la fin de sa carrière officielle (28.2.1955). Par la suite, de 1955 à 1960, il fut dans la capitale de la Colonie, représentant général de la Société cotonnière congolaise dont il devint administrateur (11.7.1960).

Pierre Nauwelaert fut assurément, au niveau supérieur de commandement, un artisan des plus dévoués et loyaux du développement solide et de l'efficacité humaine du Congo belge.

22 novembre 1972.

Albert Gille.

[J.V.]

NEUTER (DE) (Charles-Marie-Philippe), Agronome (Anvers, 14.10.1881 - R.I.). Fils de Séraphin-Achille et de Willems, Marie-Thérèse-Julienne.

Nommé agronome de zone par A.M. du 17 février 1911, De Neuter embarqua à Southampton le 4 mars 1911 pour arriver à Elisabethville fin mars de la même année. Il y fut d'abord désigné comme directeur intérimaire de l'agriculture pour être nommé agronome de district le 19 août 1912. Après prolongation de six mois de son terme de service, il rentra en congé le 18 septembre 1913.

De Neuter repartit pour un 2^e terme de service en qualité d'agronome de district et embarqua de nouveau à Southampton le 23 mars

1914 pour débarquer au Cap au mois d'avril suivant. Arrivé sur le territoire de la Colonie le 3 mai suivant, il fut désigné pour exercer les fonctions de directeur intérimaire de l'agriculture et il fut nommé agronome provincial le 1^{er} janvier 1917. Il quitta le territoire de la Colonie pour rentrer en congé le 10 mars 1918.

Désigné pour un 3^e terme de service, il arriva à Boma par s/s *Albertville* le 15 octobre 1918. Mis à la disposition du vice-gouverneur-général du Katanga en qualité de chef de service, il visita successivement les stations d'Eala, Barumbu, Yangambi, Gazi, Stanleyville, Lula et Nyangwe. A son arrivée à Elisabethville en mars 1919, il fut désigné comme chef de service provincial de l'agriculture pour rentrer en congé anticipé dans l'intérêt du service pour une durée de cinq mois à partir du 16 juin 1921, date à laquelle il retourna en Belgique.

Après un congé prolongé pour raison de service il s'embarqua, avec sa femme, à Southampton en janvier 1922, pour un 4^e terme en destination du Katanga. En arrivant, il fut désigné pour remplir les fonctions de chef de service de l'agriculture. Il fut ensuite mis à la disposition du Commissaire royal chargé de l'administration du Ruanda-Urundi le 22 novembre 1922. L'année suivante il fut désigné pour diriger la station d'élevage de Katentania. En congé anticipé pour motif de santé, il rentra en Belgique par le Cap le 29 septembre 1923. Il y fut placé en disponibilité à partir du 22 janvier 1924 jusqu'au 18 août 1925, date d'expiration de son terme de service réduit à douze ans.

Durant ses séjours en Afrique, De Neuter s'est particulièrement intéressé à l'aviculture indigène.

Distinctions honorifiques: Etoile de service à 4 raies. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Etoile de service en or.

Publications: Ferme expérimentale d'Elsenburg (Afrique du Sud) (*Bull. Agr. Congo belge*, XII 2, 3, 1921, p. 631). — La possibilité et la nécessité de développer l'aviculture au Congo Belge (*Ibid.*, XIII 1, 1922, p. 49). — L'aviculture au Congo belge (*Ibid.*, XXI, 2, 1930, p. 476).

2 octobre 1975.
W. Robyns.

NEVE (Jean-Baptiste-Marie-Joseph-Jules-Corneille) (kloosternaam dom Theodore), Abt van St.-Andriesabdij (Zevenkerke) te Loppem (Gent, 3.6.1879 - Loppem, 27.3.1963).

Na zijn Grieks-Latijnse humaniora op het St.-Barbaracollege te Gent, trok Jean-Baptiste Neve naar de Katholieke Universiteit te Leuven waar hij het diploma van kandidaat in Wijsbegeerte en Letteren haalde in 1899. In oktober van hetzelfde jaar ging hij zich aanmelden in de Benedictijnerabdij van Maredsous, waar hij zijn eerste geloften aflegde op 11 februari 1901. Zijn theologische studies zette hij door in het St.-Anselmo-college te Rome, en op 6 augustus 1905 werd hij priester gewijd in Maredsous. Op 25 december 1905 trok hij weer naar Rome om zijn doctorshoed in theologie te krijgen. Daar ontmoette hij dom Gerard van Caloen, stichter van de St.-Andriesabdij te Loppem, en later abt-generaal van de Braziliaanse Benedictijnse congregatie, die hem aanzepte zich naar Zevenkerke te laten overschakelen om de Braziliaanse stichting van daar uit te steunen. Met het goedvinden van de abt van Maredsous trok dom Neve naar Loppem met Pasen 1906. In 1908 werd hij prior benoemd.

Het was grotendeels onder de invloed van de jonge prior dat de abdij St.-Andries aanvaard heeft een missie in Belgisch Kongo te stichten. Op 6 augustus 1910 werd de Apostolische prefectuur van Katanga haar door de Congregatio de Propaganda Fide opgedragen. Dom Jean de Hemptinne werd als eerste Apostolische prefect aan het hoofd gesteld van de nieuwe missie.

Op 5 juni 1912 werd dom Theodore als eerste abt van St.-Andries benoemd en op 12 september werd hij gewijd door Mgr Waffelaert, toenmalige bisschop van Brugge.

Van 27 januari tot 10 juli verblijft Mgr Neve in Katanga (hij zou nog zes andere bezoeken brengen aan zijn missionarissen in Afrika). Kort na zijn terugreis brak de Eerste Wereldoorlog uit en de gebouwen van de abdij werden bij de bezetting door het Duitse leger opgeëist.

Amper had de Benedictijnergemeenschap haar abdij opnieuw kunnen bezetten of werd er gedacht aan de oprichting van een nieuwe congregatie van missiezusters. Op 3 mei 1921 werd de Benedictijnerpriorij van O.-L.-Vrouw van Bethanië in de buurt van Zevenkerke opgericht. In 1922 vertrokken de eerste vier zusters naar Likasi.

Dom Neve ging dan andermaal de Katangese missie bezoeken van 24 januari tot 29 augustus 1923.

Onder invloed van pater Vincent Lebbe kon dom Neve in 1926 zijn kapittel overhalen tot het stichten van een priorij in China. Op 14 december 1928 werd de stichting opgericht in Si-Shan (later naar Chang-Toe overgebracht). Dan volgde de stichting van Tienec (bij Kranau) in Polen in 1936 en de stichting van Si-luvaigiri (Leden Asirvanom) in Bangalore.

In 1955 werd de Chinese priorij naar Vlaanderen in Californië overgebracht.

Het is onder het abbatiaal beleid van dom Neve dat de liturgische beweging onder leiding van dom Lefèvre zich ontwikkelde. Haar invloed straalde o.m. uit over de Afrikaanse missies van de Benedictijnen en van de andere kloostergemeenschappen. Buiten het „Bulletin des missions“ werden andere publikaties als „Paroisse et Liturgie“, „Contemplation et Apostolat“ en „L'Art d'Eglise“ in de abdij uitgegeven.

Op 7 september 1952 werd het jubileum van 50 jaar bestaan (of juister hergeboorte) van de abdij van Zevenkerke gevierd; bij deze gelegenheid werd, in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de koning, van kardinaal van Roey in hoogsteigen persoon, van de ministers De Greef (nationale verdediging), van minister Dequae (koloniën), van de bisschoppen van Brugge en van Gent, van Monseigneur de Hemptinne, aartsbisschop van Katanga en van zoveel andere vooraanstaande personaliteiten hulde gebracht aan dom Theodore Neve.

Steeds op de bres, ondernam Mgr Neve nog verscheidene reizen. Zijn krachten gingen echter afnemen. Op 7 november 1958 werd hij op zijn verzoek van zijn verantwoordelijkheid onlast en vertrouwde hij de leiding van de abdij aan zijn coadjutor dom Ghesquière. Door een pijnlijke ziekte gekweld was hij weliswaar genoopt binnenshuis zoniet bedlegerig te blijven. Een laatste maal verscheen hij in het openbaar voor de beperkte kring van zijn monniken, zijn familieleden en vrienden, op 8 september 1962, vijftigste verjaardag van zijn abtswijding; hij was niet meer bij machte het woord te voeren.

Op 27 maart 1963, ontsliep hij in de Heer.

Oktober 1975.
A. Rubbens.

Publikaties: L'œuvre des missions catholiques au Congo, in Revue Congo, 1940, I, p. 337; Congo et Madagascar, in Bull. de la Soc. Royale de Géographie, Antwerpen 1939, p. 367.

Bronnen: Archief v. Zevekerken Loppem, *Courrier d'Afrique*, 15 febr. 1951.

NTIDENDEREZA (Jean-Baptiste), Politicien burundais (Irabiro, 31.5.1926 - Gitega, 15.1.1963). Fils de Baranyanka, Pierre, chef de province à Irabiro (Ngozi-Burundi).

Après ses études primaires et moyennes (section agricole et administrative au Groupe scolaire d'Astrida), il est nommé successivement secrétaire de chefferie Mutabo (1943-44) puis chef de la chefferie Bwambarangwe (1944-60). En 1950, il accompagne le mwami Mambutsa IV lors de son premier voyage en Europe. A partir de 1954, il devient membre du Conseil supérieur du Pays, membre de la Députation permanente, membre suppléant du Conseil général. Il est également conseiller de l'Association des Anciens d'Astrida et membre du Conseil du Fonds du Bien-Etre indigène.

Le Conseil supérieur du Pays est divisé, à ce moment, en deux tendances très opposées fondées, d'une part, sur une querelle dynastique et familiale ancienne au sein des Ganwa ou princes de sang, descendants légitimes des rois et, d'autre part, sur des oppositions plus récentes. Le prince Rwagasaore, fils du mwami, s'appuie sur les Abezi, vieux chefs traditionnels, n'ayant pas fait d'études et ayant à leur tête des personnalités comme Bishiva et Nduwumwe et trouvant un certain appui auprès des anciens séminaristes autochtones. Ils reprennent la politique menée précédemment par Nyawarika, adoptent une attitude démagogique et nationaliste, réclament le départ immédiat des Belges, s'appuient sur le prestige du Mwami et exploitent sa faiblesse. En face d'eux, le groupe des Abatare, autour de la famille du chef Baranyanka, regroupe de jeunes chefs, sortis pour la plupart du groupe scolaire d'Astrida, plus ouverts, plus progressistes (à l'égard de certaines pratiques féodales dépassées) et plus enclins à collaborer avec l'autorité coloniale dont ils sont donc plus proches.

Lorsque l'indépendance se profile à l'horizon, Ntidendereza fonde avec Louis Barusasiyeko, le Parti Démocrate Chrétien (PDC) qui est agréé le 5 février 1960 et dont le premier manifeste qui avait été rédigé dès novembre-décembre 1959 paraît le 13 février 1960. L'autre fraction crée l'Union pour le Progrès national (UPRONA). Le PDC l'emporte largement aux élections communales de

1960. Ntidendereza participe, en janvier 1961, au Colloque d'Ostende qui réunit les leaders burundais pour préparer l'accession du pays à l'indépendance. Ce Colloque aboutit à la constitution d'un Gouvernement provisoire, dirigé par un hutu Joseph Cimpaye et dont Ntidendereza est ministre de l'Intérieur. Mais en 1961, l'UPRONA remporte une victoire, discutable et discutée d'ailleurs, aux élections législatives et ce Gouvernement est remplacé par une nouvelle équipe de l'UPRONA, sous la direction du prince Louis Rwagasore, fils du Mwami.

Impliqué le 13 octobre 1961, dans le meurtre du premier ministre, le prince Rwagasore, le Grec Jean Karageorgis, J.-B. Ntidendereza, son frère J. Biroli, et trois autres complices Iatrou, Michel, un homme d'affaires grec, Ntakiyica, Jean et Nahimana, Antoine sont arrêtés sous l'inculpation de meurtre avec pré-méditation ou de complicité volontaire, de dé-

tention illicite d'armes et de tentative de renversement du pouvoir établi. En mars 1962, le meurtrier est condamné à mort (et sera fusillé), les deux frères à la servitude pénale à perpétuité et les autres complices à diverses peines de prison (ce jugement sera confirmé le 6.1.1963 par la Cour d'Appel du Burundi). Au moment de l'indépendance, le Gouvernement belge se refuse à rapatrier les prisonniers en Belgique. Ce refus leur fut fatal. Immédiatement après le départ des Belges, le Gouvernement du Burundi organise un nouveau procès qui aboutit à la condamnation à mort des cinq hommes. Ils sont publiquement pendus le 15 janvier 1963 vers 10 h (heure locale) au stade de Gitega.

Distinctions honorifiques: Médaille de l'effort de guerre. — Médaille d'or de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de Léopold II.

7 janvier 1974.
A. Huybrechts.

O

OFFERMANN (Pierre-Paul-Marie), Lieutenant-colonel de la F.P., Directeur du Service de l'Agriculture au Congo (Schaerbeek, 26.3.1897 - Bruxelles, 2.2.1970).

Le Cheval, l'Armée, l'Eléphant: on hésite à choisir lequel de ces trois concepts a le plus marqué Pierre Offermann. A la réflexion, on conclura que le cheval avait modelé sa puissance physique, que l'Armée avait façonné son caractère de chef, que l'éléphant avait inspiré les plus fécondes de ses réalisations et de ses pensées.

Né à Schaerbeek le 26 mars 1897, Pierre Paul Marie Offermann commencera par être un cavalier: à seize ans, il s'engage comme volontaire au 1^{er} Régiment de Guides. A dix-sept ans, il a reçu, dès le mois d'août 1914, le baptême du feu. En octobre 1914, il est brigadier; à la fin de la guerre: maréchal des logis. La croix de guerre, avec deux palmes, la croix de l'Yser, plusieurs médailles attestent de son courage et de ses qualités combattantes.

La paix revenue, il gravit un échelon de plus dans l'aristocratie cavalière en passant

par la fameuse — la terrible... — Ecole de Cavalerie d'Ypres. Il en gardera toujours la marque: silhouette cambrée tant à pied qu'à cheval, goût et sens du panache, discipline inflexible. Le voilà, à vingt-six ans, prêt à amorcer une toute nouvelle orientation qui l'attire: l'Afrique.

Versé à la Force Publique, un hasard heureux l'attache en juin 1923 à l'Etat-Major de Stanleyville, hasard heureux parce que cette affectation l'amène précisément dans la Province où Léon Magnette, successeur du renommé commandant Laplume, se débat dans les difficultés, à la Station d'Api, pour donner enfin force et vigueur à l'ancienne « Mission de Dressage des Eléphants » voulue par Léopold II dès 1900.

La Mission est maintenant devenue le « Service de Domestication des Eléphants ». Le lieutenant Offermann y passe, hors cadre, au moment précis — janvier 1925 — où il reçoit sa deuxième étoile. Il se révèle immédiatement, à Api, meneur d'hommes et captureur intrépide, organisateur hors pair. Le gouverneur Moeller le remarque — être remarqué

par Möller est *a priori* un grand honneur en soi — et, créant la « Mission de Chasse du Haut-Uele », le Gouverneur en confie le commandement à Pierre Offermann avec pour tâche de s'éloigner d'Api, où les conditions de travail devenaient de plus en plus mauvaises, pour aller planter le service quelque part dans le Nord-Est de la Province, dans un contexte écologique: couverts moins boisés, populations d'éléphants sauvages plus abondantes, davantage favorable au développement de l'entreprise.

La chance de sa vie passe ainsi à portée du jeune lieutenant-cavalier. Il la saisit aux cheveux. Il en tirera une brillante réussite, la Station de Gangala na Bodio, dont la renommée fera le tour du monde et à laquelle le nom de Pierre Offermann restera toujours attaché. Ce sera la S.D.E., la Station de Domestication des Eléphants de Gangala na Bodio.

Le choix du site, d'abord, est particulièrement heureux, surplombant la Dungu, proche, vers le Sud, d'une zone humainement intéressante bordant la route royale Congo-Nil, mais faisant face, vers le Nord, au demi-million d'hectares inhabités de la Réserve de Chasse de l'Aka-Dungu, destinée à devenir en 1938 le Parc national de la Garamba (P.N.G.).

L'implantation, ensuite, s'effectue de proche en proche, selon une planification intelligente, dégageant année après année une doctrine véritablement scientifique de la capture, d'abord, avec un minimum d'abattages d'éléphants sauvages et de danger pour le personnel, du dressage, ensuite, de l'entretien, enfin, à coût réduit, d'un stock voisinant la centaine de pachydermes grands mangeurs par tempérament.

En 1937, lorsqu'il la visitera pour la première fois, sous la conduite du capitaine-commandant Offermann, le soussigné trouvera la S.D.E. de Gangala na Bodio se présentant comme une vaste ferme, d'une tenue impeccable, menée militairement (appels, clairon, parade de garde, etc.), où deux Européens et 120 chasseurs cornacs animent divers corps de bâtiments, les parcs à éléphants, une cavalerie d'une vingtaine de chevaux, des cultures vivrières pour le personnel, un élevage de bovidés, deux mille hectares de savane, enfin, utilisés, selon une rotation rigoureuse, comme pâturages pour les éléphants domestiques.

Les visiteurs sont unanimement impressionnés devant les résultats obtenus par cette or-

ganisation dictée par l'écologie et inscrite dans une discipline de fer.

En 1938, le P.N.G. est constitué par décret et Pierre Offermann, qui a beaucoup contribué à sa préparation, en devient le premier conservateur, fonctions qu'il remplit à temps partiel, avec grand succès, jusque 1940, créant et entraînant le corps de gardes du parc et leur inculquant immédiatement un esprit militaire remarquablement efficace.

Survient la guerre. Un adjoint remplacera tant bien que mal, à la direction de la S.D.E. comme à celle du P.N.G., celui qui, nommé major en 1939, prend au Congo, le 10 juin 1940, le commandement d'un régiment, puis est appelé à Londres en 1941 où il deviendra lieutenant-colonel en 1942 et exercera pendant la durée des hostilités le rôle de conseiller militaire du ministre des Colonies Albert de Vleeschauwer et de directeur des services de la F.P.

En 1946, la paix revenue, il est le premier titulaire, à Léopoldville, du poste de « conservateur de la chasse et de la pêche au Congo », ce qui le fait passer dans le cadre de l'Agirculture avec rang de directeur.

A ce titre, il garde la haute main sur la S.D.E., veillera à sa réorganisation, participera encore à maintes campagnes de captures: premier conservateur à temps plein du P.N.G. en 1947-48, le soussigné aura ainsi l'occasion de suivre deux années de suite, à ses côtés, ces fascinantes opérations de captures d'éléphants.

Sa carrière en Afrique prend fin en 1953. Il est à ce moment Commandeur des Ordres du Lion et de la Couronne. Admis à la pension, il assurera encore à Bruxelles jusque 1960 le Secrétariat de la Commission permanente de la Chasse et de la Pêche. Sa santé, alors, commence à décliner. Il meurt à Bruxelles le 2 février 1970.

Brillant conteur, généreux, autoritaire aussi, dur avec les autres comme avec lui-même, il laisse le souvenir d'un remarquable organisateur qui, par son action et son exemple, d'abord, mais également par sa plume, contribua puissamment à la connaissance, à la conservation et à l'aménagement de la faune congolaise et, en tout premier lieu, de ses chers éléphants.

Ce doit être pour Pierre Offermann qu'ont été écrites *Les Racines du Ciel*.

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

OLIVET (Georges), Délégué du Comité international de la Croix-Rouge (Nyon, canton de Vaud, 19.8.1927 - Elisabethville, Lubumbashi, 13.12.1961).

Elisabethville, fin 1960.

L'auteur de ces lignes, juge civil, malgré le départ de certains collègues, n'assumait plus qu'une activité principale réduite: le temps n'était pas propice aux subtilités juridiques. Il en profitait pour exploiter la documentation laissée par la dernière période de présence belge et assurer quelques années de survie au *Bulletin des Tribunaux coutumiers*.

Deux fois par semaine, il fréquentait une salle de sport. Il eut ainsi l'occasion de rencontrer quelques officiers du premier contingent des casques bleus, sympathiques jeunes gens arrachés au *farniente* du canal de Suez, engagés volontaires dans le but de se constituer un petit capital avant d'entamer des études universitaires.

Des conversations amicales, une curiosité anodine d'ordre professionnel: quelle est l'organisation judiciaire des forces internationales? Quoi? Aucun service de contentieux? Aucun auditorat militaire? Pourtant, sous toutes les latitudes, les adolescents en uniforme, aux longues périodes de loisir, se révèlent parfois turbulents! Comment indemniser les propriétaires de bâtiments réquisitionnés pour leur casernement, en cas de dégradations bien prévisibles? Certains jouent aux cow-boys dans leurs jeeps azur, non sans carambolages parfois désastreux dans cette ville en damier: qui tranchera?

L'Organisation des Nations-Unies et ses contingents incarnent la Loi suprême de l'Humanité, ils se situent au-dessus de toute loi: une indemnisation des préjudiciés éventuels dépendra, sans recours possible, du bon vouloir des autorités de l'Organisation des Nations-Unies au Congo.

Cela nous était exposé avec candeur. La spontanéité de la réponse démontrait pourtant que la question s'était posée dans certains milieux militaires. Il y avait eu des propos rassurants du Secrétaire général de l'ONU, l'usage de la violence apparaissait comme une éventualité improbable.

Elle vint pourtant! L'attaque principale partit, en direction de la grand'poste, d'un ancien hôtel du cœur de la ville promu à la qualité d'hôpital de l'ONUC et couvert par l'em-

blème de la Croix-Rouge. Dès les premières heures, des prisonniers de guerre africains étaient torturés avant d'être massacrés.

Dès lors, nous fûmes un témoin passif des violations presque systématiques des articles de la Convention de Genève, c'est en vain que les procès de Nuremberg avaient défini les crimes contre l'Humanité. Notre propos n'est pas ici de réveiller dans le détail ces souvenirs douloureux enfouis depuis dans le silence.

La terreur était-elle délibérée? La fin justifiait-elle les moyens? Plus simplement, n'est-il pas inévitable que le Croisé, convaincu de la pureté de sa cause, se place au-dessus de toute loi: la liste est longue du sac de Constantinople à celui du Palais d'Eté?

Quelle que soit la généralisation des abus de l'ONUC des rives de la Mbaji Mayi à la crête Congo-Zambèze, le problème juridique fondamental se situe beaucoup plus profond. L'ONUC, émanation de l'organisation internationale, administrait des territoires, menait une guerre. Ce gouvernement politique échappait, ainsi que ses représentants et organes, à tout contrôle judiciaire quelconque, même interne. La vocation de l'ONU demeure de s'affirmer comme un gouvernement mondial, même embryonnaire. Quelle que soit la faiblesse de cet exécutif, est-il naturel qu'il s'établisse à notre époque sur les bases d'un despotisme de droit divin sans contrepoids juridictionnel?

Car la réponse de nos jeunes partenaires sportifs ne reflétait pas une conviction personnelle, elle devait être à maintes reprises paraphrasée par des porte-parole officiels de l'ONUC.

La question se révèle d'une extrême complexité. Est-ce une raison pour ne pas la poser? En définitive l'Humanité n'est-elle pas engagée par sa solution? La politique du silence, même dans des thèses universitaires de pure théorie, ne se justifie pas.

L'incident au cours duquel Georges Olivet et ses compagnons perdirent la vie, n'est qu'un épisode parmi d'autres, un des moins meurtriers, mais assurément le plus significatif dans cette perspective.

Qui était Georges Olivet?

Bourgeois de Jussy, au canton de Genève, bien que né à Nyon, au sortir de ses études secondaires, il entreprend un apprentissage de mécanicien électrique et mène à bien des études commerciales.

C'était un jeune homme d'œuvres, actif dans les milieux paroissiaux protestants.

Malgré des perspectives intéressantes dans son pays natal, il cède au mirage de l'Afrique et s'établit au Congo belge où il s'occupe de l'importation de textiles.

Durant plusieurs mois, en été 1960, lors des troubles de l'indépendance du Congo, il offre ses services au délégué du CICR alors en poste à Léopoldville. Après un bref séjour en Suisse, il retourne au Congo le 27 octobre 1960, cette fois comme délégué du CICR.

Pendant un an, il parcourra inlassablement le Congo, consacré entièrement à sa tâche.

L'agence Belga, le 3 novembre 1961, mentionnait son activité à la veille de son arrivée au Katanga. Il venait d'accomplir une mission de plus d'un mois dans les provinces Orientale et du Kivu afin d'y poursuivre des enquêtes sur les personnes disparues à la suite des événements de 1960 et d'y vérifier l'élargissement des civils et militaires katangais détenus dans ces deux provinces et dont la libération avait été ordonnée par le Gouvernement central de Léopoldville. Pour quatre-vingt-deux disparitions signalées dans la Province Orientale, il en avait élucidé cinquante-sept, pour vingt-trois dans le Kivu, huit. Dans la situation chaotique de l'époque, ces résultats étaient remarquables. Quant aux Katangais, certains avaient été libérés, le délégué de la Croix-Rouge avait obtenu des promesses pour les autres.

Au Katanga, alternaien depuis un an des périodes de crise et d'accalmie. Mais en août-septembre, particulièrement à Elisabethville, la situation s'était brusquement aggravée par l'entrée en action de l'ensemble des forces de l'ONUC. Les accusations d'atrocité contre les militaires omusiens s'élevaient de toutes parts, démenties en bloc par un porte-parole du Secrétaire général à New-York:

Il est inconcevable que les troupes de l'ONU puissent tirer sur des civils.

Les victimes civiles ne manquaient pas pourtant, parmi elles, un étudiant katangais, Muteba, samaritain de la Croix-Rouge en mission, abattu sans sommation en plein centre commercial, le 15 septembre 1961.

Les milieux médicaux s'étaient structurés pour répondre aux besoins de la situation, les quarante-six médecins civils d'Elisabethville coordonnaient leurs activités, la Croix-Rouge locale s'était étoffée de volontaires au dévouement à la hauteur des nécessités, il fallait s'occuper des réfugiés, évacuer à la hâte les blessés, multiplier les collectes de sang. L'indigna-

tion décuplait un courage né forcément dans l'improvisation.

Quand Georges Olivet débarqua à Elisabethville, vif et élégant dans son blazer bleu frappé de la cocarde de la Croix-Rouge, il affichait le scepticisme de celui qui en a vu d'autres et tenait à se situer au-dessus de la mêlée.

Il fut reçu avec ce mélange d'irritation et de colère de l'homme du front envers le gallonné de l'arrière. D'aucuns le soupçonnaient d'être le cheval de Troie de la soldatesque casquée de bleu.

Son premier souci fut d'exiger le respect intégral d'une orthodoxie genevoise parfois bousculée par les événements.

Sa voiture, pavillon du CICR au pare-brise, sillonnait d'un camp à l'autre les artères de la ville, son dynamisme se révélait débordant. Au fur et à mesure, il se rendait compte de la situation, son autorité s'affirmait, il prenait en mains l'équipe locale de la Croix-Rouge: les ambulanciers dont il tint à contresigner la carte d'affiliation, se sentirent promus à une mission humanitaire dépassant le cadre partisan, ils conservent aujourd'hui encore ce document comme un précieux souvenir.

Dès les premiers jours de décembre 1961, les combats avaient repris avec violence à Elisabethville. Plusieurs civils avaient déjà été abattus ou achevés à bout portant par des unités de divers contingents de l'ONUC. Ceux-ci, retranchés dans des bâtiments officiels du centre transformés en forteresses, voulaient s'assurer la maîtrise de l'aérodrome et de l'est de l'agglomération, avant d'entreprendre la conquête de la capitale katangaise. Le 10, le contingent éthiopien, nouvellement débarqué, se signalait pour la première fois à l'attention: il participait à l'arrestation du personnel civil de l'aéronautique, dont une femme, et le faisait transférer à Léopoldville sous l'étiquette « mercenaires ».

Des rumeurs alarmistes, elles ne devaient se révéler que trop fondées, circulaient sur le sort de la population civile des quartiers occupés depuis plusieurs jours à la Kasapa, au-delà du square Uvira et plus généralement dans la direction de Jadotville.

L'Université s'inquiétait notamment de la mainmise sur ses locaux, après expulsion du personnel académique. Les forces éthiopiennes avaient choisi l'hôpital universitaire comme quartier général: il devait, par la suite, devenir celui de l'ONUC elle-même au Katanga.

Depuis, il n'a jamais retrouvé sa destination première.

Le 12 décembre, Georges Olivet était sollicité de toutes parts. Par exemple, le recteur de l'Université lui faisait part de ses craintes sur le sort du professeur Coureaux: le corps de celui-ci devait être retrouvé par après avec ceux d'autres civils fusillés, la voiture qu'il pilotait, propriété académique, grossièrement camouflée en véhicule militaire, fut utilisée dès lors par les troupes de l'ONUC.

Le communiqué de l'agence Belga du 13 décembre 1961 au matin donne une idée de l'activité du représentant du CICR dans les quelques heures qui précèdent sa disparition. Alerté par les médecins civils dont les protestations indignées parvenaient à trouver quelque crédit en dehors du continent noir, il se rend dans l'enceinte de l'hôpital général d'où trois cents malades alités venaient d'être évacués en catastrophe: il relève dans cet établissement isolé, éloigné de toute installation militaire et dépourvu de valeur stratégique, une vingtaine de cratères de bombes dont trois non explosées. En pleine nuit, la Croix-Rouge procède à l'évacuation d'une bonne soixantaine de civils pris sous le feu de l'ONUC et réfugiés à l'institut international, l'opération prend fin à trois heures.

Georges Olivet commençait à gêner.

Après avoir pris quelque repos, il obtient dans la matinée du 13 un sauf-conduit du quartier général de l'ONUC situé en ville. Il regagne le hall de l'hôpital Reine Elisabeth, base opérationnelle de la Croix-Rouge dont il est devenu l'âme, et y prend son déjeûner. Il a décidé une nouvelle tentative d'évacuation du quartier Uvira, au-delà de l'institut international, en bordure des lignes éthiopiennes.

Il fait arborer son pavillon personnel du CICR sur une ambulance et choisit ses compagnons: comme ambulancier-conducteur, le jeune Néerlandais Smeding, 25 ans, il a déjà fait ses preuves lors de sauvetages antérieurs au cours desquels il avait eu des démêlés avec des représentants de l'ONUC, comme ambulancière-infirmière, Madame Vroonen, 35 ans, volontaire, mère de famille, d'une lignée établie à Elisabethville depuis une quarantaine d'années, à la vitalité débordante, elle remplace à la dernière minute une consoeur professionnelle empêchée. Une mission de routine de plus pour des hommes d'action habitués au danger.

Ils s'ébranlent à 14 heures.

Bientôt rendus au square Uvira, ils prennent contact avec plusieurs familles terrées dans les maisons. Elles les mettent en garde: les Onusiens tirent sur tout ce qui bouge. Ils s'avancent pourtant jusqu'au boulevard Bau-douin où ils tombent sur un avant-poste éthiopien. Ils descendant du véhicule et parlementent. Deux soldats en arme prennent place dans l'arrière de l'ambulance, elle se dirige vers l'hôpital universitaire. C'est un grand immeuble tour érigé en pleine brousse, précédé d'une esplanade pour le parage des véhicules. L'ambulance s'immobilise à une centaine de mètres du quartier général éthiopien: c'est là que les témoins civils aperçoivent pour la dernière fois le délégué du CICR, de loin, ils observent les deux soldats de l'escorte descendus de l'ambulance. Il est 15 heures.

Anticipons: la voiture sera retrouvée à proximité, dans une piste innommée qui ne mène nulle part, sinon à l'ancienne plaine d'aviation désaffectée, cernée par la brousse.

Le 13 décembre toujours, dans la soirée, le président M. Tshombe demandait d'avertir le « monde entier » qu'Olivet et ses compagnons n'avaient point reparu.

Le 14, au milieu de la journée, les agences de presse signalaient que, selon les bruits qui couraient à Elisabethville, l'équipe de la Croix-Rouge aurait été retenue par les soldats de l'ONUC. Le porte-parole des forces onusiennes fut alerté le même jour par les consuls étrangers.

Il annonça à la presse l'ouverture d'une enquête.

Georges Olivet gênait.

Le soir, suivant les mêmes agences, on était toujours sans nouvelle. Le silence se prolongea dix jours.

Ce ne fut, en effet, que le 23 décembre qu'une équipe de la Croix-Rouge, sous surveillance de l'ONUC, fut autorisée à effectuer des recherches. Il était interdit de toucher à quoi que ce soit et de prendre des photographies.

Rayonnant depuis le quartier général, les ambulanciers devaient bientôt découvrir les restes du véhicule de leurs compagnons.

Il portait toujours les marques apparentes de la Croix-Rouge.

A première vue, il avait été atteint par des projectiles de mortier, mais les découvreurs crurent remarquer des traces de balles d'armes portatives. L'ambulance avait manifestement été incendiée après coup.

Poursuivant ses investigations, l'équipe de secours retrouva les trois corps allongés dans un petit fossé d'écoulement sous une fine couche de terre. Sur la poitrine de Georges Olivet, avait été placé son fanion officiel du CICR.

Par parenthèse, à l'époque, ce procédé était coutumier de divers contingents de l'ONUC. Les Indiens étaient passés maîtres dans cet art, plusieurs cadacres dissimulés par eux, notamment dans des parterres publics, ne furent découverts que de nombreux mois plus tard, ceux de certains disparus manquent toujours à l'appel.

Aussitôt, ce 23 décembre même, le quartier général de l'ONUC prétendit que les victimes avaient été prises dans un tir de bazooka entre troupes katangaise et onusienne. Interdiction formelle était faite aux journalistes et photographes d'accéder aux lieux, un peloton de Gurkhas fut chargé de faire respecter la consigne. Explication de ce comportement par un des deux responsables des Nations-Unies à Elisabethville:

Un photographe officiel des Nations-Unies a été envoyé pour prendre des photos, une enquête spéciale étant ouverte.

En fait, un des ambulanciers qui procédèrent à la découverte avait dissimulé sous sa blouse blanche un appareil et parvint à photographier l'ambulance à la sauvette. Quelques heures après, le film était révélé, une série de positifs aussitôt tirés et dispersés, tandis que le négatif était enfermé dans le coffre de l'hôpital Reine Elisabeth. Peu après, ce coffre était mystérieusement cambriolé, seul le négatif y fut subtilisé.

Une des photos montrait le pare-brise de l'ambulance portant des traces d'impact.

Contrairement à ce que déclarèrent par après les agences de presse, le véhicule ne fut jamais remis par l'ONUC aux enquêteurs civils: repéré plus tard dans un garage du quartier industriel, il fut enlevé subrepticement, en l'absence du garagiste, par un médecin et un ambulancier.

Le pare-brise avait été enlevé.

Quant aux corps, ramenés plus tard à la morgue de la ville, ils furent autopsiés sur requête du parquet d'Elisabethville. Les autorités locales firent même appel plus tard au service d'un médecin légiste belge, sommité internationale, pour venir vérifier sur place leurs conclusions.

Le 12 janvier 1962, M. Siordet, vice-président du CICR, dépêché à Elisabethville, s'entendait répondre par les autorités de l'ONUC...

... qu'ils n'avaient ouvert aucune enquête, ne disposant pas sur place de l'appareil judiciaire et technique adéquat.

Entre-temps, l'ambassade éthiopienne à Londres avait publié un communiqué où elle affirmait que les contingents éthiopiens n'avaient mis les pieds à Elisabethville que le 15 décembre.

Une fois de plus, l'ONUC réussirait-elle à masquer la vérité?

U Thant avait reçu une énergique demande d'enquête de M. Boissier, président du CICR:

Le CICR, organe fondateur de la Croix-Rouge et gardien des principes dont les conventions de Genève sont l'expression, a le devoir moral de tout entreprendre pour que les faits soient établis et les responsabilités déterminées. Il ne saurait, en effet, laisser sans suite une atteinte aussi grave, non pas tant à l'intégrité de ses représentants qui assument des risques normaux, qu'à la valeur même de l'emblème de la Croix-Rouge, dont il a l'obligation d'exiger le respect.

Une commission d'enquête mixte de l'ONU et du CICR fut mise sur pied, mais ce n'est que fin février que les corps furent exhumés et transportés à l'institut de médecine légale de Vienne à fins d'autopsie.

Ce n'est qu'en mai que les permis d'inhumer furent délivrés. Le rapport de la commission n'était pas encore rédigé. Georges Olivet atteignait enfin son hâvre de repos à Jussy.

Il fallut attendre décembre 1962, pour apprendre que l'ONU et le CICR avaient décidé de garder secrète l'expertise de la commission.

L'ONU déclarait brièvement s'estimer lavée de tout reproche parce qu'elle avait payé une indemnité forfaitaire aux familles des trois victimes, les seules à bénéficier d'ailleurs de ce privilège.

Mais, dans une lettre aux parents des martyrs, le CICR s'expliquait:

Toute la lumière ayant été faite sur ce dououreux événement, le comité international de la Croix-Rouge considère que le but qu'il cherchait est désormais atteint. Comme il n'est ni dans le rôle ni dans l'intérêt de la Croix-Rouge d'alimenter les polémiques, le CICR estime, dès lors, que cette enquête, en ce qui le concerne, est close.

Cependant, dans cette missive, le CICR corroborait ce que l'on pouvait déjà savoir officieusement des résultats de l'enquête menée par le parquet d'Elisabethville pourtant incapable d'étendre ses investigations au territoire contrôlé par l'ONUC et au personnel de celle-ci. En effet:

Bien que la commission se soit trouvée dans l'impossibilité de faire toute la lumière sur ces points de son enquête et d'établir les responsabilités individuelles, le résultat de l'examen scientifique de l'ambulance et des corps lui a permis, néanmoins, de faire quelques constatations indiscutables.

Il en résulte, en particulier, que les occupants de l'ambulance ont été abattus par des balles tirées à courte portée, alors qu'ils étaient hors de l'ambulance et que celle-ci était arrêtée. Le véhicule a ensuite été atteint par deux fusées de bazooka.

Les examens médico-légaux et balistiques ont, d'autre part, prouvé que les projectiles qui ont causé la mort des victimes, ne provenaient pas de munitions utilisées à l'époque par les forces katangaises.

Un crime impuni, après et avant d'autres. Les éléments ne manquaient pourtant pas, la moindre police judiciaire de province avec les éléments réunis aurait abouti: l'individualisation des armes portatives par la balistique est aussi sûre que les empreintes digitales, les témoins conduisaient au quartier général d'où Olivet et ses compagnons étaient partis pour leur ultime sortie, un chef de section éthiopien s'était même vanté à des journalistes d'avoir tiré les deux coups de bazooka. Mais pour le CICR l'enquête était close.

Cette fois, Georges Olivet allait cesser de gêner.

Les questions demeurent pourtant posées. Le meurtre fut-il prémedité? Dans ce cas, où: au quartier général même de la ville ou à celui des Ethiopiens? Les éléments troublants foisonnent: la coïncidence du communiqué de l'agence de presse dans lequel mention était faite du cautionnement des accusations des médecins par le délégué du CICR quelques heures auparavant et sa disparition, le sauf-conduit accordé à Olivet par le quartier général de la ville, l'escorte fournie aux victimes dirigées vers ce qui peut sembler un guet-apens après une escale au quartier général éthiopien. Plus généralement, les efforts de l'ONU pour étouffer l'affaire...

Tant que des éléments essentiels resteront secrets, ils le seront peut-être toujours, ce ne sont là que spéculations. Mais des évidences plus indiscutables doivent être mises en relief.

Si le contingent éthiopien se signala plus particulièrement par une brutalité primitive, le couronnement de ses exploits est le meurtre le 16 décembre 1961 de la doyenne d'Elisabethville, Madame J. Derriks, 87 ans, à de rares exceptions près comme les Malaisiens, la plupart des contingents engagés, qu'ils soient africains, asiatiques ou européens, ont été dénoncés de la façon la plus circonstanciée de crimes divers, meurtres, viols, pillages, etc.

Les faits les plus graves, la décimation du camp des réfugiés d'Elisabethville, la famine organisée du Sud-Kasai, préfiguration de celle du Biafra, les bombardements de terreur terrestres ou aériens, entre cent notamment la destruction de la maternité de Shinkolobwe, ne sont pas imputables aux Ethiopiens.

Que l'on n'accuse pas le simple troupier: des officiers ont été nommément mis en cause, la plus belle part du butin du contingent indien fut attribuée à son chef, un général.

Mais encore, si les atrocités ne furent pas délibérées, la responsabilité des dirigeants de l'ONUC est directement engagée: depuis plusieurs mois des personnalités sérieuses, comme des médecins et des journalistes étrangers, dénonçaient des crimes, l'organisation se contentait de les démentir sans jamais prendre aucune mesure ni pour vérifier ni pour prévenir les abus. Le problème était pourtant évident et s'était présenté dès le premier accident de carrefour provoqué par un véhicule onusien.

Pourtant Georges Olivet a-t-il réellement cessé de gêner?

Il est symptomatique que des démarches mystérieuses interviennent périodiquement pour que sa mémoire ne soit pas célébrée, nulle attribution de son nom à des voies ou bâtiments publics.

Le 28 juin 1962, Madame Albert Olivet, mère de Georges, a reçu, gravée au nom de son fils, la médaille de la Belgique reconnaissante: c'est peu...

Le consultat de Suisse à Lubumbashi (ex-Elisabethville) avait apposé une plaque de marbre portant son seul nom: elle a été retirée discrètement.

A l'occasion du dixième anniversaire de leurs morts, des amis qui se souviennent avaient fait couler une plaque de bronze au texte suivant:

A la mémoire de Mme Nicole Vroonen, Muteba, Olivet, Smeding, membres de la Croix-Rouge morts par amour du prochain - 1961.

D'ordre supérieur, elle n'a pas été placée.

Tel historien a réussi le tour de force, dans un volume consacré à la sécession katangaise, de ne pas citer le nom d'Olivet.

Il n'est pas «dans l'intérêt de la Croix-Rouge d'alimenter les polémiques».

Elle doit s'en souvenir à intervalles réguliers, depuis des années le frère d'un des principaux inspirateurs de l'action de force au Katanga, le sénateur Edward Kennedy, diffuse son opinion: le comité international de la

Croix-Rouge devrait être dissous et remplacé par une simple agence des Nations-Unies sous la dépendance directe du Secrétaire général.

Pas de procédure d'*impeachment* pour les représentants de l'ONU.

Non, Georges Olivet continue à gêner.

Un siècle auparavant, Henri Dunant avait gêné.

27 août 1974.
J. Sohier.

Tant que les archives officielles diplomatiques et autres resteront secrètes, il sera impossible d'être plus précis sur les circonstances de la mort de Georges Olivet. La trame essentielle de la présente notice est fournie par les communiqués au jour le jour de l'agence Belga notamment des 3.11, 13.12, 14.12, 23.12.1961 et 16.1, 23.2, 3.5, 22.5 et 5.6.62: s'y suivent clairement, par exemple, les palinodies de l'ONUC au sujet de son « enquête ». *La Libre Belgique* commente la déclaration de l'ambassade d'Ethiopie à Londres le 26 janvier 1962 et donne des extraits de la lettre du CICR dans ses éditions du 11 novembre 1962. Pour le surplus, nous avons rafraîchi notre mémoire par une documentation personnelle de l'époque et l'interview de témoins directs, il en résulte des détails d'ailleurs inédits: il est exclu de citer des noms dans la situation actuelle.

ORTS (Pierre-Charles-Auguste-Raphaël), Diplomate, Professeur d'Université (Bruxelles, 3.11.1872 - Tintange, 12.6.1958). Epoux de Peltzer, Georgina. (Erratum au Tome VII A, col. 368, 28^e ligne, lire: « Gouvernement » au lieu de « gouverneur »).

OSTE (Jozef) (Mgr), Missionaris van Scheut in China en bisschop (Zele, 23.6.1893 - Leuven, 19.1.1971). Zoon van Theofiel en Delobelle, Leonida.

Volgde humaniora aan het college van Ninove en het Klein Seminarie van St.-Niklaas-Waas. Ingetroeden te Scheut op 7.9.1911, legde hij zijn eerste geloften af op 8.9.1912. Hij studeerde wijsbegeerte te Scheut van 1912 tot 1914, werd brancardier in W.O. I, studeerde godgeleerdheid deels in Engeland deels te Leuven en werd op 21.11.1920 priester gewijd. Naar China vertrokken op 11.10.1921 studeerde hij een jaar Chinees te Shang-hai en kwam naar Oost-Mongolië waar hij als missionaris werkte te T'ung-chia-ying-tzû, te Ch'ao-yang, te Pa-li-han-tien-tzû, waar hij toen een verschrikkelijke hongersnood doorstond, verhuisde terug naar Ch'ao-yang en was er ge-

tuige van de bezetting dezer stad door de Japanners in 1935.

Door de Centrale Raad van Scheut provinciaal-overste benoemd verbleef hij verder te Sung-shu-tsui-tzû tot in 1941. Dan verhuisde hij naar Ling-yüan, maar werd in december 1941 aangehouden door de Japanners, als behorende tot een vijandige natie, opgesloten in de gevangenis van Ch'eng-tê en naar het concentratiekamp van Ssüpingkai gevoerd. In juli 1942 keerde hij terug naar Ling-yüan waar hij met huisarrest verbleef tot op 15.8.1945. In 1946 eindigde zijn ambt van provinciaal en J. Oste werd pastoor-deken te Ch'ao-yang, doch de priesters van het bisdom Jê-ho kozen hem tot afgevaardigde voor het Algemeen Kapittel van Scheut in 1947. Hij keerde naar België terug. Gedurende zijn afwezigheid werd Jê-ho bezet door de communisten en al de missionarissen van Scheut werden uitgedreven. Toen Mgr Janssens Lode Rome een opvolger vroeg werd J. Oste benoemd en te Peking, in de kathedraal, door Mgr Janssens, bijgestaan door Mgr Chao en Mgr Kramer tot bisschop gewijd. Mgr Oste koos tot leuze: „Illum oportet crescere“. Noot zou hij zijn bisdom bereiken, dat reeds in het bezit der communisten was. Op 13.12.1953 werd hij door dezen uit China verbannen. Doch hij bleef in Hong-kong op de drempel van China. Hij bleef er een steun voor de Chinese christenen van Jê-ho en van de inlandse priesters. Maar in oktober 1969 moest hij naar België terugkomen, ondermijnd door een slepende ziekte. Deze vorderde nu snel in haar slopingswerk, zodat hij naar het A.Z. van Leuven moest overgebracht worden en er spoedig door de ziekte overmeesterd werd.

Publicaties: Mission v. Scheut 47 (Scheut 1939) p. 100-105, 366-368. — *Missions de Scheut* 47 (Scheut 1939), p. 100-105, 366-368; (*ib.* 1941-1942), p. 40.

15 mei 1974.
[M.S.] J. Van Hecken.

Brieven van Mgr in persoonlijk bezit. — *El. Sod.* vanaf 1913 tot 1970. — *Nouvelles de la Congr.* n. 15, 19, 35, 40, 42, 51. — *Chronica Congreg.* n. 10, 15, 30, 55, 82, 123, 124, 125, 127, 130, 132, 140, 142, 143, 145, 147, 148, 153, 161, 177, 180, 191, 195. — *Kontakt*, 4 jrg., n. 2 (1971), 23-25. — *Annuaire des Missions Cathol. du Manchoukuo* 1935, p. 96; 1936, p. 129; 1937, p. 174; 1938, p. 294; 1939, p. 178; 1940, p. 132. — J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mongolië* Deel VII, p. 502; Deel VIII, p. 504; Deel IX, p. 433-434. — *Streit, B.M.* XIV B, 458.

P

PAULIS (*Albert-Adelin-Alexandre*), Colonel, Chef de cabinet du Ministre des Colonies et Administrateur de sociétés (Liège, 9.1.1875 - Bruxelles, 18.10.1933).

Albert Paulis fit partie de la 58^e promotion, armes spéciales, de l'Ecole royale militaire et fut nommé sous-lieutenant d'artillerie en 1898. Le jeune officier se distinguait par sa compétence, son allant et son enthousiasme, si bien qu'il fut signalé à l'attention de Léopold II.

Lorsque le Souverain décida, en 1902, d'organiser deux expéditions au Bahr-el-Ghazal, il mit la première sous les ordres du commandant Royaux, tandis que la seconde était dirigée par le commandant Lemaire; ces deux officiers avaient déjà de brillants états de service en Afrique.

Le cadre historique dans lequel ces missions prenaient place remontait à 1890, lorsque Léopold II avait conçu de pousser la frontière de l'Etat Indépendant jusqu'au Nil. Il avait obtenu, le 20 mai 1890, un accord avec l'Imperial British East Africa Company, accord approuvé le jour suivant par le premier ministre Anglais, Lord Salisbury. Après la prise de Karthoum par Kitchener, le Gouvernement anglais changea d'attitude et une convention du 12 mai 1894 réduisait sensiblement la zone d'influence de l'Etat Indépendant, mais accordait à bail l'Enclave de Lado et une partie du Bahr-el-Ghazal.

La France, mise au courant, protesta contre cet arrangement et, le 14 août 1894, le Roi dut s'engager, vis-à-vis de la France, à ne pas se prévaloir de la plupart des avantages acquis. Après l'incident de Fachoda entre le commandant français Marchand et Kitchener, la France avait dû se retirer du Nil. Dès lors, Léopold II, se considérant dégagé vis-à-vis de la France, voulait en revenir à l'accord du 12 mai 1894. Il se préoccupa d'obtenir, en toute souveraineté, la cession d'un territoire limité par la rivière Yei, le parallèle situé à 6° 3' de latitude nord et la crête de partage Congo-Nil.

Il était d'autant plus autorisé à émettre des prétentions territoriales dans cette région que,

le 17 février 1897, les troupes de l'Etat Indépendant, sous la conduite de Chaltin, avaient infligé à Redjaf, sur le Nil, une cuisante défaite aux mahdistes, écartant ainsi à tout jamais ces exlavagistes de l'Enclave de Lado et du Bahr-el-Ghazal.

La mission Royaux-Landegem avait pour objectif officiel la reconnaissance des mines de cuivre de Hoffrah-el-Nahas. Mais au début d'avril 1903, à Dem-Ziber, elle se trouva face à une troupe anglaise dont le chef lui intima l'ordre de se retirer derrière la crête Congo-Nil, ce qui fut exécuté.

Lorsque Léopold II envoya Lemaire au Bahr-el-Ghazal, il lui adjoignit les lieutenants Albert Paulis et Charles Weber. Officiellement, il s'agissait d'une mission scientifique, mais le but réel était la reconnaissance d'une zone située à l'ouest du Yei et s'étendant jusqu'à 6° 3' de latitude nord.

Les trois officiers quittèrent Anvers le 31 juillet 1902 à bord du s/s *Philippeville*, pour arriver à Banana le 19 août. Le séjour à Bomma, la capitale, dura du 21 août au 2 septembre et le 5 du même mois la mission Lemaire était à Léopoldville pour en partir dix jours plus tard par un steamer qui les conduisit à Ibembo, sur l'Itimbiri, le 25 octobre. A cette époque, Ibembo était le terminus de la navigation à vapeur sur cet affluent.

Au-delà, le trajet devait se poursuivre en pirogue; lorsque Lemaire quitta Ibembo le 8 novembre 1902, il dut y laisser Paulis malade. La santé de ce dernier laissait à désirer en début d'expédition; en effet, alors qu'il avait rejoint Lemaire à Bomokandi, il fallut l'y abandonner aux bons soins du brave docteur Vedy, du 29 décembre 1902 jusqu'au 15 janvier 1903.

Paulis rejoignit Lemaire et Weber à Nianagara le 29 janvier 1903, et ils poursuivirent ensemble la route jusqu'à Dungu, qu'ils quittèrent le 18 mars 1903, pour se diriger vers la place forte de Yei, où ils arrivèrent dans les premiers jours d'avril 1903.

A ce moment, Weber fut détaché de la mission Lemaire, car il avait été désigné pour commander l'artillerie de l'Enclave de Lado.

Il y a lieu de noter que, malgré le but politique, les trois officiers de la mission accomplissaient un travail scientifique important. Depuis le 5 septembre 1902, ils multipliaient les observations astronomiques, décrivaient les diverses variétés de plantes et d'arbres rencontrés, établissaient la carte des itinéraires parcourus, et accumulaient les renseignements sur les populations des régions visitées. Selon les instructions de Lemaire, tout devait être noté et il n'était aucun détail qui n'eut son importance.

Du 19 avril au 12 mai, Lemaire et Paulis firent une reconnaissance aux sources du Yei et le chef de l'expédition notait: « C'est aujourd'hui que commence réellement le travail dont je suis chargé ».

A leur retour à la place forte du Yei, Bruunel, commandant de l'enclave de Lado, les y attendait et apprit à Lemaire que les Anglais étaient fort intrigués par son expédition. Ce même jour, il recevait une lettre de Royaux, expédiée le 25 avril de Tambura, annonçant qu'il devait renoncer à poursuivre la route vers Hoffrah-el-Nahas, devant l'attitude des Anglo-Egyptiens.

Le 16 juin 1903, Lemaire et Paulis partaient vers le Nord en descendant le cours du Yei, pour arriver au poste de Rafai quinze jours plus tard. Après une exploration des alentours, le 15 juillet, l'expédition poursuivit la descente du Yei et, le 23 juillet 1903, les deux officiers fondaient le poste de « Rapides Lambermont » sur la rive gauche du Yei, à 5° 20' de latitude nord.

Paulis et Vallo se dirigèrent ensuite vers l'Est pour reconnaître la ligne de partage des eaux entre le Yei et la Tafari et y faire diverses observations. Ils étaient de retour à « Rapides Lambermont » le 24 septembre 1903.

Léopold II, qui n'était pas d'accord sur la limitation des territoires que les Anglais voulaient lui assigner dans le Bahr-el-Ghazal, avait fait envoyer à Lemaire des instructions lui enjoignant de créer de nouveaux postes en dehors de l'Enclave de Lado et jusqu'à 6° 30' de latitude nord. Après le retour de Caroelli en exploration sur la rive gauche du Yei, Lemaire et Paulis, quittèrent « Rapides Lambermont » le 13 novembre 1903, en direction Nord-Ouest, pour arriver à Mvolo, sur le Yalo, le 22 novembre 1903.

Du 25 novembre au 22 décembre 1903, Lemaire et Paulis installèrent le nouveau poste de « Rapides Strauch », environ dix kilomè-

tres en aval de Mvolo et par 6° 3' de latitude nord.

Le 22 décembre 1903, les deux officiers partirent pour Wau, afin d'y rencontrer Boulnois, gouverneur de la Province du Bahr-el-Ghazal, pour l'informer de l'extension du territoire de l'Etat Indépendant; en effet, Boulnois avait fait savoir qu'il s'opposait à l'installation de postes nouveaux au-delà de la crête Congo-Nil ou en dehors de l'Enclave de Lado, ce qui n'était pas conforme aux ordres envoyés par Léopold II.

Mais après 30 km de marche le long du Yalo, la caravane fut immobilisée à cause d'une crise d'hématurie de Paulis. Sur ces entrefaites, l'Anglais Pool, commissaire de district de Rumbeck, avait également envoyé un message pour interdire toute avance ultérieure des Belges.

Le commandant en second de la province du Bahr-el-Ghazal, Wood bey, dépêché au devant de Lemaire pour arrêter sa progression, avait reçu des ordres très stricts depuis le repli de la mission Royaux. En fait, Boulnois et Wood étaient décidés à se montrer intransigeants, car ils venaient de subir un échec en essayant d'entrer dans les territoires du chef Azande Mbio. Likito, fils de ce dernier, avait protégé farouchement l'indépendance des Azande et, pendant l'opération, le capitaine médecins Henry Evered Haymes avait été tué.

Lemaire et Wood se rencontrèrent le 26 décembre 1903 au camp où l'on attendait la guérison de Paulis. Le 28 décembre, les officiers, suivis par Wood, retournaient à « Rapides Strauch », où l'Anglais signifiait à nouveau aux Belges qu'ils avaient à se retirer dans l'Enclave de Lado.

Au cours des conversations, Lemaire apprit de Wood qu'il était à la tête d'une force armée de trois cents hommes et qu'il s'apprétait à aller attaquer Mbio, ce dont le commandant Louis Colin, qui dirigeait la colonne de renfort de l'Uele à Yakuluku, fut immédiatement prévenu.

C'était dans une atmosphère tendue, les officiers étant toujours aux aguets, que se poursuivait le séjour de Lemaire et de Paulis, dans l'attente des instructions de Bruxelles. Cependant, dans les deux camps, on évitait de provoquer une action armée.

Inquiet pour la santé de Paulis, Lemaire lui avait offert, le 2 janvier 1904, de descendre à Boma pour s'y faire soigner; mais Paulis refusa, préférant poursuivre sa tâche. Cette attitu-

de courageuse lui valut d'être nommé commandant en second de l'expédition.

Les deux Belges continuaient à faire progresser la nouvelle station, bien que les Anglais, campés à proximité, provoquassent de sérieuses difficultés d'approvisionnement. Une route reliant « Rapides Strauch » à « Rapides Lambermont » fut reconnue par Paulis du 29 mars au 14 avril 1904.

Mais le 20 mai, à la suite d'accords signés en Europe, Lemaire et Paulis durent reculer au sud du parallèle situé à 5° 30' et à l'est du 30° méridien. Envoyé en reconnaissance dans cette région le 19 juin 1904, Paulis trouva le site où il établirait le 10 août le poste des « Bambous ». De son côté, le lieutenant Ca-roelli avait fondé le poste des « Tulipiers » soixante kilomètres plus au sud et, le 19 septembre, Paulis entamait la reconnaissance d'une route entre ces deux nouveaux postes.

Mais le vice-gouverneur général Costermans avait envoyé de nouvelles prescriptions enjoignant de préparer la reconnaissance de la zone située entre la crête Congo-Nil, le sud du 5° parallèle et l'ouest du 30° méridien.

En vue de cette action, Colin fut chargé de fonder deux postes au-delà de la crête Congo-Nil. Il installa un poste sur la Maiawa le 2 septembre 1904 et un autre, le 10 septembre, à Natinga.

Mais les farouches Azande, qui avaient toujours lutté pour conserver leur indépendance, n'acceptaient pas la présence des Européens sur leur territoire; aussi Colin eut à résister à la Maiawa à un siège et à un assaut meurtrier pour les attaquants, qui dura du 16 novembre au 13 décembre 1904; finalement, le chef Mbio fit la paix et autorisa Colin à s'installer dans le territoire de son fils Mange. Pendant ce temps, Paulis avait exploré la région autour du poste des « Bambous » et, le 15 novembre 1904, il se mit en route pour créer un poste plus à l'ouest, sur la Meridi où il arriva le 23 novembre, après avoir traversé une région riche en culture. Il apprit de la bouche des indigènes que Mbio était en guerre avec les gens de « Boula-Matari », mais il fut cependant bien accueilli par la population.

Le 25 novembre 1904, Paulis détermina l'emplacement et fonda le poste de l'Ire sur la rivière du même nom. Le 20 décembre, le chef Iango, fils de Mbio, vint lui rendre visite; de bonnes relations se nouèrent et le poste fut abondamment approvisionné en vivres.

Le 13 janvier 1905, Lemaire envoyait à Paulis l'ordre de créer un poste encore plus à l'ouest. Le 23 janvier, Paulis, Block et Vallo partaient pour fonder le poste de « Bel Air » sur la Meridi, c'est-à-dire sur le territoire de Mange, fils de Mbio. En effet, Lemaire, fin diplomate, avait obtenu finalement, par l'intermédiaire de Mabenge, frère de Mange, de pouvoir s'installer au nord de la ligne de faîte Congo-Nil.

Cependant, les Anglais continuaient à discuter le droit des officiers belges d'ériger les postes de l'« Ire » et de « Bel Air » qu'ils jugeaient être situés au nord du 5° parallèle, ce que contestait Paulis. Toutefois, pour ne pas énerver les Anglais, Lemaire fit replier le poste de l'« Ire » sur celui de « Bel Air » qui était un peu plus au sud, mais également plus à l'ouest.

Le 18 février 1905, Lemaire avait finalement autorisé Paulis à partir avec une escorte de 24 hommes pour tenter de fonder un poste au village de Mange. C'était presque une folie, car les Azande, qui avaient longtemps souffert des mahdistes, avaient refusé farouchement jusqu'alors le droit aux étrangers de fonder des postes chez eux.

Le 19 février 1905, Paulis se mit en route et, sachant par un épéméride que ce jour là une éclipse de lune se produirait, il en prévint habilement les indigènes, disant que la lune allait mourir, mais qu'il était en son pouvoir de la faire ressusciter. Il acquit ainsi une sérieuse réputation de sorcier chez les Azande qui avaient pu constater la réalité des faits.

Talonné par les Anglais, Paulis commençait ses étapes de nuit dans l'espoir de rencontrer Mange avant que ses concurrents n'aient le temps « de mettre des bâtons dans les roues ». Grâce à l'autorité qu'il avait acquise, les populations lui apportaient de telles quantités de vivres qu'il dut les payer avec des bons à honorer dans les autres postes de l'Etat Indépendant et qu'il avait peine à les faire transporter par ses hommes.

Le 20 février 1905, il arrivait chez Bom-bandja, où il reçut également le chef Iango. Tous deux approuvèrent son idée de fonder un poste chez Mange. Toujours talonné par les Anglais qui ne se doutaient pas de sa présence, Paulis fut reçu le 22 février 1905 par Bokoyo, fils de Mange. Le 23 février, il recevait partout un excellent accueil dans les villages dépendant de Mange; alors qu'il faisait route avec Bokoyo, un émissaire de Yango le

prévenait de la proximité des Anglais, lui annonçant que lui et ses hommes se cachaient dans la brousse. Bokoyo s'enfuit pour donner l'alarme dans tous les villages. Lorsque Paulis les traversait, ils étaient tous vides, mais Bokoyo l'attendait au village de son père pour le conduire à un emplacement le long de la Makiba, affluent du Sueh, qui avait été débroussé pour y installer un camp.

Immédiatement, Paulis fit ériger un hangar pour abriter ses vivres et provisions et envoyait un message pour inviter Mange à lui rendre visite.

Le chef Azande avait peur des soldats de Paulis. Ce dernier résolut d'aller seul chez Mange. Le 24 février 1905, enfin la rencontre eut lieu, mais Paulis avait dû laisser ses soldats à une heure de marche en arrière. Devant une foule nombreuse, Paulis et Mange procédèrent à la cérémonie de l'échange du sang, les liant pour toujours et faisant de l'un le protecteur de l'autre.

De retour à Makiba, Paulis commençait à installer le poste des « Lophires », lorsque les Anglais, qui ne l'avaient pas aperçu, érigeaient un campement à deux cent mètres de là. Après que le colonel Sutherland et ses hommes furent bien installés, Paulis se présenta, leur annonçant qu'il avait fait l'échange du sang avec Mange. Sutherland n'y comprenait rien, car il avait trouvé les villages déserts. Paulis lui expliqua que les Azande avaient peur d'eux, mais pas des Belges.

Paulis promit de ménager une entrevue entre Sutherland et les fils de Mange qui devaient lui rendre visite. Au cours de cette entrevue, l'Anglais eut beau demander que Mange vienne rendre visite à son camp, ce fut peine perdue; en effet, Mange se méfiait des Anglais, car ceux-ci tenaient son père Mbio prisonnier. Mange ne viendra pas avant que son père ne soit libéré.

Hélas, Mbio ne devait jamais revenir car, le 25 février, on apprenait qu'il était mort des blessures encourues pendant ses combats contre les Anglais commandés par Wood.

Dans la suite, les Anglais auraient voulu que Mange et les chefs Azande viennent d'abord les saluer avant de rendre visite chez Paulis. Boulnois, qui y attachait une grande importance, vint le signifier en personne à l'officier belge. Mais les Azande se méfiaient de plus en plus des Anglais depuis la mort de Mbio.

Pour tenter de modifier la situation, sur ordre de Boulnois, Ryan vint investir le poste des « Lophires » afin d'empêcher les hommes de Mange d'approvisionner Paulis. Immédiatement, ce dernier fit installer Vallo à quelque distance, en dehors du cordon des sentinelles anglo-égyptiennes qui barraient tous les accès des « Lophires ». Aussi, les Azande ne venaient plus porter des vivres ni aux uns, ni aux autres.

Ce furent les Anglo-Egyptiens qui furent les victimes de ce siège, car ils ignoraient que Paulis avait un important dépôt de vivres dans le hangar qu'il avait fait ériger dès son arrivée.

Ensuite, une situation assez insolite se produisit, car ce fut l'assiégé qui approvisionna les assiégeants lorsque leur situation commençait à devenir critique. Ryan prit la chose très sportivement et en félicita même Paulis.

Finalement, devant l'imbroglio créé sur le terrain, suite aux instructions envoyées par les deux gouvernements, Lemaire rencontra Boulnois et Sutherland le 6 mai 1905 et ils signèrent un accord aux termes duquel chaque partie pouvait continuer à occuper provisoirement les postes qu'elle avait fondés; les Belges ne pouvaient aller au-delà du 5° parallèle nord et s'abstiendraient de toute action politique auprès des populations, les Anglo-Egyptiens assurant l'administration des territoires du Bahr-el-Ghazal. C'était aux gouvernements en Europe qu'il appartenait de décider les limites des territoires où chacun pourrait définitivement exercer son autorité.

Cependant, Léopold II n'approuva pas cet accord et, dès le 13 mai 1905, il réagit en créant la zone de la Méridi et, à la même date, il prenait un décret nommant Paulis chef de la nouvelle zone. Paulis ne l'apprit que le 30 septembre suivant.

Entre-temps, les Belges conservaient le poste des « Lophires » et Colin continuait à occuper les postes de Wô et de la Maiawa qui avaient été contestés par les Anglo-Egyptiens.

Le 15 mai 1905, Lemaire quitta la mission du Bahr-el-Ghazal pour rentrer en Europe par le Nil et Paulis le remplaça. Malgré l'accord entre les parties, la situation restait délicate. Par exemple, Doruma, fils de Mange, se méfiant des Anglo-Egyptiens, s'enfuit de l'autre côté de la crête Congo-Nil, en territoire de l'Etat Indépendant. Le major Ryan vint demander à Colin de l'aider à le retrouver. Ce dernier ne fournit aucun renseignement susceptible d'y contribuer.

Au moment de son départ, Lemaire remercia ses collaborateurs et fit l'éloge de Paulis en demandant de faciliter la poursuite de sa mission par des collaborations spontanées à l'œuvre en cours. Le commandant Louis Colin, fin de terme, demanda à travailler en « amateur » avec Paulis qu'il rejoignit aux « Lophires » le 20 mai; il ne quitta la région que le 2 octobre 1905, sur ordre du Gouvernement, après que fut connue la création de la zone de la Meridi.

A partir du 18 mai 1905, Paulis entreprit la tournée des postes belges du Bahr-el-Ghazal. Ensemble, Colin et Paulis se rendirent le 26 mai chez le commandant Fell qui restait à proximité des Lophires ». Ils apprirent que Boulnois avait dû subir deux opérations chirurgicales et que son état de santé était très grave. En effet, il décéda dans les premiers jours de juin 1905. En outre, l'Anglais annonça que tous les postes anglo-égyptiens au sud du 5° parallèle seraient évacués, à l'exception de celui sur la Meridi.

Le 1^{er} juin 1905, Paulis apprit la révolte du chef Djabir; il reçut à ce sujet un télégramme du Gouvernement qu'il ne put déchiffrer que le 15, faute de code. Il devait fonder un poste au nord de Doruma, aussi près que possible du 5^e parallèle.

Après la tournée de différentes chefferies, il fit l'échange du sang avec Basongoda, fils de Mbio, et fonda avec Colin le poste des « Figuiers », à la Biki, le 6 septembre 1905.

Les deux officiers y séjournèrent jusqu'au 16 septembre 1905, ce qui valut une protestation de Sutherland contre leur action dans le Bahr-el-Ghazal.

En parcourant les territoires occupés par Mbio, les Belges remarquèrent que le pays était déserté de ses occupants qui fuyaient les Anglais. En décembre 1905, Paulis apprit que les Anglais réoccupaient leurs anciens postes et avaient fermé aux Belges toute communication par le Nil, ce qui posait de graves problèmes d'approvisionnement.

Le 6 janvier 1906, lors de son arrivée au poste de « Bel Air », sur la Meridi, il apprit par l'Anglais Forbes que le gouverneur Sutherland, successeur de Boulnois, s'était installé au village de Mbio. Aussi, dès le 9 janvier, le drapeau bleu à l'étoile d'or flottait au mât du poste de « Bel Air ». En février, la situation devenait encore plus tendue; le 23 février 1906, Paulis offrit une réception en l'honneur de Sutherland et les deux officiers

convinrent de ne plus créer d'incidents, en attendant la décision des gouvernements en Europe.

Enfin, le 14 mars 1906, Paulis apprit sa nomination au grade de capitaine-commandant et, le 2 avril 1906, il remettait le commandement de la zone de la Meridi à Gilson et commençait son voyage de retour vers l'Europe. Il revint par Yakuluku, Dungu, Niangara, l'Uele et l'Itimbiri, pour rentrer en Belgique en août 1906.

Pour sa brillante action au cours de l'expédition du Bahr-el-Ghazal, il reçut la chevalerie de l'Ordre du Lion et celle de l'Ordre de Léopold, alors qu'il n'avait que trente ans!

Si les efforts déployés au Bahr-el-Ghazal honorent les Belges, ils furent vains car, le 6 mai 1906, à la suite d'un accord entre gouvernements, l'Etat Indépendant abandonnait cette province aux Anglais qui reprirent les différents postes de l'E.I.C. au cours de l'année 1907.

D'ailleurs, Lemaire avait reconnu qu'il s'agissait d'une région pauvre qui ne pourrait jamais payer les Belges des efforts déployés et des sacrifices consentis.

Après son retour d'Afrique, Paulis travailla encore une année à l'administration de l'Etat Indépendant. Mais il avait soif d'action et, désormais, il se consacrera aux sociétés d'entreprises coloniales.

En 1907, avec Pauling, il fondait la société coloniale de construction, la SOCOL; Pauling était un « self-made-man » qui construisait les chemins de fer en Rhodésie. Le 1^{er} décembre 1909, le rail de cette voie de communication arrivait à la frontière du Congo, devenu depuis colonie belge, et le 1^{er} octobre 1910, la première locomotive entrait en gare d'Elisabethville.

L'opinion publique congolaise réclamait la jonction de la capitale du Katanga à l'océan par une voie nationale entièrement en territoire congolais. Il fallait au plus vite réaliser la liaison ferrée entre Bukama et Elisabethville; un premier tronçon d'Elisabethville à Kambove fut mis en adjudication et SOCOL la remporta, signant le contrat avec le B.C.K. le 6 avril 1911. Pour accélérer l'achèvement, à partir de 1912, les travaux furent entamés à partir de Bukama et, en 1913, la voie avait été divisée en quatre sections. En août 1914, lorsque la guerre éclata en Europe, le rail était déjà posé 70 km au-delà de Kambove. Mais les événements survenus en Europe allaient pro-

voquer un sérieux ralentissement des travaux en Afrique.

De son côté, Paulis qui était en Europe n'écucha que son devoir et se mit à la disposition de l'armée. Il fut rappelé à Liège où on lui donna le commandement de quatre batteries attelées composées de vieux canons de 87. Tout était à créer et, jusqu'au 18 août, il était le seul officier du groupe; ce dernier ne put intervenir dans la défense de Liège, mais il fut engagé à Namur, ville où le colonel Chalatin avait réussi à constituer une troupe d'anciens coloniaux. Un groupe de 75 ayant abandonné ses positions à l'est du Bois des Grandes Salles, le major Paulis sollicita l'honneur de réoccuper les emplacements délaissés. Il s'y installa de nuit, le commandant du secteur l'ayant prévenu qu'il s'agissait d'une mission de sacrifice. Le lendemain, 22 août 1914, de jour, les dix pièces du groupe Paulis entrèrent en action mais furent repérées et contrebalancées, car elles tiraient des obus à poudre noire, dégageant des nuages de fumée très visibles. Quatre pièces furent rapidement détruites et la moitié de son personnel fut mis hors de combat. Malgré cela, il tira jusqu'au dernier obus et replia ses pièces alors que l'ennemi était à moins de mille mètres. Ce haut fait lui valut une citation à l'ordre du jour de l'armée. Une fois de plus, il s'était montré un véritable entraîneur d'hommes.

Dans la suite de la guerre, il commanda le groupe de la 3 D.A. lors de la campagne de l'Yser, à Merckem, et à l'offensive des Flandres. Sa brillante conduite lui valut de nombreuses distinctions reçues pendant la Campagne et il terminait la guerre avec le grade de colonel.

Après la tourmente, il eut la joie d'apprendre que, malgré les difficultés accumulées, la jonction Elisabethville-Bukama avait été achevée le 22 mai 1918, en pleine guerre. C'était un beau succès à mettre à l'actif de la Socol.

A la tête du département des Colonies, au ministre Renkin succéda, le 21 novembre 1918, le ministre Louis Franck, qui était un Anversois. Or, ce dernier avait eu l'occasion d'apprécier les qualités d'Albert Paulis lorsqu'il se trouvait en garnison à Anvers. Louis Franck demanda à son collègue de la Défense nationale de le mettre à sa disposition pour en faire son chef de cabinet. C'était une nouvelle étape dans la carrière du valeureux officier et, bien qu'il s'agissait d'une fonction entièrement différente de celles qu'il avait ac-

complies jusque là, il s'en acquitta brillamment. Les deux hommes étaient bien faits pour s'entendre, mais une tâche énorme les attendait au sortir de la guerre. Avant tout, il fallait entièrement réorganiser les services du Ministère des Colonies.

En matière de politique coloniale, le ministre voulait résoudre au plus vite le problème des transports. Il mit tout en œuvre pour prolonger le chemin de fer du Katanga de Bukama jusqu'au confluent du Kasai et du Sankuru. Il conclut une convention associant les intérêts de la colonie et de la compagnie du chemin de fer du Congo, mais il entendait que le contrôle des tarifs soit assuré par les pouvoirs publics. Le ministre était adversaire de l'exploitation par l'Etat, le pire de tous les systèmes, et il voulait associer les intérêts publics et ceux des entreprises privées. L'équipement des voies fluviales devait également être amélioré en adoptant un matériel plus efficace, en créant des ports dans les postes principaux et en réorganisant les services hydrographique et de balisage qui étaient presque inexistant au sortir de la guerre.

Il fallait aussi assurer l'évacuation par une voie nationale des régions nord et nord-est du Congo belge; le ministre, toujours soucieux de réduire les dépenses, décida la construction d'un chemin de fer Décauville à l'écartement de 600 mm, ce qui ne plut pas au gouverneur général Lippens qui démissionna.

Toutes les lignes directives de cette politique d'équipement et d'industrialisation du Congo furent prises au cours d'un voyage de neuf mois entrepris en 1920, à travers la colonie belge. Le ministre s'était fait accompagné par Paulis, qui intervint pour une large part dans les décisions. Mais le Congo avait besoin de fonctionnaires bien formés pour l'administration de ce vaste pays; c'est ainsi qu'en 1920, le ministre Franck créa l'Université coloniale d'Anvers; il fallait un homme d'élite et de grande valeur scientifique pour diriger cette institution. Paulis intervint en faveur de son ancien chef et ami; c'est ainsi que le commandant Lemaire fut le premier directeur de l'Université coloniale, à laquelle il imprima un esprit qui demeura inchangé jusqu'à sa dissolution en 1960.

Paulis était un homme d'action et il désirait participer activement au vaste programme d'expansion industrielle du Congo dont les lignes directrices venaient d'être définies. Aussi, il pria le ministre d'accepter sa démission

et, en 1921, il reprenait rang à la SOCOL qu'il avait fondée quinze ans plus tôt. Les lenteurs de l'Administration ne convenaient guère au caractère entreprenant d'un homme qui mesurait l'ampleur de la tâche qu'il fallait entreprendre sans délai pour assurer le développement du Congo. De plus, dans son ardent patriotisme, il voulait que cette tâche fut accomplie par des Belges.

C'est alors que Paulis fut approché par les Banques Allard et Nagelmackers qui désiraient participer au développement de la Colonie belge. C'est ainsi que fut fondé le groupe de la Cominière qui créa de nombreuses filiales telles : la Coloniale d'Électricité, la Coloniale de Construction, les Chemins de fer vicinaux du Congo, les Messageries Automobiles du Congo, les Minoteries du Katanga et d'autres encore, dans lesquelles Paulis intervint à des titres divers.

Le colonel Paulis fut aussi un des promoteurs de la Cotonnière congolaise qui avait pour but de garantir à l'industrie textile belge, en toutes circonstances, le coton qui était indispensable pour assurer son fonctionnement. En effet, une année où la récolte mondiale du coton avait été déficitaire, les Etats-Unis et l'Angleterre furent sur le point d'interdire l'exportation du coton produit en Amérique et dans l'Empire britannique. C'était pour obvier aux inconvenients d'une pareille mesure, qui aurait été très dommageable pour l'industrie belge, que le colonel Paulis préconisa la culture du coton au Congo. Il connaissait bien l'Uele, qu'il avait contribué à organiser, ce qui lui permettait d'affirmer à coup sûr que le coton pouvait être cultivé avec plein succès. Voulant imprimer un caractère national à cette entreprise, il y fit intéresser tous les groupes financiers, de sorte qu'aucune usine du pays ne fut défavorisée et de façon à assurer un effort financier continu et qui ne fut pas disproportionné aux ressources financières individuelles de chaque groupe. La suite des événements démontra la justesse des vues de Paulis, qui contribua également à procurer aux populations indigènes d'importantes ressources financières supplémentaires.

A cette époque, d'importants travaux étaient entrepris au Congo, et la SOCOL y participait dans une large mesure, sous l'impulsion éclairée de Paulis. Citons, parmi les plus importants, la liaison ferrée Bukama-Port-Francqui, le nouveau quai du port de Boma, la construction du chemin de fer Vicicongo, la trans-

formation de la voie du chemin de fer Matadi-Léopoldville, sans parler d'importants travaux entrepris dans divers pays d'Outre-Mer.

Paulis avait acquis une grande réputation internationale et sa diplomatie en affaires était bien connue de tous. Aussi, en 1925, la Société des Nations eut recours à son habileté pour régler un différend qui avait surgi entre la Turquie et l'Irak au sujet de la délimitation de leur frontière commune. Dans la solution du problème, Paulis fit preuve d'imagination et, avec un talent plein de tact, il aboutit à une solution admise par les deux parties.

Il se consacra énormément à la réalisation des chemins de fer vicinaux du Congo. La constitution de Vicicongo remontait au 7 mai 1924 et la construction de la voie commença immédiatement. Le rail, parti d'Aketi, arriva à Bondo, l'ancien Djabir, le 15 mai 1928, à Buta en juillet 1931, à Titule le 11 novembre 1932 et se prolongeait jusqu'à Mungbere où il arriva le 28 septembre 1937.

Paulis se donnait avec enthousiasme, tout entier à sa tâche, et créait également un réseau routier de façon à desservir tout l'Uele et à servir de feeder-line pour alimenter le chemin de fer. Malheureusement, ce pionnier qui avait œuvré au développement de cette région était mort avant l'achèvement du chemin de fer. Afin que son souvenir se perpétue, la ville d'Isiro fut baptisée du nom de Paulis; on sait que depuis le retour à l'authenticité, les autorités zaïroises ont décidé de rendre à la ville son ancien nom.

Malgré un grave avertissement qu'il avait reçu, Albert Paulis continuait à travailler avec une indomptable énergie et un dévouement absolu aux affaires qu'il avait créées et ne prenait pas assez soin de sa santé. C'est ainsi qu'il mourut le 18 octobre 1933, âgé seulement de 58 ans. Il avait accompli une œuvre considérable en faisant participer à l'économie mondiale le nord et le nord-est du Congo qu'il connaissait si bien et qu'il aimait tant.

Il partait regretté de tous ceux qui l'avaient connu, car il était d'une grande affabilité et avait l'art de se faire des amis.

Il était Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre de la Couronne. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de l'Etoile africaine et décoré de la Croix de guerre avec palmes, de la Médaille de l'Yser, de la Médaille commémorative, de la Médaille de la Victoire. — Chevalier de la Légion d'Honneur; il était titulaire, en outre, de nombreux ordres étrangers.

18 août 1974.

A. Lederer.

Archives de la Comminière, papiers Paulis. — Archives du M.R.A.C., papiers Colin L.E. sur la mission au Bahr-el-Ghazal. — Archives du M.R.A.C., papiers Lemaire Ch. sur la mission au Bahr-el-Ghazal. — Archives du M.R.A.C., papiers Paulis, A., sur la mission au Bahr-el-Ghazal. — Collins, Robert, O.: King Leopold, England and the Upper Nile, 1899-1909 (New Haven and London, Yale University Press, 1968). — Comelius, M.L.: Pauling, G. (*Biographie coloniale belge*, 1956, A.R.S.C., T. IV, col. 689). — Lacroix, A.: Colin, L.E. (*Biographie coloniale belge*, 1951, I.R.C.B., T. II, col. 176-177). — Laude, N.: Lemaire, Ch. (*Biographie coloniale belge*, 1951, I.R.C.B., T. II, col. 603-608). — Lederer, A.: L'exploitation des transports au Congo de 1959 à 1969 (Mém. de l'Académie, Cl. des Sc. techn., 1970, T. XVI, fasc. 8). — Lederer, A.: Le Pavillon belge sur le Haut-Nil (*Africa Tervuren*, 1973, T. XIX, no 3, p. 67-83). — Paulis, A.: Episode de l'occupation au Bahr-el-Ghazal (*Le Congo belge*, T. II, p. 115-128, Bruxelles, s.d.). — Rousseaux, J.: Nécrologie d'A. Paulis (*Bull. de l'Entraide coloniale*, no 10, 1933, p. 20-22). — Rousseaux, J.: Notes coloniales, Mort du Colonel Paulis (*Echo de la Bourse*, Bruxelles, 18 oct. 1933). — Thuriaux - Hennebert, A.: Inventaire papiers Charles Lemaire, M.R.A.C. (invent. des archives historiques, no 5, 1968).

PELESENS (*Désiré-Ferdinand*), Missionaris, martelaar van Kongolo (Neerpelt, 30.1.1920 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Leonard en Lamers, Marie.

Na zijn lagere studies te Neerpelt, ging hij in 1934 naar het H. Geestcollege der Paters van de H. Geest te Lier en zette daarna zijn middelbare studies verder te Ingelmunster. In 1939 trad hij in het noviciaat van de Congregatie van de H. Geest te Hotgne en legde er het volgend jaar zijn eerste kloostergeloften af. Hij studeerde wijsbegeerte te Ingelmunster en theologie aan het seminarie te Leuven. Op 8 juli 1945 werd hij te Heverlee priester gewijd. In september 1946 vertrok hij naar het apostolisch vicariaat van Noord-Katanga (later Kongolo), waar hij in verschillende Balubamissies als reispater te werk gesteld werd: eerst te Petshi, vervolgens te Malemba, te Kabongo en te Ankoro. Wegens de moeilijkheden in de Baluba-streek van Noord-Katanga, ging hij te Kongolo betere tijden afwachten. Daar werd hij op 1 januari 1962 met 19 van zijn confraters vermoord door Kongolese soldaten.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 36-37. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., 18, 24 en 25.1.1962. — Kerk in Missie, 1947, p. 20. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — Libre Belg., 19.1.1962.

14 december 1975.
M. Storme.

PEUTER (DE) (Jan-Jozef), Missionaris van Scheut in China (Deurne, Antwerpen, 11.1.1848 - Hsi-wan-tzû, 14.6.1875). Zoon van Jozef-Antonius en Van de Velde, Anna-Catherina.

Hij studeerde humaniora aan het Klein Seminarie van Hoogstraten en wijsbegeerte te Mechelen. In 1868 trad hij te Scheut binnen en werd naar Rome gezonden om er verder wijsbegeerte en theologie te volgen aan het Collegium Urbanum. Priester gewijd in maart 1874 en legde zijn geloften af in maart 1875. Alhoewel hij erg aangetast was door een slepende ziekte wilde hij toch naar China vertrekken. Hij reisde af in maart 1875 en kwam meer dood dan levend aan in Mongolië. Zijn stalen wilskracht hield hem een tijdje recht, zodat hij in Lao-hu-kou mocht gaan helpen in het apostolaat. Na zes maanden moest hij zijn heldhaftige strijd tegen de ziekte opgeven en ondernam nog een zesdaagse reis door een wilde bergstreek om te Hsi-wan-tzû te sterven.

10 mei 1974.

J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M.: brieven van P. Rutjes. — P.K. De Jaegher, Catalogus Confr. no 24. — Palmares Kl. Sem. Hoogstraten van 1862 tot 1868. — P.M. Storme: *Abbé Armand Helsen en zijn plan tot oprichting van een Belgisch Seminarie voor de Buitelandse Missiën* (1833-1836) p. 1461, nota 18. — (Vranckx) *Voyages de Bruxelles en Mongolie* II, p. 261-262 en 277-278. — J. Van Hecken, *Documentatie betreffende de Missiegeschiedenis van Oost-Mongolië*, Deel III, p. 246.

PIERRE (Jean-Camille-Julien), Ingénieur civil des Mines A.I.Br., Directeur du matériel du B.C.K. (St-Josse-ten-Noode, 19.3.1907 - Lubumbashi, 19.3.1971). Fils de Georges et de Van Overloop, Marie.

La vocation coloniale de Pierre est probablement due à l'exemple de son père. Celui-ci est parti au Bas-Congo durant la dernière décennie du siècle précédent et est décédé à 32 ans des suites de maladies tropicales.

Pierre est ingénieur à 22 ans. Il fait son service militaire. Il participe ensuite à la construction du tunnel pour véhicules sous l'Escaut. Fin 1934 il s'engage à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et fait toute sa carrière coloniale au sein de cette société avec une interruption pendant la guerre 1940-45.

Lieutenant de réserve, Pierre est mobilisé en 1942 et fait partie d'un régiment stationné à

Elisabethville. Il se porte volontaire pour le service actif et obtient de rejoindre les Forces belges au Moyen-Orient. Il devient capitaine et rentre en novembre 1944 à Elisabethville. Il est versé à la réserve avec le grade de capitaine-commandant.

Pierre était profondément humain et droit. Il voulait comprendre son entourage et aider ceux qui devaient l'être. Il était une figure estimée dans une ville où rien ne lui était étranger. Il y était membre de divers cercles locaux, notamment du Rotary. Il assuma la présidence du Cercle sportif du B.C.K. et de l'Association des anciens de l'U.L.B.

Il prit sa retraite en 1963, mais resta dans le pays et la ville qu'il aimait profondément.

Il décéda le jour de son 64^e anniversaire et repose à la pelouse d'honneur du cimetière de Lubumbashi.

Au B.C.K. Pierre commença sa carrière comme ingénieur et gravit les échelons de la hiérarchie en devenant chef de Département en 1942, ingénieur en chef en 1953 et directeur du matériel en 1957.

Distinctions honorifiques: Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Titulaire de la Médaille commémorative de la guerre 1940-45 avec étoile en or. — Chevalier de l'Ordre de la Couronne. — Titulaire de la Médaille de l'effort de guerre colonial 1940-45. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Titulaire de la Croix d'Officier de l'Ordre de la Couronne à titre militaire.

18 septembre 1975.

N. Lozet.

Avocat près la Cour d'Appel de Lubumbashi.

[G.R.]

PIRON (Pierre), Président de la Cour d'Appel de Léopoldville, Professeur, Membre de l'Académie (Bernissart, 24.2.1911 - Bruxelles, 7.5.1973). Fils de Adhemar et de Hugé, Angele; époux de Anciaux, Alice.

Pierre Piron obtint le titre de docteur en droit à l'Université catholique de Louvain en 1934. Après avoir accompli ses obligations militaires, il s'inscrit au tableau des stagiaires du barreau de Mons et posa sa candidature aux services publics de la Colonie. En juin 1938 il s'embarque et est affecté au service territorial en territoire de Madimba. Lorsque la Belgique est entraînée dans la guerre, Pierre Piron demande à rejoindre son régiment des carabiniers, où il est officier de réserve; mobilisé à la Force Publique, il est bientôt, à la demande du Gouverneur de la province

de Léopoldville, remis à la disposition des autorités territoriales; en 1942 le Gouverneur général l'affecte en qualité de conseiller juridique au service des affaires indigènes et de la main-d'œuvre. A la fin de la guerre, Pierre Piron postule et obtient (par arrêté du Régent en date du 29 mars 1946) sa nomination au titre de substitut. Le Gouverneur général le retient cependant « dans l'intérêt du service » dans ses fonctions administratives et ce n'est que le 8 janvier 1947 qu'il peut prêter le serment du magistrat.

Rentré en congé en 1947, il s'y trouve retenu par l'administration métropolitaine qui le charge de la préparation des décrets assurant la mise en concordance de la législation coloniale avec les mesures prises durant la guerre par les autorités d'Afrique.

A son retour en Afrique, le Gouverneur général lui demande de parachever cette œuvre, dans les fonctions de chef de service au Secrétariat général de la Colonie. C'est à cette époque qu'il assume le secrétariat de la Commission pour la protection des indigènes et le secrétariat du Conseil de Gouvernement.

Ce n'est qu'en 1951 que Pierre Piron peut reprendre ses activités dans la magistrature, étant nommé juge assumant bientôt les fonctions de président du tribunal de première instance de Léopoldville.

L'université Lovanium, ayant été autorisée d'ouvrir une faculté de droit, invite Pierre Piron à y faire un cours de droit privé congolais.

En 1956 il est promu conseiller suppléant, et bientôt conseiller en titre, à la Cour d'Appel de Léopoldville.

Nommé chef de cabinet du Gouverneur général le 2 septembre 1959, il suspend une nouvelle fois ses fonctions de magistrat, et termine sa carrière coloniale à la date d'accession du Congo à l'indépendance.

Le Président de la République l'invite cependant à assumer la présidence de la Cour d'Appel de Léopoldville et l'université Lovanium le nomme professeur extraordinaire.

En 1962, Pierre Piron rentre « définitivement » en Europe. Il est nommé professeur extraordinaire à l'Université catholique de Louvain et bientôt conseiller à la Bibliothèque du Centre interuniversitaire de Droit comparé; en 1963, il devient membre du comité de rédaction de la Revue de droit international et de droit comparé et en 1964 il est élu membre de l'Institut Royal des Relations internationales, en 1965 il devient membre de la « Royale

Entraide coloniale », en 1968 il est élu vice-président de l'Union des magistrats du Congo et en 1970 président de la Commission sociale de l'Union royale belge pour le Congo et les pays d'Outre-Mer; cette même année il devient membre du Centre de documentation économique et sociale africaine (CEDESA).

Demeuré fidèle à sa vocation africaine, Pierre Piron, établi en Belgique, garde le contact avec le Congo; de 1963 à 1967 il revient régulièrement faire ses cours en qualité de professeur visiteur à l'Université Lovanium; à l'occasion de ces visites, le Gouvernement de la République lui confie plusieurs missions; en 1968 il fait deux séjours à Kinshasa pour préparer la mise à jour des Codes et en 1969 il est nommé membre de la commission d'élaboration des nouveaux codes congolais.

Dès le 6 octobre 1947, Pierre Piron était correspondant de l'Académie, le 3 mars 1962 il fut nommé associé.

Pierre Piron était: Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de la Couronne. — Chevalier de l'Etoile noire du Bénin. Il était porteur de l'Etoile de service en or avec barettes. — de la Médaille de volontaire de guerre 1940-1945. — de la Médaille commémorative de la guerre 1940-1945. — de la Médaille de l'effort de guerre 1940-1945.

Publications: La grande œuvre de Pierre Piron fut la publication des codes: l'édition 1943-1948 en collaboration avec L. Strouvens; l'édition 1954 en collaboration avec J. Devos. — l'édition 1959-1960 en collaboration avec J. Devos, E. Neven et A. Staes; l'édition de la législation de la République démocratique du Congo en collaboration avec L. De Wilde et Ph. Piron, en 1970.

Pour les références bibliographiques de ces ouvrages, ainsi que pour la liste des autres œuvres de Pierre Piron, nous renvoyons à la bibliographie publiée p. 84 à 86 au *Bulletin des séances*, I, annuaire 1970, de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer.

Octobre 1975.
A. Rubbens.

POSSOZ (Emile), Magistraat (Halle, 8.5.1895 - St.-Lambrechts-Woluwe, 12.6.1969).

Emile Possoz was over de veertig toen hij voor het eerst naar Kongo vertrok in 1926 om dienst te nemen in de magistratuur. Een late roeping voorwaar, maar diepzinnige roeping ongetwijfeld. Weinigen onder de Belgen die in Afrika verbleven hebben zo grondig de negermentaliteit onderzocht en begrepen.

Tot Doctor in de rechten (1911) en kandiaat-notaris (1912) gepromoveerd in de Leuvense Alma Mater, liet hij zich inschrijven op de Brusselse balie, in 1916 werd hij tot plaatsvervangende vrederechter benoemd voor het

Kanton Molenbeek, in 1920 tot voorzitter van het Kantonaal Comité voor werkloosheid, in 1921 tot toegevoegd assessor bij de werkrechtersraad te Halle.

In Afrika brachten zijn ambtsbezigheden bij het parket hem weldra in nauw contact met het gewoontelijk milieu van de Afrikaanse mens. Jurist door zijn academische vorming ontstopte hij zich weldra tot een beslagen etnoloog. Zijn benadering van de rechtssfeer van de bantoe met het begrip paternalisatie is in de vakkundige literatuur opgenomen.

In 1945 kwam hij definitief naar België terug.

Hij was drager van de gouden dienstster van Kongo, ridder van de Koninklijke Orde van de Leeuw, ridder van de Kroonorde en ridder van de Leopoldsorde.

Zijn voornaamste publicatie was „Eléments de droit coutumier negre” (Elisabethstad 1942) benevles artikelen in Aequatoria (Coquilhatstad), African Studies (Johannesburg), Centre Afrique (Bukavu), L'Essor du Congo (Elisabethstad), Lovania (Elisabethstad), Band (Leopoldstad) en Kongo-Overzee (Gent).

Oktober 1975.
A. Rubbens.

POSTELMANS (Joseph), Missionnaire, martyr de Kongolo (Liège, 15.4.1905 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de Léopold et de Marckx, Eugénie.

Il fit ses études humanitaires à Cellule (Fr.) et entra en 1924 au noviciat des Pères du St-Esprit. L'année de noviciat terminé, il prononça ses premiers vœux religieux à Grignon le 8 septembre 1925. De 1925 à 1927, il résida à Louvain pour suivre des cours de philosophie et faire sa première année de théologie. Il alla continuer sa théologie à Chevilly (Fr.), où il fut ordonné prêtre le 2.10.1932. Parti pour le Congo en novembre 1933, il fut désigné pour la mission de Kindu. En 1936, il devint économie à Kongolo et y avait aussi la supervision des écoles. En 1945, il fut transféré à la mission d'Ankoro. Après un an de congé en Belgique (1947-1948), il passa quelque temps à Petshi, puis, comme supérieur de la mission, à Kabongo. En 1955, il devint économie à Ankoro. La mission fut évacuée en 1960, à cause des troubles dans la région, et les Pères se retirèrent vers Kongolo. Ils y partagèrent le sort de leurs confrères de la mission et du séminaire, dans le massacre du 1^{er} janvier 1962.

Bibliographie: Lettre dans: Messager du St-Esprit, Gentines, 1936, p. 129-131.

Lit. : Archives des Pères du St-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 37-38. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements à Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Africa Christo, Nijlen, mars 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentines, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Louvain, 1962, p. 140-144. — Kerk en Missie, 1948, p. 67; 1949, p. 28. — A. Corman, Annuaire des Miss. Cath. au C.B., Bruxelles, 1935, p. 282. — Van Wing-Goemé, Annuaire des M.C. au C.B. et au R.U., Bruxelles, 1949, p. 531. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961. — R. Streit - J. Dindinger, Bibliotheca Missionum, vol. XIX, p. 324. — Agence D.I.A., 18, 24 et 25.1.1962.

16 décembre 1975.
M. Storme.

POTIE (Maurice), Capitaine au long cours
(?, 9.10.1891 - en mer, 5.2.1942).

Lorsque Maurice Potié s'engagea à la Compagnie belge maritime du Congo, en juin 1915, il comptait déjà dix ans de navigation sur des navires appartenant à divers armements. Entré comme cinquième officier, il était promu 2^e officier en juin 1918, après avoir passé les examens de capitaine.

En pleine guerre, la navigation était périlleuse et les sous-marins allemands faisaient des ravages parmi les navires des nations alliées. Potié servait à bord du s/s *Albertville*, un paquebot mixte de la ligne du Congo, très populaire dans les milieux coloniaux d'avant la première guerre mondiale. Après trois années de pérégrinations maritimes dans des conditions éprouvantes, il prit un congé bien mérité.

En août 1919, on le retrouvait à bord du s/s *Anversville* et il fut promu premier officier en avril 1920. Le 16 décembre 1921, il passait à bord du s/s *Elisabethville* et, le 31 mars 1922, il fut promu capitaine.

Désormais, Potié aura toujours le commandement d'un navire. Il servit d'abord sur le s/s *Mayumbe*, puis sur divers cargos et ville-boats de la ligne du Congo.

Il navigua ainsi jusqu'au 15 avril 1936, date à laquelle il fut promu commandant et, le 10 février 1940, alors que l'état de guerre existait déjà entre la France et l'Angleterre, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, il passait à bord du s/s *Thysville*. Ainsi, il put participer à l'effort de guerre des alliés. Mais le 10 octobre 1940, à Lisbonne, trois jours avant le départ de son navire, il dut renoncer à partir, par suite de maladie.

Le brave commandant Potié resta plus d'une année à terre avant de reprendre le commandement du s/s *Gandia*. Depuis le début des

hostilités, ce vapeur à deux hélices avait accompli de nombreuses traversées entre l'Angleterre et les Etats-Unis, sans avoir subi la moindre attaque. Ce grand navire, bien qu'assez âgé, tenait toujours bien la mer.

Le 11 janvier 1942, sous les ordres de Maurice Potié, le s/s *Gandia* quittait Liverpool à destination des Etats-Unis. L'équipage comportait soixante-dix-neuf hommes, canonniers compris. Le chargement était peu important, si bien que dans la mer houleuse, la coque fatiguait très fort.

Le 15 janvier, alors qu'on avait mis le cap sur Saint-Jean-Terre-Neuve, il n'était plus possible de suivre l'allure du convoi dans la tempête; pour éviter des déchirures dans les œuvres vives du bateau, le commandant Potié dut ralentir la vitesse du s/s *Gandia*. Le vaillant navire poursuivait sa route seul, sans la garde des navires de guerre chargés d'assurer la protection des précieux bateaux de commerce.

Le s/s *Gandia* était devenu une proie facile pour les sous-marins ennemis. Le 22 janvier 1942 à 17 h, à l'improviste, une torpille éclatait contre son flanc tribord.

Le navire allait à une perte certaine et pinquait de l'arrière. Calmement, dans la nuit tombante, le commandant Potié ordonna la manœuvre de sauvetage et les quatre canots furent mis à la mer. Par suite de la violence du vent et des vagues, deux embarcations de sauvetage se brisèrent contre le navire et leurs occupants furent précipités à la mer.

Les deux autres canots restèrent sur place toute la nuit pour recueillir les survivants. Au lever du jour, après s'être assuré qu'il ne restait plus personne qui put être sauvé, on fit le compte des victimes. Trente marins avaient déjà disparu au cours de ce naufrage.

Les rescapés tentèrent de faire naviguer les deux canots de conserve, mais la tempête les sépara rapidement.

Le premier canot était commandé par le premier officier Hubert. Il revint sur les lieux du naufrage pour recueillir les vivres et un tonneau d'eau douce qui flottaient encore. Le 17 février, soit après vingt-cinq jours, les quatre survivants, sur vingt-huit hommes, furent recueillis par le chalutier portugais *João Corte Real*.

Dans le second canot, à la suite du séjour dans l'eau glacée, le commandant Potié se trouvait dans un tel état de faiblesse qu'il dut céder la direction à un officier de 29 ans, François Lardinoy.

Le canot n° 2 fut emporté par le gulf stream dans une tempête épouvantable. Dès le troisième jour, la soif se faisait cruellement sentir et un vent glacial gelait les membres des malheureux naufragés.

Le réconfort venait de la pluie, lorsqu'elle tombait, car elle permettait aux hommes de se désaltérer, dans une certaine mesure.

Lorsqu'il cessa de pleuvoir, le supplice de la soif devint plus lancinant et, chaque jour, les survivants devaient immerger les corps de leurs compagnons décédés. Dans leur délire, les rescapés croyant apercevoir une fumée à l'horizon, suppliaient Lardinoy de tirer une fusée pour attirer l'attention sur leur canot isolé au milieu des flots.

Heureusement, Lardinoy conservait toute sa lucidité et refusait de lancer ses dernières fusées. Le cinq février après-midi, quatorze jours après le naufrage, une vraie fumée grandissait à l'horizon. Lardinoy tira les quelques fusées précieusement conservées.

Le porte-torpilleur américain *Bernadou* arriva pour sauver les rescapés. Hélas, Potié n'était plus parmi eux; il était mort quelques heures auparavant. Il ne restait plus que neuf survivants sur les vingt et un occupants du canot n° 2.

Dès 1942, un navire belge porta le nom du capitaine Potié pour perpétuer sa mémoire.

11 novembre 1974.

A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie. — Fiche des Etats des services de la Compagnie Maritime Belge. — Compagnie Maritime Belge (Lloyd Royal), Anvers, 1895-1945, publié à l'occasion du cinquantenaire de la société. — Les équipages ont fait leur devoir, *l'Essor congolais*, n° du 12 mai 1947.

PRETER (DE) (Florent), Missionaris van Scheut in China, geoloog en mystieker (Deurne, 11.11.1875 - Scheut, 4.12.1957). Zoon van Florent en Reypens, Coleta.

F. De Preter volgde humaniorastudies aan het O.-L.-Vrouw College te Antwerpen, studeerde wijsbegeerte aan de Theologische Faculteit S.J. te Namen. Ingetreden te Scheut op 7.9.1894, sprak hij de eerste geloften uit op 8.9.1895. Voltooide zijn theologische studies te Leuven en werd priester gewijd op 9.7.1899. Hij werd toen prefect benoemd aan het Theologicum C.I.C.M. te Leuven en volgde de lessen van ingenieur-brasseur aan de Universiteit aldaar. Hij vertrok naar China op 18.8.1901,

leerde Chinees in Mongolië, waar hij vlugge en bewonderenswaardige vorderingen maakte in deze moeilijke taal. In november 1902 werd hij missionaris te Ch'ao-yang, doch reeds in 1903, benoemde de bisschop hem tot bestuurder van het Klein-Seminarie van het apostolisch vicariaat Oost-Mongolië. Gedurende vijf jaar bestuurde De Preter het seminarie en bracht er de studie op een zeer hoog peil. Hijzelf bestudeerde de wetenschappen op uitzonderlijke wijze en werd door de Chinese Regering gedecoreerd omwille van zijn bijdrage tot de kennis der aardkunde van China. In 1910 nam hij, als provinciaal, deel aan een vergadering van de bisschoppen van Mongolië te Hsi-wan-tzü en werd aangesteld om de verslagen der vergadering naar Rome te brengen. Zo kwam hij ook naar België in de lente van 1911. Terug in Oost-Mongolië in 1912, werd hij opnieuw bestuurder van het seminarie, waar hij talrijke Chinese priesters op zeer degelijke wijze heeft gevormd. Na twintig jaar onderwijs mocht hij eindelijk deelnemen aan het actief missionarisleven, als pastoor-deken van Hata. Hij stichtte daar een hospitaal en vestigde een door zijn voorganger pas begonnen missiepost op stevige grondvesten. Verscheidene malen was hij een onderlegd medewerker van de naturkundige P. Licent s.j. en ondernam met deze een wetenschappelijke reis in Oost-Mongolië. Omwille van zijn gezondheid kwam hij naar België, waar zijn rijzige gestalte, zijn scherpe blik en zijn van klaar verstand blijkgevende gesprekken, diepe indruk maakten op de jongeren die hem konden benaderen. Hij legde zich nu verder toe op de studie van de mystieke godgeleerdheid en het kerkelijk recht, daartoe aangespoord door zijn ambt van geestelijke leider in menige kloostergemeente van het Brusselse. Door zijn benoeming tot overste van een rustoord C.I.C.M. te Yvoir en opzienmerker van de bouw van een dito studiehuis in Jambes, werd zijn studie in de mystiek een ogenblik onderbroken. Doch eens terug in Scheut, hervatte hij zijn geestelijke arbeid in de kloostergemeenten en hield zich bijzonder bezig met een karmelites van de Karmel van Brussel, die ongewone genaden en mystieke gunsten van God scheen te ontvangen. De Preter legde in die jaren zijn mystieke theologie vast in een boek: *Guide mystique*, dat hij toen publiceerde.

Publikaties: *Mission in China en Congo XIV*, 59-62; XV, 92-96, 112-115, 200-204; XVI, 33-40, 62-68; XVIII, 85-92; XXI, 1-7, 43-44; XXII, 99; XXIV, 83-85, 237. — *Missions en Chine et au Congo XIV*,

59-63; XV, 91-96, 112-114, 200-204; XVI, 33-40, 62-68; XVIII, 83-91; XXI, 1-8, 45; XXII, 99; XXIV, 83-85, 237; XXXII, 8-9. — *Annalen Miss. Scheut* (Sparrendaal) VI, 128; XXIV, 198-203; XXXIX, 196-199. — *Annales Prop. Foi* LXXV (Lyon 1903) 395-396. — *Les Miss. Cathol.* XXXIV (Lyon 1902) p. 280; XXXV (1903) p. 243; XXXVI (1904), p. 472, 483-484, 509; LVI (1924) p. 29-30. — *Le Miss. Catt.* XXXI (Milano 1902) p. 303; XXXII (1903) p. 266. — *Kath. Missionen* XXXIV (Freiburg 1905-1906) p. 255-256, 275, 277. — *Cath. Missions and Annals* I (N.Y. 1924) p. 180-182. — Contribution au service géologique du Ministère de l'agriculture in *Bull. Catb. Pekin*, Ve jaargang (Pekin) 1918, p. 27. — Nota's in L. Meeusen: *E.P. Abbeloos, Schoten* 1937. — *Chronica Congr.* n° 6, p. 11: Recensie van het boek van A. Eymieu: La Part des Croyants dans les Progrès de la Science; ib. n° 7, p. 7, recensie v.h.b.n. P. Mainage, Le Bouddhisme, Bloud et Cay, Paris; ib. n° 8, p. 6: recensie van Cahiers d'Histoire door Lallemand-Dony; ib. in n° 11, p. 11: recensie van b.v. P. de Grandmaison s.j. Jésus-Christ, sa Personne, son Message, ses Preuves; ib. n° 5, p. 23: recensie v. L'Année Missionnaire. — F. De Preter, *De Catechizandis Pueris*, T'ou-sè-wè (Shang-hai) 1920, 11 p. — Id. *Vita Nostra*, T'ou-sè-wè (Shang-hai) 1920, 20 p. — Id. *Le petit brasseur* (twee uitg.). — Id. *Le Gouvernement des communautés religieuses*, édition abrégée de la 8^e édit. du P. Valuy s.j. Antwerpen, Veritas 1930, 94 p. — Id. *Guide Mystique*. Chez l'auteur, 8^e, 175 p. — Id. Note sur le climat de Notre-Dame des Pins (1900-1910) dans *Calendrier-Annuaire* pour 1912 (Shang-hai 1912) p. 141-163. — Id. Déterminations astronomiques de positions géographiques dans le Jéhol, in *Bulletin de la Société Belge de Géographie* (Brux. 1939) Fasc. III. — Id. Le Sextant de Marine dans ib. 1941, fasc. 1-2, p. 63-79. — Id. Geografische Kaart van Oost-Mongolië (1905).

12 mei 1974.

J. Van Hecken.

[M.S.]

Arch. C.I.C.M. en brieven, in persoonlijk bezit. — *El. Sod.* 1894-1895, 1895-1896 enz. tot 1957. — *El. Def.* 1960 en 1966. — *Nouvelles de la Congreg.* n. 21, 36, 53. — *Chronica Congr.* n. 1, 5, 6, 7, 8, 11, 42, 93, 99, 114, 131, 137. — J. V. Hecken, *Documentatie b. Oost-Mongolië*: Deel VI, p. 414; Deel VII, p. 499; Deel IX, p. 468-469. — Streit, *Bib. mis.* XIII, p. 456-457. — Licent, *Explorations...* I, 539, 574, 1 211, 1 218, 1 220, 1 228, 1 232, 1 233, 1 235, 1 237, 1 240, 1 243, 1 249; II, 90, 109, 111, 121. — Mis. v. S. 1958, 25.

PULIERI (Carlo), Médecin (Rome, 9.10.1875 - R.I.). Fils de Enrico et de Guendalina, Mola.

Docteur en médecine de l'Université de Rome, le 15.12.1901. Il s'établit d'abord à Rome où il pratiqua pendant trois ans. Pendant cette période il fut attaché à la Croix Rouge italienne et s'occupa principalement d'études sur le paludisme. Il fit un premier séjour au Congo du 29.8.1906 au 27.7.1909 comme médecin de 2^e classe. Après son retour en Europe il s'inscrivit à l'Ecole de Médecine tropicale de Bruxelles où il y obtint son diplôme le 30.12.1909. Il refit un deuxième terme au Congo comme médecin de 1^e classe (du 2.3.1910 au 29.2.1912). Dans la suite il accomplit encore 4 termes au Congo. Il y occupera

successivement les fonctions de médecin chef de service, médecin de District, médecin principal de 1^e classe. Il terminera sa carrière comme directeur de l'Hôpital des Blancs à Léopoldville le 28.3.1928. Cette longue carrière sera interrompue pendant les années de guerre (1915 à 1918) pendant lesquelles il servira sur le front italien comme officier médecin.

Le Dr Pulieri était Officier de l'Ordre de la Couronne et de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Il était titulaire de l'Etoile de service en or à 2 raies et de la Médaille commémorative du Congo. — En récompense de son patriotisme au cours de la première guerre mondiale son pays lui décernera la Croce al Merito da Guerra (1915-1918), la Médaille commémorative italienne (1915-1918) et lui conférera le titre de Chevalier de l'Ordre al Merito della Repubblica Italiana.

4 avril 1974.

Dr A. Fain.

Rev. Congol. Illust. (Vétér. Col.), février 1956, p. 6. — Arch. Min. Col. Fonds S.P.A., n° 404.

PUTNAM (Patrick-Tracy-Lowell), Anthropologue, Naturaliste (New York, 15.9.1904 - Mambasa, 13.12.1953).

Au fil des années trente, Patrick Tracy Lowell Putnam était au Congo ce que l'on appelle « une figure ». Beaucoup de coloniaux ou de voyageurs connaissaient sa haute silhouette élégante, son œil clair, sa barbe châtaigne, son allure un peu « hippie » avant la lettre. On lui associait automatiquement quatre notions: son Camp, les Bambuti, les okapis, l'Epulu...

Américain, il était né à New York le 15 septembre 1904. Il fit de bonnes études d'anthropologie à la Gunnery School, Washington, Connecticut, puis visita les Indes orientales en 1926 et 1927. L'année suivante, il prend part à une expédition africaine de l'Université de Harvard. Son passage au Congo, et surtout dans la forêt ombrophile de la cuvette, lui fit éprouver le coup de foudre. Il résolut de s'y fixer. Son projet prit corps dès 1930. Il se traduisit par l'ouverture au point d'intersection de la rivière Epulu et de la route Irumu-Stanleyville, exactement entre Mambasa et Bafwase, d'un hôtel à pavillons, coquet et confortable, désormais connu partout sous le nom de Camp Putnam.

Avec sa jeune femme Mary, accueillante et élégante comme lui, il avait l'hospitalité seigneuriale. Le soir, dans un vaste bungalow

inscrit avec goût dans le cadre forestier environnant, devant un bûcher central où se consumaient en rose des vents quatre énormes troncs de bois précieux, il tenait son auditoire en haleine par son extraordinaire connaissance de l'écosystème envoûtant dans lequel il avait choisi de vivre.

Anthropologue de formation, il était aussi naturaliste par vocation. Son centre d'intérêt premier fut certes les Pygmées Bambuti du voisinage, avec lesquels il entra rapidement en relations d'amitié. Un symbiose s'établit progressivement avec, comme toujours, des postes d'actif et de passif au bilan. Médicalement, Patrick Putnam — qui avait suivi des cours de Croix Rouge à Bruxelles en 1929 pour se préparer à son isolement en forêt — leur rendit de grands services. Economiquement, il leur apporta des surcroûts de confort en organisant, notamment, des contacts entre eux et les touristes, sources normales de distributions de cadeaux en nature et en monnaie. Le revers de la médaille, on la devine: l'abandon de quelques précieuses traditions, le comportement dévié à l'usage du tourisme, la recherche croissante du profit et le mésusage éventuel de ce dernier: alcool, etc. Le soussigné a, à cet égard, quelques souvenirs précis, datant de début 1937, notamment de ses contacts avec Mangele, le conducteur de la horde.

La faune sylvicole locale, si mal connue surtout à cette époque, constitua aussi, on le conçoit, un puissant centre d'intérêt pour notre anthropologue-hôtelier. Ses amis négrilles lui furent d'un immense secours dans ses observations, ses études, ses récoltes. A son camp, il adjoint bientôt un embryon de jardin zoologique, attraction supplémentaire pour les visiteurs. Parmi ses pensionnaires, très tôt, l'animal fascinant pour tous: l'okapi.

Patrick Putnam joua un rôle dans certaines phases du coup d'éclat réussi en 1937 par son compatriote et ami James P. Chapin, lorsque ce dernier découvrit à Angumu, en forêt, au sud de Stanleyville, le fameux paon congolais, *Afropavo congensis* Chapin. Le même ornithologue fut mêlé de près au chagrin de son ami lorsque mourut sa femme Mary, puis à son second mariage, avec une Américaine dynamique et pleine de personnalité qui devint bientôt dans la région aussi célèbre que son mari.

Miné par une pénible maladie, Patrick Putnam, victime peut-être comme Mary des conditions rudes de sa vie en forêt, allait, d'ail-

leurs, bientôt mourir, à quarante-neuf ans, en décembre 1953, dans un hôpital de Mambasa. Sa veuve maintint ouvert et accueillant le « camp Putnam » jusqu'à l'accession du Congo à l'indépendance. Depuis lors, le camp de l'Epulu fut maintenu en station officielle de faune, principalement vouée à l'étude et à la capture des okapis. Le nom de Putnam n'y est certainement pas encore oublié.

Janvier 1976.
Jean-Paul Harroy.

PYNAERT (Léon-Auguste-Edouard-Joseph), Agronomie, horticulteur, directeur honoraire du Jardin colonial de Laeken, associé de l'Académie (Gand, 31.10.1876 - Ixelles, 4.9.1968). Fils de Edouard-Christophe et de Van Geert Eulalie, Jeanne.

Léon Pynaert naquit à Gand, où son père exploitait un établissement horticole. Attiré lui-même par l'horticulture, il commença par faire, en 1895, un stage à l'école d'horticulture de Potsdam, qu'il continua aux Jardins botaniques royaux de Kew jusqu'en mars 1897, pour finir chez un architecte paysagiste à Paris. D'août 1897 à février 1899, il fut attaché à l'établissement de son père. Entre-temps, il put satisfaire aux examens de l'Ecole d'horticulture et d'agriculture de l'état à Gand et il put suivre les cours de l'Ecole de Gembloux pour s'initier aux cultures coloniales qu'il affectionnait spécialement.

Le 10 août 1899, il fut engagé par le Ministère des Colonies, Direction générale de l'Agriculture en qualité de directeur du nouveau Jardin botanique à installer à Eala (Equateur), dans le site que venait d'y choisir L. Gentil. En vue de se documenter auparavant sur le fonctionnement des installations botaniques et horticoles tropicales et d'obtenir des plantes pour le nouveau Jardin à installer, il partit de Marseille, le 13 décembre 1899, pour les Indes britanniques et néerlandaises. Au Jardin botanique de Buitenzorg il étudia les principales maladies des plantes cultivées et il rentra de Java le 15 juin 1900.

La même année, le 16 septembre, il s'embarqua à Anvers à destination du Congo pour arriver à Coquilhatville en octobre 1900. Il se rendit ensuite à Eala pour y installer le jardin botanique, avec un jardin d'essai et une ferme annexe, conformément au décret du Roi Souverain de février 1900. Le jardin fut aménagé

en style paysager adapté au site, avec de belles avenues et de larges percées, tout en conservant, autant que possible, les paysages environnantes de la majestueuse rivière Ruki d'une part et de la forêt équatoriale marécageuse d'autre part. Les divers végétaux furent groupés par familles naturelles, mais le caractère utilitaire de l'établissement ne fut pas négligé pour autant. Diverses personnalités belges et étrangères, visitant plus tard le nouveau jardin, ne tarirent pas d'éloges au sujet de son aménagement grandiose et de ses riches collections.

Léon Pynaert rentra en congé en Europe le 25 septembre 1902 et accomplit par après encore deux termes comme directeur d'Eala pour rentrer définitivement en Belgique suivant contrat le 9 mars 1908. Pendant ses séjours à Eala, il avait pu récolter, dans la région, de nombreux herbiers, qui ont donné lieu à la description de plantes nouvelles pour la science dans diverses familles et dont certaines lui furent dédiées à très juste titre.

Peu de temps après son retour en Belgique, il fut engagé, le 16 avril 1909, en qualité de sous-chef de bureau à la Direction générale de l'Agriculture du Ministère des Colonies. Il y fut promu au grade de chef de bureau le 31 décembre 1920. Il y était surtout chargé de conseiller et de guider les jeunes agronomes, engagés pour le service au Congo par la Direction générale de l'Agriculture et de collaborer à la rédaction du *Bulletin agricole du Congo belge*. C'est dans ce Bulletin qu'il fit paraître de nombreux articles, souvent bien illustrés, sur des plantes agricoles et horticoles tropicales, dont la Direction générale de l'Agriculture assurait souvent la diffusion et la vulgarisation par tirage de brochures séparées.

Entre-temps la direction du Jardin colonial de Laeken étant devenue vacante par le décès de son directeur R. Kinds le 12 août 1934, Léon Pynaert fut appelé à lui succéder. Il conserva la direction de l'établissement jusqu'à sa mise à la retraite en 1941. On peut trouver dans son article « Les origines du Jardin colonial de Laeken et sa contribution au développement agricole du Congo », paru dans le *Bulletin agricole* en 1945, toutes indications utiles au sujet de l'origine, des collections et du rôle de cet établissement, qui a contribué très largement à l'essor agricole et économique du Congo. Par après, le Jardin colonial fut supprimé et ses riches collections furent

incorporées dans celles des serres du Jardin botanique de l'Etat à Meise.

En janvier 1930, Léon Pynaert devint membre associé de la Classe des Sciences naturelles et médicales de l'Institut Royal Colonial Belge, mais comme il ne participa plus aux activités de l'Institut après 1933, il n'y fut jamais titularisé.

Léon Pynaert, qui a bien mérité du Congo, possédait une nature enthousiaste surtout pour tout ce qui concernait l'agriculture et l'horticulture tropicales. Il aimait toujours à rendre service à tous ceux qui venaient le consulter et auxquels il communiquait volontiers son enthousiasme.

Distinctions honorifiques: Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Etoile de service à deux raies. — Médaille commémorative du Congo.

Publications: La flore des environs de Coquilhatville (*La Belgique horticole*, VIII, 1902, p. 292). — Les palmiers utiles (*Bull. Agr. Congo belge*, II, 3, 1911, p. 635). — Les colatiers du Congo (*Ibid.*, II, 4, 1911, p. 707). — Les oranges et citronniers (*Ibid.*, III, 3, 1912, p. 563). — La palmeraie du Jardin Botanique de Buitenzorg (*Ibid.*, III, 4, 1912, p. 981). — Description des principaux palmiers (*Ibid.*, IV, 3, 1913, p. 772; IV, 4, 1913, p. 876; V, 1, 1914, p. 173; V, 2, 1914, p. 372). — L'avocatier (*Ibid.*, V, 1, 1914, p. 123). — Note sur la ramie (*Ibid.*, V, 2, 1914, p. 322). — Le Mangouier (*Ibid.*, X, 1-4, 1919, p. 185). — Le jardin botanique de Calcutta (*Ibid.*, XI, 3-4, 1920, p. 207). — Le rotang (*Ibid.*, XI, 3-4, 1920, p. 401). — Les bananiers (*Ibid.*, XI, 3-4, 1920, p. 353; XII, 2, 1920, p. 239; XII, 3, 1921, p. 530; XII, 4, 1921, p. 673). — Une première vente de clous de girofle du Congo à Anvers. Historique du giroflier (*Ibid.*, XII, 3, 1921, p. 626). — Le jardin botanique de Rio de Janeiro (*Ibid.*, XIII, 1, 1922, p. 205). — Plantes aromatiques (*Ibid.*, XIV, 1, 1923, p. 156). — La ramie (*Ibid.*, XIV, 1, 1923, p. 189). — Amélioration du palmier à huile à la Côte d'Ivoire et au Dahomey (*Ibid.*, XIV, 1, 1923, p. 204). — Les plantes produisant de l'huile de Chenopodium (*Ibid.*, XIV, 2-3, 1923, p. 403). — La conservation des fruits (*Ibid.*, XIV, 2-3, 1923, p. 433). — Quebracho colorado (*Ibid.*, XIV, 2-3, 1923, p. 435). — Le commerce d'exploitation des fruits de l'Afrique australe britannique (*Ibid.*, XV, 1, 1924, p. 182). — Le copal et son exploitation au Congo belge (*Ibid.*, XV, 2, 1924, p. 334). — La récolte du copal (*Revue Congo*, II, 1924, p. 399). — L'utilité de créer des jardins aux colonies (*Bull. Agr. Congo Belge*, XV, 2, 1924, p. 360). — Eala au point de vue de l'art des jardins (*Ibid.*, XV, 3, 1924, p. 567). — La culture de l'Ananas en Floride. Étude traduite et adaptée aux conditions du Congo belge (*Ibid.*, XVI, 1, 1925, p. 208). — Le jardin botanique d'Eala (*Ibid.*, XXI, 3, 1930, p. 720). — Note relative à la dispersion de la culture du quinquina chez les indigènes de la colonie (*Bull. I.R.C.B.*, I, 3, 1930, p. 470). — Le sorgho (*Bull. Agr. Congo belge*, XXII, 3, 1931, p. 416; XXII, 4, 1931, p. 526; XXIII, 1, 1932, p. 92). — Arbres fruitiers remarquables à la mission de Kisantu. 1) Le pomelo à chair rouge; 2) la grande papaye du Mexique (*Ibid.*, XXIII, 2, 1932, p. 258). — Les sauterelles au Congo Belge. La lutte (*Bull. I.R.C.B.*, III, 2, 1932, p. 425). — The desert locust *Schistocerca gregaria* Forsk. in Egypt par E. Ballard, A.M. Mistikawi et M.S. El Soheiri Eff (*Ibid.*, IV, 2, 1933, p. 510). — La Mangrove congolaise (*Bull. Agr. Congo belge*, XXIV, 2, 1933, p. 185). — L'ambravade (*Ibid.*, XXIV, 4, 1933, p. 459). — Le commerce des graines du palmier *Kentia* (*Ibid.*, XXIV, 4, 1933, p. 489). — Les Aurantiées du genre *Citropsis*

(*Ibid.*, XXVI, 3, 1935, p. 305). — Les Aleurites producteurs d'huile de bois ou de tung (*Ibid.*, XXVII, 1, 1936, p. 70). — Le bourgeonnement adventif des *Hæmanthus* (*Ibid.*, XXVIII, 2, 1936, p. 255). — Florent Claeys, botaniste belge, explorateur (*Jardin d'agrément, Bull. Mens. documentation botanique et horticulture pratique*, juillet 1937, 51 pages, 1 figure). — Ongeslachte lijk voortplanting van de gewassen (*Bull. Agr. Congo belge*, XXX, 2, 1939, p. 227). Les origines du jardin colonial de Laeken et sa contribution au développement agricole du Congo (*Ibid.*, XXXVI, 1-4, 1945, p. 53). — La production agricole du Congo belge (*Revue Colo-*

niale, 1946, p. 12). — Une forme horticole nouvelle de *Sansevieria trifasciata* (*Bull. Agr. Congo belge*, XXXIX, 3, 1948, p. 581). — Collaboration à E. De Wildeman, A propos de médicaments anti-lépreux d'origine végétale (*A. R. Sc. Outre-Mer, Classe Sciences Nat. & Médic.*, Mem. in 8°, XVII, 4 et 5, 1948; XVIII, 1 et 2, 1949). — Cultures potagères et plantes condimentaires (*Encyclopédie du Congo Belge*, I, 1950, p. 633-668).

31 mai 1974.
W. Robyns.

Q

QUIX (Jean-Paul M.M.), Commissaire de District (Maaseik, 14.1.1900 - Schaerbeek, 6.3.1948). Fils du docteur Michel Quix et de N. Lembers; époux d'Antonie Hoebrechts.

C'est en 1927, le 29 janvier que J.-P. Quix, candidat en philosophie et lettres, commença sa carrière au service de l'administration du Congo, comme agent territorial de 1^{re} classe. Très rapidement, ses qualités exceptionnelles attirèrent l'attention non seulement de ses supérieurs mais aussi des populations qu'il avait la charge d'administrer; après deux ans d'activité il fut promu administrateur territorial.

Les territoires d'Aru, Mahagi et Watsa furent, au long des quinze années de sa présence, marqués par la forte personnalité de ce grand administrateur qui réussit à conjuguer, sans faille, l'autorité coloniale et la compréhension profonde des aspirations du peuple congolais. De nombreuses années après le départ de J.-P. Quix des territoires qu'il avait administrés, son souvenir demeurerait vivace à la mémoire de ceux, Européens et Congolais, qui l'avaient connu.

C'est à ces divers titres d'ailleurs et à sa parfaite connaissance du milieu africain, de l'organisation administrative et de l'économie congolaise qu'il fut chargé par le Gouverneur général P. Ryckmans d'accompagner Lord Hailey, auteur de *An African Survey*, lors du voyage circulaire au Congo que ce dernier effectua pendant la guerre 1940-45.

Apprécié par les plus hautes autorités du Gouvernement de Léopoldville, J.-P. Quix fut appelé, en 1943, à diriger la section de l'Information pour indigènes.

Grâce à un sens politique profond, mais aussi à son excellente formation générale et professionnelle, J.-P. Quix parvint à créer une revue pour indigènes évolués (*La Voix du*

Congolais) qui connut un succès inespéré; entreprise dangereuse, hardie, critiquée dans ses débuts pour être ensuite encouragée dans tous les milieux. Abordant franchement le problème de l'évolution du Congolais, J.-P. Quix gagna la confiance de ceux qui semblaient devoir être des meneurs; par des exposés nets et fréquents il fit admettre que des réformes devaient être étudiées et réalisées dans la confiance mutuelle.

La dernière appréciation élogieuse de son chef hiérarchique, en date du 20 août 1946, se termine par cette proposition qui devait, au demeurant, emporter le plein accord du Gouverneur général:

M. Quix qui a eu une longue et fructueuse carrière territoriale, a démontré sans équivoque possible, qu'il possède à un haut degré, les aptitudes requises pour exercer des fonctions supérieures.

Relevé de son grade et de ses fonctions de commissaire de District, pour inaptitude au service colonial, à la date du 4 juillet 1947, J.-P. Quix mourut quelques mois plus tard. Il avait été, pendant plus de vingt ans, non seulement un ami sincère et apprécié des Congolais, mais aussi, par son sens profond de la justice et de l'évolution humaine, un des promoteurs de l'émancipation africaine.

Peu de temps avant sa mort il avait été chargé du cours de Politique indigène à l'Université catholique de Louvain.

Jean-Paul Quix était titulaire de la Médaille civique de 1^{re} classe, attribuée le 24 décembre 1930, en récompense des services rendus à l'occasion des maladies contagieuses. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de Léopold et de la Couronne. — Etoile de service en or, et de la médaille de l'effort de guerre coloniale 40-45.

Dans la Revue *Congo* il a écrit: Au pays de Mahagi (T. I, n°s 3 et 4 et dans *Lovania*, Elisabethville, n° 9, 1946, 2^{me} trim., Aspect actuel de l'évolution des populations indigènes au Congo belge.

24 mai 1972.
J. Burlion.

[M.W.]

R

RAË (*Marcellin-Auguste-Mélanie*), Président de la Cour d'Appel de Léopoldville, Associé de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer (Louvain, 15.7.1902 - Anvers, 26.3.1969). Fils de Emile et de Van Doorne Elise; époux de Hulpiau, Adrienne.

Après avoir terminé ses études secondaires à Louvain, sa ville natale, c'est à l'Université libre de Bruxelles que Marcellin Raë acquit sa formation juridique. C'est à Bruxelles encore qu'il s'initia ensuite, en qualité de stagiaire chez maître Tienrien, à la pratique du barreau où s'annonçait pour lui un avenir brillant.

Mais une rencontre imprévue devait bouleverser sa carrière: celle d'un de ses anciens camarades d'études rentré en congé après trois années passées au service de la magistrature congolaise, M. Merckaert, qui devait plus tard y terminer sa carrière comme procureur général à Elisabethville. Il sut trouver des accents convaincants. A son tour, Marcellin Raë se laissa tenter et s'embarqua pour le Congo, dans l'engrenage de cette hiérarchie complexe qui devait successivement lui valoir les titres de conseiller juridique (1928), de juge au tribunal de première instance de Léopoldville (1933), de procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Lusambo (1946), de conseiller suppléant à la Cour d'Appel de Léopoldville (1947), de conseiller titulaire (1952) et enfin de président de cette Cour (1955). C'est pour raisons de santé qu'il dut interrompre prématurément sa carrière en 1959, peu avant l'entrée en vigueur de la réforme judiciaire qui l'aurait promu premier président de la Cour.

Mais entre ces étiquettes officielles qui jalonnaient toute carrière coloniale et la réalité des fonctions exercées, il y avait une marge difficilement imaginable pour un esprit cartésien ou peu au courant des réalités congolaises. C'est ainsi que, à défaut de magistrats de carrière, le conseiller juridique Raë se voyait commissionné pour exercer en cas de besoin les fonctions de juge. A défaut d'avocats indépendants et si l'importance de l'affaire ou

des principes mis en cause valait le déplacement d'un juge, il se voyait confier la défense des intérêts de l'Etat ou même le cas échéant, était invité à prendre en mains la défense d'un particulier devant les tribunaux. Etrange peut-être à première vue, ce système, qui répondait aux nécessités d'une organisation judiciaire forcément encore rudimentaire quoique indépendante, avait en tout cas les mérites d'initier les futurs magistrats à toutes les « ficelles » du métier, de quelque côté de la barre qu'elles puissent être tirées.

Muté de Boma à Léopoldville lors du déménagement de la capitale du Congo, il s'était attaché à cette ville dont il suivit fidèlement le développement jusqu'en 1960. Bien des fois pourtant les « nécessités du service » — cet euphémisme sous le couvert duquel l'administration pouvait impunément faire fi des principes de l'inamovibilité des magistrats — l'amenaient à exercer ailleurs des fonctions diverses. C'est ainsi qu'il dut tour à tour remplacer pendant des congés et des maladies le président du Tribunal puis le procureur du Roi de Stanleyville (1941-42), le président du Tribunal de Coquilhatville (1943), le président du Tribunal de Lusambo (Kasai) la même année. Période pénible, certes, mais fort enrichissante qui permit à Marcellin Raë d'étoffer à la fois sa science juridique et son expérience du pays et de ses habitants.

Le Gouvernement avait d'ailleurs, à diverses reprises, fait appel à lui pour présider des commissions d'enquêtes ou d'études. C'est ainsi qu'en 1944-45, sa connaissance du Kasai fut mise à contribution en vue de la liquidation des séquelles de la mutinerie militaire de Lu-luabourg: chargé de la présidence de la commission de constatation et d'évaluation des dommages causés par cette mutinerie, il mena à bien cette mission particulièrement délicate, réussissant à concilier dans les limites légales qui lui étaient assignées les revendications justifiées des victimes, les intérêts de l'Etat et l'apaisement d'une collectivité bouleversée par des troubles exceptionnels pour l'époque.

Quelques mois plus tard, il était appelé à présider à Léopoldville la commission chargée de l'étude de la législation sur la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Domaine nouveau au Congo, où la législation sociale était encore embryonnaire. La tâche était d'autant plus complexe que, d'une part, la dualité des couches de population imposait deux législations parallèles et que, d'autre part, sous la pression des professionnels venus de Belgique, le virus de la politique commençait à s'introduire au Congo. Refusant avec autorité de se laisser entraîner, Marcellin Raë savait, d'une expression ironique parfois, voire incisive, mais toujours courtoise, ramener la discussion sur le terrain juridique et humain à la fois qu'il s'était assigné.

Plusieurs autres législations congolaises nouvelles furent marquées de son empreinte. C'est ainsi qu'il présida en 1948 la commission chargée de l'étude du projet de décret sur le registre du commerce. Ce texte a largement contribué à assainir le commerce au Congo. Il a rendu et continue de rendre, car il est toujours en vigueur, d'importants services. Plus tard, Marcellin Raë devait encore notamment participer à la commission chargée d'élaborer le projet qui a abouti à la réforme judiciaire de 1959-60.

Mais entre-temps, sa carrière se poursuivait à la magistrature. Dès 1934, le juge Raë — c'est le titre que familièrement on continuait à lui donner — était appelé à siéger occasionnellement en cas d'absence d'un conseiller à la Cour d'Appel de Léopoldville; en 1946, il y entrait définitivement. Il la présidait de 1955 à 1959.

Cette Cour était la principale juridiction du pays. Il la porta à un haut niveau de science juridique que l'on se plut à reconnaître, même à l'étranger. Il suffit de se reporter aux revues juridiques de l'époque pour se rendre compte à quel point les arrêts qu'il a rédigés ou inspirés ont fait autorité.

Principalement consacrée à la magistrature, sa vie ne s'y limita pas: amateur d'art, il se tenait au courant de tout et ne craignait pas de publier des critiques artistiques dans la presse congolaise à l'occasion des expositions qui avaient retenu son attention. Grand voyageur, il avait notamment été l'un des rares Belges à visiter l'U.R.S.S. avant la guerre. Esprit brillant, doté d'une large culture, il savait manier le paradoxe avec une aisance exceptionnelle quand il le voulait, pour redevenir quand il le

fallait le magistrat sans faille au service de la vérité et de la justice.

Avant de quitter le Congo, il présida la mission de conciliation envoyée au Kasai par le Gouverneur général en vue de mettre fin à la sanglante « guerre tribale » qui opposait Lulua et Luba. Il parvint à un accord entre les chefs coutumiers qui, par la suite, ne fut pas entériné par l'administration. Depuis son retour en Belgique, il consacrait à des arbitrages une partie des loisirs que lui assurait sa retraite.

La pensée juridique de Marcellin Raë reste vivante à travers une œuvre scientifique abondante et de qualité, commencée en Afrique et poursuivie inlassablement en Europe jusqu'à sa mort en 1969. C'est ainsi que dans de nombreux articles, il traita de sujets aussi variés que l'impôt professionnel, les conflits collectifs du travail, les amendes transactionnelles, le rôle du ministère public, les libertés publiques en U.R.S.S., etc. Mais il s'était particulièrement attaché à quelques domaines spécialisés, tels le droit constitutionnel des pays indépendants d'Afrique, sur lequel il écrivit entre autres un mémoire publié par l'Académie, et surtout la responsabilité civile, à laquelle il consacra diverses études, notamment en matière de responsabilité des médecins et de leurs employeurs, et plusieurs traités, dont un relatif à la responsabilité des transporteurs et un autre aux engagements qui naissent sans convention.

Distinctions honorifiques: Commandeur de l'Ordre du Lion. — Commandeur de l'Ordre de Léopold II. — Officier de l'Ordre de l'Etoile africaine. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre de la Couronne. — Titulaire de l'Etoile de service en or avec deux raies, de la Médaille de l'Effort colonial, de la Médaille commémorative du Congo belge.

Principales publications: La responsabilité civile de l'automobiliste conducteur bénévole (*R.J.C.B.*, 1930, p. 195 et suiv.). — L'impôt professionnel (*R.J.C.B.*, 1932, p. 33 et suiv.). — Naar aanleiding van een reis naar Rusland (*Band*, Léopoldville, 7 juillet 1943). — Droits et devoirs des citoyens en U.R.S.S. d'après la constitution de 1958 (Léopoldville, 1944). — Propos sur l'art, la peinture et quelques peintres (*Revue U.L.B.*; *Band*; *Message*; *Belgian review*, de 1943 à 1945). — Les conflits du travail et les comités de conciliation et d'arbitrage (*Revue U.L.B.*, Léopoldville, 1944, p. 30 suiv.). — La responsabilité des médecins et des personnes qui emploient leurs services (*R.J.C.B.*, 1950, p. 41 et suiv.); et *Répertoire périodique de la législation coloniale belge*, 1950, p. 1 et suiv.). — La responsabilité de la colonie du chef des fautes commises par des médecins (*J.T.O.M.*, 1952, p. 45 et suiv.). — De la non-rétroactivité dans le décret du 25 juin 1949 sur le contrat d'emploi (*J.T.O.M.*, 1952, p. 141 et suiv.). — Les amendes dites transactionnelles et le pouvoir du ministère public (*R.J.C.B.*, 1953, p. 105 et suiv.). — Note sur la responsabilité délictuelle plurale sous l'angle de la solidarité (*R.J.C.B.*, 1954, p. 1 et suiv.). — De la communication des procédures répressives dans un but d'intérêt privé au Congo belge (*Bulletin A.R.S.C.*, 1955, p. 990 et suiv.). — De la responsabilité contractuelle des trans-

porteurs par terre et par eau (*Bull. A.R.S.C.*, 1955, p. 525 et suiv.). — Des engagements qui se forment sans convention (dans *Le droit civil du Congo belge*, coll. A. Sohier, tome III, p. 353 à 528, édit. Larcier, Brux., 1956). — Discours prononcé à l'audience solennelle de la Cour d'appel de Léopoldville le 21 septembre 1959, sur la situation politique du Congo (*R.J.C.B.*, 1959, Chronique, p. XV et suiv.). — Notes de jurisprudence 1906-1959 sur la responsabilité des transporteurs par terre et par eau au Congo belge (*J.T.O.M.*, 1959, p. 133 et suiv.). — La validité des clauses élisées de la responsabilité ou limitatives des dommages-intérêts dans les contrats de transport en cas de faute lourde ou de dol (*R.J.C.B.*, 1961, p. 43). — Notes d'histoire et de droit coutumier sur le litige Lulua-Baluba (*Bull. A.R.S.C.*, 1961, p. 356 et suiv.). — La responsabilité des transporteurs en République du Congo (1 vol., édit. de l'Institut de sociologie Solvay, Brux., 1962). — L'évolution du droit privé congolais (en coll. avec M. Verstraete †, dans le *Livre blanc de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer*, tome I, p. 211 et suiv., Brux., 1962). — Le ministère public en République du Congo (*Bull. ARSOM*, 1962, p. 396 et suiv., et *Revue judiciaire congolaise*, Léopoldville, 1963, no 2, p. 29 et suiv.). — La Constitution congolaise et la lex loci delicti commissi (*Bull. ARSOM*, 1964, p. 1 476 et suiv.). — Les perspectives de la démocratie en Afrique (1 vol., mémoire présenté à l'A.R.S.C., Brux., 1964). — Propos sur la constitution de la République démocratique du Congo du 1^{er} août 1964 (*Bull. ARSOM*, 1965, p. 1 023 et suiv.). — Des engagements qui se forment sans convention, 2^e édit. (1 vol., Société d'études jurid. du Katanga, Lubumbashi, 1967). — La responsabilité civile des administrateurs, fondateurs et actionnaires des sociétés anonymes (1 vol., édit. Bruylant, Brux., 1968).

1 mai 1973.
† P. Piron.

Références et Sources: Figures coloniales: Marcellin Raë, un conseiller de bon conseil (*Pourquoi Pas Congo*, Léopoldville, 15.8.52). — Nominations à la Colonie (*Le Soir*, 2.3.55). — Audience solennelle à la Cour d'Appel (*Le Courier d'Afrique*, Léopoldville, 3.5.55). — M. Raë, président de la Cour d'Appel de Léopoldville (*J.T.O.*, 1955, p. 110; *Revue Coloniale Belge*, no 227 du 13.3.55, p. 193). — Hommage d'adieu au Président de la Cour d'Appel de Léopoldville M. Raë (*R.J.C.B.*, 1959, XII; *Le Courier d'Afrique*, 21 et 22.9.59; *l'Essor du Congo*, 26.9.59; *Le Peuple*, 26.9.59). — La retraite de M. le Président Raë (*J.T.O.*, 1959, p. 181 à 183). — La tragédie du Kasai (*La Libre Belgique*, 22.1.1960). — P. Piron: Marcellin Raë (Ac. roy. Sc. d'Outre-Mer, *Bulletin des séances*, 1970, p. 89 à 96).

RAEMDONCK (VAN) (Robert-Gabriel), Magistrat (Uccle, 7.9.1903 - Léopoldville, 6.1.1961). Epoux de Colonna Czosnowska, Gabrielle.

Docteur en droit de l'Université catholique de Louvain, Robert van Raemdonck effectua son premier terme du 14 février 1934 au 25 mars 1937 au service territorial dans le district du Tanganika.

Au cours de son deuxième terme du 6 octobre 1937 au 11 août 1941, il fut nommé en février 1938 magistrat auxiliaire du parquet près le Tribunal de 1^{re} instance de la province d'Elisabethville, puis, à titre définitif, par arrêté royal du 26 août 1938, substitut du Pro-

cureur du Roi près le Tribunal de 1^{re} instance de la province de Coquilhatville.

Il effectua son troisième terme du 28 octobre 1941 au 14 septembre 1945. Au terme suivant, 22 avril 1946 au 10 juillet 1949, il fut nommé juge au Tribunal de 1^{re} instance de Léopoldville par arrêté du Prince Régent du 22 janvier 1948. Il poursuivit ses fonctions du 30 mars 1950 au 1 avril 1953.

A son sixième terme, 1 octobre 1953 au 2 avril 1956, il fut successivement nommé conseiller suppléant à la Cour d'Appel de Léopoldville par arrêté royal du 27 juillet 1955, et juge-président du Tribunal de 1^{re} instance de cette localité par arrêté royal du 8 mars 1956.

Sans interruption, il continua à présider le Tribunal du 3 octobre 1956 au 3 octobre 1958, puis du 1 mars 1959 au 6 janvier 1961, date de son décès inopiné.

Robert van Raemdonck vivait fort retiré dans sa demeure de la capitale, n'y recevant que quelques amis choisis. Lors des événements de juillet 1960, il fut des rares à ne jamais quitter son poste et en fin de mois tint la première audience de la ville après une longue interruption des activités judiciaires. Il y demeura sur la brèche jusqu'à sa mort survenue à la veille de sa fin statutaire de carrière et alors que se dessinait la relève de la nouvelle magistrature congolaise.

Distinctions honorifiques: Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre de la Couronne et de l'Ordre royal du Lion.

22 mai 1974.
Jean Sohier.

Agence Belga, 20.7.1960. — *Courrier d'Afrique*, 7-8.1.1961. — *La Libre Belgique*, 16.1.1961.

RENARD (Raphaël-Jean), Missionnaire, martyr de Kongolo (Stockay-St-Georges, 20.3.1913 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de Olivier et de Loumaye, Flore.

Il fit ses études humanitaires au collège des Pères du St-Esprit à Gentinnes (1925-1931) et entra au noviciat de la Congrégation à Orly-Paris, où il prononça ses premiers vœux religieux en 1932. Après deux années de philosophie à Bonsecours, il alla étudier la théologie au scolasticat de la Congrégation à Louvain. Il reçut la prêtrise à Louvain le 11 juillet 1937. En septembre 1938, il partit pour le vicariat apostolique du Katanga septentrional, et fut nommé directeur de l'école primaire à Kindu. Pendant la guerre de 1940-1944 il ac-

compagna comme aumônier militaire le corps expéditionnaire au Nigeria, en Abyssinie et au Moyen-Orient. Il devint ensuite supérieur de la mission de Manono-Géomines. Après un congé passé en Belgique (1950-51), il regagna Kindu pour y diriger la mission. Il était supérieur du petit séminaire de Kongolo depuis 1960, lorsque, le 1^{er} janvier 1962, il fut massacré par les soldats de l'armée nationale congolaise, avec 19 de ses confrères.

Lit.: Archives des Pères du St-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 39-40. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Africa Christo, Nijlen, mars 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Louvain, 1962, p. 140-144. — Kerk en Missie, 1938, p. 136; 1951, p. 32 et 35; 1952, p. 59. — Van Wing-Goemé, Annuaire des Miss. Cath. au C.B. et au R.U., Bruxelles, 1949, p. 529. — Ag. D.I.A., Léopoldville, 18, 24 et 25.1.1962. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

15 décembre 1975.

M. Storme.

RISCH (Adolphe), Chef du Service de l'Agriculture au Congo (Zizers, Suisse, 27.3.1881 - France, 27.3.1954). Fils de Gustave et de Haltiner, Emilie.

Adolphe Risch fut un pionnier de l'agriculture au Service de l'Etat Indépendant du Congo et du Congo belge.

Son premier séjour date de 1904.

En qualité de chef de Culture, il exerce ses activités à la Station agricole de Barumbu, de Ganda Sundi, au jardin botanique d'Eala.

Il termine sa carrière comme chef du Service de l'Agriculture à Léopoldville.

Adolphe Risch déceda en France en avril 1954.

Ses publications furent nombreuses et variées: Rapports du Jardin botanique d'Eala. — Etude sur l'Irvingia golonensis de Mayumbe. — Introduction de la culture de cacao à Bambu et à Lukolela.

26 novembre 1975.

M. Van den Abeele.

Distinctions honorifiques: Etoile de service le 21.10.1907. — 2e raie le 14.6.1911. — Médaille en or de l'Ordre royal du Lion, 18.11.1911. — Etoile de service en or le 21.7.1917. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion le 21.7.1917. — Officier de l'Ordre royal du Lion le 21.7.1925. — Ordre de la Couronne le 31.12.1921. — Etoile de service en or avec 3 raies, 8.4.1924. — 4e raie, le 25.12.1926. — Chevalier de l'Ordre de Léopold le 27.11.1928. — Médaille commémorative du Congo le 10.3.1947.

ROELANDTS (Louise-Marie-Vitalia), Zuster Stephanas, Zuster van Liefde van Jezus en

Maria, Gent (St.-Niklaas, 29.10.1887 - Lubumbashi, 3.12.1954). Dochter van Alfons en Arens, Stefanie.

Ze studeerde voor verpleegster en zette zich actief in voor de sociale werken in de streek. De toenmalige minister van arbeid, Heyman, nam haar als privé-secretaresse. Ze werd zelfs een van zijn raadgeefsters. Op 31-jarige leeftijd trad ze in het klooster der Zusters van Liefde te Gent en werd er op 28 maart 1921 geprofest. In 1926 deed de Union Minière beroep op de Zusters van Liefde voor de hospitaletten van de maatschappij in Katanga. Zuster Stephanas vertrok met een eerste groep op 16 december 1926. Ze verbleef aanvankelijk te Lubumbashi, maar in februari 1927 ging ze naar Jadotville voor een tweede stichting te Panda. Begin 1933 was ze voor anderhalve maand in België. In 1936 begon ze een nieuwe installatie te Kipushi. Na een tweede kort verblijf in België, in september 1946, werd ze overste te Panda-Jadotville. Van einde augustus tot 11 oktober 1952 was ze opnieuw in België. Terug in Kongo werd ze te Lubumbashi overste van de St.-Eligijs-communité. Bezielt met een ongemeen dynamisme, ontwikkelde ze overal een zeer grote bedrijvigheid. Onder haar leiding breidden de stichtingen zich uit met allerhande sociale werken voor inlandse vrouwen en meisjes. Haar laatste initiatief, te Lubumbashi, was een noviciaat voor inlandse zusters. Ondanks een ongeneeslijke ziekte bleef ze tot het laatste ogenblik op de bres. Ze overleed te Lubumbashi op 3 december 1954, na bijna 30 jaar verblijf in Kongo.

16 december 1975.

M. Storme.

Lit.: Archief Zusters van Liefde te Gent. — A. Corman, Annuaire des Miss. Cath. au C.B., 1935, p. 298. — Van Wing-Goemé, Annuaire des M.C., 1949, p. 448. — Bull. de l'Union des Femmes Coloniales, avril 1955, p. 2-3. — U.M.H.K., 1906-1956, p. 165. — Kerk en Missie, 1946, p. 130; 1947, p. 66.

ROGER (Emmanuel-Prosper), Ingénieur-Conseil de l'Union Minière du Haut Katanga, Associé de l'Académie (Béthune, France, 24.10.1885 - Boitsfort, 24.10.1953). Fils d'Alexandre et de Ransy, Eugénie.

Ses humanités terminées, Roger entre à l'Institut industriel du Nord de la France et est diplômé ingénieur civil chimiste en 1908. Le 6 décembre 1913, Roger, engagé par

l'U.M.H.K., arrive comme ingénieur aux Usines de Lubumbashi. Il prend la direction de ces Usines en 1923. En 1928 il est nommé directeur général adjoint de l'U.M.H.K. en Afrique. Il rentre en Europe en 1929 comme ingénieur-conseil de l'U.M.H.K. Dans le cadre de son travail il fait des séjours réguliers au Congo, chaque fois de quelques mois: en 1931, en 1934, en 1937, en 1946 et en 1952. En 1965 il prend sa retraite.

Roger épousa Fernande Ransy et a eu 5 enfants. Madame Roger, sous le nom de Roger-Ransy, était un écrivain et collaboratrice bénévole du journal d'Elisabethville *Essor du Congo*. Elle publia plusieurs romans ayant trait à la vie au Congo et encore à l'heure actuelle continue à publier ses œuvres. Elle a été une collaboratrice dévouée de son mari.

Roger présenta à l'Académie diverses communications. Il présenta aussi une communication, résumant l'historique de l'activité de l'U.M.H.K. et l'évolution des procédés d'exploitation industrielle, au Congrès du Cinquantenaire du Comité Spécial du Haut-Katanga, en août 1950.

Roger était titulaire de plusieurs distinctions honorifiques: Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre de Léopold II.

3 novembre 1975.
G. de Rosenbaum.

RUCQUOI (Léon-Guillaume), Ingénieur (Bruxelles, 21.1.1900 - Delray Beach, Floride, U.S.A., 6.3.1962). Fils de Frantz et de Machelinckx, Jeanne.

Durant toute son enfance Léon Rucquoi entendit souvent parler du Congo chez lui. A la fin du siècle dernier, son père, entrepreneur de travaux publics, avait été envoyé en Afrique par le roi Léopold II. Sa mission était de construire une nouvelle capitale pour l'Etat Indépendant. Elle ne put être menée à bien, l'emplacement désigné sur le fleuve Congo par un chargé de mission étranger, à une trentaine de km en amont de Kinshasa, étant apparu absolument impropre à la construction d'une ville importante. Entre autres raisons, la maladie du sommeil avait dévasté la population de la région et l'eau potable faisait tout-à-fait défaut! L'enquête consécutive au rapport rédigé par le père de Léon Rucquoi révéla que le chargé de mission étranger n'avait jamais dé-

passé Matadi, où il avait rédigé une description enthousiaste et idyllique d'un endroit pointé au hasard sur une carte sommaire. Quoi qu'il en soit, on parlait souvent du Congo dans la maison Rucquoi et les anecdotes colorées sur ce pays ont distract bien des soirées.

Léon Rucquoi fit ses études à Bruxelles au Collège St-Pierre, puis au Collège St-Michel. Sitôt après la guerre de 1914-18, il suivit les cours de l'Université de Louvain, d'où il sortit 4 ans plus tard avec les diplômes d'ingénieur civil des mines et d'ingénieur civil des constructions. Il obtint une bourse d'études de la Fondation Universitaire et alla aux Etats-Unis conquérir le diplôme de master of Science in civil engineering, au Massachusetts Institute of Technology.

Il accomplit son service militaire à l'aviation, dont il devint officier observateur de réserve.

Désireux de mettre en œuvre dans de grands travaux ses connaissances étendues de la science de l'ingénieur, il entra au Bureau d'études industrielles Fernand Courtois. Il fut par deux fois détaché à l'étranger, tout d'abord en Espagne, où il réétudia, pour le compte de la Cie. royale asturienne des Mines, une usine de grillage de pyrites dans les environs de Torrelavega, province de Santander, usine dont il dirigea ensuite la construction. Il alla par après au Congo étudier un avant-projet de centrale hydro-électrique pour la Géomines, à Piana-Manga, dans les environs de Manono, le projet étant mis au point à Bruxelles.

Il fut ensuite cédé comme directeur au Centre belgo-luxembourgeois d'information de l'Acier qui se créait et dont le Bureau Courtois était un des fondateurs. Dans l'entre-temps, il avait épousé une jeune fille de vieille famille américaine, Dorothy Pierce.

Il accomplit à l'étranger plusieurs voyages d'étude et de documentation pour le Centre d'information de l'Acier et la guerre de 1939-1945 le surprit au cours d'un de ces voyages aux Etats-Unis. Il revint en Belgique pour être mobilisé comme capitaine aviateur et il fut détaché au Ministère de la Défense nationale. Il se trouvait en mission à Londres au moment de la reddition de l'armée belge le 28 mai 1940. L'ambassade belge s'y attendait: elle avait transmis au gouvernement britannique de la part du commandement de l'armée belge une demande de vivres, de munitions, de

médicaments et d'évacuation de grands blessés et la réponse fit état d'une incapacité d'aide dans quelque domaine que ce soit... Il n'y avait plus à espérer une poursuite des combats.

Léon Rucquoi rejoignit ensuite à Paris le Ministère de la Défense nationale et se replia sur Bordeaux avec celui-ci. Quand l'armistice fut signé le 20 juin 1940 par les Français, il décida de tenter de quitter la France plutôt que de se faire envoyer dans un camp allemand de prisonniers. Un mois plus tard il partit à franchir la frontière espagnole en compagnie de son frère cadet Fernand, capitaine aviateur d'active, et ils purent assez rapidement s'embarquer à destination des Etats-Unis.

Arrivés Outre-Atlantique, ils allèrent se présenter à l'ambassadeur de Belgique, à Washington, mais Léon Rucquoi ne fut mobilisé à nouveau qu'en 1943 et il demanda à aller au Congo, où il pensait pouvoir rendre plus de services qu'en Angleterre. Le Gouverneur général le mit à la disposition d'UTEXLEO, où il travailla jusqu'à la fin de la guerre. Il avait retrouvé au Congo son frère Fernand, qui, à la demande du Gouverneur général, y avait formé une aviation au sein de la Force Publique. Ayant ainsi quitté ensemble l'Europe en 1940, ils se retrouvaient ensemble aussi à la fin des hostilités et en territoire belge.

Quand Léon Rucquoi fut démobilisé, il retourna aux Etats-Unis et s'installa à New York comme ingénieur conseil. Il y représenta l'industrie sidérurgique belgo-luxembourgeoise, ainsi que FABRIMETAL. Il y fut également l'hôte et le conseiller d'ingénieurs et d'hommes d'affaires belges débarquant à New York, souvent peu au courant de la vie et des coutumes américaines. La Sté royale belge des Ingénieurs et des Industriels l'élit administrateur et la Chambre de Commerce belgo-américaine le porta à sa présidence. Pendant son mandat il donna une remarquable impulsion à cet organisme. Malgré toutes ces activités, il trouva encore le temps de mettre sur pied une Union de tous les anciens étudiants de l'Université catholique de Louvain résidant en Amérique du Nord, quelle que soit la faculté dont ils avaient suivi les cours. Nombreuses furent les adhésions de ceux qui avaient conservé un souvenir vivace de leur séjour à Louvain.

Un cancer mit une fin prématuée à toutes ces activités. Dès le début il fut au courant de son état et supporta vaillamment pendant 8 ans traitements et interventions. Il poursuivit

néanmoins son travail avec un courage remarquable jusqu'à ce que la maladie eut raison de cette existence si riche et si exemplaire.

Lors d'un service célébré à Bruxelles à sa mémoire, Mgr van Waeyenberg, recteur magnifique de l'Université de Louvain, a résumé ainsi le passage sur terre de Léon Rucquoi:

Un homme de devoir, droit, honnête, serviable, tel fut le grand ami fidèle et dévoué de tous ceux qui l'ont connu.

Telle fut la vie de Léon Rucquoi, telle fut sa vie dans son foyer où il connut l'affection la plus pure, telle fut son attention consciente aux fonctions de l'ingénieur éclairé, tel fut son dévouement désintéressé et intégré aux grandes causes qu'il a servies jusqu'à son dernier souffle: les problèmes nationaux, le Congo, Louvain, Lovanium, Lovania aux Etats-Unis.

Il a glorifié Dieu dans son amour et dans sa résignation devant un mal implacable, regardant la mort avec une sérénité surnaturelle.

Léon Rucquoi était président des Belgian Engineers in North America, président de Lovania North America, administrateur de la Société royale belge des Ingénieurs et Industriels, administrateur de la Belgian American Educational Foundation et fellow de l'American Society of Civil Engineers.

Il était, entre autres, Officier de l'Ordre de Léopold et Commandeur de l'Ordre Pontifical de Saint Sylvestre.

15 novembre 1972.

[A.L.]

F. Rucquoi.

RUE (DE LA) (*Pierre-Joseph*), Officier de marine (Bruges, 16.6.1867 - Sutton-in-Craven, Yorkshire, 2.7.1944). Fils de Pierre et de Odevaere, Alphonsine.

Pierre de la Rue suivit, dans sa ville natale, les cours au collège Saint Louis, puis à l'Athénée, avant de se rendre à l'Ecole de Navigation d'Ostende, où il entra le 1^{er} mars 1880 comme élève. Après avoir navigué comme matelot léger sur la *Mathilde*, la *Ville d'Ostende* et le *William Engels*, il fut nommé lieutenant au long cours le 18 juin 1885.

Le 15 août 1885, il est engagé pour trois ans par l'Etat Indépendant et, le 6 octobre 1885, il est embarqué comme second à bord du s/s *Héron*; le 1^{er} mai 1886, il est nommé capitaine du s/s *Belgique* et, le 31 juillet 1887, il passe sur le s/s *Lys*. Le 6 octobre 1887, il rentra prématurément pour cause de maladie, après avoir effectué pendant cinq mois le service entre Boma et Banana.

Il fit le service de pilote dans l'estuaire maritime du Congo et, par son action, il contribua

largement à faire, de Matadi, le port maritime de l'Etat Indépendant.

Il se rendit ensuite en Australie, à bord de la *Princesse Joséphine*, de l'armement Cockerill.

En 1889, on le retrouve comme second à bord du voilier anglais *Ben-More* et il effectua, en cette qualité, deux voyages au Chili.

De juin 1891 à février 1892, il effectua plusieurs voyages à bord des vapeurs *Riga* et *Schelde*. Revenu à la société Cockerill le 4 février 1893, il fut promu premier officier le 9 juillet 1893.

Il commanda la *Princesse Henriette* pendant deux voyages en 1895, puis assuma le service du s/s *Topaze* depuis le 16 juillet 1897.

Il fit toute la suite de sa carrière à la société Cockerill et ne cessa de naviguer sur les bateaux de cette firme pendant la première guerre mondiale.

En 1930, il naviguait toujours et était devenu commodore de la flottille de Cockerill, qui

désservait régulièrement la ligne Ostende-Tilbury.

Nous ne savons quand il a cessé de naviguer.

Il est mort en Angleterre à Sutton-in-Craven, le 2 juillet 1944, alors que la Belgique était sur le point d'être libérée de l'envahisseur.

Pierre de la Rue était porteur des distinctions honorifiques suivantes: Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre de Léopold II. — Décoration industrielle de 1ère classe. — Croix maritime de guerre de 1ère classe. — Médaille commémorative 1914-1918. — Médaille d'or de l'Ordre de la Couronne. — Médaille commémorative du Congo. — Médaille de la Victoire. — Médaille d'or pour 50 ans de navigation. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion, six chevrons de front.

28 juillet 1975.

A. Lederer.

Fiche signalétique de l'Académie. — Janssens, E. et Cateau, A.: Les Belges au Congo (Bruxelles, 1908, p. 683). — Bull. Assoc. Vétérans Coloniaux, 1930, janvier, p. 3 et avril p. 19 et 20.

S

SAN (DE) (*Arthur-Edouard-Mathieu-Louis*), Gouverneur de Province (Charleroi, 6.11.1883 - Chaubrive-Ochain, 30.8.1963). Epoux de Merckens, Rita-Hélène.

Sorti, à 21 ans, docteur en droit de l'Université de Louvain, A. de San s'était inscrit comme avocat stagiaire au Barreau de Bruxelles de 1905-1906. Le 19 juillet 1906, il s'embarqua pour l'Etat Indépendant du Congo et il fut désigné, le 9 août de la même année, comme substitut de supplément du Procureur de l'Etat près le Tribunal de première instance du Bas-Congo. Nommé magistrat le 13 janvier 1908, il fut désigné, le 30 du même mois, comme substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance à Léopoldville. Après un congé en Europe, il entreprit un deuxième terme et fut nommé, le 9 mars 1909, juge suppléant au Tribunal de première instance de Boma pour une durée de deux ans. Après avoir démissionné de ses fonctions, le 7 novembre 1910, il passa dans les cadres administratifs en qualité de directeur de la Justice au Vice-gouvernement général du Katan-

ga. Après un nouveau congé en Europe, il reprit ces mêmes fonctions le 10 avril 1911. Après un congé prolongé pour motifs de santé en 1916, il refit un quatrième terme au Katanga toujours dans les mêmes fonctions. Après un nouveau congé en Europe, il entreprit un cinquième terme et devint, le 17 avril 1919, secrétaire général, assistant du Gouverneur général, fonctions qu'il cumula, durant un sixième terme, avec celles de directeur de la Justice en l'absence du titulaire. Par ordonnance du 6 octobre 1920, il fut désigné ensuite pour l'exercice par interim des fonctions de vice-gouverneur général, gouverneur de la Province du Congo-Kasai.

Ayant mis fin à sa carrière d'Afrique, le 15 juin 1920, A. de San se réinscrit de 1922-1923 au Barreau de Bruxelles pour entrer, à partir de 1923, dans diverses sociétés coloniales. C'est ainsi qu'il fut vice-président du conseil d'administration de la Cotonnière coloniale, administrateur directeur-général du Crédit foncier africain et administrateur délégué du Crédit hypothécaire d'Afrique. Il fut égale-

ment administrateur du Fonds du Bien-être indigène.

A. de San était porteur des distinctions honorifiques suivantes: Commandeur de l'Ordre de Léopold. — Commandeur de l'Ordre royal du Lion. — Officier de l'Ordre de la Couronne et de l'Ordre de Léopold II. — Etoile de service du Congo en or à une raie. — Médaille civique de 2^e classe. — Médaille commémorative 1914-1918. — Médaille commémorative du Congo.

27 mars 1974.

A. Durieux.

SANDRART (Georges-Victor), Résident du Rwanda (Jodoigne, 7.12.1899 - Woluwe-St-Pierre, 16.12.1973). Fils de Constantin Adolphe-Maurice-Joseph et de Barras Alexandrine; époux de Luppens, Marie-Madeleine.

Georges Sandrart qui fit l'entièreté de sa carrière dans les Territoires sous mandat du Ruanda-Urundi, y partit pour la première fois en qualité d'agent territorial, en février 1924. Il était le fils d'un pionnier de l'Etat Indépendant du Congo, le lieutenant de la Force Publique Constantin Sandrart qui, à la fin du siècle dernier, participa à la première occupation du Kivu par les Belges: il fit alors une éphémère incursion sur la rive orientale de la rivière Ruzizi, à hauteur de Bugarama, et poussa de là jusqu'à Chyanguro, au Rwanda, cher souvenir que son fils se retrouvant sur les lieux évoquait parfois avec quelque discrète et légitime fierté.

Nommé administrateur territorial (« délégué du Résident », selon la terminologie officielle en usage à l'époque au R.-U.) en janvier 1928, il en exerça les fonctions successivement à Rukira, puis à Kigali. En 1939, il remplit les fonctions de résident-adjoint du Rwanda. Il est ensuite désigné, en 1941, pour exercer les mêmes fonctions en Urundi. Nommé commissaire de district de 2^e cl. le 1.7.1942, il occupe le poste de résident du Rwanda dont il assumera la charge jusqu'à la fin de sa carrière (janvier 1951), exception faite d'une période d'une année environ (1945-1946) au cours de laquelle il fut appelé à Usumbura, au siège du Gouvernement central des Territoires, pour y remplir les fonctions de commissaire provincial.

Rentré en Belgique, il devint un des directeurs du Centre d'information et de documentation du Congo belge et du Ruanda-Urundi, poste qu'il occupa jusqu'à la dissolution de cet organisme parastatal.

Georges Sandrart fut une des personnalités les plus notoires du Ruanda-Urundi. Y étant arrivé en 1924, soit au lendemain de la conquête du pays par les Belges, alors qu'on en était aux premières mesures d'organisation administrative, il en fut bientôt un des fonctionnaires les plus avertis des besoins du pays. Jeune territorial, il avait dès ses premiers contacts avec les populations manifesté un goût très vif de les comprendre, d'interpréter leurs institutions, pour les adapter au mieux aux circonstances nouvelles.

Il s'appliqua plus particulièrement à pénétrer la mentalité hermétique et retorse des Tutsi, caste énigmatique d'une persévérance aussi secrète qu'obstinée dans l'exécution de ses desseins, dans la défense de son pouvoir éminent sur les Hutu, de ses priviléges. Sandrart en admirait — à juste titre — le sens politique exceptionnel. Il a publié, à leur sujet, une étude pénétrante: *Le Mututsi, cet inconnu*.

Notons encore que, lié depuis sa jeunesse au mouvement du scoutisme, il lui avait gardé une fidélité d'intérêt et de préoccupation qu'il manifesta encore dans les derniers jours qui précédèrent son décès.

25 mars 1976.

A. Gille.

SAROLEA (Louis - Marie - Alexandre - Joseph). Note rectificative au Tome III, col. 784:

Louis Saroléa n'était pas le frère de Henri; il en était en réalité le cousin.

30 mars 1975.

A. Lederer.

SCHILDERMANS (Jan-Theodoor), Missionaris, martelaar van Kongolo (Overpelt, 24.5.1933 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Michel en Van Vlierden, Christina.

Hij deed zijn middelbare studies aan het H. Geestcollege te Lier en trad in 1952 in het noviciaat der Paters van de H. Geest te Celle (Fr.) waar hij op 8 september 1953 zijn eerste kloostergeloften uitsprak. Wijsbegeerte en theologie studeerde hij aan het seminarie van de Congregatie te Leuven. Op 20 december 1958 ontving hij de priesterwijding. Wegens de onlusten in Noord-Katanga moest hij

zijn afreis naar het bisdom Kongolo uitstellen. Intussen maakte hij zich nuttig in de propaganda-dienst, in het college te Lier en als zondagskapelaan te Koningshooikt. Tenslotte mocht hij op 23 augustus 1961 afreizen naar Kongolo. Op 1 januari 1962 werd hij er vermoord door soldaten van het Kongolees nationaal leger. Hij was de jongste van de 20 missionarissen die in het bloedbad omkwamen.

15 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De mar telaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 41-42. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiriteins, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25.1.1962.

SCHOCKEEL (F.-J.), Officier de marine (Gand, 13.8.1800 - décès après 1858).

Lorsque la Belgique conquit son indépendance, Schockeel avait déjà accompli une belle carrière de marin dans la flotte hollandaise. Le 26 mars 1818, il était inscrit au rôle de la frégate stationnaire *La Minerva* et, le 1^{er} avril suivant, il était admis comme aspirant extraordinaire dans la marine militaire des Pays-Bas.

Le 17 mars 1819, il était promu aspirant de 2^e classe, alors qu'il se trouvait sur la frégate *Diane* depuis le 31 janvier.

Le 23 février 1819, il partit avec ce bâtiment pour une croisière en Méditerranée, voyage dont il ne revint que le 27 février 1823. Au cours de celui-ci, il fut promu aspirant de première classe le 1^{er} juin 1820.

A partir du 23 mars 1823, il fut mis en non-activité et nommé enseigne extraordinaire le 22 décembre 1823. Le 1^{er} décembre 1824, il est versé dans l'équipage de la frégate stationnaire *Kenan Hasselaer* et, le 1^{er} mai 1826, il passait à bord du brig *Panthère* qui, le 3 juillet 1826, partit pour un voyage aux Indes occidentales.

Il avait été nommé enseigne effectif le 7 février 1828 et lorsqu'il revint au pays le 25 août 1830, la Belgique était en pleine effervescence et décidée à se séparer de la Hollande. Schockeel fut mis en non-activité le 30 septembre 1830, alors que la révolution belge triomphait.

Schockeel se retira à Gand et se mit à la disposition du gouvernement qui tentait de mettre sur pied une flotte belge. Les Hollandais n'avaient laissé aucun bâtiment militaire à la Belgique qui en avait rudement besoin pour la défense de ses côtes, pour faire respecter les lois de douane et pour protéger son commerce.

Le Régent avait décidé de faire construire une flotte au chantier Fleury-Duray, à Boom, en vue de renforcer la défense maritime d'Anvers. Elle comportait, notamment, deux brigantins, le *Congrès* et le *Quatre Journées*. Schockeel reçut le commandement du premier de ces navires, ainsi que celui de la flotte établie à Anvers.

La construction de ces bateaux était défectueuse et leur armement se faisait avec une lenteur désespérante. Alors que les deux brigantins avaient été mis à l'eau le 8 juin 1831, ils n'étaient toujours pas en état au début du mois d'août. Le 5 août 1831, une flotte hollandaise remonta l'Escaut dans le but de s'emparer à Boom des brigantins. Elle fut arrêtée par des coups de feu partis de la rive. Sans hésiter, et bien que sans instructions, Schockeel, alors commandant maritime de la résidence de Boom, avait évacué la flottille à Bruxelles par le canal.

Le 7 août, Schockeel reçut ordre du Ministre des Affaires étrangères de se concerter avec les lieutenants Eyckholt et Petit pour préserver les constructions navales et, le 8 août, le général de Tabor donna instruction à Schockeel de réunir 120 marins et de les utiliser pour l'accomplissement de la mission qui lui était confiée.

Le 17 juin 1832, les brigantins quittaient l'Allée Verte, à Bruxelles, pour Rupelmonde et stationner finalement sous la protection du fort Sainte-Marguerite. En même temps, Schockeel reçut le commandement de la flottille. Ainsi, il devint le premier commandant de flotte militaire belge et le *Congrès*, le premier navire amiral.

Dans la suite, Schockeel participa aux opérations qui contribuèrent à dégager Anvers des menaces hollandaises par le fleuve et les polders qu'ils avaient inondés.

Ses services furent hautement appréciés et lui valurent des distinctions honorifiques et sa nomination, le 24 mai 1837, au grade de capitaine-lieutenant de vaisseau.

On sait que Léopold I^r cherchait à créer des colonies belges en divers endroits du mon-

de. Le 12 novembre 1845, Schockel se voyait confier le commandement du nouveau brick *Duc de Brabant*, qui était un bien meilleur bateau que le *Congrès*.

Le 25 mai 1846, il prenait la mer à destination des îles Shetland et de la côte d'Islande, voyage qui dura jusqu'au 4 septembre.

Le 1^{er} février 1847, il repartait cette fois avec le *Duc de Brabant* pour un périple vers les côtes est et ouest de l'Amérique du Sud; ce voyage dura jusqu'au 19 avril 1848 et Schockel en rapporta de nombreux renseignements fort utiles.

Malgré l'intérêt de cette expédition, les politiciens belges ne partageaient pas la largeur de vue de Léopold I^r et firent désarmer le brick. Dès le 2 mai 1848, Schockel intervint pour tenter de faire annuler les ordres. Ce fut peine perdue et le 31 décembre, le navire était désarmé.

Schockel, avec tristesse, vit ses hommes affectés à la construction et à l'armement d'une batterie terrestre à Ostende. Il fut mis en position de réserve et fit valoir ses droits à la pension le 25 septembre 1858.

C'était un officier de grande valeur qui avait réussi à conduire avec honneur et à faire apprécier le pavillon belge dans tous les ports qu'il avait visités. Loup de mer énergique, connaissant son métier, il n'aimait pas les savants.

Il eut des heurts avec Lahure, directeur de la Marine, qui n'avait jamais navigué et voulait diriger la flotte, assis dans le fauteuil de son bureau à Bruxelles.

Schockel était porteur des distinctions honorifiques suivantes: Officier de l'Ordre de Léopold. — Chevalier de la Légion d'honneur. — Croix commémorative du règne de Léopold I^r.

1 septembre 1974.

A. Lederer.

Leconte, I.: *Les ancêtres de notre Force navale.*

SEGVELT (VAN) (*Aloysius-Jozef*), Missionaris van Scheut in China en medestichter C.I.C.M. Scheut (Rumst, 25.8.1826 - Hsia-miao-kou, 5.4.1867). Zoon van Willibrordus en Van Lovik, Anna.

Zijn humaniora studiën voltook hij aan het College Pitsemberg (nu St.-Romboutscollege) Mechelen, en studeerde verder wijsbegeerte en godgeleerdheid te Mechelen. Hij werd priester gewijd op 8.9.1849. Hij werd eerst tot le-

raar benoemd aan het Klein Seminarie van Mechelen en daarna onderpastoor in Sint-Michael en Sint-Goedele te Brussel. Zijn contact met Z.E.H. Theofiel Verbist werd de gelegenheid dat hij medestichter werd van de Congregatie van het Onbevlekt Hart van Maria te Scheut op 28 november 1862. Hij sprak zijn eerste geloften uit op 24.10.1864 voor kardinaal Sterckx en vertrok naar China op 19.8.1865. Daar werd hij pastoor te Hsia-miao-kou en was er twee jaar werkzaam, toen de vlektyfus de oorzaak werd van zijn vroege dode.

Publikaties: Les Missionnaires belges en Mongolie (Bruxelles, Goemaere, 1866, 8°, 63 p.). — Met Th. Verbist: Etablissement d'une Mission belge en Chine (Bruxelles, Goemaere, 8°, 14 p.).

15 mei 1974.

J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. — P.K. De Jaegher. Catalogus Confr. No 2. — M. Lauwers. *Eloge funèbre de feu le T.R.P.L. Van Segveld prononcé par M. Lauwers, vicaire de l'Eglise SS. Michel et Gudule. Haenen, Bruxelles 1867*, 4 p. — Id. *A mes Amis MM. F.V. et L.V.S. missionnaires belges en Chine, 1865*, 13 p. — J. Van Hecken. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oosi-Mong. Deel II, 279; Deel III, 251; Deel IV, 331; Deel IX, p. 471.* — Streit. *B.M. XIV B 490.*

SEPULCHRE (Jean), Journaliste (Liège, 21.10.1894 - La Colle-sur-Loup, Alpes mar., 30.9.1969).

Si la mémoire de Jean Sepulchre se confond avec le souvenir de *l'Essor du Congo* c'est que sa forte personnalité avait précisément modelé le caractère de ce journal.

Ancien combattant de la guerre 1914-1918, Jean Sepulchre, démobilisé, s'orienta vers le journalisme. Il fut fondateur et directeur de *L'Essor Colonial et Maritime* publié à Anvers.

Le 4 novembre 1927 Jean Sepulchre s'embarqua à destination d'Elisabethville, estimant que le journalisme «colonial» devait s'exprimer dans un organe édité sur place, pouvant saisir sur le vif la vie d'Outre-Mer et pouvant offrir aux collaborations locales les moyens d'expression de l'opinion publique; il décide de fonder un quotidien; il fait appel à M.G. Schmickrath pour monter une imprimerie et à ses amis Paul et Marthe van Essche pour former la première équipe rédactionnelle et administrative de son journal. Le premier numéro de *l'Essor du Congo* sort de presse le 8 mars 1928. Sans défaillances le journal paraîtra régulièrement jusqu'au 31 décembre

1960 suivant l'impulsion que lui avait donné son fondateur. Le 2 janvier 1961, l'équipe des journalistes belges, qui s'étaient adjoint déjà des collaborateurs katangais passe la main à une nouvelle société dont les actionnaires sont tous Africains et qui assument les activités rédactionnelles administratives et publicitaire du journal qui paraît désormais sous le titre *l'Essor du Katanga*.

Le programme que le fondateur de *l'Essor Colonial et Maritime* s'était tracé à Anvers fut celui de *l'Essor du Congo* à Elisabethville; annonçant dans la publication métropolitaine son intention d'émigrer en Afrique il traçait dès septembre 1922 la ligne à laquelle il demeura fidèle...

... osant dire toutes les vérités, mais sachant les dire avec toute la mesure et la courtoisie qu'imposent la réflexion et la ferme intention de ne pas nuire.

La pensée politique de Jean Sepulchre était sans bavures. Il n'en était pas moins ouvert à la pensée des autres et accueillait volontiers dans ses colonnes toute collaboration respectant les règles de mesure et de courtoisie, fût-elle à l'encontre de ses idées: le label « tribune libre » épingleait discrètement le quant à soi de la rédaction, suivi parfois d'une prise de position nuancée sur le sujet traité.

L'influence de *l'Essor du Congo* sur l'opinion publique est difficile à mesurer, mais il est certain qu'elle fut considérable. Les autorités coloniales sur place, dans la capitale congolaise et dans la métropole tenaient compte de ce que disait ce journal bien informé des situations locales, des réactions et des vœux de la population.

Le « salon » des « Roches », résidence de M. et Mme Sepulchre, réunissait l'intelligenzia de la place et était fréquenté par tous les passants de marque. L'accueil y était toujours cordial et dénué de prétention.

Jean Sepulchre avait foi en la mission coloniale des peuples d'Occident. Il n'était certes pas aveugle devant les abus ni devant les traumatismes que ce régime infligeait aux populations. Il dénonçait hardiment les erreurs et s'appliquait à atténuer les effets dolosifs du choc des civilisations. Il pensait qu'une évolution du système se déployant à la rencontre de l'évolution des populations devait assurer une transition sans heurts vers une société interraciale fraternelle et libérale. Les violences qui accompagnèrent la décolonisation le heurtèrent profondément, précipitèrent son départ d'Afrique et hâtèrent sans doute sa fin.

Il était Officier de l'Ordre de Léopold. — Officier de l'Ordre de la Couronne. — Officier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordem militar do Christo.

Octobre 1975.
A. Rubbens.

Publications: Outre les articles publiés dans *l'Essor colonial et maritime* et dans *l'Essor du Congo*, citons encore les ouvrages: *Gens et choses d'Afrique* (Elisabethville, 1945). — *Propos sur le Congo politique de demain* (Elisabethville, 1958).

SEYS (Joris), Missionaris van Scheut in China en ornitholoog (Ieper, 1.8.1886 - Ieper, 1.5.1965). Zoon van Ernest en Staelens, Sidonia.

De humaniora studiën volgde hij aan het College te Ieper en trad binnen te Scheut op 7.9.1905, waar hij zijn eerste geloften uitsprak op 8.9.1906. Wijsbegeerte studeerde hij te Scheut, godeleerdheid te Leuven en werd priester op 16.7.1910. Naar China vertrokken op 14.10.1910 studeerde hij eerst een jaar Chinees en werd dan te werk gesteld in verschillende delen van het apostolisch vicariaat Oost-Mongolië: te Ta-ying-tzû (Bagharin), Ma-chia-tzû, Shih-pa-li-tai en Lao-hu-kou. Als liefhebber begon hij de ornithologie van al die streken te bestuderen en hij legde een rijke verzameling aan van vogels die in Oost-Mongolië voorkomen. Door een Duitse ornitholoog, Dr Hugo Wiegold (Univ. Hannover) werd hij verzocht tot wetenschappelijke uitwisselingen, en door P. Licent s.j. tot medewerking aan het Museum Huangho-Paiho van T'ien-tsin. Tot bestuurder van het Klein Seminarie van Sung-shu-tsui-tzû benoemd, bleef hij gedurende 16 jaar in dit ambt en gebruikte zijn schaarse vrije ogenblikken met het klasseren van zijn verzamelde vogels en voorbereiden tot publicatie van zijn wetenschappelijke nota's daarover. Na een verblijf van 27 jaar in China kwam hij terug naar België doch werd er door Wereldoorlog II verrast en bleef een tijd te Jambes en eindelijk kwam hij terecht in het rusthuis C.I.C.M. te Schilde.

Publikaties: *Missions de Scheut* 26 (Scheut 1914) p. 46; (ib. 1942-43) p. 92-97; (iv. 1943-44) p. 119-120, 125-128; (ib. 1945) p. 9-11. — *Annaelen v. Sparrendaal* 42 (Sparrendaal 1946) p. 110-112. — *Nos oiseaux de Mongolie* in *Gedenkschriften der Mission. v. Oost-Mongolië* (Shen-ching 1920-21) p. 29-38. — *La collection d'oiseaux du Musée Hoang-ho Pai-bo de Tien-tsin* (avec Licent s.j.) Tientsin, Mission de Sien-hsien, 1933, 4°, 149 p. — *Notes sur les oiseaux observés au Jéhol de 1911 à 1932*. Tientsin, Mission de Sien-hsien, 1933, 4°, 72 p. — *Additions faites de 1928 à 1933 à la collection d'oiseaux du Hoang-ho Pai-bo de Tientsin*. Sien-hsien, 28 p. — *Further Bird Records from Jehol in The China*

Journal, 24.2.1936, p. 99-101. — In *Ieperse mededelingen* n° 4 jan. 1950, p. 6.

[M.S.]

15 mei 1974.
J. Van Hecken.

El. Sod. 1909 e.v. — *El. Def.* 1966. — *Nouvelles de la Congrégation*, n. 9, 14, 15, 21. — *Chronica Congreg.* n. 5, 95, 96, 101, 104, 105, 114. — *Allosery, West-Vl. Missionarissen*, Vol. I, p. 205. — J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegeschiedenis van O.-M.*, Deel VII, 502; Deel VIII, 504. Deel IX, 444. — *Streit. Bib. Mis.*, XIV B, p. 469-470. — *Annuaire des Missions Cath. du Manchoukuo*, 1935, 95; 1936, 130; 1937, 174; 1938, 225; 1939, 178; 1940, 1932.

SIMAR (Maurice-Robert-Charles), Directeur général au Ministère des Colonies (Bruxelles, 7.7.1885 - Bruxelles, 7.9.1971). Epoux de Etienne, Jeanne.

Après avoir terminé ses humanités, M. Simar entra le 25 mars 1904 au département de l'Intérieur de l'Administration centrale de l'Etat Indépendant du Congo. Le jeune fonctionnaire y était chargé du ravitaillement en vivres du personnel d'Afrique.

Lors de l'annexion du Congo par la Belgique, il passa à la 2^e direction générale du Ministère des Colonies. Cette dernière avait entre autres attributions celle de veiller à l'approvisionnement du Congo en fournitures de tout genre: outillage, matériaux, véhicules, etc., requises par le développement de l'infrastructure de la colonie belge.

Quand éclata la guerre de 1914-1918, M. Simar entra en campagne dans les rangs de la Garde civique où il était lieutenant. La dissolution de celle-ci ne lui permettant plus de servir le pays, il parvint à rejoindre la France en novembre 1914 et il était sur le point de s'engager à Rouen dans l'armée belge quand le ministre des Colonies Jules Renkin le convoqua à Sainte-Adresse, siège du gouvernement. Il le chargea d'aller installer à Londres le Service d'approvisionnements pour le Congo qui ne fonctionnait plus depuis l'invasion de la Belgique. Ce n'était pas une mince affaire. En effet, il fallait pourvoir non seulement aux besoins normaux de l'administration coloniale, mais aussi donner aux troupes belges qui se préparaient à livrer bataille dans l'Est Africain allemand les moyens matériels de combattre, à savoir armement, équipement, ravitaillement. Or, tout était à faire dans ce domaine. Grâce à sa volonté, son dynamisme et son entregent, M. Simar réussit parfaitement dans la tâche lourde et délicate qui lui avait été confiée.

En 1918, ce fut la réinstallation du Ministère des Colonies à Bruxelles. M. Simar devint successivement sous-directeur (1924) puis directeur (1930) toujours à la 2^e direction générale. Lorsqu'il fut question de l'installation en Belgique d'un service d'exécution du budget colonial à placer sous les ordres du Gouverneur général, on créa à cette fin une « Agence générale de la Colonie » et M. Simar y dirigeait le Service des Approvisionnements. Mais l'Agence n'eut qu'une vie éphémère et ses services réintégrèrent les cadres du Ministère.

En plus de ses activités administratives, M. Simar participa à plusieurs reprises aux travaux de diverses commissions d'expertises; il acquit ainsi de nouvelles compétences techniques. Il fut chargé aussi de représenter le Ministère des Colonies aux Expositions universelles d'Anvers (1930), de Paris (1931) et de Bruxelles (1935).

En mai 1940, les grandes qualités d'organisateur de M. Simar le firent désigner pour assurer l'évacuation du Ministère — personnel et archives — en France. Malgré les pires difficultés, cette mission fut parfaitement accomplie. Ce qui plus est, le voyage de retour à Bruxelles fut aussi bien réussi.

Après la guerre 1940-1945, M. Simar donna au Service des Approvisionnements qui avait repris toute son importance l'impulsion nécessaire. Il fut successivement nommé directeur d'administration (1947) puis directeur général (1949).

A ce moment, le ministre P. Wigny décida la suppression de l'Office colonial, service de documentation officiel sur le Congo et le Ruanda-Urundi, dont l'organisation et les activités ne caderaient plus avec les besoins actuels de l'Afrique belge.

Le Ministre désigna M. Simar qui avait eu en dernier lieu dans ses attributions l'Office susdit de prendre la direction du Centre d'Information et de Documentation (C.I.D.) qui venait d'être créé. Cet organisme parastatal, doté d'importants moyens financiers, avait pour but de présenter en Belgique et à l'étranger le visage de l'œuvre belge en Afrique et cela en utilisant des procédés les plus divers: photos, films, expositions, conférences, articles de presse, etc.

Le C.I.D. fut le dernier champ d'action de M. Simar jusqu'en 1960. Il y fit preuve de ses habituelles qualités d'organisateur émérite et de créateur enthousiaste.

M. Simar était Grand-Officier de l'Ordre de Léopold II. — Commandeur de l'Ordre de Léopold et de l'Ordre de la Couronne. — Il était porteur aussi de plusieurs distinctions étrangères.

Mai 1974.
† J. Vanhove.

SIMON (Maurice), Secrétaire général du Congo et du Ruanda-Urundi (St-Gilles, 19.7.1892 - Uccle, 24.12.1960).

M. Simon fut l'un de ces grands commis-hommes orchestres qui firent la solidité et la force du cadre gouvernemental de l'Afrique coloniale belge.

Consciencieux, intelligent, infatigable, courageux physiquement et moralement, apte à passer sans transition de l'analyse à l'action, du juridique à l'économique, de la diplomatie à l'imposition, il a, dans les débuts de sa carrière, été un « vrai » territorial, pour devenir par la suite une cheville ouvrière du niveau le plus élevé, d'autant plus efficient qu'il était mieux informé et conscient des exigences et des limites de l'exécution au ras du sol.

Né à Bruxelles en 1892, il avait eu ses études interrompues par la première guerre mondiale, dont il revint avec la croix de guerre avec palme, la médaille de l'Yser, la légion d'honneur au titre militaire. Il avait ainsi déjà trente-deux ans lorsque, licencié en sciences commerciales et consulaires, il se rendit au Congo belge pour la première fois, avec le titre d'administrateur territorial de première classe. Désigné pour le territoire des Basakata, dans la province de l'Equateur, il vécut ainsi d'abord, pendant sept années, dans le climat chaud et humide de la cuvette, où il accéda finalement à la direction du district du lac Léopold II.

En 1931, sa carrière prend un grand tournant et il est muté des forêts équatoriales vers les collines rwandaises, où l'attendent les très différentes et difficiles fonctions de résident adjoint. C'est le moment crucial où le gouverneur Voisin affronte la mauvaise volonté du Mwami Musinga, qu'il va bientôt devoir déposer — opération qui requerra beaucoup de qualités de la part de ceux qui auront la responsabilité de son exécution — et remplacer par son fils Charles Rudahigwa. Maurice Simon réussit brillamment dans les tâches délicates qui précèdent et suivent cette intronisation du Mwami Mutara. En 1937, nous avons eu l'occasion de le rencontrer au Kivu et de

mesurer l'étendue de ses connaissances, la sûreté de son jugement, la tranquille assurance de son sens de l'autorité. Il accédera ensuite, à Usumbara, aux fonctions de commissaire provincial du Ruanda-Urundi. Puis, en 1947, ce sont les responsabilités de gouverneur du territoire sous tutelle qui lui sont confiées, ce qui l'amène, notamment, à signer, pour notre plus grande satisfaction personnelle, diverses ordonnances protégeant la forêt et la faune de la région.

Au mois d'octobre 1949, alors que la direction du Ruanda-Urundi vient d'être attribuée à Léo Pétillon, ses mérites exceptionnels d'administrateur seront reconnus par une désignation en qualité de secrétaire général de la colonie à Léopoldville, poste-clé où, en marge de la politique, il veillera jusqu'à la fin de sa carrière avec habileté et fermeté à la difficile coordination et harmonisation des fonctionnements des rouages administratifs, sociaux et économiques du Congo.

Il mourut prématurément, à Uccle, la veille de Noël 1960, chagriné au fil des derniers mois de sa vie par le sort funeste qui avait bouleversé cette administration congolaise qu'il avait si bien servie et perfectionnée.

Il était alors Commandeur de l'Ordre de Léopold II et de l'Ordre royal du Lion.

1 juillet 1974.
Jean-Paul Harroy.

SMISSEN (VAN DER) (André-Ghislain), Missionnaire, martyr de Kongolo (Epraves, 29.9.1911 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de André et de Winssinger, Hélène.

Il fit des études primaires à Rochefort, puis à Gembloux et enfin à Bruxelles. Des études secondaires d'abord à Fribourg (1921-1922), ensuite au collège d'Allex, en France. Après un an de noviciat chez les Pères du St-Esprit à Orly-Paris, il émit ses premiers vœux religieux le 8 septembre 1930. Il se prépara au sacerdoce par des études de philosophie à Bonsecours et de théologie au scolasticat de Louvain. Il fut ordonné prêtre à Louvain le 7 juillet 1935. Après trois années de professorat au collège de Gentinnes, il partit pour le Congo en septembre 1939. Il devint professeur à l'école secondaire de Kindu (Katanga septentrional). Pendant la guerre il accompagna comme aumônier l'expédition africaine au Nigéria, en

Abyssinie et au Moyen-Orient. Rentré à Kongolo, en 1945, il devint aumônier militaire au Centre d'Instruction. En 1952, il fut nommé directeur du petit séminaire. En 1958, le vicaire apostolique Mgr Bouve lui confia la fonction de procureur du vicariat, élevé au rang de diocèse en 1959. Le 1^{er} janvier 1962, il était parmi les victimes du massacre de Kongolo.

Lit.: Archives des Pères du St-Esprit. — De matrijlen van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 44-46. — Africa Christo, Nijlen, mars 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Louvain, 1962, p. 140-144. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Léopoldville, 18, 24 et 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1945, p. 51; 1949, p. 32 et 64. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

16 décembre 1975.
M. Storme.

SPANDRE (*Antoine-Guiseppe-Mario*), Colon (Turin, 29.5.1886 - Cannero Riviera, lac Majeur, 24.9.1965).

Antoine Spandre était, au sens propre du mot, le colon modèle du Katanga. Toutes les exploitations agricoles de la région, lui ont emprunté ses méthodes et bien souvent ont elles été guidées par ses conseils et aides.

La « ferme de Turin » fut honorée de la visite du prince Léopold en 1927 et fut rebaptisée « ferme prince Léopold » à cette mémorable occasion.

Antoine Spandre qui s'était totalement intégré dans la communauté katangaise ne tarda pas à demander la grande naturalisation belge qui lui fut accordée en 1934, par la dernière loi promulguée par le roi Albert.

Durement touché par la crise de 1929-1930, Antoine Spandre avait su remonter le courant. Lorsque sa santé lui imposa, en 1949, de rentrer en Europe, il confia une exploitation prospère à son gérant qu'il venait visiter régulièrement. Une nouvelle épreuve le frappa dans ses vieux jours; la destruction de sa ferme par les faits de guerre, lors de la réduction de la sécession katangaise en 1962. Il lui fut épargné de voir la nationalisation de 1973 qui consomma l'effondrement de son œuvre.

Octobre 1975.
A. Rubbens.

Source: Interview de M. Mario Spandre.

SPLINGAERD (*Paul*), Auxiliaire des missions, Officier des douanes, Mandarin et général de brigade (Bruxelles, 12.4.1842 - Si-ngan fou, 2.9.1906).

La carrière de Paul Splingaerd est une des plus étonnante qui soit. Issu d'une famille bruxelloise très modeste, il avait à peine fréquenté l'école primaire. Malgré un manque presque total de scolarité, il s'agissait d'un garçon extrêmement intelligent, doué d'une mémoire extraordinaire et doté d'une faculté peu commune pour apprendre les langues à l'ouïe.

Le 25 août 1865, Paul Splingaerd part pour la Chine comme auxiliaire des missions; il accompagne le Père Verbist qui allait fonder dans l'Empire du Milieu les nouvelles missions belges. En effet, un décret de la Propagande du 1^{er} septembre 1864 venait de confier l'immense Mongolie aux Scheutistes.

Le jeune domestique séjourne à Siwantze, au nord de Kalgan; là, il étonne ses supérieurs par son don des langues. Il traduit à la volée du néerlandais en mongol et, à l'âge de trente ans, il connaît le néerlandais, le français, l'anglais, l'allemand et s'en tire également en russe, en mongol et en turc.

Après le décès du P. Verbist en 1868, il quitte la mission et travaille au service de la Légation d'Allemagne à Pékin où il rendit de très grands services. On signale que des missions très délicates lui furent confiées et que plusieurs fois, par son sang-froid, il échappa à un péril imminent de mort.

Un nouveau changement allait survenir dans son existence avec l'arrivée du savant géologue allemand baron von Richthofen. Ce dernier, de 1869 à 1872, accomplit sept voyages d'exploration à travers diverses provinces de Chine. Il servit de guide et d'interprète au savant au cours de ses pérégrinations car, en peu de temps, il arrivait à comprendre et à s'assimiler les dialectes chinois des différentes régions traversées.

Von Richthofen ne tarit pas d'éloges au sujet de son compagnon et guide dans le récit de ses explorations. Il loue son courage et son habileté qui tirèrent plusieurs fois le petit groupe d'exploration de situations délicates et périlleuses. Un jour, avec un revolver de pachotille, Splingaerd réussit à mettre en fuite une horde de brigands qui s'apprêtait à les attaquer.

Le comte de Rochechouart, chargé d'affaires de France à Pékin, signale également des

actes de courage identiques à l'actif de ce vaillant pionnier de la Chine.

Après le départ de von Richthofen, Splingaerd reprend sa vie d'aventure et s'associe à un commerçant allemand, Groesel; il s'établit à Kalgan, puis à Koei-hoa-tcheng, la Ville Bleue, près de la frontière mongole. Il achète aux tribus des steppes de la laine, du duvet, du cuir qu'il revend avec de bons bénéfices à de grosses maisons d'exportation, installées en Chine. Il fait des affaires brillantes, mais sa trop grande générosité et la trop grande confiance dans ses adjoints absorbent tous ses bénéfices et il liquide ses affaires.

Il se lie d'amitié avec l'Allemand Detring, un homme bien en cour auprès du vice-roi Li-Houng-Tchang; cela lui vaut d'être nommé, en 1881, mandarin et percepteur des douanes à Suchow, une ville située à l'extrême ouest de la lointaine province du Kansou. Suchow était la « porte de jade », clef de l'étroit défilé donnant accès au Khotan. En fait, sa charge n'absorbe pas très fort Splingaerd qui en profite pour parcourir en tous sens le Kansou et il se lie d'amitié avec les populations auxquelles il rend de nombreux services. Il obtient, notamment, de grands succès comme guérisseur. A Suchow, il occupait une forte belle maison à laquelle il avait adjoint une chapelle catholique.

Pendant quatorze ans, Splingaerd séjourna dans cette province pratiquement restée isolée du reste de la Chine. Mais en 1873, il avait épousé une Chinoise, Catherine, de religion chrétienne, dont il eut douze enfants. Lui, qui était resté illétré, avait le souci de donner à ses enfants une éducation soignée à l'euro-péenne. Cela l'incita à quitter le Kansou en 1895 et à se rapprocher de la côte où existaient des établissements européens.

Grâce à son ami Detring, il obtint un emploi aux charbonnages de Kaiping et c'est ainsi qu'il entra pour la première fois en contact avec des ingénieurs belges qui œuvraient en Chine. En 1897, on le trouve comme interprète de la mission Dufoury venue pour discuter la signature du contrat pour la construction de ligne de chemin de fer Pékin-Hankow.

Dans la suite, on le retrouve servant de guide et d'interprète à diverses missions d'exploration belges qui se rendirent au Kansou. En 1898, on le trouve avec l'ingénieur Rouffart, du groupe Empain, qui explore la vallée du Yang-tze-kiang, le Fleuve Jaune; en 1899, il sert de guide au commandant Wittamer, qui

explore le Kansou pour compte du groupe Cockerill-Couillet-Meuse; en 1900, il est au service du colonel Fivé, en mission pour l'Etat Indépendant du Congo.

En 1898, alors que le comte d'Ursel n'arrivait pas à se faire recevoir par le vice-roi Li-Hung-tchang, il eut recours à Splingaerd pour vaincre la résistance du Chinois. Ce dernier, lassé de l'insistance de Splingaerd, lui lance: « Après tout, vous autres Belges, ne représentez qu'un Etat minuscule ». Saisissant la balle au bond, le Belge répondit: « Précisément, je comparerais la Belgique au bijou que vous portez sur votre bonnet; cette pierre est minuscule, elle aussi, mais elle a grande valeur. Ainsi en va-t-il de mon pays ». Ce que le talent du diplomate n'avait pu arracher, le bon sens de l'homme du peuple l'avait obtenu et le comte d'Ursel fut reçu par le vice-roi.

Malgré les charges importantes qu'il avait exercées et les missions délicates qu'il avait accomplies, la formation de Splingaerd était restée toujours aussi rudimentaire et le baron de Vinck des deux Orp écrivait à son sujet, en janvier 1899, qu'il était presque illétré; cependant, il pourrait servir dans les négociations faisant suite à la mission Rouffart, mais on devait absolument lui adjoindre un ingénieur. Sa trop grande bonté et ses largesses inconsidérées attiraient autour de lui certains aigrefins européens et il fut très reconnaissant envers le commandant Wittamer qui le mit en garde contre certains particulièrement indélicats qui l'exploitaient.

Le Kansou était une immense province vers laquelle Léopold II envoya de nombreuses missions, car elle s'était révélée très riche en minéraux divers; il fallait cependant absolument la relier vers un port par un moyen de communication économique. Le groupe Empain aurait pu s'intéresser à créer un chemin de fer et Wittamer avait étudié le Fleuve Jaune qui s'était révélé imprudent à la navigation.

Lorsque la révolte des Boxers éclata en 1900, les missions belges durent quitter précipitamment le Kansou.

Léopold II, après la pacification de 1901, voulut faire reprendre les travaux d'exploration au Kansou et occuper sérieusement cette province. Pour cela, il lui fallait un homme ayant l'oreille des Chinois et on songea tout naturellement à Paul Splingaerd.

Entre-temps, il était devenu général de brigade et, en 1905, revenait au Kansou, retour

d'une expédition militaire qu'il avait menée en Mongolie.

A son passage à Lantcheou-fou, le vice-roi Peng était importuné par les démarches des Anglais qui essayaient d'évincer les Belges. Splingaerd réussit à faire éliminer les Anglais et à les faire remplacer par les Belges. Il réussit à convaincre Peng d'adopter un vaste programme d'explorations minières et d'industrialisation du Kansou.

Il remit en route une usine de drap abandonnée, fit construire un pont sur le Hoang-Ho et il persuada de faire mettre à l'étude une série de problèmes tels que la construction d'égouts à Lantcheou-fou, l'installation de la distribution d'eau, l'érection d'usines pour le traitement des minéraux, la navigation à vapeur sur le Fleuve-Jaune.

Splingaerd quitta la capitale du Kansou, nanti des pleins pouvoirs pour recruter ingénieurs et techniciens.

Il arriva à Bruxelles en janvier 1906; il y avait quarante et un ans qu'il n'avait plus vu le pays. Son retour fut sensation d'autant plus que, bien que sa mission fût confidentielle, il se promenait en uniforme moderne de général chinois.

Après avoir recruté des spécialistes, dont l'ingénieur chimiste R. Geerts, l'ingénieur de l'industrie textile J.-J. Muller et un ancien conducteur des travaux du Pékin-Hankow M. Thysbaert, il reprit la route de la Chine.

Mais Splingaerd avait abusé de ses forces et il mourait le 26 septembre 1906, dans la capitale du Chen-si. Sa perte constitua un handicap certain pour les missions commerciales et industrielles venues de Belgique et œuvrant en Chine.

13 avril 1975.

A. Lederer.

Bibliographie: Wittamer, A.: *Odyssée en Chine*, Bruxelles, 1939 (ouvrage stencillé en 25 exemplaires). — Frochisse, J.-M.: *La Belgique et la Chine*, 1936. — A.E.B., dossier 2928, II - A.E.B., dossier 2821, VI.

STAPPERS (*Camille-Paul*, kloosternaam *Valentin*), Apostolisch vicaris van de Lulua en Centraal Katanga met residentie te Luabo, bisschop van Keramos (Hasselt, 22.6.1885 - Antwerpen, 14.1.1963).

In 1905 trad Valentin Stappers in de Orde van de franciskaanse minderbroeders. In 1912 priester gewijd, zou hij acht jaar lang leraar zijn in het St.-Antoniuscollege te Lokeren.

Toen de Belgische franciskanen, in 1920, een nieuw missieveld in Kongo werd toegewezen, in de streek van de Lulua's, vertrok pater Valentin Stappers met de eerst ploeg. Dadelijk werd hij als algemeen overste van de groep beschouwd en weldra officieel benoemd, terwijl hij overste van de missiepost van Sandoa was. In 1922 werd de franciskaanse missie in Kongo autonomisch ingericht met Mgr Stappers als Apostolisch prefect en op 26 februari werd de prefectuur verheven tot Vicariaat. Mgr Stappers werd te Hasselt tot bisschop gewijd op 9 juni 1934 als titularis van het bisdom (in partibus) Keramos en vestigde zijn bisschopszetel in Luabo bij Kamina.

Door zijn apostolische ijver overwerkt en erg ziek gevallen, vroeg Mgr Stappers in maart 1948 ontslagen te worden van zijn ambt. Hij bleef echter aan het roer, tot in 1950 zijn opvolger, Mgr Keuppens, werd benoemd.

Bij zijn terugkomst in België ging Mgr Stappers het stille monniksleven van gebed volgen in het minderbroedersklooster (Oever) van Antwerpen. Hoewel hij steeds bezorgd bleef om zijn missie en gaarne zijn confraters op vakantie hierover hoorde spreken, zou hij bescheiden voor de buitenwereld verholen blijven.

Bij zijn kloosterjubileum op 17 augustus 1955 gevierd zou hem nochtans een verdiende hulde worden gebracht.

In dit randgebied waar het Woord door andere missionarissen reeds was verkondigt wisten de franciskanen het onder de staf van Mgr Stappers te laten gedijen: 43 schoolkapellen had hij gesticht, waaronder verscheidene thans tot parochie zijn gegroeid; Belgische zusters had hij ter hulp geroepen en met hen had hij weldra een inlandse congregatie opgericht. De scholen had hij uitgebouwd tot 25 volwaardige lagere scholen (de 646 landelijke klassen niet medegerekend); daarbij kwam weldra een klein seminarie, een landbouwschool en een pedagogische school voor de vorming van onderwijzers. Op caritatief-medisch vlak mocht hij bogen op de oprichting van 22 dispensaria (waaronder enkele tot hospitaal werden ontwikkeld) en 10 moederhuizen.

Op 14 januari 1963 is hij te Antwerpen overleden.

Oktober 1975.
A. Rubbens.

Bronnen: Archief Ministerie van Koloniën, fonds B.M.C. — C.O.U. 205 813. — *Essor colonial et maritime*, 17.6.34, p. 9. — *La Libre Belgique*, 18.8.1955 en 14.1.1963.

STOFFELS (*Ernest-Henri-Joseph*), Ingénieur agronome, Professeur (Tongres, 5.2.1899 - Bruxelles, 23.9.1973).

Le professeur E. Stoffels naquit à Tongres, le 5 février 1899, dans ce Limbourg dont il a gardé toute sa vie l'obstination, la ténacité, la persévérance et aussi le bon sens pratique. Sa jeunesse se passe dans ce pays de vergers, calme et champêtre.

Dès sa plus tendre enfance, il se passionne pour les choses de la nature et il se familiarise avec la culture des arbres fruitiers. Très tôt, il possède des connaissances non négligeables sur la circulation de la sève chez les plantes et sur ses applications directes à la culture. Quoi d'étonnant qu'il se sente attiré vers l'agronomie et qu'il décide, à sa sortie de l'athénée de Tongres, de faire des études à l'Institut agronomique de l'Etat à Gembloux. Il y conquiert son diplôme d'ingénieur agronome en 1924.

A l'issue de son service militaire, il est engagé par la Financière des Caoutchoucs, fondée par A. Hallet, lui-même ancien de Gembloux et promoteur de la culture du palmier à huile en Indonésie. Il commence sa carrière tropicale à Sumatra, où il se voit confier la direction de la main-d'œuvre du Kwala Krapo Estate. A cette époque, les termes étaient de cinq ans aux Indes néerlandaises. Il ne lui en fallut pas autant pour être promu à la direction du service scientifique du groupe auquel il appartenait. Les obligations de sa charge l'amènèrent à de fréquents voyages dans les îles et la péninsule Indo-Malaise.

De cette période datent ses travaux sur la sélection et la fumure de l'*Hevea brasiliensis* H.B.K., de l'*Elaeis guineensis* JACQ. et du *Coffea canephora* PIERRE (Robusta), sur la saignée et l'écartement de l'arbre à caoutchouc et sur les légumineuses de couverture dans les conditions écologiques particulières aux pays chauds. Il publie en 1933 dans la revue de Botanique appliquée une remarquable étude intitulée « Contribution à la sélection de l'*Elaeis guineensis* à Sumatra » qui sera couronnée par le prix Simon Daniel Barman pour le progrès de l'agriculture tropicale.

C'était l'époque où la science agricole indonésienne était à son apogée et servait de modèle pour tous les pays chauds. Au Congo, l'agriculture n'en était encore qu'à ses premiers balbutiements, mais un courant d'opinion commençait à se manifester pour ce pays riche en promesses. Attiré par la renommée

qu'avait acquise l'agronomie néerlandaise, le Prince héritier de Belgique fit, en 1932, un voyage d'études à Java et à Sumatra et Stoffels eut l'honneur de le piloter durant une partie de ce périple et de s'imposer à son attention. Ce voyage eut une répercussion énorme sur l'avenir de la recherche agronomique au Congo. Dans un discours, remarquable par les idées énoncées, l'héritier du trône préconisa la création au Congo d'un organisme de recherches agronomiques œuvrant sur des bases scientifiques. Le 24 mars 1934, venant de monter sur le trône, le Roi installe officiellement l'Institut national pour l'Etude agronomique du Congo et Stoffels, sollicité pour passer au service du nouvel organisme, prend la décision de changer de continent. La direction de la Station de Recherches agronomiques de Mulungu-Tshibinda, au Kivu, lui est confiée.

C'est ici qu'il va donner la pleine mesure de ses moyens. Au moment de son arrivée en Afrique, le Kivu était encore un pays neuf. Au lendemain de la première guerre mondiale, les premiers colons attirés par les terres volcaniques fertiles, y avaient établi des plantations de cafétiers d'Arabie. Les jeunes cafétiers poussaient bien, mais ils fleurissaient hâtivement et mouraient d'épuisement après quelques récoltes. Les colons furent rapidement confrontés avec les difficultés énormes inhérentes à cette culture. Le premier travail de Stoffels fut d'adapter, par des méthodes phytotechniques adéquates, le cafétier à son milieu et à sélectionner des lignées de haute productivité, adaptées à la région.

La connaissance approfondie de la taille des arbres fruitiers lui fut un précieux secours. Il commença par mettre au point une taille rationnelle du cafétier. Les résultats de ses recherches furent rapidement mis à la disposition des milieux agricoles du Kivu dans un travail clair, illustré de nombreux croquis. Il prêche également par l'exemple, par la parole et par le geste, faisant preuve d'un esprit didactique remarquable, lors de séances de démonstrations pratiques de sa taille.

La sélection d'une plante pérenne comme le cafétier fut un travail de longue haleine qui lui demanda de nombreuses années d'inlassable labeur. Les résultats furent publiés dans un des premiers numéros de la série scientifique de l'INEAC. Quelques années plus tard, une deuxième communication exposera les résultats obtenus par la sélection qu'il a entreprise.

Mais, dès les débuts, Stoffels a compris que l'économie agricole du Kivu ne peut reposer sur la monoculture du cafier. A une époque où seul le café préoccupait les esprits, il voyait plus loin et plus grand.

Le bon comportement des arbres issus de graines de quinquina que le prince Léopold avait rapporté de son voyage en Indonésie l'avait convaincu que le *Cinchona ledgeriana* MOENS trouverait au Kivu un milieu propice à son développement. Sans désemparer, il s'attache à la culture de cette plante. Ce sont surtout ses travaux de phytotechnie et de sélection, entrepris dès avant la guerre et pendant celle-ci, qui le feront connaître dans les milieux agronomiques et qui lui vaudront l'affectionné surnom de « Père du quinquina », dont il était fier à juste titre.

Les conditions écologiques des régions de haute altitude du Kivu étaient toutefois improches aux cultures du cafier et du quinquina. Stoffels découvre qu'elles conviennent pour la culture du pyrèthre (*Chrysanthemum cinerariaefolium* Vis.) dont il entreprend sans tarder l'amélioration et la diffusion.

Il sait que l'avenir du Kivu repose sur la polyculture, aussi les plantations de théiers retiennent-elles toute son attention. Les bases de cette culture, qui fera après la guerre l'objet d'un commerce florissant pour le pays, sont également jetées par lui.

Dans un même but de diversification, il établit à la Station de Mulungu-Tshibinda une importante collection de plantes médicinales et d'espèces végétales productrices d'huiles essentielles et de parfums.

Non content de développer les cultures industrielles, Stoffels s'attelle avec autant de réussite aux cultures vivrières, indispensables au bien-être des autochtones chez qui la malnutrition sévit d'une manière chronique. Dès 1942, il commence la sélection de la patate douce et du haricot, bases de l'alimentation des populations des régions d'altitude du Congo. Ici également son travail, sa science et son flair remarquable font des merveilles.

On peut dire que par ses travaux Stoffels a donné une impulsion puissante au développement agricole des régions montagneuses de l'Est du Congo. Sous sa direction la Station de Mulungu-Tshibinda a connu un essor considérable. Les essais qu'il a effectués ont permis, non seulement d'introduire de nouvelles cultures d'un intérêt économique capital pour le pays, mais également d'apporter des

améliorations importantes dans la phytotechnie des régions subéquatoriales africaines. Il s'intéressa de très près aux méthodes de travail utilisées dans la lutte antiérosive, la protection des sols et l'utilisation des plantes de jachère capables d'assurer la fertilité des terres et de faire évoluer favorablement les systèmes de culture traditionnels.

La renommée qu'il s'était acquise en agronomie tropicale est telle qu'en 1957 la chaire de Phytotechnie des régions chaudes lui est confiée à la Faculté des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux. Il va désormais se consacrer aux jeunes et faire bénéficier de l'expérience qu'il a acquise outre-mer les étudiants de son Alma mater, à laquelle il fut toujours si profondément attaché.

Pédagogue accompli, son enseignement était à la fois clair et pratique. D'une voix forte au timbre percutant il énonçait ses idées avec une telle conviction que les étudiants étaient forcés de le suivre dans son raisonnement. Ses cours étaient rehaussés d'images toujours originales, bien à lui dans leur concision et choisies pour laisser une trace indélébile dans l'esprit de son auditoire. Le fougueux professeur qu'il a toujours été ajoutait de temps en temps une anecdote qui faisait sourire, un brin de poésie ou de lyrisme qui constituait une pause dans le rigoureux enchaînement des faits.

Ses leçons étaient toujours soigneusement préparées et souvent remaniées à la lumière de ses lectures ou de l'expérience que venaient enrichir les voyages ou les missions qu'il entreprenait au Congo et qui lui permirent de garder un contact étroit avec les réalités de l'outre-mer.

Dans son enseignement il avait le souci constant de la précision. Dans sa recherche du mot juste, du terme propre, il rejoignait Huxley dont il citait souvent la phrase: Nous n'apprendrons jamais à penser correctement si nous n'appelons pas les choses par leur nom véritable.

Pendant 23 ans, jusqu'à sa mise à l'éméritat, il assumera son enseignement avec la compétence, le dévouement et l'enthousiasme qui ont caractérisé toutes ses activités professionnelles. Ceux qui en ont profité en garderont une forte empreinte, tant il était vivant et frappé au coin du bon sens.

Sa façon vivante et bien à lui de donner ses cours captivait son auditoire et nombreux étaient ses anciens étudiants qui, lors d'une

visite à sa chaire, manifestaient le désir, toujours accueilli favorablement d'ailleurs, d'assister encore une fois à une leçon, preuve évidente qu'ils en avaient gardé un ineffaçable souvenir.

Parallèlement, mais en rapport direct avec ses charges professorales, il accepta et assuma diverses autres responsabilités dans l'enseignement et dans la recherche agronomique. Il fut professeur au Centre universitaire de l'Etat à Anvers, il participa d'une façon active à la création de l'Université officielle du Congo, il siégea au Comité de direction de l'INEAC, dont il était membre depuis 1952.

Tout en lui reflétait l'homme d'action. Il était franc, d'une franchise parfois un peu brutale, mais sous une écorce rude au premier abord, cet homme, bâti à chaux et à sable, cachait un cœur généreux et une compréhension des contingences humaines, apanage d'une riche nature. Si par hasard, au feu d'une discussion, son tempérament bouillant l'entraînait à un mot qu'il regrettait presque aussitôt, il s'employait de tout son pouvoir à atténuer ce que son ardeur et sa fougue avaient laissé échapper. Au fond c'était un grand sentimental, qui avait le goût du beau et qui l'exteriorisait en déclamant des passages entiers de vers de ses poètes préférés, qu'il connaissait par cœur.

Les attaques imméritées dont la Belgique fut l'objet au cours de la période qui précéda l'accès du Congo à l'indépendance le peinèrent et le révoltèrent profondément. Les convulsions qui suivirent et qui pouvaient lui faire croire qu'il avait œuvré en pure perte, l'incitèrent à défendre ses idées par le verbe et par la plume. Il n'y a qu'à lire les résultats de son expérience et de ses réflexions, publiées dans un article remarquable, aussi bien par le fond que par la forme, dans la revue littéraire *Le Flambeau*. Il y exprime des réflexions pertinentes sur la façon dont l'aide aux pays sous-développés est organisée. Le problème, dit-il, n'est envisagé que sous son angle social ou politique et néglige les réalités biologiques fondamentales.

Son souvenir continuera à vivre dans la mémoire des générations d'ingénieurs agronomes qu'il a formées, de ses collègues et de tous ceux qui ont eu le privilège de travailler avec lui.

Qu'il me soit permis de rendre hommage à sa veuve Mme Germaine Canler, qui fut pour

lui une collaboratrice précieuse, dont la lucide affection a souvent apaisé certaines amertumes et atténué ce que le tempérament de son mari avait de trop fougueux.

Publications: L'avenir du caoutchouc de plantation (*Rev. Bot. Appl.*, 1929, 463-467). — Contribution à la sélection de l'*Elaeis guineensis* JACQ. à Sumatra (*Ibid.*, 1934, 93-101). — Contribution à la sélection de l'*Elaeis guineensis* JACQ. (*Bull. Agric. Congo Belge*, 1934, 78-90). — Les Stations expérimentales de Mulungu et Tshibinda en 1933 (*Rev. Agrol. Bot. Kivu*, 1934, 10-23). — Influence de la fécondation artificielle des fleurs d'*Elaeis guineensis* JACQ. sur la production des fruits (*Bull. Agric. Congo Belge*, 1934, 347-357). — La sélection du café à la Station expérimentale de Mulungu (*Agric. Elev. Congo Belge*, 1935, 49-51). — Pollinisation artificielle des palmiers à huile (*Rev. Bot. Appl.*, 1936, 60-61). — La sélection du caféier arabica à Mulungu (Première communication) (*Publ. Ineac - Sér. Sci.* n° 11, 1936, 41 p.). — En collab. avec Jurion, F.: La fécondation des fleurs de *Coffea arabica* L. (*in: Journées d'Agronomie coloniale*, F. Ceuterick, Louvain, 1937, 134-137). — Résultats d'observations sur les populations et lignées de *Coffea arabica* L. au Kivu (*Rev. Bot. Appl.*, 1937, 278-282). — La taille du *Coffea arabica* L. (*Publ. Ineac, Sér. Tech.* n° 12, 1937, 34 p.). — Résultats d'observations sur les populations et lignées d'arabicas au Kivu (*Ann. Gembloux*, 1938, 246-249). — Quelques données sur les caféiers Arabica à tige unique et à tiges multiples (*in Rapport annuel Ineac pour l'exercice 1938, 2e partie*, Publ. Ineac Hors série, 1939, 114-116). — Le Quinquina (*Publ. Ineac, Sér. Tech.* n° 24, 1939, 51 p.). — Cultures de hautes altitudes à la Station de l'Ineac au Kivu (*in Actes du VIII Congrès international d'Agriculture tropicale de Tripoli*, 1939, IV - A, n° 86, 8 p.). — La Culture du Pyréthre au Kivu (*Bull. Agric. Congo Belge*, Bruxelles, 1940, 82-96). — L'improductivité des Caféiers Arabica dans le Kivu Nord (*Bull. Agric. du Congo Belge*, Bruxelles, 1941, 59-69). — La sélection du caféier Arabica à Mulungu. Deuxième communication (*Publ. Ineac, Sér. Sci.* n° 25, 1941, 72 p.). — L'exploitation des plantations de *Cinchona ledgeriana* MOENS (*Bull. Agric. Congo belge*, Léopoldville, 1943, 72-79). — Réflexions sur l'agriculture en pays de montagnes (*Rev. Agron. Colon.*, 1945, 1-19). — Le Quinquina, 2e éd. rev. et augm. (*Publ. Ineac, Sér. Tech.* n° 24 a, Ed. Centre Afrique, Costermansville, 1945, 57 p.). — L'indigène et la rénovation de son agriculture en pays de montagne (*Rev. Agron. Colon.*, 1946, 1-11). — Le Quinquina au Kivu et la guerre (*Rev. Colon. Belge*, 1946, 137-142). — Cultures de montagne et Cultures tropicales (*in Comptes rendus de la Semaine Agricole de Yangambi*, Publ. Ineac Hors série, 1947, 104-107). — Les systèmes de culture et la fertilité des terres (*in Congrès de pédologie*, Goma, 1948. Publ. Min. Colon., 1562-1570). — Corrélations et Efficiences d'un groupe de *Pyrethrum cinerariaefolium* PREG. (*Bull. Inst. Agron. Sin. Recb. Gembloux*, 1948-1949, 174-180). — Les grandes étapes de l'agriculture au Congo belge (*Bull. Agric. Congo Belge*, 1951, 831-854). — Het landbouwkundig onderzoek in Belgisch Congo (*Landbouwk. Tijdschr. Wageningen*, 1952, 298-303). — Résultats et perspectives de la recherche agronomique au Congo belge (*Ann. Gembloux*, 1956, 191-213 et *Bull. Agric. Congo Belge*, 1956, 1 471-1 500). — Origine, migrations et légendes de quelques plantes cultivées (*in Ouverture solennelle des cours, 7 octobre 1957, Institut Agronomique Gembloux*, 29-42). — La taille et la cueillette du théier d'Assam (*Bull. Agric. Congo Belge et Ruanda-Urundi*, 1959, 675-688). — L'aménagement des germoirs et des répinières de théiers (*Bull. Agric. Congo Belge et Ruanda-Urundi*, 1959, 949-956). — L'aide aux territoires nouvellement indépendants (*Le Flambeau*, 1962, 156-171).

5 juillet 1974.
F.-L. Hendrickx.

T

THYS (Albert-Marie-Georges-Noël), Médecin, Directeur de laboratoire (Hasselt, Limbourg, 26.9.1915 - Bruges, 21.10.1968). Fils de Maria-Joannes-Jacobus-Noël et de Hocabrechts, Anna-Maria.

Ce Limbourgeois, petit, râblé, le visage rectangulaire, esquissant facilement un sourire qui ne rompait en rien cependant son comportement extrêmement renfermé sur soi-même, fit ses études à l'Université de Liège où il obtint en 1940 le diplôme de docteur en médecine, chirurgie, et accouchement. La même année il obtenait à l'Institut de Médecine tropicale « Prince Léopold » à Anvers le diplôme de spécialiste en médecine tropicale. Cependant la guerre de 1940 allait mettre un frein à son désir d'aller exercer sa profession sous les tropiques et ce ne fut sans doute pas sans amertume qu'il dut consacrer un bon nombre d'années à la stomatologie.

Cependant après la guerre il fréquente à l'Université de Gand le laboratoire du professeur N. Goormaghtigh qui l'initie à l'anatomie pathologique.

Nommé médecin des hôpitaux du Congo belge il s'embarque sur le *Baudouinville* le 26.12.1950 et peu après son arrivée au Congo est mis à la disposition du laboratoire de Stanleyville. Il y fait la connaissance du Dr. P. Liegeois un des meilleurs anatomo-pathologistes de l'Afrique.

Cependant, suite à une intoxication grave, Albert Thys doit être rapatrié avant la fin de son terme (2.11.1953), mais dès le mois de juillet 1954 il revient à Stanleyville chargé d'assurer *ad interim* la direction du laboratoire après la mort prématurée du Dr. Liegeois.

Un an et demi plus tard, le 31 janvier 1956, il était muté pour assurer la direction du service d'anatomie pathologique de l'Institut de Médecine tropicale à Léopoldville. Ce n'est cependant qu'en octobre 1958 que le Dr. Thys fut promu au grade de médecin directeur de laboratoire. Nommé chargé de cours

d'anatomo-pathologie à l'Université d'Elisabethville, il enseigna durant l'année académique 1959-1960 puis rentra en Belgique.

Les événements firent qu'il n'est pas retourné au Congo. Du 15.12.1961 au 31.10.1962 il appartint à l'IBERSOM et fut à ce titre détaché à l'Institut de Médecine tropicale à Anvers pour y assurer le fonctionnement du service d'anatomie pathologique, fort peu développé à l'époque. Quittant l'IBERSOM Thys entra au Ministère de la Santé publique comme médecin inspecteur de laboratoire et fut bientôt détaché à Bruges où il exerça sa spécialité à l'hôpital St-Jean.

Le Dr. Thys a relativement peu publié. Quelques-uns de ses travaux écrits en collaboration avec divers auteurs portent sur les mycoses au Congo: mycétomes, rhinosporidiose, chromomycose, histoplasmose africaine. Le travail qu'il écrivit avec P.-G. Janssens sur des infections par *Pneumocystis carinii* chez des nourrissons congolais, mériterait d'être connu davantage. Il est sans doute caché sous le titre inhabituel de « *Pneumocystosis in Congolese infants* » (*Trop. & Geographical Med.*, 1963, 15: 2, 158-172). Mais son gros œuvre qui lui valut d'obtenir en 1959 le prix Broden-Rodhain est une recherche fondamentale sur le cancer. Sous le titre « *Considérations sur les tumeurs malignes des indigènes du Congo belge et du Ruanda-Urundi* » les résultats qu'il obtint furent publiés dans les *Annales de la Société belge de Médecine tropicale* (1957, 37-4, 483-514). Ils restent 20 ans après leur parution, constamment cités et consultés.

J'extrais des conclusions de ce travail un passage qui exprime bien, me semble-t-il, la modestie apparente mais aussi la sûreté de soi du Dr. Albert Thys: « Sans prétendre, écrivait-il, que les fréquences relatives obtenues [il s'agit de la fréquence de certains cancers] possèdent une valeur statistique au-dessus de toute critique, leur analyse présente néanmoins un intérêt certain ».

Le Dr. Thys était marié et père de cinq

enfants. En 1960 il fut élu vice-président de la Société belge de Médecine tropicale.

25 avril 1976.
R. Vanbreuseghem.

TILBORGH (VAN) (A.-A.-J.), Officier médecin de la Marine royale (Bruxelles, 4.6.1808 - Anvers, 13.10.1847).

Van Tilborgh avait été commissionné le 15 juillet 1832 dans la Marine royale au grade de sous-aide major. On sait que les débuts de notre marine militaire furent très pénibles. Les crédits accordés par le parlement étaient réduits et, de plus, il était impossible de former les officiers sur les bateaux de l'armée, ceux-ci ne pouvant quitter l'Escaut. Le gouvernement avait décidé d'accorder des équipages militaires aux armateurs qui enverraient des bateaux à l'étranger pour rétablir un courant commercial perdu depuis la séparation d'avec les Pays-Bas qui avaient conservé les Indes Orientales.

C'est ainsi que le 5 novembre 1834, le *Robuste*, trois-mâts de 350 tonneaux appartenant à De Lescluze père, se vit affecter un équipage composé d'officiers de la Marine royale en vue d'entreprendre un voyage vers l'Egypte. Van Tilborgh en faisait partie comme médecin.

Le départ eut lieu le 3 janvier 1835 et la traversée fut mouvementée. Le 6 février, le *Robuste* mouillait en rade d'Alger. La nuit suivante, une tempête violente soulevait les flots et le bateau belge heurtait un brick autrichien; au cours de la collision, les deux bâtiments avaient encouru des avaries. La tempête cependant ne s'appaisait pas et, malgré le courage de l'équipage, le *Robuste* se brisa sur les rochers le 11 février, après avoir rompu ses amarres; au cours de ces pénibles journées, dix-sept navires furent perdus en rade d'Alger.

L'équipage belge fut loué pour les efforts déployés afin de tenter de sauver le *Robuste*.

Van Tilborgh et les autres membres de l'équipage furent embarqués le 15 février à bord d'un bâtiment de l'Etat qui les conduisit à Toulon, d'où ils rentrèrent au pays par voie terrestre.

Van Tilborgh fut à nouveau affecté à la flottille le 1^{er} mai 1835. Il fit partie de l'équipage du *Météore*, nouveau bateau de De

Lescluze père, qui n'avait pas été découragé par la perte du *Robuste*. Le 11 août 1835, le *Météore* partait en direction de la Méditerranée sous les ordres du lieutenant de vaisseau Eyckholt. Chose extraordinaire pour l'époque, la cargaison représentait une valeur de 100 000 F et ne comportait que des produits belges.

Arrivé à Alger le 8 septembre, le *Météore* était à Malte trois semaines plus tard. L'armateur, qui se trouvait à bord, avait eu l'intention de se rendre à Alexandrie, mais il dut y renoncer, car le choléra et la peste ravageaient l'Egypte, qui était également en proie à des troubles politiques.

Changeant de destination, le *Météore* cingla vers Tunis où les marchandises emportées purent être vendues dans d'excellentes conditions. Le retour de Tunis, avec un crochet par Malte, s'effectua en cinquante jours et, le 13 mars 1836, le *Météore* arrivait en rade d'Ostende. Cependant, malgré la présence à bord du docteur Van Tilborgh, il fut astreint à la quarantaine qu'il dut subir à Flessingue, à cause de son tirant d'eau trop élevé qui ne permettait pas l'accès du port de Nieuport, normalement désigné pour les séjours de quarantaine. Finalement, le bâtiment rallia Anvers.

Léopold I^r reçut De Lescluze et, d'après les contemporains, ce voyage constituait une première tentative belge en vue de la colonisation d'une portion des côtes de l'Afrique du Nord.

Van Tilborgh, après divers voyages, fut désigné, le 1^{er} septembre 1842, comme médecin du brick *Comte de Flandre*. Ce bateau de 209 tonneaux était armé et équipé par l'armateur H. Jonckheer, afin de répondre à une idée de L.-Ph. Coimmaillé, consul de Belgique dans la ville du Cap, en Afrique du Sud. Le voyage devait durer deux ans pour faire connaître au loin les produits de l'industrie belge et Coimmaillé s'était engagé à diriger les opérations commerciales. En plus de l'équipage et de la cargaison, d'une valeur de 200 000 F, le bateau emportait quinze passagers, dont plusieurs représentants de maisons de commerce belges.

Le voyage ne fut pas de longue durée car, le 21 octobre 1842, à hauteur de l'île de Wight, le *Comte de Flandre* fut assailli par une tempête et perdit sa voilure et son mât de misaine. Il dut être envoyé à Ramsgate pour réparation et n'en repartit que le 7 septembre 1843.

On avait espéré recommencer le voyage, mais la personnalité de Commaille avait été discutée et, à tort semble-t-il, on renonça à une nouvelle tentative.

Le 25 mai 1843, Van Tilborgh, qui n'avait connu que des malheurs, passa sur le *Charles* qui était commandé par le lieutenant de vaisseau T. Hoed. Mais ce bateau avançait médiocrement et manœuvrait plus mal encore; il était impropre à la navigation au long cours et pourtant il partait pour un voyage aux Indes Orientales et aux Philippines.

Etant passé par les îles Canaries et par Singapour, le *Charles* se dirigeait vers Manille par le détroit de Macassar, en longeant l'île de Bornéo. Le 16 février 1844, dans la nuit, il échoua sur un banc non mentionné sur la carte, près de l'embouchure de la Gooti, l'actuel fleuve Mahakam. Au matin, le navire belge fut attaqué par 24 embarcations chargées de pirates et armées d'artillerie. Le *Charles* n'étant pas armé valablement, toute résistance était impossible et l'équipage fut forcé de fuir dans trois chaloupes pour tenter de gagner le port de Macassar qui était distant de près de 450 km et qui était le seul établissement européen susceptible de leur assurer un abri dans cette région.

Sans argent presque, dénués de vivres et ayant peu d'eau à boire, les hommes arrivèrent le long de la côte de l'île Célèbes où, au prix de grands dangers, Oscar Ducolombier réussit à se procurer de l'eau pour ses compagnons assoiffés. Le 26 février 1844, les trois chaloupes arrivèrent à Macassar.

Quelques jours après, des navires de guerre hollandais arrivèrent dans ce port et organisèrent une expédition punitive à laquelle prirent part tous les hommes de l'équipage du *Charles*. La campagne dura quarante jours et Tingaroung, capitale du Sultan du Kutei, fut prise. On y récupéra une partie des marchandises volées aux Belges, mais on ne retrouva que les restes incendiés du *Charles*. L'expédition fut de retour à Macassar le 22 avril 1844.

Le gouverneur de ces îles, Perez, natif de Bruxelles, avait bien accueilli les Belges; il les fit dédommager et, le 8 mai, il les fit conduire à Batavia où ils arrivèrent le 16 mai.

L'équipage belge fut embarqué à bord du trois-mâts barque britannique, *Royal Consort*, de 600 tonnes, pour être rapatrié en Belgique. Le voyage de retour fut également une pénible aventure. Une voie d'eau s'étant déclarée, le bateau atteignit les îles Cocos à la limite de la

flottabilité, cinq jours après avoir quitté le détroit de la Sonde.

L'avarie avait été aveuglée tant bien que mal; aussi, l'eau recommençait à pénétrer dans la coque et le *Royal Consort* dut se réfugier à l'île Maurice où des réparations convenables purent enfin être conduites à bien. Le retour de l'équipage belge se fit par l'île de Sainte Hélène et l'Angleterre. Après dix-sept mois, Van Tilborgh était de retour à Anvers, en octobre 1844.

Tous ces avatars ne décourageèrent cependant pas encore le malchanceux médecin qui embarqua à bord du *Macassar* le 18 avril 1845. Mais les hommes de l'équipage, très superstitieux, maugréaient contre la présence de ce médecin de mauvais augure, car ils connaissaient ses mésaventures du *Météore*, du *Comte de Flandre* et du *Charles*.

Le 22 mai 1845, le *Macassar*, un trois-mâts de 740 tonneaux, quittait Anvers à destination des Indes Orientales. Il était chargé de marchandises dont le choix n'était pas des plus judicieux. Dans la mer de Chine, le commandant Swarts se trouva devant une situation si difficile qu'une nuit, il dut réunir son état-major en conseil pour prendre une décision.

Arrivé à Manille, le *Macassar* y séjournait deux mois, car il était difficile de satisfaire aux conditions imposées par l'armateur pour constituer la cargaison pour le retour.

Sur le chemin de Java, le bateau toucha les rochers et dut se réfugier à Sourabaya où il fallut procéder à la délicate opération d'abattage en carène, pour atteindre la partie de la coque avariée. Pendant le séjour à Sourabaya, l'équipage belge fut très bien accueilli, car nombreux étaient leurs compatriotes qui y séjournaient depuis avant 1830 et qui n'avaient plus revu leur pays depuis. Cependant le séjour failit mal se terminer; alors que le bateau avait été redressé et était amarré à un ponton, une soudaine tornade le fit s'incliner, au point qu'il rompit ses amarres et que la quille sortit de l'eau. Heureusement, le *Macassar* se redressa et la préparation du départ put s'achever normalement.

Le 18 mai 1846, le trois-mâts belge reprit la mer pour rentrer à Anvers par Bali et Sainte Hélène en contournant le continent africain. Mais Van Tilborgh eut encore du travail, car le second, Baillieu, perdit la raison et nécessita des soins attentifs.

Le retour à Anvers eut lieu le 3 août 1846. Le malheureux médecin ne reprit plus la mer

et déceda dans la métropole le 13 octobre 1847.

Malgré tous les déboires, Van Tilborgh œuvra avec ténacité pour l'expansion belge outre-mer.

3 novembre 1974.
A. Lederer.

TINEL (Guido), Procureur général honoraire de Léopoldville, vice-président honoraire du tribunal de première instance de Bruxelles (Malines, 24.8.1885 - Bruxelles, 1.8.1957).

Docteur en droit de l'Université de Louvain, Guido Tinel s'engage dans la magistrature coloniale et part dans le cadre de la réforme judiciaire entamée par Léopold II et poursuivie par le gouvernement colonial. Il est successivement substitut du procureur du Roi à Lusambo puis à Léopoldville, puis procureur du Roi à Buta, Léopoldville, Luebo et Coquilhatville; en 1935 il est nommé substitut du procureur général à Léopoldville et après avoir rempli les mêmes fonctions à Elisabethville, il est nommé procureur général en 1935.

En 1937 Guido Tinel rentre définitivement en Belgique; il est nommé vice-président du tribunal de première instance à Bruxelles et renonce à tout avancement dans la magistrature belge. Ayant pris sa retraite avec le grade honoraire de ses fonctions il s'éteint le 1^{er} août 1957.

Sources: *Belgique d'Outre-Mer*, n° 270, sept. 1957, p. 381. — Archives du Ministère des Colonies, Rég. Matr. des A.E. n° 545.

Octobre 1975.
A. Rubbens.

T JAECKENS (Roger), Missionaris, martelaar van Kongolo (Ardooe, 8.8.1927 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Achiel en Vanthomme, Helena.

Zijn humaniora-studies begon hij in 1942 aan het H. Geestcollege te Lier, zette ze verder te Izegem (1944-1945) en daarna opnieuw te Lier. In 1948 trad hij in het noviciaat van de Congregatie van de H. Geest te Cellule (Fr.) waar hij op 8 september 1949 zijn eerste religieuze geloften uitsprak. Daarna studeerde hij wijsbegeerte en theologie aan het scholas-

tikaat van de Congregatie te Leuven. Op 11 juli 1954 werd hij te Leuven priester gewijd. Na enkele tijd leraar geweest te zijn aan het college te Lier, mocht hij in oktober 1958 naar Kongo vertrekken, naar het apostolisch vicariaat Kongolo. Hij werd professor aan het klein seminarie te Kongolo, waar hij op 1 januari 1962 met 19 van zijn confraters omgebracht werd door soldaten van het Kongolees nationaal leger.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 34-35. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25 januari 1962.

15 december 1975.
M. Storme.

TOURNAY (René), Missionnaire, martyr de Kongolo (Mellery, Br., 19.9.1929 - Kongolo, 1.1.1962). Fils de Arthur et de Scheiss, Maria.

De 1941 à 1949 il fit des études humanitaires au collège des Pères du St. Esprit à Gentinnes, près de son village natal. Après un an de noviciat à Cellule (Fr.) il fut admis dans la Congrégation du St. Esprit et prononça ses vœux religieux le 8 septembre 1950. Il fit ses études de philosophie et de théologie au scolasticat de la Congrégation à Louvain et reçut la prêtrise le 28 octobre 1955. Parti pour le vicariat apostolique de Kongolo, en mai 1957, il séjournait pendant quelque temps à Kongolo, pour être destiné ensuite à la mission d'Ankoro. Une maladie l'obligea de rentrer en Europe en janvier 1961, mais après quelques mois de repos il put repartir pour le Congo. Étant encore à Kongolo, il y tomba victime du massacre du 1^{er} janvier 1962.

Lit.: Archives des Pères du St-Esprit. — De martelaren van Kongolo, Bruxelles, 1962, p. 42-43. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Africa Christo, Nijlen, mars 1962. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Eglise vivante, Louvain, 1962, p. 140-144. — Agence D.I.A., Leopoldville, 18, 24 et 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1958, p. 46. — Missiejaarboeken van België, 1958-1961.

16 décembre 1975.
M. Storme.

**TRATSAERT (P.-J.), Officier de marine
(Ostende, 6.2.1813 - R.I.).**

Tratsaert fut engagé à la Marine royale en qualité d'aspirant de 2^e classe et embarqué sur la flottille le 1^{er} novembre 1834.

Etant donné la pénurie de bateaux de la marine militaire, l'Etat louait des navires de commerce ou prêtait des officiers aux armateurs, afin de disposer d'équipages entraînés au métier de marin. C'est ainsi qu'en 1837, la *Clotilde*, un trois-mâts barque de 380 tonneaux, fut loué à l'armateur Spillaert d'Anvers. Le but du voyage était la formation des officiers.

La *Clotilde* fut placée sous les ordres de Nieuwens, un officier exigeant et sévère; Tratsaert faisait partie de l'équipage. Le chargement du navire commença le 30 mai; le 16 juin, le chef de la marine, le capitaine-lieutenant Lahure, passa l'inspection du bâtiment et fit prêter serment aux officiers. Le départ eut lieu le lendemain et cette croisière, sans aucune escale, conduisit le bateau dans la Manche et dans l'Atlantique, jusqu'au sud de l'Équateur. Le retour eut lieu à Ostende le 2 octobre 1837.

Chacun était heureux de voir se terminer un voyage au cours duquel Nieuwens avait exigé une discipline exemplaire; de plus, par suite du manque de vivres frais, l'équipage avait souffert du scorbut.

Tratsaert fut nommé aspirant de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1839 et désigné en 1841 pour faire partie de l'équipage de la goëlette *Louise-Marie*, que l'Etat belge venait d'acquérir. Le bateau, placé sous les ordres du lieutenant de vaisseau Eyckholt, partit le 5 juillet 1841, pour une croisière en mer du Nord et vers l'Islande. Au cours de cette équipée, la *Louise-Marie* porta secours à trois bateaux de pêche belges en difficulté; de plus, contact fut pris avec Ogilvy, consul de Belgique aux îles Shetland. Le retour au pays eut lieu le 19 octobre 1841.

Tratsaert passa le 7 novembre 1841 sur une canonnière, puis, le 22 mars 1842, il servit sur le cutter d'instruction avec lequel il fit des missions de surveillance de la pêche en mer du Nord.

En vertu d'un accord signé le 31 décembre 1842 par le comte de Briey, ministre des Affaires étrangères, un service régulier devait être organisé entre la Belgique, Singapour et Batavia. Le 11 novembre 1843, le *Macassar*,

sous les ordres du lieutenant de vaisseau Van den Broecke, partait pour les Indes Néerlandaises, appelées à cette époque les Grandes Indes; Tratsaert était du voyage en qualité d'aspirant. Jusqu'à l'Équateur, le bateau essuya un gros temps; après le Cap de Bonne Espérance, la mer devint si houleuse que la mâtûre subit des dégâts. Le *Macassar* arriva à Singapour le 3 avril 1844; des officiers français qui se trouvaient dans ce port admirèrent les efforts de nos marins pour faire connaître les produits de l'industrie belge. A part le verre à vitre, les marchandises emportées n'intéressaient que médiocrement ces pays lointains et les officiers belges devaient faire montre de qualités commerciales pour écouter la cargaison emportée.

Le *Macassar* quitta Singapour le 15 avril pour arriver à Manille le 19 mai 1844; le séjour dans ce port dura jusqu'au 17 juin puis, le voilier cingla pour Batavia afin d'y recueillir l'équipage du bateau belge *Charles*, qui avait été pillé et incendié par des pirates dans les parages de l'île Bornéo; le retour à Anvers eut lieu le 22 novembre 1844. Ce voyage avait duré un peu plus d'une année.

Tratsaert passa, dès lors, à la division de l'Escaut et fut nommé enseigne de vaisseau le 18 juillet 1845. Le 6 août, il était désigné pour faire partie de l'équipage de l'*Ambiorix*, qui partit le 8 septembre sous le commandement de l'enseigne de vaisseau Roose, pour les Indes Néerlandaises. Le retour au pays eut lieu seulement le 9 octobre 1846.

Tratsaert fut placé à nouveau à la division de l'Escaut; mais dès le 23 juillet 1847, il était désigné comme second à bord du *Schelde*. Ce bâtiment se rendit également aux Indes Néerlandaises sous les ordres du lieutenant de vaisseau Claeys. Le voilier revint à Anvers le 10 septembre 1848 avec une cargaison de riz et de thé pour la maison Wattel, ainsi qu'une trentaine de singes pour le jardin zoologique.

Après trois voyages vers les Grandes Indes, Tratsaert allait être dirigé vers l'Afrique Occidentale. En effet, il fut enrôlé à bord de la *Louise-Marie* qui devait se rendre, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Van Haverbeke, au Rio-Nunez où un accord avait été signé avec le chef régional Lamina et où des maisons belges commençaient à ouvrir des comptoirs commerciaux. Le bateau quitta Anvers le 31 décembre 1848 et mouillait à Gorée le 22 janvier 1849.

Des incidents graves survinrent au cours de ce voyage, car la région du Rio-Nunez avait

fait autrefois l'objet de la convoitise des Français et des Anglais. Si les premiers avaient vu, à regret, les Belges les devancer, des commerçants anglais n'hésitèrent pas à installer des comptoirs, avec la complicité d'un autre chef, Mayoré, dans la zone réservée aux Belges.

Le 10 février, la *Louise-Marie* était en vue de Vittoria, à l'embouchure du Rio-Nunez et, le 13 février, elle mouillait en rade de Rapass. Le lendemain, Van Haverbeke donnait ses ordres selon des instructions secrètes reçues du Gouvernement belge qui désirait faciliter l'installation de comptoirs qui auraient permis d'exporter les produits manufacturés.

Pour sa part, Tratsaert devait surtout veiller à la défense des dépôts de marchandises créés au Rio-Nunez par les commerçants belges. Il devait s'enquérir des forces guerrières de la région et déterminer l'importance d'une garnison à créer à Vittoria, afin d'assurer la liberté du commerce. Il devait également estimer les ressources en vivres et le coût d'entretien d'une garnison n'excédant pas 300 hommes.

Cependant, les enquêtes menées par les officiers belges étaient inutiles, car, ni le gouvernement ni les Chambres ne soutinrent les efforts d'expansion de leur souverain.

Au cours du voyage auquel Tratsaert participa, les officiers belges durent organiser une expédition jusqu'à Debokké, pour mettre à la raison Mayoré et ses hommes. Comme la *Louise-Marie* avait un tirant d'eau trop élevé, elle ne put remonter le fleuve; pendant que Van Haverbeke et ses hommes continuaient l'expédition en chaloupe, le 25 février, la *Louise-Marie* était confiée à la garde de Tratsaert. On sait que les incidents dans cette rivière se multiplièrent et que les Belges furent aidés par les Français pour remettre de l'ordre dans la région.

Au cours de la descente du Rio-Nunez, les hommes de Mayoré tiraient de la rive, visant spécialement les uniformes des officiers. Le 26 mars, au cours des harclements, Dufour fut blessé gravement au visage; heureusement, Tratsaert ne fut pas touché. Il fut de retour à Anvers avec la *Louise-Marie* le 17 juin 1849.

Malgré ses états de service, il fut mis en disponibilité le 10 juillet et il donna sa démission le 23 octobre.

Tratsaert n'était pas le seul à être découragé devant le triste avenir réservé aux officiers de la Marine royale. A ce moment, la Confédération germanique constituait une flotte mi-

litaire et des offres intéressantes étaient proposées aux officiers belges.

Quelques-uns, dont Tratsaert, furent autorisés à accepter les propositions. Ces officiers servirent jusqu'en 1852 dans cette flotte, car, elle aussi fut dissoute le 22 avril 1852.

En 1853, Tratsaert figurait comme membre d'honneur du Yacht club d'Ostende. Nous ignorons ce qu'il devint dans la suite.

27 août 1972.

A. Lederer.

Leconte, L.: *Les Ancêtres de notre Force Navale* (Bruxelles, 1952).

TULIPPE (Omer-Camille), Professeur, Associé de l'Académie (Saint-Vaast, 29.2.1896 - Liège, 22.2.1968). Fils de Camille et de Hecq, Marie; époux de Dumont, Elise.

Le professeur Omer Tulippe, élu associé de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer, en 1960, a joué un rôle éminent dans le monde géographique belge dès sa nomination comme assistant à l'Université de Liège en 1929; l'importance des fonctions assumées (professeur ordinaire à l'Université de Liège, directeur du Survey National) et des publications (dont il sera question par la suite), l'animation donnée à l'école géographique de Liège ont fait du professeur Tulippe une personnalité de premier rang. On n'insistera pas plus longuement sur l'enseignement et l'entraînement scientifique et intellectuel dont les heureux effets ont été si bénéfiques pour l'école liégeoise: tout cela a été précisément et excellemment dit au cours de la « Manifestation d'hommage à Monsieur Omer Tulippe » (Liège, 5 mars 1961, 51 pages; allocutions de MM. P. Fourmarier, F. Dussart, L. Dethier, V. Bure, avec une réponse d'O. Tulippe). Trente promotions annuelles de licenciés en sciences géographiques ont dû au professeur Tulippe une grande part de leur inspiration scientifique.

Le professeur Omer Tulippe laisse une grande œuvre de géographie humaine. Sa contribution la plus fouillée est ici *L'habitat rural en Seine-et-Oise; essai de géographie du peuplement* (Liège, 1934, 361 pages); modèle de recherche scientifique, cet ouvrage montre, au prix de patientes et ingénieuses recherches dans les archives et sur le terrain, que les établissements ruraux des environs de Paris sont liés à des contingences socio-économiques qui

ont varié au cours des âges et que les complexités de la carte résultent du télescopage de situations diverses correspondant à divers moments de l'histoire.

Toute sa vie, le professeur Tulippe a gardé une inclination pour la géographie des choses rurales; son importante contribution à la géographie de la Belgique se maintient dans ce cadre; rappelons *L'élevage du cheval en Belgique* (Liège, 1932, 216 p.), *Les paysages ruraux de la Belgique* (Liège, 1939, 10 p.), *L'herbage dans l'agriculture belge* (Liège, 1939, 16 p.), *Une Carte des Communes belges* (Liège, 1939, 9 p.), *L'homme et la forêt tempérée en Belgique* (Liège, 1942, 102 p.), *Structure agraire et paysage rural au pays de Chimay. La commune de Baileux* (Liège, 1943, 65 p.); bien entendu nous avons seulement indiqué les contributions les plus importantes parmi les dizaines d'articles et de notes que le professeur Tulippe a consacrés à la géographie de la Belgique. Si l'essentiel de ces travaux a trait à des sujets ruraux, le professeur Tulippe, cependant, ne perdait pas de vue la géographie des industries et des villes; diverses publications en témoignent, et, par-dessus tout, le grand rôle joué par le professeur Tulippe dans la publication de l'Atlas national de Belgique (publié par le Comité National de Géographie) et dans celle de l'Atlas du Survey National.

Une part de l'activité scientifique du professeur Tulippe a été en effet vouée au succès de l'Atlas du Comité national de Géographie et de l'Atlas du Survey National. A l'Atlas du Comité national le professeur Tulippe a donné les cartes suivantes et leurs commentaires: Population par Commune, Forêts, Natalité-Mortalité, Commerce extérieur. Directeur (plus exactement Commissaire du Gouvernement) au Survey National de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (Ministère des Travaux Publics), le professeur Tulippe a veillé à la publication du très intéressant Atlas du Survey National.

Ce qui nous conduit tout naturellement à insister sur un volet important de l'activité du professeur Tulippe: la « géographie appliquée »; il en fut en Belgique un partisan décidé. Sa compétence et son autorité lui conférèrent une réputation internationale qui fut couronnée par sa nomination au rang de président de la Commission de Géographie appliquée de l'Union Géographique Internationale (1964-1968). Le professeur Tulippe a publié

d'importants travaux sur les questions qui se posent à la géographie appliquée: *Géographie et urbanisme* (Liège, 1946, 5 p.), *Le plan national d'aménagement du territoire* (Le Mouvement Communal, Urbs Nova, Bruxelles, 1948, n° 242, p. 9-21), *Aménagement et protection des sols en Belgique* (Liège, 1950, 35 p.), *La Géographie et les Géographes au service de la planification régionale en Belgique* (Liège, 1951, 25 p.), *La Géographie appliquée* (Liège, 1956, 54 p.), *Présentation de l'Atlas du Survey national* (Bull. de l'Académie royale de Belgique, Classe des Sciences, séance du 5 juillet 1958, Bruxelles, 1958, p. 632-633), *L'aménagement du Sud-Luxembourg, enquête préparatoire au Plan d'aménagement et de développement* (en collaboration, Bruxelles, 1963, 350 p.), *Les applications de la géographie en Belgique* (Académie royale de Belgique, Comité national de Géographie, Bruxelles, 1964, 103 p., en collaboration), *Objectifs de la géographie* (Bulletin de l'Académie royale de Belgique, Classe des Sciences, séance du samedi 5 novembre 1966, p. 1182-1199).

Le professeur Tulippe a su appliquer en Afrique centrale ses principes et méthodes de recherche; son étude sur *Les Paysannats indigènes au Kasai* (Bull. de la Soc. belge d'Etudes géographiques, 1955, p. 21-67) et son *Essai de géographie agraire à Matafa* (Université de Liège, FULREAC, 1957, 1^{er} rapport, p. 36-38) ont été remarqués.

Le professeur Tulippe a non seulement fait connaître la géographie appliquée par les publications qui viennent d'être citées (et qui sont choisies comme les plus marquantes dans une œuvre beaucoup plus vaste), il s'est vigoureusement employé à donner à la géographie appliquée la place qu'elle mérite au sein des entreprises d'aménagement territorial qui caractérisent notre époque.

Dans une ère d'expansion démographique marquée simultanément par l'exode rural et par le grossissement des villes, dans une ère de révolution technologique les hommes sont inévitablement amenés à transformer la carte, pour répondre aux besoins nouveaux nés de la multiplication des hommes, de leurs translations, de leurs exigences technologiques. La Géographie a un grand rôle à jouer pour « expliquer » la carte que le passé nous a léguée; la Géographie appliquée doit montrer, en partant de cet acquis de connaissances, quelles sont les surfaces qui se prêtent le plus aisément, et avec le minimum de dégâts, à l'i-

mise en place des transformations inévitables. Dans ces domaines le professeur Tulippe a laissé une œuvre pratique et écrite remarquable par la pénétration des vues, l'information, la sagesse des solutions proposées. Professeur, géographe des paysages ruraux, théoricien et praticien des aménagements territoriaux, le professeur Tulippe fut une personnalité riche

et complexe, dont l'influence s'exercera long-temps sur la géographie belge.

Publications: La liste des publications du professeur O. Tulippe a paru dans le *Bulletin des séances de l'Académie*, 1969, p. 87 et suivantes.

5 avril 1973.
Pierre Gourou.

V

VALKENEER (DE) (*Alphonse-Jean-Joseph-Sylvain*), Gouverneur de la Province de l'Equateur au Congo ex-belge. (Bruxelles, 2.6.1898 - Uccle, 5.9.1973). Fils de Sylvain et de Jeanne Versé.

Dès la fin d'études humanitaires, de Valkeneer entre à l'armée belge, en qualité de volontaire le 26 novembre 1915. Il suit les cours d'officier d'artillerie en France, à Onivel, en 1917, et fait ensuite partie des 5^e et 11^e régiments d'artillerie. Il participe à l'occupation du Rhin du 12.11.1918 au 1.2.1919.

Attiré par l'Afrique, de Valkeneer entre le 23.4.1929 à la Cie du Kasai. Il y fait deux termes et se retire le 27.5.1934. Le 21 juillet 1936, de Valkeneer commence sa carrière au service du Gouvernement du Congo belge. Il commence par être candidat administrateur territorial temporaire et gravit divers échelons pour être finalement gouverneur de Province.

Il est successivement: candidat administrateur territorial: 21.7.1936 au 30.6.1938. — administrateur territorial de 2^e classe: 1.7.1938 au 30.6.1943. — administrateur territorial de 1^re classe: 1.7.1943 au 31.5.1944. — administrateur territorial principal: 1.6.1944 au 31.12.1948. — commissaire de District assistant: 1.1.1949 au 31.3.1953. — commissaire de District: 1.4.1953 au 31.12.1956. — commissaire provincial: 31.12.1956. — commissaire provincial: 1.1.1957 au 31.3.1959. — gouverneur de Province de l'Equateur: 1.4.1959 au 1.7.1960.

De Valkeneer, au cours de sa carrière à l'Afrique, a fait partie de la Force Publique du Congo belge du 30.6.1940 au 6.11.1944. Il a exercé les fonctions de commandant de la F.P. à Sankuru et à Kabinda. Il fut com-

mandant du bataillon de sécurité territoriale de Lusambo (20.6.1941 - 6.11.1944) et de ce fait a participé à la répression de la mutinerie du XIV^e bataillon à Lualabourg en février et mars 1944. Il a été cité à l'ordre du jour pour sa conduite à cette occasion. Le 1.4.1946 de Valkeneer est versé dans la réserve de la F.P.

De Valkeneer s'est occupé beaucoup des questions vétérinaires et notamment de la brucellose bovine et des moyens à mettre en œuvre pour arriver à l'éradication complète de cette maladie.

de Valkeneer était titulaire de plusieurs distinctions honorifiques: Croix de guerre 1914-18. — Croix de feu 1914-18. — Médaille de la Victoire (10.10.23). — Médaille commémorative avec 4 barettes en argent et une couronne en vermeil (10.23). — Médaille de volontaire combattant (27.12.30). — Chevalier de l'Ordre de Léopold (15.11.36). — Croix civique de 1^re classe 1914-18 (15.4.39). — Officier de l'Ordre de la Couronne (15.11.39). — Médaille commémorative de l'effort de guerre colonial de 40-45, surchargée d'une étoile en or (1.3.46). — Officier de l'Ordre de Léopold II (15.11.48). — Commandant de l'Ordre de la Couronne à la date du 15.11.48 (8.4.50). — Médaille de volontaire de guerre 40-45 (21.2.52).

3 novembre 1975.
G. de Rosenbaum.

VANDAMME (José), Missionaris, marteelaar van Kongolo (Ingelmunster, 29.6.1928 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Georges en Nolf, Elisa.

Na zijn humaniora-studies aan het H. Geestcollege te Lier (1941-1947), trad hij in het noviciaat der Congregatie van de H. Geest te Cellule (Fr.) en legde er op 8 september 1948 zijn eerste religieuze geloften af. Wijsbegeerde en theologie studeerde hij aan het scholasticaat van de Congregatie te Leuven, waar hij op 2 augustus 1953 tot priester ge-

wijd werd. Begin september 1955 vertrok hij naar het apostolisch vicariaat van Kongolo (Noord-Katanga). Hij werd directeur van de pedagogische school te Kongolo en tevens aalmoezenier van het hospitaal aldaar. Op 1 januari 1962 was hij onder de slachtoffers van de massamoord aangericht door de soldaten van het Kongolees nationaal leger.

16 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 43-44. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1956, p. 46. — Missiejaarboeken van België, 1956-1961.

VANDUFFEL (Michel), Missionaris, martaalaar van Kongolo (Overpelt, 25.9.1921 - Kongolo, 1.1.1962). Zoon van Jan en Schillemans, Marie.

Zijn middelbare studies begon hij aan het H. Geestcollege te Lier, om ze te voltooien te Ingelmunster. In 1939 trad hij in het noviciaat der Paters van de H. Geest te Hotgne en legde er het volgend jaar zijn eerste kloostergeloften af. Hij studeerde wijsbegeerte te Ingelmunster (1940-1942) en theologie aan het scholasticaat van de Congregatie te Leuven. Hij werd priester gewijd te Leuven op 9 september 1945. In september 1946 kon hij naar Congo vertrekken, naar het apostolisch vicariaat van Noord-Katanga. Eerst was hij als reisvader verbonden aan de missie van Kongolo, daarna gedurende 2 jaar als leraar aan de normaalschool van Lubunda. In 1953 werd hij overste te Kongolo. Hij begon er in 1957 de nieuwe Sint-Jozefsparochie in de cité Kangoy. Op 1 januari 1962 was hij onder de slachtoffers van het bloedbad aangericht door soldaten van het Kongolees nationaal leger.

16 december 1975.
M. Storme.

Lit.: Archief Paters van de H. Geest. — De martelaren van Kongolo, Brussel, 1962, p. 46-47. — Africa Christo, Nijlen, maart 1962. — Pentecôte sur le monde, Gentinnes, 1962, n. 33. — Eglise vivante, Leuven, 1962, p. 140-144. — Spiritains, Montréal, sept.-oct. 1962. — J. Darmont, La tragédie de Kongolo 1^{er} janvier 1962. Rapport sur les événements de Kongolo fin décembre 1961 et janvier 1962. — Ag. D.I.A., Leopoldstad, 18, 24 en 25.1.1962. — Kerk en Missie, 1947, p. 20. — Van Wing-Goemé, Annuaire des Miss. Cath. au C.B. et au

R.U., Brussel, 1949, p. 526. — Missiejaarboeken van België, 1955-1961.

VEL (DE) (Romain-Charles-Marie-Louis), Directeur général au Congo (Deurne, 18.11.1901 - Antwerpen, 3.10.1973). Fils de Romain et de Reusens, Louise; époux de Duysters, Marie-Louise.

Docteur en droit de l'Université catholique de Louvain, Romain De Vel s'inscrit en 1926 au barreau d'Anvers. Mais l'Afrique le tentait. Il suivit donc les cours supérieurs et ceux de la section juridique de l'Ecole coloniale ce qui lui permit d'être nommé, par A.R. du 19 octobre 1929, conseiller juridique de 2^e classe à titre provisoire dans les cadres de l'Administration du Congo belge.

Après avoir été attaché pendant quelques mois au Cabinet du Conseiller juridique en chef, il fut désigné pour exercer les fonctions de chef du service de la Justice de la province du Congo-Kasai avant d'être transféré, avec les mêmes attributions, à la province du Katanga.

En 1933, il fut attaché au Service de l'Enseignement et du Contentieux du Gouvernement général et fut nommé sous-directeur le 1^{er} juillet 1936.

La guerre surprit en Belgique R. De Vel, alors en congé statutaire.

Il rejoignit la Colonie le 12 janvier 1945 et fut chargé de diriger la 1^{re} Direction générale (Affaires politiques, administratives et judiciaires) après avoir été promu successivement directeur, puis, le 1^{er} janvier 1948, directeur général.

Relevé de son grade et de ses fonctions pour inaptitude au service colonial le 1^{er} juillet 1950, R. De Vel poursuivit alors sa carrière à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies. Il dirigea le Cabinet de l'Administrateur général des Colonies en qualité de directeur avant d'être promu le 1^{er} juin 1952 directeur général de la direction générale des Services administratifs (6^e D.G.) qui avait dans sa compétence les affaires relatives au personnel de l'Administration centrale, au personnel d'Afrique et aux pensions.

Inscrit dans la réserve le 1^{er} août 1962 à la suite de la suppression du Ministère des Affaires africaines, R. De Vel fut admis à la pension le 18 novembre 1966.

Jun 1975.
† J. Vanhove.

VERHAERT (Jozef), Missionaris van Scheut in China (Vorselaar, 9.1.1876 - Ch'ao-yang, 31.7.1949). Zoon van Hendrik en Prims, Anna Carolina.

Hij studeerde humaniora aan het College van Herentals, wijsbegeerte en godeleerdheid te Mechelen en te Leuven; trad binnen te Scheut op 7.9.1899 en legde eerste gelofte af op 8.9.1900 en werd priester gewijd op 14.7.1901. Zijn vertrek naar China had plaats op 15.9.1902, met bestemming Oost-Mongolië. Na een jaar taalstudie werd hij in het directe apostolaat benoemd in verschillende missieposten, vooral te Hsia-miao-kou, te Mongukuchen en te Chien-ch'ang. Hier moest hij een zware taak van zijn voorganger overnemen. Zijn kalmte, zijn naastenliefde overwonnen alle moeilijkheden. Daarna werd hij pastoor te Lao-hu-kou en wist er door zijn ijver de dorre geestelijke bodem vruchtbaar te maken en buitengewone resultaten door zijn werk te bereiken. Hij legde er de grondslagen van een nieuwe missie te Feng-ning-hsien. Als districtsoverste van Pa-kou ondervond hij het gebrek aan catechisten en richtte daarom zelf een catechistenschool op te Pa-kou. Alhoewel na 22 jaar onafgebroken intense arbeid zich zekere tekenen van vermoeidheid vertoonden, werd hij toch overste benoemd van een nieuw studiehuis voor Chinese studies te T'ien-tsin. Na drie jaar benoemde de Centrale Raad van Scheut hem tot provinciaal-overste van Oost-Mongolië. In 1930 nam hij dan deel aan het Algemeen Kapittel van Scheut en werd hij overste benoemd van het studiehuis voor Chinese studies te Peking. Tot op 30.4.1946 vervulde hij dit ambt, met grote zorg en bekwaamheid. Dan werd hij rector benoemd van de bisschoppelijke residentie Sung-shutsui-tzü in Oost-Mongolië. Door communistische troepen werd hij nog ditzelfde jaar ontvoerd, doch na enkele dagen losgelaten en hij kon also nog vier maanden bij zijn christenen blijven, alhoewel hij in de grootste armoede moet leven. In december 1946 namen de communisten hem opnieuw gevangen en deden hem uren en dagen te voet gaan — alhoewel hij meer dan zeventig jaar oud was — naar de gevangenis van Pei-tzü-fu en later naar de stad Ch'eng-tê. Verder moest hij weer naar de gevangenis van Ch'ao-yang overgebracht zijn, want daarin overleed hij aan mierie en uitputting.

Publikaties: *Mission in China en Congo* 23 (Scheut 1911) p. 209-212. — *Mission van Scheut* 27 (ib. 1915-19) p. 117-118; 30 (ib. 1922) p. 38-39, 209-210; (ib. 1945) p. 55-56. — *Missions en Chine et au Congo* 23 (Scheut 1911) p. 209-211. — *Missions de Scheut* 27 (ib. 1915-19) p. 95-96; 30 (ib. 1922) p. 64, 260. — *Annales v. Sparrendaal* 15 (Sp. 1915) p. 124-126; 17 (ib. 1917) p. 156-157; 43 (ib. 1947) p. 87-89. — *Les Miss. Cath.* 52 (Lyon 1920) p. 296-297, 436; 54 (ib. 1922) p. 187. — *De Rijstteelt in Gedenkschriften der Miss. v. Oost-Mongolië* (1920-1921) I p. 1-4. — *Beschrijving van Feng-ning-hsien in Ib.* p. 23-29. — Nota's over de geschiedenis der christenheid van Pa-kou in *Ib.* III (1925-26) p. 11-19.

15 mei 1974.

J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. en br. in pers. bezit. — *El. Sod. van 1899-1900 tot 1948.* — *El. Dof.* 1960-1966. — *Chronica Congreg.* n. 2, 31, 48, 67, 79, 99, 102, 117, 118, 119, 123, 132, 133, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 146, 156, 157, 158. — *Licent s.j. Explorations* I, 1 016, 1 017, 1 018. — *Mission van Scheut* 1949, 251. — J. Van Hecken, *Documentaire b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mong.* Deel VI, p. 416; Deel VII, p. 503; Deel VIII, p. 505; Deel IX, p. 475-475. — *Gazet v. Antwerpen* 18.9.1949. E.P. Verhaert na een vreselijke kruisweg in China gestorven. — *De Standaard.* E.P. Verhaert mis. v. Scheut in China om het leven gebracht. Glorieuze eenvoud en heldhaftigheid (sept. 1949). — *Streit. Bib. Mis.* XIV B, p. 495.

VERLAINE (Louis-Joseph-Auguste-Ghis-lain), Docteur en sciences (Herve, 25.7.1889 - Liège, 13.5.1939). Epoux de Rosa Porigaux, puis de Madeleine Gos.

Après des études secondaires à l'Athénée royal de Namur, Louis Verlaine obtient en 1913 le diplôme de docteur en sciences à l'Université libre de Bruxelles. Combattant de la guerre 1914-18, il en revint assez fortement handicapé. En 1920, il fut nommé professeur de Sciences naturelles à l'Athénée de Schaerbeek et de Biologie à l'Université coloniale d'Anvers; mais dès janvier 1919 il devint assistant aux travaux pratiques de Zoologie auprès du professeur Auguste Lameere. En 1924 il fut nommé professeur de Physiologie animale de l'U.L.B. et professeur ordinaire en 1927.

En 1929 il est nommé chargé de cours de Physiologie animale à l'Université de Liège, puis de celui de Biologie et Physiologie à l'Institut supérieur de Pédagogie de la même université. Nommé professeur ordinaire en 1932, il se consacre à la Psychologie animale, poursuivant ses recherches jusqu'à sa mort, qui le surprend brutalement à l'âge de 49 ans, miné par un mal inexorable.

Il avait effectué en 1921 un voyage d'un an à travers le Congo, d'où il rapporta une grande abondance de notes, non seulement sur la

biologie animale, mais aussi sur divers problèmes humains et sur le développement des peuples primitifs d'Afrique.

Attrié dès son plus jeune âge par la zoologie, ses premières recherches portèrent sur la biologie des Hyménoptères, et plus particulièrement sur l'instinct, domaine dont on s'occupait beaucoup à l'époque. Son premier travail important fut consacré à la vie des Synagris, guêpes tropicales qu'il avait longuement observées au Jardin botanique d'Eala. Il publia ensuite une série de 29 mémoires (1924 à 1936) sous le titre général de *L'Instinct et l'Intelligence chez les Hyménoptères*. Dans ses publications il minimise considérablement la valeur de l'instinct qui, selon lui, serait le résultat de l'acquis individuel et spécifique. Dans un mémoire, paru déjà en 1922, il se montre partisan de l'hérédité des caractères acquis.

Tout au long de ses recherches sur les Hyménoptères, il tente de montrer que leur comportement n'est pas inné, mais bien le résultat d'un apprentissage et de processus psychiques d'adaptation et d'accroissement. Beaucoup de ses idées furent mal comprises à l'époque, souvent aussi mal interprétées, peut-être en raison de conclusions trop hâtives et d'une expérimentation un peu superficielle. Cette variabilité de l'instinct, dont il fut un des premiers à montrer l'importance, Verlaine la voyait surtout chez les Hyménoptères sociaux (guêpes, bourdons et abeilles) chez lesquels l'apprentissage du comportement s'effectue selon des processus mentaux communs à tous les animaux.

D'autres travaux portèrent sur le rôle des antennes et de la trompe chez les papillons, ainsi que sur la construction des toiles par les araignées.

Ses recherches sur le comportement psychique des Insectes amènent Verlaine à considérer également celui des oiseaux. Il éleva notamment pendant trois ans des canaris, constatant que les oisillons s'instruisaient par l'observation des parents et que leur instinct n'était en fait que le résultat d'apprentissages plus ou moins laborieux et que l'automatisme n'est qu'une acquisition secondaire. Il poursuivit aussi ses recherches en expérimentant le comportement psychique de certains singes inférieurs.

Tous ses travaux sont marqués d'une remarquable continuité d'idées, partant du simple comportement jusqu'à la psychologie chez tous les animaux, dans le but de trouver l'unité des processus psychiques.

NOMBREUSES furent les personnes qui lui reprochèrent la minimisation de l'importance de l'inné chez l'animal, quel qu'il soit. S'il est vrai que son œuvre manque parfois d'objectivité, on ne doit pas oublier que ses travaux furent réalisés à une époque où la psychologie animale était soit uniquement anthropomorphique, soit finaliste et spiritualiste et que les méthodes expérimentales étaient alors fort loin de ce qu'elles sont devenues. Il fut cependant un précurseur de la Psychologie animale contemporaine et de la Psycho-physiologie comparée.

L'Académie royale de Belgique avait décerné à Verlaine en 1927 le prix Wetterems et publia plusieurs de ses mémoires les plus importants.

25 octobre 1974.
P. Basilewsky.

Brien, P.: Hommage à Louis Verlaine (*Revue de l'Université de Bruxelles*, 1964, avec la liste de ses publications). — Thibault, E.: Un Maître de la Science: Louis Verlaine (*Esprit du temps*, 1932). — Van Praag, S.-E.: Bij Professor Verlaine (*Natuur en Techniek*, 1938). — Welsch, H.: Louis Verlaine (*Association des Amis de l'Université de Liège*, 1939, 11e année).

W

WEBER (*Charles-Marie-Joseph*), Général-Major, Vétéran colonial (Bruxelles, 16.4.1875 - Bruxelles, 19.4.1952). Fils de Charles et de Havevith, Marie-Henriette-Cathérine-Jeanne.

Ses humanités terminées, Weber entre en 1892 à l'Ecole militaire (Ecole d'application). Il est sous-lieutenant en 1895. En 1902, il est lieutenant d'Artillerie et est envoyé pour sa première mission en Afrique où il reste de 21.8.1902 à 27.6.1905. Weber est nommé capitaine le 15.2.1904. A son arrivée en Afrique, Weber et le lieutenant Paulus sont adjoints au capitaine Charles Lemaire pour étudier l'Enclave du Lado et le Bahr-el-Gazal. Ce travail terminé, Weber achève son terme dans les Uele et rentre en Belgique en 1905. Il reprend son service à son régiment d'Artillerie à Louvain. Au début de 1907, Weber est envoyé pour une nouvelle mission au Congo et s'embarque pour l'Afrique le 21.1.1907 à Rotterdam. Dès son arrivée au Congo, Weber et Maury (du génie), reprennent les travaux du commandant Charles Lemaire dont la mission était de délimiter le 30° Méridien. Ils sont rejoints par les commandants Bastien et von Stockmausen et en octobre 1907 par le lieutenant Gendarme. La mission termine ses travaux et le 20.6.1909, Weber rentre en Belgique. En 1910, une mission internationale qui intéresse la Grande-Bretagne, la Belgique et l'Allemagne est mise sur pied. Les participants belges sont Gendarme, Maury et Weber. La mission a pour objet la délimitation de Kivu-Ufumbiro. Weber s'embarque le 12.11.1910 à Marseille et reste au Congo jusqu'au 21.4.1912. A l'issu de la délimitation de Kivu-Ufumbiro, Weber, Gendarme et le cartographe Constant Wuidart sont envoyés à Sakania où on les attend pour le 1^{er} septembre 1911. A ce moment les communications sont difficiles et pour arriver à Sakania, Weber est obligé de faire le détour par Mombassa et Beira. Weber assure le commandement de la mission chargée de délimiter la frontière entre le Congo et la Rhodésie du Nord. Fin de terme, Weber part en Belgique pour un congé. Fin de celui-ci, Weber retour-

ne à Sakania. Il s'embarque le 8.3.1913 à Southampton, il arrive à Cape Town, traverse l'actuelle Union de l'Afrique du Sud et les deux Rhodésies et arrive à Sakania. En 1914 la 1^{re} guerre mondiale éclate et les militaires abandonnent leurs théodolites et prennent leurs armes. Le major Weber prend le commandement du 1^{er} Corps de Volontaires européens formé à Elisabethville. Il fait la campagne de l'Est Africain Allemand. Il commande le 2^e régiment qui prend Udjiji, il entre à Tabora et se retrouve avec l'Etat-Major à Dar-ès-Salaam. Le 26.3.1920 Weber est nommé lieutenant-colonel et rentre en Belgique pour un congé. Marqué par une vocation africaine Weber prépare méticuleusement sa nouvelle mission de délimitation de la frontière entre Angola et le Congo. Weber, fin de congé, repart en Afrique et commence ses travaux en 1921. Les difficultés du terrain allongent la durée de ceux-ci et ce n'est qu'en 1926 que Weber peut diriger les travaux cartographiques du Bas-Congo et du Kasai.

Le 3.2.1929, Weber est nommé général-major de l'Armée métropolitaine alors qu'il n'est encore que colonel de la Force Publique du Congo. En 1940, Weber rentre en Belgique avec le grade de général des troupes coloniales. Il prend sa retraite. La carrière de Weber a été longue, ambulante et fatigante. Elle est typique des premiers pionniers du Congo qui ont contribué à faire mieux connaître un pays encore à l'état sauvage, à le délimiter et à le faire progresser vers la civilisation et l'indépendance en 1960.

Weber était titulaire de plusieurs distinctions honorifiques : Etoile de service avec 3 raies. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Belgique et Chevalier de l'Ordre de la Couronne de Prusse. — Commandeur de l'Ordre de Léopold.

18 mai 1974.
G. de Rosenbaum.

WEBERG (*Eugène*), Ingénieur-Conseil de l'Union Minière du Haut-Katanga en Afrique, Administrateur de plusieurs sociétés congolaises (Witry, 29.7.1895 - Haut-Katanga, 1.7.1963).

Weberg est ingénieur civil des mines de l'Université de Liège. Sa carrière professionnelle débute aux Charbonnages de Monceau-Fontaine et se poursuit à la Ste Anonyme « Ardoisier » à Martelange. Attiré par l'Afrique Weberg s'est engagé à l'Union Minière du Haut-Katanga et commença sa carrière coloniale le 5.11.1928. Sa carrière coloniale dura environ 32 ans. Il a été assassiné le 1.7.1963, pendant son séjour à Jadotville (actuellement Likasi). Se fiant au fait qu'il était bien avec les autochtones, Weberg, passionné de la chasse, a été assassiné près de Nigubu. Le vol semble avoir été le mobile de ce crime.

La compétence et le dévouement de Weberg lui firent gravir tous les échelons de la hiérarchie de l'U.M.H.K., jusqu'aux plus hauts niveaux. Il est directeur de siège en 1937, puis successivement directeur des mines de l'Ouest, directeur du Département des Mines, inspecteur général des mines et, dès 1955, ingénieur-conseil de l'U.M.H.K. en Afrique. Weberg mit fin à sa carrière en Afrique en 1960. En 1963 il retourna à Jadotville pour régler ses affaires personnelles.

Weberg était administrateur des Charbonnages du Luena et de la Sté d'Etudes chimiques et d'Exploitations industrielles.

En 1950, lors du Congrès scientifique du Comité Spécial du Katanga, à Elisabethville, Weberg présenta une communication sur « L'Evolution des Exploitations minières de l'U.M.H.K. ».

Distinctions honorifiques: Médaille commémorative de l'effort de guerre colonial de 1940-45. — Chevalier de l'Ordre royal du Lion. — Chevalier de l'Ordre de la Couronne.

3 novembre 1975.
G. de Rosenbaum.

Archives Académie et U.M.H.K.

WILLEMS (*Edouard*), Médecin, Biologiste, Professeur (Bruxelles, 30.4.1869 - Uccle, 17.12.1949). Fils d'Alphonse et de Marie Tardieu; époux de Montigny, Yvonne.

Après ses humanités à l'Athenée royal de Bruxelles, Edouard Willems entra à l'Université libre de Bruxelles où il obtint, en 1893, le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements. Jeune médecin ayant accompli une année d'études complémentaires à l'Université de Heidelberg, il se détourna

pendant quelques années de la carrière scientifique vers laquelle il avait paru s'orienter.

En 1896, il partait pour l'Afrique comme médecin de la Compagnie des Chemins de fer du Congo. La construction de ce chemin de fer, qui devait relier Matadi au Stanley-Pool et permettre le développement des vastes territoires de l'Etat indépendant, se poursuivait depuis 1890 dans un climat, à cette époque, meurtrier et en dépit d'énormes difficultés. Willems débarquait à Matadi à la fin de mai, en même temps que le directeur Espanet, (Biographie coloniale belge, t. I, col. 362), l'ingénieur Cito, le docteur Meyers. Le 1^{er} juin avait lieu l'ouverture provisoire de la section Matadi-Tumba longue de 190 kilomètres. Willems était chargé d'assurer seul le service médical de l'infrastructure de la section Tumba-Inkisi. Aucun médecin n'étant attaché aux brigades d'étude qui opéraient en avant-garde, c'est à lui qu'incombait également les soins à donner à leur personnel. Il avait ainsi sous sa responsabilité une cinquantaine d'Européens, la moitié Italiens, plus trois à quatre mille Hamites et Noirs de races diverses, Sénégalais près de la moitié. Les installations médicales dont il disposait étaient sommaires: une cabane élevée sur bois contenant les produits pharmaceutiques et devant laquelle se tenaient les consultations; deux grandes tentes avec un certain nombre de cadres en bois grossier servant de couchettes pour une quarantaine de malades; deux petites tentes pour les deux infirmiers noirs: un Yoloff et un Sierra Leone, intelligents et débrouillards. Avec les progrès de la voie il dut à six reprises changer de camp avec son personnel, sa maison danoise, ses tentes d'hôpitaux et de pharmacie.

La Compagnie ne procurait pas d'instruments à ses médecins. Ceux dont Edouard Willems disposait étaient vétustes. La boîte d'amputation qui s'y trouvait lui avait été donnée par une tante dont le père avait été médecin. Il n'y en avait pas d'autre sur toute la ligne en construction. Parfois, a-t-il écrit, une locomotive haletante parvenait jusqu'à l'endroit où il campait; elle apportait un billet d'un confrère, établie à 20 kilomètres de là, demandant le prêt de la boîte pour une opération urgente. C'est dans ces conditions que — selon René J. Cornet:

... le Dr. Edouard Willems a rendu au personnel de la Compagnie du Chemin de fer du Congo d'immenses services: son dévouement intelligent, ses capacités profes-

sionnelles, son esprit scientifique, sa profonde humanité et sa compréhension des mentalités les plus diverses lui ont permis d'exercer, pendant son séjour en Afrique en ces lointaines années, une réelle et bienfaisante influence (*La bataille du rail*, p. 309).

En juin 1897 des crises graves de malaria l'obligèrent de retourner en Europe. Il était depuis treize mois dans le Bas-Congo. La moyenne du séjour des Blancs n'y était que de dix mois environ à cette époque.

Rentré en Belgique, il avait repris le chemin de l'Université où il avait rempli de 1898 à 1909 les fonctions d'assistant à l'Institut d'anatomie. Jusque-là on avait généralement cru que la maladie du sommeil n'atteignait pas les Blancs. En février 1901 cependant il avait soigné un malade qui avait fait trois séjours au Congo au cours des années précédentes et qui, après avoir présenté les symptômes caractéristiques de cette maladie, était mort quelques mois plus tard. A peu près au même moment deux cas analogues furent soumis à son examen et aboutirent également à un décès. C'est dans ces conditions qu'il fut le premier à diagnostiquer la maladie du sommeil, faisant valoir que si elle n'avait pas été précédemment reconnue chez le Blanc, bien que celui-ci en fût assez fréquemment atteint, cela tenait à ce que peu de médecins ne la connaissaient alors que de nom et que la plupart des malades venaient mourir en Europe. Il consacra à la question une étude approfondie qui parut dans les *Annales de la Société royale des sciences médicales et naturelles de Bruxelles* (t. XIV, fasc. 1, Hayez, 1905).

En 1911, sa thèse, intitulée: « Localisation motrice et kinesthésique du trijumeau chez le lapin » lui valut le titre de docteur spécial en sciences anatomiques. Elle était le résultat d'un travail ardu; son importance fut reconnue à l'étranger. Aux Etats-Unis, les noyaux masticateur et mésencéphalique du trijumeau portent depuis lors le nom de noyaux de Willems.

Les premiers travaux d'Edouard Willems s'étaient poursuivis à l'Institut d'Anatomie et à l'Institut de Physiologie. Dans les années qui précèdent immédiatement la guerre de 1914, il avait commencé à fréquenter l'Institut de Sociologie dont le directeur Emile Waxweiler, l'y avait attiré. En 1921, il succédait à Emile Houzé dans la chaire d'Anthropologie de l'Ecole des Sciences politiques et sociales. Il en renouvela l'enseignement à l'Université de Bruxelles.

C'est à ce moment que Félicien Cattier (Biographie belge d'Outre-Mer, t. VI, p. 189), l'appela aux fonctions de secrétaire général de la Fondation Universitaire, qui venait d'être créée et dont un autre grand colonial, Emile Francqui, était le président (Biographie colonial belge, t. IV, col. 311). La large érudition d'Edouard Willems, la connaissance du monde universitaire qu'il avait acquise au cours des nombreuses années passées au contact, tant des étudiants que des professeurs, lui permirent d'y rendre de grands services. Il les continua quand, en 1928, il fut nommé conseiller référendaire de la Fondation universitaire et du Fonds de la Recherche scientifique. Bien qu'il eût atteint la limite d'âge en 1934, il fut prié de poursuivre ses fonctions jusqu'à septante ans.

Quelle que fût la portée des travaux scientifiques auxquels il avait attaché son nom, son esprit n'y demeura jamais confiné. C'est ainsi, entre autre, qu'en 1927, devenu gouverneur du Rotary International, il en présida le Congrès qui attira à Ostende, où celui-ci se réunissait, plusieurs milliers d'Américains, et qui fut inauguré en présence du roi Albert.

Edouard Willems appartenait à une génération qui avait produit de brillantes personnalités. Avec huit de ses contemporains de l'Université de Bruxelles, il formait un groupe dont les membres, dès le début de leur carrière, s'étaient intitulés « les ancêtres »; ils se réunissaient tous les mois successivement chez chacun d'entre eux. On y trouvait Jules Bordet, futur prix Nobel (Biographie belge d'Outre-Mer, t. VI, col. 86). Félicien Cattier, futur président de la Fondation universitaire et du Fonds national de la Recherche scientifique, Jean De Moor, futur directeur de l'Institut de Physiologie, Paul de Reul, futur académicien, Louis Franck, futur ministre des Colonies et gouverneur de la Banque Nationale (Biographie coloniale belge, t. III, col. 325), Henri Jaspar, futur ministre des Colonies et Premier Ministre (Biographie belge d'Outre-Mer, t. VI, col. 539), Jean Massart, futur académicien (Biographie coloniale belge, t. II, col. 677), Louis Wodon, futur académicien et Secrétaire d'Etat de la Maison du Roi. A la mort d'Edouard Willems, Jules Bordet était le dernier « ancêtre » survivant.

28 novembre 1975.
Fernand Vanlangenhove.

R.J. Cornet: *La bataille du rail. La construction du chemin de fer de Matadi au Stanley-Pool* (Bruxelles,

1953, p. 306 sv.). — E. Willems: La maladie du sommeil chez le Blanc (Bruxelles, Hayez, 1905). — E. Debonnière: Hommage à Edouard Willems, pionnier oublié, *Courrier d'Afrique* (Léopoldville, 1^{er} février 1950). — E. Willems: Annales de la société de médecine tropicale (Anvers, t. 30, n° 1, 31 mars 1954, p. 4). — Notice biographique sur Edouard Willems (*La Revue coloniale belge*, Bruxelles, n° 64, 1^{er} juin 1948, p. 342-343). — F. Vanlangenhove: Willems (*Biographie Nationale*, t. 34, fasc. 2, p. 762-767).

WILRYCX (Jozef), Missionaris van Scheut in China (Turnhout, 27.5.1842 - Hsi-ying-tzû, 22.9.1892). Zoon van Ludovicus Constantinus en Peeters, Cornelia.

Hij studeerde humaniora aan het St.-Jozefscollege der S.J. te Turnhout, trad te Scheut binnen op 1.8.1864 en sprak zijn eerste geloften uit op 3.4.1870. Hij werd naar Rome gezonden om wijsbegeerte en godgeleerdheid te volgen aan het Collegium Urbanum en werd priester gewijd in maart 1868. Hij vertrok naar China op 11.4.1870 en werd er onmiddellijk te werk gesteld als pastoor van Lao-hukou. Twee jaar later kreeg hij de benoeming van pastoor der plaats „De Pagode” genoemd en werd tevens belast met de zorg van 'n kleinere parochie, San-chia. Daar trof in de zomer van 1872 een deel van zijn christenen een zware ramp: het dorp met al de bebouwbare grond werd door een overstroming van de Hsiao-ling-rivier weggevaagd. Een deel van zijn christenen moest uitwijken en voor de ter plaatse geblevenen zorgde P. Wilrycx totdat zij een plaats vonden om een nieuwe woning te bouwen. Op zeker ogenblik verbleef hij gans alleen als Scheutist in een gebied zesmaal zo groot als België. Kort na de ramp werd hij opnieuw naar zijn eerste missiepost, Lao-hukou, gezonden om er een gesticht van de H. Kindsheid op te richten. Na twee jaar intens missiewerk zonden zijn oversten hem naar de westelijke sector van het apostolisch vicariaat Mongolië, naar de missie Hsi-ying-tzû genoemd. Hij bleef daar nog meer dan tien jaren.

Publikaties: *Annalen der H. Kindsheid*, Gent 1873, p. 134-136. — *Missien in China en Congo*, Scheut 1892-95, p. 146-147, 197-202. — *Missions en Chine et au Congo*, Scheut 1892-1895, p. 146-147, 197-202.

15 mei 1974.

J. Van Hecken.

[M.S.]

P. De Jaegher, Catal. Confr. N° 13. — Nota's P. De Jaegher V N° 11. — El. Sod. vanaf 1888 tot 1892. — El. Def. 1898 e.v. — J. Van Hecken, *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mongolië*: Deel III, p. 251; Deel IV, p. 331; Deel IX, p. 483. — Streit B.M. XII, 510-511.

WITTAMER (Michel-Arthur), Officier (Stockem-Heinsch, 25.9.1854 - Woluwe-St-Pierre, 15.11.1939). Fils de Georges et de La-branche, Catherine.

Léopold II avait à lutter contre le manque d'esprit d'entreprise et l'indifférence des financiers et des hommes d'affaires à l'égard de sa politique expansionniste. Toutefois, en 1887, le baron Sadoine s'était rendu en Chine pour essayer de nouer des relations commerciales et étudier les conditions économiques de cet immense empire. Il semblait avoir réussi, lorsqu'un conflit, éclaté en 1894 avec le Japon, se termina par une désastreuse défaite pour l'Empire du Milieu.

Les Japonais s'étant montrés durs à l'égard des vaincus, les puissances occidentales intervinrent pour faire adoucir les conditions de paix entre les deux pays. C'était le moment choisi, en échange des services rendus, pour demander de nouer des relations industrielles et commerciales avec un pays qui ne possédait pas de marine de guerre.

Après la visite à Bruxelles le 8 juillet 1896, du mandarin chinois, vice-roi du Petchili, Li-Houng-Chang, Léopold II s'efforça d'intéresser les industriels belges à la Chine.

C'est alors que le Souverain réussit à faire construire, par des ingénieurs belges, la ligne de chemin de fer de Pékin à Hankow et son prolongement jusqu'à Canton. Puis, ce furent des entreprises minières, des industries électriques, des affaires bancaires auxquelles les Belges furent progressivement intéressés, malgré la révolte des Boxers en 1900.

Pour arriver à ce résultat, Léopold II eut recours aux services d'officiers belges, puisque cette méthode lui avait si bien réussi en Afrique. Différentes missions, dirigées par des officiers, se succédèrent en Chine; citons Baessens, Wittamer, Fivé, Francqui, Harfeld, de Wouters d'Oplinter et Lambert.

Ces missions étaient presque toutes à but économique et financées partiellement par des groupes industriels, l'idée de Léopold II étant de livrer à la Chine des produits de l'industrie belge. Cependant, Fivé et Wittamer semblent plutôt avoir été envoyés dans un but d'exploration.

Pour présenter l'examen d'admission à l'Ecole militaire, le jeune Wittamer, dont les parents étaient des cultivateurs aux revenus modestes, fit le trajet Arlon, Bruxelles et retour à pied. Il réussit l'épreuve, fut admis en

qualité d'élève le 1^{er} décembre 1874 et promu sous-lieutenant le 1^{er} janvier 1877; il passa à l'artillerie le 17 avril 1879 et fut désigné pour le 6^e régiment d'artillerie le 24 du même mois. Nommé lieutenant le 27 juin 1881, il fut admis à l'Ecole de Guerre le 18 août 1882 et nommé adjoint d'Etat-Major le 27 décembre 1884.

Wittamer entama alors la carrière normale d'un officier breveté d'Etat-Major; il fut envoyé en stage au régiment des carabiniers, puis, le 24 juillet 1885, nommé aide de camp du général Knepper, tout en étant détaché au 11^e de ligne jusqu'au 31 décembre 1885.

Le 16 septembre 1887, il fut déchargé de ses fonctions d'aide de camp et, le lendemain, passa au 3^e régiment d'artillerie pour être détaché à l'inspection générale de l'arme. Nommé capitaine le 21 juillet 1889, il devint professeur suppléant d'artillerie à l'Ecole de Guerre le 7 mars 1892.

Nommé capitaine commandant le 26 juin 1892, il fut détaché le 31 mars 1893 de l'inspection générale d'artillerie pour passer successivement au 1^r, puis au 2^e régiment d'artillerie. Le 12 avril 1897, il remplit les fonctions de directeur des études à l'école des cadets.

Le registre matricule signale ensuite que, le 26 avril 1898, le commandant Wittamer fut détaché provisoirement à l'Institut cartographique militaire et qu'il rentra au régiment le 19 octobre 1903.

En fait, pendant cette période, Wittamer allait connaître une existence toute différente de celle qu'il avait menée jusqu'alors.

En 1898, des délégués belges discutaient à Pékin la construction du chemin de fer destiné à relier la capitale chinoise à Hankow; le Roi désirait faire étudier l'hinterland desservi par cette voie de communication, ainsi que les régions limitrophes qui auraient également pu justifier la création de liaisons ferrées nouvelles.

Trois officiers d'artillerie, Wittamer, Richard et Servais, furent désignés pour faire partie de cette mission financée par la Société Cockerill à Seraing, les Usines métallurgiques du Hainaut à Couillet et les Ateliers de La Meuse à Liège.

A la fin du mois d'avril 1898, les trois officiers furent reçus par le Roi qui expliqua que leur mission essentielle était de contribuer à l'indépendance du pays en réussissant à ouvrir à l'industrie belge de nouveaux débouchés en

Chine. La mission belge s'embarqua à Marseille le 4 mai 1898, pour arriver à Pékin le 25 juin. Officiellement, ces représentants n'étaient pas des Belges, mais des Congolais envoyés par l'Etat Indépendant et parés de titres propres au Congo. Wittamer, qui n'avait jamais mis les pieds en Afrique, avait été, pour la circonstance, bombardé commissaire de district de première classe. Un haut personnage chinois s'étonna d'ailleurs que ces représentants du Congo ne fussent pas à peau noire.

Dès l'arrivée, les ennuis commencèrent, car les légations étrangères voyaient d'un fort mauvais œil ces trois ingénieurs qu'on savait être des officiers de Léopold II. En fait, après la défaite cuisante de la Chine par le Japon, les Puissances se partageaient les zones d'influence dans le Céleste Empire et l'arrivée d'un nouveau venu était de nature à les indisposer. Le ministre d'Allemagne à Pékin, le comte von Heyking, faisait savoir bien haut qu'il ne reconnaîtrait jamais cette mission congolaise et qu'il ignorait les nouveaux arrivants. Aussi, le baron de Vinck des deux Orp, ministre de Belgique en Chine, jugea prudent de diriger les nouveaux arrivants vers Tien-Tsin, où leur présence serait moins remarquée.

Mais à peine installée dans cette ville, la mission vit les malheurs s'abattre sur elle; Richard et Servais ne supportèrent pas le climat. Après un voyage en Corée et au Japon, ainsi qu'un séjour de cinq mois dans la montagne de Hong-Kong pour refaire leur santé, les deux officiers quittèrent la Chine en février 1899, pour rentrer définitivement en Belgique.

Demeuré seul, Wittamer se mit à parcourir le pays à la recherche des ressources à exploiter. Il se dirigea d'abord en direction sud pour visiter la province du Ho-pé où il reconnaît des mines de charbon et des dépôts de sulfure de zinc à Chan-hai-koan. Ensuite, continuant vers le Sud, Wittamer descendit dans la vallée du Yang-tsékiang, où il passa le dernier trimestre de 1898 à explorer la région. Il séjourna, notamment, à Hankow, où il fit la connaissance du consul de Belgique, Emile Francqui; ces deux hommes s'apprécièrent mutuellement dès la première rencontre.

Pendant le séjour à Hankow, Wittamer étudia la défense de la ville et l'organisation d'une manufacture d'armes à Hanyang, dont on envisageait de lui confier la direction; mais l'affaire ne se réalisa pas.

A la fin du mois de janvier 1899, il séjourna à Nankin, où le Vice-Roi lui demanda de

visiter les arsenaux et d'inspecter la défense de la ville; cette mission dura environ trois mois. Le commandant Wittamer, constatant qu'il ne pouvait recevoir la direction d'un arsenal, demanda des instructions à Bruxelles. Dès les premiers jours de mai 1899, il fut chargé par ses comettants d'une vaste exploration des provinces Nord de la Chine.

Sagement, Wittamer jugea devoir d'abord se concilier les faveurs des autorités russes et de la Banque russe-chinoise.

Il se rendit à Vladivostok où il se présenta au Gouverneur général qu'il parvint à convaincre, par la sincérité de ses explications, que son voyage dans la sphère d'influence russe avait pour objet uniquement des considérations d'ordre matériel. Le retour à Tien-Tsin eut lieu par le Japon et la Corée.

Le baron de Vinck des deux Orp reçut Wittamer à Pékin et lui conseilla de ne pas se mettre en concurrence avec la mission Fivé, de l'Etat Indépendant du Congo, qui œuvrait dans la même région déjà; il lui demanda également de se rendre à Port-Arthur afin d'obtenir, si nécessaire, la collaboration de la direction du chemin de fer Trans-Sibérien.

Après ces démarches, Wittamer trouva le télégramme l'autorisant à visiter, selon sa proposition, la plus occidentale des provinces de l'Empire du Milieu, la province du Kansou, où, traditionnellement, les habitants s'adonnaient à l'agriculture, alors que des gisements de charbon et de minerais restaient inexploités.

En 1879, des missionnaires de Scheut, dont Mgr Hamer, premier évêque du Kansou, s'étaient établis dans cette province. En 1882, un Belge, Paul Splingaerd, avait été nommé percepteur des douanes à Suchow et il avait acquis une telle renommée qu'il avait été nommé mandarin. Aucun Européen n'aurait pu, mieux que Splingaerd, renseigner Wittamer sur les richesses naturelles du Kansou; d'autre part, Monseigneur Hamer et ses missionnaires connaissaient parfaitement les populations de cette province assez délaissée, à cause de son éloignement.

Ayant achevé les préparatifs, Wittamer quitta Pékin le 6 octobre 1899, accompagné de trois serviteurs chinois, ayant lui-même revêtu le costume du pays. Il se dirigeait vers Kalgan, au seuil du plateau mongol, d'où il avait l'intention de se rendre vers le Nord à Si-wan-tsé, résidence de Mgr Van Aertselaer.

Le 16 octobre 1899, Wittamer quittait Si-wan-tsé, se dirigeant en direction Ouest vers San-tao-Ho, dans la région peuplée par les Ordos. Le voyage se faisait à dos de mulet; la nuit, Wittamer et ses compagnons logeaient de préférence dans des postes où des pères de Scheut avaient établi une mission.

Le 29 novembre 1899, quittant le pays des Ordos, Wittamer se dirigea vers le Sud pour atteindre Si-siang, dans la province du Kansou. Le froid était intense, — 35° C, le terrain très difficile et la région infestée de loups; parfois, il fallait loger dans une caverne, à flanc de coteau, car il n'y avait ni hôtel, ni logement dans cette région.

Le 5 décembre, en cours de route, la petite escorte rencontra Mgr Hamer, qui circulait en charrette tirée par deux mules. Ce fut l'occasion de recevoir de nombreux renseignements, fort utiles pour la suite. Poursuivant son voyage à raison d'étapes allant de 50 à 75 km, le commandant arrivait, le 19 décembre, avec son escorte à Si-Siang où il était accueilli par Mgr Otto. L'évêque de Si-Siang expliqua à l'explorateur qu'il existait effectivement des richesses minières, mais qu'il n'était pas rentable d'en commencer l'exploitation si on ne trouvait pas des voies de communication. Mgr Otto conseilla d'étudier le cours du Fleuve Jaune entre Lan-tchéou et Tchoung-wei. Aussi, le programme de la suite de l'exploration prévoyait:

1. L'exploration de la région comprise entre Lan-tchéou et Suchow en poussant jusqu'aux mines de pétrole de Tchekiang-tsé et retour à Si-Siang;
2. Partir pour Lan-tchéou et régler les préparatifs de la reconnaissance du Fleuve Jaune;
3. Pendant les préparatifs, visite du Sud du Kansou.

Le 28 décembre 1899, le commandant reprit la route et arriva à Suchow le 11 janvier 1900. Ce voyage fut extrêmement pénible; le froid était intense et la neige ne cessait de tomber à gros flocons. En outre, une déconvenue attendait le commandant Wittamer; lorsqu'il voulut se rendre aux sources de pétrole de Tché-king-kia, 50 km au sud de Suchow, il apprit qu'elles étaient situées en dehors de la province du Kansou. Son passeport ne lui permettant pas d'aller au-delà de cette province, il dut rebrousser chemin le 14 janvier, pour être de retour à Si-Siang le 28 janvier 1900. Ce voyage ayant été accompli dans des conditions ex-

trêmement dures, l'explorateur prit quelques jours de repos auprès de Mgr Otto.

Le 10 février 1900, Wittamer quitta Si-Siang pour se diriger vers le Sud, au travers d'une région très accidentée, pour arriver le 16 à Lan-tchéou, sur le Fleuve Jaune.

Du 17 au 24 février 1900, avec l'aide du R.P. de Maeschalk, il étudia l'organisation de l'exploration fluviale; mais comme il fallait attendre la fonte des glaces, il fit un périple en direction Sud-Est. Ce pays était riche en ressources minières, mais pauvre en route et dépourvu de rivières navigables; la reconnaissance du Fleuve Jaune se révélait indispensable pour décider si les mines pouvaient être exploitées. Au cours de ce nouveau voyage, Wittamer fit preuve d'un courage extraordinaire, car les conditions climatériques étaient particulièrement éprouvantes.

Le 18 avril 1900, l'exploration du Fleuve Jaune put enfin commencer, les glaces ayant fondu. Elle se fit sur un radeau de 18 m de long et 8 m de large, constitué de troncs de sapin assemblés par des cordages. Pour arriver le 26 avril à Tchoung-wei, le radeau eut à franchir neuf rapides, dont deux au moins étaient vraiment dangereux. Le commandant constata que le Fleuve Jaune ne constituait pas un moyen de communication industriel donnant accès à la province du Kansou et qu'on ne pouvait, à cette époque, envisager son exploitation commerciale.

Avec ses compagnons chinois et mongols, il poursuivit la descente du Fleuve Jaune jusqu'à Ning-hia qu'il atteignit le 29 avril 1900. De là, il poursuivit la descente en barque jusqu'à Pao-tou, qu'il atteignit le 27 mai 1900. A ce moment, une voie ferrée destinée à relier cette dernière ville à Ning-hia était en cours de construction.

Wittamer, quittant le Kansou, poursuivit directement sa route vers Eul-cheu-seu-king-ti, nouvelle résidence de Mgr Hamer, qui venait d'être nommé vicaire apostolique de la Mongolie du Sud-Ouest. C'est là que Wittamer apprit, de la bouche de Mgr Hamer, la gravité de la situation dans le pays, à la suite de la révolte des Boxers qui venait d'éclater. L'évêque demanda alors au militaire de partir à marche forcée vers Pékin pour demander à l'Ambassadeur de France, qui avait la charge de protéger les missions, d'envoyer du secours vers l'intérieur de la Chine. Déjà, plusieurs communautés chrétiennes avaient été exterminées.

Le 4 juin 1900, le commandant quitta Mgr

Hamer en compagnie du R.P. Ramaeckers et de quelques Mongols et Chinois. Le 20 juin 1900, alors que le petit groupe approchait de Kalgan, il rencontra un campement d'Européens fuyant vers Urga, à travers le désert de Gobi. Leurs magasins avaient été pillés et incendiés; le nord de la Chine était en révolution et il y avait déjà 150 000 victimes entre Kalgan et Pékin.

Il n'était plus question de continuer le périple vers la capitale de Chine. Le commandant décida de se rendre à Si-wan-tze distant d'une centaine de kilomètres seulement.

Au passage à Kao-kia-ing-tze, le R.P. Cozyns expliqua la situation critique de sa mission; des sentinelles armées étaient placées aux portes et l'évacuation des chrétiens était décidée pour le 23 juin. Payant d'audace, le commandant se promena avec ses hommes armés pour tenir les Boxers en respect.

Le voyage vers Si-wan-tze se fit de nuit, en s'écartant des routes; une même rivière fut traversée dix-sept fois à gué pour faire perdre la trace aux poursuivants éventuels. Lorsque Mgr Van Aertselaer vit arriver, le 23 juin, ce groupe de chrétiens dirigés par un militaire, il dit au commandant: « C'est le ciel qui vous envoie; je vous nomme ministre des armes ».

Wittamer se mit immédiatement à l'ouvrage. Pour impressionner l'ennemi, il constitua une artillerie forte de quarante pièces; les tubes des canons étaient formés de deux hélices de bandages de roues soudées ensemble l'une sur l'autre. La poudre était fabriquée par des villageois fidèles. Ces canons lançaient trois kilos de mitraille à 250 m, mais surtout, ils faisaient beaucoup de bruit, ce qui effrayait les Boxers et les tenait à distance. Des remparts avec redans furent élevés autour du village et le poste de commandement était logé dans un blockhaus qui constituait le dernier réduit de résistance.

Le 28 juillet 1900, à la suite d'une alerte, tous les défenseurs étaient au poste qui leur avait été assigné; en fait, devant l'organisation défensive créée par Wittamer, les Boxers n'osèrent jamais s'en prendre à Si-wan-tze. Hélas, il n'en allait pas de même ailleurs et, à partir de la mi-août, les nouvelles de massacres atroces de chrétiens se faisaient de plus en plus nombreuses. Plusieurs missionnaires, dont Mgr Hamer, avaient été brûlés vifs.

La révolte fut finalement matée et le commandant Wittamer quitta Si-wan-tze le 11 octobre pour rejoindre Pékin, en évitant Kalgan.

Le 16 octobre 1900, il arrivait dans la capitale, en compagnie du R.P. Ramaeckers. Le 19 octobre 1900, le commandant Wittamer partait pour Tien-Tsin d'où il s'embarquait le 21, pour le Japon. Il rentra en Belgique via l'Amérique et arriva à Bruxelles le 10 janvier 1901, après trente mois d'une vie extraordinaire.

Wittamer ne retourna pas à l'artillerie; son rapport, approuvé par ses mandants, MM. Greiner, Timmermans et Lelong, fut remis au Ministre des Affaires étrangères le 7 février 1901. Deux propositions importantes qu'il avait suggérées, furent mises à exécution.

En mars 1901, il fut envoyé en mission aux Etats-Unis d'Amérique du Nord, puis au Mexique. Malheureusement, nous n'avons pu recueillir des informations sur ce voyage, qui dura jusqu'en 1902.

Ensuite, il fut chargé de diverses missions en Belgique et dans des pays étrangers. Il se rendit, notamment, en Allemagne lors de l'arrivée du prince Chun à la tête de la mission chinoise d'expiation pour les atrocités commises pendant la révolte des Boxers.

Wittamer fut réintégré au 2^e régiment d'Artillerie par décision ministérielle du 19 octobre 1903. Pas pour longtemps car, à la date du 9 mai 1904, il fut remis à la disposition du Roi pour une nouvelle mission.

Le ministre de la Guerre l'avait détaché à nouveau à l'institut cartographique militaire et, d'après une apostille sur une lettre, l'Etat Indépendant fut informé de cette décision.

En fait, le vaillant officier avait été demandé pour une nouvelle mission en Chine et il est probable qu'il devait s'y rendre de nouveau en qualité de délégué de l'Etat Indépendant. Mais, cette fois-ci, il ne se rendit pas en Extrême-Orient, car la mission fut décommandée par suite de la guerre qui venait d'éclater entre la Russie et le Japon. Aussi, le 27 juillet 1904, il retournait au 2^e régiment d'Artillerie.

Dès le mois d'août 1904, il fut nommé professeur à l'Ecole de Tir de Brasschaet, pour l'artillerie de forteresse d'abord, pour l'artillerie de campagne, ensuite.

Par arrêté royal du 25 mars 1905, Wittamer fut nommé major et, dès le lendemain, désigné pour les services spéciaux. Il contribua, en qualité de membre de la Commission d'expériences à Brasschaet, au choix d'un matériel de campagne à tir rapide et produisit, d'initiative, des travaux techniques importants qui lui valurent les félicitations du lieutenant général Hellebaut, alors ministre de la Guerre.

Le 26 juin 1907, il fut à nouveau désigné pour le 2^e régiment d'Artillerie et prit le commandement d'un groupe monté. Nommé lieutenant-colonel le 24 décembre 1909, il fut à nouveau désigné pour les services spéciaux et nommé provisoirement commandant du premier secteur de la position fortifiée d'Anvers.

Le 26 mars 1910, il fut détaché à l'inspection générale de l'Artillerie et fut nommé colonel à la date du 26 mars 1912.

Le 10 mars 1910, le comité d'armes, réuni sous la présidence du ministre baron de Broeckville, proposait, à l'unanimité des voix, Wittamer pour le grade de général. Pour que cette proposition put être suivie d'effet, Wittamer devait, en principe, commander effectivement un régiment pendant un temps déterminé.

Bien qu'il en eut fait la demande et qu'il reçut l'appui de ses chefs, la requête resta sans réponse mais, à la fin du mois de mai 1913, le lieutenant-colonel Wielemans, chef du Cabinet militaire du ministre, lui proposa d'entrer dans le corps des ingénieurs nouvellement créé, car il n'avait pas assez d'ancienneté comme colonel pour être nommé général.

Confiant dans la promesse d'une situation intéressante, il donna sa démission de l'armée le 27 juin 1913.

Quelques jours après, il était désigné pour l'inspection générale de l'armée. Il devait exercer les fonctions d'ingénieur en chef d'artillerie pour l'inspection générale de l'armée.

En fait, Wittamer se trouvait dans une position assez fausse, car la situation des ingénieurs civils, vis-à-vis des militaires, n'avait pas été définie clairement. Malgré plusieurs demandes pour éclaircir pareille situation, en août 1914, aucune directive n'avait encore été donnée.

L'inspection générale d'artillerie passait le 1^{er} août à l'administration centrale du ministère de la Guerre et, le 2 août, son chef, le général Hanoteau, était nommé aide de camp du Roi. En quittant son service, le général avait fait prévenir verbalement Wittamer par un ingénieur qu'il avait à assurer le service. Aucun écrit ne confirmait cette passation de pouvoir à un moment crucial.

Dès lors, Wittamer devint la cible d'officiers plus jeunes qui étoffaient le cabinet du ministre depuis l'entrée en guerre de la Belgique. Ne pouvant admettre un civil occupant des fonctions importantes à l'armée, un officier plus jeune l'accablait de reproches dont il put

toujours se justifier. Mais c'était peine perdue. Lorsque l'Armée belge évacua Anvers pour la côte, puis pour le Havre, chaque fois on avait omis de prévoir des bureaux pour l'inspection générale de l'artillerie.

Malgré les difficultés de toutes sortes suscitées par les intrigants, Wittamer réussit à installer l'Ecole de pyrotechnie à Calais et à mettre les ateliers en état de produire des munitions dans un temps record. Alors qu'il était occupé à améliorer la sécurité des installations, le 30 octobre 1914, il reçut avis qu'il était envoyé en congé en attendant sa retraite et, le 15 décembre 1914, il était mis en disponibilité pour motif de santé.

Wittamer était victime d'une cabale, car il n'avait jamais été ni malade, ni examiné par un médecin. Cette mise en disponibilité lésait l'officier exemplaire encore plus dans son prestige moral que dans sa situation matérielle. Fonctionnaire en disponibilité, il ne lui était pas loisible de travailler dans l'industrie privée, alors qu'on était en pleine guerre. Jamais la mesure ne fut rapportée et jamais il ne connut, officiellement du moins, le vrai grief formulé contre lui pour justifier ce qu'il considéra toujours comme une injustice.

Après l'armistice, Wittamer se spécialisa en actuariat et il servit dans une compagnie d'assurances jusqu'en 1927.

Il décéda subitement en sa demeure à Woluwé-Saint-Pierre, le 15 décembre 1939, à la veille d'une nouvelle guerre mondiale.

Malgré l'amertume ressentie à la suite du manque de fair-play dont avaient fait preuve quelques jeunes arrivistes, il s'abstint de toute critique publique et s'enferma dans une discréction pleine de dignité. Il conserva d'ailleurs intégralement l'estime de ceux qui l'avaient connu et, en particulier, des chefs sous les ordres desquels il avait servi.

Wittamer était titulaire des distinctions honorifiques suivantes : Chevalier de l'Ordre de Léopold. — Croix militaire de 2^e classe. — Croix civique de 1^{ère} classe. — Croix militaire de 1^{ère} classe du 3^e grade de l'Ordre du Double Dragon de Chine. — Médaille commémorative du règne de Léopold II. — Ordre de l'Aigle Rouge de 3^e classe d'Allemagne. — Officier de l'Ordre de Léopold.

23 décembre 1974.

A. Lederer.

Daye, Pierre : Léopold II, Paris, 1934. — Hanquet, Christian : Les officiers belges et l'œuvre de Léopold II en Chine (mémoire de l'Ecole royale militaire, Bruxelles, 1967). — Kurgan - Van Hentenryk, Ginette : Jean Jadot, artisan de l'expansion belge en Chine (mémoire de l'Académie, N.S.T. XIX, fasc. 3, Bruxelles, 1965). —

Wittamer, Michel, Arthur : Odyssée en Chine (stencylé en 25 exemplaires, Bruxelles, 1939). — Rondelez, Valère : La chrétienté de Siwantzé (Pékin, 1938). — Archives du service historique de l'Armée belge, feuillet matricole 9679. — Archives du Palais du Roi à Bruxelles, dossier Wittamer. — Papiers de la famille Schmit. — Papiers de la famille Wittamer.

WOLF (DE) (Jozef-Léo-Medard), Missionaris van Scheut in China en taalkundige (Brugge, 21.8.1878 - Schilde, 17.5.1958). Zoon van Adolf en Van Acker, Leonie.

De humaniora studeerde hij aan het St.-Lod.-college te Brugge. Hij trad binnen te Scheut op 7.9.1896 en legde zijn eerste geloften af op 8.9.1897. Wijsbegeerte volgde hij te Scheut en begon zijn theologische studies te Leuven, die hij echter moest onderbreken. In de plaats volgde hij cursussen van Filologie aan de Universiteit van Leuven. Dan hernam hij zijn theologische studies en werd priester gewijd op 12 juli 1903. Nog hetzelfde jaar, op 15 september reisde hij over Siberië naar Mongolië, waar hij gedurende één jaar Chinees moet leren. Hij werd eerst missionaris te Shen-ching, daarna te Hata. In 1907 werd hij belast met een nieuw missiegebied te K'ang-p'ing-hsien. Hij bouwde er een kerk, werd dan opnieuw missionaris in Shen-ching, doch hetzelfde jaar benoemd de algemeen-overste hem tot provinciaal-overste van Oost-Mongolië. In 1920 nam hij deel aan het Algemeen Kapittel van Scheut en kwam terug naar China. Na 1920 werkte hij op verschillende missieposten in Oost-Mongolië totdat hij in 1926 een gemakkelijker missie te besturen kreeg. Daar had hij tijd om zijn filologische studies, aan de K.U.L. begonnen in 1901, voort te zetten. Omwille van een ongeneeslijke kwaal, moest hij naar België terugkeren. Hier werd hij met enkele posten belast, maar hij kwam eindelijk terecht in het missiehuis van Torhout. Daar legde hij de laatste hand aan zijn filologisch werk. Doch om financiële redenen kon het niet worden gepubliceerd. Zijn laatste dagen sleet hij te Schilde in het rusthuis.

Publikaties : Missions de Scheut, 1915-19, p. 188. — Missien van Scheut, 1921, p. 21. — Annalen Mis. Scheut (Sparrendaal) 1920, p. 5-6. — Les Miss. Cathol., 1919, p. 373-374. — St.-Tillo Missiebond (Brugge) 1934, p. 10. — Vlaams Opvoedkundig Tijdschrift, XVIII 4 1936-37, p. 239-243.

[M.S.]

12 mei 1974.
J. Van Hecken.

Arch. C.I.C.M. en br. in pers. bezit. — Itinerariums en geografische nota's en gegevens in en over Oost-

Mongolië. — Nota's P. De Jaegher V: Biografieën № 66. — *El. Sod.* vanaf 1896 tot 1957. — *El. Def.* 1960, 1966. — *Nouvelles de la Congrégation*, n. 21, 30, 38, 40, 41. — *Chronica Congrég.*, n. 6, 55, 83, 103, 105, 106. — *Album Dekenij Brugge*, 35. — J. Mullie C.I.C.M. Z.E.P. De Wolf C.I.C.M. in *Sint Tillo Missiebl.*, XX jrg., n° 4, april 1955, p. 22. — *Mis. v. Scheut*, juli 1958, p. 193. — Licent. *Explorations* I, p. 1 232. — J. Van Hecken. *Documentatie b. de Missiegeschiedenis v. Oost-Mongolië*. Deel VI, p. 414; Deel VII, p. 499; Deel IX, p. 378-379. — *Streit Bib. Mis. XIV B*, p. 426.

WYELS (DE) (*Charles-Henri-Emile-Jules-Marie-Pascal*), Chevalier, Président de l'Œuvre des Missions catholiques au Congo, Rédacteur du *Bulletin de l'Œuvre* (Tournai, 20.1.1871 - Kessel-Lo, 2.2.1933). Fils de Pascal-Napoléon-Etienne et de de Rasse, Marie-Caroline.

Il suivit les cours de la Faculté de Droit à l'Université catholique de Louvain et obtint en 1895 le grade de docteur en droit. Etabli à Louvain, il était parmi les jeunes gens du milieu universitaire, qui, le 19 novembre 1897, se constituèrent en une association ayant pour but de propager et de soutenir financièrement les missions catholiques au Congo. Il fut élu président du Comité directeur de l'Œuvre, qui reçut bientôt l'appui des autorités universitaires, de l'épiscopat belge, des évêques du Congo et de plusieurs hautes personnalités du pays. Dès le mois d'avril 1898, l'Œuvre publia un bulletin trimestriel sous le titre: *Œuvre des Missions catholiques au Congo*; des conférences furent organisées dans les principales villes de Belgique. Après des négociations fructueuses, le bulletin fusionna avec la publication du Mouvement antiesclavagiste qui avait déjà dix années d'expérience. A partir du 15 avril 1899, la revue commune paraissait tous les deux mois sous le titre: *Le Mouvement Antiesclavagiste*, avec sous-titre: *Bulletin*

de l'Œuvre antiesclavagiste et de l'Œuvre des Missions catholiques au Congo. Elle devint mensuelle en 1901 et réussit à s'assurer la collaboration active de tous les Instituts missionnaires du Congo. Dès 1903, l'idée de campagne antiesclavagiste se trouvant quelque peu dépassée et remplacée par celle d'un mouvement pacifique et persistant d'évangélisation et de civilisation chrétienne, le bulletin parut sous le titre principal: *Le Mouvement des Missions catholiques au Congo*, sans modification du sous-titre. Vers la fin de l'année, le chevalier de Wyels céda la présidence de l'Œuvre à Mgr Coenraets, vice-recteur de l'Université, tout en restant membre du Comité directeur avec le titre de directeur de la revue mensuelle. Pendant plus de dix ans, il se dévoua à la rédaction du bulletin, au service de la propagande et de la cause missionnaire. La revue cessa de paraître en 1914 et ne fut plus reprise après la guerre. Le chevalier mourut à Kessel-Lo où il avait pris sa retraite.

Publications: Les Missions Catholiques de l'Etat Indépendant du Congo. — *Mouv. Miss. Cath. au Congo*, 1903, p. 239-244. — Les missions catholiques au Congo et la charité en Belgique. *Ibid.*, 1906, p. 7-30. — Rapport présenté au Congrès de Malines sur les œuvres de propagande en faveur des Missions catholiques au Congo. *Ibid.*, 1909, p. 139-143. Rapports du Congrès, VIe section, 6 pages. — L'Exposition Coloniale de Tervueren et les Missions catholiques. *Ibid.*, 1910, p. 73-79. — A propos d'un livre ancien et d'un récent voyage au Congo. *Ibid.*, 1913, p. 212-216. — L'administration congolaise et les missionnaires. *Ibid.*, p. 39-43. — Les Eglises au Congo. *Ibid.*, p. 232-237. — A la gloire de nos héros: Dhanis et Cassart. *Ibid.*, p. 238-240. — Les conférences du R.P. Vermeersch. *Ibid.*, 1914, p. 22-26. — Autres articles dans la revue, signés: La Rédaction.

Lit.: Commune de Kessel-Lo. — Annuaire de l'Univ. Cath. de Louvain, 1896, p. 324. — *Mouv. Antiescl.*, 1899, p. 2, 45, 111, 262; 1900, p. 34, 148; 1901, p. 3, 56; 1902, p. 8, 29-30, 95-96; 1903, p. 23; 1904, p. 9, 36, 100-101, 106; etc.

17 décembre 1975.

M. Storme.